

@

RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE



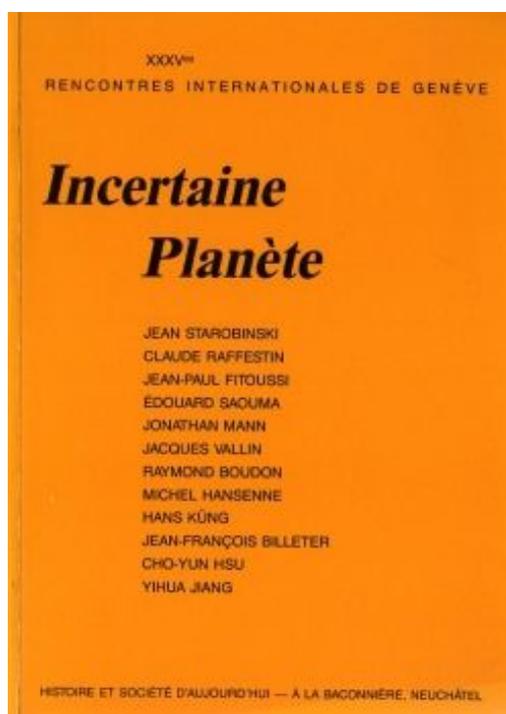
TOME XXXV
(1995)

INCERTAINE PLANÈTE

Jean STAROBINSKI — Claude RAFFESTIN — Jean-Paul FITOUSSI
Edouard SAOUMA — Jonathan MANN — Jacques VALLIN
Raymond BOUDON — Michel HANSENNE — Hans KÜNG
Jean-François BILLETER — CHO-YUN Hsu — YIHUA Jiang

Incertaine Planète

Édition électronique réalisée à partir du tome XXXV (1995) des Textes des conférences et des entretiens organisés par les Rencontres Internationales de Genève. Les Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1996, 416 pages. Collection : Histoire et société d'aujourd'hui.



Promenade du Pin 1, CH-1204 Genève

TABLE DES MATIÈRES

(Les tomes)

[Introduction](#)

[LA PRÉSENCE AU MONDE](#)

[Introduction par Jean-Claude Favez](#)

[Conférence de Jean Starobinski](#)

[Discussion](#)

[LES CONDITIONS D'UNE ÉCOLOGIE JUSTE](#)

[Exposé de Claude RAFFESTIN](#)

[Discussion](#)

[LA DICTATURE DES CRÉANCIERS](#)

[Introduction par Ivan Pictet](#)

[Conférence de Jean-Paul FITOUSSI](#)

[Discussion](#)

[LES LAISSÉS-POUR-COMPTE DE LA GLOBALISATION](#)

[Introduction par Mina Buchs](#)

[Exposé d'Édouard SAOUMA](#)

[Discussion](#)

[LE SIDA : UNE ÉPIDÉMIE DE NOTRE TEMPS](#)

[Introduction par Daniel Lew](#)

[Conférence de Jonathan MANN](#)

[Discussion](#)

[LES POPULATIONS : ENJEU DE POLITIQUE INTERNATIONALE](#)

[Exposé de Jacques VALLIN](#)

[Discussion](#)

Incertaine Planète

VALEURS UNIVERSELLES ET RELATIVISME CULTUREL

[Introduction par Giovanni Busino](#)

[Conférence de Raymond BOUDON](#)

[Discussion](#)

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI

[Exposé de Michel HANSENNE](#)

[Discussion](#)

POUR UNE PLANÈTE INCERTAINE, UN ÉTHOS PLANÉTAIRE

[Introduction par Marc Faessler](#)

[Conférence de Hans KÜNG](#)

[Discussion](#)

CHINE INCERTAINE DANS UN MONDE INCERTAIN

[Exposé de Yihua JIANG : Une révolution pacifique](#)

[Exposé de Cho-yun HSU : Chine, la grande incertitude](#)

[Discussion](#)

[Exposé de Jean-François BILLETTER : La Chine et le monde de demain](#)

[Discussion](#)

[Jean STAROBINSKI : Conclusion](#)

*

[Index des intervenants](#)

@

Incertaine Planète

Nous tenons à remercier ici tous ceux qui ont rendu possibles ces conférences et ces débats, ainsi que le volume qui transcrit le texte des conférenciers et les moments essentiels des entretiens.

Nous disons notre gratitude aux conférenciers et aux personnes invitées aux entretiens ; aux présidents de nos séances de travail ; à M. Denis Bertholet qui, à partir des enregistrements, a établi le compte rendu des entretiens ; à Mme Marie-Claire Ducret qui a relu, corrigé et mis en forme l'ensemble des textes ; à ceux qui publient ce volume.

Notre remerciement va à tous ceux qui assurent la vie des Rencontres : le département des Affaires culturelles de la Ville de Genève et le département de l'Instruction publique de la République et Canton de Genève ; l'Université de Genève, son rectorat et son administration ; Mme Josiane Theubet qui veille de façon permanente sur le secrétariat des RIG et sur la parfaite organisation des sessions.

Nous ne saurions oublier les radios (très particulièrement Espace 2), la Télévision Suisse Romande, la presse d'ici et d'ailleurs. Sans elles, l'ouverture que nous souhaitons ne serait pas une promesse tenue.

Nous réitérons enfin ici l'expression de notre reconnaissance pour leur appui matériel à l'organisation de cette session à la Banque Cantonale de Genève, à Caterpillar Overseas SA, au Crédit Suisse, aux Laiteries Réunies, à Pictet & Cie, au Pour-cent culturel Migros, à Publicitas, à la Société coopérative Migros-Genève, à l'Union de Banques Suisses, à Lombard Odier & Cie ; à tous ceux qui par leurs annonces et leurs dons ont facilité l'impression du programme de cette XXXV^e session ; enfin à la Fondation Hans Wilsdorf qui assume la plus large part des frais de cette publication.

BERNARD DUCRET
Secrétaire général

JEAN STAROBINSKI
Président

Une série de cassettes sonores complète très utilement cet ouvrage. Elles ont été enregistrées lors de la trente-cinquième session des Rencontres Internationales de Genève et contiennent les entretiens et les discussions entre les conférenciers et les invités. Ces cassettes peuvent être obtenues auprès de la médiathèque de l'Université de Genève, 3, place de l'Université, CH-1211 Genève 4.

@

INTRODUCTION

@

L'action de la communauté internationale

p.007 Dans la mesure où elle se veut moderne, la pensée politique définit aujourd'hui ses problèmes à l'échelle du monde. Dans leurs chartes, les institutions internationales proclament des valeurs universelles et invitent toutes les nations du monde à les promouvoir solidairement : paix entre les nations, développement économique, éducation et culture, emploi et droits sociaux, droits de l'homme, santé.

La communauté des nations n'a toutefois pas le statut d'un super-Etat mondial. Et toute intervention ou ingérence qui ne respecte pas la « souveraineté nationale » encourt la suspicion de ne correspondre qu'aux intérêts d'un seul Etat, ou d'un groupe d'Etats. Les générations nouvelles, qui s'opposent à toute guerre (et c'est un progrès), restent perplexes sur les moyens de faire cesser d'absurdes et sanglants règlements de compte.

Il eût fallu qu'à l'universalité des principes fondamentaux des institutions internationales correspondît la validité universelle des prises de décision. Les postulats de l'éthique ont souvent été contredits, dans ces institutions mondiales, soit par des majorités de circonstance, soit par les exceptions revendiquées par tel ou tel pays au nom de la souveraineté et de l'intérêt nationaux. Depuis un quart de siècle, l'impatience devant la lenteur et le formalisme des procédures supranationales s'est traduite par des mouvements protestataires diffus, qui ne tenaient nul compte des moyens politiques par lesquels les exigences morales pouvaient se traduire dans les faits. Dans la lancée de ces mouvements protestataires, on a vu p.008 l'égalitarisme faire place au relativisme. Une fois admis que toutes les cultures et toutes les expressions esthétiques sont légitimes, on a cru pouvoir aller jusqu'à considérer que tous les systèmes de valeurs sont équivalents. Au point que s'en trouvent justifiés les particularismes qui récusent les valeurs de rationalité et de non-violence sur lesquelles un ordre mondial devrait pouvoir se fonder. Au-delà des pluralismes et des anciens héritages qu'il fallait défendre, on a pu voir prôner — au nom de la « postmodernité » — les vertus de l'éclatement. On a vu naître de nouvelles attitudes conformistes, qui

Incertaine Planète

encouragent la ségrégation volontaire, et qui finissent par laisser le champ libre aux mouvements ethnistes, nationalistes et intolérants.

La mondialisation

Rien n'autorise à admettre que la tâche éthique de l'universalité ait cessé d'être à l'ordre du jour. Mais cet universel perçu comme un devoir a aujourd'hui pour contexte un état de fait qui porte, lui aussi, le caractère de l'universel : c'est ce que désignent les termes récemment apparus et constamment évoqués de globalisation et de mondialisation. Ces mots sont allés de pair avec celui de crise, dont ils offrent une explication très générale. Ils désignent une situation avec laquelle il faut désormais compter et où doit nécessairement s'inscrire toute initiative marquante. En parlant de mondialisation, on entend désigner les résultats d'un ensemble inédit de pouvoirs et de contraintes matérielles, l'apparition d'un nouveau cadre de vie à la fois insaisissable et très concret.

Le constat est rappelé quotidiennement : la mise en œuvre des pouvoirs pratiques de la science est devenue affaire de compétitivité globale. Des impératifs de croissance ou d'équilibre budgétaire imposent aux nations le développement industriel, la modernisation, l'optimisation des rendements, la conquête de marchés — à perte de vue. Quand s'accroît la population, quand celle-ci ne se résigne pas à la pénurie, l'échec économique risque de susciter des crises, des frustrations et des ressentiments violents. Tout nouveau développement technique impose son emploi, et présuppose des p.009 capitaux. Ainsi la mondialisation de l'information et des communications pénalise ceux qui ne s'y installent pas en force.

En Europe, on le sait, les inquiétudes de cette dernière décennie du siècle ont pour thème obsédant l'économie planétaire, ses flux financiers et ses délocalisations. De nouvelles rivalités économiques voient le jour, qui ne ressemblent plus aux anciennes disputes territoriales de voisinage. Le « marketing » mondialisé inclut indifféremment tout ce qui peut faire l'objet d'une demande, et tout ce que l'on peut persuader d'acquérir : s'y trouvent compris les armes, les installations atomiques, la drogue et ses revenus, ou les révélations « spirituelles » suprêmes (avec la fin du monde en prime).

Les accroissements indispensables du pouvoir de production sont accompagnés — à l'échelle mondiale — d'effets mal mesurables et mal maîtrisés, qu'il s'agisse de

Incertaine Planète

la dégradation de l'environnement, de la propagation des maladies infectieuses, du déplacement des populations, de la création ou de la disparition des emplois, etc. On voit, un peu partout, monter de nouvelles formes de servitude et d'aliénation. Etions-nous, en Occident, habitués à trop de confort ? Avons-nous vécu au-dessus de nos moyens ? L'interdépendance de toutes les parties de la planète s'exprime par un sentiment de précarité économique, parfois par une peur, à quoi l'on répond en s'étourdissant (quand on en a les moyens), mais aussi en cherchant secours auprès des religions traditionnelles et des sagesses oubliées. Quant à ceux qui entendent relever les nouveaux défis, ils ne possèdent aucune règle de pilotage infaillible : les calculs multifactoriels les plus savants sont toujours accompagnés d'une considérable marge de risque.

Les problèmes de voisinage géographique n'ont pas disparu pour autant. L'effondrement des régimes communistes en Europe a laissé à découvert des problèmes « nationaux » dont l'expression avait été occultée, mais qui n'avaient jamais été surmontés, ou qui restaient disponibles pour servir à de nouveaux discours idéologiques. Le paradoxe du moment présent, c'est que, grâce à la fin d'un conflit global, l'on voit tantôt les sentiments d'appartenance nationale ou ethnique s'exaspérer, tantôt cette même appartenance se vider de son contenu concret de solidarité sociale. Les risques _{p.010} imminents s'étant dissipés, rien n'interdit plus, à tous les niveaux, les comportements égocentriques. La construction européenne elle-même s'en trouve menacée. L'ordre international des Etats-nations menace de basculer dans le chaos ou de céder la place à des regroupements régionaux qui cherchent encore leur salut entre protectionnisme et coopération. Le cas de la Chine, auquel sera consacrée la dernière séance des Rencontres, présente à cet égard un intérêt particulier. Son développement économique est en passe de modifier les équilibres de la région, voire du monde. Il s'accompagne de bouleversements sociaux qui font désormais d'elle, à elle seule, une planète incertaine. On s'interrogera sur la mue que traverse ce pays d'ancienne civilisation et sur la place qui sera la sienne dans le monde de demain.

L'intérêt commun

Sommes-nous voués à subir et à constater ? La libéralisation des échanges mondiaux rend plus impérieuse que jamais la revendication de justice et d'intégration sociales en tous pays. En pleine crise de chômage général, les accords du GATT se sont conclus sans clause sociale. C'est là une lacune grave

Incertaine Planète

pour la régulation de l'économie mondiale. Faute d'y parer, troubles et révoltes n'épargneraient pas plus les pays du Nord que ceux du Sud. On peut craindre aussi que la concurrence entre Etats, la disparité de leurs ressources ne compromettent la mise en place — à long terme — d'un ordre écologique mondial, les riches comme les pauvres n'étant guère disposés à en assumer le coût immédiat. En soi la globalisation ne crée donc pas un nouvel universalisme. Elle fixe les règles d'un jeu où prévalent les forts, mais dont l'échec ou la réussite affectera toutes les nations solidairement. C'est une raison pour ne pas perdre de vue l'intérêt commun. A cet effet, le développement d'un civisme et d'un sentiment de responsabilité à l'échelle du monde n'est pas moins nécessaire. Cet espoir demeure toutefois chimérique tant que les individus ne jouissent pas, partout où ils vivent, des libertés et des sécurités sans lesquelles il est impossible de s'ouvrir au monde.

Les incertitudes dont nous souhaitons parler ne concernent pas ces valeurs elles-mêmes, mais une situation où les valeurs auxquelles nous tenons sont mises au défi d'une manière nouvelle. Les données récemment apparues changent la nature de nos problèmes, mais il ne s'ensuit pas que soient devenues caduques les normes éthiques dont nous avons pris fortement conscience après les avoir vu bafouer en des moments tragiques de notre siècle. Dignité humaine, égalité des droits, équité ne sauraient être les laissées-pour-compte de la globalisation. Où en est le dialogue entre les religions ? Il est indispensable pour l'édification de la paix. Est-il chimérique d'espérer que l'approfondissement intérieur de chaque tradition, évitant l'impasse du syncrétisme, conduise à la reconnaissance d'un minimum éthique universel ?

Un état des lieux s'impose. Il ne pouvait trouver meilleure date qu'en cette année du cinquantenaire des Nations Unies, à quatre ans de la fin du millénaire. Il ne pouvait trouver meilleur accueil qu'à Genève, grâce à la contribution personnelle apportée par les représentants des institutions spécialisées de l'organisation internationale. Inaugurées en 1946, les Rencontres Internationales de Genève entendent continuer à faire participer une cité consciente de sa singularité à une réflexion exigeante sur les problèmes généraux du moment présent.

Le Comité des Rencontres Internationales de Genève

LA PRÉSENCE AU MONDE ¹

INTRODUCTION

par Jean-Claude Favez
professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève

@

p.013 Le sujet des XXXV^{es} Rencontres Internationales de Genève — « Incertaine Planète » — reste fidèle à la tradition, que nous présentent la brochure et l'exposition consacrées à l'histoire de notre manifestation depuis sa fondation en 1946. Pourtant, il me semble que jamais, même en 1946 lorsque les premières Rencontres abordaient la question de « l'Esprit européen », nous n'avons été aussi proches de l'actualité la plus immédiate et la plus prégnante. Depuis qu'il y a deux ans, le Comité des Rencontres a choisi le thème de cette XXXV^e session, mondialisation et globalisation sont à l'ordre du jour dans les médias et dans la presse. Les Nations Unies, qui fêtent cette année leur cinquantième anniversaire, et l'ensemble des organisations internationales consacrent à ces thèmes conférences et colloques. A nous, à nos conférenciers d'expliquer ce qu'il faut entendre par là et, comme les y invite une illustration frappante, à étudier la planète bleue depuis son satellite lunaire.

C'est Jean Starobinski qui ouvre les Rencontres, dont il est par ailleurs le président depuis trente ans, par une conférence intitulée « La présence au monde ». Cette présence, elle est bien évidemment d'abord l'expression des phénomènes sur lesquels nous voulons nous pencher. Car la mondialisation correspond à un état de fait et pas seulement à la tâche éthique d'universalité que l'institution internationale s'efforce, tant bien que mal, de faire admettre et de développer. La logique du marché que cette mondialisation impose aux échanges et aux communications ne crée pas en elle-même la liberté et la justice. Ce n'est pas sur elle, me semble-t-il, que l'on peut fonder une Cité nouvelle de paix et de progrès, même si elle a été *la première à faire voir ce dont est capable l'activité humaine*, en créant p.014 *de toutes autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques, si*

¹ Le 25 septembre 1995.

Incertaine Planète

je puis rappeler ici un économiste ¹ du XIX^e siècle aujourd'hui bien oublié.

La présence au monde, c'est aussi notre humanité. C'est une mémoire, des souvenirs communs, la solidarité envers les plus démunis, la sûreté intérieure et extérieure garantie à tous. Cette présence au monde est non seulement indispensable pour corriger les conséquences funestes de la mondialisation. Elle seule évitera le retour du refoulé, comme celui auquel nous assistons impuissants dans l'ex-Yougoslavie par exemple.

Le monde de l'universalité et celui, qui lui est souvent contraire, de la mondialisation ont rendu notre planète incertaine. Mais incertaine aussi est devenue notre patrie, cet autre monde qui nous est d'autant plus indispensable qu'il n'est plus seulement à nous et que nous ne sommes plus entièrement à lui. Il y a quatre ans, dans la nuit qui tombait sur le château de Bellinzona, un homme s'est levé pour évoquer les rapports entre ces deux mondes. Et cet homme a dit ceci : *En cette fin de siècle, nos vies, avec les décisions que nous ne pouvons esquiver, s'inscrivent inéluctablement dans l'horizon de la terre tout entière. Mais le chemin vers le monde commence à notre porte, sous nos pas, dans les rues de nos villes, dans nos gares. Il commence aussi quand nous partons vers les hauteurs, quand nous foulons les sentiers bordés de trèfle et de scabieuse, quand nous traversons le ruisseau sur les planches qu'a placées le cantonnier, quand nous saluons le passant inconnu.*

Ces quelques lignes du discours que Jean Starobinski prononça le 10 janvier 1991 à l'ouverture de l'année du sept centième anniversaire de la Confédération helvétique suffisent, je crois, à présenter notre conférencier.

@

¹ Karl Marx.

Incertaine Planète

JEAN STAROBINSKI Né en 1920 à Genève, il conduit parallèlement des études complètes de médecine et de lettres.

Après avoir pratiqué un certain temps, notamment à l'Hôpital psychiatrique de Cery, à Lausanne, il choisit le vaste champ de l'analyse critique : analyse critique des idées, autant que de leur histoire, des œuvres picturales et littéraires, des grands textes comme des grands courants de pensée, ainsi que l'histoire de la médecine.

A enseigné la littérature française et l'histoire de la médecine aux Universités Johns Hopkins (Baltimore, E.-U.), de Bâle et de Genève, ainsi qu'au Collège de France. Président des Rencontres Internationales de Genève depuis 1965. A publié des ouvrages consacrés, entre autres, à Rousseau, Montesquieu, Montaigne, Baudelaire.

Membre de l'Institut de France. Prix Balzan 1984. Son dernier livre, *Largesse* (Paris, Musées nationaux, 1994), accompagnant une exposition dont il avait été le commissaire au Musée du Louvre, est consacré au geste du don.

CONFÉRENCE DE JEAN STAROBINSKI

@

p.015 Il y a cinquante ans, en 1945, alors que les villes d'Europe et d'Asie ravagées par la guerre n'étaient pas encore reconstruites, les premières Rencontres Internationales avaient convié quelques écrivains et philosophes à exposer leur réflexion sur « l'Esprit européen ». Sans exception, lors des débats de 1946, ils étaient remontés à des sources historiques, ils avaient tenté de renouer avec ce que l'Europe du passé avait connu de meilleur, pour trouver dans cette mémoire les inspirations d'une nouvelle vie commune — réconciliée.

Notre attention se porte aujourd'hui vers le sort de la planète entière, alors même que notre souci de l'Europe persiste et change encore une fois de nature. Mais pouvons-nous faire appel à un passé mondial commun ? Il faudrait remonter à l'invention du feu... L'ordre du monde est à faire, il n'est pas à refaire. Il n'est pas un héritage à retrouver, il est entièrement notre tâche. Tant de choses peuvent y être construites, et tant de valeurs auxquelles

Incertaine Planète

nous sommes attachés menacent de se dégrader. Bien sûr, il y eut, à distance de plusieurs millénaires, un monde des civilisations moyen-orientales et méditerranéennes, comme il y eut un monde américain précolombien. Leur connaissance est précieuse à plus d'un titre, mais celle-ci nous offrira-t-elle les viatiques dont nous avons besoin pour entrer dans le monde du siècle à venir ? Après la guerre ^{p.016} de 1914, Paul Valéry évoquait les noms de Suse et de Persépolis, pour preuve que les civilisations sont mortelles et que les nations d'Europe pourraient connaître le même sort.

Le monde connu n'a désormais plus de terres inconnues extérieures à lui. La dimension du monde, au sens vraiment moderne, n'est apparue qu'au terme des grands voyages européens d'exploration, qui se sont poursuivis par celle de notre banlieue cosmique. L'universalité de principe inscrite dans les grandes religions monothéistes, puis dans la pensée des Lumières, n'a découvert la pleine mesure de son objet — la terre habitée, la planète terre tout entière — que depuis un peu plus de trois siècles, ce qui est court à l'échelle de l'histoire de l'espèce humaine. L'histoire des mots français est un indicateur particulièrement sensible. Sait-on seulement que l'adjectif *international*, précédé par son emploi anglais, n'entre en usage qu'au XIX^e siècle ? Le *Dictionnaire de l'Académie* ne l'accepte qu'en 1878. *Global* est approximativement de la même époque. L'adjectif *mondial* et l'adverbe *mondialement* n'apparaissent, au sens que nous leur attribuons de nos jours, que dans les premières années du XX^e siècle. Quelques dictionnaires complètent la définition de *mondial* par son synonyme : *planétaire*. Quant au mot *mondialisation*, il apparaît aux alentours de 1960. *Globalisation* est encore plus récent. Ces indices lexicaux sont révélateurs. Il y eut,

Incertaine Planète

au cours de notre siècle, des changements profonds dans les rapports entre les différentes parties de la terre, et une conscience croissante de leur interdépendance. Il fallut inventer des mots pour le dire. Une scène toute nouvelle s'offre à nous. Et nous nous sentons présents à un monde sans précédent.

*

Peut-on parler de mondialisation et de globalisation comme d'un phénomène unique ? Assurément non. Nous assistons à de multiples mondialisations et globalisations qui s'impliquent les unes les autres. Elles intéressent divers ordres de réalité, divers « mondes ». Comment n'y aurait-il pas, à l'échelle de la planète, des mondes aussi distincts que ceux que l'on trouve dans chaque ville : p.017 monde juridique et monde médical, monde de l'enseignement et monde sportif, monde syndical et monde patronal, monde local et monde international, intermondes et demi-monde, etc. ? Ces mondes distincts, dans une ville, s'appellent aussi bien des milieux. Ce feuilleté social ne se transcrit toutefois pas à la dimension de la planète. Car tout le monde ne peut s'offrir le luxe du déplacement physique. Les agents de la mondialisation sont au premier chef des agents économiques, on l'a suffisamment répété. Les moyens de la mondialisation sont les multiples médias, les techniques (et les ingénieurs) de la communication. Les participants de la mondialisation sont innombrables, sans appartenir à la population mondiale tout entière, tant s'en faut. Pour les habitants les plus favorisés de l'hémisphère nord, il existe une mondialisation du tourisme. Pour les moins favorisés, il existe néanmoins une mondialisation de la musique de divertissement, qui fait partie de la circulation des images et des sons émis de tous les points du globe. Les habitats

Incertaine Planète

de la vie, la météorologie s'étudient à la dimension planétaire. L'Organisation Mondiale de la Santé coordonne des statistiques et des projets mondiaux : la variole, l'une des plus grandes tueuses, a disparu du monde. Face aux malheurs du monde, ce sont des organisations mondiales (à commencer par la Croix-Rouge, la plus ancienne) qui apportent le secours humanitaire.

Mon propos n'est pas ici de faire rapport sur l'état du monde, mais de rappeler que l'espace du monde est désormais pénétrable pour des entreprises qui ambitionnent d'être mondiales. Mais il n'est pas également pénétrable pour chacune de celles-ci. Ce sont des réseaux plus ou moins denses, aux mailles plus ou moins serrées, dans l'intervalle desquelles s'obstine une réalité réfractaire, les laissés-pour-compte. A l'intérieur même des pays mondialisateurs, on voit se produire et s'accroître des décalages, jusqu'à voir apparaître un type de société « duale ». Chacun sait que mondialisation n'est pas synonyme d'ordre mondial ni d'harmonisation générale. La concurrence se mondialise, la prospérité ne se mondialise pas à la même vitesse. Pour autant que je sache, la mondialisation des flux financiers n'entraîne pas une régulation équilibrée. Ce sont ^{p.018} surtout les dépressions qui tendent à se mondialiser. Le krach de 1929 fut déjà mondial.

Mon très imparfait inventaire de la mondialisation aboutit au constat d'une *peur* qui accompagne ce mot et son compère globalisation. Une peur dont il faut avoir peur. Car elle intervient parfois comme un argument pour la résignation ; elle s'exprime comme pour expliquer et excuser une paralysie, un sentiment de débordement devant ce qu'on appelle une « crise », qu'on sait ne pas pouvoir maîtriser à soi seul, et que l'on n'espère pas davantage maîtriser collectivement, avec d'autres, parce que les

Incertaine Planète

moyens d'une action collective appropriée ne paraissent pas avoir encore atteint une suffisante efficacité. La peur s'accroît quand s'y ajoute ce que l'on sait ou croit savoir des mondialisations perverses : réseaux criminels mondialisés ou transnationaux, trafics d'armes, etc. De longue date, les peurs irrationnelles s'alimentaient à la pensée que des « internationales » travaillaient dans l'ombre : il en existait, mais elles étaient elles-mêmes soutenues par des peurs. Les fantasmes redoublent aujourd'hui, parce que l'on voit se défaire des équilibres locaux très anciens, et se déstabiliser des certitudes que l'on possédait, des habitudes dont on vivait. Comment expliquer ces bouleversements ? Quels pouvoirs leur opposer ? Puisque l'on se sent démuni, il est vite fait d'en imputer la responsabilité à des puissances hostiles omniprésentes. Des peurs de ce genre ont été utilisées à leur profit par des améliorateurs du monde (des *Weltverbesserer*) sadiques ou inéduqués. La dernière guerre mondiale a été provoquée par la mobilisation de peurs de ce type.

Aujourd'hui, parmi les enjeux mondialisés figure le sort même de la planète. Ce qui provoquait l'amertume de Valéry, en 1920, c'était la perspective de l'irréversible déclin du continent européen. Ce qui nous épouvante à l'heure actuelle, c'est l'hypothèse de l'anéantissement de la vie sur la planète. Telle est la toile de fond tendue derrière toutes nos vues sur la mondialité. Parmi les possibles avec lesquels joue notre pensée figure celui-là, comme la dame de pique dans une donne de cartes. On ne cesse d'entendre rappeler qu'il y a assez d'armes accumulées pour passer de l'hypothèse à la réalité. Notre survie ne tient donc qu'à une inhibition dictée par ^{p.019} la raison et par la volonté de tous ceux, sans exception, qui ont accès à la commande du feu

Incertaine Planète

atomique. Mais si exception il y avait ? Si un chef de secte décidait de passer aux actes sur une plus grande échelle ? Ou si quelques orgueilleux se sentaient grandir à l'idée de commettre le suprême acte de vandalisme, après s'y être entraînés quotidiennement pendant leur jeunesse ? N'auraient-ils pas, pendant cinq secondes, la sensation de s'éclater pour de bon, de se procurer le *fun* de leur vie ? Telles sont les craintes communément répandues, et qui prouvent bien que l'appréhension du monde, la référence à une insaisissable totalité sont inscrites dans beaucoup d'esprits, et y font alterner les éventualités extrêmes du salut ou de la perte, de la paix universelle ou d'Armageddon.

*

Oui, dans des discours qui tendent à se dramatiser mais dont le dramatisme ne nous aide en rien, un certain apocalyptisme revient aujourd'hui, au gré d'une peur qui reproche à la science et à l'industrie l'excès de leurs pouvoirs. Mais a-t-on raison de s'alarmer, à voir apparaître actuellement un technoglobalisme ? Le terme a été forgé ¹ pour désigner la nécessaire collaboration mondiale des nations qui fondent leur économie sur les techniques issues de la science, et qui doivent de ce fait porter un intérêt prioritaire à la recherche scientifique, dans ses rapports directs avec l'innovation et le développement économiques.

Mondiale, la science rationnelle l'a été dès qu'elle a su bien tenir en main ses outils : le calcul et la mesure expérimentale. Je me dispense ici de répéter que son principe est l'universel et l'universalisable. C'est le postulat de l'universalité qui est le

¹ Je le trouve dans un article de John de la Mothe et Paul R. Dufour, « Techno-Globalism and the Challenges to Science and Technology Policy », in *Daedalus*, vol. 124, n° 3, été 1995, *The Quest for World Order*, préface de Stephen Graubard.

Incertaine Planète

présupposé fondamental de la discussion scientifique, et qui est le moteur de son développement. Les propriétés de la matière découvertes au p.020 CERN sont confirmables, dans les mêmes conditions expérimentales, sur tous les points du globe. Partout, et quelle que soit la différence des cultures, les mêmes équations fondamentales définissent les paramètres de la production d'énergie et de travail mécanique. Hommage est rendu aux conquêtes du savoir par ceux mêmes qui regrettent que la nature ait bêtement livré aux hommes de trop redoutables secrets. Il faut au moins rappeler que les énergies mises à notre disposition ont supprimé les conditions anciennes qui furent celles du servage ou du labeur écrasant (avant qu'elles ne suppriment des emplois contre notre gré). C'est aussi grâce aux énergies rendues disponibles par la science que des conditions matérielles humaines — d'abord : la simple assurance des moyens de subsistance — pourraient être dès ce jour accessibles à tous les habitants de la planète, pour autant que soient prises et mises à exécution les décisions politiques et sociales qui transformeraient le possible en réalité. Nous ne rêvons pas quand nous imaginons un « travail social mondial », ou « une société du travail mondial »¹, et que nous éprouvons un sentiment d'injustice devant des inégalités extrêmes. Les alarmes justifiées que nous ressentons devant ces retards sont en proportion des pouvoirs dont la science nous a présentement dotés. Mais les technosciences, qui sont neutres, ne dictent pas les modalités d'organisation de leur emploi.

Je voudrais poursuivre ce plaidoyer pour la science en faisant l'éloge des nouveaux moyens de communication, mais aussi en

¹ L'expression est d'Eric Weil, dans *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1956, pp. 225-261.

Incertaine Planète

faisant observer que la neutralité des technosciences n'exclut pas leur usage détourné ou pervers, je veux dire l'usage qui se retournerait contre l'intelligence même qui construit la science.

L'éloge : bien d'autres s'en sont déjà chargés. Le savoir et le savoir-faire modernes — les technosciences — ont développé le déplacement généralisé à travers les lieux du monde, la maîtrise des énergies capables de transporter non seulement des matériaux et des corps, mais de faire voyager des images, des sons, des signes : ce qu'on appelle des « immatériels ».

p.021 La masse et la distance ne constituent plus, comme autrefois, des obstacles. Moyennant un certain équipement, nous disposons de la faculté d'étendre les signaux de notre présence. Ma voix ou mon écriture ou mes graphiques peuvent en une seconde atteindre celui ou celle auxquels je pense sur tous les points du globe. On m'informe en retour avec la même promptitude. Circulent ainsi les messages d'amitié, les informations, les conseils, les ordres à accomplir. Quel rapprochement des êtres ! Combien de liens qui se resserrent ! Quelle extension des rayons d'action dans les rapports de personne à personne ! Que de possibilités nouvelles pour le dialogue public démocratique !

Mais ce qu'on appelle « communication » n'est pas exclusivement mis en œuvre dans le rapport réciproque et symétrique de personne à personne. Oui, je puis rejoindre des destinataires connus ou inconnus, mais plus souvent encore je suis rejoint par des messages émis par des inconnus, par des équipes, par des agences, par des producteurs (j'inclus sous ce terme non seulement les « réalisateurs » d'un message, mais les propagandistes d'un *produit*, qu'il s'agisse d'un(e) politicien(ne) ou

Incertaine Planète

d'une marchandise). Avec une efficacité qui surpasse celle du journal acheté au kiosque, on m'offre non seulement la satisfaction de mes désirs, mais de nouveaux désirs. On m'offre des explications du monde qui m'amèneront à voter pour Mr. Smith ou pour Ms. Joan Doe. Je suis cherché, je suis atteint par beaucoup de monde et peut-être par personne. On appelle communication (j'en parle ici globalement) le transport d'un « message » quelconque, lancé vers des cibles diverses, mais le plus souvent collectives. Le principe de tout ce que nous recevons sur écran est celui de l'affichage. Principe déjà ancien qui s'est développé, à partir de la publicité imprimée du journal, sur les murs de la grande ville du XIX^e siècle : c'était d'abord l'annonce apposée sur une surface matérielle, qui s'imposait à la lecture de passants isolés ; ceux-ci, la subissant, devenaient sans effort apparent et sans l'avoir voulu une foule virtuelle. Il y eut de merveilleuses affiches, comme il y a aujourd'hui des « clips » qui parviennent à leur fin, qui est de séduire. Depuis longtemps déjà, l'affiche s'est mise à bouger. Et ce qui était apposé sur les ^{p.022} murs des villes bouge dans nos logis, supprimant la rue marchande, ou la transportant dans nos intérieurs devenus lieux publics. L'affiche, à l'extérieur, n'est que le rappel — le pour mémoire — de ce que nous avons vu sur nos écrans. Chacun subit séparément l'assaut des messages qui ont pour but de pénétrer jusqu'à son for intérieur. Dorénavant, le support de l'affiche mouvante n'est plus un mur de la ville, mais, pour soutenir le défilé des images, un morceau de notre temps, un créneau horaire, qui fait corps, pour ainsi dire, avec l'écran, mais qui découpe aussi une partie de notre journée. L'affichage se produit à la surface du temps que nous donnons, ou que nous nous laissons prendre.

Incertaine Planète

L'avènement d'une ère du « multimédia » déploie des perspectives surprenantes d'emploi pédagogique, lesquelles, hélas, s'inversent aussitôt en des perspectives inquiétantes d'antiéducation. Les unes doublant les autres. Une archive gigantesque se constitue et se déploie, qui pourrait devenir l'encyclopédie constamment mise à jour que nous souhaitons. Les questions toutefois affluent. Car ne devons-nous pas passer un temps infini à faire le seul apprentissage préliminaire, le parcours du repérage ? Cette archive peut-elle être en même temps la dépositaire d'un savoir en constant accroissement et le véhicule irresponsable des irresponsables qui déjà veulent s'y loger ? Et qui est juge de ce qu'inévitablement rejette ce système ? Celui-ci sera-t-il le complément tant attendu de nos mémoires limitées et défaillantes ou le voleur d'une mémoire abdiquée dans l'extériorité des machines ? On avait déjà inventé, pour certaines opérations, une circulation extracorporelle, et voici de surcroît une mémoire extracérébrale, bibliothèque miniaturisée au bout de nos doigts posés sur le clavier, et sans doute aussi périssable que le fut celle d'Alexandrie. Quant à l'interactivité dont on fait si grand cas pour nous rassurer, mérite-t-elle ce nom, si elle n'est que le face-à-face avec Personne, le jeu solitaire contre le mur sophistiqué qui renvoie chaque balle lancée, la rencontre avec le partenaire dont la force aux échecs est programmable ? Serons-nous obligés de vivre non plus face au vrai monde, mais captifs de celui que nous font les « informations » diffuses qui s'ajoutent au monde vivant et le modifient ? (Le nombre de ces informations ^{p.023} dépasse de loin celles que diffusent agences et journalistes spécialisés.)

J'exprime ici des craintes que j'exagère à dessein. Mais ce qui n'est pas exagéré, c'est que — à en croire des enquêtes sérieuses

Incertaine Planète

menées outre-Atlantique — les médias télévisuels, autant que les romans lus par Emma Bovary, présentent un visage truqué de l'existence, ne préparent pas leurs plus jeunes lecteurs à la vraie vie, au vrai monde qu'ils rencontreront. Ne voici-t-il pas que s'installe, dans la profondeur illusoire du « *cyberspace* » mondial, tout un monde second, peuplé de fantômes : golems, poupées gonflables ou rois des aulnes digitaux, prêts à nous arracher l'enfant vivant qui se serre contre nous ¹.

La réponse que l'on apporte habituellement aux inquiétudes que je viens d'exprimer consiste à en appeler à la liberté de l'utilisateur. Mais cette réponse est de pure forme. Il faut savoir que la liberté nécessaire n'est pas donnée par la nature. L'homme naît violent et passionné (contrairement à ce qu'affirme Rousseau). Il faut qu'il accède à sa liberté en la construisant, à quoi doivent l'aider l'éducation et l'institution. Administré précocement et à dose massive, le puissant message télévisuel n'a pas de peine à s'emparer des esprits avant que ceux-ci n'aient pris pleine possession de leur liberté — liberté au reste toujours fragile. Ce qui passe pour spontané, en bien des cas, est déjà sous influence. Ajoutons que la surdose des images, leurs superpositions, leurs incitations contradictoires créent un bruit indistinct, d'où résultent hébétude, désorientation, oubli immédiat, incapacité à s'exprimer activement, et surtout agressivité et angoisse. Auront réussi à passer, fort souvent, les images de la haine, arme au poing, et celles du mépris pour la femme. Interdire ? C'est derrière le grand principe de la liberté

¹ Le débat sur ce sujet est lancé en Amérique. Voir Mark Slouka, *War of the Worlds. Cyberspace and the High-Tech Assault on Reality*, New York, Basic Books, 1995. L'auteur insiste sur la difficulté croissante de séparer la vie réelle et l'existence virtuelle.

Incertaine Planète

d'expression (à quoi s'ajoute la protection fréquente de l'audimat) que se retranchent ceux qui provoquent tant d'infirmités^{p.024} psychiques. A cette exposition à un traumatisme continu, les plus aptes, les moins délicats certes, survivent : c'est une sorte de sélection tout aussi impitoyable que celle que le darwinisme voyait se produire dans l'évolution des espèces. Une immunisation n'est pas exclue. Mais j'éprouve du dépit, en voyant l'un des plus imprudents usages de la science travailler à étouffer l'intelligence dont s'est faite la science, en voyant ce qui indéniablement a pouvoir de nous relier au monde faire au contraire, et si souvent, *écran* entre le monde et nous. « La mauvaise monnaie chasse la bonne », selon la loi économique que Gresham formulait au XVI^e siècle déjà. C'est à croire que, parmi les utilisateurs des techniques de pointe, il en est qui s'appliquent à saper les bases dont ces techniques sont issues, quand ils font comparaître les mages escrocs aux heures de grande écoute. Les superstitions, les images périmées du monde que la science croyait avoir refoulées reviennent, au centre des messages, hanter les consciences confuses de nos contemporains.

*

Ai-je proposé, jusqu'ici, une figure exacte de notre monde humain ? J'en ai tout au plus évoqué quelques aspects presque abstraits. C'est qu'il est impossible d'accéder à une représentation du monde sans procéder par généralisations, simplifications, classements plus ou moins systématisés et arbitraires. Quand on porte sa pensée sur l'état du monde, on ne peut que rester dans l'insatisfaction et dans l'incertitude. Bienheureux ceux qui se sentent en état de porter un diagnostic. Seuls les paranoïaques ont une image précise du monde, et se croient les dépositaires des

Incertaine Planète

desseins de la Providence sur ce monde. — Il est d'ailleurs des paranoïaques qui réussissent, parce qu'ils trouvent des incertains qui ne supportent pas de faire face à l'incertitude.

Tout à l'heure, j'ai tenté de faire sentir que les moyens techniques par lesquels tant de messages traversent l'espace physique peuvent devenir aussi bien les moyens qui nous séparent de la vérité du monde. Peut-être me suis-je trouvé pris à ce même piège. Peut-être, dans ma critique, ai-je conformé ma voix à d'autres voix, p.025 prévenu que j'étais à ma façon, et pas moins séparé que les autres, dont j'ai déploré la vulnérabilité. A interroger obstinément le monde, peut-être court-on péril de se perdre soi-même et de ne pas rejoindre le monde. Au plus loin dans l'espace où l'on espère trouver le monde, l'on s'égare dans la brume de ses propres fantasmes. Il faut se tenir en garde : savoir que l'air du temps, qui souffle fort, est chargé de messages qui nous intoxiquent. Bref, nous voici à l'opposé de la présence : nous avons rencontré une forme de l'absence ¹.

Reste à repartir en une autre direction, en posant à nouveau notre problème de la présence au monde, mais cette fois à partir de la question de la présence. Car le problème est peut-être davantage dans la mise en rapport de la présence et du monde, dans la difficulté de les aboucher l'une à l'autre. Or qu'en est-il de la présence ? Peut-être faut-il recommencer par là. Le *présent* de la présence, quel est-il ? — C'est le présent de la certitude sensible, fût-ce le présent de la sensibilité troublée. Ce sont les choses que nous palpons et goûtons : la surface d'un fruit touché, son velouté, sa saveur. C'est la rumeur du vent dans les branches.

¹ Je me garde ici de reprendre la notion d'*aliénation*, qui est importante, mais dont on a fort abusé voici trente ou quarante ans.

Incertaine Planète

La sensation de mon aplomb, l'effort de mes muscles, le regard que je déplace, l'ouïe que je tends... Cela se passe sur un point infime de la planète. Ai-je perdu de vue le vaste monde ? Ai-je eu tort de l'oublier ? Il s'est dérobé, il s'est refusé à ma prise. Laissons-le aller son train. En revanche, je puis dire de mes sensations qu'elles me font un monde prochain — mon monde — qui change d'instant en instant, traversé de plaisirs et de peines. Un monde qui peut être magnifique, suffisant et plein (autant que je sois capable de plénitude). Un monde où des qualités sont vécues, tandis que le monde technoscientifique se bâtit sur des quantités et sur des systèmes simples d'oppositions. Cela du moins m'est certainement donné, comme un sol natal, dans sa consistance et sa fugacité ¹.

p.026 Nous voici ramenés au particulier, au singulier, à l'individuel, au nom de la présence qui s'y révèle. Ce mouvement du retrait, vers la certitude sensible, vers la présence à soi, est nettement discernable à notre époque. Particulièrement dans les sociétés dont la prospérité relative en offre la possibilité. Les formes extrêmes du narcissisme, de l'écoute du corps et du culte de sa performance ne sont que la variété la plus grossière, et presque une caricature, de ce repli vers la certitude sensible. Ce mouvement s'accroît aujourd'hui : il faut l'éclairer par ses précédents.

A ne considérer le passé qu'à partir de la Renaissance, l'on doit se rappeler que l'homme occidental, s'il n'était pas du « bas peuple », voyait sa vie s'inscrire entre trois « mondes » : le monde

¹ Il est des philosophies qui commencent par là. Il était courant, dans la pensée des Lumières, d'en faire un point de départ pour aboutir à l'attention intellectuelle et au savoir rationnel.

Incertaine Planète

privé, le monde public et politique, le monde religieux. Lorsque le monde public devenait dangereux ou inhabitable du fait de ses désordres ou de son ordre inacceptable, lorsque ses péchés devenaient trop lourds, restait l'éventualité de la retraite dans le monde privé (Montaigne), ou dans le monde religieux (l'ascèse, les ordres contemplatifs d'une part, les ordres charitables d'autre part, qui revenaient au monde d'ici-bas par acte de miséricorde). Dans un premier usage, d'inspiration théologique, le mot *mondial*, puis le mot *mondain* ont désigné spécifiquement le monde profane, ce bas monde auquel il fallait renoncer, mais qu'il fallait aussi tenter de soulager. En tout état de cause, le vrai monde, la vraie patrie, c'était le monde surnaturel. Les révoltes individualistes qui survinrent durant le siècle de l'industrialisation utilisèrent encore ce langage. Mais en faisant appel à celui-ci, elles renoncèrent au principe organisateur hiérarchisé qui l'avait institué, elles mêlèrent et confondirent les catégories du moi privé et celles de l'ordre religieux. Aux ravages sociaux, aux bouleversements du paysage, elles répondirent de manière « anarchique ». Elles orientèrent l'ascèse et la contemplation dans le sens des révélations de la vie immédiate. Écoutons Rimbaud, ou plutôt Verlaine évoqué par Rimbaud : « La vraie vie est absente. Nous ne sommes pas au monde. » Et encore Rimbaud, exemplairement, hésitant : « Pourquoi un monde moderne ? », puis proclamant : « Il faut être absolument moderne », et toujours s'accusant lui-même : « Décidément, nous sommes hors du monde [...] Je finis par trouver sacré le désordre de mon esprit. J'étais oisif, j'enviais la félicité des bêtes, — les chenilles, qui représentent l'innocence des limbes, les taupes, le sommeil de la virginité ! [...] Et je vécus, étincelle d'or de la lumière *nature*. » On le voit : c'est là un

Incertaine Planète

ascétisme inversé, une mystique à rebours. La rébellion poétique projette le sacré dans le tréfonds de l'expérience sensorielle, dans le paysage interne de la conscience, au point de perdre, dans l'hallucination volontaire, la relation au monde sensible extérieur. Il s'agit bel et bien de rejoindre un universel, mais un universel tout différent de celui qui confère sa légitimité à la raison scientifique. En deçà de la conscience circonscrite du moi, l'espoir est de se fondre et de s'engloutir dans une infrasubjectivité ou de se perdre dans une énergie impersonnelle et anonyme, où le Je ne se distingue de la « lumière nature » qu'en tant qu'étincelle ¹. Je ne fais ici qu'indiquer sommairement l'une des directions de l'œuvre de Rimbaud, parce qu'elle est extraordinairement symptomatique. La remise en question du rapport au monde, telle que Rimbaud la vécut avec une énorme souffrance, s'est poursuivie en Occident dans l'aventure de la poésie moderne. A y suivre — de Claudel à Jaccottet et Bonnefoy — le persistant appel au monde, nous apprendrions sans doute beaucoup sur notre temps, sur notre monde présent. De même, en suivant à la trace l'histoire moderne des emplois et des abus du mot *cosmique*, nous déchiffrerions les gnoses plus ou moins bricolées, qui foisonnent en notre temps, et qui suivent — mais de façon combien dégradée — le même mouvement de mystique inversée. On les voit, il est vrai, transformer en dogmes et parer du prestige du savoir (et donc techniciser illusoirement) ce qui n'est précieux qu'au titre de l'intuition la plus personnelle, aventureusement solitaire, courageusement incertaine.

*

¹ La distinction s'abolissant tant bien que mal entre conscience et nature.

Incertaine Planète

La certitude sensible, la contemplation, peut-être l'extase : assurément, toutes les vies humaines peuvent y trouver un sens. p.028 Elles peuvent y faire l'expérience de leur propre présence, dans le vertige ou le ressaisissement. Mais, cela constaté, nous ne sommes pas arrivés au terme de notre réflexion.

Quel langage sera-t-il propre à dire le plus pur de la certitude sensible ? La mondialisation technoscientifique se transmet, nous l'avons vu, par le moyen d'un langage universel : la mathématique. La certitude sensible, nous semble-t-il, au plus vif de l'instant, en son présent le plus aigu, est ineffable : elle reste muette, ou profère le cri ; n'étant pleine que d'elle-même, elle ne sait pas aussitôt se représenter. En quoi il peut nous sembler qu'en sa profondeur elle est commune à tous les individus humains et même infrahumains, et par là universelle dans son silence. Elle serait donc une universalité irréalisée, puisqu'elle isole et singularise chacun dans son mutisme. Or il se trouve que nous savons traduire, tant bien que mal, mais parfois admirablement, l'expérience sensible. Nous en déposons le témoignage dans des langues qui ne sont pas mathématiques : ce sont nos langues naturelles. Nous savons dire le plaisir et la douleur, leurs ressemblances, leurs nuances, les avenues qui nous y ont conduits. La manière dont nous les disons détermine sans doute la façon dont d'autres que nous les percevront à leur tour. La langue ne nous a-t-elle pas avertis nous-mêmes sur ce que le monde environnant nous donne à percevoir ? La langue a dressé d'avance le répertoire des qualités, le registre des noms de couleurs, etc. De fait, nous ne sommes pas si seuls dans notre monde sensible. L'institution langagière nous précède, elle nous prépare à sentir, elle dresse nos attentes, elle affûte notre vigilance...

Incertaine Planète

Qu'est-ce à dire ? Eh bien, qu'il n'y a d'expression de l'individu que dans la généralité d'une langue (sauf retour arbitraire au cri ou au murmure du fou et de l'animal, par un acte de volonté régressive). De plus, il faut reconnaître que la langue mise au service de l'expérience individuelle est elle-même marquée par toute l'évolution à travers laquelle des bouches humaines, des voix maternelles, une très longue chaîne d'êtres écoutants et parlants l'ont formée et transformée. C'est une suite de générations, c'est une communauté qui ont façonné les mots dans lesquels l'individu se saisit lui-même et se manifeste. Quand il veut se distinguer de la collectivité, se ^{p.029} retourner contre elle, déclarer qu'il s'en écarte et la réprovoque, comme les Prophètes ou comme Rimbaud, c'est encore à la langue qui lui a été donnée par la collectivité qu'il recourra nécessairement. Par la généralité de la langue, la communauté précède et éduque l'individu. Disons la même chose d'une autre manière : l'individu, ce tard-venu, présuppose la communauté, telle qu'elle est présente dans la généralité de la langue ¹. Ainsi le détour que j'ai fait tout à l'heure par le monde sensible m'a amené, en poussant plus loin mon interrogation, à revenir à notre monde commun, par la considération de la langue, c'est-à-dire des cultures et de leur histoire.

En gardant à l'esprit la valeur de présence dont chaque existence individuelle peut s'illuminer, il convient maintenant de

¹ Rappelons ici qu'on a beaucoup insisté, récemment, sur l'insertion historique de la découverte scientifique, et de sa consécration. On a raison de rappeler ce que furent les conditions nécessaires d'une représentation du monde. Mais la question de la cause d'une représentation du monde (on a en ce domaine des choix assez larges, tous à peu près équivalents) ne doit faire préjuger en rien de la justesse (ou vérité) de cette représentation, les circonstances étant admises. Je ne vois pas de raisons ici pour donner partie gagnée à un relativisme historiciste.

Incertaine Planète

faire quelques remarques qui achèveront de nous ramener au monde d'aujourd'hui.

S'il y avait autant de cultures que de langues, il y aurait quelque huit mille cultures sur la planète. Merveilleuse différenciation, qui fait que les groupes de sujets parlants diffèrent les uns des autres, qui les *individualise* et qui fait de la généralité de chaque culture un « universel particulier »¹. Nous en apprécions aujourd'hui la pluralité persistante, d'autant plus que le regret (ou plutôt le remords) des langues et des cultures anéanties, dans les Amériques, dans le Pacifique, en Afrique, pèse sur nos consciences². Le prix si grand que nous mettons à la protection de la diversité des vivants^{p.030} ne devrait pas nous empêcher de prendre conscience de celui, non moins grand, qu'il faut mettre à voir, dans les langues, dans les cultures, perdurer des mémoires dont aucune, quels que soient les traits d'une humanité commune, ne raconte la même histoire.

Mais voici l'autre aspect des choses : s'il y avait autant de nouveaux Etats que de cultures minoritaires aspirant à consacrer leur identité par l'accession à l'indépendance, l'on verrait doubler le nombre des Etats de la planète³. Nous ne le savons que trop, cela ne va pas sans violences et déchirements absurdes. L'affirmation de l'individualité des cultures peut tourner au pire malheur pour les individus réels qui composent ces communautés elles-mêmes. Le paradoxe de la période actuelle, c'est que des

¹ L'expression est d'Eric Weil, *Philosophie politique (op. cit.)*, qui l'utilise à propos des « morales historiques » ou des « communautés historiques ».

² Certains Etats-nations modernes, proclamant l'égalité civique, ont commencé par supprimer les patois et les dialectes.

³ Cf. John A. Hall, « Nationalisme : Classified and Explained », in *Daedalus*, vol. 122, n° 3, été 1993, *Reconstructing Nations and States*, pp. 1-28.

Incertaine Planète

entités d'importance géographique relativement restreinte aspirent à accéder à la structure étatique, tandis que le courant qui entraîne les entreprises industrielles des plus grandes nations dans le processus de mondialisation remet en question les structures étatiques mises en place au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Sur quoi peuvent alors compter les individus réels, puisque c'est en eux, et en chacun de nous, que se fonde la vraie présence au monde ? Que pouvons-nous réclamer ? La nostalgie de la source, le vœu de l'enracinement ne seront jamais qu'un rêve, si l'école, la loi, l'Etat — c'est-à-dire *l'institution* sous toutes ses formes — ne reconnaissent pas la légitimité des aspirations de l'individu. C'est par l'institution et pour l'institution que l'individu accède à son statut de personne. Mais derechef, une question aujourd'hui se fait pressante : qu'advient-il si l'institution se délabre, ou si elle est désertée par ceux qui devraient l'animer et la transformer ? Nous assistons à la montée des cyniques, des bandes, des irresponsables. Le dernier recours est de passer, par la pensée, par l'argumentation et par les actes responsables, par-dessus les limites et l'insuffisance de l'Etat, au nom de l'universel dont toute existence particulière peut se réclamer. La Déclaration universelle des droits de l'homme indique la direction d'une loi supérieure aux souverainetés ^{p.031} nationales, restât-elle lettre morte en bien des quartiers du monde. Ce transfert de l'instance de légitimation au niveau mondial est notre meilleure chance, même si les conditions de sa réalisation demeurent incertaines.

*

Pas de présence au monde sans présence à soi. Pas de présence à soi assurée sans un ensemble d'institutions extérieures à l'individu, qui lui confèrent langage, statut personnel, liberté de pensée, sécurité.

Incertaine Planète

L'universel n'est pas en notre possession, mais il peut et il doit être notre visée. A cette première affirmation conclusive, il faut en ajouter une seconde. Qu'il s'agisse de l'universel du savoir, ou de celui (éthique) de la non-violence et de la paix entre les nations, il faut reconnaître qu'il n'y a de visée de l'universel qu'à partir d'une situation historique particulière. A partir de l'instant éprouvé dans l'existence individuelle, entourée par celle du groupe — que ce soit le groupe originaire ou le milieu d'« accueil », au sein duquel l'individu devra changer de langue. A partir, donc, d'un moment dénué de toute garantie, et en un lieu contingent du monde, lieu natal ou lieu d'exil.

Concilier les cultures n'est pas leur chercher une même source où elles seraient encore toutes mêlées, ni leur attribuer un commun dénominateur : c'est les faire consentir à voir aussi — tâche difficile — ce qui leur est extérieur. Elles se verraient alors chacune s'efforcer de fixer — dans la glaise, dans la pierre, dans les couleurs, dans les sons de la langue et du chant, dans l'écriture — un sacré différent, qui n'est que le reflet d'un visiteur de passage. Ce regard sur un sacré différent serait le pressentiment d'un sacré commun, ultérieur. Il y a du rêve, je le sais, à espérer que les intégrismes de toute sorte se considèrent eux-mêmes comme les patois d'une langue destinée à demeurer imprononcée. Mais est-ce trop demander à ceux qui se réclament de l'intégralité d'un message religieux, que de ne plus chercher à convertir « par l'épée » ? Si l'idée de la paix confessionnelle est une idée occidentale, eh bien ! ^{p.032} soyons Occidentaux. Personne, certes, ne prouvera rien à qui ne veut entendre raison. Du moins y a-t-il avantage à vivre en paix. J'invite à réfléchir sur deux lignes de Montesquieu : « Le mal est venu de cette idée qu'il

Incertaine Planète

faut venger la Divinité. Mais il faut faire honorer la Divinité, et ne la venger jamais. »

A l'heure où existent les moyens effectifs de détruire le monde, nul ne peut plus se faire juge contre le monde en décrétant : « Justice se fasse, périsse le monde », *Fiat justitia, pereat mundus*. Cette alternative absurde est celle du fanatisme, qui détruit la vie et nie ainsi toute justice en absolutisant une idée particulière de la justice. L'éventualité du désastre n'est pas à exclure. La tolérance dont le monde a besoin, me semble-t-il, pose l'idée de la réciprocité, et non celle de la similitude des convictions. Car la vraie tolérance naît de la différence reconnue, et vit du respect de la différence. Elle n'engage aucun individu à en rabattre sur son désir de l'universel ou de l'absolu, ni à sacrifier en rien les moyens figurés (et si souvent métaphoriques) à travers lesquels il l'appréhende. Elle consiste à reconnaître le lieu particulier — le monde actuel et concret — à partir duquel nous formulons cette visée de l'universel, et à reconnaître que d'autres visées que la nôtre partent d'un autre lieu particulier, d'une autre existence incarnée. L'universel se réalise dans la reconnaissance *commune* de la particularité qu'impose notre condition, par quoi notre vie s'inscrit dans le temps historique. Une telle reconnaissance signifierait l'abolition du conflit sans l'abolition des identités. Nous en sommes éloignés, certes, mais cela n'interdit pas d'y penser ni d'en faire une norme. La « présence au monde » resterait un concept abstrait, si elle ne conduisait à imaginer — exigeons-le — le pluriel des présences.

Discussion

@

M. JEAN-MARC FERRY : Après un exposé aussi riche, je suis un peu gêné d'intervenir de manière plus proprement philosophique. Vous avez posé la question de l'éthique de la reconnaissance entre les différentes cultures. J'aimerais, si vous le permettez, p.033 reconstruire un peu froidement cette problématique, telle que je la vois apparaître, et vous faire part de quelques interrogations à propos de votre conclusion.

La question que vous nous posez, je crois, est celle d'un monde commun, qui ne se réduise ni à la sphère primordiale de la certitude sensible, ni à l'univers rationnel des faits scientifiques et des techniques qui en dérivent. Pour des raisons différentes, ni l'un ni l'autre de ces mondes ne serait vraiment habitable. Ce sont des mondes communs, en ce sens qu'ils sont les mêmes pour tous, comme disaient les anciens Grecs à propos du cosmos. Mais ils ne nous sembleraient pas suffisamment humains : l'univers technoscientifique, parce qu'il est trop impersonnel et parce qu'il nous met souvent à distance plutôt qu'en présence du monde ; l'univers sensible des pulsions et des perceptions, parce qu'il est trop immédiat. Pour être proprement humain, le monde commun dont il est question doit être non seulement habitable, mais partageable. C'est ce qui recommande qu'on le détermine comme culture. Entre le monde trop subjectif de la sensation et le monde trop objectif de la technoscience, vous faites appel ici au monde intersubjectif, en référence au langage naturel.

Le problème est qu'à la différence de la science et de la technique, d'origine occidentale mais devenues planétaires de fait, la culture de l'Occident est restée une culture parmi d'autres. La culture est bien un monde habitable, mais dans quelle mesure peut-elle être partagée ? Cette question est celle de la communication entre les mondes culturels. Vous l'avez bien montré, elle n'est pas académique. Il en va de la reconnaissance réciproque entre les identités nationales. Cela engage une éthique des relations au niveau international. En outre, comme on le sait, la pluralité des cultures tend aujourd'hui à être partie intégrante des sociétés, et en particulier des nations occidentales. Le multiculturalisme n'est pas aujourd'hui un simple fait de diversité humaine, plus ou moins folklorique. Il est devenu un problème social et politique, qui touche à

Incertaine Planète

la coexistence pacifique et à la reconnaissance réciproque entre identités linguistiques, religieuses ou historiques. L'actualité nous le montre de manière particulièrement dramatique. Au-delà des aspects de cohésion sociale et nationale, où la compréhension culturelle a désormais un rôle évident à jouer, l'interdépendance croissante, qu'elle soit écologique ou économique, requiert une éthique internationale de la solidarité, entendue comme coresponsabilité. Cela présuppose les performances de la reconnaissance et de l'entente, en référence à un universel qui ne soit pas celui de la science. C'est ici qu'apparaît la difficulté.

Quel est ce principe universel de conciliation des cultures ? Pour vous, et je souscris à ce point de vue, c'est un principe éthique. Mais cet universel éthique ne s'entend plus exactement comme on pouvait l'entendre, par exemple, au siècle des Lumières. Je pense à l'idée de l'unification de ^{p.034} l'espèce humaine sous les lois de la liberté, développée par Kant, ou à la formation de l'opinion à la raison par l'usage des Lumières. Non que le projet kantien ne soit plus recevable. Mais il s'y est ajouté toute la sensibilité herméneutique héritée du XIX^e siècle, ouverte à la pluralité culturelle et à la diversité des mondes historiques, au sens par exemple de Dilthey. Cela requiert un schéma éthique plus complexe que celui d'une morale formelle des principes universalistes. Par ailleurs, l'expérience politique de ce siècle montre que les principes de l'éthique formelle et du droit moderne ne sont efficaces que s'ils ont pu être appropriés au sein de chaque identité nationale, et s'ils ont été à chaque fois schématisés dans une version culturellement incarnée de l'universel.

Le monde humain, marqué par la pluralité des mondes culturels, ne peut donc plus être rendu commun sur la base d'un principe formel d'unification. C'est d'autant plus sensible si l'on pense aux objections antioccidentales montantes, qui jouent sur le relativisme — lui-même d'origine occidentale — et opposent aux principes universalistes, aux droits de l'homme par exemple, le fait qu'ils sont culturels, qu'ils sont presque une idiosyncrasie de l'Occident, une forme apparue aux XVII^e-XVIII^e siècles dans un petit coin de l'Atlantique Nord. Vous avez les droits de l'homme, nous avons le Coran, pourrait-on nous dire. A chacun sa différence. Face à cette situation de guerre idéologique, où la rhétorique recourt à des arguments contextualistes à des fins relativistes ou déconstructrices, pensez-vous que la norme éthique de la non-violence, qui est certes tout à fait nécessaire, soit suffisante en tant que principe régulateur ?

Incertaine Planète

Peut-elle contribuer, dans le respect des différences culturelles et des oppositions conflictuelles, à l'édification d'un monde qui soit néanmoins commun ? Je ne doute pas que vous restiez attaché à l'idée d'un monde commun bien que pluriel. Car sans cela vous ne pourriez pas amener la question que vous posez, celle de la pluralité des mondes et du partage des cultures. Comment réaliser un monde commun dans le respect des différences ? Cette question, plutôt massive, se précise dans une autre : comment éviter que la norme éthique de la non-violence ne fasse que figer les différences, c'est-à-dire les préserver dans une situation d'indifférence ?

Mes deux questions, celle qui porte sur la possibilité d'établir des procédures de reconnaissance en référence à un universel non dogmatique et celle qui porte sur le caractère suffisant de la norme éthique de la non-violence, se rejoignent pour des raisons systématiques. Je pense notamment à des auteurs comme Dilthey et Cassirer. Tous deux ont essayé de penser le monde proprement humain en tant que monde culturel. Dilthey parle de mondes historiques et tente de montrer génétiquement comment ils s'édifient. Il explique comment ils ont pu se former, mais non comment une communication est possible entre eux. Je ne pense pas ici au *cyberspace* à la mode. Le problème de l'intercompréhension culturelle, de ^{p.035} la communication entre les mondes historiques, est resté la croix de l'historisme allemand, de même que dans la phénoménologie le problème de ce que Husserl appelait la *communication des mondes propres* n'a, à mon avis, pas été vraiment élucidé. Le monde commun auquel je pense serait plutôt un horizon.

Même ainsi rendue à une perspective critique, la problématique demeure recevable dans sa formulation naïve : comment transcender chaque contexte culturel en direction d'un monde commun qui soit « un » en même temps que non uniforme ? Je souscris pleinement au principe de la réponse que vous avez esquissée en indiquant la voie éthique. Mais ne faut-il pas, sur cette voie, aller au-delà du principe éthique de la non-violence, à moins que cette voie, qui est apparemment minimale et négative, puisse également être interprétée dans le sens de procédures positives de reconnaissance réciproque ? Autrement dit, la non-violence, dont une face est la tolérance, aurait pour autre face, positive, la reconnaissance. Ce sont alors les procédures d'une telle reconnaissance qui pourraient solliciter notre réflexion et notre discussion.

Incertaine Planète

M. JEAN STAROBINSKI : Je me suis approché de ce que vous avez dit avec beaucoup plus de précision, en utilisant les mots *reconnaître* et *reconnaissance* de nombreuses fois, en dépit de l'impératif stylistique qui interdit les répétitions. Cela me paraît aller absolument de pair avec le passage de la violence à la non-violence, qui est nécessairement un passage au dialogue, à la discussion, et donc à des procédures réglées ou inventées dans l'échange lui-même, dans ce que vos ouvrages ont décrit sous le nom d'« échange argumentatif ». Ici encore, la question renaîtra, parce qu'il faut avoir au préalable convenu de passer à l'échange argumentatif, et d'y passer dans telle langue. La tâche est longue et difficile. La langue de l'échange et de l'argumentation, elle-même, s'est forgée en grande partie dans la culture occidentale. Le relativisme trouvera le moyen de repousser toute tentative de conciliation, parce qu'elle émane de l'une des parties. D'une certaine façon, il faudrait que la conciliation trouve sa propre langue.

En cette matière, je dirai que la pratique de la discussion scientifique est probablement exemplaire, même si elle exige une ascèse au niveau de ses instruments — les outils mathématiques, la mesure. Elle donne l'exemple d'un échange où la critique ne manque pas, où la polémique peut sévir, où la tentation de relativiser existe aussi (car il y a eu des tentatives de relativisation non seulement de l'éthique, mais de la science occidentale). Il n'en demeure pas moins que la science avance à coup de preuves expérimentales et d'applications pratiques, qui sont indéniables. La paix entre les hommes pourrait être l'équivalent de ce qui dans la science a procédé par voie de discussion *rationnelle* — pour utiliser un vocable ^{p.036} que l'on oppose parfois à *raisonnable*, ce dernier correspondant au *Vernunft* kantien, alors que le *rationnel* équivaut au *Verstand*.

M. KARLHEINZ STIERLE : Il y a quelques années, vous avez publié un ouvrage sous le titre *Le Remède dans le mal* ¹. Il touchait à l'essence de ce que les philosophes et écrivains du siècle des Lumières avaient à nous proposer. Votre conférence d'aujourd'hui s'inscrit tout à fait dans la perspective d'une telle formule. Votre traducteur allemand a intitulé votre texte *Das Rettende in der Gefahr*, faisant référence à une citation de Hölderlin que j'aimerais rappeler :

¹ Paris, Gallimard, 1989.

Incertaine Planète

« Wo aber Gefahr ist, wächst das Rettende auch ») (« Là où il y a danger, ce qui peut sauver augmente aussi »). Cette formule constitue une sorte d'accentuation ou de dramatisation qui me semble tout à fait nécessaire aujourd'hui, car la crainte de ce qui est possible, de ce que la technique et la science ont rendu possible, demeure et demeurera. Il me semble que dans ce contexte, précisément, une réflexion humaniste de l'ordre de celle que vous proposez est non seulement importante, mais urgente.

Je voudrais m'arrêter un moment sur un point particulier, celui de la mondialisation et de la présence. N'y a-t-il pas là une sorte de paradoxe ? La mondialisation implique une sorte d'omniprésence. Nous étendons notre présence au monde entier. En même temps, nous faisons l'expérience d'une perte. Notre présence au monde, dans le sens précis de notre relation à la terre, s'affaiblit peu à peu. Pourtant nous ne pouvons échapper à ce processus. Nous ne pouvons pas faire comme si la mondialisation n'avait pas eu lieu. Pour caractériser la situation dans laquelle nous nous trouvons, l'idée de coprésence me vient à l'esprit. La complexité même de notre expérience permettrait justement de ne pas échapper à la mondialisation et à la globalisation, tout en insistant, comme le fait Yves Bonnefoy — à qui vous avez par maint clin d'œil fait référence —, sur la possibilité de penser notre présence dans notre temps. Cela impliquerait, je crois, que nous ayons les moyens d'échapper à l'alternative d'une présence simple, qui serait celle des seules sensations, ou d'une présence globale, qui finalement nous priverait de notre vraie présence. La formule que vous avez proposée — *la présence au monde* — reste un concept abstrait, si on ne peut pas imaginer le pluriel des présences. Ne devrions-nous pas nous référer à chacun, à chaque conscience, à chaque présence au monde, qui devrait se comprendre alors comme une sorte de pluriel des présences ? En acquérant la capacité d'imaginer ce pluriel, nous nous donnerions les moyens de posséder une identité nationale et régionale, en même temps que nous nous saurions membres d'un monde global dont nous serions responsables.

p.037 Je me demande si cette sorte de présence plurielle au monde est possible sans l'expérience de l'art et de la poésie. Hölderlin, dans une remarque, dit : « L'homme vit sur cette terre, plein de mérites, mais poétiquement. » Je me demande si cette dimension poétique de notre présence ne pourrait pas, au moins, augmenter notre confiance dans ce que vous avez appelé *le remède dans le mal*.

Incertaine Planète

M. JEAN STAROBINSKI : Je me vois ramené à mon métier, l'herméneutique appliquée, qui consiste à lire et à interpréter. Le prix de l'herméneutique réside en ceci qu'elle individualise ce qu'elle examine. Un texte et un autre ne sont pas semblables. Il y a une variation d'identité, à l'intérieur d'une même œuvre ou chez un même écrivain, et à plus forte raison d'une œuvre à l'autre, d'un écrivain à l'autre ou d'une culture à l'autre. Lorsqu'on pratique le comparatisme, on fait des sortes de gammes ou d'exercices destinés à découvrir des mondes distincts, qui existent pour notre conscience dans leurs différences. C'est une bonne propédeutique à la réflexion sur les cultures.

La notion de remède dans le mal est une notion véhiculée par toute notre civilisation. La *felix culpa* dont parlent les théologiens est précisément l'idée que le péché a produit le mal, mais aussi le remède, qui est le salut. La pente de mon esprit me fait rejoindre ces renversements. De la dissipation que j'évoquais, et que j'exagérais quelque peu, de cette espèce de second monde immatériel, nébuleux, séduisant, virtuel, et qui est presque en guerre avec notre monde, force nous est, à un certain moment, de nous rejeter à l'extrême opposé. C'est peut-être ce jeu des opposés qui nous fait progresser. Il est vrai que dans l'histoire humaine cela ne se passe pas de manière aussi euphorique, et que le jeu des oppositions, c'est le conflit. Le droit européen s'est construit à travers les révolutions, le sang, les violences, les excès, qui ne sont pas justifiés pour autant, car on aurait sans doute pu parvenir aux mêmes conventions et aux mêmes règles par d'autres chemins.

M. GILBERT RIST : Permettez-moi de revenir sur la première partie de votre exposé, où vous décriviez les divers aspects de la mondialisation et leurs conséquences. Tout au long de votre conférence, j'ai guetté l'apparition d'une expression... que vous n'avez pourtant pas utilisée, sans doute parce qu'elle vous a paru faire partie de ces clichés dont l'emploi a pour seul effet de relâcher le style sans apporter d'information nouvelle. Cette expression, c'est celle de « village global ». Bien qu'elle ait été forgée voici plus de vingt ans par McLuhan, elle est néanmoins continuellement reprise pour désigner les bienfaits attendus de cette globalisation dont vous avez aussi montré les dangers.

p.038 Or, puisque vous êtes sensible aux mots et à leurs associations, j'aimerais vous inviter à commenter cette expression — certes rebattue — en vous livrant d'abord mes propres réflexions à son sujet. Qu'est-ce qu'un

Incertaine Planète

village ? Pour les anthropologues c'est, avec l'île, le lieu paradigmatique où l'on peut étudier le système social, les formes de sa reproduction et les règles de réciprocité qui président aux échanges. Un « vrai » village, c'est un terroir placé sous l'autorité d'un chef, avec des institutions, des ancêtres et une tradition dont il s'agit de décrypter le sens. Un « vrai » village, c'est le creuset de l'identité individuelle et collective qui se définit par opposition à celle des autres, c'est le lieu habité par les « gens du soi ». Tout autre me paraît être le fameux « village global » que l'on magnifie aujourd'hui. Pour reprendre une distinction proposée naguère par Marc Augé, le « village global » serait un « non-lieu », par opposition au village traditionnel qui constitue un lieu. En effet le « village global » est une utopie, un *ου-τόπος*, au mauvais sens du terme, parce qu'il est à la fois hors de l'espace et hors du temps tout en prétendant permettre à chacun d'être simultanément présent à tous, en « temps réel », comme on dit aujourd'hui. Si le « village global » est symbolisé par le réseau Internet, par la ronde des flux financiers ou par l'usage du téléphone cellulaire relayé par satellite, on voit bien pourquoi il ne peut plus y avoir de chef ni d'institutions ni de règles qui s'imposeraient à tous. D'où le désordre programmé que l'on constate sur les marchés financiers mais aussi — et surtout — lorsque se dénouent tous les fils des liens sociaux. Ainsi donc, il n'y a plus de lieu, mais un simple espace de transit où il est désormais impossible de s'installer puisque l'on peut être à la fois partout et nulle part, dans une sorte de permanence de l'éphémère.

On pourrait bien entendu développer ces oppositions mais, pour résumer d'un mot ma pensée, je me demande si l'expression « village global » ne constitue pas une *antiphrase*, c'est-à-dire une manière d'affirmer le contraire de ce qui est vrai, pour se donner un peu de courage avant d'affronter les périls. A la façon des anciens marins qui désignaient sous le nom de « Pont-Euxin », c'est-à-dire de « mer hospitalière », ce que nous appelons aujourd'hui la « mer Noire » et qui, à l'époque, était redoutée pour les « sauvages » qui peuplaient ses côtes. Et pour revenir au thème de votre bel exposé et ajouter à la difficulté : comment fait-on pour être présent dans un « non-lieu », caractérisé par l'ubiquité et l'éphémère ?

M. JEAN STAROBINSKI : Je suis passé tout près de l'expression de McLuhan, et j'ai éprouvé le désir d'aller voir comment il l'a conçue. S'en est-il tenu au

Incertaine Planète

phénomène de l'information qui circule et des médias, qui est son domaine et le thème de plusieurs de ses ouvrages, ou a-t-il déjà utilisé cette notion pour globaliser la planète, en y incluant l'économie, les relations amicales, les médisances, bref, tout ^{p.039} ce qui peut exister dans une sorte de communauté emblématique première ?

J'ajoute que la notion de village fait peut-être, sur le continent américain, l'objet d'une nostalgie. La civilisation industrielle y a sauté l'étape du village. On y trouve l'église, mais non le château, et surtout on n'y rencontre pas la vie organique qui se concentre à l'intérieur du village classique, et qui nous le fait considérer, ici, comme un lieu de cohésion sociale serrée, avec ses haines et ses vendettas, ses alliances et ses échanges, ses convoitises, le tout concentré dans un périmètre restreint. L'Amérique n'ayant pas connu cela, il est possible que McLuhan l'ait projeté dans un futur où la cohésion serait en quelque sorte instrumentée par les médias. A son époque, ces derniers se développaient rapidement. La télévision donnait des nouvelles de toutes les parties du monde à toutes les autres parties du monde. Du coup, il y avait des objets d'intérêt commun, une conversation commune. Une sorte de commentaire planétaire se développait sur un certain nombre d'événements, qui devenaient le bien commun de l'humanité — comme un mariage, un décès, une rivalité pouvaient être l'objet des commérages de village. Je ne suis pas retourné au livre de McLuhan, et je ne sais pas exactement ce qu'il en est. J'ai laissé la question un peu en marge.

Il n'en demeure pas moins que vous avez fort bien marqué les différences. Un village possède une place du marché, le village global a des marchés disséminés. Ils sont à l'opposé l'un de l'autre. Le marché planétaire correspond à la diffusion, à la vaporisation du marché, alors que le village le concentre. Les informations qui nous sont apportées de toute part équivalent-elles à ce lieu où l'on rencontre les amis, marchande, bavarde, où une sociabilité étroite se manifeste au face à face ? Je ne le crois pas.

M. GEORGES BODMER : Dans le prolongement de la question qui vient d'être posée, j'aimerais que vous nous disiez ce que vous pensez de la « maison commune » dont parlait naguère Gorbatchev.

M. JEAN STAROBINSKI : Chaque fois que nous pensons à une solidarité, des

Incertaine Planète

métaphores s'offrent à nous. J'ai songé un jour que nous pourrions comparer la terre sur laquelle nous sommes embarqués à une grande arche. L'idée d'une maison commune est l'une de ces métaphores qui nous rapprochent les uns des autres. Elle dessine l'image de la cohabitation. Karlheinz Stierle parlait tout à l'heure de la coprésence. Je crois que cette idée peut prendre la forme de toute une série d'images empruntées à la mémoire de nos expériences. Le village est un morceau de mémoire, aussi bien africaine qu'europpéenne. On vit ensemble, dans un village comme dans une maison. Ces images ^{p.040} incarnent notre désir de coexistence. C'est dire l'importance de nos nostalgies. Beaucoup d'entre nous ont le sentiment de vivre isolés. L'idée de rassemblement, la figure de ce qui rassemble nous est précieuse. Encore faut-il savoir faire vivre ces images. La maison commune ne s'est pas réalisée. On a pu penser qu'elle était une possibilité, mais les faits ont montré qu'elle était une impossibilité.

M. FRANZ MUHEIM : J'aimerais poser la question des essais nucléaires, non par rapport à l'actualité et en termes politiques, mais en général et dans la perspective du thème de ces Rencontres. Est-il tolérable, du point de vue philosophique, que l'on procède aujourd'hui encore à des essais nucléaires, alors qu'a eu lieu une forte prise de conscience de la nécessité de sauver notre planète ?

M. JEAN STAROBINSKI : La question est brûlante. Je voudrais posséder la baguette magique qui découragerait toutes les nations de recourir à l'arme nucléaire. Cela devrait se faire simultanément, car il s'en trouve toujours une qui prend les devants, et qui détermine une autre à se protéger en faisant une nouvelle expérience. On pourrait en dire autant des armes bactériologiques et chimiques, qui peuvent être atroces. On croit savoir que des laboratoires y travaillent, et du coup on perpétue l'équilibre de la terreur. Celui-ci a peut-être eu son efficacité pendant la période naissante du pouvoir nucléaire. Peut-être n'existe-t-il plus et ne paralyse-t-il plus, par la terreur réciproque, tous ceux qui seraient susceptibles de s'opposer les uns aux autres par la force. Ce serait un grand soulagement d'apprendre que le moratoire se transforme en interdiction définitive pour tous.

Mme MICHELLE CAMPAGNOLO : Ces Rencontres ont cinquante ans. Un jubilé

Incertaine Planète

est l'occasion de dresser un bilan. Un travail de récapitulation et de réflexion sur cette institution vient d'être effectué. Il s'agit d'une étude critique, qui paraît aujourd'hui même. Son auteur, Claus Hässig, présente une sorte de bilan intérieur de l'histoire des Rencontres. Mais un jugement général ne doit pas venir de l'institution elle-même. Quand on s'interrogera, un jour, sur l'importance qu'ont eues les Rencontres Internationales de Genève dans la seconde moitié du XX^e siècle, on trouvera des réponses à la fois positives et intéressantes. Elles ont eu dans l'histoire de la culture européenne une place, une importance, un impact. La série des recueils qui ont été régulièrement publiés constitue un capital essentiel de réflexions et d'échanges, d'enrichissements mutuels, de projections du présent vers l'avenir. Ce capital est analogue à celui des grandes revues.

p.041 Un anniversaire est aussi l'occasion de recevoir des hommages. Je suis heureuse de pouvoir vous transmettre les félicitations chaleureuses de la Société européenne de culture, et en particulier de sa présidence, qui vous disent leur amitié et leur admiration. Je crois que l'institution que je représente est particulièrement habilitée à faire connaître l'opinion qu'elle a des Rencontres, même si l'orientation de ses propres travaux ne garantit pas sa complète impartialité.

Les liens que nous avons tissés sont importants et profonds. Ils ont traversé le demi-siècle écoulé. Umberto Campagnolo a présenté, en 1946, son projet de Société européenne de culture devant la tribune d'exception que constituaient les orateurs et les participants des premières Rencontres. Les fonctions respectives sont bien différenciées. Les Rencontres disent ce qu'elles veulent être. La Société avait l'ambition d'organiser une activité continue et commune, et surtout de développer le concept de culture et son expression politique, afin de théoriser une présence agissante dans la société, et d'en promouvoir l'exercice. Au cours des premières années, une influence réciproque s'est sans doute exercée dans le choix des thèmes des Rencontres et de la Société. Ensuite, une certaine distance est apparue, du fait que les personnes directement impliquées n'étaient plus toutes les mêmes. Je constate, en observant les thèmes des Rencontres de ces dix dernières années et en les comparant aux sujets sur lesquels travaille la Société européenne de culture, une nette tendance à la convergence. Le sujet de cette année, « Incertaine Planète », met en relief la présence contradictoire, dans le monde actuel, de la

Incertaine Planète

globalisation et du fractionnement, de la mondialisation et de la désagrégation des sociétés. Nous trouvons des thèmes semblables à la Société européenne de culture, qui a choisi des thèmes comme « scissions, clivages et nouvelles agrégations », ou « interdépendance, ingérence, solidarité ». Nous sommes très proches.

J'ai été frappée de lire, dans l'Introduction, une proposition qui va plus loin que le constat d'une situation générale. Il s'agit d'une prise de position que nous pourrions dire de politique de la culture. Les valeurs universelles, les normes éthiques qui déterminent nos sociétés doivent être adaptées aux situations données. Mais elles demeurent valables. Nous sommes entièrement d'accord sur ce point.

Je voudrais souligner l'importance des mots. Nous n'avons ici que la parole. Mais il faut avoir le courage de continuer de parler. Car nous savons que seuls les accords obtenus par le consentement, et donc par la parole, sont durables. De ce point de vue, je pense qu'il y a eu un progrès. J'aimerais rappeler que M. Starobinski est président des Rencontres Internationales depuis trente ans, et qu'il est membre depuis quarante-cinq ans de la Société européenne de culture. En forçant un peu l'arithmétique, je pourrais raconter qu'il y a un demi-siècle, jeune et brillant ^{p.042} assistant de Marcel Raymond, il donnait un cours sur les *Lettres persanes*. La question centrale était : comment peut-on être Persan ? J'avais le souvenir des difficultés que m'avaient valuées mon nom, qui s'écrivait d'une manière et se prononçait d'une autre, et le fait que j'avais fait mon école primaire en Suisse allemande. Cela me poursuivait. *Comment peut-on être Persan*, en d'autres termes, demeurait pour moi une question d'actualité. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Tous les enfants, ici, savent qu'il existe des Persans.

Je félicite les Rencontres pour ce bilan intermédiaire, et leur souhaite une féconde continuation.

M. JEAN STAROBINSKI : Merci. Je suis très profondément touché de ce rappel et de cette solidarité. Le souvenir de la première rencontre avec Umberto Campagnolo ne s'est pas effacé, ni celui de la navigation de conserve, en quelque sorte, des Rencontres et de la Société européenne de culture. Il s'est trouvé que notre organisation genevoise était équipée pour faire le point, de

Incertaine Planète

proche en proche, sur quelques grands problèmes philosophiques d'actualité. Avec infiniment de courage et de persévérance, Umberto Campagnolo et ses compagnons se sont attelés à la tâche d'une observation à fort grossissement des situations et des tensions politiques qui divisaient l'Europe. L'idée d'une politique de la culture, à travers la confrontation des points de vue et dans l'esprit d'une paix qu'il faut sauvegarder et dont il faut accroître les chances, a été l'objet constant de son attention. Je crois qu'on a fait à Venise, et à partir de l'organisation vénitienne, un travail dont les historiens auront aussi à s'occuper pendant de longues années encore. C'est pourquoi je renvoie à Michelle Campagnolo ses vœux pour que le bilan d'aujourd'hui ne soit qu'un bilan intermédiaire. Je souhaite longue vie à la Société européenne de culture.

@

LES CONDITIONS D'UNE ÉCOLOGIE JUSTE ¹

CLAUDE RAFFESTIN Né en 1936, docteur ès sciences économiques, Genève, 1968, est dès 1971 professeur ordinaire de géographie humaine à l'Université de Genève où il a également dirigé pendant plusieurs années le Centre universitaire d'Écologie humaine.

Il est l'auteur de plus de deux cents articles et d'une dizaine d'ouvrages dont *Travail, espace, pouvoir* (en collaboration avec M. Bresso), Lausanne, L'Age d'Homme, 1979 ; *Pour une géographie du Pouvoir*, Paris, Litec, 1980 ; *Nouvelle Géographie de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1990 (en collaboration) ; *Géopolitique et Histoire*, Paris et Lausanne, Payot, 1955 (en collaboration avec Lopreno et Pasteur). Correspondant de la revue *Espace géographique*, Paris ; membre de l'*Editorial Board* de *Political Geography Quarterly*, Londres.

Ses intérêts thématiques sont orientés vers la géographie de la territorialité, l'écologie humaine et l'histoire épistémologique de la géographie.

Il est actuellement conseiller à la recherche au Fonds national suisse de la recherche scientifique dans la Division I (sciences humaines).

EXPOSÉ DE CLAUDE RAFFESTIN

@

p.043 Accoler au mot *écologie* l'adjectif « juste » peut sembler étrange à beaucoup d'égards et donc d'entrée de jeu une mise au point s'impose. Au sens habituel du terme, l'écologie est la science qui étudie les conditions d'existence des êtres vivants et les interactions de toutes natures qui existent entre ces êtres vivants et leur milieu. On distinguera l'autoécologie, qui ne considère que les relations d'une espèce avec le milieu, de la synécologie qui prend en compte les p.044 relations des espèces entre elles et avec le milieu. Si l'on ne considère que les espèces animales, on

¹ Le 26 septembre 1995, avec la participation de Mmes Mercedes Bresso, professeure au Politecnico de Turin et présidente de la Province de Turin ; Yvonne Preiswerk, chargée de cours à l'Institut universitaire d'Études du développement, Genève, et professeure à l'Université de Fribourg ; MM. Fabrizio Sabelli, professeur à l'Institut universitaire d'Études du développement, Genève ; Alberto Magnaghi, professeur à la Faculté d'Architecture de l'Université de Florence.

Incertaine Planète

demeure dans l'écologie générale mais dès lors que l'on introduit l'homme, on a affaire à l'écologie humaine qui s'appuie évidemment sur l'écologie générale.

Parler d'une écologie juste à propos de l'écologie générale n'a évidemment pas de sens puisque, si tout ce qui n'est pas humain a un sens, ce sens n'a pas été posé par la pensée et est, par conséquent, indépendant de l'homme. Comme l'a dit Merleau-Ponty, la nature n'a pas été instituée par l'homme : « La nature est un objet énigmatique, un objet qui n'est pas tout à fait objet ; elle n'est pas tout à fait devant nous. Elle est notre sol, non pas ce qui est devant, mais ce qui nous porte. »¹ Dès lors, comment pourrions-nous dire à propos d'une chose que nous n'avons pas instituée, que nous n'avons pas pensée, qu'elle est juste ? Tout ce qui ressortit à l'écologie générale, ce qui nous porte en somme, est antérieur à l'homme et n'est donc ni posé ni pensé par lui.

Cette nature énigmatique a commencé à se constituer avec la naissance de la terre il y a 4,5 milliards d'années et elle a vu se constituer et disparaître des formes de vie multiples. L'histoire de la terre est donc une succession d'écosystèmes, c'est-à-dire de biotopes et de biocénoses, dont la nature et la durée d'existence ont été très variables. Il n'y a pas eu une mais des écologies très différentes les unes des autres et dont aucune ne peut être dite plus juste qu'une autre. La disparition des dinosaures, il y a 60 à 65 millions d'années, n'est ni juste ni injuste, à moins de prêter à ces animaux une conscience et d'imaginer qu'il y avait des dinosaures, écologistes avant la lettre, qui avaient attiré l'attention de leurs congénères sur leurs comportements et les changements

¹ Maurice Merleau-Ponty, *La Nature. Notes. Cours du Collège de France*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 20.

Incertaine Planète

du milieu qui se préparaient dont l'issue leur serait fatale.

L'apparition des premiers primates, il y a 55 millions d'années, n'est pas davantage juste ou injuste. Ces phénomènes, pour autant qu'on puisse le dire par la reconstitution qu'on en a faite, ont eu lieu et ont modifié l'écologie précédente dans des proportions ^{p.045} considérables. La nature n'est ni juste ni injuste, elle est ce qu'elle est à travers le temps, dans le temps et par le temps.

Ainsi donc, si nous parlons des conditions d'une écologie juste, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une autoécologie humaine qui intéresse les relations d'une espèce — l'homme — avec le milieu dans lequel elle évolue. Tout en étant une espèce faible — elle est la moins spécialisée de toutes — l'espèce humaine, par l'invention de la culture, possède un pouvoir énorme par rapport à toutes les autres en raison de sa capacité de transformation du milieu et de ses rapports avec elle-même.

Cette autoécologie humaine peut être définie comme l'étude des relations que les hommes entretiennent avec l'extériorité — la nature — et l'altérité — les Autres — pour satisfaire leurs besoins présents et futurs, à l'aide d'instruments endo- et exosomatiques dans la perspective d'acquérir la plus grande autonomie possible compte tenu des ressources du système (l'autonomie pouvant être définie comme la capacité d'entretenir des relations aléatoires avec l'extériorité et l'altérité). L'objectif de toute société est finalement de durer à travers le temps, par la reproduction, la production, l'échange et la consommation. Les hommes sont conduits non pas, comme on le dit trop souvent, à gérer l'environnement, mais à gérer l'utilisation qu'ils en font, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Incertaine Planète

Quand bien même nous ne connaissons pas la nature autrement qu'à travers l'usage que nous en avons, il est loisible d'évoquer les quatre lois de toute écologie qui ont une valeur tout à la fois ontologique et pratique :

- *Every thing is connected to everything else.*
- *Everything must go somewhere.*
- *Nature knows best.*
- *There is no such thing as a free lunch* ¹.

p.046 Ces lois exposées par Barry Commoner dans *The Closing Circle* constituent la base de toute gestion de l'usage qu'on fait de l'environnement. Evidemment, il s'agit d'une représentation possible de cette nature énigmatique que par ailleurs, malgré les progrès de la connaissance, nous ne maîtrisons pas dans ses mécanismes intimes même si la représentation que nous en construisons est toujours plus fine.

Dès lors que nous ne gérons pas l'environnement mais seulement l'usage que nous en faisons, nous devons nous poser la double question de la régulation et de la légitimation des relations que nous entretenons avec l'extériorité d'une part et l'altérité d'autre part. La première question est de nature morale et la seconde de nature éthique. Il faut donc comprendre l'expression « conditions d'une écologie juste » dans le sens, d'une part, de la régulation de nos rapports à l'extériorité et à l'altérité et, d'autre part, de la légitimation de ces mêmes rapports.

D'un côté, il y a ce qui a un sens mais qui n'est pas pensé par

¹ Chaque chose est liée à tout le reste. « — Tout va forcément quelque part. — La nature a toujours raison. — Tout repas se paie. » Barry Commoner, *The Closing Circle*, Londres, Jonathan Cape, 1972, pp. 33-48.

Incertaine Planète

l'homme et, de l'autre, il y a ce qui est pensé par l'homme mais dont le sens est donné par le système culturel qui peut entrer en conflit avec les lois précitées. Si la nature constitue « le sol qui nous porte », nous avons bien affaire aux bases mêmes de l'existence auxquelles nous devons prêter attention si nous ne voulons pas les détruire et empêcher par là même l'Autre de vivre, ici, maintenant et demain.

Nous sommes ainsi placés devant une double responsabilité : vis-à-vis du fondement de notre existence et vis-à-vis des générations futures auxquelles il faut transmettre un environnement viable. Nous devons donc réguler et légitimer les relations que nous entretenons de manière à préserver un équilibre dynamique tout à la fois dans l'espace et dans le temps pour permettre aux populations actuelles et aux populations futures de satisfaire l'ensemble de leurs besoins. S'il est un domaine dans lequel les notions de globalisation et de mondialisation ont toute leur signification, c'est bien celui-là. En effet, la responsabilité, évoquée plus haut, ne concerne pas seulement le local mais le global en raison même des quatre lois écologiques.

^{p.047} De manière à esquisser les conditions d'une écologie juste, reprenons les grandes relations qui fondent toute territorialité humaine : la relation à l'extériorité et la relation à l'altérité, qui en définissent évidemment une troisième qui est celle que l'homme entretient avec lui-même, en fin de compte.

Au moment d'entretenir des relations avec l'extériorité, les hommes sont devant le monde comme devant les pièces d'un gigantesque puzzle qu'ils doivent assembler, à cela près tout de même qu'il y a un grand nombre d'images possibles et non pas

Incertaine Planète

une seule qu'il conviendrait de retrouver. L'assemblage n'est pas singulier mais pluriel.

Chaque culture humaine contient au moins un projet d'assemblage et par là même elle est créatrice de diversité par rapport à toutes les autres. Toute culture est un système cohérent et pertinent de différences dans l'exacte mesure où elle met en évidence, donc exalte, certains éléments ou pièces au détriment d'autres qu'elle laisse de côté, donc écarte. Une culture crée simultanément de la mémoire et de l'oubli : elle actualise et potentialise. Par le travail qu'elles projettent sur le corps de la terre, sur le corps de l'homme et sur le corps social, les sociétés créent de la diversité tout en satisfaisant leurs besoins.

Produire de la diversité, c'est donc produire des différences conditionnées, sinon déterminées, par l'énergie et l'information à la disposition d'un groupe humain, à un moment donné et dans un lieu donné. Géodiversité — les formes de la terre —, biodiversité — les formes de la vie — et sociodiversité — les formes sociales — constituent la « matière » sur laquelle les processus de la culture ne laissent pas de s'exercer. J'évoquerai deux processus toujours à l'œuvre mais dans des conditions sensiblement différentes : la domestication et la simulation.

Toute action humaine recourt simultanément à la domestication et à la simulation, mais dans des proportions différentes. Si l'on reprend les catégories de Moscovici, à savoir les états de nature organique, mécanique et synthétique ou cybernétique qui décrivent d'une manière générale, mais néanmoins utilisable, les rapports de l'homme à la nature, on découvre que la part relative de ^{p.048} la domestication tend à diminuer au profit de la simulation

Incertaine Planète

lorsqu'on passe d'un état de nature à l'autre ¹. Pour prolonger la métaphore du puzzle, il est loisible de dire que tout état de nature est une réordination différente des « pièces » qui fournit, dans chaque cas, une autre image du monde et de sa diversité dans l'élaboration de laquelle la domestication et la simulation sont mobilisées différemment.

Le processus de domestication

L'idée courante qui vient immédiatement à l'esprit quand on parle de domestication est celle d'appivoisement, d'assujettissement et d'asservissement. Appliquer le terme à des organismes vivants et à des écosystèmes, c'est mettre en évidence leur soumission à l'homme et leur utilisations par celui-ci. Mais parler ainsi d'une adaptation aux besoins de l'homme n'explique pas vraiment le processus.

La domestication conduit à produire des systèmes vivants qui ne peuvent plus se passer de l'homme, autrement dit qui disparaissent lorsque l'homme cesse de s'en occuper : « ... on peut considérer qu'il y a complète domestication lorsque la plante ou la bête, profondément transformée par le travail humain de sélection, ne peut, sans l'assistance humaine, ni se protéger, ni se nourrir, ni se reproduire. » ² Cela revient à dire que les organismes ou les écosystèmes domestiqués sont différents de ce qu'ils étaient avant l'intervention humaine. Dès lors qu'ils ne peuvent plus subsister sans l'assistance humaine, cela signifie que l'homme a privilégié chez eux certains caractères et qu'il en a éliminé d'autres

¹ Cf. [Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*](#), Paris, Flammarion, 1968.

² Cf. Jacques Barrau, *Les hommes dans la nature*, in *Histoire des mœurs I*, « Encyclopédie de la Pléiade », Paris, Gallimard, 1990, pp. 9-58.

Incertaine Planète

ne présentant pas d'utilité par rapport à son sujet. Par la domestication, l'homme produit de la diversité, par hypertrophie ou par ^{p.049} atrophie, celle-ci pouvant confiner à la disparition de tel ou tel caractère.

A partir d'une biodiversité donnée, il est loisible, par le travail, de dessiner un autre tableau du vivant, une autre biodiversité dont les interrelations et les morphologies sont modifiées. Ce processus d'intégration du vivant à l'histoire humaine, dont la flèche du temps est irréversible, implique une dépendance à l'endroit du temps humain et par conséquent un changement d'échelle de temps pour les espèces et les écosystèmes domestiqués. A l'échelle de temps originelle se substitue une échelle de temps définie par les usages sociaux que l'homme fait des « objets » domestiqués. A partir d'un objet vivant donné, sorti de son temps naturel propre, un autre objet est produit et intégré au temps social du groupe qui l'a domestiqué. L'objet domestiqué est, en fait, un nouvel objet qui reflète la marque du système d'intentions encadré par la culture du groupe. La nouvelle biodiversité produite est adaptée aux usages sociaux. Mais que cesse la domestication, parce que les usages sociaux se modifient, et c'est toute la biodiversité produite qui est en cause. Si les usages s'estompent ou disparaissent, alors les hommes ne consentent plus l'énergie et l'information nécessaires à l'existence des objets domestiqués qui, laissés à eux-mêmes, vont tout simplement périr et mourir. La biodiversité produite est temporellement instable puisque ce sont les usages qui en définissent les durées de vie.

Mais les échelles de temps ne sont pas les seules en cause. L'échelle spatiale est également modifiée. Les ressources étant limitées, le processus de domestication conduit aussi à

Incertaine Planète

sélectionner les lieux dans lesquels l'homme investit ses efforts et par là substitue à l'échelle de la diffusion naturelle l'échelle des usages dans l'espace. La géodiversité en est donc affectée et là encore on assiste à une production « d'espaces » par exaltation de certains lieux et mise à l'écart d'autres. Les choix relatifs aux localisations révélés par l'observation dans le terrain ne laissent pas d'étonner parfois. Pourquoi de deux lieux, pourtant voisins et apparemment semblables quant à leurs caractéristiques, l'un est-il nettement préféré à l'autre ? Des raisons historiques peuvent être évoquées, mais alors ^{p.050} elles renvoient à la culture, qui ne fournit pas toujours une réponse univoque sinon à travers une modification des usages induite par un nouveau système d'intentions dont la nature peut être politique ou économique, par exemple. Là encore, comme pour le temps, la géodiversité n'est pas stable. Une lecture diachronique de la géodiversité produite montrerait, si elle était entreprise, qu'il n'y a de nécessité géographique que parce qu'il y a de l'histoire. Une plaine, une montagne ou un fleuve sont déclinés différemment au cours du temps par les sociétés qui les « utilisent ». A partir d'une même géodiversité donnée, l'homme produit des géodiversités nouvelles et différentes. Celles-ci ne sont alors rien d'autre que des images de la géodiversité originelle remodelée et réordonnée. Pour prendre une métaphore graphique, on peut dire que l'image de la géodiversité originelle est en quelque sorte une anamorphose dont il faut retrouver le modèle de déformation explicite ou implicite. Ces images sont des caricatures de la nature, donc des systèmes de différences pertinents et cohérents mais déformés. Cela dit, tout modèle est une caricature et la diversité produite est une caricature de la diversité donnée à beaucoup d'égards : « L'art du

Incertaine Planète

caricaturiste est de saisir ce mouvement parfois imperceptible, et de le rendre visible à tous les yeux en l'agrandissant. [...] Il réalise des disproportions et des déformations qui ont dû exister dans la nature à l'état de velléité, mais qui n'ont pu aboutir, refoulées par une force meilleure. »¹ La domestication, sans le savoir, s'apparente à l'art du caricaturiste. N'est-elle pas au fond une théorie implicite et pragmatique de la caricature appliquée à la nature, à la diversité donnée, pour produire une diversité par hypertrophie ou par atrophie, c'est-à-dire selon une loi de croissance allométrique ?

La production de la diversité joue donc sur les échelles. Elle part d'un objet donné à l'échelle 1/1 dans lequel elle sélectionne des caractéristiques dont elle change les échelles par rapport au tout. Certains éléments sont traités à l'échelle 1/n, n pouvant être supérieur à 1 dans le cas de l'atrophie ou inférieur à 1 dans le cas de l'hypertrophie : l'objet domestiqué produit est alors au plein p.051 sens du terme une caricature de l'objet donné. En somme, la diversité produite devient une fonction du jeu des échelles commandé par des choix culturels qui mettent l'accent sur tel ou tel élément de l'objet donné comme moyen de remplir un usage spécifique. Les choix culturels, qui modifient la nature originelle des objets donnés, sont, dans ce cas, assimilables à des projections cartographiques qui modifient la représentation de l'objet géographique.

Par la domestication l'homme ne modifie pas seulement la biodiversité et la géodiversité mais encore lui-même puisque ses relations ont lieu dans un environnement transformé. Par son

¹ [Henri Bergson, *Le Rire : essai sur la signification du comique*](#), Paris, P.U.E, 1900, p. 20.

Incertaine Planète

action l'homme pratique une sorte d'autodomestication, sans le savoir ni le vouloir, au cours de laquelle il modifie son corps et aussi sa pensée. L'évocation de cette question, que je ne traiterai pas, a simplement pour objectif de montrer que le processus de domestication a des effets multiples. En tant que processus de transformation, la domestication est donc destruction partielle de l'objet naturel et construction d'un nouvel objet fait de nature et de culture qui sont souvent mêlées d'une manière indissociable. On voit poindre alors ce problème de « l'écologie juste ». Est-il légitime, en effet, de transformer c'est-à-dire de détruire et de construire tout à la fois ? On rejoint, ici, le principe responsabilité de Hans Jonas ¹. Est-il juste de domestiquer, c'est-à-dire de détruire, même si c'est pour construire ? Le problème est encore plus aigu avec le processus de simulation.

Le processus de simulation

Quand bien même la domestication a prédominé longtemps dans les processus d'ajustement des différents environnements physique et social, pour les transformer en « territoires de vie », l'autre processus, celui de simulation, n'a jamais été absent puisque dans toute opération de création de la diversité, on peut retrouver un projet ou un modèle de base implicite ou explicite.

La simulation ne part pas, comme la domestication, de l'échelle 1/1 pour ensuite jouer sur l'objet en le déformant, mais ^{p.052} procède d'une image réduite d'un objet à produire — l'image réduite étant à l'échelle 1/n (n étant plus grand que 1). La méthode de la simulation est progressive et non pas régressive

¹ Cf. Hans Jonas, *Le Principe responsabilité*, Paris, Editions du Cerf, 1993.

Incertaine Planète

comme celle de la domestication. Pour reprendre les catégories de Moscovici des états de nature, on peut prétendre que la part de la simulation n'a fait que croître de l'état de nature organique à l'état de nature synthétique ou cybernétique en passant par l'état de nature mécanique. Le rôle croissant de la simulation est en corrélation positive avec celui du travail d'invention. La limite du processus de simulation serait la création d'un monde entièrement produit par l'homme, à l'échelle 1/1, à côté du monde réel ! Entreprise démente qui n'est pas sans rappeler l'apologue de Borges dans lequel l'empereur fait lever la carte à l'échelle de l'empire ! ¹ Comme le logicien ne manquerait pas de le dire : où mettrait-on ce « monde nouveau » doublant le monde donné ? Dans ce cas, et dans ce cas seulement, la contrainte logique mise à part, on aurait un maximum de diversité, produite à partir d'un minimum de diversité donnée.

Parviendrait-on alors à maîtriser cette diversité produite mieux qu'on ne maîtrise celle donnée ? On peut en douter. Qui ne connaît l'expérience de Biosphère 2 aux Etats-Unis, qui a consisté à faire vivre des hommes et des femmes dans une série d'écosystèmes, créés de toutes pièces, devant assurer une autonomie suffisante à la vie humaine ? Assez rapidement on s'est rendu compte, malgré la présence de nombreux végétaux, qu'il y avait un problème d'oxygène. Même si on a identifié, après coup, la raison de cette défaillance, il a fallu injecter rapidement de l'oxygène pour éviter l'asphyxie des « habitants » de Biosphère 2.

Vico avait peut-être raison de dire qu'on ne connaît bien que ce qu'on fabrique, mais cette connaissance n'en demeure pas moins

¹ Cf. Jorge Luis Borges, *Histoire universelle de l'infamie. Histoire de l'éternité*, Paris, Christian Bourgois, 1985, pp. 129-130.

Incertaine Planète

fragmentaire car les nouvelles relations qui s'établissent entre les éléments produits nous échappent dans une large mesure, en ce sens que leur interaction acquiert une vie propre à la connaissance de laquelle il faut s'attacher. On constate donc que cette volonté de maîtrise de tout le processus par l'homme correspond ^{p.053} au désir d'éliminer le risque — ce qui est, évidemment, impossible. Ce désir toujours incomplètement satisfait relance la volonté de connaître. Même avec la simulation, l'histoire n'a pas de fin, au contraire celle-là relance celle-ci.

Cette tentative d'éliminer le risque nous propulse vers une situation utopique. La relation entre simulation et utopie n'est pas accidentelle. L'utopie, qui renvoie à une situation « parfaite », du moins considérée comme telle par ceux qui l'imaginent, est une bonne illustration de la simulation puisqu'elle est construite à partir de caractères élémentaires empruntés à des objets réels, détachés de leur contexte, mais recombinaison et réordonnés de manière à constituer une unité entièrement nouvelle. Simulations purement intellectuelles, les utopies de l'Antiquité jusqu'à nos jours n'ont, sauf rares exceptions avortées, pas eu d'effet de transformation sur le monde réel : elles ont produit de la diversité virtuelle dont l'incorporation à l'imaginaire social a cependant marqué la mémoire collective. L'histoire de la cité idéale d'Hippodamos de Milet à Le Corbusier est une magnifique introduction à la simulation.

Avec l'avènement du machinisme, de la chimie de synthèse et de l'ordinateur, entre autres choses, la simulation est devenue un processus d'une importance considérable dans les sociétés techniciennes. En effet, elle est une exploration algorithmique génératrice d'images et de modèles qui inventent des « natures »

Incertaine Planète

dont les échelles sont choisies au gré de l'utilité recherchée. Par la simulation, on a produit des dizaines de milliers de matières qui n'existaient pas à l'état naturel et qui sont le fruit de synthèses complexes et on a corrigé, modifié et même inventé du vivant en partant de la génétique. Toute cette diversité fait aujourd'hui partie de notre environnement et dans bien des cas, elle est même responsable de sa destruction partielle. Une chose est certaine : elle n'est pas maîtrisable puisque dans la plupart des cas, on ignore ses effets qu'on ne découvre souvent que longtemps après. Qui ne connaît l'exemple du D.D.T. qui tout en ayant permis de sauver des millions de gens s'est ensuite retourné contre la vie humaine à travers la chaîne alimentaire rendue toxique à long terme ? Beaucoup d'autres exemples, moins connus, pourraient être évoqués. Les conséquences ^{p.054} pour le corps de la terre, pour le corps de l'homme et pour le corps social sont évidemment pleines de risques.

De proche en proche, par la simulation l'homme a conçu et fabriqué des écosystèmes dont la diversité est entièrement produite. La ville est l'exemple le plus caractéristique de ces écosystèmes entièrement produits. La ville se profile avec éclat sur l'horizon de notre quotidien, éclat si considérable que pour un nombre croissant de ses habitants les rapports avec la diversité donnée sont de plus en plus rares. L'homme de la ville est plongé dans un univers qui le façonne presque entièrement : ses relations sont conditionnées bien davantage par la diversité produite que par la diversité donnée, dont les rémanences sont de plus en plus discrètes.

A considérer les problèmes actuels, force est de reconnaître que la ville échappe aux individus qui l'habitent d'une part et aux

Incertaine Planète

autorités chargées d'en assurer la gestion d'autre part. Ce n'est pas que la ville serait brusquement pourvue d'une vie propre incontrôlable, c'est que la ville est devenue le lieu de relations multiples déclenchées par des sphères dont l'autonomisation atteint un degré extrême. La ville est livrée, par le jeu des marchés légaux ou illégaux, à la monnaie dont les flux font et défont les morphologies urbaines, modifient ou détruisent le tissu socioculturel, transforment la vie en quelque sorte.

La simulation contemporaine commence toujours par des jeux d'argent : il s'agit, chaque fois, d'évaluer le coût de telle production de diversité et surtout d'en escompter les bénéfices... monétaires. Il est devenu banal pour les économistes de faire une évaluation des richesses « naturelles », c'est-à-dire de toute cette diversité donnée, en termes monétaires. Tout a un prix et tout peut en avoir un, de l'inorganique à l'organique, de l'objet à l'homme. La valeur d'échange l'emporte sur la valeur d'usage dans la ville, d'où une instabilité des rapports puisque ceux-ci s'inscrivent dans le temps court.

Alors que la domestication accordait encore une grande importance aux choses réelles, la simulation travaille davantage sur le signe des choses, d'où le rôle accru de la monnaie. La régulation de l'usage des choses ne se situe plus dans les choses elles-mêmes mais dans les signes monétaires qui les représentent.

^{p.055} Désormais le champ est libre à la production de diversité entièrement conditionnée par les flux de capitaux qui se déplacent d'un point à un autre de la planète. Vitesse de circulation et accumulation de la monnaie décident de la diversité produite. Plus rien n'est à l'abri de ces bouleversements : ceux qui possèdent les capitaux et l'information scientifique sont en train de faire main

Incertaine Planète

basse sur la biodiversité des pays du Sud, c'est-à-dire de la confisquer au niveau génétique pour se livrer à de vastes opérations de manipulation pour exploiter la diversité qui sera l'objet de marchés lucratifs.

Le Nord, après avoir détruit beaucoup de diversité donnée, dans le passé, est en train d'en découvrir l'importance économique et cherche à s'en assurer la disponibilité. Dans le même temps, il modifie la sociodiversité qui pourrait faire obstacle à ses projets. Cela revient à dire qu'il tend à homogénéiser les populations dont les différences ne lui semblent pas pertinentes. Autrement dit, on est en train de faire avec la sociodiversité ce qu'on a fait autrefois avec la biodiversité qui n'était pas jugée compatible avec les usages que l'on voulait promouvoir, d'où la disparition de pratiques et de connaissances qui s'enracinaient dans des cultures traditionnelles. Qui pourrait prétendre que nous n'aurons pas besoin des apports de ces cultures traditionnelles et qu'elles ne seront pas à un moment donné, pour demeurer dans la logique cynique décrite plus haut, utiles au Nord et à leur tour « objet » de marché ?

N'assiste-t-on pas, en effet, depuis déjà un bon nombre d'années, dans nos régions, à des tentatives de réinvention de la sociodiversité traditionnelle pour en faire, à travers le tourisme et les activités de loisir, des objets de marché ? Bien sûr, ce ne sont là que des images dont la reproduction n'a plus rien à voir avec la réalité vécue. La simulation nous propose de plus en plus d'images et nous contraint, faute de mieux, à les habiter et à les traverser. Potemkine avec ses villages factices destinés à tromper Catherine II sur le véritable état de la Russie, quand bien même l'anecdote serait apocryphe, pourrait être l'ancêtre de la simulation opératoire

Incertaine Planète

en matière de sociodiversité produite à l'échelle 1/1.

Vers une nouvelle écologie ?

p.056 Le recours croissant à la simulation, dans les processus de production de la diversité, relativement à la domestication, est en train de mettre en place des écosystèmes de tous ordres dont les conditions ne ressortissent plus à l'écologie générale et à l'écologie humaine classiques. Elles postulent une nouvelle écologie dont nous ignorons souvent l'essentiel. Après avoir pratiqué le « strip-tease » de la diversité donnée par la domestication, les sociétés contemporaines essaient d'inventer une nouvelle manière de « vêtir » le corps de la terre, le corps des hommes et le corps social. A cette occasion, elles réordonnent le monde à grand renfort d'énergie non renouvelable et d'information fonctionnelle toujours plus complexe.

On ne s'est simplement pas rendu compte que la production de diversité nécessitait un énorme investissement dans l'information régulatrice de manière à ne pas détruire la diversité donnée, souvent fragile, face à la diversité produite. S'il est facile, en effet, de créer de nouveaux « objets » par simulation, il est très difficile d'imaginer de nouveaux mécanismes de régulation par simulation, car ils nécessitent une énorme quantité d'énergie qui n'est souvent pas disponible ou trop coûteuse.

S'il est vrai qu'on s'achemine vers une substitution d'une écologie du « donné » à une écologie du « fabriqué », il faut faire l'hypothèse de remaniements considérables à venir dans la conscience et la représentation qu'on se fera des choses. Mais c'est une autre histoire...

Incertaine Planète

Les conditions d'une écologie juste

Par la domestication d'abord et plus encore par la simulation ensuite, les sociétés ont naturellement privilégié l'information fonctionnelle, celle-là même mise à leur disposition par la connaissance technico-scientifique, pour produire de nouveaux écosystèmes, de nouveaux biens, de nouveaux services et de nouvelles ^{p.057} informations, sans se préoccuper des effets ou des impacts, si l'on préfère, sur l'extériorité et l'altérité non pas seulement sur le plan local mais encore sur le plan global. Les écologies créées par l'information fonctionnelle ont dans une très large mesure été inadéquates par rapport aux bases mêmes de l'existence — l'extériorité — et aux relations avec l'altérité. En d'autres termes, cela signifie que nous avons entretenu des relations dissymétriques avec l'une et avec l'autre. Qu'est-ce à dire ? Que les processus de transformation qui comprennent toujours une part de destruction et une part de construction n'ont pas optimisé la seconde par rapport à la première. En d'autres termes, cela signifie que les quatre lois écologiques n'ont pas été respectées par manque d'information régulatrice, celle-là même qui ne permet pas de produire mais qui, en revanche, permet de maintenir en état de fonctionnement, dans le long terme, tout à la fois l'extériorité et l'altérité.

Les conditions d'une écologie juste sont fournies dès lors que l'on élabore d'une manière concomitante l'information fonctionnelle et l'information régulatrice. Celle-ci est toujours en retard sur celle-là, d'une manière générale, pour la bonne et simple raison que pendant l'intervalle de temps qui sépare leur élaboration respective, il y a possibilité de faire un surprofit sur la nature, le travail ou le capital. Faire un surprofit sur la nature signifie, en

Incertaine Planète

règle générale, ne pas s'occuper des destructions souvent irréversibles qu'on lui fait subir et qui, par conséquent, affectent l'ensemble du système global, à plus ou moins long terme.

La recherche scientifique, qui débouche, à terme, sur de nouvelles informations fonctionnelles, n'est ni morale ni immorale, elle n'est que la conséquence d'un travail d'invention de l'esprit humain. Le problème moral et éthique se pose au moment de l'application de cette nouvelle connaissance qui risque de modifier l'extériorité et l'altérité négativement dans le long terme malgré les avantages qu'elle peut procurer, par ailleurs, à court terme. Comment, dès lors, réaliser les conditions d'une écologie juste dans notre monde actuel ou tout au moins tenter de s'en approcher ? Je pense qu'il convient de formuler un certain nombre de propositions qui doivent être discutées. p.058

1. Ce n'est pas parce que les problèmes de l'environnement sont globaux qu'il ne faut pas tenir compte des solutions locales qui leur ont été trouvées dans des sociétés qui ne se réclament pas de la culture technico-scientifique d'origine occidentale.
2. La préservation de la biodiversité, qui est devenue un enjeu économique, est incomplète si elle ne s'assortit pas de la préservation de la sociodiversité.
3. La sociodiversité est souvent dépositaire d'une information régulatrice essentielle qu'il convient de récupérer.
4. Il convient d'éviter de substituer aux interconnexions qui respectent les quatre lois de nouvelles relations qui n'en respectent qu'une partie.

Incertaine Planète

5. La sociodiversité permet d'exploiter la multiplicité des écosystèmes dans les meilleures conditions possibles dans la perspective de leur préservation.

En d'autres termes, on pourrait poser les conditions d'une écologie juste à travers les quatre règles suivantes qui feraient pendant aux lois de Barry Commoner :

- Toute pratique est interconnectée à toutes les autres à l'intérieur d'un système donné et n'est pas arbitraire.
- Toute pratique qui disparaît devrait être remplacée par une autre dont la compatibilité avec l'ensemble devrait être vérifiée.
- Toute pratique locale sait mieux intervenir qu'une pratique globale dans son écosystème propre.
- Il n'y a pas de transformation particulière qui n'affecte le système dans son ensemble.

Ces « règles » n'ont évidemment pas la même valeur « absolue » que celles propres à la matière. Elles sont modales au sens statistique du terme, ce qui revient à dire que leur valeur est relative. Elles ^{p.059} peuvent, néanmoins, jouer un rôle régulateur qui est loin d'être négligeable. On s'approchera d'autant plus des conditions d'une écologie juste que l'on intégrera davantage à l'action les « champs » des usages sociaux de l'environnement.

*

Discussion

@

M. FABRIZIO SABELLI : Il m'est difficile de réagir à l'exposé de Claude Raffestin, dans la mesure où je suis pratiquement d'accord avec lui sur tous les points. Je me propose plutôt de prolonger ses réflexions, dans l'intention non de les compléter, mais de provoquer la discussion entre nous. Je suis connu pour être un provocateur plus qu'un scientifique. A chacun son tempérament et son rôle.

Claude Raffestin a posé le problème d'une écologie juste dans un sens anticonformiste. Donner la priorité à la sociodiversité, actuellement, relève de l'hérésie par rapport à ce qu'on pourrait appeler la « pensée unique écologiste » qui nous arrive des Etats-Unis. C'est pourquoi je suis heureux d'avoir entendu son plaidoyer pour une société des humains, qui semble de plus en plus négligée par certains courants de pensée, comme si les humains n'avaient pas un rôle particulier à jouer dans l'histoire de notre planète.

Son exposé, de surcroît, m'a appris plusieurs choses. J'ai notamment apprécié sa distinction entre les concepts de domestication et de simulation, qui me semblent constituer des grilles de lecture extrêmement importantes du point de vue de la méthode.

Je m'interroge, en revanche, sur l'usage du qualificatif *juste*. Je réagis de manière épidermique à l'introduction de l'éthique dans la réflexion scientifique. En vous entendant prononcer ce mot, j'ai eu peur. Par bonheur, la langue française est riche, et le terme *juste* peut avoir deux significations, l'une se rapportant à *justice*, l'autre à *justesse*. Je suis attaché, pour ma part, au concept de justesse. Il me convient que vous introduisiez dans la réflexion sur l'écologie des considérations qui ne soient pas d'ordre moral, mais d'ordre politique. Lorsqu'on dit *juste*, on se réfère aux limites. La pensée écologique doit s'appliquer à comprendre ce qu'est l'essence des limites. Parler de ces dernières, c'est de plus faire référence à des stratégies d'action, à des dispositions, à des programmes. J'aimerais le souligner.

En écoutant votre exposé, j'ai eu l'impression de rester au niveau le plus général. J'aimerais essayer, rapidement, de faire une plongée dans notre réalité quotidienne, politique et économique, afin de voir comment p.060 une écologie

Incertaine Planète

juste peut y être conçue, au-delà des abstractions. Il me semble que depuis les années 1980 la pensée écologique subit une dérive. Mon ami Jacques Grinevald et moi avons peut-être été les premiers, à Genève, à animer un séminaire consacré à l'écologie dans une perspective politique et économique. A l'époque, nos lectures allaient dans un sens tout à fait différent de la tendance actuelle. Nous lisions Ivan Illich, qui est pratiquement tombé dans l'oubli. Nous avons l'impression de mettre l'accent sur la question des limites. Ce qu'on appelait la théorie des seuils de Illich était pour nous de la plus haute importance. Quand je lis les travaux récents, essentiellement américains, qui traitent de l'environnement ou, pire encore, de la gestion de l'environnement, je remarque que la théorie des seuils n'y existe plus, ou du moins ne constitue plus l'un des piliers sur lesquels se construisent le savoir et les stratégies. Je me souviens du passage d'Ivan Illich à Genève, et de son plaidoyer pour une réflexion écologique qui inclue l'équité, conçue précisément comme *justesse*. Ce courant et les travaux qu'il a déclenchés ont marqué ma génération. On trouve encore ces livres dans les bibliothèques. Ils ne sont plus guère cités, et cela me semble malheureux, car ils constituent la base sérieuse sur laquelle devrait reposer toute réflexion sur une écologie juste.

Je me suis demandé quelles étaient les causes de la dérive de la pensée écologique. Sans doute possible, elle est liée à la présence de l'économie, en tant que culture, dans notre savoir. L'économie politique, telle qu'elle est pratiquée par la plupart des acteurs de ce monde, influence non seulement notre vie quotidienne, mais aussi notre manière de penser. Trois éléments déterminants ont, me semble-t-il, agi sur la réflexion écologiste récente. Le premier est l'idée de croissance. Chez les écologistes, cette question n'est plus à la mode. Tout se passe comme s'il était possible de concilier les limites propres aux écosystèmes avec une croissance économique infinie — qui constitue l'un des dogmes de l'économie libérale. Le deuxième élément est ce que j'appelle la maladie tardive du capitalisme, à savoir la « gestionnisme ». Nous avons la manie de tout ramener à la gestion fonctionnelle et productive des choses et des hommes. L'écologie, dans le sillage de cette tendance, se transforme en une technique de gestion de l'environnement, sans profondeur historique ni perspective pour le futur. Avec l'idée de gestion triomphe la notion de courte durée, qui caractérise l'économie. Cela est inconciliable avec les principes de base des écosystèmes, que nous ramenons du coup au statut de marchandises

Incertaine Planète

ou de structures de production. Le dernier élément a été traité par Jean Starobinski. Il s'agit de la mondialisation, qui nous impose l'idée que les problèmes de l'écologie sont pratiquement tous de dimension planétaire. L'un des slogans les plus stupides de ces dernières années, à mon avis, est le fameux « Penser globalement, agir localement ». Le succès de cette formule tient au fait qu'elle a l'air d'un programme en raccourci, alors p.061 qu'elle ne signifie tout simplement rien, et qu'elle est contraire aux principes mêmes du savoir écologique. Ce slogan introduit l'idée de la nécessité de la globalisation. Il implique que l'on accepte la primauté de l'économie sur l'écologie. Du coup, la diversité saute. Ce que Claude Raffestin disait tout à l'heure, à propos de la sociodiversité comme condition d'une écologie juste, disparaît au profit d'une perspective globalisante qui met au second plan les spécificités régionales et locales. Tels sont les effets de la pensée économique sur l'écologie. Ils me paraissent très graves.

Sur quelles bases méthodologiques peut-on aujourd'hui reconstruire une pensée écologique ? Il faudrait que la phase des années 1980 puisse être considérée comme une parenthèse, et que nous reprenions nos réflexions sur un autre plan. Je crois que nous devons avant tout redécouvrir l'histoire, qui est tombée dans l'oubli. L'un des péchés de la pensée économique est la projection vers le futur, la gestion par anticipation. A l'opposé de cette tendance, nous avons tout à apprendre de l'histoire. Une écologie qui ne se donne pas comme critère fondamental la connaissance approfondie de l'histoire économique, sur le modèle par exemple des travaux de Karl Polanyi, continuera de commettre de graves erreurs. Les humains ont construit des modèles intéressants. Les sociétés ont fait l'expérience écologique de leurs victoires, de leur organisation fonctionnelle par rapport à leur écosystème ; elles ont même fait l'expérience de leur disparition : beaucoup de civilisations ont disparu parce qu'elles ont géré de manière maladroite leurs relations avec leur écosystème. Tout cela constitue un capital de connaissance immense, qui est malheureusement très peu utilisé dans l'enseignement des disciplines de l'environnement. On considère que ce serait du temps perdu, puisque seules comptent la gestion et l'emprise directe sur le monde.

Pour reconstruire une pensée écologique, il conviendrait ensuite de nous axer sur la pratique directe. Je crois que la réflexion écologique est très éloignée de ce que font les anthropologues. Ce que ces derniers appellent le *terrain* est

Incertaine Planète

pourtant très important. Il faudrait ramener les problèmes de l'écologie à un niveau plus vivant, qui soit de l'ordre des relations directes avec le monde. Ils sont actuellement posés de manière beaucoup trop abstraite, mathématique ou fonctionnelle.

Je fais ces deux suggestions méthodologiques dans une perspective de renouveau de la discipline écologique. Elles résument, en quelques mots, ce que je voulais ajouter à ce qu'a dit Claude Raffestin, sachant que notre exercice, ici, consiste à penser le monde en rêvant. Je préfère, personnellement, rêver les yeux ouverts plutôt que les yeux fermés, même si cela est considéré comme du cynisme.

M. CLAUDE RAFFESTIN : Quand Fabrizio Sabelli se fâche froidement, il y a toujours quelque chose à récupérer ! J'apprécie cela. Sa dénonciation de la « gestionnisme » est plus véhémente p.062 que la mienne. Il est vrai que nous sommes marqués par cette idée qu'il faut gérer les choses, alors que nous ferions bien de nous rappeler que nous devrions d'abord nous gérer nous-mêmes. J'apprécie également sa charge contre le slogan « Penser globalement, agir localement », dont les écologistes ont usé et abusé au point de le vider de sa signification. En le dénonçant, Fabrizio Sabelli a mis le doigt sur le point central de son intervention, à savoir le fait que l'économie est vécue comme culture dans notre savoir. C'est probablement le penchant actuel le plus dangereux.

Mme YVONNE PREISWERK : Les écologies traversent le temps et l'histoire de l'humanité. Et si l'on reconnaît avec Claude Raffestin qu'elles sont au fondement d'interactions multiples, répétées et novatrices entre les hommes, entre les hommes et la nature, entre le global et le local, on admettra aussi volontiers que c'est dans la gestion de l'utilisation de l'environnement que les sociétés entretiennent des rapports complexes entre risques, destructions, préservations, que ce soit dans le passé ou vers le futur.

La planète est unique. Pourtant elle habite les hommes aussi diversement que les hommes l'habitent. Elle nourrit les mythes les plus profonds, lie le céleste à la terre, la matière à l'esprit, la vie à la mort. Hormis sa biologie propre, elle est ce que les hommes en font. Ainsi l'écologie a des contenus différents selon les continents, les régions, mais aussi selon les civilisations, les

Incertaine Planète

mentalités et les pratiques. Elle implique, à chaque fois, une relation singulière, une interaction particulière entre les hommes et la gestion de leur environnement. Cette relation est négociée entre des sociétés, une socioculture et une nature.

L'écologie a aussi des temporalités fort différentes. Le long terme, celui des pierres, des glaces, des airs, et le court terme, celui des sociétés. Ces temporalités ne coïncident pas nécessairement.

Quant à la notion de « juste », elle est ambiguë. « Juste » signifie équitable pour le plus grand nombre. Cet adjectif souligne pourtant un parti pris moral ou « politique », une détermination, un raisonnement émanant de pouvoirs de décision ou encore de groupes — des plus larges aux plus intégristes — qui décident, mettent en lumière, analysent le bien-être de la planète terre, oubliant parfois les hommes qui l'habitent.

L'anthropologue que je suis va donc penser l'écologie au niveau d'une socioculture non globale. La diversité se joue dans cette approche que des groupes sociaux ont de leur environnement. L'écologie est dès lors la socioculture dans l'écosystème local. Elle peut alors être juste.

Pour éclairer comment est perçue cette « écologie juste » dans la socioculture, prenons le cas des Alpes puisque c'est mon terrain privilégié de recherche. On aurait tout aussi bien pu s'interroger sur d'autres régions p.063 fragiles du globe : zones arides, régions subsahariennes ou autres massifs montagneux.

Dans les réunions internationales sur l'arc alpin, pour lesquelles on fait depuis peu appel au sociologue, à l'anthropologue, dans les commissions qui débattent de la Convention alpine, on a toujours l'impression d'abord que les Alpes représentent une unicité, du Sud de la France à la Yougoslavie. Puis on les perçoit comme une sorte de patrimoine universel, un bien de tous, de valeur égale pour un Anglais, un Suédois et pour un Valaisan ou un Tyrolien. Les discours qu'on tient sur les Alpes sont globaux, paternalistes, protecteurs et surtout citadins. Il est très peu question des gens des montagnes eux-mêmes. On a même bien souvent l'impression que si les Alpes n'étaient pas habitées ce serait encore mieux pour l'écologie générale. Et lorsqu'on parle des hommes qui ont vécu et qui doivent vivre dans les Alpes, c'est dans une optique folkloriste. Ce sont des montagnards, sans nuances, tantôt rustiques, un peu lourds, tantôt

Incertaine Planète

destructeurs du mythe idéal de pureté. Tout juste si nos ancêtres n'étaient pas des barbares qui ont galvaudé « le » patrimoine universel et si aujourd'hui leurs descendants ne sont pas des barbares fossoyeurs de la nature. Au fond on souhaiterait perpétuer une sorte de « bon sauvage » docile du XIX^e siècle, gardien de l'environnement, jardinier du paysage. Il est d'ailleurs révélateur que les discours soient si différents lorsqu'il s'agit de barrages hydrauliques, de développement touristique ou d'agriculture de montagne dont on ne peut se passer pour le tourisme.

Aujourd'hui, les institutions politiques et économiques de la plaine mais également les mouvements écologistes et les centres de décision viennent faire la leçon à une population de montagne qui tente de gérer au mieux sa raison et ses besoins de vivre en altitude. Si les Alpes sont ce qu'on peut appeler une « zone fragile », on peut souligner que les populations montagnardes, elles aussi, vivent des situations socioéconomiques difficiles et fragiles et l'on sait bien que si elles ne se plient pas, comme n'importe qui, aux lois du marché, elles disparaîtront avec leur riche sociodiversité.

Bien sûr, il y a des abus. Ils sont très nombreux et c'est regrettable. Mais a-t-on pensé ensemble, gens d'en bas et gens d'en haut, à des alternatives pour la durabilité ? Il serait urgent que s'instaure une volonté créative, novatrice sous forme d'un partenariat, de négociations raisonnables, de discussions, entre les habitants des montagnes et les consommateurs de loisirs alpins (qui sont aussi des citoyens revendicateurs), entre les montagnards et les décideurs politiques nationaux, entre les habitants des Alpes et les scientifiques, pour que s'installent une réelle communication et une concertation, certainement favorables aux deux camps. Il semble vraiment qu'il faille sortir de ce partage entre ceux qui « savent » et qui décident et ceux qui, en haut, seraient les pollueurs, les destructeurs.

p.064 Claude Raffestin a parlé de domestication. Pour les Alpes, leurs habitants, leurs animaux et la biodiversité, il serait important d'étudier, d'évaluer où sont les limites, les points de rupture. La domestication a toujours impliqué le long terme, la transformation, l'adaptation aux conditions nécessaires à la production et à la reproduction de toutes les espèces vivantes. Traditionnellement on gérait l'utilisation de l'environnement en fonction des besoins des générations présentes et futures. Le développement durable — la

Incertaine Planète

durabilité — était inscrit dans les pratiques environnementales et sociales. La régulation, l'accélération « normale » des processus de modernisation — qui ont toujours existé — jouaient avec les limites, les seuils mais obligeaient à l'équilibre et à la maîtrise de la vie des sociétés dans leur milieu pour leur pérennité.

Or les contraintes externes de plus en plus fortes, la diversification nécessaire des économies régionales, la course à la productivité, les pressions internationales, provoquent depuis quelques années des points de rupture, des destructions définitives sans alternatives créatrices et des non-retours écologiques sur lesquels il faudrait s'interroger. Non pas qu'il faille revenir en arrière. Cela est impossible et impensable et aurait des relents de nostalgie inacceptables. Pour ces zones « fragiles », parce que non compétitives au niveau du développement durable, il s'agirait de faire des choix qualitatifs pour tous mais aussi rentables pour les intéressés. Ces choix nécessitent des mesures diversifiées. Ils sont politiques.

Dans les années 1970, au moment de l'expansion économique, il n'était pas encore question de sauvegarder la socio- et la biodiversité. On n'était pas non plus spécialement préoccupé par l'écologie dans la pratique économique et environnementale. Ainsi les sociétés alpines ont transformé et se sont transformées au rythme du courant économique dominant : développement à grande croissance, infrastructures dures, transformation des paysages, séduction grandissante des citadins pour le nouveau nomadisme sportif. C'était dans l'air du temps et personne n'aurait alors osé s'interroger sur la déprise agricole, sur la diminution de la difficile agriculture de montagne, sur les nuisances écologiques, tant il était naturel que chacun profite du mieux-être général.

Même si on ne « va pas contre le progrès » ni contre le courant de l'histoire, il faut souligner que dans le cadre très général de l'agriculture de montagne, on a ainsi pris certaines décisions qui vont à l'encontre de la socioculture dans son écosystème local et de l'écologie en général. En se donnant les moyens d'une vision plus globale, on aurait certes maintenu davantage de diversité. C'est une vision de poète !

Prenons quelques exemples : dans les années 1970, les Ecoles polytechniques ont analysé des « zones-témoins de montagne » pour améliorer

Incertaine Planète

le rendement de l'agriculture. L'action était alors louable et réussie à bien des égards. Mais de grosses erreurs « écologiques » ont aussi été faites, par exemple au niveau des fumures, de l'ensilage des herbages. Si on sait que les silos enlaidissent le paysage (certains exemples sont navrants), on sait aussi que le lait obtenu à partir de la consommation d'herbe ensilée ne permet pas la fabrication du fromage. Pour une région fromagère, cela suppose une réorientation économique qui bouleverse les mentalités locales et parfois même les structures des entreprises familiales. Ainsi des régions qui fabriquaient du fromage de montagne — dont par ailleurs on loue la saveur — sont devenues des pourvoyeurs de lait. Nombreux en sont les exemples dans les Alpes vaudoises et en Gruyère.

Plusieurs races d'animaux domestiques sont ou étaient spécifiques aux Alpes. Certaines d'entre elles ont pratiquement disparu ou survivent de manière résiduelle : la race bovine fribourgeoise, perdue ; la race d'Evolène, encore cent cinquante bêtes ; les mulets et les ânes, perdus ; les chèvres des glaciers — col noir — population vulnérable ; le mouton roux du Haut-Valais (encore cent vingt-cinq bêtes) ou le roux de Bagnes, presque inexistant ; le porc laineux se compte par dizaines, etc. Certaines races sont sous haute surveillance ; d'autres ont été réintroduites volontairement à grands frais, par exemple le mouton nez noir du Valais (*Schwarz-nase*). Si ces disparitions s'inscrivent dans le processus logique de rationalisation, il n'empêche qu'on perd en même temps des patrimoines génétiques et de la diversité.

Quant aux races de vaches, elles étaient jusqu'à il y a une trentaine d'années très diversifiées. Or, dans le cadre de l'abandon de l'agriculture, de la rationalisation, du moins d'animaux pour plus de production, on a métissé, et croisé encore, pour maximaliser les rendements. On a aussi poussé la spécialisation : telle race pour la viande, telle autre pour le lait alors qu'en Suisse nous avons des bêtes multifonctionnelles. On a également fragilisé certaines races : la race Simmental pure est en voie de forte diminution aujourd'hui ainsi que la race rhétique grise tout comme la Tarine de nos voisins français, la grise d'Autriche et des dizaines d'autres à effectif sous surveillance. Il est intéressant de noter qu'au moment où disparaissent des patrimoines génétiques bovins, ovins ou caprins, on s'attache à conserver des races à petits effectifs à des coûts très élevés (Pro Specie Rara, à Saint-Gall ; l'Institut technique pour l'élevage bovin en France, qui a programmé la conservation de

Incertaine Planète

trente races reliques, etc.) par souci de biodiversité et de réservoirs du patrimoine génétique.

Un exemple plus ponctuel est celui de la race d'Hérens du Valais, dont il reste un peu plus de dix mille bêtes. Il est éclairant. Elle était et est encore parfaitement adaptée à son environnement : rustique, sachant affronter la montagne et la neige, peu demandante, endurente, jamais malade, bons aplombs, bons sabots, docile et très aimée. La race d'Hérens produisait pour entretenir le paysan (viande, lait, cuir), produisait pour se reproduire elle-même, et produisait une sociabilité villageoise ^{p.066} et régionale intense à travers les combats de reines. Les luttes des vaches d'Hérens, qui s'inscrivent dans un processus normal de hiérarchisation des troupeaux, ont de tout temps séduit les Valaisans qui ont toujours sélectionné leurs bêtes selon le critère combatif parce qu'ils prenaient du plaisir à ces joutes d'alpage, devenues aujourd'hui matches interrégionaux de reines. On était au cœur d'une vraie civilisation de la vache. Intimement liées au prestige de l'éleveur, les reines ont ainsi alimenté une riche histoire sociale de l'élevage qui se poursuit dans le présent. Si la production laitière de la race d'Hérens était « normale pour la rusticité de sa race », celle-ci avait d'autres qualités, en viande par exemple. Dans le sillage des améliorations de productivité, les coûts de l'élevage ont rapidement augmenté. Un point de non-retour, de rupture, a été atteint par l'accélération rapide des processus de restructuration en vue du marché. On a peu agi sur l'animal si ce n'est par amélioration interne en le sauvegardant en race pure, et c'est une grande chance. Mais on a vu apparaître l'éclatement du système d'élevage de montagne et l'abandon de l'agriculture parce qu'il devenait difficile d'en vivre dans les conditions d'altitude. Par amour pour cette race, pour les plaisirs qu'offrent les combats de reines et parce que certains Valaisans ont transformé leurs anciennes traditions en nouveaux hobbies de l'élevage, la race d'Hérens reste bien vivante. Elle a pris un autre sens puisque les éleveurs n'en vivent pratiquement plus — à peu d'exceptions près — et qu'ils l'élèvent parce qu'elle leur « cause », parce qu'elle fait partie du paysage social et qu'on aime ses produits. Elle est très présente dans les activités ludiques et sociales des vallées latérales du Rhône, elle participe largement au maintien de l'environnement (prés fauchés, alpages utilisés, etc.), elle se vend touristiquement bien tant au niveau des produits que de l'image. C'est là que la vache de la race d'Hérens s'insère dans une socioculture et son écosystème. Elle

Incertaine Planète

est dès lors parfaitement écologique. Il n'empêche que sa situation n'est pas sans risques. Une grave crise économique, une atteinte directe à la santé de la race, de futures générations qui auraient d'autres ambitions, peuvent rapidement transformer une « vache totale en race pure » en troupeau résiduel en voie de disparition. Seule une volonté socioéconomique et écologique pourra assurer sa pérennité.

Pour conclure, sachons qu'en laissant disparaître de la diversité « naturelle » on appauvrit en même temps la sociodiversité de régions entières, ainsi que la biodiversité (races d'animaux, surfaces herbagères, érosion de certains alpages). Si ces liens étroits avec l'environnement disparaissent, si le dialogue entre les différentes visions de la nature n'a pas lieu, si l'entêtement des uns nuit à l'innovation des autres, si citadins et montagnards ne pensent pas ensemble l'avenir social et économique des régions, qu'ils ne s'écoutent pas, pourquoi alors parler d'écologie qui est pourtant le fondement d'un développement durable ?

M. CLAUDE RAFFESTIN : p.067 A travers les exemples précis qu'elle vient de nous donner, Yvonne Preiswerk a admirablement illustré le lien qui existe entre la biodiversité et la sociodiversité, qu'il est nécessaire de préserver en même temps. L'exemple de la race d'Hérens est tout à fait fondamental. Il pose le problème de l'économie comme culture, que posait auparavant Fabrizio Sabelli. On essaie de transformer cette race pour des raisons économiques, sous prétexte que le GATT le veut, ou qu'elle ne produit que dix-sept litres de lait au lieu des vingt-cinq ou vingt-huit requis. On essaie de la forcer à se comporter selon des normes établies à l'OMC. C'est dramatique, parce que cela signifie que la race d'Hérens n'a plus de correspondance biunivoque avec la sociodiversité qui en était le support d'utilisation et de gestion. La cause de cette situation, c'est la « gestionnisme », c'est l'économie comme culture.

M. ALBERTO MAGNAGHI : Je suis heureux de rencontrer M. Raffestin. Je suis son élève depuis plusieurs années, mais je n'avais pas eu l'occasion de lier auparavant connaissance avec lui.

Ayant écrit un livre qui s'intitule *Le Développement local comme alternative stratégique*, je suis, de toute évidence, opposé à la globalisation et à la dialectique entre local et global. Le terme *local*, dans mon optique, ne désigne

Incertaine Planète

pas ce qui est petit, mais un point de vue sur le monde. C'est ce qui arrive en un lieu donné. Les Alpes sont un système supranational, mais on peut les considérer du point de vue local, en tant que système unique dont on étudie l'identité, la spécificité et la différence. Ce qui caractérise la pensée « localiste » n'est donc pas une question de dimension ou d'échelle mais un point de vue. Je ne pense pas qu'une écologie juste puisse exister sans une conception localiste du monde.

Je reprends les propos de Claude Raffestin sur bio- et sociodiversité. Ses propositions n° 2 et 3 sont essentielles. Mais il faut dire que la question est difficile à poser. Ni l'extériorité ni l'altérité n'ont intéressé le projet de modernisation et le modèle de développement traditionnel. Entre ces propositions et les manières de chercher à les réaliser, il faut passer par des considérations sur la nature et les raisons de l'écart qui existe entre les informations fonctionnelles et les informations régulatrices. Je vois cela comme une problématique structurelle du processus contemporain de déterritorialisation, tel que l'a défini Raffestin. Je n'ai guère le temps de développer ce problème. Je voudrais seulement dire qu'à mon avis ce processus est extrêmement différent de tous les processus de déconstruction et reconstruction de l'histoire humaine. C'est une thèse extrême, mais je suis convaincu de sa justesse. Le processus contemporain de déterritorialisation est sans retour. Alors que toutes les formes de civilisation, occidentales ou non, procèdent à une reterritorialisation, la nôtre se p.068 caractérise par un incessant processus de déterritorialisation. La destruction des écosystèmes naturels et du territoire pose progressivement le problème de leur absence de durabilité, et de leur remplacement systématique par les progrès technologiques et les espaces artificiels. La déterritorialisation contemporaine est donc la première, dans l'histoire, qui se débarrasse progressivement et totalement du territoire.

La notion de territoire n'existe pas dans la nature. Elle est le produit d'une histoire des relations entre homme, société et nature. Depuis la première civilisation nomade, on n'a plus de nature. On a un territoire, c'est-à-dire une organisation culturelle de l'espace. Toutes les civilisations ont constitué leur modèle de domestication et de simulation sur le principe d'une coévolution incluant nature et culture. La rupture entre ces deux termes est typique de la déterritorialisation contemporaine. Notre civilisation juge inutile ce rapport, et par conséquent ignore la question des limites. Elle croit possible de progresser

Incertaine Planète

dans un processus d'artificialisation continue et croissante. Dans cette nature fabriquée, se développant à l'infini, on ne peut pas trouver les règles d'une écologie juste. Je crains qu'on ne continue à se contenter de traiter *a posteriori* les causes des écocatastrophes planétaires et locales. Ce rapport de coévolution, très complexe, doit être reconsidéré. Il apparaît comme un problème insurmontable pour la technologie, et même pour l'écologisme scientifique, qui souvent l'oublie. C'est pourquoi il est important de connaître les sociétés du passé, non pour les imiter, mais pour comprendre qu'elles ont toutes produit une artificialisation à l'intérieur de ce rapport actif. Ce problème doit être considéré comme central, dans la perspective de la préservation de la sociodiversité.

Cela amène une question essentielle. Qui préserve la sociodiversité ? Qui préserve la forêt amazonienne ? De nombreux écologistes pensent qu'il faudrait créer des organisations mondiales, qui s'occuperaient d'acheter et de préserver l'Amazonie. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette vision. Pour moi, la préservation de la sociodiversité doit être une autopréservation. Ce n'est qu'en favorisant l'accroissement de la puissance des sociétés locales qu'on pourra construire une force de conservation et un nouveau dialogue avec la nature. Je pense que les nouvelles formes de coopération expérimentale sont très intéressantes. Elles ne se fondent plus sur l'importation dans le Tiers-Monde d'un modèle de développement, mais sur l'aide à l'autodétermination, à l'autoconstruction avec des technologies appropriées, à la mise sur pied d'indicateurs de développement différents des modèles économistes fondés sur le produit intérieur brut. Le changement des indicateurs de développement est important. Il permet d'introduire une problématique relative à la pollution, à la violence urbaine, à la qualité de la vie urbaine et du territoire. Il peut même introduire la question de la forme de la ville du point de vue de son apparence esthétique. Ces indicateurs vont encore être raffinés, p.069 dans la perspective d'une réduction de la mainmise de l'économie sur la lecture des problèmes écologiques.

J'aimerais signaler un dernier point. Dans le problème de la préservation de la sociodiversité, nous devons intégrer une lecture de la subjectivité, qui seule peut produire un processus d'autopréservation de la sociodiversité. Je suis optimiste sur ce point, car je crois qu'il y a une profonde différence entre le comportement envers la nature qui caractérise la lutte des classes et celui qui

Incertaine Planète

inspire la lutte écologique. La lutte des classes s'est occupée de l'altérité, a créé des solidarités profondes entre les hommes, mais n'a pas contribué à la création d'un modèle de développement alternatif. Elle a comme principe la haine, alors que la lutte écologique s'appuie sur l'amour, parce que l'objet de son attention n'est pas l'appropriation d'une partie du revenu produit pour d'autres buts, mais la reconnaissance du territoire, de la mémoire et de l'environnement humain. Ce qui meut la lutte écologique, c'est la nouvelle pauvreté, créée par la modernité : pauvreté de l'environnement et pauvreté de l'identité, qui sont des faits récents. En effet, on part d'une situation de soustraction, avec un aspect de revendication, voire de haine, qui détruit l'environnement, l'histoire et la mémoire, et on aboutit à une lutte qui ne sépare pas les deux moments de la revendication et du temps long de l'appropriation, de l'Etat ou de la structure économique. Dans l'instant même où il émerge, le combat écologiste est déjà construction d'une solidarité qui inclut l'extériorité. Les deux thèmes de l'altérité et de l'extériorité s'y affrontent. Il est nécessaire d'étudier le comportement des mouvements écologistes du point de vue général de la transformation du conflit, avec ses caractéristiques structurales et internes. Sous sa forme nouvelle, il nous apporte l'espoir que puissent se réaliser les objectifs formulés aux points 2 et 3 de la présentation de M. Raffestin.

M. CLAUDE RAFFESTIN : Alberto Magnaghi manie à la fois le pessimisme et l'optimisme. Si on le suit quand il affirme que les civilisations antérieures étaient fondées sur un modèle de coévolution, il faut admettre avec lui que les civilisations contemporaines ont rompu ce modèle. Il me semble particulièrement intéressant de méditer l'idée selon laquelle les sociétés actuelles ont tendance à tout effacer et à faire *tabula rasa* de ce qui existait auparavant. A la question « qui préserve la sociodiversité ? », je crois qu'il a apporté une réponse importante, en disant que la sociodiversité doit s'autopréserver. L'autopréservation passe évidemment par le respect de la mémoire, de l'histoire et de ce qui a été légué dans un territoire. M. Magnaghi est pourtant devenu beaucoup plus optimiste, vers la fin de son intervention, à propos de la lutte écologiste.

Mme MERCEDES BRESSO : p.070 Je trouve très important l'accent mis sur la préservation de la sociodiversité, parce qu'il oblige à établir le lien entre

Incertaine Planète

l'écologie physique et l'écologie humaine. Au moment où se pose la question de la diversité biologique, il devient nécessaire de se rendre compte que l'espèce humaine a connu une importante évolution culturelle, qui a assumé des caractères très différents dans les diverses parties du monde.

C'est cette diversité des cultures qui est à l'origine du concept de développement durable, c'est-à-dire d'un développement enraciné dans les ressources physiques et humaines d'un territoire, et capable de trouver un équilibre à long terme entre l'homme et la nature.

Bien sûr, enraciné ne signifie pas autarcique et il faut donc trouver une voie pour un développement qui opère en économie ouverte et qui soit, en même temps, fondé sur les ressources physiques et humaines de chaque territoire.

L'histoire des sociétés humaines est parsemée de succès et d'insuccès. Bien des sociétés n'ont pas su sauvegarder la fertilité du terrain agricole, à cause de l'érosion du sol ou de la salinisation due à l'irrigation avec des eaux inadaptées. D'autres ont épuisé les ressources énergétiques ou les minerais dont elles disposaient sans avoir su les remplacer. Par contre certains pays ont su établir des rapports symétriques d'échange avec leur environnement dans un temps long (par exemple en développant la connaissance des techniques de fertilisation). Très souvent les succès ont été liés à la capacité de transformer une pauvreté absolue en richesse relative. Le développement du commerce maritime des sociétés méditerranéennes, par exemple, est issu d'une pauvreté du terrain agricole et d'une ressource nouvelle : l'énergie éolienne « domestiquée » par les bateaux et les moulins.

Il est donc évident qu'il n'existe pas un type unique d'écologie « juste » mais plusieurs formes d'adaptation de l'économie aux spécificités d'une société et d'un territoire donnés.

Le concept même de développement durable est équivoque s'il n'est pas appliqué à une situation spécifique. Une ville, pour survivre, dépend des approvisionnements de la campagne mais doit-elle, pour cette raison, être considérée comme appartenant à une économie non durable ? Ou peut-on établir des règles d'équilibre écologique d'une ville ?

Selon moi, on peut chercher la réponse à partir des concepts évoqués par Claude Raffestin : domestication et simulation. Sauf pour les lieux caractérisés

Incertaine Planète

par une nature sauvage, la plupart des sites relèvent de processus de domestication (la majorité des sites « naturels » sont en réalité modifiés par l'homme, ainsi que les terres agricoles et les forêts, où la photosynthèse est adaptée aux exigences humaines) ou de simulation (c'est le cas des villes, dont l'écologie est totalement artificielle, quand bien même il s'agit encore d'un état de nature au sens de Serge Moscovici).

p.071 Il est à mon avis nécessaire de définir des conditions de « durabilité » spécifiques pour les différents types de rapports homme-nature, tout en sachant que les lieux de la simulation doivent nécessairement s'appuyer pour leur survie sur ceux de la domestication et ceux-ci sur les processus naturels — les trois différentes normes de régulation étant évidemment enchaînées les unes aux autres.

Toutefois, on pourrait définir un certain nombre de règles du jeu pour la recherche d'une écologie « juste » (c'est-à-dire pour essayer de créer les conditions d'une symétrie dans le long terme entre société humaine et processus naturels), à partir des acquis majeurs des disciplines qui ont étudié la problématique écologique :

- l'existence de limites,
- la complexité des processus naturels et des relations écosystémiques,
- l'incertitude des relations cause-effet,
- l'existence de points de rupture.

Réunir ces règles générales, l'analyse du bilan écologique d'un lieu déterminé et l'histoire de son peuplement humain, pourrait permettre de définir les conditions de durabilité de milieux présentant des degrés différents d'état de nature et d'utilisation par les sociétés.

M. CLAUDE RAFFESTIN : Mercedes Bresso n'est pas une économiste comme les autres. Elle fait appel au temps long, alors que ses collègues préfèrent généralement le court terme. La redécouverte de l'histoire, lorsqu'on veut promouvoir un développement durable, est nécessaire. Il faut savoir qu'il y a une histoire de l'environnement, qui montre qu'on ne peut pas appliquer les mêmes choses à tous, partout et en même temps. La question du temps et de l'histoire me semble essentielle dans la recherche des conditions d'une écologie juste.

Incertaine Planète

Je propose que le public formule maintenant les questions qu'il désire poser, et que les intervenants et moi-même y répondions ensuite, au cours d'un dernier tour de table.

Mme JUANA BASTIAN : J'aimerais remercier M. Magnaghi, qui a dit que l'amour faisait agir les écologistes. J'aimerais également remarquer que des gens éminents participent à cet entretien, mais que je n'y vois aucun représentant des pays du Sud. Or nous parlons écologie, globalisation, mondialisation. Le point de vue des gens du Sud serait intéressant. Si nous dénonçons la « gestionniste », que peuvent-ils dire, eux qui sont confrontés au problème immédiat de leur survie ! Comment résoudre le dilemme que pose la confrontation de la « gestionniste » et de l'urgence ?

Mme LUCIE BOLENS : p.072 En tant que spécialiste de l'histoire agraire méditerranéenne, j'ai particulièrement apprécié vos exposés. Le mot *écologie*, au contraire de l'économie, inclut, me semble-t-il, une intention prospective. Il s'agit de préserver l'unité des systèmes. Je constate que l'ensemble des intervenants réintègrent l'histoire dans leur point de vue prospectif.

Il se trouve que j'ai proposé de joindre, à une réflexion sur les rapports entre groupes humains et nature, l'exemple d'un modèle qui a duré huit siècles en Andalousie. On y retrouve tous les paramètres que vous avez mis en évidence. Le laboratoire de mon modèle n'est pas fermé. Ce sont les premiers jardins ou champs expérimentaux de l'histoire, avec ceux qui ont été créés en Chine. Ces expériences ont été faites dans des régions à climat difficile, et non à climat tempéré. Dans ces dernières, le privilège de la nature disperse la vigilance du pouvoir et des ouvriers, que ce soit au niveau des journaliers ou des maîtres de domaines. Le modèle andalou a été extrêmement poussé, et on le connaît dans ses détails. Je crois qu'il est nécessaire de connaître de manière très précise ce dont on parle, quand on essaie de comprendre les équilibres, et qu'on veut y intégrer l'humain, ses goûts, ses choix et ses risques. Mais pour trouver un modèle positif, il faut à mon avis chercher non dans les climats tempérés, mais dans les climats méditerranéens ou tropicaux.

Mme FARIDEH MACHAYEKH : Je travaille dans le domaine de l'éducation et de la planification stratégique des systèmes éducatifs. MM. Raffestin et Sabelli

Incertaine Planète

ont dit leurs doutes à propos du slogan « Penser globalement, agir localement ». Dans mon domaine, nous nous y référons énormément. Peut-être faudrait-il reconsidérer le sens de cette formule, et l'approfondir. Notre planète est un vaisseau. Elle est habitée par une population qui doit se donner une vision d'ensemble, dans la perspective de son avenir commun, que ce soit au Nord ou au Sud, et que l'on pense en termes individuels, régionaux, nationaux ou globaux.

M. DAVID GIGON : Je suis théologien et pédagogue. J'aimerais moi aussi dire à quel point j'ai été heureux d'entendre prononcer le mot *amour*. M. Raffestin a dit dans son introduction qu'il n'y a pas d'écologie sans autoécologie. Je crois que c'est fondamental, et que l'autoécologie commence forcément par l'amour. Elle doit également intégrer les valeurs morales. Quelqu'un a parlé de parti pris moral. Je ne crois pas que la morale soit un parti pris. Elle peut être un choix.

Dans des domaines pointus comme l'astrophysique ou le subatomique, les chercheurs ont cherché au cours de ce siècle une formule qui puisse contenir toute la matière, de l'infiniment petit à l'infiniment ^{p.073} grand. J'aimerais que les penseurs de ce temps, les écrivains, poètes et artistes s'inspirent de cette intention, travaillent à définir le mot *humanité* dans tous ses sens, et s'entendent le plus simplement possible sur une définition. Ils pourraient la proposer comme une sorte de ligne de conduite, de règle humaine et écologique, pour l'avenir de notre incertaine planète.

M. KARLHEINZ STIERLE : J'aimerais ajouter un commentaire à cette discussion. Il me semble que la globalisation est un fait. Penser la globalisation est donc tout à fait nécessaire. Mais je crois que c'est à cause de l'existence de la globalisation que les problèmes de localisation deviennent urgents, dans une perspective renouvelée. Peut-être, aujourd'hui, ne faut-il effectivement pas renforcer la globalisation, parce qu'elle avance d'elle-même. Ce qu'on peut et doit renforcer, en revanche, c'est la localisation. Or, la localisation signifie toujours histoire, spécificité, cultures particulières. Je crois que l'une n'exclut pas l'autre. Il faut apprendre à vivre la pluralité de ces expériences, sans que l'une d'elles soit oubliée. Dans cette perspective, nous devons essayer d'apprendre une sorte de culture plurilingue, incluant les dimensions globale et locale.

Incertaine Planète

La proposition de Mme Bresso, qui estime qu'il faut rechercher les cas de réussite, me paraît tout à fait heureuse. De tels cas sont nombreux. Je mentionnerai, en Allemagne, celui de la Bavière, où l'on a une coprésence de la technologie la plus moderne et d'une culture locale qui résiste — il y a ces jours un débat pour savoir s'il faut maintenir les crucifix dans les salles de classe. Dans ma perspective, je dirai qu'il en va de même à Genève, qui est par excellence une cité vouée aux intérêts globaux, en même temps qu'elle est profondément enracinée dans sa propre histoire. On peut y faire l'expérience de la coprésence. En revanche, je ne pense pas qu'on pourrait revenir en arrière et défaire des structures qui sont déjà une réalité extrêmement forte. Cela relèverait d'une sorte de nostalgie.

M. JEAN-MARC FERRY : J'aimerais vous interroger, M. Raffestin, sur l'éthique écologique et la normativité des règles que vous avez énoncées, en partant d'une constatation qui est une évidence. L'éthique humaniste moderne ne prescrit de devoirs que dans le domaine des rapports des hommes entre eux et de chaque individu à lui-même. Elle ne désigne pas d'obligation morale dans le domaine du rapport de l'homme à la nature extérieure. Ce rapport est plutôt transféré, conventionnellement, à l'usage de l'intelligence scientifique et de la maîtrise technique. L'humanisme, dès le XVII^e siècle, a eu besoin de neutraliser ainsi la nature, pour affirmer ce qu'on appelait la majesté de l'homme, et l'unité de son espèce. Un rapport *je-il* était d'emblée instauré, plutôt qu'un rapport de communication *je-tu*. Eu égard à l'éthique humaniste ^{p.074} conventionnelle, il est clair que dans son principe l'éthique écologique présuppose un élargissement considérable de la base du respect, ainsi que ce qui me paraît une petite révolution dans la grammaire de nos rapports au monde. L'homme se voit en quelque sorte assigné à la situation que la morale assignait à l'individu face aux autres et à lui-même. Mais l'altérité, ici, ne s'entend plus au sens de l'autre homme, mais à celui de l'autre espèce animale.

Cela pose bien sûr la question du fondement philosophique de l'éthique écologique. Je la laisse de côté, parce qu'elle me paraît quelque peu massive. Je me concentrerai plutôt sur la question de l'activité que vous attachez à une telle éthique. J'aimerais d'abord que vous nous disiez, au sujet des quatre règles normatives que vous tirez des quatre lois de Barry Commoner, quel statut de normativité vous leur attribuez. Sont-elles des commandements du devoir, à la

Incertaine Planète

façon de l'impératif catégorique ? Sont-elles des conseils de prudence, qui chez Kant correspondent plutôt aux impératifs assertoriques, liés au bonheur plutôt qu'au devoir, et d'orientation plus pragmatique que morale ?

J'aimerais vous poser une autre question — dont je ne suis pas sûr qu'elle soit pertinente. Elle concerne l'une des deux relations que vous avez mises en relief, la relation de domestication. Appelle-t-elle une éthique, et si oui, comment la normativité des quatre règles s'applique-t-elle, en tenant compte bien sûr du lien qu'il convient d'observer entre bio- et sociodiversité ? Cette normativité se déterminerait-elle différemment, selon qu'elle touche à la relation d'extériorité ou bien à la relation d'altérité ? En d'autres termes, existe-t-il une éthique générale de la domestication des plantes et des animaux, et cette éthique admet-elle deux normativités distinctes selon le type de domestication — végétale et animale ? Si oui, cette dernière distinction entre altérité et extériorité requiert-elle un critère qui soit conceptuellement ferme ?

M. CLAUDE RAFFESTIN : Je répondrai à votre question tout à l'heure. Je propose qu'auparavant chacun de nous revienne sur celles qui l'ont précédée.

M. FABRIZIO SABELLI : Je vais répondre à deux questions, l'une simple, l'autre plus compliquée. La plus simple est celle qui porte sur l'absence ici de représentants du Sud. La culpabilisation par le fait de cette absence m'intrigue. Elle mérite réflexion. Je crois qu'il y a là un problème important dans notre monde. On a tendance à croire que la représentation de l'espace social et culturel qu'ont les individus dépend de leur origine. C'est très grave. Il faut abandonner définitivement ce genre de réduction. Permettez-moi d'affirmer, très sérieusement, que je pense représenter le Sud. Non parce que je suis Romain, mais ^{p.075} parce qu'après avoir mené une série d'enquêtes pour écrire mon livre sur la Banque Mondiale, *Crédit sans frontières*, je me suis rendu compte, à Washington notamment, qu'un grand nombre de personnes originaires du Sud représentaient le grand capital américain. Le fait que ces gens soient de peau noire, qu'ils viennent du Nigéria ou de l'Inde, n'avait strictement aucun rapport avec la question. Ils avaient simplement fait leurs études au MIT, et assimilé une culture qui leur donnait la possibilité et le droit de défendre les intérêts du Nord. J'espère avoir répondu de manière satisfaisante à votre question : je représente les pays du Sud, parce que je

Incertaine Planète

partage leurs intérêts et leurs aspirations. J'ajoute, s'il faut un argument pratique, que j'ai quelques années d'expérience de l'Afrique.

L'autre question, plus complexe, porte sur le slogan « Penser globalement, agir localement ». Je pense que toute société, de tout temps, a pensé ainsi et agi ainsi. Ce slogan, en d'autres termes, enfonce des portes ouvertes. Ce que les anthropologues appellent des cosmologies sont des pensées globales. Toute société organise sa culture en se posant des questions de ce type. Cela fait partie des conduites sociales générales.

Ce slogan, en revanche, traduit autre chose, qui est le piège dans lequel il ne faut pas tomber. Il traduit un modèle cosmologique dominant, qu'il suppose exportable dans tout ce qui est local. L'interprétation fonctionnelle dominante fait de ce slogan la justification idéologique d'une conduite économique d'expansion ou de colonisation culturelle. Bien sûr, l'image est belle, parce qu'elle associe l'universel au singulier — et cela bien qu'elle soit paradoxale. Mais il faut être prudent. Dans les pratiques courantes, en particulier chez les économistes, elle représente une magnifique clef pour exporter un modèle économique universel, à travers par exemple le marché, dont Galbraith dit qu'il est un totem, c'est-à-dire un objet de croyance. On peut très bien insérer le marché de type capitaliste dans une cosmologie, et agir « globalement », en fonction des règles qu'il impose. Le local n'a dès lors plus qu'à s'adapter. On peut faire ce qu'on veut de ce concept. Le sens que lui attribuait à l'origine le courant écologique qui l'a inventé ne correspond plus à l'usage qu'on en fait aujourd'hui dans de nombreux secteurs. C'est pourquoi il me semble nécessaire d'évacuer les slogans de notre champ de savoir et d'action. La société est complexe, les problèmes qui se posent sont complexes, et un slogan est toujours un instrument réducteur, ambigu, qui peut inspirer des actions maladroites.

Mme MERCEDES BRESSO : J'aimerais commenter ce qu'a dit Mme Bolens. Il est intéressant d'étudier les cas de succès. Il l'est encore plus de les étudier quand ils ont eu lieu dans des conditions difficiles. Dans de nombreux pays du Sud, l'environnement est fragile. Ils se trouvent dans des conditions extrêmement différentes, que ce soit au niveau du territoire naturel ou du territoire tel qu'il a été dessiné ^{p.076} par les modifications apportées, par exemple, par la colonisation. Ces pays ne peuvent pas exporter. Cela est dû aux

Incertaine Planète

méfais de l'implantation de l'agriculture européenne ou américaine, alors que leur structure territoriale est fragile.

Il faut partir de son propre territoire, et s'ouvrir au reste du monde. Il faut être à la fois local et global, étudier les autres, puis revenir avec un regard neuf sur son propre territoire, et utiliser ce qu'on a appris. Ce qui compte, c'est d'avoir un développement territorialisé, avec une culture ouverte aussi bien qu'une économie ouverte. En ce sens, l'histoire élargit notre champ d'étude. Les cas de succès ne sont pas seulement contemporains. On en trouve dans le passé. On peut en tirer énormément d'enseignements. Je pense par exemple aux systèmes d'irrigation qui ont été construits sans évaluation de la salinité de l'eau. On peut encore voir, partout dans le monde, les dégâts que cela amène. Ils pourraient être évités, si l'on connaissait mieux le passé. De plus, certaines solutions trouvées autrefois pourraient probablement être utilisées dans l'avenir. C'est pourquoi il faut toujours conserver ce double point de vue, à la fois local et global, qui seul peut donner un relief aux choses.

Je voudrais également souligner que les sociétés qui ont réussi ne sont pas les seules à avoir développé une économie dans le temps long. Je crois que certaines d'entre elles sont aujourd'hui en difficulté par perte de leur sociodiversité. Ce sont les sociétés occidentales. Ce processus y est très rapide. Nous devrions nous demander si notre succès dans le temps long est possible. Cela n'est pas sûr du tout. Le fait que nous ayons eu un succès synchronique énorme ne signifie pas que nous aurons un succès diachronique. Peut-être disparaîtrons-nous rapidement. C'est d'ailleurs en considérant les autres sociétés que nous aurons quelque chance de récupérer un peu de sociodiversité. Elles pourraient nous apprendre beaucoup de choses. La perte de la sociodiversité me paraît un danger écologique beaucoup plus grave que les dangers naturels. On sait que la nature est forte. Gaïa est forte, alors que la société des hommes, elle, est fragile. Il ne faut pas l'oublier, si on veut porter un regard correct sur la planète.

M. ALBERTO MAGNAGHI : Les prédictions sur la globalisation et le système mondial se sont partout vérifiées. Il est vrai que nous devons raisonner en termes d'équilibre entre local et global. Une société trop fermée sur ses valeurs risque de perdre ses relations avec les autres et de mourir. Mais nous nous trouvons actuellement confrontés au risque inverse. Nous n'avons pas à

Incertaine Planète

développer des relations mondiales. Nous souffrons au contraire de l'absence ou de la pauvreté des relations locales. Nous les avons détruites pour plusieurs siècles. L'effort en faveur d'une écologie sociale juste doit porter maintenant sur le développement des sociétés locales. Je pense au travail que j'ai effectué dans p.077 les périphéries de métropoles. On discute la question de savoir s'il faut développer d'abord les relations ou l'identité. Or, aujourd'hui on constate que le trajet d'une périphérie à l'autre n'existe pratiquement plus. Ces non-lieux, privés de personnalité et d'identité, n'ont plus d'autres relations que hiérarchiques, avec le centre. Il y a un excès de relations centre-périphérie. C'est pourquoi nous devons aller vers l'excès opposé. Nous devons construire des identités, décomposer la métropole en plusieurs petites villes, dont chacune possède son espace collectif, sa complexité économique, etc. Mais avant d'avoir réalisé ce processus de reconstruction d'une identité locale complexe, je dois me poser le problème des relations. Je ne peux pas mettre en relation le rien avec le rien.

J'insiste sur le fait que le développement des sociétés locales est aujourd'hui le problème principal. J'admets que nous vivons dans une économie ouverte. Mais je répète qu'on doit changer les indicateurs de richesse. A travers quel indicateur suis-je habilité à juger la croissance d'une société locale ? Le problème est difficile. Les économistes ne peuvent certainement pas nous donner de réponse. Et quand ils parlent d'économie alternative, ils construisent une politologie, une sociologie ou une écologie sociale, mais non une économie. Nous devons penser à une réduction du rôle de l'économie, et à une évaluation des modèles de développement. Qu'est-ce que la richesse, du point de vue d'un développement durable ? C'est une question que nous devons travailler à résoudre pour comprendre ce que signifie, dans une économie mondialisée, le fait de créer un monde composé de diverses sociétés locales, ayant entre elles un rapport non hiérarchique.

Comment obtient-on un succès ? On organise un réseau local. On renforce la société locale. Ensuite, dit Mercedes Bresso, il faut partir voir les autres. Mais part-on vers la conquête, ou vers un monde d'interdépendance non hiérarchique ? La question me préoccupe. Il y a eu dans l'histoire de nombreux succès qui ne reposaient pas sur une bonne utilisation des ressources locales, mais sur le colonialisme, l'impérialisme et la conquête, c'est-à-dire sur l'exploitation des autres populations. Il y a même eu, en cette matière, des

Incertaine Planète

succès durables. Nous ne pouvons pas les prendre comme modèles. Nous devons prendre en considération les cas de sociétés qui ont réalisé une ouverture sans créer une situation impériale. Elles sont plus rares. Mais je crois qu'elles existent. Je pense aux petites villes de l'Italie médiévale. Un équilibre profond s'y est établi entre conflits et coopération. Les premiers n'étaient pas niés, mais contenus dans les limites nécessaires à la seconde. Je crois qu'il est irréaliste de songer à un monde sans conflits entre sociétés locales. Mais tout ce qui se pose comme supranational doit être compris par nous comme le moyen de chercher à établir des systèmes de relations non hiérarchiques entre des identités différentes. Nous passerons alors d'une culture de l'intégration p.078 à une culture de la reconnaissance des différences. Le problème de la globalisation, pour nous, se pose à ce niveau, beaucoup plus qu'à celui de l'économie mondiale. Il s'agit de parvenir à une régulation des sociétés locales entre elles, dans ce qu'on pourrait appeler une forme de local supérieur.

Mme YVONNE PREISWERK : L'histoire est faite d'oubli et de création. Mais un mot à la mode me pose quelques problèmes. Il s'agit du mot *préserver*. Il me fait craindre une sorte de muséification des choses et des critères. Qui décide de préserver quoi ? Cette question renvoie à un débat politique et économique. Ne devraient être préservés que les objets qui ont du sens, qui font sens dans la société à laquelle ils appartiennent. L'histoire a toujours préservé certaines choses, et laissé d'autres disparaître. Prenons l'exemple du blé ancien, l'épeautre. Y a-t-il une raison de le récupérer et de le réutiliser ? Correspond-il à quelque chose dans nos sociétés ? La préservation est coûteuse. Il faut se poser la question de l'actualisation du vivant dans la vie quotidienne et dans la vie des sociétés.

Mme LUCIE BOLENS : Mon point de vue n'est pas nostalgique. Je pense simplement à l'accumulation de l'information. Pour constituer une nouvelle science, comme l'écologie, on met bout à bout un très grand nombre d'informations, sur lesquelles on réfléchit, et dont on dégage des modèles. Que faut-il en garder ? Je constate qu'on voit aujourd'hui réapparaître, dans la chaîne alimentaire, des éléments qui en avaient été éliminés par un certain rationalisme. J'ai trouvé de l'épeautre à Berne. J'y ai trouvé aussi du panais, que la pomme de terre a supplanté. Je l'ai cultivé dans mon jardin, et j'ai compris

Incertaine Planète

pourquoi la pomme de terre avait gagné. Mais il n'est pas dit que le panais ne soit pas plus nourrissant. Je veux dire par cela qu'il faut aller jusqu'à l'action ethnobotanique pour, ensuite, pouvoir trancher. La civilisation planétaire d'aujourd'hui peut se permettre de revenir sur certains choix passés. Aujourd'hui, nous pouvons sophistiquer nos décisions, pourvu que ce soit pour l'humain. Vous avez écrit, M. Raffestin, que l'homme devait être au centre de cette réflexion. Je crois que c'est le progrès de notre temps. Une science est en train de naître.

M. CLAUDE RAFFESTIN : Jean-Marc Ferry a mis le doigt sur un point sensible. Le terme que j'ai utilisé pour obtenir un effet de miroir avec les lois de Barry Commoner est manifestement abusif. Mieux vaudrait parler de conseils de prudence que de règles. Fabrizio Sabelli m'a déjà fait ce reproche. C'est d'autant plus vrai que p.079 dans ce cas, l'introduction de l'élément culturel, compte tenu de sa généralité, ne signifie plus grand-chose.

Je ne sais pas s'il existe une éthique générale de la domestication — ou de la simulation. C'est un problème philosophique qui nous entraînerait trop loin. Je vous accorde que sur un plan purement pratique, pour moi en tout cas, une telle éthique existe effectivement, que ce soit par rapport à la domestication ou à la simulation.

@

LA DICTATURE DES CRÉANCIERS ¹

INTRODUCTION

par Ivan Pictet

président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève

@

p.081 Pour cette deuxième soirée des Rencontres Internationales de Genève, nous accueillons M. Jean-Paul Fitoussi, qui va aborder le thème de cette session sous un autre angle, celui de l'économie.

Très souvent les économistes sont ennuyeux et solennels, c'est bien connu. L'un d'eux, parfois, fait preuve de malice, comme celui qui a dépeint leur peuple comme le ferait un anthropologue face à une peuplade inconnue. Il y décrit leurs débats sans fin, abscons et irréels, et leur respect, voire leur adoration, pour la croix de Saint-André, qu'ils appellent d'ailleurs offre et demande ou, plus mystérieusement encore, IS-LM.

Deux tribus dominant actuellement cette peuplade. L'une, installée sur les rives du lac Michigan au lieu-dit Chicago, envoie ses *boys*, appelés monétaristes, vers le Sud où ils font tant de bruit que même les médias les ont remarqués. L'autre, moins célèbre mais plus puissante, en tout cas par le nombre de prix Nobel, a planté ses tentes au bord du *Charles*, le fleuve qui baigne Harvard et le MIT. Inutile de le dire, les deux tribus ne s'aiment pas trop, bien qu'elles ne soient pas actuellement sur le sentier de la guerre.

Jean-Paul Fitoussi, que je remercie sincèrement d'être parmi nous, fait indéniablement partie de la peuplade des économistes ; il en est un des plus en vue d'Europe. Il en a d'ailleurs les plus remarquables attributs. Après une carrière académique complète à la Faculté des Sciences économiques de Strasbourg — dont il fut le doyen — et son passage dans divers instituts universitaires, l'Université de Californie entre autres, il est actuellement professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris et professeur externe à l'Université européenne de Florence.

¹ Le 26 septembre 1995.

Incertaine Planète

p.082 Mais si ses nombreuses et prestigieuses activités universitaires font de lui un membre honoré de la peuplade, à laquelle des deux tribus dominantes appartient-il en fait ? « Appartient » est sans doute un mot trop fort pour un esprit aussi indépendant et original, vous le découvrirez bientôt. Disons plutôt : avec laquelle d'entre elles se sent-il le plus d'affinités ? Je le laisserai répondre lui-même, mais ses nombreux ouvrages et le nom de ses coauteurs habituels me donnent à penser que ses affinités électives le portent plus naturellement vers le *Charles River*. En d'autres termes, il préfère les charmes bostoniens à la rudesse de Chicago, les liquidités d'un fleuve tranquille à l'adoration de la statue Monnaie sans cesse abattue par le vent mais sans cesse relevée par les monétaristes. En outre, je le soupçonne aussi de visiter ses collègues oxfordiens.

Pour moi, Jean-Paul Fitoussi a deux autres qualités, mise à part celle d'être aussi le très honorable président de l'Observatoire français des Conjonctures économiques, un des meilleurs instituts d'analyse qui existent en Europe : il a une grande clarté dans son analyse et je citerai trois lignes du résumé de son dernier livre, *Le Débat interdit*, paru en mars, aux éditions Arléa. Parlant de l'Europe, il dit, assez froidement :

L'Europe a peur de son avenir. La crise de l'emploi que traversent les pays du Vieux Continent est la plus grave depuis les années 1930. Multipliant les situations de précarité et d'exclusion, elle met désormais en péril le fondement même de nos sociétés : l'intégration par le travail. Or le chômage est plus élevé qu'en n'importe quelle autre période de notre histoire, les déficits des pays considérables. La construction européenne se défait : le SME n'est plus un système de changes fixes, la perspective de la monnaie unique s'éloigne en raison des déficits. Que penser alors d'une politique qui n'atteint jamais les objectifs qu'elle recherche ?

Lucide, mais pas très rose, Monsieur le Professeur !

Et l'autre qualité de Jean-Paul Fitoussi, c'est d'être aussi un « dérangeur ». Je cite encore la préface de ce même livre :

Mon ambition est de désacraliser l'arithmétique sociale qu'est devenue l'économie. Je veux questionner les réponses que l'on fait aujourd'hui aux problèmes de notre temps, les pousser dans leurs

Incertaine Planète

derniers retranchements, pour que l'on perçoive leur vraie nature, les préjugés qu'elles contiennent, leurs présupposés idéologiques, parfois leur vérité.

Et plus loin :

L'économie se prend aujourd'hui trop au sérieux, elle devient la contrainte, en même temps que l'excuse absolutoire, qui justifie non seulement que rien ne soit fait pour la société, mais que ce qui améliore l'efficacité de l'économie ne peut être qu'aux dépens du lien social. Un peu de dérision permettra de prendre la distance nécessaire pour éviter le pire.

Tout cela s'inscrit fort bien dans le thème général de ces Rencontres : *Incertaine Planète*. M. Fitoussi va en aborder un aspect un peu mystérieux : la dictature des créanciers. Cela dit, je lui rappelle au passage qu'il est l'hôte de la Cité de Calvin à qui on doit la réintroduction du prêt à intérêt...

@

JEAN-PAUL FITOUSSI Né en 1942. Doyen (1974-1977) de la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Strasbourg. Professeur responsable du programme de recherche « Fondement de la politique macroéconomique » (1979-1983), à l'Institut universitaire européen de Florence. Professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris (depuis 1982). Président (depuis 1990) de l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE). Consultant et expert à la Commission des Communautés européennes. Professeur externe à l'Université européenne de Florence (depuis 1984). Professeur invité à l'Université de Californie (1984). Secrétaire général de l'Association internationale de Sciences économiques.

Principales publications : *Inflation, équilibre et chômage*, Paris, Editions Cujas, 1973 ; *Unemployment in Western Countries*, en coll., Londres, MacMillan, 1980 ; *Modern Macroeconomic Theory*, en coll., Oxford, Basil Blackwell, 1983 ; *Monetary Theory and Economic Institutions*, en coll., Londres, MacMillan, 1987 ; *The Slump in Europe*, Oxford, Basil Blackwell, 1988 ; *A l'Est, en Europe*, en coll., Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, coll. « Références/OFCE », 1990 ; *Entre convergences et intérêts nationaux : L'Europe*, en coll., Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, coll. « Références/OFCE », 1994 ; *Economic Growth, Capital and Labour Markets*, en coll., Londres, MacMillan, 1995 ; *Le Débat interdit : monnaie, Europe, pauvreté*, Paris, Arléa, 1995.

CONFÉRENCE DE JEAN-PAUL FITOUSSI

@

p.084 L'apparition et la persistance d'un chômage de masse en Europe coïncident avec la montée des taux d'intérêt réels et leur maintien à des niveaux historiquement élevés depuis plus d'une décennie. Or, sans nier l'existence de causes multiples à la relative atonie de la croissance européenne et à la persistance du chômage, il apparaît que des taux d'intérêt élevés constituent un facteur défavorable tant à l'offre productive — parce qu'ils découragent l'investissement productif et contraignent les entreprises à accroître leurs marges de profit — qu'à la demande solvable — notamment parce qu'ils rendent coûteux et très vite insoutenables les déséquilibres financiers des agents économiques, privés ou publics. Initialement interprété comme la résultante transitoire de politiques monétaires rigoureuses et de la

Incertaine Planète

désinflation du début des années 1980, le niveau élevé des taux d'intérêt réels est l'une des caractéristiques majeures des économies développées — et singulièrement des économies européennes — depuis près de quinze ans. Elle s'inscrit en contraste marqué avec les décennies précédentes, au cours desquelles les taux réels étaient bas, voire parfois négatifs. On invoque souvent, pour l'expliquer, la thèse d'une pénurie chronique d'épargne, aggravée plus récemment par des déficits ^{p.085} publics considérables et un recours massif à l'endettement des gouvernements des pays industrialisés. Dans cette analyse d'inspiration classique, le taux d'intérêt est déterminé par la confrontation d'une offre — l'épargne — et d'une demande — l'investissement — de « fonds prêtables ». Elle ne semblerait guère pertinente si l'on s'en tenait à la seule considération des évolutions observées dans chacun des pays industrialisés : certes les Etats-Unis souffrent, depuis une dizaine d'années, d'un déficit d'épargne résultant de la faiblesse du taux d'épargne des ménages et du déséquilibre profond et durable des finances publiques fédérales américaines, et reflété dans un déficit chronique des paiements extérieurs courants ; mais comment diagnostiquer des troubles similaires dans les pays européens, dont les taux d'investissement et les taux d'épargne ont évolué presque de concert, et dont les soldes des paiements courants sont, en moyenne, positifs ? Quant au Japon, l'excès de son épargne nationale sur ses dépenses d'investissement se traduit par des excédents courants considérables.

L'hypothèse d'une insuffisance d'épargne n'est fructueuse que si on l'applique à l'échelle mondiale, tout en tenant compte de la déréglementation et de la libéralisation des marchés financiers, de

Incertaine Planète

leur formidable essor et de leur globalisation au cours des quinze dernières années. Du côté de la demande de fonds prêtables, la surpopulation mondiale, l'ouverture des économies du bloc soviétique et les progrès technologiques permettant la délocalisation de bon nombre de processus de production, entraînent nécessairement une baisse du niveau moyen du stock de capital productif par tête et multiplient les possibilités d'investissement dans des projets dont la rentabilité est plus élevée que celle que l'on peut, en moyenne, espérer dans les économies développées. Du côté de l'offre de fonds prêtables, l'ouverture des marchés financiers nationaux, fortement cloisonnés et réglementés jusqu'à la fin des années 1970, voire au milieu des années 1980, a entraîné une globalisation financière et permis aux épargnants et investisseurs du monde entier d'avoir accès à des placements plus rentables ; les progrès des communications, des techniques d'intermédiation financière et de fonctionnement des marchés ont, en outre, accru la ^{p.086} liquidité des placements ; il en est résulté une hausse mondiale du taux de rendement réel moyen des placements, en même temps qu'une désaffection des épargnants à l'égard des circuits traditionnels de financement à faible coût — par exemple, l'épargne sur livret faiblement rémunérée et finançant le logement social.

Ainsi, le décloisonnement des marchés financiers nationaux et leur déréglementation ont abouti à une concurrence plus vive entre placements, pour le plus grand profit des créanciers qui ont vu les occasions d'investissements rentables se multiplier. Ce faisant, les économies occidentales sont passées d'une situation de rationnement des placements, dans laquelle, étant donné les contraintes imposées sur les choix de portefeuille, les créanciers,

Incertaine Planète

condamnés à investir dans des instruments nationaux, constituaient le côté long du marché des fonds prêtables, à une situation de détermination concurrentielle des taux de rendement, dans laquelle ils constituent au contraire, et pour des raisons largement structurelles — notamment la faiblesse du stock de capital productif par tête à l'échelle de la planète —, le côté court, ce qui leur confère un certain pouvoir sur les marchés.

Dans un marché financier mondial très liquide et dominé par les créanciers, non seulement les taux de rendement réels des placements sont, en moyenne, élevés, mais il n'est guère surprenant de voir se manifester à tout propos les craintes caractéristiques des créanciers, et notamment la crainte de l'inflation future. On comprend mieux, dès lors, pourquoi la lutte contre l'inflation a acquis, un peu partout, le statut de priorité absolue des politiques publiques, pourquoi l'obsession de la « crédibilité » — dans une acception floue, relativement subjective et fluctuante, mais généralement axée sur la stabilité — s'est imposée, tant dans l'analyse économique des politiques que dans le discours de ceux qui les conçoivent et les mettent en œuvre. Rétrospectivement, on peut également comprendre que les décennies précédentes, caractérisées par ce que certains appellent la « répression financière », donc par le meilleur sort fait aux débiteurs, ont été marquées par une tendance à l'inflation dans la plupart des pays développés.

^{p.087} La « loi des créanciers » sur les marchés financiers — qui rappelle, à certains égards, le règne des « *bearish speculators* » fustigés par Keynes dans les années 1930 — s'exprime par une tendance des prix des actifs financiers à surréagir à toute nouvelle qui peut être interprétée comme annonciatrice d'une accélération

Incertaine Planète

future de l'inflation. Elle contraint les autorités publiques à l'orthodoxie et à la « vertu » financière, tout en maintenant des taux de rendement réels *ex post* très élevés, dans la mesure où elle oblige, en faisant monter les taux de rendement exigés, à choisir les orientations qui empêcheront l'inflation anticipée de se concrétiser.

La « tyrannie du financier » est-elle susceptible de perdurer ? Il est difficile d'imaginer que les conditions qui ont favorisé son emprise s'inversent spontanément : l'ouverture des marchés, les évolutions techniques, etc., sont des phénomènes difficilement réversibles ¹. Pourtant, les conséquences macroéconomiques et sociales du magistère des créanciers sont telles que ce régime pourrait ne pas être soutenable.

1. Relations monétaires internationales : la faiblesse de l'Europe

Dire que les marchés exercent une magistrature vigilante sur les politiques économiques équivaut à reconnaître que le pouvoir a changé de mains et qu'il est maintenant dans celles, multiformes, des marchés financiers. Or les marchés financiers sont logiquement des lieux d'agitation fébrile. Il est bien connu que l'argent donne la fièvre. Il est normal que des lieux où d'énormes profits spéculatifs peuvent être réalisés en quelques secondes soient la proie d'une grande agitation. Ce qui est moins normal, en revanche, c'est que ces lieux soient érigés en gendarmes du long terme, et qu'ils puissent défaire en quelques heures ce qu'il a fallu

¹ Il est également probable que les évolutions démographiques contribuent à renforcer le pouvoir des créanciers : le vieillissement de la population des pays développés confère nécessairement un poids, politique et économique, accru aux « rentiers », qui ne sont pas uniquement les « riches », mais plus généralement les détenteurs du patrimoine, c'est-à-dire principalement les cohortes les plus âgées.

Incertaine Planète

des ^{p.088} années pour accomplir. On dira que ces considérations sont vaines, que la globalisation est un phénomène irréversible, qu'elle accroît l'efficacité du système — les marchés de capitaux aujourd'hui mondialisés permettraient une meilleure affectation de l'épargne aux besoins d'investissement planétaires — mais devons-nous, malgré tout, accepter d'être littéralement gouvernés par les marchés ?

Les optimistes répondent : mais non, nous sommes, aujourd'hui comme hier, gouvernés sous contrainte de marché, ni plus ni moins. Mais comment faire face à une situation où la contrainte devient si forte que toute marge de manœuvre disparaît ? Comment discerner dans les lignes du futur celles que les marchés nous permettront de parcourir ? S'ouvre ici un véritable conflit d'horizons, celui de long terme, qui est propre à une société, celui de termes variables des marchés.

Il s'agit aussi d'un conflit d'intérêts. Quels sont les intérêts sur lesquels veillent les marchés financiers ? La réponse théorique est : aucun. Le marché est un lieu fictif où se rencontrent offreurs et demandeurs de capitaux, et c'est généralement le côté court du marché qui impose sa loi. Encore que, une fois l'équilibre établi, chacun y trouve son compte, puisque les transactions sont mutuellement profitables. Il n'en reste pas moins que les marchés sont prompts à refléter la moindre inquiétude des prêteurs quant à leurs revenus futurs. Qu'une reprise s'amorce et déjà la crainte d'une élévation de l'inflation conduit les marchés à exiger une augmentation immédiate des taux d'intérêt. La thèse de l'insuffisance structurelle de l'épargne, relativement aux besoins d'investissement, équivaut en fait à dire que, pour longtemps, les

Incertaine Planète

créanciers constitueront le côté court du marché ¹. Et donc, que le pouvoir leur appartient.

Cela signifie aussi que, pour longtemps, les marchés financiers gouverneront l'économie du monde dans l'intérêt principal, si ce ^{p.089} n'est exclusif, des créanciers. Il ne reste de ressource aux débiteurs que de ne plus l'être ou de l'être beaucoup moins. C'est, dit-on notamment, la montée des déficits publics qui a contribué à biaiser le jeu en faveur des créanciers. La seule façon de corriger cette situation serait que les ménages acceptent de réduire structurellement leur consommation ou, ce qui revient au même, d'augmenter leur épargne. Si les créanciers devenaient plus nombreux, ou s'ils avaient davantage de capitaux à prêter, ils finiraient par constituer le côté long du marché. Ce dernier serait alors gouverné dans l'intérêt des débiteurs.

Sous tutelle des marchés financiers, le monde oscillerait alors entre la loi des créanciers et celle des débiteurs. Les premiers craignent par-dessus tout l'inflation et incitent les gouvernements à une rigueur excessive, alors que les seconds s'en accommodent fort bien et poussent les gouvernements au laxisme monétaire.

Cela dessine, en théorie, la possibilité de fluctuations cycliques longues, où de longues périodes de chômage succéderaient à de longues périodes d'inflation. Ou, si l'on préfère, de longues périodes de dynamisme à de longues périodes de conservatisme. Les débiteurs constituent en effet le parti du mouvement. Il faut se projeter dans l'avenir pour investir. Dès lors, le problème est le

¹ Il existe sur un marché des demandeurs et des offreurs. Si l'offre est inférieure à la demande, les offreurs (de capitaux, c'est-à-dire les créanciers) ont plus de pouvoir, car il y a une forte concurrence entre les demandeurs pour obtenir des capitaux. C'est donc le côté court du marché qui domine.

Incertaine Planète

suivant : pendant combien de temps les créanciers vont-ils bloquer le mouvement ?

Les créanciers ne vivent pas de leur propre activité mais de celle des débiteurs. Plus leur pouvoir est important, plus l'activité est grevée de coûts élevés qui la ralentissent. Tout agent, emprunteur ou non, participe ainsi à l'entretien des créanciers, car les prix de vente des produits incluent une part plus grande qui leur revient. Le niveau des prix est donc, en un sens, trop élevé par rapport aux revenus de l'activité, ce qui explique que les tendances inflationnistes sont si faibles, et que peuvent apparaître des tendances *déflationnistes*. Lorsque au contraire le marché est dominé par les débiteurs, ce sont les revenus d'activité qui sont trop élevés par rapport au niveau des prix, d'où une propension certaine à l'inflation.

Le problème qu'on peut se poser aujourd'hui est de savoir si le mouvement cyclique que je viens de décrire peut se produire ^{p.090} effectivement ou s'il est bloqué par un changement structurel. La mondialisation des marchés de capitaux dans un monde surpeuplé n'a-t-elle pas arrêté le pendule et empêché, structurellement, que les débiteurs ne constituent à nouveau le côté court du marché ? La surpopulation signifie que le ratio capital-travail est beaucoup trop faible — c'est une autre façon de dire que le capital est relativement rare par rapport au travail — et que les besoins d'investissement sont considérables. Ce qui assure pour longtemps aux créanciers la possibilité de trouver, quelque part dans le monde, des emprunteurs désireux de payer un prix suffisamment élevé. La demande de capitaux est donc structurellement forte, et les créanciers constituent durablement le côté court du marché.

Tout signe d'une vigueur inhabituelle de la croissance ou d'une

Incertaine Planète

orientation jugée dangereusement expansionniste des politiques macroéconomiques tend à être interprété par les créanciers comme l'annonce d'une accélération à venir de l'inflation, entraînant de ce fait une hausse du taux de rendement nominal qu'ils exigent, et donc du taux réel, dans une mesure où la hausse est suffisante pour tuer dans l'œuf toute tendance inflationniste. *Globalement, les économies se trouvent donc piégées dans un équilibre de basse pression, sur un sentier de croissance modérée, où les tendances déflationnistes sont fortes, tandis que les phases de reprise pourraient n'être qu'assez lentes et d'autant plus brèves qu'elles sont vives.*

2. Les prédateurs et leurs proies

Pour mieux comprendre ce mécanisme, nous pouvons utilement nous référer à une analogie biologique, celle du modèle proie-prédateur (créanciers-débiteurs). L'équilibre qui s'établit entre les uns et les autres ressemble, en effet, à celui qui, dans la nature, règle la complémentarité entre différentes espèces, notamment carnivores. Le prédateur a besoin que la population de proies soit suffisante pour assurer sa nourriture, et donc sa survie, mais point trop car alors il pourrait avoir quelque difficulté à les capturer. Le prédateur va donc exercer une surveillance vigilante sur les proies. ^{p.091} Il ne faut pas que la proie devienne suffisamment forte pour lui échapper ou, en tout cas, pour acquérir la capacité de limiter son pouvoir. Mais il ne faut pas non plus qu'elle soit trop faible au point d'être décimée, car la population des prédateurs risquerait aussi de l'être. C'est la raison pour laquelle un équilibre, généralement cyclique, s'établit dans la nature entre la population des proies et celle des prédateurs.

Incertaine Planète

Sur les marchés financiers, on retrouve un processus analogue. Ce que le prédateur redoute le plus est l'apparition de tensions, c'est-à-dire d'une trop forte croissance du monde de l'activité (de la population des proies). De telles tensions sont, à terme, porteuses d'inflation dont l'effet est de modifier le partage des ressources entre les deux populations au profit de la proie.

Pour comprendre comment cet équilibre entre les uns et les autres a évolué, il faut revenir brièvement en arrière. A partir du moment où les taux d'intérêt réels atteignirent des niveaux historiquement élevés — au début des années 1980 — les évolutions économiques devinrent fort différentes. Schématiquement, on peut distinguer trois phases.

La première — disons 1982-1986 — d'assainissement et d'euphorie financière, correspondit à une envolée des cours boursiers sur fond de croissance lente, du moins en Europe continentale. Le patrimoine et les profits grossissaient alors que les revenus salariaux s'étiolaient. Certes, les entreprises n'étaient pas toutes logées à même enseigne : celles qui avaient accès aux marchés boursiers se finançaient aisément, les autres, obligées de s'endetter, subissaient de plein fouet la contrainte financière. Il n'empêche que le jeu restait à somme positive : ce que gagnaient les uns en termes de richesse et de revenus non salariaux compensait ce que perdaient les autres du fait de la baisse relative de la masse salariale et de la croissance du chômage. Certes encore, la redistribution des patrimoines et des revenus était profondément inégalitaire, mais elle dégagait malgré tout un surplus net.

La deuxième phase débute avec le contre-choc pétrolier, la baisse du dollar, et s'accélère avec le krach boursier de 1987. C'est

Incertaine Planète

le retour de la croissance. Les deux premiers événements ^{p.092} permettent une augmentation de tous les revenus, alors que le troisième, compte tenu de la réaction des politiques monétaires, laisse espérer une baisse des taux d'intérêt. Le prix des actifs, réels et financiers, reprend sa courbe ascendante alors que la croissance permet d'augmenter les revenus salariaux et de réduire le chômage. Mais, dès ce moment-là, le ver était dans le fruit. Les taux d'intérêt restaient élevés, ce qui conférait, cette fois, un caractère précaire au gonflement nominal des patrimoines. Il suffit, dès lors, que les perspectives d'évolution des taux d'intérêt changent et qu'on anticipe leur hausse pour que les prix des actifs réels s'effondrent et ceux des actifs financiers menacent de le faire. L'endettement devient alors insupportable, et la meilleure stratégie, pour les ménages ou les entreprises — du moins pour ceux qui sont encore solvables —, est d'affecter leur épargne à sa réduction.

Les autres débiteurs mettent directement en danger les créanciers : d'où la crise bancaire. Le niveau des taux d'intérêt, parce qu'il est trop longtemps resté anormalement élevé, finit par se retourner contre ceux mêmes qui en bénéficiaient : les créanciers. L'endettement était gagé sur des actifs dont la valeur s'effondre, du fait même des taux. Le mécanisme participe bien de l'équilibre proie-prédateur. Le prélèvement du prédateur (le système financier, les créanciers) sur la proie (les revenus d'activité) était devenu à ce point exorbitant qu'il mettait la proie en danger et donc, par ricochet, la survie du prédateur. Etre créancier d'une entreprise en faillite, c'est être soi-même menacé de faillite. Le jeu devient à somme négative, ce qui explique les craintes de déflation exprimées en 1993. L'histoire est morale —

Incertaine Planète

ce qui est d'un faible soulagement. On perçoit pourtant qu'à l'inverse de la première phase il existait, jusqu'en 1993, une convergence objective des intérêts des différents groupes, et qu'un espace de coopération possible s'ouvrait. Il était notamment de l'intérêt bien compris du prédateur de se serrer la ceinture pour que sa proie trop amaigrie prît de nouveau du poids. Et les taux d'intérêt longs se mirent à baisser. Mais l'équilibre est de nature cyclique : la possibilité d'une coopération n'aura duré qu'une seule année (1993), qui fut de profonde récession en Europe, et donc de trop grand affaiblissement de la proie. Le retour ^{p.093} de la croissance en Europe et la vigueur de l'expansion aux Etats-Unis font à nouveau craindre aux créanciers l'apparition de tensions (inflationnistes). La proie serait redevenue *trop* vigoureuse.

3. D'une restriction à l'autre

On peut arrêter là ce qui n'est qu'une analogie et non un modèle explicatif, et revenir au phénomène que cette analogie décrit : la crainte de l'inflation de la part des créanciers. Cette crainte, du fait de la tutelle que les marchés financiers exercent sur la politique économique, va contraindre les autorités à adopter une gestion restrictive de la masse monétaire, de façon à l'apaiser et à éviter la hausse des taux longs — à mesure que la tutelle des marchés financiers se renforçait, la politique monétaire était contrainte de se durcir. On peut distinguer trois phases dans son évolution depuis la Seconde Guerre mondiale.

La première fut celle de la lutte contre l'inflation, lorsque celle-ci devenait trop vive. Elle s'exprimait par la mise en œuvre périodique de plans de refroidissement. La hausse des prix était combattue lorsqu'elle se manifestait ouvertement.

Incertaine Planète

La deuxième phase fut celle de la recherche du taux d'inflation le plus bas possible — illustrée, en France notamment, par la politique de désinflation compétitive. C'est ce qu'on pourrait qualifier de phase de réduction structurelle des tensions du présent.

La troisième phase, qui, évidemment, correspond à un surcroît de restrictivité, est la phase de réduction du *risque* de tensions. Elle consiste à faire en sorte que quel que soit le taux d'inflation aujourd'hui — aussi bas qu'il puisse être — l'anticipation d'une inflation future soit improbable. Ce qui importe est donc de combattre la possibilité même d'une inflation future, le risque de son apparition. Cette stratégie a sa légitimité, car, on l'a vu, c'est la possibilité d'une inflation future, même éloignée, qui fait aujourd'hui réagir les créanciers, qui les incite à exiger une augmentation des taux d'intérêt *dans le présent*.

^{p.094} Ces trois phases permettent de décrire tout le spectre des politiques restrictives, dans un ordre qui va *crescendo*. On passe de la politique contracyclique classique, qui consiste à réagir à l'apparition d'un déséquilibre, à une politique structurellement restrictive, qui est de surveillance tous azimuts du risque futur de tension, et non plus de la tension elle-même. Cette politique de contrôle du risque futur de tension, évidemment, empêche la croissance de s'installer durablement, ou de se maintenir à un rythme suffisant pour résoudre les déséquilibres autres que financiers. C'est cela, la tutelle des marchés financiers : ce qui est considéré par tous comme une bonne nouvelle — le retour de la croissance — est interprété par les créanciers comme une mauvaise — le retour du risque de tensions.

Cette évolution comporte un danger de contre-productivité :

Incertaine Planète

une politique monétaire trop restrictive aujourd'hui est en fait inflationniste. Pour paradoxal qu'il soit, ce résultat est parfaitement logique. D'où le piège dans lequel se trouve engluée la politique économique. La tyrannie des marchés financiers pousse les gouvernements, pour des raisons de crédibilité, à pratiquer des politiques si restrictives... qu'elles en perdent leur crédibilité. Ce résultat est intuitivement évident : l'excès est nuisible en toute chose.

Les conséquences inflationnistes d'une trop grande restrictivité proviennent de ce que la tentation de rembourser la dette publique en « monnaie de singe » — c'est-à-dire par l'inflation — devient à la longue irrésistible pour les gouvernements. Pour en revenir à notre analogie, la proie risque de se révolter devant l'excès de pouvoir des prédateurs. Les créanciers, alors, ne seront jamais remboursés. C'est le phénomène qu'on a qualifié d'« euthanasie des rentiers » au début du siècle.

C'est qu'à partir d'un certain niveau les déséquilibres économiques deviennent incontrôlables. Même s'il est difficile *a priori* de dire quel est ce niveau, l'Histoire nous enseigne qu'il existe, et qu'en de nombreuses périodes les gouvernements ont dû mettre en œuvre des mesures radicales, le plus souvent douloureuses, pour empêcher que ces déséquilibres n'emportent comme une marée les ^{p.095} fondements mêmes de la société. Parfois, leur intervention fut trop tardive, comme le montre l'exemple allemand des années 1930, mais toujours elle fut radicale.

Les épisodes auxquels on se réfère pour illustrer ce propos sont le plus souvent des périodes d'inflation élevée, parfois d'hyperinflation. Leur origine se trouve généralement dans le « fait

Incertaine Planète

du prince », et ils impliquent de violentes redistributions des revenus et des richesses. C'est d'ailleurs là, généralement, que réside leur motivation. L'inflation fut historiquement le moyen le plus fréquemment utilisé pour « rembourser » des dettes publiques devenues trop importantes, « insoutenables », comme on dirait aujourd'hui. L'autre moyen, l'augmentation des impôts, aurait eu le double inconvénient d'être trop impopulaire et trop coûteux en termes d'activité et de chômage.

Le même enchaînement peut être engendré par la croissance du chômage lorsque, par contrainte ou par choix délibéré, les taux d'intérêt demeurent trop élevés. Car les déficits publics et sociaux sont les conséquences du déséquilibre de l'emploi, c'est-à-dire du chômage. Le souvenir des années 1930 nous enseigne que cela met en œuvre des processus incontrôlables tant dans l'ordre de l'économique — la déflation — que du « politique » — la dictature, puis la guerre. Parce qu'aucun gouvernement ne peut assister passivement à la montée d'un tel déséquilibre, les déficits et, partant, l'endettement public en seront affectés. De surcroît, à partir d'un certain niveau — dont on ne sait trop à quel taux il correspond mais dont tout indique qu'on s'en approche —, le chômage peut susciter une baisse des revenus nominaux, ce qui aggraverait encore le tarissement des recettes publiques en période de déficit déjà croissant. Enfin, l'expérience des Etats-Unis dans la seconde moitié des années 1930 nous apprend qu'après une longue période de chômage élevé l'ampleur des mesures à prendre pour rétablir le plein emploi est considérable. En bref, plus on tarde à lutter énergiquement contre le chômage aujourd'hui, plus on devra demain, sous la contrainte, utiliser des moyens plus radicaux (plus mauvais aussi), qui feront accepter transitoirement

Incertaine Planète

des déséquilibres beaucoup plus importants que ceux que l'on combat aujourd'hui avec ^{p.096} la plus grande des déterminations. D'où l'impossible crédibilité d'une politique qui s'accommode d'un taux de chômage trop élevé.

4. Conséquences sociales : l'avenir déprécié

Je voudrais souligner ici les conséquences plus diffuses, plus insidieuses, plus structurelles — qu'en vérité on pourrait qualifier de « culturelles » — d'un trop haut niveau des taux d'intérêt. Je ne parle pas seulement de ce climat d'anxiété et de résignation qui semble s'emparer de la France depuis que la croissance un instant revenue — à la fin des années 1980 — s'en est allée — au début des années 1990. Ni de ce syndrome de l'impuissance du politique auquel le politique lui-même a tant de mal à résister — « La tutelle des marchés ne nous laisse aucune alternative. » C'est la représentation que chacun se fait de l'avenir, c'est la manière dont une société tout entière perçoit son propre futur qui en sont profondément affectées. Pour résumer, disons que l'avenir se trouve peu à peu déprécié, l'horizon temporel des décisions humaines raccourci. Et ce, par une mécanique implacable, quasi indépendante de la volonté, au terme de laquelle les agents tirent les conséquences du niveau des taux d'intérêt qui s'imposent à eux.

La préférence pour le présent

Le taux d'intérêt est le taux auquel on escompte le temps, le baromètre de la valeur qu'on accorde au futur. Aussi le taux d'intérêt est la mesure exacte de la dépréciation de notre avenir. C'est très simple à comprendre : supposons une personne en

Incertaine Planète

possession d'un titre qui lui offre la certitude de recevoir une somme de 100 francs dans un an. Combien pourrait-elle le vendre aujourd'hui ? Tout dépend du taux d'intérêt. Plus il est élevé, moins ce titre vaut dans le présent. S'il est de 1 %, le titre pourra être négocié à 99 francs ; mais seulement à 90 francs s'il est de 10 %. C'est le mécanisme de l'escompte : on peut se procurer tout de suite de l'argent si l'on accepte de recevoir une somme inférieure à celle que le titre ^{p.097} représente. Sa valeur « présente » diminue en proportion du taux d'intérêt. L'avenir — ce qui est à *venir* — vaut moins cher, aujourd'hui, lorsque le taux d'intérêt augmente.

« Escomptez les lettres de change que vous obtiendrez. Enfin ayez de l'argent à tout prix », conseillait Stendhal. C'est souligner l'autre face du même phénomène. Un taux d'intérêt élevé attise l'impatience, exalte la préférence pour le présent : il n'est pas de sacrifices futurs trop grands auxquels on ne puisse consentir pour pouvoir, dans l'immédiat, régler ses problèmes ou jouir de sa consommation. L'usure est fondée sur l'urgence du présent, la non-importance de l'avenir. C'est sur cela que comptent les usuriers ; leurs « clients » ont perdu leur avenir, tant les problèmes du présent envahissent leurs pensées. Disposer d'argent tout de suite, à n'importe quel prix, au risque de ne plus avoir de futur.

Le processus aux termes duquel, dans le présent, on estime la valeur de sommes à venir à diverses échéances — qu'il s'agisse d'héritages, de revenus ou de profits futurs — s'appelle l'actualisation. La valeur actuelle, c'est-à-dire présente, de ces sommes futures est d'autant plus faible que le taux d'intérêt est élevé. C'est donc lui qui détermine les termes de l'échange entre

Incertaine Planète

futur et présent — termes auxquels on échange le futur au profit du présent. Tout se passe comme si le niveau des taux d'intérêt déterminait le degré de myopie avec lequel une société regarde son avenir. Plus il est élevé, moins la société est capable de discerner ce qui est au-delà du court terme, moins elle attachera d'importance à ce qu'elle possédera dans le futur.

Le taux d'intérêt étalonne ainsi la valeur du futur. S'il est faible, le futur aura beaucoup d'importance et l'on raisonnera à long terme. Un taux d'intérêt nul signifie que la valeur du futur est égale à celle du présent : aucune myopie ne caractérise la société, l'horizon temporel de ses décisions se trouve, à l'infini, perceptible avec la meilleure acuité. On peut, à la limite, imaginer une société accordant tellement d'importance aux générations à venir — à ses enfants — qu'elle pratique un taux d'intérêt négatif, le futur ayant ainsi une valeur supérieure au présent. On dit dans un tel cas que le taux de préférence pour le présent est négatif. Les parents ^{p.098} accepteraient de se priver de 100 francs aujourd'hui pour être sûrs que leurs enfants disposeront de 80 francs dans vingt ans. Un taux d'intérêt élevé a donc bien pour conséquence une forte dépréciation du futur.

Or l'appréhension du futur est essentielle au devenir d'une société. Il résulte des analyses précédentes que plus le taux d'intérêt est élevé, plus l'horizon décisionnel des agents devient court. Il n'est opportun de raisonner à long terme que si le taux d'intérêt est bas. Autrement, le futur est trop déprécié pour que les agents économiques ne cherchent par tous les moyens à privilégier le présent. Ils vont spontanément développer des attitudes individualistes et, n'ayant pas le temps d'attendre, se montrer impatients : ce qui est valorisé par un taux d'intérêt

Incertaine Planète

élevé, c'est la jouissance présente, immédiate, c'est l'exploitation de l'instant pour en tirer le meilleur profit.

Des taux d'intérêt élevés encouragent également l'épargne, puisque l'épargne s'en trouve davantage récompensée — même si les choses, en un tel domaine, ne sont pas aussi simples, et bien vives encore les controverses entre économistes. Mais si l'on en admet le bien-fondé, il faut toujours, en économie, tenir compte des deux lames des ciseaux. L'acte qui témoigne de la confiance en l'avenir, c'est l'investissement. L'acte d'épargne, au contraire, est en partie un acte de défiance envers le futur. Une des énigmes de l'évolution récente a été que le taux d'épargne ne se soit pas comporté comme on l'escomptait au début des années 1990. D'ordinaire, en période de récession, le taux d'épargne baisse car les agents économiques, voyant leur revenu baisser transitoirement, cherchent d'abord à maintenir leur niveau de vie. Ils auront toujours le temps de compenser cette baisse de l'épargne lorsque la conjoncture sera meilleure. Or loin de baisser, le taux d'épargne a augmenté. L'avenir n'est plus ce qu'il était. On s'en méfiait davantage : la crainte du chômage, l'absence de perspectives d'évolution des salaires faisaient que le futur devenait plus incertain encore, et qu'il fallait se prémunir contre les mauvais risques qui le grevaient.

Il est évident également que cette même défiance du futur inhibe la volonté d'investir. Or, si les agents économiques renoncent à investir, ils renoncent par là même à construire leur avenir. ^{p.099} Ne pas investir dans le présent c'est vivre sans perspective d'avenir, comme si on allait mourir demain. Cette impatience du présent incite chacun à exploiter, dans l'immédiat, la position qu'il occupe, pour recevoir, le plus vite possible, tout ce

Incertaine Planète

que son pouvoir de négociation lui permet d'obtenir. Et tant pis si cela se fait aux dépens de l'avenir. Intuitivement, sans pousser trop loin l'« économisme », il semble que cela ne soit pas sans relation avec le déclin des idéologies — au sens noble du terme — dans nos sociétés. Qu'est-ce qu'une idéologie sinon une construction généreuse de l'avenir, un système de valeurs qui implique qu'on croit en l'homme, en son devenir meilleur ? C'est une projection vers l'avenir dont on comprend qu'elle s'affaiblit lorsque l'avenir s'estompe. Ce climat qui incite à l'avidité est propice à l'éclosion d'une société multidimensionnelle de rentiers, qu'il s'agisse de préserver la rente financière, celle qui est associée à la détention du « capital humain », ou simplement les rentes de situation. Une société où les hommes se comportent comme s'ils n'avaient plus d'avenir. Une société qui cherche à conserver plutôt qu'à construire. Cela peut prendre la forme d'une jouissance avide du présent ou, au contraire, d'une névrose du présent. C'est généralement l'inquiétude qui domine dans une telle société, comme il est normal chaque fois que le futur est hypothéqué, chaque fois qu'il est nié, qu'il devient le lieu de tous les dangers, et de trop d'incertitude.

D'Aristote à Adam Smith

Mais, dira-t-on, tout cela est empreint de considérations morales et la morale n'a rien à faire avec l'efficacité. Le père fondateur de l'économie politique moderne, Adam Smith, a d'ailleurs montré que l'individualisme, loin de s'opposer à l'intérêt collectif, le servait au contraire. C'est le paradigme de la main invisible qui sert de fondement à la théorie pure de l'économie de marché : comme sous l'effet d'une main invisible, la recherche exclusive des intérêts

Incertaine Planète

égoïstes était harmonisée pour aboutir, au travers des mécanismes de marché, au meilleur résultat collectif. Mais on a mal lu, ou mal compris Adam Smith. Pour lui, l'économie est une science morale ^{p.100} et politique, en ce sens que les considérations morales ne peuvent être disjointes des critères d'efficacité.

Il était notamment en faveur d'un contrôle strict des taux d'intérêt, c'est-à-dire opposé à ce que le prix de l'argent fût laissé à la libre appréciation des marchés, pour des raisons analogues à celles que je viens d'exposer. Écoutons-le en 1770 :

Si le taux d'intérêt légal en Grande-Bretagne, par exemple, était fixé à un niveau aussi élevé que 8 ou 10 %, la plus grande partie de la monnaie qui serait prêtée le serait aux prodigues et aux spéculateurs, qui seuls seraient désireux de payer ce haut taux d'intérêt. Les personnes sobres — qui, pour l'usage de la monnaie, ne donneraient qu'une part du profit réalisé par cet usage — ne s'aventureraient pas dans cette compétition. Une grande partie du capital du pays échapperait ainsi à ceux qui, probablement, en pourraient faire l'usage le plus profitable et le plus avantageux, pour tomber aux mains de ceux qui le gaspilleraient et le détruiraient le plus probablement ¹.

Comme le note Amartya Sen ², la logique interventionniste de Smith est fondée sur l'argument que les signaux de marché peuvent être trompeurs, et que le résultat du fonctionnement libre des marchés peut conduire au gaspillage du capital, résultant de l'impatience, c'est-à-dire de la poursuite de projets privés promettant des profits ou des satisfactions rapides mais conduisant, de fait, au gaspillage privé de ressources sociales.

¹ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, 1976.

² Amartya Sen, *Money and Value : On the Ethics and Economics of Finance*, Banca d'Italia, Paoli Baffi Lectures, Rome, Edizioni dell'elefante, 1991.

Incertaine Planète

Le plus important, c'est qu'ainsi l'avenir est sacrifié au présent, puisque les gens « sobres », littéralement empêchés de construire leur propre avenir, ne réalisent pas les investissements nécessaires aux générations futures.

Ethique et efficacité sont donc bien entrelacées, et il ne faut guère s'étonner que, dans les textes des grands philosophes comme dans les grands textes religieux, l'intérêt n'ait pas bonne réputation. « L'intérêt est de la monnaie née de la monnaie. Aussi, de p.101 toutes les catégories d'activité commerciale, c'est celle qui est le plus contraire à la nature », écrivait Aristote, car elle rendait légitime de faire fortune sans effort. Les textes bibliques, la pensée judéo-chrétienne ne tenaient pas en meilleure estime l'activité financière. La condamnation de l'usure par saint Thomas d'Aquin fut sans appel. Il est, on l'a vu, facile de fonder cette défiance en termes économiques : tous ceux qui ont une vision de l'avenir, qui agissent pour cette vision, ne peuvent considérer avec grande sympathie ce qui contribue à magnifier le présent.

Profits présents et profits futurs

On comprend mieux pourquoi, en raison de son statut particulier, le taux d'intérêt est, dans une économie, un des indices les plus importants, une des variables clés dont l'évolution est de grande conséquence.

Son élévation suscite une modification du comportement des entrepreneurs, comme des salariés. Nous avons vu, au troisième chapitre, pourquoi l'entrepreneur était contraint de s'adapter, et quels étaient les moyens de cette adaptation. Je voudrais décrire ici, sous l'angle de la dépréciation du futur, la même adaptation. Un chef d'entreprise cherche normalement à maximiser son profit,

Incertaine Planète

compte tenu des contraintes techniques et institutionnelles qui régissent son activité. Que signifie une telle affirmation ?

Une entreprise est faite pour durer, et non seulement pour exploiter sa clientèle dans l'immédiat. Certes, elle peut tirer le plus grand profit immédiat de son activité. Mais sa clientèle aurait tôt fait de s'en détourner. Si, par exemple, un entrepreneur ment sur la qualité de sa marchandise, ou établit ses prix sur des marges bien plus élevées que celles de ses concurrents, il gagnera beaucoup d'argent dans le présent, ses profits, dans l'immédiat, seront très élevés mais, comme il ne tardera pas à perdre sa clientèle, ses profits futurs seront nuls : du fait de son comportement, il va perdre sa part du marché s'il ne disparaît pas tout à fait. Si, en revanche, il veut augmenter cette part, c'est-à-dire ses profits futurs, il doit pratiquer dans le présent les prix les plus faibles possibles, en serrant ses marges, pour non seulement retenir sa clientèle mais pour l'augmenter. Ce faisant il « sacrifie », certes, ses profits présents, mais pour augmenter ses profits futurs. L'opération est en tous points analogue à un investissement ; l'entrepreneur investit dans sa part de marché.

Ainsi ce que l'on appelle la maximisation du profit est une opération plus complexe qu'il n'y paraît, où l'entrepreneur doit tenir compte de l'ensemble des profits à venir pendant toute la durée de son activité. On voit bien qu'une telle opération implique un arbitrage entre profits présents et profits futurs, entre argent tout de suite et croissance de part de marché. Dès lors, on comprend bien aussi comment les termes de cet arbitrage vont être modifiés par une plus grande dépréciation du futur, c'est-à-dire par une élévation des taux d'intérêt. Un calcul économique rationnel conduira alors l'entrepreneur à privilégier davantage ses

Incertaine Planète

profits présents, aux dépens de sa part de marché, puisque la valeur présente de ses profits futurs est réduite sous l'effet de l'augmentation des taux d'intérêt. Le présent pèse désormais d'un poids plus lourd.

Pour augmenter son profit présent, il augmentera ses prix relativement à ses coûts, au risque de perdre une partie de sa clientèle, c'est-à-dire une fraction de sa part de marché future. Mais, à cause du phénomène de « myopie rationnelle » décrit plus haut, l'avenir le plus éloigné qu'il parvient à distinguer s'est considérablement rapproché. C'est un comportement qui peut paraître contradictoire avec « l'esprit d'entreprise » qui suppose, par définition, un acte de foi dans l'avenir, un pari sur le futur, la prise d'un risque. Mais il est parfaitement logique, parfaitement rationnel. L'entreprise, en privilégiant la liquidité présente sur l'investissement, consacre le triomphe de la finance sur l'économie. L'entrepreneur s'y trouve contraint parce qu'il doit dégager une rentabilité au moins égale à celle des marchés financiers.

La théorie économique nous enseigne que le taux d'intérêt a, potentiellement, une influence sur les décisions de tous les agents économiques, tant en matière d'offre que de demande. Il est en effet le critère à l'aune duquel sont évaluées toutes les conséquences de ces décisions. Taux d'actualisation des revenus et dépenses ^{p.103} futurs, le taux d'intérêt réel détermine l'horizon temporel des décisions économiques. Plus il est élevé, plus cet horizon est court, en ce sens que les conséquences éloignées dans le temps pèsent moins dans l'évaluation.

Mais par son influence directe sur le coût du capital et sur le bénéfice actualisé des projets d'investissements productifs, le taux

Incertaine Planète

d'intérêt réel détermine aussi le partage primaire du revenu entre salaires et profits. Un taux d'intérêt réel élevé incite les entreprises à pratiquer des marges de profit élevées. La hausse du taux d'intérêt réel entraîne donc une déformation du partage primaire des revenus, au profit du capital et *au détriment de la main-d'œuvre*. C'est effectivement ce qu'on observe dans toutes les économies développées depuis le début des années 1980. La France là aussi paraît détenir un record, celui de la plus forte baisse de la part des salaires : de 68,8 % du revenu national dans les années 1960 elle n'est plus que de 60,6 % en 1994. Les chiffres correspondants pour l'Allemagne sont respectivement de 62,7 % et 61,2 %, ce qui dénote une assez grande stabilité. Même aux Etats-Unis la part des salaires sur la même période n'a baissé que de 1,8 point pour s'établir aujourd'hui à 66,7 %.

Si les évolutions salariales présentent une certaine inertie, une telle redistribution en faveur des profits ne peut être obtenue qu'au terme d'une phase de chômage qui contribue à freiner les augmentations salariales.

En revanche, les revenus non salariaux se trouvent mécaniquement privilégiés. Or l'accroissement de la part des profits et des rentes bénéficiant aux détenteurs du capital est, en soi, une évolution peu favorable à la croissance de la demande. On peut penser, en effet, que la propension à consommer des bénéficiaires de profits ou de rentes est, en moyenne, plus faible que pour les revenus salariaux.

Du travail projet au travail marchandise

L'influence de la dépréciation du futur sur le comportement des salariés est plus complexe à analyser, bien que semblable à celle

Incertaine Planète

qui affecte le comportement des entrepreneurs.

p.104 Je voudrais montrer ici comment cette dépréciation de l'avenir, cette primauté donnée au court terme a entraîné, parmi les salariés, la remise en question d'un contrat social (c'est-à-dire d'un ensemble de conventions implicites) qui limitait jusque-là les tendances inégalitaires du marché du travail.

Un contrat social peut être défini comme un réseau implicite de subventions — ou de conventions de partage — entre différentes catégories d'agents. Pour être implicite, il n'en est pas moins réel. Ce sont des habitudes et des comportements qui le déterminent, plus que des règles écrites. Parce qu'il concerne forcément la solidarité et la cohésion sociale, il s'exprime par des subventions entre agents qui n'ont pas besoin d'être explicitées, puisqu'elles procèdent spontanément du choix de vivre en société, de la nécessité de travailler ensemble.

Dans la théorie de l'économie de marché, le plein emploi est atteint lorsque les différentes catégories de travail sont rémunérées selon leur productivité. Celles dont la productivité est élevée reçoivent un salaire élevé, celles dont la productivité est la plus faible perçoivent les salaires les plus bas. Ce qui semble équitable, chacun étant rémunéré selon ses capacités. Mais, le problème se pose vraiment lorsque les productivités sont tellement différentes que les plus basses entraînent des rémunérations trop faibles pour assurer la survie de ceux qui les perçoivent. La théorie des marchés — en l'absence d'interventions publiques — règle alors le problème par l'absurde : le plein emploi reste assuré parmi ceux qui survivent. On voit bien qu'il existe au moins une autre solution à ce problème. En présence de plusieurs catégories de travail dont les productivités marginales sont différentes, il

Incertaine Planète

suffirait, dans une économie développée, que l'éventail des salaires soit plus restreint que celui des productivités pour aboutir au plein emploi. Le système des rémunérations comporte alors un correctif implicite de *subventions* qui vont directement des salariés hautement qualifiés vers ceux qui le sont le moins.

Supposons, pour mieux comprendre ce point, que la production dans une entreprise exige la coopération de deux travailleurs : l'un dont la productivité correspond à une rémunération de ^{p.105} 100.000 francs par mois, l'autre à 1.000 francs. En l'absence d'intervention correctrice de l'Etat, le second ne peut survivre. Et, dans l'intervalle, il n'acceptera pas de travailler. Il sera un chômeur « transitoire », ou il sera incité à gagner sa vie par d'autres moyens, jusqu'à tomber dans la criminalité, par exemple. Aucune de ces éventualités ne se produirait si le salarié le plus qualifié acceptait de ne gagner *que* 95.000 francs par mois, de façon à ce que l'entreprise puisse payer l'autre 6.000 francs.

Or les comparaisons internationales montrent que les rémunérations relatives des différentes catégories de main-d'œuvre ne résultent pas seulement de mécanismes strictement économiques, tels que les offres et demandes, et les productivités relatives, mais également d'institutions qui régissent les marchés du travail, et de conventions, souvent implicites, qui les caractérisent à un moment donné. L'ensemble constitue une partie essentielle de ce que j'ai appelé le « contrat social ». On constate en effet que la hiérarchie des salaires et, plus généralement, des revenus est très différente selon les pays qui ont un même niveau de développement. Un tel système est d'autant plus plausible que l'éventail des rémunérations comporte toujours une part d'arbitraire.

Incertaine Planète

Les productivités marginales des différents travailleurs, en effet, ne sont pas observables directement, mais au travers d'une production qui, généralement, suppose un effort collectif. Dans le cadre d'un travail en équipe, il est très difficile, si ce n'est impossible, de mesurer la contribution de chacun à la production. On peut alors penser que le concept de productivité marginale individuelle des salariés — notion centrale de la théorie qui sert de fondement au libéralisme — n'est en réalité que rarement pertinent, parce que la plupart des processus de production impliquent une coopération entre diverses catégories de salariés, complémentaires, dont la productivité est plus collective qu'individuelle : si tel est le cas, le partage des gains dépend à la fois du pouvoir de négociation de chacun et des conventions qui, nécessairement, régissent alors ce partage. En fait, l'éventail des rémunérations est tout autant déterminé par des conventions sociales implicites, reflets des cultures nationales, que par des considérations économiques.

p.106 Une attitude plus individualiste de la part des agents économiques — plus rationnelle, diraient les tenants du libéralisme, puisqu'elle consiste, pour chaque agent, à exiger le maximum de ce qu'il peut obtenir — peut donc favoriser durablement le chômage. Elle correspond à un changement du contrat implicite de subventions, et équivaut à une ouverture de l'échelle des rémunérations, notamment aux deux extrêmes. Le salarié qualifié, dans l'exemple précédent, exige à nouveau d'être payé 100.000 francs. S'il existe un salaire minimum, le second salarié sera alors licencié. Elle a donc pour effet de rendre le salaire minimum contraignant, car trop « élevé » pour que les entreprises puissent continuer d'employer la fraction la moins

Incertaine Planète

qualifiée de la population active. Le dilemme semble ainsi cornélien : baisser le salaire minimum, ou se résigner à un chômage persistant. Mais comment baisser le premier s'il est déjà au minimum du niveau socialement acceptable ? La seule solution semble être, à court ou moyen terme, l'acceptation d'un chômage persistant et, à long terme, l'élévation du niveau des qualifications jusqu'à ce qu'il devienne à nouveau profitable, pour les entreprises, d'employer les salariés les moins qualifiés au salaire minimum.

Je reviendrai plus loin sur cette question. Remarquons cependant que le dilemme précédent pourrait être résolu si le gouvernement introduisait un système, explicite cette fois, de subventions à l'emploi des catégories de travailleurs les plus vulnérables au chômage. Ce qui, de surcroît, aurait pour avantage d'élever le niveau des qualifications par l'apprentissage, sur le métier, des travailleurs qui, autrement, seraient privés d'emploi.

Or il semble qu'une telle modification du contrat social se soit effectivement produite, comme en témoigne la révolution libérale qui a caractérisé les années 1980, partout dans le monde, mais en particulier en Europe, où les traditions culturelles, sociales et politiques paraissent avoir connu les changements les plus grands. Il ne fait guère de doute que l'évolution y a été vers davantage d'individualisme, et que cela a modifié les attitudes vis-à-vis du travail. De projet personnel dans un cadre collectif, le travail est devenu projet individuel de réussite mesurée, de plus en plus exclusivement, à l'aune de l'argent.

^{p.107} Mais, dans le même temps, une autre évolution se produisait sous le triple effet du chômage, du changement des attitudes par rapport au travail, et de l'élévation considérable de la

Incertaine Planète

rémunération du capital financier comparée à celle du travail.

L'augmentation de la probabilité d'être chômeur signifie, pour un salarié, que la durée de ses relations avec une même entreprise risque, à tout moment, d'être écourtée. A cela se conjugue le discours ambiant — fondé ou non — selon lequel un travailleur, au cours de sa vie active, sera vraisemblablement contraint d'exercer plusieurs métiers. Si l'on ajoute que le niveau élevé des taux d'intérêt — parce qu'il signifie ou qu'il contraint les agents à une plus grande dépréciation du futur — exalte le présent, on conçoit que les agents économiques cherchent à tirer dans l'immédiat le plus grand profit de leur activité productive. Pour le salarié, cela suscite un changement logique de stratégie. Le travail, projet d'avenir, se transforme en travail-marchandise qu'il s'agit de vendre au plus offrant, d'autant que la relation avec l'entreprise risque d'être de courte durée.

Le lien rompu entre générations

Dans le passé (les trente glorieuses), au contraire, les relations entre salariés et entreprises étaient conçues comme durables. Le travail était un projet qui s'accompagnait d'une perspective de carrière. Cela justifiait que le salarié, à son entrée dans le marché du travail, accepte des rémunérations relativement faibles, persuadé qu'il était qu'elles augmenteraient régulièrement au cours du temps. Pour schématiser, le contrat implicite qui régissait le marché du travail était tel que les salariés, d'accord avec les entreprises, acceptaient en début de carrière un salaire plus bas que la productivité de leur travail, afin qu'il fût plus élevé qu'elle en fin de carrière. Une telle convention avait l'avantage d'accroître l'incitation au travail, et donc à la productivité. Pour le salarié, la

Incertaine Planète

perspective était celle d'une amélioration constante de son niveau de vie. L'inconvénient, maintes fois dénoncé, de cette convention implicite était de privilégier le critère de l'ancienneté sur celui de la qualité du travail. ^{p.108} Mais, en fait, il combinait les deux de par son caractère incitatif et la loyauté qu'il supposait dans les relations de travail. Il dépendait de sa bonne gestion que les augmentations « automatiques » de rémunération correspondent, au moins partiellement, à des améliorations qualitatives effectives.

Du point de vue des entreprises, ce système permettait de surcroît une formation par le travail. Le fait que les rémunérations en début de carrière fussent relativement faibles, donnait à l'entreprise quelque marge de manœuvre pour investir, formellement ou informellement, dans la formation interne à l'entreprise, c'est-à-dire dans l'apprentissage du métier. Et l'on sait que ce type de formation tend à accroître la productivité sans augmentation du stock de capital.

Un changement décisif s'est produit dans cette convention sociale implicite. Les salariés, comme les entreprises, cherchent désormais à tirer le meilleur parti de relations qu'ils prévoient maintenant de courte durée. L'échelle temporelle des rémunérations s'en trouve nécessairement affectée. D'une part, les salariés qui le peuvent exigent, à l'entrée du marché du travail, la rémunération la plus élevée possible. D'autre part, les entreprises, que le niveau élevé des taux d'intérêt décourage d'investir dans la formation interne, sont beaucoup plus sélectives. La période d'apprentissage devra être bien plus courte que par le passé, ce qui justifie que les entreprises exigent d'emblée des qualifications plus élevées. Pour cette raison, l'accès au marché du travail devient beaucoup plus difficile pour les jeunes les moins qualifiés,

Incertaine Planète

et le chômage plus élevé parmi eux.

Ce changement de convention sociale suscite un autre déséquilibre, dont la résorption sera relativement longue. L'augmentation des salaires à l'entrée de la vie active implique un abaissement des salaires à la sortie. Or les salariés âgés sont toujours couverts par l'ancien contrat implicite et bénéficient, par conséquent, d'une rémunération « trop élevée » par rapport à leur productivité. Dans l'ancien système, cela était compensé par une rémunération plus faible des jeunes. La tentation pour les entreprises de licencier les salariés présentant une certaine ancienneté devient alors forte. Le ^{p.109} problème est de structure analogue à celui des retraites. Un haut niveau des taux d'intérêt affaiblit le lien entre les générations.

L'ancien contrat implicite incluait la compréhension, par chacun, que les nouveaux embauchés acceptent une rémunération inférieure à ce que justifiait leur productivité, parce qu'ils s'attendaient à « faire carrière » et à voir leur rémunération s'accroître par la suite. Chacun savait qu'ainsi les jeunes subventionnaient les vieux. Mais il était de l'intérêt bien compris des jeunes de souscrire à une telle convention parce qu'ils savaient qu'à leur tour, en prenant de l'ancienneté, ils seraient subventionnés par les nouvelles cohortes de jeunes qui arriveraient sur le marché du travail. L'échange intergénérationnel était ainsi profitable à tous, aucune génération n'y perdait. Mais l'élévation des taux d'intérêt va changer les règles du jeu.

Elle attise l'impatience ; les jeunes n'ont plus le temps d'attendre la contrepartie de leur subvention. Ils raisonnent désormais à bien plus court terme. Il faut qu'ils obtiennent immédiatement le maximum de ce à quoi ils peuvent prétendre.

Incertaine Planète

L'échange intergénérationnel a un horizon trop éloigné pour être encore profitable. Ce changement de convention sociale, sous l'effet d'un surcroît de libéralisme et d'individualisme, explique ainsi l'émergence et la persistance du chômage aux deux extrémités de la vie active. Le paradoxe que constitue le discours sur la qualification — les entreprises se plaignent de ne pas trouver de travailleurs qualifiés et licencient en même temps les travailleurs les plus âgés et donc les plus expérimentés — pourrait ne pas avoir d'autres causes.

En raison du raccourcissement de l'horizon de la relation entre salariés et entreprises, le travail devient une marchandise qu'il faut vendre au plus offrant, plutôt qu'un projet de carrière que l'aplatissement de l'échelle des rémunérations décourage. Les entreprises, de leur côté, n'ont plus le temps d'attendre que la formation interne produise ses effets. Elles auront donc tendance à sélectionner ceux dont les qualifications sont immédiatement productives. En bref, la forte demande sociale de qualification provient aussi de ce que l'équilibre entre formation interne et formation externe ^{p.110} à l'entreprise s'est modifiée. On attend désormais du système éducatif qu'il livre des « marchandises » opérationnelles sans délai.

Malheur aux faibles !

Le chômage peut ainsi avoir plusieurs causes fondamentales, dont l'intuition fait penser que leurs effets se sont cumulés dans la période récente. La fin des « subventions » implicites du capital au travail, celle aussi du réseau de « subventions » entre catégories de travailleurs de qualifications différentes, et la plus grande exposition à la concurrence internationale des catégories les plus

Incertaine Planète

vulnérables de la population, se sont conjuguées pour faire peser sur les moins nantis le fardeau des ajustements structurels qui ont caractérisé les deux dernières décennies.

On répète partout qu'une des causes principales du chômage est le salaire minimum trop élevé. Mais le raisonnement précédent montre qu'on pourrait affirmer tout aussi bien que ce sont les rémunérations les plus hautes qui sont trop élevées. Ce nouveau contrat social, moins solidaire que l'ancien, plus individualiste aussi, fait que nos sociétés s'accommodent plus facilement de l'exclusion et de la marginalisation. Cela aussi explique le niveau élevé du chômage dans les pays les plus industrialisés.

*

Discussion

@

M. IVAN PICTET : Je vous remercie. Vous m'avez rassuré, quand vous avez affirmé que le prédateur doit se préoccuper de sa proie. Cela relativise quelque peu la notion de dictature des créanciers. Je suis banquier, et fais partie de ceux que vous appelez les prédateurs. J'ai l'impression que si vous devez cent millions à votre banquier, il a beaucoup plus de raisons que vous d'avoir peur, et tout intérêt à prendre grand soin de votre personne.

J'aimerais que vous éclaircisiez votre pensée à propos de ce qu'il conviendrait de faire. Un nombre croissant de gens pensent que les banques centrales devraient baisser leurs taux, afin de favoriser l'investissement, la croissance et l'emploi. Le dernier rapport annuel de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement) ^{p.111} est très explicite. Son premier objectif est l'emploi. Dans cette perspective, il préconise trois mesures : inciter les banques centrales à baisser leurs taux d'intérêt, afin de stimuler l'emploi ; opérer un prélèvement unique sur la richesse, pour éponger l'ensemble des dettes publiques ; imposer une taxe sur toutes les transactions

Incertaine Planète

monétaires à court terme, afin de freiner les mouvements sauvages dont vous avez parlé, et qui menacent l'équilibre mondial. Ces propositions me semblent draconiennes, venant d'une organisation comme celle des Nations Unies. A l'opposé, un numéro récent de *The Economist* traite d'analphabètes économiques tous ceux qui pensent que l'époque de l'inflation est révolue. Il incite les banques centrales à ne pas baisser leur garde et à ne pas changer de cap dans leur politique monétaire. La rigueur monétaire et la stabilité des prix sont présentées comme l'environnement nécessaire pour l'investissement et la croissance. Les points de vue de la CNUCED et de *The Economist* sont bien sûr incompatibles. Le lecteur, devant de telles différences, ne sait plus à quel saint se vouer. Comment vous situez-vous par rapport à ces deux thèses ?

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Ma sympathie va à la première. Mais je pense que le problème ne se pose pas en des termes aussi simples. Il est complexe, et le devoir de nos sociétés est précisément de savoir affronter cette complexité. Il s'agit de faire en sorte que les gouvernements recouvrent la raison. Les sociétés n'ont pas un objectif unique, mais des objectifs multiples. Une société peut rechercher la stabilité des prix. Mais elle doit se préoccuper avant tout de l'enrichissement de ses agents, c'est-à-dire de la croissance des niveaux de vie. La théorie économique est une science et une discipline de la rareté. Elle travaille à la combattre, et le seul moyen d'y parvenir consiste à élever les niveaux de vie. C'est l'objectif premier de toute société. Pour l'atteindre, celle-ci doit obligatoirement rechercher le plein emploi, parce que le chômage représente un gaspillage de ses ressources, une baisse de production, et par conséquent une baisse du niveau de vie de ses membres.

Il faut naturellement tenir compte des prix. Les objectifs d'une société, pour être atteints, doivent s'accompagner d'une situation de stabilité des prix et d'équilibre extérieur. On appelle cela le carré magique. Quatre objectifs doivent être poursuivis simultanément. Nos sociétés sont devenues unidimensionnelles. Elles ne se préoccupent plus que d'un seul objectif, quitte à oublier quelles sont les finalités ultimes de la science économique.

Cet objectif privilégié, c'est la lutte contre l'inflation. La politique actuelle risque d'aboutir à une impasse totale, et de nous contraindre à prendre des mesures radicales, notamment en matière de chômage. Il est très facile de réduire l'inflation, comme il est facile d'avoir des excédents extérieurs. C'est un

Incertaine Planète

jeu d'enfant. Prenons l'exemple d'une cure ^{p.112} d'amaigrissement. Chacun sait qu'il est aisé de maigrir. Il suffit de ne pas manger. En réalité, lorsqu'on s'emploie à maigrir, on poursuit plusieurs objectifs. On veut maigrir sans perdre ses capacités physiques ou intellectuelles. On veut maigrir pour mieux vivre, non pour mourir. Il en va de même — de manière beaucoup plus complexe — en matière de politique économique. Pour faire baisser l'inflation, stabiliser la monnaie et obtenir des excédents extérieurs, il faut et il suffit de mettre la société en état d'anémie. Si vous faites en sorte que la croissance soit très faible, voire négative, vous aggraverez le chômage et ferez baisser les salaires, mais vous aurez aussi votre excédent extérieur : le revenu national ayant baissé, vous importerez moins, et augmenterez d'autant la part relative des exportations. Vous pourrez dès lors chanter victoire. C'est l'équivalent d'une cure d'amaigrissement.

Mais cela revient à refuser d'affronter la complexité. Car au bout du compte, vous aboutirez à des déséquilibres beaucoup plus importants que ceux que vous aurez voulu combattre. L'inflation sera vaincue — quitte à connaître la déflation — mais vous aurez créé des déséquilibres qui constitueront des handicaps durables pour vos sociétés : le chômage et les déficits publics.

Voilà pourquoi je ne répondrai ni comme la CNUCED ni comme *The Economist*. Le propos de ce périodique constitue un parfait exemple de ce qu'on appelle la pensée unique. Celui de la CNUCED est utopique. Je sais que le rôle des utopies est de montrer le chemin. Mais je préfère m'en tenir à un point de vue mi-utopique, en disant qu'il suffirait de faire plus vite ce qu'on a prévu de faire quoi qu'il arrive — je pense à la monnaie unique. Le jour où celle-ci verra le jour, les taux d'intérêt baisseront dans la plupart des pays européens.

Nous devrions nous donner les moyens de changer l'attitude politique qui a prédominé pendant les années 1980 et 1990, à savoir la subvention du monde de l'activité à la rente. Il faut aller dans la direction inverse, et rétablir un certain équilibre fiscal entre la taxation des revenus salariaux et celle des revenus non salariaux. Dans ces conditions, une situation de plein emploi pourrait réapparaître. Beaucoup de temps sera nécessaire pour cela, dans la mesure où le problème auquel nous sommes aujourd'hui confrontés s'est construit par sédimentations successives, depuis le milieu des années 1970.

En aucun cas je ne commettrais la stupidité de dire aux banques centrales

Incertaine Planète

que l'inflation menace encore. Si menace il y a, c'est pour les années 2010, lorsque nous ne saurons plus comment payer les retraites, et qu'il faudra les acquitter en monnaie de singe. La crainte immodérée de l'inflation fait que nous continuons d'appliquer les mêmes politiques qu'il y a vingt ans à des environnements qui se sont entièrement transformés. Je conçois volontiers que l'on conduise des politiques anti-inflationnistes en p.113 période d'inflation. Je ne comprends pas que l'on continue de conduire les mêmes politiques au moment où la déflation menace. Un médecin qui ferait la même ordonnance pour un malade qui a une fièvre de 41°C et pour un patient qui souffre d'anémie, avec une température de 36°C, serait un mauvais médecin. De même, j'estime que les politiques monétaires actuelles sont mauvaises, parce qu'elles n'ont pas enregistré le fait que l'inflation a disparu. Elles luttent contre des fantômes.

M. BEAT BURGENMEIER : L'emploi représente un enjeu économique et social capital à l'heure actuelle. Le problème du chômage introduit dans notre société des incertitudes qui sont aussi à l'origine de la faiblesse de la consommation.

Sans stimulation de la consommation, il n'y aura pas de croissance ; sans croissance il n'y aura pas de diminution du chômage. Nous nous trouvons donc piégés par ce raisonnement circulaire. La réponse orthodoxe à cette situation se concentre sur trois points :

- la priorité doit toujours être accordée à la lutte contre l'inflation, malgré les taux de chômage élevés ;
- les salaires étant supposés trop élevés doivent subir une baisse ;
- la qualification du travail étant supposée inadéquate à la demande d'emploi, il faut améliorer la formation professionnelle.

M. Fitoussi rappelle, à juste titre, que la lutte contre l'inflation privilégie les créanciers et que les salaires doivent être compris en termes relatifs par rapport aux revenus du capital. Enfin, ce n'est pas seulement la qualification du travail qui est en jeu mais aussi la qualification du capital qui développe des aspects exclusivement financiers, au détriment des aspects plus intéressants pour créer de l'emploi, à savoir le capital physique.

Sa thèse est que les taux d'intérêt sont trop élevés. Evidemment, c'est une question très ancienne de savoir quel est le « juste » prix de quelque chose. Le débat sur le « juste » prix a connu une moralisation durant toute l'histoire de la

Incertaine Planète

pensée économique. Notre société, peut-être trop rapidement, a cru répondre à cette question en définissant le « juste » prix par le prix d'équilibre du marché du capital.

Comme je ne sais pas dans quelle mesure le taux d'intérêt est trop élevé actuellement, je constate tout simplement qu'il est le résultat des forces de marché. Or, en suivant le raisonnement de M. Fitoussi, nous pouvons pousser encore un peu plus loin, en affirmant que les taux d'intérêt font l'objet d'un véritable complot des créanciers.

p.114 Je voudrais proposer une autre hypothèse : la dictature des débiteurs. L'histoire récente nous a appris que l'inflation était une manière très commode d'amortir des dettes ; ce qui a mené à une crise d'endettement international sans précédent provoquant un effondrement — évité de justesse — des banques d'épargne américaines. Ces événements nous ont finalement conduits à nous méfier de l'inflation. Et petit à petit, notre société s'est habituée à l'idée que l'inflation reste effectivement un danger potentiel important.

Dès lors, on peut comprendre que la politique monétaire a été utilisée pour lutter contre l'inflation et non pour relancer l'économie lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, nous avons dû faire face à la véritable première récession provoquée par la hausse du prix du pétrole en 1973.

Nous avons donc fait cet apprentissage douloureux de ne pas utiliser la politique monétaire. Or, la politique budgétaire — la relance par les dépenses de l'Etat — n'était pas non plus envisageable en 1973. Suite aux dépenses de guerre au Viêt-nam, l'économie américaine connaissait une situation de déficit public plus important que l'ensemble des dettes des pays en voie de développement. Donc, à la limite, on pourrait comprendre que si complot il devait y avoir, il ne pouvait venir que du pays à la dette la plus importante. Afin de relancer l'économie mondiale, une politique monétaire expansive aurait dû être mise en place et les taux d'intérêt seraient aussitôt descendus.

Un débat qui nous occupe actuellement en Suisse traite des conséquences d'un franc fort sur la croissance. Une politique monétaire expansive pourrait le baisser et également relancer les exportations. Or, il faut remonter aux années 1970 pour comprendre que l'instabilité actuelle des changes est liée à l'effondrement des accords de Bretton Woods. Depuis, nous avons un système monétaire international qui ne mérite pas son nom. Ce système est régi par des

Incertaine Planète

régimes de changes flottants qui introduisent des distorsions considérables ; il est souvent dicté par des stratégies de portefeuille internationales, puisque au gré des mouvements de capitaux, il peut y avoir hausse ou baisse des taux de change, ce qui entraîne des mésallocations importantes pour les économies autant orientées vers les marchés mondiaux que l'est celle de la Suisse. Dans cette perspective, deux problèmes se posent :

- Savoir si la communauté internationale, à travers les Etats-nations, est capable de se donner des règles de contrôle international et de retrouver une forme d'action coordonnée pour endiguer les marchés des changes.
- Savoir comment le capital physique peut être financé malgré cette dérive vers le capital exclusivement financier.

p.115 Ces deux questions, plutôt techniques, cachent cependant la problématique de départ, à savoir celle de la détermination du « juste » prix.

La conférence de M. Fitoussi a montré la dimension sociale de l'économie, qui ne peut se concentrer exclusivement sur des interprétations doctrinaires et sur les différentes écoles de pensée, l'une réclamant une politique monétaire active, l'autre préconisant plutôt une politique monétaire passive.

La question du « juste » prix nous interpelle sur la finalité de l'économie. Car derrière la mondialisation des marchés financiers, nous retrouvons finalement la question suivante : à quoi cette mondialisation peut-elle bien servir, si elle s'accompagne de la marginalisation sociale, de l'exclusion par le chômage, ou encore, de la précarité matérielle qui est la condition humaine des quatre cinquièmes de la population mondiale ?

La question du « juste » prix ne peut donc trouver une réponse exclusivement économique. Elle nous amène à nous interroger sur le contenu du « juste » prix. Dans quelle mesure la société est-elle finalement prête à laisser une place à la dimension non marchande des relations internationales ?

Cette interrogation va s'amplifier parce que nous assistons non seulement à une mondialisation de l'économie, mais également à une mondialisation de la prise de conscience d'un développement durable. Autrement dit, si la mondialisation n'est pensée qu'en termes économiques, elle entraîne inévitablement de graves problèmes de protection de l'environnement.

Le concept de développement durable connaît trois ingrédients qui

Incertaine Planète

définissent également le « juste » prix : le premier ingrédient reste économique, mais il doit être combiné avec le deuxième, qui est la préservation de l'environnement naturel, le troisième étant la dimension sociale des relations internationales.

Insister sur le « juste » prix qui doit régner sur le marché des capitaux est donc une manière de rappeler que les taux d'intérêt doivent refléter simultanément ces trois ingrédients. Dans ce sens, les marchés des capitaux actuels ne reflètent pas les véritables enjeux de notre planète.

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Vos questions me donnent l'occasion de préciser un certain nombre de points. Le problème qui se pose aujourd'hui relève de l'économie publique, au sens de la tradition classique. Une politique économique est par nature un mode de gestion de la société.

Tout est question de degré. Il s'agit de savoir trouver le meilleur compromis entre les objectifs de politique économique. J'ai dit que l'inflation traduisait la loi des débiteurs, et que les taux d'intérêt élevés et l'inflation nulle reflétaient celle des créanciers. Ma conclusion était que ni l'une ni l'autre ne doit s'imposer. Bien sûr, mon cœur me porte un peu du côté des débiteurs, de ceux qui construisent l'avenir. Mais il faut trouver un équilibre. Cette situation est la conséquence de ce que j'appelle *l'unidimensionnalité* des politiques économiques. Dans les années 1970, on a cherché la demande, et on a trouvé l'inflation. Dans les années 1980, on a cherché l'offre, et on a trouvé le chômage. C'est logique. Chaque fois que l'on mène une politique unidimensionnelle, on aboutit au mal qu'elle induit. Offre et demande sont comme les deux lames d'une paire de ciseaux. On ne peut pas dire laquelle coupe le tissu. Les politiques doivent être multidimensionnelles. Je ne demande pas que l'on revienne à la situation des années 1970. Mais pourquoi pas à celle des années 1960 ? En termes de préoccupation conjointe de l'offre et de la demande, ce qu'on a fait à cette époque était bon.

Je suis d'accord avec vous pour estimer que le problème vient de l'absence de coopération internationale. Le système des changes fixes a pris fin. Il instituait une coopération automatique entre les Etats. C'était autre chose que les coopérations mises sur pied dans les réunions du G7, où l'on parle de tout sauf de ce qui est important. On s'est trompé sur la crise contemporaine, quand on l'a

Incertaine Planète

attribuée au choc pétrolier de 1973. En vérité, c'est à peu de chose près à cette époque qu'on a choisi d'abandonner le système des changes fixes. Dès lors que cette décision était prise, on changeait de logique. Les taux fixes étaient liés à une logique de croissance. Celle des uns engendrait celle des autres. Celle des Etats-Unis stimulait celle de l'Europe, et vice-versa. Dans un système de changes flexibles, on pense en termes de parts de marché. La croissance des uns s'y fait au détriment de celle des autres, car en jouant sur le taux de change, on joue en fait sur la compétitivité. On cherche à gagner des parts de marché les uns par rapport aux autres. Ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre.

Cela a bouleversé la structure de l'économie mondiale. On a abouti à une désynchronisation des conjonctures économiques. C'est ce qu'on constate dès le début des années 1980 : la croissance américaine s'accompagne du marasme européen, alors qu'auparavant elle exerçait une fonction stimulante. A la fin des années 1980, on observe que la croissance de l'Europe s'accompagne, au contraire, d'un affaiblissement de celle des Etats-Unis. On a changé de logique. Le monde ne croît plus de façon conjointe. Il avance selon un mouvement de balancier. Tout cela vient de ce que nous usons de stratégies qui ne peuvent pas être coopératives, puisqu'elles reposent sur la manipulation des taux de change. Les Etats-Unis, de manière probablement involontaire, ont été le premier pays à opter pour une stratégie de ce type. Ils ont manipulé le dollar de manière extraordinaire. Ils ont fait passer sa valeur de quatre francs français en 1979 à plus de dix en 1985, pour revenir à moins de cinq francs ^{p.117} aujourd'hui. Cela revient à une variation du simple au double de la compétitivité. Une telle stratégie est fondamentalement non coopérative.

En Europe, de surcroît, à force de retarder la coopération monétaire, on risque aujourd'hui d'en arriver à des stratégies de même type, sans les vouloir, et sous la seule contrainte des marchés. La lire italienne et la peseta espagnole viennent de connaître leur dépréciation la plus forte depuis la Seconde Guerre mondiale, par rapport à l'ensemble des monnaies européennes et à l'écu. Les gouvernements, à force de se faire peur par rapport aux marchés financiers, ont oublié de coopérer, et se sont mis ainsi sous la loi des marchés financiers, alors que ces derniers, en réalité, n'en ont que faire. Lorsqu'on ne prend pas une décision, en général, elle s'impose en retour sous la forme d'une contrainte. Les Etats européens, par exemple, n'ont pas su s'accorder sur une stratégie face à la réunification allemande. Ils n'ont pas pris de décision. Du coup, les marchés

Incertaine Planète

financiers se sont engouffrés dans le vide ainsi créé.

Je crois qu'il ne faut pas exagérer le problème des marchés financiers. Il ne faut pas les réprimer en introduisant des taxes sur les transactions. Il serait beaucoup plus aisé de rétablir un système de changes fixes, car une entente planétaire sur le montant de telles taxes serait tout simplement irréalisable. L'importance actuelle des marchés financiers vient du fait que la plupart des gouvernements ont abdiqué face à leurs responsabilités, alors même que celles-ci sont bien réelles : ce sont l'emploi, le niveau de vie de la population, plutôt que la recherche du taux d'inflation le plus bas. Ce dernier n'a de sens qu'en situation de plein emploi.

En d'autres termes, je ne crains pas l'inflation. Je redoute, au contraire, que nous ne soyons en train de la construire, en laissant s'accumuler les dettes publiques et privées. Comment régler le problème des pertes bancaires ? On ne connaît qu'un seul moyen, celui qu'ont mis en œuvre les Etats-Unis et le Japon. C'est la collectivisation des pertes par la création de monnaie. Cela peut se faire de manière détournée, en levant des impôts pour que la société prenne ces pertes à sa charge. Sans ces mesures, le système financier cesserait de fonctionner — les banquiers, à la limite, ne voudraient plus prêter. On est en train de construire une bombe à retardement. Il faudra affronter le problème de l'absence de liquidités, qui vient de l'effondrement de la valeur des patrimoines dans plusieurs pays. C'est ce qu'essaie de faire le Japon. Il faudra affronter le problème du remboursement de la dette publique.

J'en viens à la question du taux d'intérêt. Quel est le juste prix ? Je ne peux pas le définir de manière théorique. Mais je peux le situer en termes pratiques. Un pays ne peut pas avoir, de façon durable, un taux d'intérêt réel supérieur à son taux de croissance. Ce qui provoque actuellement la dynamique explosive des dettes publiques et privées, c'est le fait qu'elles croissent deux, voire trois fois plus vite que les revenus. De 1990 ^{p.118} à 1995, les dettes françaises ont augmenté, en termes réels, dix fois plus vite que les revenus des agents. La croissance économique a été de 0,5 % en moyenne, alors que les taux d'intérêt oscillaient autour de 7 %. Le déséquilibre est là. Il faut raison garder. Par votre activité, salariée ou non, vous augmentez péniblement votre revenu d'un demi pour cent par an. Pendant le même temps, sans rien faire et par le seul héritage du passé, vous l'augmentez dix fois plus. Ce n'est pas normal. Quelque chose ne

Incertaine Planète

fonctionne pas dans la société. Nous sommes dans des démocraties de marché, qui sont des institutions fort complexes. Le marché ne conduit pas spontanément à la démocratie. Il peut mener à la mafia. Il est fondé sur le suffrage censitaire, c'est-à-dire sur l'appropriation des ressources en proportion de la fortune de chacun. La démocratie, elle, repose sur le suffrage universel. Un homme, une voix. Nos pays sont donc fondés sur deux principes contradictoires. C'est la conjugaison de ces deux principes qui leur permet d'évoluer. Une société fondée sur un principe unique, comme l'étaient les sociétés soviétiques, ne peut pas s'adapter et se brise. Il faut également admettre que nos sociétés, parce qu'elles reposent sur des principes contradictoires, sont imparfaites. Le marché est un principe limitatif de la démocratie. Lorsqu'un gouvernement dit qu'il ne peut rien faire à cause des lois du marché, le système démocratique trouve sa limite. De même, la démocratie est forcément un principe limitatif du marché. Elle impose des solidarités qui ne sont pas spontanées. Nous devons combiner les deux principes. C'est ce qui a sauvé le capitalisme après la crise des années 1930. Le capitalisme actuel, d'ailleurs, n'a plus rien à voir avec celui de cette époque. Nous sommes en économie mixte. Nous vivons dans une société de marché contaminée par le souci de protection sociale. C'est un tout autre système. A force d'admiration béate pour le seul marché et pour sa rationalité, nous en arrivons maintenant à oublier le principe de démocratie. Voilà pourquoi il n'est pas possible de chiffrer dans l'absolu ce que serait un taux d'intérêt normal. J'affirme, en revanche, que celui qui est en vigueur aujourd'hui est trop élevé, et conduit à une trop grande exploitation du monde de l'activité — dans lequel j'inclus aussi bien les salariés que les entrepreneurs.

Les agents économiques ne font que chercher à accomplir ce que la société leur permet d'accomplir. Il n'y a pas de complot de la part des créanciers. Ils ne sont pas responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Les vraies responsabilités sont ailleurs. Elles sont dans la démission collective des politiques à l'échelle de la coopération internationale. Cette démission est d'autant plus déplorable qu'elle arrive au pire moment. Après la Seconde Guerre mondiale, quand il y avait partout des instruments de contrôle, le système des changes fixes n'était pas absolument indispensable. Maintenant que nos économies sont très ouvertes, un tel système serait nécessaire, et nous l'avons perdu.

Incertaine Planète

M. FABRIZIO SABELLI : p.119 Je me pose quelques questions à propos de votre statut d'économiste. Il me semble que vous êtes atypique, au milieu de cette caste redoutable. Je l'apprécie beaucoup, parce que vous nous permettez de voir les choses sous un angle inhabituel. Vous sortez du répertoire des vérités que les revues scientifiques nous répètent en permanence. Je ne suis pas un spécialiste, mais je braconne volontiers dans votre domaine. Je m'interroge plus volontiers sur les questions fondamentales que sur les aspects techniques. Dans votre exposé, deux phrases m'ont intéressé. Vous avez dit : « les marchés disent », puis : « la tutelle des marchés ne nous laisse pas d'alternative ». Ce sont les deux seules occurrences où vous avez personnalisé le marché. Je vous en félicite, car la personnalisation du marché est devenue constante dans le langage courant. A l'époque où j'ai fait mes études, la définition de cette institution n'était pas du tout celle que reflète l'usage actuel. Quand j'ai étudié le marché, il n'était ni *euphorique* ni *déprimé*, il n'avait pas de *réactions inconsidérées*, ne se montrait pas *volatile*. L'anthropomorphisation du marché n'existait pas.

Je me suis donné la peine d'observer la réalité récente. En analysant la crise mexicaine, j'ai découvert que ce qu'on appelle marché était fait, en réalité, de véritables entreprises et de véritables personnes. En tant qu'anthropologue, je suis convaincu que si l'on parle de marché, c'est pour des raisons de croyance. Il s'agit d'une manipulation des esprits et de la conscience collective, d'une manière de faire adhérer à un discours et à un principe mythologiques, sinon cosmologiques. Les prêtres ont pratiqué cela de tout temps, et les nouveaux clercs que sont les économistes leur emboîtent le pas.

Un autre fait m'a intrigué. La hausse des taux d'intérêt s'est accompagnée d'un accroissement énorme de la circulation des marchés financiers. Il me semble que les gens de la finance en sont heureux et qu'ils sont très satisfaits de pouvoir maintenir le *statu quo*, parce que cela les arrange. J'ai participé récemment à un forum de financiers à Lausanne. En les croisant dans les couloirs, j'avais l'impression de croiser, non des personnes, mais le marché. Quand je leur demandais si cette impression était juste, ils répondaient par l'affirmative.

Il faut maintenant que vous m'aidiez à clore mon enquête. Croyez-vous en l'existence du marché, oui ou non ?

Incertaine Planète

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Vous pourrez constater, en lisant mon texte, que les deux propositions que vous avez relevées y sont mises entre guillemets. Elles reflètent ce que les gouvernements nous disent. Il est vrai qu'il m'est arrivé de rencontrer le marché mondial, sous les traits de ses agents les plus puissants. Mais il y a effectivement un élément religieux dans les discours qui s'y rapportent. Ils sont ^{p.120} souvent métarationnels, fondés sur la croyance et l'incompréhension. J'essaie de démontrer cela. Les gens parlent des marchés sans en avoir assimilé la théorie. Les économistes ne sont pourtant pas aussi stupides qu'ils le paraissent, notamment ceux qui ont conçu la théorie du marché — on trouve même une section intitulée « le marché, mode d'emploi ». Ils ont eu l'occasion de voir les problèmes.

Si on laissait les marchés fonctionner selon les préceptes libéraux, on aboutirait à un équilibre économique dans le cadre d'une démographie décroissante. Une partie de la population disparaîtrait. Les économistes ont jugé que c'était impossible, et ont introduit une hypothèse dans leur théorie. Ils ont supposé que chaque agent économique disposait d'une fortune suffisante pour vivre sans travailler. Dans un tel cas, le prix du travail serait effectivement déterminé sur le marché, pour la simple raison que chacun pourrait s'abstenir de travailler. L'idée est excellente. Ceux qui sont devenus des libéraux effrénés par religion ou par idéologie, n'en ont pas pris connaissance. Ils veulent faire en sorte que le marché fonctionne conformément à la théorie, et n'apprécient pas du tout que je leur rappelle cette hypothèse, parce qu'elle leur rappelle qu'ils pensent en idéologues et non en analystes.

M. JEAN-MARC FERRY : Votre analyse m'enthousiasme. Je la trouve magistralement profonde et rigoureuse. Vous avez fait une rapide référence à la possibilité d'un retour au schéma stratégique qui avait fait le succès des années 1960. Pensez-vous que l'on peut vraiment revenir aujourd'hui à la situation de ces années, même en renouant avec des stratégies coopératives, et en équilibrant dans le seul cadre des politiques nationales des considérations de relance par l'offre et de relance par la demande ? Vous avez fait de très brèves allusions à des facteurs structurels nouveaux. Ceux-ci ne font-ils pas que la croissance des PIB, et plus encore celle des PNB, n'a pas aujourd'hui en Europe et dans le monde développé le lien positif qu'elle avait naguère avec l'acheminement vers le plein emploi ? Je pense bien sûr à ce que l'on connaît

Incertaine Planète

sur l'automatisation, la globalisation et la délocalisation. Peut-être faudrait-il aussi évaluer, dans la perspective même de vos analyses, les conséquences de la politique menée par le Fonds Monétaire International, en ce qui concerne le règlement de la dette du Sud à l'égard du Nord, qui fonctionne peut-être comme un autoétrangement.

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Je ne pense pas que nous retournerons aux années 1960. On ne retourne pas en arrière. Je suis simplement frappé par le type de problème qui nous est posé, et par la façon dont on y répond. J'ai l'impression que nous avons des problèmes d'abondance, et que nous y répondons par des politiques ^{p.121} d'austérité. Je me demande si, au fond, le monde n'a pas peur de l'abondance, si quelque raison qu'un ethnologue ou un psychanalyste pourraient mieux identifier que moi ne nous met pas mal à l'aise, ne contribue pas à nous terroriser. Nous voyons que le chômage se développe dans nos pays, mais n'enregistrons pas les bonnes nouvelles qui nous arrivent tous les jours sur le front de la technique ou de la croissance des pays en développement. Chaque fois qu'un pays émerge, nous réagissons par la crainte face à sa compétitivité et à la concurrence de ses bas salaires, alors qu'il s'agit aussi d'une augmentation de la capacité de production mondiale. Le fait que ce pays se développe implique que le monde produit plus, et pourtant nous recevons cela comme une mauvaise nouvelle. Il en va de même pour le progrès technique. Nous pouvons faire en une heure ce qui nous en demandait dix, et nous jugeons cela terrible. Nous craignons que cela ne fasse disparaître des emplois, alors que c'est aussi un moyen d'être dix fois plus riches. Ces nouvelles sont bonnes en elles-mêmes, et nous les assimilons à de mauvaises nouvelles. Nous allons jusqu'au comble du ridicule. J'entends dire partout que la croissance ne crée plus d'emploi. Je cherche des chiffres, et m'aperçois qu'elle en crée beaucoup plus que dans le passé. Le progrès technique augmente moins vite que naguère. Pendant les trente glorieuses, il augmentait à un rythme de 4,5 % l'an. Cela signifie que pour commencer à créer des emplois, il fallait un taux de croissance supérieur à 4,5 %. Aujourd'hui, le progrès technique est de 2 % environ. Pour commencer à créer des emplois, il suffit donc que la croissance soit de 2 %. Et c'est à ce moment, précisément, que l'on commence à croire que la croissance ne crée plus d'emploi et que le progrès technique détruit l'emploi. Si l'on regarde les chiffres, on constate que les périodes de forte

Incertaine Planète

croissance technologique ont toujours été des périodes de plein emploi. Pourquoi ?

C'est un problème de répartition. On ne sait pas répartir les fruits de la production. On augmente la capacité de production, mais on n'augmente pas la demande. C'est à ce propos que je parlais de politique unidimensionnelle. Le fait qu'on ait la capacité de produire plus n'implique pas qu'on produise plus, parce qu'il y a des problèmes de débouchés. Puisque la demande est insuffisante, chacun essaie de faire perdre l'autre. En réalité, notre problème est un problème d'abondance, et nous n'avons pas encore inventé les mécanismes qui nous permettront d'en profiter. Peut-être l'abondance est-elle dangereuse pour qui a du pouvoir — mais c'est là un terrain qui m'est étranger. Je crois néanmoins qu'il existe des solutions qui devraient nous permettre de profiter de cette abondance. Il s'agit de savoir créer la demande en même temps que l'offre apparaît.

Nous sommes particulièrement ridicules à propos de la croissance des pays à bas salaires. Nous leur reprochons de ne pas avoir le même niveau de protection sociale que nous. En gros, nous les accusons d'être pauvres. ^{p.122} C'est renverser les termes du raisonnement. L'aide aux pays du Sud et de l'Est, entre autres solutions possibles, devrait se faire dans l'intérêt des pays du Nord. L'échange ne doit pas être naïf. Une idée simple, bien connue, serait de créer une monnaie qui ne sert qu'à importer. En fait, une telle monnaie existe : ce sont les droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International. Il serait possible de donner cette monnaie aux pays du Sud et de l'Est, sous condition qu'ils importent des biens d'équipement qui favorisent leur développement. Ils n'auraient dès lors plus besoin de nous empoisonner la vie en sous-évaluant leurs taux de change, c'est-à-dire en jouant sur la compétitivité. Nos industries seraient heureuses de pouvoir vendre, enfin, alors qu'elles ont une forte capacité de production. Cela constituerait une aide aux pays qui en ont besoin, en même temps qu'une subvention aux exportateurs de nos pays. Voilà une solution harmonieuse, qui nous permettrait de profiter de l'abondance et de faire en sorte que la production mondiale continue de s'accroître en un cercle vertueux, alors qu'aujourd'hui, chaque fois qu'elle s'accroît, nous entrons dans un cercle vicieux et perdons des parts de marché. Parce que nous en avons peur, nous parlons de compétitivité, ce qui revient à tenir un discours de guerre économique. Gagner en compétitivité, cela signifie gagner contre quelqu'un d'autre.

Incertaine Planète

M. YVES DESPONT : Vous avez raison de souligner que nous ne sommes pas dans une époque de pénurie potentielle, puisque le progrès technique ouvre plus de virtualités que l'histoire humaine, jusqu'ici, n'en a jamais offert. Vous avez également raison de souligner que les pays riches n'ont aucun intérêt, à terme, à se priver de clients potentiellement solvables. Le maintien dans la pauvreté des pays du Tiers-Monde est un calcul absolument contre-productif, de la part des pays du Nord.

Que pensez-vous du prix Nobel français d'économie Maurice Allais, et comment intégrez-vous sa vision à votre analyse ? Il a dénoncé les effets pervers possibles d'un libre-échange entre pays à très bas salaires et pays à hauts salaires, s'il ne fait pas l'objet d'une régulation harmonieuse.

Nous sommes en démocratie. Nous sommes tous, directement ou indirectement, législateurs. Quel serait, à court terme, le projet de texte constitutionnel nouveau que vous suggèreriez d'introduire ?

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : A la proposition de Maurice Allais, je préfère celles qui vont dans un sens positif. Je crois que le libre-échange peut être porteur d'avantages pour tout le monde, et qu'il faut faire en sorte qu'il en aille ainsi. Maurice Allais a tendance à poser le problème en termes de protection vis-à-vis des pays à bas salaires, ce qui ne peut qu'entraver leur développement — même si un ^{p.123} léger sentiment de culpabilité amène à leur donner le produit des droits de douane. Cela ne va pas. C'est une petite charité, qui ne correspond pas à ma manière d'envisager la question. Il faut au contraire que les pays à bas salaires se développent. C'est une bonne chose pour nous autant que pour eux, et cela peut nous être utile.

Sur votre seconde question, je répéterai ce que j'ai déjà dit, à savoir que la démocratie a pour priorités, dans l'ordre : 1° le plein emploi ; 2° la croissance des niveaux de vie ; 3° la stabilité des prix ; 4° l'équilibre extérieur.

M. JEAN-PIERRE BÉGUELIN : Je n'ai pas bien compris votre raisonnement à propos de l'incorporation de la rente dans le prix des services. A mon sens, la rente est fondamentalement dépendante de l'importance de la demande. Si la demande est faible, elle est faible. Pourriez-vous revenir sur cette question ?

Incertaine Planète

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Je n'ai pas parlé de rente, mais de quasi-rente. Elle est liée au fait que chaque fournisseur de services veut voir la rente correspondant au capital accumulé — en l'espèce, le capital humain — progresser au moins au rythme du taux d'intérêt.

M. JEAN-PIERRE BÉGUELIN : Je vous remercie — il ne s'agit en fait que d'une question de terminologie : j'appellerais *profit* ce que vous appelez *quasi-rente*. Mais je n'ai pas compris, non plus, pourquoi les taux d'intérêt réels sont élevés. Incriminer le manque de capital me semble banal : je n'ai jamais vu d'époque où il y aurait eu assez de capital. Pour moi, il y a là un mystère. Avez-vous l'impression que la préférence temporelle a baissé dans nos sociétés, voire sur l'ensemble de la planète, ne serait-ce qu'en raison de l'accroissement de la population ?

J'ajoute une remarque : je ne suis pas sûr que devant la crise bancaire on crée de la monnaie, puisque par définition une banque assure le capital du dépôt. Je dirais plutôt qu'on empêche sa destruction.

M. JEAN-PAUL FITOUSSI : Le haut niveau des taux d'intérêt est pour moi une énigme. J'ai montré qu'il existe plusieurs pistes explicatives. L'une d'elles est la désinflation. On constate qu'il y a une relation historique entre inflation et taux d'intérêt réel. Chaque fois que l'inflation varie d'un point, le taux d'intérêt réel varie de 0,7 point dans l'autre sens. Lorsque l'inflation baisse d'un point, le taux d'intérêt réel augmente de 0,7 point. Cette corrélation statistique est vérifiée pour tous les pays. On peut donc affirmer que l'une des raisons du ^{p.124} haut niveau des taux actuels est la désinflation. Mais on peut aussi supposer qu'il tient au fait qu'on a cessé de rationner les créanciers dans leurs placements, en leur ouvrant les possibilités de placement à l'étranger. Du fait de la surpopulation et de l'ouverture des frontières, il se produit un accroissement de la rentabilité potentielle des fonds. Les besoins immenses de la planète en capitaux n'avaient pas d'effet sur les taux d'intérêt, aussi longtemps que les capitaux n'étaient pas libres de circuler. Mais aussitôt qu'ils le sont devenus, leur influence s'est fait sentir. Si en même temps, par la médiation des taux de change et des politiques monétaires, les gouvernements cherchent à accentuer la désinflation, le mouvement imprimé aux taux d'intérêt ne peut être qu'une hausse permanente. Cela ne cessera que lorsqu'on aura retrouvé les moyens d'une meilleure coordination.

Incertaine Planète

Vous parlez de non-destruction de monnaie plutôt que de création. D'accord. J'achète aussi de la non-destruction de monnaie, si cela peut permettre d'accroître la masse monétaire en circulation.

M. IVAN PICTET : J'ai retenu, de ce magnifique exposé et de la discussion, votre rapprochement entre les taux d'intérêt et l'avenir de notre planète. C'est peut-être une interprétation un peu large de votre conférence et des remarques faites dans la salle. Mais il est vrai que les taux d'intérêt sont la mesure exacte de la dépréciation de notre avenir. Plus ils sont élevés, plus l'horizon décisionnel est court. Les conséquences de ce mécanisme sont bien connues : individualisme et recherche du profit instantané, au détriment de l'investissement, de la formation et de la cohésion sociale. Est-ce la faute de notre société vieillissante et frileuse, qui cherche à conserver plutôt qu'à construire ? Est-ce la faute de nos politiques ? La globalisation des échanges et la formidable poussée démographique actuelle sauront-elles débloquer cette situation ? Il faut l'espérer. Vous nous avez donné quelques lueurs d'espoir.

@

LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DE LA GLOBALISATION ¹

Entretien

présidé par Mina Buchs
chargée d'enseignement à la Faculté des Lettres
de l'Université de Genève

@

p.125 L'idée de créer un système pour aider les pays les plus pauvres à se développer est née en 1944. Elle s'est concrétisée lors de la conférence organisée à Bretton Woods, aux Etats-Unis, par la mise sur pied de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et du Fonds Monétaire International (FMI). Qu'attendait-on des institutions de Bretton Woods devenues aujourd'hui partie intégrante de la Banque Mondiale ? D'être capables de venir en aide aux pays en sous-développement et de contribuer par là au maintien de la paix ; d'éviter à ces pays la misère, génératrice de désordres et de révolte. L'on citera à cet égard les propos que tenait Robert McNamara, ancien secrétaire américain à la Défense, qui a été président de la Banque Mondiale de 1968 à 1981. Il déclarait en 1968 qu'« il existe une relation entre la violence et le retard économique. La tendance à la violence ne cesse d'augmenter. Plus alarmant encore, le fossé entre les riches et les pauvres s'élargit. » Aussi, pour lutter contre la pauvreté, la Banque prêta de plus en plus d'argent pour des projets que ses experts jugeaient favorables au développement. N'entrons pas dans le détail d'un débat sur cette politique. Constatons p.126 simplement que, malheureusement, pour la plupart des pays en voie de développement la situation qu'ils connaissaient en 1968 ne s'est pas du tout améliorée et que leur retard sur les pays développés ne s'est nullement comblé. On peut même dire qu'un certain nombre de pays soutenus par la

¹ Le 27 septembre 1995, avec la participation de Mme Fawzia Assaad, philosophe et romancière ; MM. Paul Bairoch, professeur honoraire à la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève ; Jacques Forster, professeur à l'Institut universitaire d'Etudes du développement, Genève ; Jean-Pierre Fragnière, professeur à l'Ecole d'Etudes sociales et pédagogiques de Lausanne, chargé de cours à la Faculté des Sciences économiques et sociales, Genève.

Incertaine Planète

Banque Mondiale se trouvent aujourd'hui dans une situation pire qu'avant l'intervention de cette dernière. Ils sont incapables de payer les intérêts d'une dette sans cesse croissante ; ils voient donc leur misère s'accroître, bien qu'on leur ait imposé un régime d'austérité draconien.

Permettez-moi de donner quelques chiffres concernant la pauvreté dans le monde : il y a trente ans la moitié de la population mondiale avait accès à un sixième de la production tandis que l'autre moitié bénéficiait des cinq sixièmes de celle-ci. Aujourd'hui, les quatre cinquièmes de l'humanité vivent dans les pays pauvres et n'ont accès qu'à un cinquième des biens et des services disponibles.

Plus grave encore, à l'intérieur des pays considérés comme riches, les poches de pauvreté se sont élargies et approfondies. Selon les chiffres du Ministère du Travail, aux Etats-Unis, entre 1979 et 1993, les 20 % des habitants les plus pauvres ont perdu 17 % de leur revenu, qui était déjà insuffisant, tandis que les 20 % les plus riches ont vu augmenter le leur de 18 %.

Il serait cependant simpliste de rendre la Banque Mondiale seule responsable de cette situation, d'autant plus que si ses prédictions se sont souvent révélées fausses, il y eut, dans les années 1980, d'autres facteurs qui sont venus brouiller les cartes. En effet, c'est à cette période que la globalisation de l'économie, au sens où on l'entend aujourd'hui, a débuté. Pour rester compétitives, les entreprises les plus dynamiques ont choisi une stratégie de globalité. Dans ce contexte, les multinationales ont créé, par exemple, des unités de production loin de leur maison mère, notamment dans les pays pouvant fournir une main-d'œuvre bon marché ou étant dépourvus d'une réglementation aussi contraignante que celle des pays industrialisés, ce qui leur permettait de rester compétitives. Mais, cette délocalisation ne produit-elle pas à son tour des laissés-pour-compte dans les pays riches ? D'autre part, on peut aussi se demander si cette délocalisation favorise vraiment un développement durable dans les pays pauvres.

Savez-vous qu'il existe aujourd'hui, selon la revue *Forbes* de juillet 1995, 358 milliardaires en dollars américains dont la fortune totale, estimée à 760 milliards de dollars, équivaut au revenu annuel moyen de presque deux milliards d'êtres humains ? Nous vivons dans un monde à deux vitesses, partagé entre ceux qui ont accès à beaucoup, et même au superflu, et les laissés-pour-

Incertaine Planète

compte. Ces derniers sont-ils victimes de la globalisation ? La globalisation produit-elle forcément des laissés-pour-compte ? Sur ces problèmes, bien des questions nous interpellent. J'espère que nous allons pouvoir apporter sinon des réponses, du moins quelques éclaircissements.

@

ÉDOUARD SAOUMA Né en 1926. Etudes d'ingénieur agronome à l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier (1952).

Fondateur et premier directeur général de l'Institut de recherche agronomique du Liban (1952-1962). Directeur du Bureau régional de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour l'Asie occidentale, Nouvelle Delhi (1962-1965). Directeur de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux de la FAO, Rome (1965-1975). En 1970, nommé ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts et ministre de la Défense (Gouvernement du Liban) ; décline ses fonctions après un mois. De novembre 1975 à fin 1993, directeur général de la FAO. Actuellement membre du Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable créé par le secrétaire général des Nations Unies à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Publications : *La FAO face aux enjeux du développement* (Rome, 1993, 192 pages, publié en quatre langues). Des centaines d'articles et interviews parus dans la presse du monde entier et plus de deux cents discours prononcés dans diverses assises internationales.

EXPOSÉ D'ÉDOUARD SAOUMA

@

p.127 L'affrontement Est-Ouest appartient au passé ; mais les espoirs que cette évolution inattendue avait éveillés se sont rapidement transformés en inquiétudes d'une nouvelle sorte, tandis que, sur la scène mondiale, les drames africains remettent en pleine lumière la question des rapports Nord-Sud.

Les ouvriers du Nord s'inquiètent de leur avenir, faute de débouchés rémunérateurs à la mesure de leur capacité de production.

La pauvreté persiste au Sud retenant dans l'insécurité et le « mal vivre » des centaines de millions d'habitants.

Il n'y a là rien de vraiment nouveau : au contraire, c'est la permanence de problèmes non résolus depuis des décennies et qui, continuellement, s'accumulent et prennent force explosive.

On peut citer : la démographie du Sud et l'attitude du monde riche à cet égard et ses conséquences dans la société d'accueil, la

Incertaine Planète

pauvreté persistante, l'endettement des pays du Tiers-Monde, la diminution de l'aide publique au développement, les marchés des matières premières et la baisse constante des termes de l'échange, la globalisation du commerce, les graves dangers de l'Uruguay Round pour les pays pauvres, la diminution de l'aide alimentaire, l'usage du droit d'ingérence et l'imposition d'embargos p.128 économiques ; la mort du Nouvel Ordre économique international ; l'attente d'un nouvel ordre mondial ; l'émergence de l'écodéveloppement.

L'examen de ces problèmes doit nous obliger à penser à contre-courant et à essayer de discerner dans l'évolution du monde une formidable pression pour le progrès. Les pays développés ne devraient-ils pas considérer que les maux dont ils souffrent eux-mêmes — chômage, poches de pauvreté, violence, drogue, affaiblissement des valeurs de solidarité — ont une cause commune avec la misère des pays pauvres : une machine à produire et à faire consommer qui, de serviteur, est devenue peu à peu le tyran de l'humanité ?

En l'an 2025, nous serons sur terre 8,5 milliards

Nous étions 3 milliards en 1960 ; nous sommes 5,7 milliards aujourd'hui, et il y aura 8,5 milliards d'hommes et de femmes sur terre en 2025.

De cet accroissement, la quasi-totalité prendra place dans les pays en développement qui devront nourrir, loger, soigner, éduquer et employer trois milliards d'habitants supplémentaires, une nouvelle humanité, à l'égal de celle de 1960.

Les sociétés les plus riches se sont inquiétées de cette vague

Incertaine Planète

démographique depuis plus de vingt ans. Peut-être n'ont-elles pas assez pris la mesure de l'effort de solidarité indispensable pour que la multiplication de l'humanité prenne place dans des conditions qui respectent les droits élémentaires des hommes à vivre comme des êtres humains.

L'attitude actuelle des pays industrialisés devant l'immigration provenant des pays pauvres en donne un exemple. Les signes de crispation se multiplient en Europe, qui oublie qu'elle-même s'est formée par l'apport des peuples nordiques, orientaux ou méditerranéens dont elle revendique aujourd'hui l'héritage culturel ; qui oublie aussi comment, en son temps, elle a aussi essaimé vers les ^{p.129} autres continents, et parfois dans des conditions dont la brutalité aujourd'hui nous fait horreur.

Peut-être l'affolement des peuples riches devant la pauvreté du Tiers-Monde qu'ils ressentent comme une menace à leurs frontières, accélérera-t-elle la prise de conscience, inscrite dans l'Histoire, que l'humanité prospère ne pourra préserver ses valeurs en érigeant des barrières contre un monde extérieur qui lui est indispensable ; au contraire, ces valeurs devraient la conduire à partager plus équitablement les richesses de la planète pour fournir aux pays du Sud les moyens d'un développement autonome.

Le jeu des mécanismes économiques livrés à eux-mêmes ira toujours à l'avantage des plus forts ; il faudra les corriger avec prudence pour ne pas les enrayer.

Pauvreté

Un cinquième de la population mondiale souffre de la faim, un quart ne dispose pas d'eau potable et un tiers subit des conditions

Incertaine Planète

de pauvreté extrême. Le cinquième le plus pauvre de la population mondiale reçoit 1,4 % à peine du PNB, alors que le cinquième le plus riche accapare 84,7 % ¹.

Les pays occidentaux ont aussi leurs pauvres, qui souffrent de la faim. Je lisais hier dans *Le Monde* qu'il existe en France soixante-dix banques alimentaires, qui ont distribué cette année 31.786 tonnes de vivres, soit 64 millions de repas, par l'intermédiaire de 3.076 associations ; 664.000 personnes en ont bénéficié. Aux Etats-Unis, depuis plus de quarante ans, existe un programme d'aide alimentaire aux nécessiteux, qui coûte chaque année dix à douze milliards de dollars, et qui intéresse près de vingt millions de pauvres.

Durant les trente dernières années, la disparité des revenus des plus riches et des plus pauvres n'a pas été réduite ; elle a doublé.

^{p.130} Si les politiques des pays du Nord persistent, on constatera bientôt qu'un homme sur trois sur cette planète aura atteint le niveau de la pauvreté absolue.

Dette

Alors qu'ils devraient consacrer leurs moyens à surmonter les défis gigantesques du sous-développement, les pays pauvres s'épuisent à s'arracher aux filets d'un endettement inextricable hérité des années 1970. Le système financier international leur impose des programmes draconiens de stabilisation (trente pays du Sud du Sahara sont affectés), mais ce qui devait être une brève cure d'austérité est devenu un interminable purgatoire.

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement, Genève, *Rapport sur le développement humain*, 1994.

Incertaine Planète

Faut-il vraiment que la priorité donnée aux obligations financières laisse s'accumuler les retards pour le futur ?

Aide

Alors que les pays du Tiers-Monde supportent le poids d'un endettement extérieur qui ne se résorbe pas, ils consacrent en moyenne un quart de leurs recettes d'exportation au service de la dette.

En monnaie constante, ils recevaient, en 1991, des ressources financières nettes inférieures d'un tiers à celles de 1980 ; les prêts bancaires étaient dix fois moindres ; l'aide officielle au développement a baissé pour atteindre seulement 0,3 % du produit national brut, et reste inférieure à l'objectif mythique de 0,7 % du PNB des pays donateurs, que seuls les pays nordiques et les Pays-Bas honorent. L'Afrique saharienne reçoit des miettes, car elle ne présente pas un intérêt économique aussi important que les autres régions. L'aide n'étant pas une entreprise généreuse, elle sert en partie à payer les marchés conclus avec les pays donateurs.

Baisse des prix des produits de base

^{p.131} Encore plus préoccupante, parce qu'au cœur des mécanismes du partenariat économique international, la baisse des cours des matières premières se poursuit sans trêve.

Pour beaucoup de pays pauvres, leur principale monnaie d'échange sur les marchés mondiaux reste l'exportation de produits minéraux ou agricoles bruts ou à peine transformés.

En comparaison des prix des produits manufacturés que les

Incertaine Planète

pays du Sud importent, leurs exportations ont perdu 40 % de leur valeur au cours des années 1980.

Uruguay Round

L'acte final a été signé en avril 1994 à Marrakech après plus de sept années de marchandage entre les pays riches. L'Organisation Mondiale du Commerce a remplacé le GATT. L'élection de son directeur général a donné lieu à de nouveaux marchandages entre les pays riches qui ont duré près de douze mois. L'Européen qui a été élu par consensus directeur général, a dû s'engager publiquement à ne pas solliciter un second mandat de quatre ans, sans doute pour permettre à un candidat d'une autre région de le remplacer.

Le grand démantèlement des protections et des pratiques de dumping dans le domaine agricole est hors de question ; on s'achemine plutôt vers une réduction, de l'ordre de 20 % d'ici la fin du siècle, du soutien des pays développés à leur agriculture.

D'après une étude récente de la FAO ¹ sur les pays en développement d'Afrique, la facture des importations des principaux produits agricoles pourrait s'alourdir en l'an 2000 par rapport au niveau des années 1980, pour passer à 5,5 milliards de dollars plus _{p.132} une perte d'un milliard de dollars à la suite des exportations subventionnées. Pour les pays du Proche-Orient, l'étude indique que le coût des importations agricoles devrait considérablement augmenter, passant de 18 milliards de dollars pour 1987-1989 à 27 milliards en l'an 2000.

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, *Rapport du Comité des Produits : Incidences de l'Uruguay Round sur l'agriculture*, février 1995.

Incertaine Planète

Les produits miniers qui constituent une source importante de devises pour les pays du Tiers-Monde sont exclus de l'accord, ainsi que les produits textiles.

La protection de la propriété intellectuelle est sévèrement réglementée, ce qui retarde l'acquisition des technologies nécessaires aux progrès du Tiers-Monde. Elle interdit à celui-ci d'accéder rapidement à la fabrication des produits pharmaceutiques bon marché d'une importance vitale, pour protéger les superprofits des monopoles dans ce domaine.

L'accord couvre, pour la première fois, non seulement les domaines de l'agriculture, mais aussi celui des services. Une offensive est ainsi conduite en direction de l'ouverture des marchés aux opérations de banques et assurances occidentales et vise à accélérer le transfert des capitaux du Sud vers le Nord.

L'accord reconnaît ses effets négatifs pour les pays du Tiers-Monde dans le domaine agricole. Deux de ses clauses visent à atténuer l'effet négatif éventuel des prix agricoles sur les pays pauvres.

Il reste toutefois à élaborer les conditions et les formes d'application de ces mesures. Ce sera une autre négociation entre deux forces inégales.

Secours d'urgence ; aide alimentaire

Il faut être optimiste pour supposer que le Tiers-Monde disposera, pour nourrir une population accrue de trois milliards en une génération, de ressources naturelles équivalentes à celles d'aujourd'hui.

Le Programme alimentaire mondial, chargé de fournir une aide

Incertaine Planète

alimentaire multilatérale, a vu ses ressources diminuer de façon drastique. Une nouvelle structure administrative doit concentrer p.133 les décisions d'octroi de l'aide à un petit comité dominé par les pays donateurs ; ce qui lui ôte son caractère multilatéral. Plus de 85 % des aides alimentaires vont aux réfugiés et aux victimes des guerres. L'aide alimentaire pour le développement est devenue insignifiante.

Droit d'ingérence ; embargos économiques

Le droit d'ingérence des puissants dans la misère des pauvres, au nom de l'aide humanitaire, a montré ses effets néfastes dans l'opération « Rendre l'espoir » menée par les Nations Unies en Somalie. Le Conseil de sécurité des Nations Unies décrète aussi des embargos économiques qui prennent en otage des populations entières et les soumettent à la pauvreté, à la faim et à la misère.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, créé en 1945, n'est pas assez représentatif. Est-ce à lui ou à l'Assemblée générale que doit revenir le droit d'examiner des propositions d'imposer un embargo économique à un pays, ou d'y procéder à des interventions ? La Cour internationale de justice de La Haye peut constituer un organe plus représentatif pour l'étude de ces cas d'une gravité considérable. La pratique démontre que lorsqu'un pays est placé sous embargo, un des cinq membres du Conseil de sécurité peut à lui seul, grâce à l'usage de son droit de veto, le prolonger aussi longtemps qu'il le désire.

Les nantis de la terre peuvent s'offrir le luxe de porter secours aux pauvres. A quand le droit d'ingérence des pauvres dans le confort des riches ?

Incertaine Planète

Nouvel ordre mondial

Le Nouvel Ordre économique international proposé en 1975 par le Groupe des 77 et des non-alignés est mort et bien enterré. Il comportait entre autres l'ouverture des marchés du Nord, l'amélioration des termes de l'échange, un meilleur financement international, un meilleur transfert des technologies, une augmentation de l'aide, etc.

p.134 Les pays développés l'ont en quelque sorte remplacé par les différents accords du GATT, le Kennedy Round, puis le Tokyo Round, puis l'Uruguay Round. On a ainsi avancé de plus en plus vers la libéralisation du commerce international, en y englobant l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle.

Le commerce libre dit « *free trade* », c'est la jungle où règne la loi du plus fort. Même si le dernier accord du GATT donne un peu plus de temps aux pays du Tiers-Monde pour démanteler leurs barrières douanières et leurs modestes subventions, jamais ces pays ne pourront lutter à armes égales avec les pays occidentaux pour la défense de leurs marchés.

La panoplie des armes dont disposent les pays occidentaux est considérable. Essayons d'en citer quelques-unes : l'espionnage des industries et du commerce des pays du Tiers-Monde, la possibilité d'influencer leurs dirigeants ou décideurs, la diminution ou l'arrêt de l'aide, la possibilité d'influencer les autres flux d'aide multilatéraux ou bilatéraux à ces pays, la capacité de concurrencer en vendant à crédit, la faculté de désinformer, la possibilité de prendre toutes sortes de mesures de rétorsion directes ou indirectes. La lutte commerciale est vraiment inégale entre un pays développé et un pays du Tiers-Monde.

Incertaine Planète

On avait laissé croire, après la Guerre du Golfe, qu'un nouvel ordre mondial allait émerger. Ni le Sommet de Rio, ni celui de Copenhague n'en ont fait mention.

Par contre, on a annoncé que l'Uruguay Round allait avoir une incidence considérable sur la croissance des revenus, et qu'il y aurait quelques petites retombées pour quelques pays pauvres.

Le GATT a fait un certain nombre d'estimations : les gains prévus allant de 109 milliards à 510 milliards de dollars. La Banque Mondiale et l'OCDE ont estimé, elles, les gains à environ 213 milliards de dollars. Les chiffres avancés par ces vénérables institutions sont spéculatifs, discordants et peu crédibles.

Ce qui est certain, c'est que les pays riches ont soigneusement préparé un accord qui doit lever les obstacles restant dans les pays du Tiers-Monde et leur permettre une plus grande pénétration économique dans ces pays.

^{p.135} Le pot de terre ne pourra jamais lutter contre le pot de fer. Une guerre économique entre un pays du Nord et un pays du Sud est perdue d'avance. Par ailleurs, les guerres ont commencé entre les géants économiques et se poursuivent avec violence.

L'Organisation Mondiale du Commerce est-elle à la hauteur de sa tâche ? On a bien des doutes à ce sujet car on a dû pratiquer une césarienne pour enfanter un bébé chétif. Elle risque d'être, comme le GATT, au service des pays puissants. L'entrée de la Chine et de l'Union soviétique, déjà, a posé des problèmes. Qu'est-ce qu'une organisation mondiale du commerce, sans ces deux pays ?

L'écodéveloppement fait-il partie du nouvel ordre mondial ? Le Sommet de Rio a adopté un plan à cet effet. Des pressions de plus

Incertaine Planète

en plus fortes ont été exercées sur les pays en développement en vue de son application, malgré les coûts supplémentaires et autres inconvénients qui en découlent pour eux. Les promesses d'aide financière faites par les pays riches sont restées lettre morte. Ce sujet est inscrit au programme de la commission sur le développement durable spécialement créée par les Nations Unies, mais n'a pas encore trouvé de réponse. Au nom de l'écodéveloppement, certains pays du Tiers-Monde risquent de se voir infliger des sanctions commerciales par les pays riches, au cas où ils n'appliqueraient pas certaines normes à quelques-uns de leurs produits d'exportation qui concurrencent le commerce des pays riches. On sait aussi que dans les accords du GATT figure ce qu'on appelle une clause sociale, qui constitue également une menace pour les pays laissés-pour-compte.

La Banque Mondiale, le FMI, le GATT, le système des Nations Unies, sont tous pour l'essentiel financés et contrôlés par les pays développés.

Ces pays feraient preuve de myopie s'ils croyaient pouvoir assurer leur développement en abandonnant à leur sort les autres, tant de peuples d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie. Cette exclusion massive serait non seulement une iniquité mais aussi une absurdité économique. Sur ce fond de misère toutes sortes de désordres pourront proliférer : drogues, épidémies, mouvements migratoires erratiques, atteintes de toute sorte à l'environnement. Ces dangers sont ^{p.136} certains et ne seront pas limités aux pays où ils prennent naissance ! On doit s'en convaincre.

Le développement des pays riches doit donc être aussi celui des pays pauvres. Est-ce possible ? Comment ? C'est là le sujet de cet entretien.

Incertaine Planète

Remarques finales

Permettez-moi de faire quelques remarques finales avant que le débat ne s'ouvre.

La force dominante dans le monde d'aujourd'hui, c'est l'égoïsme. C'est la volonté de jouissance, la volonté de puissance, la volonté de richesse et de domination, l'affirmation de soi poussée jusqu'au refus de l'autre. Dans l'égoïsme des individus, des groupes, des Etats, dans la perte du sens du partage à tous les niveaux, réside la source première de l'injustice et du malheur.

L'égoïsme pervertit le monde privé, comme en témoigne notamment la baisse de la natalité en Occident, tout aussi inquiétante pour l'avenir que la démographie galopante des pays pauvres.

Par une étrange confusion de valeurs, les hommes s'imaginent qu'en allant toujours plus loin dans l'ordre de l'avoir, ils grandiront sur le plan de l'être. D'où une insatiable âpreté au gain, un matérialisme effréné, une recherche incessante des biens matériels — voitures, maisons, bateaux de plaisance, articles de luxe — que l'on veut les plus éclatants possibles, parce qu'on y voit un « *status symbol* », une mesure de sa propre puissance et de sa propre valeur.

Les modèles de consommation que proposent, ou même qu'imposent la littérature et les médias — cinéma, télévision, publicité — ne font que renforcer cette aberration.

L'avidité fait perdre aux hommes le sens du partage et de l'accueil du pauvre ; le riche s'enferme, se claquemure dans sa richesse et sa cuirasse d'indifférence.

L'égoïsme des particuliers répand, en l'amplifiant encore, celui

Incertaine Planète

des clans, des castes et des nations. La dégradation de la morale publique, l'égoïsme des Etats engendre ou aggrave une part p.137 énorme des maux qui accablent l'humanité.

Les vrais progrès de l'humanité sont les progrès de la conscience humaine.

*

Discussion

@

M. PAUL BAIROCH : Pour ne pas répéter ce qu'a dit Edouard Saouma, je parlerai des laissés-pour-compte dans le monde développé. Le processus de développement économique, dans les pays riches, a eu comme conséquence, à deux reprises, d'engendrer des poches importantes et croissantes de pauvreté et d'inégalité. Le premier épisode se situe au cours des phases initiales de ce qu'on a appelé la première révolution industrielle. En Angleterre, notamment, mais aussi dans les autres pays développés, cette révolution s'est traduite par une augmentation de l'inégalité dans la distribution des revenus. La partie la plus faible de la population recevait la part la plus faible des revenus. On a constaté une augmentation du nombre absolu et relatif de miséreux, et il a fallu modifier les lois relatives aux pauvres, qui dans l'ensemble des pays européens dataient du XVI^e siècle. Les données démographiques dont nous disposons pour le XVIII^e et le XIX^e siècle sont fragiles. Certains auteurs contestent l'ampleur de la baisse des revenus des classes les plus pauvres. Mais il est certain que la tendance générale allait dans le sens que j'ai indiqué.

En Europe, puis aux Etats-Unis, on constate à partir du XIX^e siècle que cette tendance s'inverse. A partir des années 1870-1880, l'inégalité se réduit. Les classes les plus pauvres reçoivent un pourcentage croissant des revenus. Aux Etats-Unis, ce retournement se produit en 1935 exactement. Ce changement, dans tous les cas, résulte d'une action des pouvoirs centraux. L'Etat introduit des mesures correctives. L'Etat-providence naît en Allemagne vers 1880. A sa suite, d'autres pays adoptent des dispositions de même type.

Incertaine Planète

La seconde période caractérisée par une évolution négative commence au milieu des années 1970. On remarque alors que la tendance s'inverse à nouveau. Les données statistiques, sur cette période, sont bien évidemment abondantes. Encore faut-il que les chiffres soient réellement comparables, surtout au plan international.

Pour évaluer le degré d'inégalité dans une société, on a coutume de comparer les 20 % les plus pauvres aux 20 % les plus riches. Cet ordre de grandeur est généralement accepté. Aux Etats-Unis — où les statistiques sont excellentes — on peut établir les séries suivantes : au cours des années p.138 1930, avant que n'intervienne le *New Deal* de Roosevelt, les 20 % les plus riches ont un revenu treize fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres ; en 1947, leur revenu n'est plus que neuf fois plus élevé ; la situation la plus positive est atteinte au début des années 1970, avec un écart réduit à 7,5. En 1992, le chiffre est remonté à 10,1. L'évolution est à peu près la même dans la plupart des pays, avec des situations plus ou moins graves selon les cas. Sur dix-sept pays analysés, une étude récente de l'OCDE a montré que quinze ont suivi la même tendance que les Etats-Unis. L'une des évolutions les plus négatives est celle du Royaume-Uni, où le rapport entre les revenus des 20 % les plus riches et ceux des 20 % les plus pauvres est passé de 3,5 en 1979 à 7 aujourd'hui. Pendant la même période, les revenus réels des 10 % les plus pauvres ont baissé de 17 % et ceux des 10 % les plus riches ont augmenté de 62 %. C'est le cas le plus frappant. Tant au Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis, la conjoncture politique laisse hélas supposer que le phénomène va encore s'aggraver.

La notion de pauvreté est relative. Le seuil de pauvreté admis aux Etats-Unis est treize fois plus élevé que le niveau de vie moyen du Tiers-Monde, et cinquante fois plus élevé que le seuil de pauvreté admis au XVIII^e siècle. Il n'empêche que la pauvreté, même relative, est une réalité, et que l'on rencontre aussi des cas de pauvreté absolue. Reprenons le cas des Etats-Unis. La pauvreté s'y est réduite jusqu'à la fin des années 1970. Entre 1978 et 1993, elle a pratiquement doublé, touchant 22,4 % de la population. Il s'agit bien sûr d'une situation moyenne. Si on considère les mêmes données selon les races, on constate que le taux de pauvreté chez les Noirs est deux à trois fois plus élevé que chez les Blancs, et que celui de la population hispanique se situe entre les deux, mais plus près des Noirs. Si on prend les jeunes de moins de 18 ans,

Incertaine Planète

on découvre des situations terribles. Presque 45 % des enfants noirs vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Pourtant ces écarts, aussi graves soient-ils, ne sont pas comparables à la différence qui existe entre pays riches et pays pauvres.

Pour les autres pays développés, on ne dispose malheureusement pas de statistiques comparatives pour les dernières années. Mais la situation s'aggrave également. Les taux de pauvreté sont relativement plus faibles que ceux des Etats-Unis. Ils varient entre des chiffres qui vont de 15 % en France à 5 % en Belgique. La Suisse, elle, se caractérise par une grande inégalité des revenus et par une aggravation de cette inégalité au cours de la dernière décennie. Mais les statistiques helvétiques sont très mauvaises.

L'augmentation générale de la pauvreté peut être attribuée, pour une large part, à la baisse de la demande de main-d'œuvre non qualifiée. Cette baisse, à son tour, s'explique par l'évolution technologique, ainsi que par l'importation d'articles manufacturés en provenance de pays du Tiers-Monde. Le nombre de ces articles s'est accru dans des proportions impressionnantes, et leur fabrication fait en général appel à une importante ^{p.139} main-d'œuvre non qualifiée. C'est pourquoi l'emploi manufacturé s'est effondré en Europe. Dans le monde développé — Japon non compris — l'emploi manufacturé est passé entre 1970 et 1994 de 66 millions à 54 millions de personnes. Le recul est de 17 %. Dans certains pays, dont la Suisse, il a été de l'ordre de 30 %.

J'ai participé hier à un colloque consacré à la clause sociale dans le commerce international. On veut introduire dans les tarifs un mécanisme qui pénaliserait les pays qui n'appliquent pas certaines normes d'emploi. Cela risque fort de pénaliser certains pays du Tiers-Monde — et illustre le fait que les problèmes des pays développés sont liés à ceux du Tiers-Monde et, dans une plus grande mesure encore, ceux du Tiers-Monde à ceux des pays développés.

M. JEAN-PIERRE FRAGNIÈRE : En 1989, à la Sorbonne, une grande célébration a été organisée à l'occasion de l'entrée en vigueur du RMI (revenu minimum indispensable). J'ai été invité à participer à la synthèse, sous la direction de Jacques Chaban-Delmas. Quand celui-ci a annoncé qu'un Suisse allait parler de la pauvreté, la salle a éclaté de rire, et j'ai eu de la peine à prendre la parole. Je me sens plus à l'aise aujourd'hui.

Incertaine Planète

En entendant les chiffres et les commentaires de MM. Saouma et Bairoch, nous devrions frissonner. Or le peuple suisse ne frissonne guère. Il serait bon de s'interroger sur les mécanismes qui lui permettent de rester aussi serein — si j'ose dire — face à ces données.

Dans le processus d'exorcisme des données, un fait me semble remarquable. C'est la capacité d'oubli. Quel Suisse sait encore qu'il y a moins d'un siècle, nous étions de grands exportateurs de pauvres ? Un deuxième fait joue un rôle : la cécité. Voici comment, en Suisse, on pose le problème de la pauvreté. Une motion parlementaire, dans le canton de Neuchâtel, était intitulée : « Avons-nous des pauvres ? » L'étude qui l'accompagnait portait le même titre, et annonçait qu'il était effectivement possible de trouver quelques pauvres. Heureux le pays qui peut parler ainsi !

Le processus d'exorcisme des données repose également sur l'entretien du soupçon. Nous n'avons pas le monopole de cette attitude. Mais le soupçon s'est en général fortement instillé dans l'esprit des Suisses. Ils ont peur du pauvre, tout en n'étant pas tout à fait sûrs de son existence. Pour entretenir ce soupçon, des techniques ont été mises au point. On y trouve une forme de « bon usage » du fédéralisme. Il y a dix ans, les Tessinois ont commencé à compter leurs pauvres. Ils en ont trouvé. Drame. Les Jurassiens leur ont emboîté le pas, puis les Neuchâtelois, les Bernois, les Saint-Gallois, les Zurichois. Les Fribourgeois ne les ont pas comptés, partant du principe qu'ils n'en avaient pas. Les Vaudois s'y sont mis à leur tour, mais ne les ont comptés que sur la Riviera. Les Valaisans les ont suivis, ^{p.140} mais ont surtout pris en compte les femmes. Bref, les pauvres ont été comptés. Pendant dix ans, on a assisté à des querelles de chiffres. On a passé son temps à se demander — curieux usage de la science — si la Suisse comptait 8, 14 ou 23 % de pauvres. Les journalistes revenaient sans cesse à la charge avec la même question : « *Au fond*, combien y a-t-il de pauvres en Suisse ? » Pendant quelques années, j'ai commis la sottise de donner une réponse précise. Maintenant, je réponds : « Trop. » A sa manière, ce débat s'est révélé utile : afin de ne pas prendre de mesures, on a continué de compter. Les Genevois et les Tessinois, pourtant, ont fini par en prendre. C'est ici que le fédéralisme intervient. On a jugé bon de laisser les expériences se poursuivre dans quelques cantons. Cela a permis aux autres de renvoyer le débat à plus tard. Les débats politiques, voire les travaux à prétention scientifique, se sont complu à répéter qu'on aimerait faire quelque chose, mais

Incertaine Planète

que la conjoncture étant ce qu'elle est — les caisses étant vides — on ne pouvait rien faire. Cette négation, ou du moins cette atténuation du problème étant établie, la bataille de l'oubli et de l'évacuation était à peu près gagnée. Encore fallait-il consolider la victoire. L'un des moyens d'y parvenir consistait évidemment à faire la comparaison entre les pauvres de Suisse et ceux de Calcutta. Le procédé a fait merveille. Les pauvres de Suisse se sont immédiatement cachés, honteux d'être pauvres, et contents de ne pas habiter à Calcutta.

Il n'y a donc pas de pauvres en Suisse. On peut dès lors boucler la boucle en annonçant des jours meilleurs. Dans quelques années, tout ira bien, prédit-on. C'est pourquoi il faut éviter de prendre des mesures intempestives, qui pourraient avoir des effets pervers. Les pauvres sont priés d'attendre.

Ces mécanismes permettent de se demander si la pauvreté est vraie chez nous. Mais ils remplissent encore une autre fonction, en permettant d'étendre la question aux autres pays. La pauvreté est-elle vraiment réelle, où que ce soit au monde ? La réponse peut tomber : il n'y a pas de pauvres. On peut se remettre à table.

Mme FAWZIA ASSAAD : Je reprends les chiffres avancés par Edouard Saouma. Le cinquième le plus pauvre de la population mondiale reçoit 1,4 % à peine du PNB (produit national brut) alors que le cinquième le plus riche accapare 84,7 %. Il y a des chiffres qu'il n'avance pas — il ne saurait les avancer parce qu'on ne les calcule tout simplement pas — : combien de ce 1,4 % qui revient au cinquième le plus pauvre de la population mondiale va-t-il aux femmes ? Des miettes : les pauvres parmi les plus pauvres restent les femmes, car les hommes les plus pauvres ont encore leurs femmes à exploiter. Ils les font travailler comme des ânes. Des écrivaines du Pen Club International ont voulu donner à leur journal féministe ce titre : *L'Âne*. D'autres ont craint que l'on ne p.¹⁴¹ comprenne pas le sens de ce titre. Et pourtant ! Elles sont porteuses d'eau, porteuses d'enfants, porteuses de vie, et si malmenées, plus esclaves que l'âne. Elles s'échinent au travail, pour rien. L'argent qu'elles gagneraient par leur labeur, souvent l'homme le boit au bistrot ; alors il rentre à la maison, ivre, battre épouse et enfants, comme il battrait son âne. Il se venge de sa misère sur plus faible que lui. Le pouvoir du père ne connaît pas de limites. On lui doit obéissance. Il impose sa volonté à ses filles ; le mari, c'est l'esclavage chez un autre homme.

Incertaine Planète

Mon expérience des femmes pauvres, je l'ai vécue quotidiennement dans les rues populeuses du Caire, dans nos villages, dans nos maisons où elles venaient autrefois servir. Mais depuis que je m'occupe de la communauté des éboueurs dans cette ville, j'ai vu les efforts que déploient ces femmes pour s'en sortir. Celles des générations passées rusaient pour retenir quelque argent et assurer l'éducation de leurs enfants. Bien sûr, elles privilégiaient les garçons. Celles des jeunes générations réclament leur dû. On les aide. Il y a d'abord eu Sœur Emmanuelle. Un vrai catalyseur. Puis les communautés religieuses, les dames de la bourgeoisie, tous ceux qui ont compris le danger que pouvaient représenter la pauvreté et l'exclusion. Chez les éboueurs, il y a un espoir de développement qui n'existe pas ailleurs. La matière première existe. C'est la poubelle. On recycle tout. Il s'agissait d'introduire les infrastructures dans un monde de parias. L'eau, l'électricité, le logement, puis l'église, la mosquée, les soins de santé primaires, mais surtout du travail pour les femmes, de quoi les libérer de l'esclavage familial. La broderie, le patchwork, la vannerie. Elles font des merveilles. Elles gagnent un peu d'argent, de quoi acquérir quelque dignité. L'homme n'ose plus les battre. Elles contrôlent mieux leur fécondité. Il leur faudra encore longtemps pour imposer le respect de leur corps.

Mais surgit le problème. Comment écouler ces pauvres produits artisanaux dans ce monde où la concurrence est devenue si globale, où les médias internationalisés vantent les produits des pays développés ? C'est dans les pays les plus pauvres que l'on accorde le plus d'importance aux apparences de la richesse. Bijoux, Rolls-Royce, luxe insultant. Tout le luxe du Nord est porté par les riches du Sud. Le Nord qui craint de ne pas trouver de débouchés rémunérateurs à la mesure de sa capacité de production envahit les marchés du Sud. C'est indécent.

Ce siècle a vu beaucoup de changements. Un des plus spectaculaires est l'émergence des femmes dans tous les domaines et la revendication de leur droit à l'égalité. Mais tous les autres changements sociaux vont à l'encontre de ce besoin de justice. L'explosion démographique due aux progrès des soins de santé primaires : il faut contrôler les naissances ; la Banque Mondiale en donne l'ordre. En Chine, on impose une politique musclée : un seul enfant par famille est autorisé à vivre. Les moyens d'y arriver ne seront pas criminalisés : on tuera donc les filles. L'informatisation : les laissés-pour-compte de cette « bonne nouvelle » sont les chômeurs, et parmi les chômeurs les femmes sont

Incertaine Planète

les plus touchées. Ce travail qui leur rend la dignité leur est contesté. Les hommes au nom de la religion se liguent pour ramener les femmes à la maison. Qu'elles y travaillent, comme des ânes ! On leur contestera jusqu'à la disposition de leur propre corps. L'union sacrée de l'Eglise catholique et des barbus de l'Islam est le scandale des dernières conférences mondiales. Les privilégiées de ce monde nouveau qui voudrait retrouver le bon vieux temps seront encore les femmes riches, les héritières.

Plus que jamais, les valeurs paternalistes semblent devenir indéracinables. On les retrouvera maîtresses à tous les niveaux ; dans les milieux développés comme dans les milieux sous-développés, dans les hautes instances religieuses comme dans toutes celles qui décident de la globalisation du monde. Et pourtant, on se rend de plus en plus compte que les choix de notre société la mènent à sa perte : la course aux armements, les guerres qui ont un si bel avenir, le libéralisme économique sauvage qui accroît la richesse des riches en étouffant les pauvres et parmi les plus pauvres, les femmes. Il manque à notre société un certain respect de la vie et des femmes, donneuses de vie.

M. JACQUES FORSTER : Au niveau international, quand on parle de laissés-pour-compte de la globalisation, on pense bien sûr aux pays en développement, également appelés pays du Tiers-Monde. Ce dernier concept a-t-il toujours un sens ? On peut lire parfois que le Tiers-Monde n'existe plus, du fait de l'évolution des trente ou quarante dernières années. Pour répondre à cette question, qui se trouve au cœur du débat international, il faut se rappeler l'origine du terme lui-même. Il ne désigne pas, comme on le croit souvent, un troisième monde, non aligné, qui se situerait entre monde capitaliste et monde communiste. L'auteur de l'expression, le démographe Alfred Sauvy, l'a créée par analogie avec celle de Tiers Etat. En 1789, l'abbé Sieyès a publié un pamphlet célèbre : « Qu'est-ce que le Tiers Etat ? — Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent ? — Rien. Que veut-il devenir ? — Quelque chose. » Il s'agit exactement de cela. Quand on parlait du Tiers-Monde, on désignait cette majorité de la population mondiale, dont le poids relatif croissait sans cesse, qui ne participait ni à l'ordre politique mondial, ni à la richesse mondiale, et qui aspirait à devenir quelque chose.

Le Tiers-Monde, ainsi défini, existe-t-il toujours dans le processus actuel de globalisation ? Ma réponse est oui. Mais il faut apporter un correctif à ce oui : le Tiers-Monde n'est plus celui que nous avons en tête à l'époque de la

Incertaine Planète

décolonisation ou en 1945. Il faut relever, aujourd'hui, la grande hétérogénéité des pays inclus sous cette appellation. On pouvait, p.143 à une certaine époque, les caractériser comme un groupe de pays ayant des intérêts communs à défendre dans les grands débats internationaux, notamment en matière économique. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Je ne pense pas que dans des négociations internationales comme l'Uruguay Round, la Corée du Sud ait beaucoup d'intérêts communs avec, par exemple, le Mali ou le Burkina-Faso. Le Tiers-Monde existe, mais il n'est plus le même qu'en 1950 ou 1960. Aujourd'hui, je dirais que le noyau dur des pays qui ne participent pas aux bénéfices de la globalisation correspond au groupe des pays à faible revenu, également appelés pays les moins avancés. On en compte quarante à cinquante. A la fin du mois aura lieu, à New York, une conférence consacrée à ces pays, qui représentent véritablement le Tiers-Monde, et qui sont de plus en plus marginalisés, au niveau international, par le processus de globalisation.

La question des pays anciennement communistes n'a pas encore été mentionnée dans cette discussion. L'OCDE a examiné la situation des pays dits *en transition*, et les a classés en deux catégories. On distingue ceux qui sont en transition, *stricto sensu*, de ceux qui sont à la fois en transition et en développement. En Europe ex-communiste, on considère qu'il y a maintenant un pays en développement, l'Albanie. En ex-URSS, on ne compte pas moins de huit républiques en développement — sur un total de quinze. Il s'agit des cinq républiques d'Asie centrale et des trois républiques du Caucase. Dans un pays comme la Russie, qui n'est pas considéré comme pays en développement, des études de l'UNICEF montrent que le coût social de la transition est effrayant. Tous les indicateurs sociaux se sont effondrés. Si on regarde les statistiques démographiques, par exemple, on constate une augmentation de la mortalité générale. A part les cas de guerre, cela est rarissime. L'espérance de vie à la naissance a diminué de deux ans depuis 1989. Cette mortalité accrue est due à la surmortalité des hommes entre 20 et 40 ans, elle-même liée à des phénomènes comme la violence, la criminalité, l'alcoolisme, etc. Ce n'est là que l'un des indices d'une dégradation considérable de la situation dans ces pays. Tout le monde est touché : personnes âgées, familles monoparentales, minorités, groupes marginaux, jeunes, etc. La transition a livré ces pays à un vide institutionnel croissant — manque de contrôle social, érosion, voire disparition du rôle régulateur de l'Etat.

Incertaine Planète

On se trouve donc aujourd'hui dans une situation complexe. On ne peut plus se contenter d'opposer un monde dit développé à un monde dit en développement. Toutes les sociétés de la planète, y compris celles du Nord industriel, sont en développement, ont des problèmes de transition ou d'ajustement structurel. A l'intérieur des pays eux-mêmes, on constate que les déterminants de la marginalisation et de la vulnérabilité de certains groupes sociaux sont d'abord économiques. Ce sont des gens qui n'ont pas accès aux facteurs de production, à la terre ou au capital, et qui ^{p.144} ne peuvent, par exemple, pas obtenir de crédits bancaires. Sur le plan social, ils n'ont pas accès à certains services de base, comme la santé ou l'éducation. Sur le plan politique, ils n'ont pas accès au pouvoir. Le mécanisme de l'exclusion peut se décrire comme un cercle vicieux. Le fait de n'avoir pas eu accès à l'éducation ferme l'accès à un revenu ; n'avoir pas eu accès à la politique empêche d'exercer une influence en vue d'être admis aux services de base, etc.

Que faire ? Au niveau des groupes sociaux défavorisés, que ce soit dans les pays en développement ou dans le monde industrialisé, il faut essayer de favoriser la reconnaissance sociale et l'accès au pouvoir des laissés-pour-compte. Le terme *empowerment* est très à la mode dans les milieux de la coopération internationale. *To empower* signifie « donner le pouvoir » : *empowerment* serait le fait, l'acte consistant à donner le pouvoir. Les groupes marginaux n'ont en fin de compte pas de meilleurs avocats qu'eux-mêmes. Les choses pourront changer si on travaille à leur donner la parole, à leur procurer les outils qui leur permettront d'accéder au pouvoir. La coopération internationale peut aller dans cette direction — et je crois qu'elle le fait — en agissant à la base, en encourageant la participation des groupes marginaux, en particulier celle des femmes.

Mais l'empowerment ne concerne pas seulement les groupes marginaux. Il peut s'appliquer aux Etats et aux gouvernements. J'en reviens aux pays en développement. Dans la grande vague actuelle de libéralisme, on a tendance à croire que moins il y aura d'Etat, mieux ce sera. Il est vrai que l'Etat a parfois cherché, dans les pays en développement, à assumer des rôles qui le dépassaient complètement, et que cela a souvent été un facteur de blocage du développement économique et social. Mais la résolution du problème réside dans l'amélioration du rôle de l'Etat, plutôt que dans sa diminution. L'Etat doit devenir plus capable, plus compétent, plus efficace. Edouard Saouma s'est

Incertaine Planète

montré extrêmement critique à l'égard du rôle de l'Uruguay Round. Je ne serai pas aussi négatif. Il faut distinguer ses effets sur diverses catégories de pays. Un fait me paraît certain. Si un certain nombre d'Etats n'ont pas grand profit à attendre de l'Uruguay Round, c'est parce qu'ils n'ont guère eu la possibilité de participer à la négociation. Pour les observateurs, le fait était patent : certains pays envoyaient des délégations comprenant des dizaines de membres, auxquels ils pouvaient adjoindre à tout moment dix spécialistes sur tel ou tel point précis, alors qu'un pays comme le Bangladesh, qui a un poids démographique évident, n'était représenté que par une seule personne. Le Bangladesh était le porte-parole du groupe des pays les moins avancés. Par rapport à ceux qu'il représentait, il faisait figure de pays fortuné, puisqu'un certain nombre de ces derniers n'avaient tout simplement aucun délégué aux négociations. Le problème de l'empowerment consiste p.145 à élaborer les mécanismes qui permettront d'accroître la participation de ces Etats aux négociations internationales.

Que peuvent faire les puissances industrielles ? L'aide au développement se trouve aujourd'hui dans une situation extrêmement difficile. Ses charges ne cessent de croître. Son champ d'action géographique augmente sans cesse — du fait notamment des besoins en aide financière et en coopération technique des économies en transition. Il y a plus de « clients » que naguère. Il y a aussi plus de tâches. L'aide était chargée jadis de promouvoir le développement économique et social. Elle doit maintenant s'occuper de problèmes d'environnement, de développement politique, de défense des droits de l'homme. On se demande même dans quelle mesure les opérations de maintien de la paix des Nations Unies devraient être financées par l'aide au développement. Le champ de cette dernière s'étend donc considérablement. Et cela arrive au moment où ses ressources diminuent.

Comment sortir de cette impasse ? Une voie a été récemment esquissée, au cours de discussions à l'OCDE. L'idée était de cesser de considérer l'aide au développement comme un domaine isolé dans l'ensemble de nos relations avec les pays en développement, et de traiter ces dernières comme un tout, incluant aussi bien la politique commerciale que les droits de l'homme, la politique des migrations ou celle de l'environnement, en cherchant à faire en sorte qu'il n'y ait plus de contradictions entre ces différents secteurs. Ainsi, les rares ressources disponibles pourront être mieux utilisées, et contribueront peut-être à donner

Incertaine Planète

un meilleur accès au pouvoir aux groupes sociaux défavorisés des pays en développement, ainsi qu'aux gouvernements des pays les plus pauvres.

M. JUSTIN THORENS : On nous parle beaucoup d'un nouvel ordre mondial. Je n'y crois pas. Au cours de l'histoire, un tel ordre n'a jamais existé. Si l'on prend le mot *ordre* dans un sens moral, il ne peut s'agir que d'un espoir, d'un devenir possible. Ce serait quelque chose de différent de tout ce qui a existé jusqu'à aujourd'hui. La misère actuelle est effroyable. Elle est certainement plus grande qu'auparavant par le nombre, parce que la population a augmenté. Mais je ne suis pas convaincu qu'elle soit plus grande en termes absolus. Je ne pense pas que les Noirs que l'on importait comme du bétail en Amérique aient vécu dans une misère moins terrible que la misère actuelle. Lorsque les Européens sont arrivés en Amérique, je n'ai pas l'impression qu'ils ont apporté l'espoir aux populations précolombiennes — que ce soit de manière volontaire ou non. Il y a quelques années, Edgar Pisani avait donné un exemple choquant, qui est resté dans ma mémoire : pensez, disait-il, que le progrès peut avoir des effets totalement négatifs, même quand il est réel. Il évoquait à ce propos le vaccin humain. Grâce au ^{p.146} vaccin, rappelait-il, tous les enfants vivent, même parmi les peuples les plus pauvres ; autrefois, il fallait mettre dix enfants au monde pour que trois ou quatre survivent ; aujourd'hui, grâce au vaccin, ils sont huit ou neuf. Mais ils meurent de faim. Un progrès, même indiscutable, peut se retourner contre l'humanité.

On vient de dire que dans les pays du Tiers-Monde, l'usage veut que les gens riches achètent les biens les plus luxueux. Les pays développés sont pratiquement tous d'origine européenne ; ils constituent partout le modèle dominant. Même s'ils ne le veulent pas, cela pèse d'une manière ou d'une autre sur les autres pays, et y influence les comportements. Même avec la meilleure volonté du monde, on peut détruire une culture. Cela me paraît fondamental.

J'aimerais demander aux participants à cet entretien comment ils expliquent le fait que certains pays du Tiers-Monde — au sens où on l'entendait naguère — en particulier de l'Extrême-Orient, s'en soient sortis. Une partie de la population de la Corée du Sud ou de la Thaïlande vit certes dans une misère profonde. Mais cela n'empêche pas qu'on assiste dans ces pays à un développement considérable, qui n'a pas eu lieu ailleurs. Comment explique-t-on cela ?

Incertaine Planète

M. JACQUES FORSTER : La réussite des « dragons » d'Asie, Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong, a passionné les économistes du développement. En Corée du Sud, par exemple, la croissance rapide s'est accompagnée d'une réduction des inégalités. Si l'on reprend les indicateurs que donnait Paul Bairoch, on se rend compte que l'inégalité relative, dans ces pays, a tendance à décroître, alors que dans d'autres pays en développement, comme le Brésil, la croissance rapide s'est accompagnée d'un renforcement des inégalités. L'explication de ce phénomène est complexe. Elle repose sur plusieurs facteurs.

D'abord, il y a le fait que la Corée du Sud, après la guerre civile (1950-1953), avait déjà un taux de scolarisation primaire et secondaire à peu de chose près comparable à celui des pays industriels. Ce pays a toujours beaucoup investi dans les ressources humaines. Je crois que cela constitue un facteur essentiel dans son démarrage économique. Ensuite, il y a un fait que l'on a tendance aujourd'hui à critiquer : l'aide économique. Il est évident qu'il y a beaucoup à dire sur ses effets, et qu'ils ont parfois été négatifs. Mais à côté des échecs on trouve des cas où elle a été bien utilisée, et a abouti à des réussites. Il ne faut pas oublier que la Corée du Sud, comme Taïwan, a été l'un des premiers pays à recevoir une aide massive de la part des Etats-Unis, dès le début des années 1950. Ces ressources ont été bien utilisées, et ont sans doute été un moteur de la croissance.

p.147 Beaucoup d'autres facteurs explicatifs pourraient être évoqués. On a beaucoup parlé, entre autres, de la culture et de l'influence du confucianisme. Je tiens à mentionner un autre aspect du phénomène. Il s'agit de la subtilité de la politique économique des autorités coréennes. On a souvent attribué la réussite sud-coréenne aux vertus du libéralisme économique. C'est faux. La Corée offre un exemple de croissance économique dans laquelle l'Etat a été omniprésent, de manière intelligente et stimulante. Il y aurait bien sûr beaucoup de choses à dire sur le développement politique et les droits de l'homme. Le bilan, sur ce chapitre, n'est certainement pas aussi positif. Mais il faut reconnaître qu'en matière économique, l'Etat coréen a su à la fois ne pas chercher à tout contrôler, et fournir ici et là les incitations décisives. Si l'on veut étudier un exemple d'intervention intelligente de l'Etat dans le développement économique, le cas de la Corée du Sud est particulièrement intéressant.

Les économistes, quand ils parlent de modèles de développement industriel,

Incertaine Planète

opposent souvent la stratégie dite de substitution des importations à la stratégie dite de promotion des importations. Ces modèles n'existent nulle part à l'état pur. La Corée a conduit un mélange extrêmement flexible des deux politiques. Le marché intérieur a servi de base pour le développement des marchés extérieurs, dans le cadre d'un protectionnisme souple et évolutif.

Ces quelques éléments d'explications valent pour la Corée du Sud. Si nous prenions les cas de Hong-Kong ou Singapour, d'autres facteurs devraient être mis en lumière. Mais l'exemple coréen est sans doute le plus intéressant pour les pays en développement.

M. PAUL BAIROCH : J'aimerais ajouter deux points. Un élément positif joue aussi bien en faveur de la Corée que de Taïwan. Leur niveau de production agricole, au début des années 1950, était déjà élevé. D'autre part, ces pays ont eu un accès facile au marché des pays développés et ont pu exporter leurs produits. De ce fait, l'option des « dragons » ne peut guère être étendue par extrapolation à l'ensemble des pays du Tiers-Monde, car si ces derniers se mettaient à exporter un aussi grand nombre d'articles manufacturés par habitant, le marché des pays développés n'y suffirait pas. Nous devrions arrêter totalement notre production, et nous contenter de consommer les produits en provenance du Tiers-Monde. Les pays développés ne sont pas prêts à faire cela, pour des raisons qui me semblent justifiées. J'ajoute qu'en Corée aussi bien qu'à Taïwan, la colonisation japonaise a contribué au démarrage industriel. Les Japonais y ont ouvert, par exemple, la plus grande usine d'engrais artificiels d'Asie.

M. EDOUARD SAOUMA : p.148 Il existe un petit « dragon » en Afrique. C'est l'île Maurice. Son succès tient à plusieurs facteurs, parmi lesquels l'éducation et la formation occupent une place importante. Leur niveau est très élevé. Le pays est bilingue — anglophone et francophone. Un autre facteur important est la présence d'une population indienne, venue essentiellement de Bombay. Le Premier Ministre est par tradition Indien. Cette population se montre très active. Par rapport aux autres pays africains, le cas de l'île Maurice constitue un exemple qu'on souhaiterait voir imiter.

M. JEAN-MARC FERRY : Ma question s'adresse à Edouard Saouma, ainsi qu'à

Incertaine Planète

tous les autres orateurs. La situation internationale qui nous a été décrite par M. Saouma se caractérise par une disparité croissante entre les développements du Nord et du Sud, et par la menace que la misère du Sud fait peser sur l'équilibre du monde et la prospérité du Nord. Face à cette situation, je me demande quelles pourraient être les mesures *politiques* — j'insiste sur ce mot — à mettre en œuvre, ou du moins les idées politiques qui pourraient pénétrer les opinions publiques, en particulier dans les nations développées. M. Saouma a terminé son exposé par des considérations sur l'égoïsme et le matérialisme des sociétés riches — égoïsme et matérialisme qui affectent les politiques des Etats, mais aussi les comportements individuels. Cet aspect moral est évidemment fondamental. Il est possible que rien n'arrive sans un sursaut éthique de grande ampleur, sans un progrès dans la conscience morale, qui parviendrait à promouvoir une éthique universelle de solidarité et de responsabilité.

Je souhaiterais néanmoins que nous passions sur le terrain d'une réflexion sur les solutions proprement politiques. Cela devrait permettre d'envisager d'autres formules que les palliatifs conventionnels, très imparfaits et très insatisfaisants, qui font essentiellement appel à l'aide et au don, c'est-à-dire à des catégories largement humanitaires. Dans son bel exposé, Jean-Paul Fitoussi a fait allusion à la possibilité de développer une institution qui existe déjà, à savoir les « droits de tirage spéciaux ». Ceux-ci sont une quasi-monnaie, destinée à alimenter l'importation du Sud. Ils sont une monnaie d'importation, et rempliraient une fonction évidente, si les prêts du Fonds Monétaire International n'étaient assortis — je ne crois pas trahir la pensée de M. Fitoussi — de conditions draconiennes de redressement et de discipline, qui étranglent les bénéficiaires de prêts spéciaux plutôt qu'elles ne facilitent la lutte contre le cercle vicieux du sous-développement. Ne pensez-vous pas, de manière plus systématique, que le problème tient dans le fait que l'« ordre » international, réglé par le droit international général et dominé par des instances comme le FMI, la Banque Mondiale, le GATT ou le G7, est ^{p.149} fondamentalement conçu sur le modèle de l'Etat libéral (que je dirais *contributiviste*), plutôt que sur le modèle plus solidariste qui vaut toujours dans les Etats sociaux des pays ouest-européens (que je dirais *redistributif*) ? Il s'agirait alors de trouver une réponse politique, supposant la mise en place de mécanismes redistributifs au niveau mondial. Il ne s'agirait plus de morale, mais véritablement de politique. Une telle formule s'accompagnerait sans doute de l'instauration d'une monnaie

Incertaine Planète

internationale distincte des monnaies dominantes. Elle supposerait une philosophie de la redistribution différente de celle qui, sous l'influence des doctrines monétaristes, inspire le FMI, la Banque Mondiale et l'ensemble des institutions qui visent à instaurer un gouvernement économique des créanciers sur les débiteurs. Qu'en pensez-vous ? Au-delà des recours conventionnels à l'aide et au don, seriez-vous partisan de la mise en place d'un mécanisme redistributif au niveau mondial ?

M. EDOUARD SAOUMA : Votre idée est utopique. Les gouvernements pensent toujours à court terme. Ils n'ont en vue que leur réélection. Regardez les pays de l'Union Européenne. Ils ont la plus grande peine à créer une monnaie unique, à harmoniser leurs législations et leurs politiques commerciales. Comment voulez-vous que l'on parvienne, à l'échelle mondiale, à s'entendre sur une même politique et un même système économique ? Le GATT ou l'OMS éprouvent des difficultés énormes. On est actuellement en train de démanteler le système de l'ONU. Deux ans après mon départ de la FAO, je constate qu'on demande aux Nations Unies de mener des opérations de paix et de lutter contre le terrorisme, le crime ou la drogue. Pas un mot sur l'engagement multilatéral de l'institution en faveur du développement économique et social. Il n'y a plus d'argent pour cela. Les restrictions budgétaires sont excessives. La contribution des Etats-Unis, qui sont les maîtres du monde et qui guident les décisions des autres Etats, a diminué de 20 %. Ils ne versent plus que douze milliards de dollars, dont 5,1 sont intouchables, parce que consacrés à Israël et à l'Egypte. Le *State Department* ne parvient pas à nommer de nouveaux ambassadeurs. Il est question que les Etats-Unis quittent l'ONUDI, la CNUCED, le BIT. Ils abandonnent tout ce qui est multilatéral et global. A cela s'ajoute que la situation financière des Nations Unies elles-mêmes est désastreuse. Le Secrétaire général a rappelé que les contributions non perçues s'élèvent à deux milliards et demi de dollars, et que la dette des seuls Etats-Unis est de 1,2 milliard de dollars. Le Congrès refuse de voter le crédit. Les pays occidentaux, à juste titre, refusent de payer la facture des Etats-Unis. A la FAO, il n'est même plus possible de budgétiser une croissance zéro. Il faut couper dans les dépenses. Nous assistons aujourd'hui à la déconfiture du système des Nations Unies. Il est menacé de toutes parts. La Russie n'a plus d'argent pour ^{p.150} payer sa contribution. Il est impossible, à l'heure actuelle, d'avoir le moindre projet à l'échelle mondiale.

Incertaine Planète

M. BRONISLAW BACZKO : Nous nous trouvons confrontés aux tendances lourdes. Face aux questions de la démographie ou de l'inégalité entre pays développés et pays sous-développés, il semble que les réponses que l'on propose se situent au niveau de la conscience morale, et dénoncent l'égoïsme régnant. Mais je sais par ailleurs que la conscience morale évolue dans la longue durée, alors que ces tendances lourdes agissent dans un temps court. Le processus annoncé d'aggravation des inégalités et de progression de la pauvreté absolue est-il encore maîtrisable, dans un avenir prévisible de vingt ans, avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui ? Puisqu'il semble que ces tendances lourdes ne frappent pas de la même manière tous les pays, nous devrions logiquement être capables, dès aujourd'hui, de prévoir qu'un certain nombre de régions sont condamnées à s'enfoncer dans le marasme. Si tel est le cas, il faudrait le dire ouvertement et franchement. N'est-ce pas la situation de l'Afrique saharienne ? D'autres régions sont-elles également condamnées, et si oui, quelles sont-elles ? Quelles que soient les bonnes paroles dont on se berce, il serait bon qu'on se prépare à affronter des situations brutales de manière brutale.

M. PAUL BAIROCH : Théoriquement, il serait possible de maîtriser les tendances lourdes, si les pays développés le voulaient. L'écart entre pays riches et pays pauvres est si grand que si nous donnons peu, cela représente beaucoup pour ceux qui reçoivent. Il existe donc une possibilité théorique d'agir, non sur cinq ans, mais sur trente — les économistes font maintenant des prévisions pour 2025. Cela dit, il est clair que certains pays sont extrêmement mal en point. L'Afrique noire est un continent à la dérive. Tout récemment, néanmoins, des études ont montré que la baisse de la fécondité, depuis 1990, y a été plus importante qu'on ne le supposait. Ma réponse est donc un « oui, si... », dans lequel le conditionnel pèse très lourd : il faudrait que nous consacrons 1 à 2 % de nos ressources au développement pour que les choses changent. Il faudrait également que les pays eux-mêmes usent au mieux de leurs propres ressources et des aides qu'ils reçoivent. De surcroît, toute amélioration doit passer par une baisse sensible du niveau de fécondité. Une croissance de la population de 2,5 %, pendant les trente prochaines années, multiplierait les difficultés.

Incertaine Planète

M. JACQUES FORSTER : Je ne pense pas qu'on puisse admettre que certaines régions sont condamnées. Il est vrai que certains pays, notamment en Afrique subsaharienne, se trouvent dans des ^{p.151} situations graves. Mais on ne peut pas se contenter de les abandonner à leur sort. Les Etats-Unis l'ont fait, à l'époque où ils commençaient à aider certains pays. Ils menaient la politique du triage, selon laquelle l'aide devait être accordée exclusivement aux pays qui avaient des chances de s'en sortir rapidement. Nous n'avons pas à choisir entre aide et abandon. Les régions les plus marginalisées demeurent en relation étroite avec le reste du monde. L'effet de ces échanges économiques n'est pas neutre. On parle par exemple de libéralisme économique. On encourage les pays en développement, Afrique incluse, à participer au commerce mondial. Mais pendant ce temps, l'Union Européenne continue de déverser de la viande congelée en Afrique occidentale, à des prix fortement subventionnés. Elle condamne ainsi les exportations de viande d'un pays comme le Burkina-Faso, qui d'après les critères économiques du libéralisme, présente des avantages comparatifs non négligeables pour produire et exporter de la viande. Il y a là un cas d'intervention négative. Ce n'est bien sûr qu'un exemple. Il y en a d'autres. Le trafic des armes prend en Afrique des proportions hallucinantes. La kalachnikov s'y achète au prix de six dollars américains — ce qui en dit long sur l'étendue de l'offre. Les interventions négatives, en Afrique, sont innombrables.

Je n'admets pas qu'on puisse dire de ces pays qu'ils sont dans une situation désespérée et qu'ils ne s'en sortiront pas. J'ai eu l'occasion de visiter des pays du Sahel dans lesquels les paysans avaient été frappés, successivement ou simultanément, par la sécheresse, par des politiques de prix agricoles délirantes, par la guerre, etc. Leur situation était apparemment sans issue. Pourtant, dès l'instant où les conditions générales se sont améliorées, ils sont parvenus à réagir et à remonter la pente. J'ai été frappé de voir comment des pays d'Afrique subsaharienne comme le Zaïre, frappés par une crise profonde, sont parvenus à mettre au point des stratégies de survie. Le secteur informel, qui y fait vivre plus de la moitié de la population, a fait preuve d'un courage et d'une capacité d'innovation extraordinaires. Je ne suis pas pessimiste. Je pense que la population africaine dispose de ressources extraordinaires, que sa capacité d'invention et son esprit d'entreprise sont exceptionnels. Dès le moment où les conditions générales s'amélioreront, ces ressources leur permettront d'arriver rapidement à des résultats. La responsabilité du monde

Incertaine Planète

industriel, dans ce contexte, consiste à voir ce qu'il est possible de faire pour que les conditions générales s'améliorent. Nous rejoignons ici tout ce que nous avons dit sur le commerce international, la sécurité, les armes, etc.

Mme FAWZIA ASSAAD : Je partage cet optimisme, parce que j'observe de près les mouvements féministes. Je fais partie, par mon mariage, de ceux qui ont distribué des vaccins et amélioré les soins de santé primaires. On les a souvent accusés de favoriser la ^{p.152} surpopulation. Les gens de l'OMS à qui l'on adressait ce reproche répondaient qu'au lieu d'avoir dix enfants pour que deux survivent, les familles allaient simplement en avoir deux. Le problème, dans ces conditions, est de savoir à qui revient la maîtrise du corps de la femme. Celle-ci, en général, ne la possède pas. Toutes les religions se liguent pour soumettre les femmes à leurs lois patriarcales. Pendant les dernières grandes conférences, les militantes ont revendiqué cette maîtrise, qui doit leur revenir. Il faut qu'on entende leur cri, et qu'on le fasse résonner. Les femmes qui ont trop d'enfants, dans le Tiers-Monde, se battent contre l'homme, au sein même de la famille. C'est une question d'éducation. Il faudrait de l'argent pour favoriser une meilleure formation des individus. Si l'on donnait l'argent de la guerre au développement, et à celui des femmes en particulier, de nombreux problèmes actuels seraient en voie de résolution.

Mme FARIDEH MACHAYECK : Je suis consultante en planification de l'éducation, et viens d'un pays en développement. Ces Rencontres sont intitulées *Incertaine Planète*. D'où vient l'incertitude ? Les pays en développement, qui constituent l'immense majorité de la population mondiale, luttent en permanence pour la survie. Ne serait-il pas souhaitable que les pays développés, qui servent de modèles aux autres, prennent le temps de se livrer à une autoévaluation, de se regarder en face, et de se demander si l'incertitude ambiante vient seulement du Tiers-Monde ? Alors que se multiplient les acquis technologiques, ne devrait-on pas se demander ce qu'on a perdu en route ? Peut-être un projet pour le XXI^e siècle pourrait-il émerger d'une telle réflexion.

M. MARK HUNYADI : Je crois qu'on ne peut pas ne pas avoir été frappé par le ton extrêmement désabusé, dépité, voire résigné d'Edouard Saouma. J'aimerais savoir quelle politique lui semblerait indiquée, compte tenu de son expérience à

Incertaine Planète

la FAO, pour démocratiser les institutions internationales, ou plutôt pour les décartelliser. Existe-t-il des solutions, ou sommes-nous condamnés à nous en remettre à un hypothétique développement de la conscience morale ?

M. EDOUARD SAOUMA : Dans ces institutions siègent des délégués des gouvernements des pays membres. Or les gouvernements s'intéressent au court terme, alors que les problèmes dont nous parlons relèvent du long terme. Les tribunes des divers organismes des Nations Unies sont censées être démocratiques — une voix, un pays. En fait, la loi de la jungle règne. On a interprété les constitutions et règlements de ces institutions de manière restrictive. Les décisions se prennent sur la base du consensus, alors que les textes demandent qu'elles soient p.153 soumises à la règle de la majorité simple ou de la majorité des deux tiers. Le mot *consensus* signifie que si un seul des pays importants n'est pas d'accord, il n'y a pas consensus ; mais si le Lesotho ou le Malawi n'est pas d'accord, il y a quand même consensus. Sur le budget, sur toute question politique, il faut le consensus. C'est pourquoi le système ne fonctionne plus de manière démocratique. Les Nations Unies ont fini par ressembler à la Banque Mondiale. Le groupe des pays dit non alignés, prenant appui sur l'Union soviétique et ses amis, essayait naguère de faire contrepoids au groupe des pays développés. Aujourd'hui, l'équilibre est rompu. C'est pourquoi je dirais qu'il est impossible d'apporter des améliorations au sein des institutions multilatérales.

J'ai vu une étude récente de la Banque Mondiale, qui se demande, pour la première fois, comment on pourrait annuler la dette des pays les plus pauvres. La même Banque Mondiale vient de publier le montant de ses bénéfiques pour cette année. Ils se montent à 1,3 milliard de dollars. Si les propositions de l'étude qu'elle vient de financer étaient, par miracle, acceptées par les pays développés, je pense que ce serait une bonne chose d'annuler les dettes multilatérales de la Banque Mondiale contractées par les pays les plus pauvres. Le Club de Paris, qui gère les autres dettes, devrait en annuler davantage encore. Valéry Giscard d'Estaing avait proposé, à la Conférence sur le désarmement des Nations Unies, de taxer les exportations d'armes. C'est une utopie. Une taxe sur les transactions d'échange, proposition souvent citée, en est une autre. De même la taxe sur les carburants, qui pourrait être affectée à l'écodéveloppement. De même encore la taxe sur les grosses fortunes — la

Incertaine Planète

revue *Fortune* signale aujourd'hui que 358 personnes, dans le monde, détiendraient 760 milliards de dollars. Il ne faut pas plus compter sur les investissements des pays riches dans les pays africains, ou sur les transferts de technologie. Tout cela est du vent. En pratique, seul compte le commerce. Il faudrait, à mon sens, que les pays riches diminuent leur consommation. La télévision vous fait acheter des objets inutiles. Vous mangez trop de viande. Il y a beaucoup de choses à faire. Mais la volonté politique manque. J'ai souffert pendant des années de cette situation, et je crains qu'à moins d'un miracle on ne puisse changer la nature humaine. L'histoire de l'humanité a commencé par le meurtre d'Abel par Caïn. Ils étaient deux, et il n'y avait déjà pas assez d'espace pour eux ! Rien n'a changé depuis lors.

M. JACQUES FORSTER : En attendant le miracle, je crois que des possibilités d'action existent, et qu'il ne faut pas les sous-estimer. Le Fonds Monétaire et la Banque Mondiale, par exemple, sont certainement des institutions perfectibles. Depuis quinze ans, l'inadaptation de leur politique par rapport à la réalité des pays en développement a été beaucoup critiquée. Ils ont été capables d'assimiler ces ^{p.154} critiques, qui étaient parfois violentes, de mettre en question leur propre action et de modifier leur manière de faire. Ils ont véritablement changé leur politique. Il ne faut bien sûr pas être trop ambitieux. Cela ne se fait pas en un jour et de manière radicale. Mais une politique des petits pas est possible.

Je crois que la conjoncture actuelle est favorable à un changement des rapports de pouvoir existants. Ces institutions, on le sait, ont été créées à Bretton Woods par la volonté des Etats-Unis. Deux pays les ont préparées au cours de négociations bilatérales, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils avaient des conceptions différentes, notamment en ce qui concerne le Fonds Monétaire International. Ce sont les Américains qui ont imposé leurs vues. Aujourd'hui, leur influence au sein de ces organisations décline lentement, mais sûrement. Les journaux parlaient hier des difficultés que rencontre maintenant la Banque Mondiale pour reconstituer ses ressources : le Congrès américain ne veut pas y participer. Combien de temps les Américains conserveront-ils leur droit automatique et non écrit à assurer la présidence de la Banque Mondiale ? J'ai l'impression que nous arrivons au terme de cette période. La mainmise des Etats-Unis sur un certain nombre d'organisations est en passe de prendre fin.

Incertaine Planète

Les cartes sont en cours de redistribution, car les Européens n'acceptent plus de collaborer avec un pays qui ne joue pas le jeu.

Au sein des conseils d'administration du FMI et de la Banque Mondiale, il existe maintenant un groupe de pays qu'on appelle les « *like-minded* » — « ceux qui pensent la même chose ». Il comprend l'ensemble des pays scandinaves, les Pays-Bas, le Canada. Leur conception du rôle que doivent jouer les institutions issues de Bretton Woods n'est pas nécessairement la même que celle du gouvernement des Etats-Unis. Ces pays ont acquis un certain poids. La Suisse, depuis qu'elle y est entrée, pourrait également faire entendre sa voix — et j'ai le sentiment que sa position serait plus proche de celle des Scandinaves que de celle des Américains. Je veux dire par ces mots qu'il existe des éléments dynamiques, et qu'il est temps aujourd'hui de revoir le système des quotas et des droits de vote au sein du FMI. Le système est devenu plus inégalitaire qu'il ne l'était à l'époque de sa création, parce qu'il a été biaisé en faveur des grandes puissances économiques. Il faut le réformer. Il est possible d'agir. Ne baissons pas les bras.

M. X : Il me semble que nous sommes confrontés, depuis la chute du Mur de Berlin, à la mondialisation du capitalisme. Le système capitaliste n'est pas porteur d'un projet de société viable, capable de répondre aux défis écologiques et aux défis éthiques. Le capitalisme est incapable de garantir la dignité humaine. Les Etats-Unis n'arrivent même pas à prendre en charge leurs pauvres. La mondialisation de l'économie aura des effets pervers énormes. L'exclusion est désormais planétaire. ^{p.155} Avec la délocalisation, les pays industriels eux aussi vont être touchés. Nous devons réfléchir à ces problèmes.

Mme MINA BUCHS : Je propose maintenant aux intervenants de présenter en quelques phrases leurs conclusions.

Mme FAWZIA ASSAAD : Je ne sais pas dans quelle mesure le commerce des armes fait partie de la globalisation du marché, mais je sais que beaucoup de gens militent en faveur du désarmement. Les Etats continuent néanmoins de s'armer et de faire des essais nucléaires. Je pense qu'il faudrait rendre évident le fait que la pauvreté est une caisse de résonance, et qu'elle peut devenir une arme plus dangereuse que tous les armements. Il faut convertir l'argent du

Incertaine Planète

commerce des armes à la lutte contre la pauvreté et l'utiliser pour aider les femmes, qui sont à la base de la vie.

M. PAUL BAIROCH : Ma position se situe à mi-chemin entre celle d'Edouard Saouma et celle de Jacques Forster. Je partage le pessimisme du premier, qui oppose le court terme au long terme, le visible à l'invisible. Un gouvernement qui construit une usine qui ne marchera pas est mieux crédité que celui qui augmente d'un pour cent la productivité de l'agriculture — parce que cette augmentation, quoique importante, ne se voit pas. Je pense néanmoins, avec le second, que les choses peuvent évoluer. L'arrivée de Robert McNamara à la tête de la Banque Mondiale a déterminé des changements.

Je crois que deux séries de mesures sont nécessaires. La première doit viser à faciliter la croissance du secteur rural, qui occupe encore 60 % de la population active du Tiers-Monde. La seconde doit viser à mieux orienter les décisions industrielles, et à imposer une baisse significative de la natalité. Une coalition entre les communistes et les religions s'est longtemps opposée à la planification familiale. Les communistes ont disparu, les religions restent. Elles continuent de faire obstacle au contrôle des naissances. Celui-ci est nécessaire pour rétablir un équilibre naturel. Il ne constitue pas une intrusion artificielle dans le monde. L'intrusion artificielle, en fait, c'est la baisse de la mortalité, dont il s'agit ensuite de corriger les effets.

M. JEAN-PIERRE FRAGNIÈRE : J'observe que nous n'avons pris au sérieux la pauvreté, que ce soit au Nord ou au Sud, qu'à partir du moment où elle est devenue dangereuse. A part les solutions techniques qui ont été envisagées, il me semble que nous devrions cultiver l'éthique, la conscience et l'étude, et ne pas attendre la dernière minute avant l'explosion finale, pour chercher et trouver les solutions qui s'imposent.

@

LE SIDA UNE ÉPIDÉMIE DE NOTRE TEMPS ¹

INTRODUCTION

par Daniel Lew
professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Genève

@

p.157 En tant que médecin chef de service de la Division des Maladies infectieuses de l'Hôpital cantonal universitaire de Genève, c'est un plaisir et un honneur pour moi d'introduire Jonathan Mann. Pour ma génération, il est l'homme qui symbolise la lutte globale contre le sida tout en veillant à préserver les droits fondamentaux des patients infectés par le virus de l'immuno-déficiencia humaine (V.I.H.).

La carrière de Jonathan Mann est intimement liée à l'épidémie du sida. Quand il finit ses études de médecine en 1980 et entame une formation en épidémiologie, les premiers cas de sida commencent à intriguer la presse médicale américaine. Sans le savoir, il acquiert les connaissances épidémiologiques qui lui permettront de faire face à cette maladie au Zaïre. C'est ainsi qu'au milieu du continent africain, source du V.I.H. et où une propagation importante par voie hétérosexuelle a lieu, il pourra dévoiler ses talents non seulement comme médecin épidémiologiste, mais aussi comme organisateur et diplomate, réussissant à trouver un langage commun entre les agents locaux de santé publique et les représentants des organisations internationales. Suite à cette mission réussie, il va être bien préparé pour assumer, en 1986, le programme de lutte contre le sida de l'OMS. Avec une modeste infrastructure au départ, il mettra au point une stratégie qui marquera cette organisation internationale pendant plus d'une décennie. Ces années sont critiques car l'épidémie de sida est en train de se propager à travers le monde. Ayant quitté l'OMS, il entame une lutte contre la discrimination des patients V.I.H. En particulier, il sera p.158 responsable de l'organisation impromptue du Congrès mondial du sida d'Amsterdam en 1992, congrès initialement prévu aux Etats-Unis et annulé suite aux protestations des milieux homosexuels contre les règlements

¹ Le 27 septembre 1995.

Incertaine Planète

américains interdisant l'entrée dans ce pays des patients porteurs du virus.

Fin, ambitieux et cultivé, il poursuit ses activités professionnelles dans un nouveau centre (Centre François-Xavier Bagnoud) à Cambridge, Massachusetts, s'occupant de santé internationale, du sida et des droits de l'homme. Pour Jonathan Mann, ces trois éléments sont intimement liés et doivent être analysés d'une manière conjointe. Sa conférence, pleine de passion et d'énergie, résume de manière optimale les vrais défis de la santé qui s'annoncent à l'aube du XXI^e siècle.

@

Incertaine Planète

JONATHAN MANN Directeur — et professeur — du Centre François-Xavier Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme à la *Harvard School of Public Health*. Directeur du Centre international du sida attaché à l'Institut du sida de Harvard, où il enseigne l'épidémiologie et la santé internationale.

Dans le cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève, il a pris l'initiative, en 1986, d'un Programme global sur le sida. Il en a assumé la responsabilité jusqu'en 1990. De 1984 à 1986, il a dirigé de Kinshasa le Projet Sida, projet de recherche impliquant la collaboration active des Centres de contrôle des maladies et de l'Institut national de la Santé aux Etats-Unis, de l'Institut de Médecine tropicale, à Anvers, et du Ministère de la Santé de la République du Zaïre. Avant de travailler dans ce pays, le Dr Mann était épidémiologiste et directeur adjoint du Département de la Santé du Nouveau-Mexique.

Le Dr Mann a obtenu son B.A. (*magna cum laude* en histoire) au Harvard College, son M.D. à la Washington University à Saint-Louis (1974), son M.P.H. à la Harvard School of Public Health (1980). Le Dr Mann est président des « *Doctors of the World* », section américaine de l'organisation humanitaire française Médecins du Monde. Il l'est aussi de la « *Global AIDS Policy Coalition* », organisation indépendante de recherche et d'action. Il a publié *AIDS in the World* (Cambridge, Mass., Harvard, University Press, 1992).

CONFÉRENCE DE JONATHAN MANN

@

p.159 Avec le sida, le phénomène de la mondialisation — déjà bien connu en économie et en communication — a bouleversé le domaine de la santé. L'impact et l'ampleur de la mondialisation de la santé ont été, comme dans ces autres domaines, mal compris et surtout sous-estimés. Les structures sanitaires existantes — du niveau communautaire jusqu'aux instances internationales — et, plus encore, les structures conceptuelles qui exprimaient les « vérités » traditionnelles de la santé se sont trouvées dépassées. La santé publique est donc entrée dans une phase difficile, mais aussi porteuse d'énergie et d'espoir.

Au début, lors de sa découverte en 1981 aux Etats-Unis, le sida n'était pas considéré comme un « sonneur de tocsin ». Certes, l'apparition d'une nouvelle épidémie sollicitait la science, mais

Incertaine Planète

l'histoire récente des « nouvelles maladies » — y compris la « maladie des Légionnaires » et le syndrome du choc toxique — racontait plutôt l'histoire passionnante d'une science triomphale. Face à la nouvelle maladie le public s'attendait à une série de découvertes rapides, aboutissant à un traitement efficace et pourquoi pas à un vaccin s'il le fallait... Et le frisson de danger provoqué par le sida laissa ainsi place à un retour à la complaisance.

p.160 Parallèlement, du côté de la santé publique, la confiance régnait : l'épidémiologie — une fois encore — permettrait de déterminer les facteurs de risque liés au sida, et la machine « santé publique » ferait le reste en attendant les bienfaits du progrès médical et scientifique (traitement et vaccin). Tant du côté de la science que de celui de la médecine et de la santé publique, le défi du présent était perçu au travers de lunettes héritées du passé.

La science européenne et internationale (Anton Tchekhov ne disait-il pas que la science nationale n'existe pas : si c'est national ce n'est pas de la science) réussissant à décortiquer le nouveau syndrome, procédait assez rapidement à l'identification de sa cause — le virus de l'immunodéficience humaine. De son côté, la santé publique avançait à grande allure : le sida semblait être le champ idéal pour une démonstration de la puissance de l'épidémiologie moderne. En effet, bien avant la découverte de l'agent causal, les modes de transmission en avaient été dévoilés, ce qui permit la mise en place des premières interventions préventives. (Ce n'est pas simplement la vitesse de compréhension qui impressionne, mais également le fait qu'aucune de ces premières découvertes n'ait été démentie depuis : l'épidémiologie s'est montrée forte, capable et fiable.)

Incertaine Planète

Cependant, pour employer une métaphore chère aux épidémiologistes, on ne percevait alors que la pointe de l'iceberg. Au lieu d'une course rapide vers la maîtrise du nouveau problème par l'application des techniques et approches conceptuelles déjà existantes, l'histoire du sida au cours de la décennie passée est un chemin de découvertes difficiles et successives. Ce chemin nous a menés, d'une façon totalement inattendue, au seuil d'une nouvelle ère de la santé.

C'est l'histoire de la confrontation entre la santé publique et deux réalités du monde moderne. La première est l'interdépendance mondiale, l'expression de la mondialisation dans le domaine de la santé, créée par les mouvements — d'une ampleur sans précédent — des personnes, du matériel et des biens, et aussi des idées et des images. La deuxième réalité, c'est la révolution des droits de l'homme, qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est ^{p.161} devenue un mouvement de plus en plus dynamique, complexe et catalyseur. Ces deux thèmes — par l'intermédiaire de la lutte contre le sida — ont secoué le monde de la santé publique. C'est ainsi qu'aujourd'hui la santé reflète les défis de notre temps mais constitue également une locomotive de transformation sociale.

Le phénomène du « mouvement » est emblématique du monde moderne : il est évident quand on considère la pandémie, son évolution à travers le monde, le développement d'une image mondiale de celle-ci et d'une réponse internationale sans précédent.

Considérons d'abord la pandémie, dont la phase internationale a débuté au milieu des années 1970 ; en 1980 nous estimions qu'environ 100.000 personnes dans le monde étaient déjà infectées par le V.I.H. La découverte du sida en 1981 aux Etats-

Incertaine Planète

Unis a été rapidement suivie par son identification en Europe et en Australie. Déjà, en 1982, des Africains venus dans les pays ex-colonisateurs pour se faire soigner ont permis de déceler l'existence du sida sur leur continent. Quand le test sérologique pour détecter les anticorps contre le V.I.H. a été mis sur le marché en 1985, un scénario de découvertes nationales a suivi : à la fin de 1985, soixante-six pays ont déclaré des cas de sida à l'Organisation Mondiale de la Santé, entre trois et quatre millions de personnes étaient peut-être déjà infectées.

Mais c'est depuis 1985 — sous nos yeux — que le sida a connu sa véritable mondialisation. Pendant la décennie 1980, le nombre de personnes infectées s'est multiplié par cent : dix millions de personnes ont été infectées jusqu'en 1990. La courbe cumulative ne cesse de monter : au 1^{er} janvier 1995, nous avons estimé que 26 millions de personnes avaient été infectées, soit 23 millions d'adultes (dont 13 millions d'hommes et 10 millions de femmes) et 3 millions d'enfants. L'intensité de la pandémie est reflétée par l'évaluation pour 1994 : environ 4 millions de personnes ont été nouvellement infectées par le V.I.H. — ce qui correspond à plus de 10.000 nouvelles infections par jour dans le monde. Ainsi, pendant la seule année 1994, davantage de personnes ont été infectées que le nombre cumulatif d'infections pendant toute la période 1976-1985. Cet impact croissant se manifeste encore plus vigoureusement en ^{p.162} ce qui concerne le nombre de personnes ayant déjà développé la maladie du sida. Jusqu'au 1^{er} janvier 1995, le nombre cumulatif de cas de sida dans le monde était de l'ordre de 8,5 millions. En 1994, 1,6 million de personnes infectées ont développé le sida ; le nombre de cas de l'année dépassait celui de toute la décennie 1980.

Incertaine Planète

La répartition géographique des personnes infectées est hétérogène et en pleine évolution. Environ deux tiers se trouvent en Afrique subsaharienne (17 millions). Vient ensuite l'Asie du Sud-Est où le nombre cumulatif de personnes infectées représente aujourd'hui 19 % du total mondial (4,5 millions). L'Asie, peu touchée par l'épidémie jusqu'à la fin des années 1980, comprend maintenant plus de deux fois plus de personnes infectées que tous les pays du monde industrialisé réunis ; l'Amérique ne représente que 5 %, et l'Europe 3 %, du nombre total des personnes infectées par le V.I.H. Nous prévoyons également qu'en 1995, pour la première fois, le nombre de nouvelles infections en Asie pourrait dépasser le nombre de nouvelles infections en Afrique. Au total, aujourd'hui, 92 % des personnes infectées vivent dans le monde en voie de développement.

Quelle sera l'ampleur future de la pandémie ? Avant de vous proposer nos estimations pour l'année 2000, une déclaration prêtée à l'ex-vice-président des Etats-Unis, le célèbre Dan Quayle, mérite d'être citée ; il aurait dit que les prévisions sont extrêmement difficiles, surtout quand il s'agit de l'avenir ! Néanmoins, nous avons estimé qu'au moins 40 millions et au plus 110 millions de personnes pourraient être infectées jusqu'en 2000 ; le chiffre de 70 millions serait peut-être un moyen terme.

Nous avons donc été témoins d'un phénomène de mondialisation de l'épidémie de sida. Etant donné ses modes de transmission (plus de 70 % d'infections transmises par contact hétérosexuel et 15 % par contact homosexuel), il est évident que les migrations — y compris les migrations touristiques — sont à la base du caractère transnational du sida. Mais ce phénomène de mobilité des personnes — qui depuis vingt-cinq ans ne cesse

Incertaine Planète

d'augmenter — a été accompagné par la mondialisation d'images, voire d'idées qui ont accentué la probabilité de transmission du virus. Dans le monde actuel, enveloppé d'une couche de transmissions électroniques, les ^{p.163} images de la sexualité et des autres expressions visuelles et symboliques de la jeunesse et de la « modernité » sont disséminées universellement. Nelson Mandela a dit que partout les personnes très pauvres se ressemblent : peut-être aussi les personnes très riches, et les jeunes. Dans ce climat créé par les médias, les films, les vidéocassettes et la musique, des comportements — qui deviennent « facteurs de risque » en présence d'un agent pathogène transmis par voie sexuelle — peuvent être considérés comme mondialement transmissibles.

Mais le mouvement d'images a également permis le développement d'une image internationale du sida et une prise de conscience sans précédent dans le domaine de la santé. Le public a, partout dans le monde, entendu parler du sida ; dans certaines populations, plus de personnes connaissent cette maladie que le nom de leur président ou de leur premier ministre (pour ne pas parler de leur ministre de la Santé !). De plus, depuis le début, l'image du sida est internationale et le drame de sa dissémination — le progrès inéluctable de la pandémie — fait partie intégrante de la couverture médiatique. Les informations sur le sida passent partout ; il a suffi qu'en 1987, un scientifique brésilien déclare que le sida pourrait être véhiculé par les moustiques, pour que le message soit transmis dans le monde entier ; et quand le MM-1 fut annoncé comme le traitement miracle contre le sida, les chauffeurs de taxi des villes d'Amérique latine et d'Afrique, rapidement au courant, chantèrent aussitôt la fin du danger !

Incertaine Planète

Face à ces phénomènes mondiaux — de la maladie elle-même et de sa médiatisation — quelle a été la réponse aux niveaux mondial et international ? Elle a été sans précédent en termes d'ampleur, de rapidité et d'une perspective résolument mondiale. Mais, de façon paradoxale, ses succès ont fait apparaître si clairement ses insuffisances qu'au cours de l'évolution de la réponse aux niveaux national et international, le paradigme même de la santé publique traditionnelle a été remis en question. D'une façon inattendue, le défi lancé au paradigme traditionnel, le « tremblement de terre » qui l'a bouleversé, et l'émergence du nouveau paradigme ont associé la santé publique à un mouvement dont elle s'était ^{p.164} jusqu'alors peu préoccupée : le mouvement moderne des droits de l'homme.

Revenons à l'histoire de la réponse mondiale donnée au sida. Pendant la période 1981-1984, les organisations internationales concernées par la santé — dont l'OMS était la plus importante — ont peu réagi. Quelques notices dans la *Revue hebdomadaire d'Epidémiologie* et quelques réunions jusqu'en 1985, suite à la première Conférence internationale sur le sida, tenue à Atlanta, aux Etats-Unis. L'OMS a alors convoqué une réunion d'experts qui demandaient l'élaboration d'un programme de lutte contre le sida.

En 1986, j'ai eu l'honneur d'être nommé directeur du Programme sida de l'OMS. Ce programme employait, au début, deux personnes : une secrétaire et moi-même. A ce poste de 1986 à 1990, et ayant ainsi participé au développement de la première stratégie mondiale de lutte contre le sida, je me considère comme bien placé pour rappeler et critiquer les actions de l'OMS — « nos » actions.

La définition d'un problème (de santé ou autre) détermine ce

Incertaine Planète

que l'on fait ensuite à son égard. Face au sida, nous avons développé une approche qui partait de l'évaluation des informations épidémiologiques existantes. Cette façon d'aborder un problème de santé publique était, tout à la fois, typique et l'expression implicite d'une série de suppositions et de concepts portant sur la santé, l'individu et la société.

La santé publique traditionnelle (du moins celle des dernières décennies) considère l'épidémiologie comme sa science de base. Cette méthodologie, dans sa phase descriptive, permet d'appréhender un problème de santé en termes de personnes, de lieux géographiques et de temps. Se basant sur les descriptions, l'épidémiologie entre dans la phase analytique : elle approfondit la compréhension du phénomène en tant que maladie infectieuse en identifiant des modes de transmission. Ensuite, suivant ces voies de dissémination entre les personnes, elle y associe des comportements personnels et les aspects biologiques qui y sont étroitement liés : les « facteurs de risque ». Ces études sont évidemment indispensables, car elles permettent le développement d'interventions rationnelles.

p.165 Le portrait des personnes « à haut risque », pour le sida, a surtout mis en lumière des comportements — liés à la sexualité ou à l'injection de drogues — qui facilitent la transmission du virus. Pour les hétérosexuels, par exemple, la liste des facteurs de risque incluait un nombre élevé de partenaires, la non-utilisation du préservatif et le fait d'avoir un partenaire étant lui-même, ou elle-même, une personne « à haut risque ». La présence d'une autre maladie sexuellement transmissible chez l'un ou l'autre des partenaires fut ensuite identifiée comme un élément facilitant la transmission du V.I.H. et multipliant le risque.

Incertaine Planète

L'épidémiologie — science puissante — menait inévitablement à une définition individualiste de la problématique du sida. La méthodologie n'était ni prête, ni apte à formuler des questions essentielles sur les « facteurs de risque », renforçant ainsi la compréhension de cette maladie comme liée à un problème de comportement individuel. C'est sur cette définition que la stratégie mondiale de lutte contre le sida a été élaborée.

La santé publique traditionnelle, face à un problème conçu en termes de comportement individuel, propose deux formes principales d'intervention. — Il en va d'ailleurs de même tant pour les maladies cardiovasculaires, par exemple, dont les « facteurs de risque » incluent le manque d'exercice, l'obésité et le tabagisme, que pour les accidents, le cancer et les problèmes liés à la reproduction. — Le premier volet insiste sur l'importance de l'information et de l'éducation au sujet de ce problème, des risques qui lui sont associés et des actions préventives. C'est un énorme effort qui va de l'utilisation des médias à l'entretien individuel. Le deuxième volet réside dans la mise en place de services sanitaires ou sociaux et de programmes dont l'objectif est de soutenir ou renforcer la volonté individuelle de suivre les bons conseils.

Cette stratégie de prévention, basée sur des concepts plutôt linéaires et « rationnels » en ce qui concerne la modification des comportements individuels, a ainsi formé la base de la première stratégie mondiale de lutte contre le sida. Nul doute que l'information sur le sida ait été nécessaire, nul doute non plus que de tels programmes puissent fournir à l'individu des services spécifiques ^{p.166} et utiles, tels que l'accès aux préservatifs, le « counselling », et le dépistage volontaire.

A ces deux éléments classiques de la santé publique, nous

Incertaine Planète

avons ajouté un élément innovateur, la troisième partie de la « troïka » de la prévention. Il s'agit de la nécessité d'éviter la discrimination à l'égard des personnes infectées du virus et vivant avec le sida. Car l'expérience vécue dans de nombreux pays a démontré que la coercition et la discrimination à l'égard de ces personnes nuisent à la santé publique dans la mesure où elles éloignent du système sanitaire et social les personnes ayant le plus besoin de soutien dans le domaine de la prévention de la transmission du virus. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la santé publique, des actions visant à protéger les droits de l'homme (le droit à la non-discrimination) de ceux qui sont atteints par un virus ont fait partie intégrante d'une stratégie de lutte contre une maladie transmissible.

L'OMS a catalysé et soutenu le développement de programmes nationaux de lutte contre le sida partout dans le monde. L'application de cette stratégie sur le terrain a revêtu, au moins au niveau gouvernemental, une forme plutôt traditionnelle. Ces programmes ont permis la mise en place de structures capables de fournir l'information, des services sanitaires et sociaux, et une protection contre les formes diverses de discrimination.

Une mobilisation sans précédent dans l'histoire de la santé publique a marqué les années 1986-1990, et un programme national de lutte contre le sida fut lancé dans la quasi-totalité des pays du monde. Cet effort nécessita d'importantes ressources humaines et financières. Entre 1986 et 1993, environ 1,3 milliard de dollars a été affecté à la lutte internationale contre le sida, dont 480 millions destinés aux programmes organisés par les institutions intergouvernementales, notamment l'OMS. Cette somme était comparable au budget d'autres programmes de santé

Incertaine Planète

publique internationale ; comme telle, pour combattre une épidémie mondiale et mortelle, elle était plutôt dérisoire.

Pendant cette période, des programmes pilotes et communautaires basés sur la « troïka » ont connu des résultats très positifs dans le domaine de la prévention.

^{p.167} Néanmoins, aujourd'hui, et depuis plusieurs années déjà, ceux qui travaillent à la prévention du sida reconnaissent que les efforts consentis jusqu'à présent sont à la fois importants et utiles, mais nettement insuffisants pour enrayer la pandémie. L'expansion de la pandémie dépasse largement les efforts engagés contre celle-ci ; l'écart entre la progression de l'épidémie globale et le plafonnement des ressources grandit. Aujourd'hui, les pays industrialisés dépensent cinq fois plus pour les soins que pour la prévention ; chaque année, les sommes dépensées pour les soins médicaux représentent la plus grande partie de toutes les ressources consacrées au sida. Une profonde inégalité caractérise également le niveau des ressources disponibles et dépensées dans les différents pays : moins de 10 % des ressources financières sont dépensées pour la prévention et les soins dans le Tiers-Monde, où se trouvent plus de 90 % des personnes infectées et malades. De plus, des programmes pilotes et communautaires qui ont réussi à abaisser, même provisoirement, le niveau de transmission de la maladie sont souvent débordés et leur maintien n'est pas assuré. De façon paradoxale, les leçons tirées de ces excellents programmes n'ont pas été appliquées ailleurs : les meilleurs programmes ne sont — le plus souvent — ni diffusés, ni appliqués dans d'autres lieux. En résumé, malgré les efforts créatifs et courageux dans des pays et des communautés du monde entier, la lutte contre le sida, conçue à travers une

Incertaine Planète

stratégie mondiale et adaptée aux contextes culturels et sociaux, s'est révélée insuffisante.

Néanmoins, à ce moment critique de l'histoire du sida, deux nouvelles formes d'analyse ont récemment ouvert une nouvelle voie dans la quête d'une issue à l'impasse actuelle. Tout d'abord, une méta-analyse de l'évolution de l'épidémie a dévoilé une tendance, extrêmement puissante, impossible à détecter au cours des premières années. Ensuite, une réflexion sur les raisons profondes de l'insuffisance des programmes existants a complété l'analyse des limites inévitables des actions basées sur le paradigme de la santé publique traditionnelle.

Il est clair que la première phase de l'histoire du sida dans chaque communauté et chaque pays reflète le type de sous-population ^{p.168} dans laquelle le virus s'est introduit. Par exemple, aux Etats-Unis, la première période de l'épidémie a été dominée par l'infection qui s'est développée dans la première population dans laquelle le virus est apparu, c'est-à-dire les homosexuels masculins. Au Brésil, furent d'abord touchés les membres de la « *jet set* » de Rio de Janeiro et de São Paulo ; en Birmanie, les toxicomanes furent les premiers à être infectés ; en Ethiopie, le sida est apparu parmi les classes sociales favorisées. Le plus souvent, l'image de la maladie dans chaque pays est alors restée figée, associée dans l'esprit du grand public au premier groupe qui en fut affecté ou dans lequel le sida fut détecté.

Mais avec le temps, le virus se dissémine par toutes les voies ouvertes dans chaque société. Dix ans après son apparition dans un pays, l'épidémie portera donc un nouveau visage. A travers l'étude par chaque pays de l'évolution de sa propre épidémie, une méta-analyse permet d'identifier une similarité profonde dans

Incertaine Planète

l'expérience des diverses sociétés. Le dénominateur commun de ces épidémies mûrissantes, impossible à détecter plus tôt dans l'histoire de la pandémie, est un « facteur de risque » se situant au niveau social. Il ressort aujourd'hui clairement que l'impact de l'épidémie de sida est, mondialement, de plus en plus visible et important chez ceux qui, au sein de chaque société, étaient déjà marginalisés, stigmatisés et objets de discrimination avant le début de l'épidémie.

Je voudrais citer ici quelques exemples : en 1993, aux Etats-Unis, la majorité des nouveaux cas de sida s'est révélée parmi des populations « minoritaires », c'est-à-dire les Noirs et les Hispaniques. Le taux de cas déclarés en 1993 est cinq fois plus élevé parmi les hommes noirs que parmi les hommes blancs, et quinze fois plus élevé parmi les femmes noires que parmi les femmes blanches. Alors que la tragédie continue pour les homosexuels masculins, l'épidémie se focalise chez les pauvres, les minorités, les femmes, les toxicomanes, et les sans domicile du centre des villes. Au Brésil, l'épidémie homosexuelle de la « *jet set* » est totalement dépassée par l'explosion des cas de transmission par voie hétérosexuelle et par toxicomanie dans les *favelas*, ces énormes bidonvilles qui entourent Rio et São Paulo. En Birmanie, la transmission ^{p.169} hétérosexuelle avance rapidement ; en Ethiopie, ce sont aujourd'hui les classes défavorisées qui souffrent le plus du sida. Enfin, en France, les personnes vulnérables ont été identifiées — avec une précision linguistique typique — comme les « exclus » de la société.

Nous insistons ici sur la vulnérabilité à l'infection, liée à certaines dimensions sociales : la marginalisation, la stigmatisation, la discrimination. La première stratégie mondiale

Incertaine Planète

de la lutte contre le sida est dominée par la discrimination (et autres violations des droits de la personne) qui, pour la première fois, est identifiée comme la cause et la racine d'une pandémie.

Cette perspective sur l'évolution de la pandémie rejoint l'analyse faite sur le terrain afin de chercher les causes profondes de l'inefficacité de la stratégie traditionnelle qui proposait de catalyser et de soutenir des changements de comportements individuels par l'information, l'éducation et des programmes de services sanitaires. Les recommandations de prévention pour les femmes, issues d'études épidémiologiques sophistiquées et modernes, fournissent un bel exemple du problème central. Pour éviter la transmission hétérosexuelle, on recommande aux femmes de diminuer le nombre de leurs partenaires sexuels et d'utiliser le préservatif pour tout contact occasionnel ou considéré « à risque ».

Confrontons maintenant ces recommandations aux réalités vécues par un grand nombre de femmes dans le monde. En premier lieu, le risque de ces femmes d'être infectées dépend plus du comportement de leur partenaire que de leur propre comportement. A Kigali (Ruanda), par exemple, environ 20 % des femmes infectées n'avaient qu'un seul partenaire sexuel. En outre, pour de nombreuses femmes dans le monde, le multipartenariat est une nécessité pour assurer leur survie. N'oublions pas qu'entre un tiers et la moitié des foyers sont tenus par les femmes et que la pauvreté se féminise de plus en plus. Des études faites parmi les femmes prostituées du Tiers-Monde indiquent qu'elles ont « choisi » ce travail après avoir survécu à un viol, à un divorce, à un veuvage, ou au rejet dû à l'infertilité.

Les femmes enfin n'ont pas, le plus souvent, de contrôle sur leur vie sexuelle. Le problème des relations sexuelles non

p.170

Incertaine Planète

consensuelles est énorme ; cela ressort des données sur la violence au foyer : elle concerne entre 20 et 50 % des foyers dans le monde. Aux Etats-Unis, elle est la cause de 22 à 35 % des visites des femmes aux salles d'urgence. A Bombay, un quart des décès parmi les femmes âgées de 15 à 24 ans est dû aux immolations des femmes par le feu. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 56 % des femmes du milieu urbain disent avoir été battues par leur mari ; ce chiffre monte à 67 % en milieu rural. Le pourcentage de morbidité et de mortalité parmi les femmes âgées de 15 à 44 ans, dues à la violence au foyer et au viol réunis, est estimé à 5 % dans le monde industrialisé et à 19 % dans le monde en voie de développement.

Pourquoi le préservatif n'est-il pas davantage utilisé ? L'expérience du terrain, par exemple en Ouganda, est révélatrice. L'épidémiologie indique que le nombre de nouveaux cas d'infection par le V.I.H. parmi les femmes mariées et monogames y augmente considérablement. Au début, on a pensé que le manque d'information ou d'accessibilité au préservatif était à la base de leur vulnérabilité. Mais des enquêtes ont démontré qu'il en allait autrement : c'est l'incapacité de la femme de refuser l'acte sexuel non voulu ou non protégé qui en est la cause. Le refus aurait, en effet, des conséquences catastrophiques pour la femme : violence (sans recours judiciaire) ou divorce (décidé unilatéralement par le mari, laissant la femme dépourvue de toute ressource dans un état de mort précoce sur le plan économique et social). Cette réalité a inspiré un groupe d'avocates ougandaises qui proposent des changements dans les lois relatives au mariage, à la répartition des biens après le divorce et à l'héritage, mesures indispensables pour lutter contre le sida en Ouganda.

Incertaine Planète

Cette expérience vécue, et bien d'autres exemples semblables parmi les jeunes, les adolescents, les adultes, les toxicomanes et les homosexuels, ont conduit à la découverte d'un « facteur de risque » social, qui se résume ainsi : au sein de la société, ceux dont les droits de l'homme et la dignité sont les moins respectés sont et seront les plus vulnérables à l'infection par le V.I.H. ; de plus ils risquent de manquer de soins au moment où surviendra la maladie. Cela éclaire l'évolution de la pandémie et illumine les limites inhérentes ^{p.171} aux programmes existants tout en nous obligeant à redéfinir en profondeur la problématique du sida ainsi que les stratégies, les politiques et les actions à mener pour mieux affronter la situation.

Mais avant d'aller plus loin, il convient de revenir à quelques aspects de la santé publique en général, car si notre analyse comprend le sida elle le dépasse.

Le prestigieux Institut de Médecine des Etats-Unis a défini ainsi l'objectif de la santé publique : « assurer les conditions dans lesquelles les personnes peuvent vivre en bonne santé ». Rattachant cette perspective à la définition de la santé que donne l'OMS, nous envisageons la santé publique comme l'effort pour assurer aux personnes les conditions de réalisation d'un niveau optimal de bien-être physique, mental et social.

Mais cette belle définition nous oblige à identifier les conditions de base — les préconditions dans le cadre desquelles la santé peut être le mieux assurée. Le grand public considère la santé essentiellement en termes d'accès aux soins médicaux et de qualité de ces soins. Néanmoins, à l'évidence, ces soins et le progrès médical n'apportent qu'une petite contribution à la santé des populations. Selon la Banque Mondiale, le manque de services

Incertaine Planète

médicaux essentiels n'est responsable que de 11 à 24 % de la morbidité, des handicaps et de la mort précoce dans le monde. Dans le monde industrialisé, on a observé l'évolution positive de maladies infectieuses comme la tuberculose bien avant la découverte des antibiotiques et des vaccins. Aux Etats-Unis, seul un sixième des années gagnées en espérance de vie au cours de ce siècle est attribuable aux soins médicaux ; d'après le gouvernement américain, seulement 10 % des morts qu'il aurait été possible de prévenir doivent être attribuées au manque de soins ou à l'absence de recours au progrès médical. Nul doute que la médecine constitue l'une des conditions essentielles pour assurer et protéger la santé, mais il est évident que la part qui lui revient dans les éléments qui déterminent la santé est assez limitée.

Le rôle de la génétique est très difficile à préciser, surtout quand on examine les causes de la maladie, des handicaps et de la mort précoce parmi les adultes. Des études portant sur les risques de ^{p.172} cancer ou de maladie cardiovasculaire parmi les immigrés suggèrent que l'environnement joue un rôle très important ; par exemple, la courbe de morbidité et de mortalité des Japonais établis aux Etats-Unis suit, après une ou deux générations, celle des Américains. Une étude américaine récente n'attribue aux facteurs génétiques qu'environ 10 % des morts précoces parmi les adultes.

Pour le reste nous sommes face à des facteurs dits « sociaux » ou « autres ». On reconnaît que, dans toute civilisation et de tout temps, les riches vivent, en général, plus longtemps et avec une qualité de santé supérieure à celle des pauvres. Cette réalité a mené les chercheurs à centrer leurs efforts en premier lieu sur le

Incertaine Planète

statut socioéconomique. Parmi ces études, on peut citer l'analyse portant sur 10.000 employés de l'administration gouvernementale du Royaume-Uni ; les différences, en termes de mortalité, entre les grades supérieurs et inférieurs de la bureaucratie sont frappantes : parmi les hommes de 40 à 64 ans, le taux de mortalité était trois fois et demie plus élevé chez les collaborateurs de grade inférieur. Ces différences persistent quand certains « facteurs de risque », comme le tabagisme, sont pris en considération dans l'analyse.

Le célèbre *Black Report*, en Angleterre, a examiné la relation entre mortalité et classe sociale. Le rapport entre la mortalité des plus favorisés et celle des pauvres était de l'ordre de un pour six en 1911. En 1981, malgré le « *National Health Service* » — fondé en grande partie sur l'idée que le manque d'accès aux soins médicaux était à la base de cet écart —, le gouffre entre les « plus » et les « moins » augmentait encore.

Le rapport entre statut socioéconomique et santé, en termes de durée de vie et de qualité de santé, est représenté par un gradient. Chaque niveau successif a une santé meilleure que celle du niveau inférieur. Mais pourquoi ce gradient est-il continu ? Nous croyons pouvoir expliquer la différence entre les extrêmes — entre la santé des pauvres et celle des riches — en termes de logement, de nutrition, d'infrastructure sanitaire, d'éducation, et d'accès aux soins. Mais pourquoi l'échelon supérieur de la bureaucratie anglaise serait-il en meilleure santé que le grade immédiatement en-dessous ? La pauvreté n'explique ni cette différence, ni la santé p.173 moins bonne du grade inférieur, pour lequel il n'est pas question de pauvreté.

Une deuxième constatation importante nous est inspirée par ce

Incertaine Planète

gradient : sa persistance dans le temps. En Angleterre, le gradient a persisté tel quel entre 1911 et 1981 ; cependant, durant cette période, les causes principales de mortalité et de morbidité dans ce pays ont considérablement changé. Cela suggère que les facteurs essentiels n'agissent pas spécifiquement sur telle ou telle pathologie ou maladie, mais qu'ils influencent la santé à un niveau plus général et plus profond.

Face aux recherches sur le rôle du statut socioéconomique comme déterminant de la santé, nous constatons quelques problèmes dont l'analyse est utile mais insuffisante. La focalisation sur la pauvreté, bien qu'importante, risque de nous aveugler quant aux autres dimensions de la vie sociale qui pourraient être d'un grand poids ; l'identification de la pauvreté comme étant l'essence du problème paralyse les efforts de santé publique. Que ferons-nous concrètement dans notre travail de santé publique pour résoudre le problème de la pauvreté dans notre société ? Cela explique, à mon avis, pourquoi tant de discours et de rapports sur la santé publique citent, mais se contentent de citer, « les facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels » reconnus essentiels comme déterminants de la santé.

Il existe d'autres voies de recherche sur les déterminants de la santé qui élargissent notre capacité à expliquer les différences de morbidité, de handicap et de mortalité dans nos sociétés. Nous pensons au niveau d'intégration sociale ; à l'impact des hiérarchies sociales ; à l'autorité et à l'autonomie dans le travail ; au rôle de l'environnement physique ; aux expériences vécues pendant l'enfance et la jeunesse. Néanmoins, deux conclusions essentielles se dégagent des recherches entreprises sur cette question si fondamentale pour la santé publique. Premièrement, notre

Incertaine Planète

ignorance dépasse largement notre compréhension des déterminants de la santé : leur origine, leur rôle respectif et leur interaction. Deuxièmement, une structure analytique cohérente pour la poursuite de ces recherches fait défaut. Néanmoins, il existe un consensus ^{p.174} autour du fait que — sans nier le rôle de l'individu — les facteurs prédominants, les déterminants majeurs de la santé sont d'ordre social.

La santé publique traditionnelle a, de manière générale, choisi comme méthode d'analyse une vision individualiste de la santé. Cela implique une acceptation du « statu quo » social et le développement d'actions et d'interventions qui respectent ce cadre. La santé publique traditionnelle considère — ou du moins agit comme si elle considérait — les maladies comme des facteurs dynamiques dans une société statique. La problématique du sida est donc ainsi formulée : « Que faire pour contrôler le sida dans notre société — sans toucher à la société elle-même ? » En essayant de modifier les comportements, tout en sachant à quel point ces comportements sont créés, influencés et maintenus par les conditions sociales, la santé publique a préféré fournir des programmes d'information et des services plutôt que d'affronter directement les racines sociales de la santé. Cette approche agit comme si les cliniques, les campagnes d'information et les autres actions menées au niveau individuel étaient capables de contrebalancer l'impact des déterminants majeurs, d'origine sociale, de la santé. L'impact positif des programmes de santé publique traditionnels est évident, mais leur efficacité est certainement limitée ; ils seront davantage ressentis par certains que par d'autres dans la population.

La première stratégie mondiale de lutte contre le sida fournit un

Incertaine Planète

bel exemple de stratégie issue de l'ancien paradigme de la santé publique. Mais le sida, son évolution et l'expérience d'une décennie d'action exigent une tout autre approche.

Le sida nous a dévoilé un lien essentiel et inextricable entre la condition sociale — exprimée en termes de niveau de réalisation des droits de l'homme et du respect de la dignité humaine — et la vulnérabilité face à la maladie. Cela implique que la promotion et la protection des droits de l'homme créent les conditions essentielles — les préconditions — dans lesquelles les personnes puissent atteindre leur niveau optimal de bien-être physique, mental et social. La structure conceptuelle des droits de l'homme, développée surtout après la Seconde Guerre mondiale, nous fournit une ^{p.175} approche plus cohérente pour l'analyse sociale et pour l'action nécessaire à la promotion de la santé et à sa protection que n'importe quelle structure conceptuelle issue de la tradition biomédicale limitée de la médecine et de la santé publique traditionnelles.

Ainsi, la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida doit agir, simultanément, à deux niveaux. Il faut maintenir et renforcer l'approche traditionnelle, c'est-à-dire les programmes d'information et d'éducation, les services sanitaires et sociaux, et la protection des personnes infectées par le V.I.H. et vivant avec le sida contre les diverses formes de discrimination auxquelles elles sont quotidiennement confrontées. Mais cela ne suffit pas ! Il faut aussi procéder à une analyse, dans chaque société, des violations des droits de l'homme qui créent, amplifient et maintiennent la vulnérabilité face au sida.

Du reste, la nécessité d'associer la santé à la promotion et à la protection des droits de l'homme ne se limite pas au sida. La

Incertaine Planète

réunion internationale sur la population et le développement, qui s'est déroulée au Caire en 1994, a lié, pour la première fois à ce niveau, les droits des femmes et la santé des femmes. Ce thème a été repris avec vigueur et développé dans les discussions récentes de Pékin et dans la déclaration qui en est résultée. La santé des femmes ne peut plus être dissociée de leur statut social — c'est-à-dire du niveau de réalisation de leurs droits et du respect de leur dignité. Les problèmes capitaux de la santé — tels que le cancer, les maladies cardio-vasculaires, la violence (y compris la violence au foyer et le viol), la santé reproductive, les maladies infectieuses, et les accidents — sont tous susceptibles d'être réanalysés dans l'optique des droits de l'homme. La nouvelle santé publique considère donc les maladies et la société comme si unies que l'action pour la santé ne peut être dissociée de l'action pour la transformation sociale.

D'autres résultats fructueux émanent de l'analyse des relations entre la santé et les droits de l'homme. Des efforts sont entrepris, par exemple, pour garantir, d'une manière systématique, que les politiques et programmes de santé publique ne pèsent pas sur les droits de la personne. Une exploration est en cours pour identifier et mesurer les impacts nocifs sur la santé des violations de chacun ^{p.176} des droits de l'homme. La découverte de l'existence et de l'ampleur des morbidités, des handicaps et même des morts précoces liés aux violations de la dignité individuelle et collective, ne tardera pas. Le jour viendra où l'identification et l'analyse de l'impact des violations des droits de l'homme sur la santé progresseront largement et changeront — peut-être de manière importante — le lexique des maladies et atteintes au bien-être.

Cette analyse et les actions qui en découlent posent

Incertaine Planète

évidemment un nombre important de problèmes, voire de dilemmes. Les professionnels de la santé publique sont peu experts en droits de l'homme ; ceux qui travaillent pour les droits de l'homme sont parfois méfiants à l'égard des médecins et officiels gouvernementaux ; la communication entre les disciplines est très difficile. Le monde des droits de l'homme est lui aussi en pleine évolution ; les dialogues sur l'universalisme et le particularisme culturels se poursuivent avec difficulté. La nécessité, pour promouvoir les droits de l'homme, d'affronter le pouvoir crée des difficultés supplémentaires à un grand nombre de professionnels de la santé publique, qui travaillent au sein des gouvernements.

Néanmoins, c'est le renouveau de la santé publique, sa renaissance à travers l'obligation de s'attaquer directement aux racines sociales de la santé, qui est en jeu. La responsabilité d'assurer les conditions dans lesquelles les personnes peuvent réaliser un niveau maximal de bien-être physique, mental et social, rend inévitable une transformation sociale. Les droits de l'homme offrent à la santé une structure conceptuelle cohérente, une indication claire sur la direction qui favoriserait l'évolution sociale souhaitable, un vocabulaire capable d'identifier les facteurs communs qui déterminent, au niveau le plus profond, qui vivra et qui mourra, qui sera malade et qui restera en bonne santé. Il faut évidemment ajouter que la santé publique et son nouveau paradigme s'offrent à ceux qui croient que le monde est capable de changer, que le statu quo n'est pas inévitable. Cette foi a donné naissance à la santé publique ; cette vision n'a jamais été totalement perdue ; elle est indispensable pour l'avenir.

Le sida — par son caractère international et par la découverte

Incertaine Planète

qu'il a provoquée du rapport inextricable entre la santé publique, p.177 d'une part, et les droits de l'homme et la dignité humaine, d'autre part — a mis en relief l'insuffisance des concepts et la désuétude de la plupart des institutions auxquelles nous avons confié la protection de notre santé. Il a mis en lumière, par exemple, le gouffre qui s'est creusé à l'OMS entre ses aspirations — explicitées dans le préambule de sa Constitution — et la réalité actuelle. L'appel au renouveau est urgent.

Mais le sida nous apporte aussi une troisième leçon, celle de la vulnérabilité de notre monde face aux maladies infectieuses, qui s'est accrue d'une façon extraordinaire au cours des deux dernières décennies ; elle est l'expression concrète, dans le domaine de la santé, de la mondialisation du commerce, de l'abolition des distances et des frontières, et des communications modernes. Nous constatons aujourd'hui, et de plus en plus, soit l'apparition de maladies dites « nouvelles » telles que le syndrome du Hantavirus pulmonaire aux Etats-Unis, soit l'expansion ou la réapparition de maladies considérées comme disparues ou limitées géographiquement, telles que le choléra en Amérique latine, la diphtérie en Russie, ou la fièvre jaune au Kenya.

Le monde n'a malheureusement pas encore réellement appris la leçon fondamentale que donnent le sida et les épidémies récentes. Il se trouve tragiquement aussi vulnérable aujourd'hui face aux nouvelles pandémies qu'il y a dix à quinze ans face au sida. Une recherche systématique qui permettrait de prévoir l'émergence de nouveaux problèmes de santé fait défaut ; nous ne disposons pas d'un système mondial d'enquête rapide sur toute situation susceptible de laisser présager l'apparition d'une nouvelle épidémie ; de ce fait, on ne peut garantir la réponse facilitant le

Incertaine Planète

contrôle efficace d'une nouvelle épidémie. Le problème n'est ni technologique ni scientifique : c'est le manque de perspective mondiale, de « leadership », de réflexion ainsi que de capacité d'action transnationale qui nous rend encore excessivement vulnérables. La réponse aux nouvelles épidémies ressortit aujourd'hui essentiellement à la responsabilité et aux prérogatives de chaque nation, bien que cette éventualité présente presque inévitablement dans le monde moderne une menace internationale potentielle.

p.178 L'expérience vécue en Inde, dans la ville de Surat, où la peste dite pulmonaire a semé la panique, nous a fourni un exemple des difficultés survenant lorsque le problème des maladies infectieuses n'est envisagé et défini qu'au seul niveau national. En attendant des résultats fiables sur le diagnostic, plusieurs pays ont fermé leurs frontières aux vols aériens venant de l'Inde. Bien avant que le gouvernement indien ait pu instaurer des mesures de contrôle, un nombre considérable de résidents avaient quitté leur ville, fuyant la peste, et la portant, parfois, ailleurs. Il est clair qu'un passager incubant la peste pulmonaire aurait pu voyager vers New York ou Genève, où sa maladie se serait déclarée assez rapidement. Les risques de dissémination auraient alors été évidents.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres actuellement, le respect de la souveraineté nationale est en conflit potentiel avec les réalités transnationales. Nous ne devons pas accepter qu'une épidémie de choléra, de peste, ou de toute autre maladie récemment découverte soit gérée uniquement par les services sanitaires nationaux. Le problème des nouvelles épidémies et de leur impact potentiel dans le monde moderne devrait donner

Incertaine Planète

naissance à une nouvelle conception de la santé mondiale. De même qu'il n'existe pas d'économie locale sans référence à l'économie nationale, voire mondiale, il n'est plus possible de parler ni d'agir en termes de santé d'une communauté, d'un district, ou d'un pays sans se référer à la santé mondiale. Les institutions chargées, dès leur création à la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'assurer et de protéger la santé de tous, sont en général figées dans des concepts et des formes d'organisation dépassés. C'est un exemple de la malédiction qui pèse sur les généraux : souvent ils se préparent à refaire la guerre précédente !

Le sida n'est pas la dernière des pandémies à tout jamais. Le monde doit s'attendre à une série d'épidémies qui pourront se disséminer avec une rapidité et une intensité sans précédent. Il est donc impératif de créer un système capable de prévoir, de détecter, d'évaluer les nouvelles épidémies et d'y répondre sans le moindre ralentissement dû aux préjugés, à l'égoïsme ou à la fierté « nationale ». Un tel système, s'il est créé, pourra jouer un rôle de pionnier ^{p.179} dans la transition entre un monde d'Etats souverains et un monde où l'interdépendance devient le principe fondamental.

L'écrivain Jorge Luis Borges a proposé dans un de ses contes l'idée que la véritable histoire du monde est moins superficielle que celle des présidents, des traités et des guerres. Il cite, par exemple, le moment où un deuxième acteur est apparu sur la scène du théâtre grec ; dès lors, le drame ne fut plus limité à une conversation entre un homme et les dieux, mais se situa aussi au niveau du dialogue entre les hommes. Il identifie un autre moment de l'histoire du monde dans le texte d'une saga nordique où, dit-il, pour la première fois, le courage de l'ennemi est remarqué,

Incertaine Planète

l'humanité de l'autre étant ainsi reconnue. Je propose un autre grand tournant : c'est la photo la plus importante de l'histoire — la photo de la terre vue de l'espace. Cette image — cette photo d'un bijou vert et bleu entouré d'un espace noir, profond et illimité — marque et symbolise une capacité nouvelle de voir, de considérer, et d'agir pour la première fois en termes universels.

Le sida a sonné le tocsin de la santé. Nous sommes ensemble sur cette boule multicolore. Sur cette planète, notre recherche de la santé, du bien-être physique, mental et social doit être basée sur une vision d'interdépendance — une vision capable à la fois de célébrer les diversités, de les faire vivre, et en même temps de respecter l'indépendance et la dignité — je dirai aussi la spiritualité — de chacun des êtres humains.

*

Discussion

@

Mme FAWZIA ASSAAD : J'ai l'impression que votre programme correspond aux aspirations de l'OMS, telles qu'elles ont été formulées lors du grand rassemblement d'Alma-Ata, répétées à la conférence du Caire de septembre 1994, puis confirmées à Pékin. Elles demeurent. Mais je me demande si l'on n'a pas, entre-temps, renoncé à changer le monde.

M. JONATHAN MANN : Vous avez raison. Je crois qu'il faut revenir au préambule de la Constitution de l'OMS. C'est un document magnifique. Il vient à la suite d'une guerre, bien sûr, mais p.180 il reflète aussi une longue réflexion sur la santé. Il lie les notions d'égalité sanitaire entre les nations, de justice, de paix et de santé. Tout est là. Avec cela, on peut faire ou refaire l'OMS. Comme dans toute institution, pourtant, le fossé s'est creusé entre les rêves, les aspirations, les objectifs d'un côté, et la réalité de l'autre.

Incertaine Planète

On peut mesurer cet écart dans le domaine des soins de santé primaires, qui relèvent d'une idée extrêmement forte. Ces soins sont fondés sur le principe de la participation des personnes impliquées. C'est pour cette raison qu'à l'époque du coup d'Etat au Guatemala, dans les années 1970, les premières personnes que les soldats ont tuées, dans les villages, ont été celles qui travaillaient pour la santé communautaire. Du point de vue des militaires, le choix était cohérent. Dès que vous ouvrez la voie de la participation à la santé, c'est-à-dire de la participation aux problèmes qui concernent le plus directement les gens, vous ne pouvez plus la refermer.

Le problème se pose également pour le mouvement des droits de l'homme. Nous essayons de pousser ceux qui sont actifs dans le domaine de la santé publique à revenir sur la question, et à apprendre ce qu'ils peuvent à propos du sida et des problèmes de santé des femmes. Celles-ci ont souvent été des pionnières dans le domaine des rapports entre santé et droits de la personne. Il faut maintenant aller plus loin. Il faut dire au personnel de santé publique qu'il ne suffit pas de constater que les problèmes sociaux sont capitaux, parce qu'ils déterminent le contexte dans lequel sont résolus les problèmes sanitaires de chaque pays. D'habitude, par manque de confiance, de stratégie et de vocabulaire, on ne va pas au-delà de la constatation. En fait, plus le personnel de santé publique est capable de collaborer avec ceux qui œuvrent en faveur des droits de la personne, plus nos connaissances et notre prestige s'imposent dans la lutte pour la transformation sociale. Il faut donc aller plus loin.

M. PHILIPPE HÉNON : Je représente l'Association des personnes vivant avec le sida. Je ne sais pas très bien où situer les droits de l'homme par rapport aux conceptions morales qu'ils impliquent. Il y a bien sûr les Eglises. Il y a aussi l'idée que les individus se font du monde. De ce point de vue, les droits de l'homme m'apparaissent comme une autre forme de religion. Mais je ne vois guère où mettre religions, croyances et morales.

Sur le terrain, en revanche, je vois fort bien qu'elles ne nous facilitent pas le travail. Vous avez parlé de la condition des femmes. Elle relève plus souvent des religions et des codes moraux que des droits de l'homme.

M. JONATHAN MANN : L'une des difficultés que l'on rencontre, quand on veut parler des droits de l'homme, est le manque de connaissance que les gens en

Incertaine Planète

ont. Dans les écoles de santé publique et de médecine, les médecins et les experts en santé publique ont très rarement l'occasion d'apprendre ce qu'ils sont. Les droits de l'homme ne consistent pas à avoir bon cœur. Ils ont un contenu, qu'il faut connaître. Ils ont une histoire, qu'il faut également découvrir. Pour la première fois dans l'histoire humaine, ont été formulés, hors de tout contexte religieux, le droit à l'éducation, le droit de ne pas être torturé, le droit à une vie privée, etc. L'inspiration et la légitimité des droits de l'homme viennent du fait que l'ensemble des pays ont décidé de les accepter. Ce n'était jamais arrivé dans l'histoire.

Il ne faut pas en déduire que les Etats respectent les droits de l'homme. Ceux-ci nous offrent néanmoins une voie de réflexion et d'analyse. En poursuivant l'analyse, on peut se donner les moyens d'avancer, même face à une opposition d'ordre religieux. Cela dit, il serait erroné de ne percevoir les religions que comme facteurs d'opposition. Leurs conceptions théoriques peuvent être plus riches que les pratiques des Eglises. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire d'apprendre ce que sont les droits de l'homme, avant d'en parler.

M. MARK HUNYADI : Dans le tableau que vous avez dressé de l'inégalité sociale devant la mort, vous avez pris l'exemple des grades dans l'administration anglaise. Je me suis demandé quelle pouvait bien être la différence, en termes de droits de l'homme, entre les deux grades qui vous semblaient inégaux.

A fortiori, je me suis demandé si les critères que vous utilisiez pour évaluer l'aspect social de la santé étaient pertinents. Dans votre présentation, vous avez assimilé les droits de l'homme au bien-être, d'une manière qui me semble non critique. Je crois que ce sont deux choses tout à fait différentes. Les droits de l'homme confèrent des droits inaliénables aux individus. Le bien-être est la traduction matérielle d'un certain niveau social.

Etant donné cette assimilation entre droits de l'homme et bien-être, j'ai eu l'impression que votre discours revêtait la forme d'une nouvelle croisade pour la santé et les droits de l'homme. Je me demande si une telle croisade, exprimée en termes de droits de l'homme, ne risquait pas, dans les pays du Sud, de se retourner contre ses promoteurs, étant donné l'inévitable ressentiment que le Sud va nourrir à l'égard du Nord — si l'on en croit le tableau que nous ont

Incertaine Planète

dressé les spécialistes des institutions mondiales ¹. Ne prenez-vous pas le risque d'être contre-productif par rapport à votre propre projet ?

M. JONATHAN MANN : p.182 A propos des Anglais et des études réalisées au sein de leur administration, je dirai qu'il faut se placer devant l'inconnu, avant de décider si l'on peut ou non l'expliquer avec les méthodes actuelles. J'aimerais insister sur le fait qu'il s'agit d'un phénomène démontrable, reproductible, et qu'on ne parvient pas à en trouver l'explication. Nous avons tout naturellement tendance à en rendre compte par le statut socioéconomique, ce qui ne constitue pas une véritable explication. On peut dès lors se demander dans quelle mesure il serait possible de mêler ici les questions de droits et de dignité. Il convient de recourir à la notion de dignité, en particulier, dans l'effort pour rendre compte du parallélisme entre l'échelle des grades et celle des santés. Il faut aussi réfléchir à la question des droits. Il ne s'agit pas en Angleterre du droit à ne pas être torturé, mais par exemple du droit à participer au gouvernement, ou du droit à remplir un rôle social. Tout cela peut contribuer à faire apparaître l'explication qui nous manque, et que la notion de droits de l'homme ne nous fournit pas de manière directe. Je ne suis certes pas convaincu qu'une explication « droits-de-l'homme » n'existe pas. Mais je vous place ici devant notre ignorance.

Vous avez raison de dire que je mêle le bien-être tel qu'on le définit dans le domaine sanitaire avec le bien-être tel qu'on le conçoit dans le domaine des droits de l'homme. Car l'objectif des droits de l'homme, en fin de compte, c'est le bien-être. Lisez la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est clair qu'elle définit les conditions préalables du bonheur humain. Par exemple, il n'y a pas besoin d'être avocat pour vivre dans le bien-être, mais il faut avoir reçu une éducation. La Déclaration définit donc un droit à l'éducation. Mes critiques vont plutôt à ce qui se fait dans le domaine de la santé. Nous proposons une définition du bien-être physique limitée aux seules questions de pathologie. Notre conception du bien-être mental reste nettement moins bien développée. Et si nous passons à la question du bien-être social, nous n'avons plus rien à dire. Nous ne savons même pas où commencer. Il est vrai que je saute d'un domaine à un autre, de manière peut-être un peu trop rapide. Mais il est

¹ Voir l'entretien « [Les laissés-pour-compte de la globalisation](#) », p. 125.

Incertaine Planète

nécessaire, je crois, de lier ces deux discours autour du bien-être, et d'essayer de voir quelles sont leurs relations. Cela peut se révéler utile, dans des conditions déterminées, pour dégager des perspectives concrètes vers la réalisation du bien-être.

Comment parler des droits de l'homme dans les pays du Sud ? La question est extrêmement pertinente. S'agit-il d'un concept purement occidental ? La Déclaration des droits de l'homme a été rédigée par les Nations Unies, qui comptaient à l'époque quarante-huit pays. La majorité des Etats qui en font partie aujourd'hui n'existaient donc pas encore. De plus, la Déclaration n'a pas été admise à l'unanimité. Aucune voix ne s'y est opposée, mais huit pays se sont abstenus : l'URSS et plusieurs de ^{p.183} ses satellites, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite. Aung San Suu Kyi, opposante birmane qui a reçu le prix Nobel de la paix et qui a été récemment libérée, affirme que le bouddhisme est tout autant en accord avec les concepts des droits de l'homme que n'importe quelle autre religion ou manière de voir. Elle juge que le rejet des droits de l'homme dans sa région du monde n'est qu'un prétexte que se donnent les détenteurs du pouvoir pour dire non aux aspirations des autres, et refuse absolument l'idée selon laquelle les droits de l'homme ne sont destinés qu'à l'usage des Occidentaux.

Nous devons néanmoins nous demander à qui nous posons la question. Si nous nous adressons au pouvoir, que ce soit en Occident, en Asie ou en Amérique latine, nous obtiendrons partout la même réponse. Les formes varieront peut-être, mais c'est un fait que les gens au pouvoir n'aiment guère parler des droits de l'homme — ou se contentent d'en parler, sans que leurs actes suivent. Martin Luther King, l'Américain le plus important sans doute de notre siècle, affirmait que les privilèges et les droits ne seraient jamais accordés par le pouvoir dans un esprit de bienfaisance, et qu'il fallait les revendiquer.

Cela montre l'importance que revêt la manière d'affirmer quelque chose. On peut imaginer qu'un jeune homme ou une jeune femme dise : « Si vous me donnez la possibilité de recevoir une éducation primaire, je vous en serai très reconnaissant. » On peut imaginer que la même personne dise : « Je suis un être humain, et en tant que tel j'ai droit à l'éducation. » Partout dans le monde, et pas seulement en Occident, l'idée de droits a acquis un pouvoir immense. Dans le dialogue entre l'Ouest et l'Est sur les droits de l'homme, ceux-ci sont

Incertaine Planète

utilisés comme une arme. Il n'en allait pas autrement à l'époque de la guerre froide. Les démocraties libérales accusaient l'URSS et ses satellites de ne pas accorder à leurs citoyens les droits civiques et politiques. Les pays de l'Est rétorquaient que les démocraties ne faisaient rien pour les droits économiques et sociaux de leurs citoyens. Ce n'était pas un dialogue. On recourait aux droits de l'homme pour régler un conflit qui se déroulait à un autre niveau. Il en va de même, à mon sens, dans le litige qui oppose actuellement les Etats-Unis à la Chine sur la question du respect des droits de l'homme. Il ne s'agit pas réellement de ces derniers. Les enjeux sont politiques.

Je constate que je suis en train de compliquer la réponse à votre dernière question ! Je juge inacceptable d'affirmer que les droits de l'homme, d'office, ne valent que pour les Occidentaux. Mais je juge également inacceptable d'affirmer que le concept que nous en avons maintenant constitue une fin en soi, qu'il est universel, et que tout le monde doit l'accepter. Les droits de l'homme sont une création de l'homme, et ils doivent évoluer.

M. GEORGES BODMER : p.184 Vous n'avez pas parlé de la Thaïlande. La presse dit que la situation y est extrêmement grave, du point de vue du sida. Il semble que cet état de fait soit lié à la présence des Occidentaux dans ce pays et à la question des droits de l'homme.

Vous n'avez pas mentionné l'affaire du conflit entre le chercheur français Luc Montagnier et son confrère américain, Robert Gallo. Je serais heureux que vous nous en disiez un mot.

J'aimerais enfin citer l'histoire que raconte Dominique Lapierre dans *Plus grands que l'amour*¹. Le cardinal de New York, ayant fait don d'une maison aux malades du sida, n'a pas trouvé un seul infirmier ou infirmière pour s'en occuper. Il a fallu que Mère Teresa vienne de Calcutta pour le faire. Ses « anges bleus » continuent aujourd'hui, avec un dévouement extraordinaire, à soigner ces malheureux.

M. JONATHAN MANN : Il est vrai que la Thaïlande est gravement touchée par le sida. M. Eric Chevalier peut vous donner des informations plus précises.

¹ Paris, Le Livre de poche, 1991.

Incertaine Planète

M. ERIC CHEVALIER : On dit que dans la région de Chiang Mai, dans le nord du pays, qui est particulièrement touchée, 15 à 20 % des jeunes gens entrant dans l'armée sont séropositifs. Le taux se situe probablement autour des 10 % à Bangkok.

M. JONATHAN MANN : Les dernières estimations que j'ai vues — j'ignore si elles sont officielles ou non — affirment que le nombre total des personnes infectées s'élève à cinq, six, voire sept cent mille. La population de la Thaïlande est à peu près équivalente à celle de l'Angleterre. Dans ce dernier pays, on estime qu'il y a trente à quarante mille personnes infectées. Cela signifie que l'épidémie, en Thaïlande, est dix à vingt fois plus grave qu'en Angleterre, en termes démographiques. Dans les cinq prochaines années, au moins cent mille personnes auront le sida en Thaïlande. Les malades, ceux qui les soignent et ceux qui les connaissent, savent que dans chaque cas, l'individu qui est atteint n'est pas seul. Il a autour de lui une famille, un ou une partenaire, un foyer, des amis, qui sont également touchés. Le nombre de personnes concernées est supérieur à celui des individus séropositifs. Il faut penser à l'impact du fléau dans la société.

En ce qui concerne le conflit qui a opposé le professeur Montagnier au professeur Gallo, il est sûr que les Français ont marqué un point. Il p.185 faut néanmoins reconnaître la valeur de la contribution de Robert Gallo, qui est importante, et qui mériterait — pourquoi pas ? — le prix Nobel.

A propos de Mère Teresa et des Etats-Unis, il est également sûr qu'en matière de soins nous avons vécu des moments très difficiles, et que cela continue. En 1989, lors d'une conférence au Vatican, le pape a parlé du sida. Il a dit qu'il fallait soigner les personnes atteintes du sida « comme si c'était le Christ lui-même ». J'espère qu'il l'a répété à tous ceux qui sont engagés dans les innombrables hôpitaux et cliniques soutenus par l'Eglise catholique. Mais je crains que cette idée n'ait guère été diffusée. Il n'est pas certain qu'une note de service de cette nature soit distribuée à tous les soignants.

M. DANIEL LEW : Je tiens à souligner l'impressionnante abnégation des corps soignants, dans les grandes villes américaines et européennes. Dans les pays occidentaux, je crois qu'il n'y a pas d'ostracisme à l'égard des patients.

Incertaine Planète

M. JONATHAN MANN : Le racisme, dans les soins médicaux, est un problème important, mais difficile à cerner. Aux Etats-Unis, les anciens combattants ont tous droit aux mêmes soins hospitaliers, qui sont pour eux libres et gratuits. On constate pourtant que ceux qui souffrent de troubles cardiovasculaires font l'objet d'un traitement différent s'ils sont Noirs ou Blancs. Les Blancs subissent des tests plus poussés et bénéficient d'une meilleure chirurgie que les Noirs. Il est clair que parmi les malades du sida, les Blancs et les hommes ont plus de chances de recevoir de l'AZT que les Noirs et les femmes.

On constate de même, dans tous les services médicaux, un extraordinaire préjugé contre les personnes obèses. Je comprends maintenant pourquoi les gens obèses ne se décident à consulter les médecins qu'au moment où cela devient absolument indispensable. Une étude fascinante a été effectuée sur des jeunes femmes obèses et non obèses, de même statut socioéconomique, ayant passé des tests qui avaient donné les mêmes résultats, et de même niveau intellectuel. Après huit ans, on a constaté que les femmes obèses avaient plus que les autres tendance à ne pas être mariées, à vivre dans la pauvreté, et que leur niveau de formation était devenu comparativement inférieur. On ne parvient pas à l'expliquer. Mais il faut prendre en considération, dans toutes les hypothèses, la manière extrêmement complexe dont les atteintes à la dignité agissent.

M. CHRISTIAN MARTIN : J'ai travaillé récemment dans un pays africain que je ne nommerai pas. Une épidémie de choléra s'est déclarée. Le gouvernement a refusé d'en reconnaître officiellement l'existence. Une antenne de l'OMS, présente dans le pays, n'a p.186 rien pu faire. Que pensez-vous d'une telle situation ? Seriez-vous partisan d'un droit d'ingérence sanitaire et, le cas échéant, quelles en seraient les conséquences ?

J'aimerais aussi faire un commentaire à propos du rapport sur la prévention du sida. Tout ce que vous avez dit sur la vulnérabilité des femmes dans la société actuelle me semble pertinent. Mais je me souviens des termes utilisés par un collègue sud-africain, spécialiste du sida à Cape Town. Il jugeait n'avoir eu un début d'efficacité, au niveau de l'information auprès des sidéens de la communauté noire, qu'au moment où il a intégré un médecin noir dans son équipe. Cela assurait un impact à l'information en rendant possible l'identification à un modèle. Je me demande s'il est efficace de promouvoir un

Incertaine Planète

message qui encourage la femme à dire non, et s'il ne vaudrait pas mieux pousser l'homme à dire oui. Un message qui véhicule un contenu défensif me paraît moins fort qu'un message qui propose un modèle actif et positif.

M. JONATHAN MANN : Je suis tout à fait d'accord avec votre remarque. La situation que vous citez révèle une partie de la problématique. Il faut essayer d'aller au-delà des réponses qui passent par une négation. Au lieu de créer une nouvelle forme de tension ou de lutte, il faut mettre en valeur les aspects positifs. Il y a néanmoins une réalité. Nous avons tendance à démoniser le rôle des hommes dans la propagation du sida, à en faire des êtres méchants et incapables. J'ai posé la question à des collègues femmes africaines. Je leur ai demandé ce qu'elles attendaient des hommes, si elles pensaient qu'ils avaient une responsabilité vis-à-vis de leurs femmes. Elles ont répondu d'une manière qui ne vous surprendra pas, si vous connaissez l'Afrique. Elles ont souligné les conséquences qu'aurait pour un homme le fait de se dire infecté. Il serait automatiquement rejeté, exclu, condamné à la solitude. Par crainte de ces conséquences, il ne parle pas. N'avons-nous pas tous peur de cela ? Beaucoup de personnes vivant avec le sida m'ont dit que la chose la plus pénible, pour elles, était l'absence de regard des tiers, le refus de les toucher, l'éloignement des amis, leur non-existence. Le problème est très réel, et la démonisation ne nous amène à rien.

Le refus de déclarer une épidémie de choléra nous offre un bel exemple de la situation actuelle. Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose arrive. J'ai travaillé deux ans au Zaïre. Avec des collègues zaïrois, nous avons identifié un nombre énorme de cas de sida. Pendant la même période, le Zaïre n'a pas annoncé un seul cas officiel. Nous avons dû attendre presque deux ans pour que l'administration de ce pays accepte de reconnaître les recherches que nous avons effectuées, et publiées dans les revues internationales. Les choses peuvent aller jusqu'à ce point-là.

p.187 Dans deux semaines, je participerai aux Etats-Unis à une réunion de *l'Institute of Medicine*. Je suggérerai que la prochaine fois que se présentera un problème nouveau dans le domaine des maladies transmissibles, les Etats-Unis invitent d'autres pays à venir se rendre compte sur place de ce qui se passe. Car il ne faut pas se contenter de dire que certains cachent les faits, alors que nous voulons les aider. Il faut considérer la situation dans sa totalité. Créons

Incertaine Planète

une compréhension commune de la nécessité pour tous d'être au courant de ce qui se passe. Ceux qui ont le pouvoir, ceux qui sont riches, doivent être impliqués dans ce système, qui ne doit pas être dirigé par le Nord et destiné à le protéger contre le Sud, car, ainsi conçu, il ne pourrait qu'échouer. Plutôt que de chercher à promouvoir un droit d'ingérence, il serait bon de travailler à changer les esprits.

M. R. SADKI : Je travaille pour le bulletin *Migrants contre le sida*. Vous avez cité des chiffres précis à propos des minorités aux Etats-Unis et signalé qu'elles sont frappées de manière inégale par le sida. Nous essayons de rassembler des données analogues au niveau européen. C'est beaucoup plus difficile. Un pays comme la France ne reconnaît pas l'existence de minorités ethniques ou de communautés immigrées. Des gens essaient de réunir ce genre de chiffres pays par pays, mais je crois que nous sommes les seuls à le faire au niveau européen.

On m'a raconté qu'à l'OMS vous avez longtemps fabriqué les chiffres relatifs à la pandémie. Qu'avez-vous à dire à ce sujet ? De manière générale, je crois que l'OMS se trompe souvent. Je pense en particulier aux problèmes de diagnostic clinique ou de test sanguin. Les premiers tests sanguins, par exemple, confondaient les anticorps du paludisme avec ceux du V.I.H. Si quelqu'un avait eu la malaria, les tests le donnaient comme séropositif, qu'il le soit ou non. Vers la fin des années 1980, on a ainsi affirmé que 79 % des Ougandais étaient atteints par la maladie. On a sciemment créé l'image d'un continent mourant du sida. Cela a amené des médecins à proposer de faire en Afrique des tests de vaccination qui auraient été inacceptables en Amérique du Nord ou en Europe. D'autres scientifiques ont engagé des prostituées pour leurs expériences, à condition qu'elles cessent d'utiliser le préservatif. En Europe, on s'est basé sur ces chiffres inventés pour expliquer la disproportion du degré de séropositivité chez les migrants noirs ou arabes. Pouvez-vous répondre à tout cela ? Quel bilan personnel faites-vous ? Quelle part de responsabilité pensez-vous avoir dans cette falsification ?

M. JONATHAN MANN : Vos accusations sont inacceptables. Mais j'aimerais surtout souligner un point qui me paraît essentiel. Où que vous vous trouviez, aux Etats-Unis, ici, en France, au Canada, au Brésil, vous verrez l'épidémie

Incertaine Planète

suivre les mêmes tendances. p.188 Elle ne se confond pas avec ses premières années. Une épidémie qui mûrit présente partout les mêmes caractéristiques. Au début, celles-ci restaient cachées. En Birmanie, par exemple, les premières victimes ont été les toxicomanes, alors qu'aux Etats-Unis c'étaient les homosexuels masculins. Dix ans plus tard, cela ne définit plus le visage de l'épidémie. Je vous conseille, si vous suivez l'évolution dans chaque pays, de chercher à savoir dans quelle direction elle va, maintenant, dans votre communauté.

Considérons les cas annoncés par l'OMS. Ils ne permettent guère de donner des chiffres fiables. Même dans les meilleures conditions, c'est-à-dire dans les pays européens et en Amérique du Nord, où les communications sont rapides et où il est très facile de contacter les services de santé publique, tous les cas diagnostiqués ne sont pas déclarés à l'administration officielle. Un certain nombre de cas font l'objet d'un mauvais diagnostic, ou ne sont pas reconnus. Les instances nationales sont parfois réticentes à dire de manière claire et ouverte combien de cas leur ont été annoncés. Définir un cas, enfin, pose toutes sortes de problèmes : a-t-on besoin d'un test, et si oui, duquel ? Une définition clinique a été utilisée en Afrique, lorsque le diagnostic des laboratoires était soit peu fiable, soit quasiment impossible. Les cas déclarés constituent donc un reflet de la réalité qu'il est difficile d'interpréter. L'OMS, comme beaucoup d'autres organisations, récolte ces données, mais ne peut pas fonder toute sa politique sur elles.

En ce qui concerne la malaria, je tiens à corriger ce que vous avez dit. Il est vrai que le test, avant d'être mis sur le marché, en 1985, avait exactement l'effet que vous avez décrit. Il confondait les anticorps antimalariens et les anticorps antisida. Mais depuis la publication par certains chercheurs de résultats inouïs, qui ont ensuite été repris et corrigés, et depuis la mise en marché du test, il n'y a plus eu de problème. Je peux vous en assurer, dans la mesure où j'ai participé à l'enquête qui a eu lieu à Kinshasa. Nous avons essayé de savoir s'il y avait une interaction réelle entre paludisme et sida — ce qui était une possibilité à envisager.

A l'OMS, quand il a fallu articuler des chiffres et donner une idée de l'ampleur de l'épidémie, nous avons utilisé les moyens existants. Nous n'avons pas donné des chiffres précis, mais des estimations. En 1987, nous avons

Incertaine Planète

proposé une évaluation qui allait de cinq à dix millions de cas. Je crois rétrospectivement que la réalité se trouvait plus près de cinq que de dix. Nous avons maintenu la même fourchette pendant quelques années. Hélas, le nombre de personnes infectées a tendu à se rapprocher des dix millions. Je crois, en fait, que nos estimations ont été beaucoup plus utiles que celles de certains journalistes, qui gonflaient les chiffres, ou au contraire les minimisaient de manière inconsidérée. Je ne sais pas si vous savez que certains, en particulier dans la presse anglaise, se sont efforcés de nier l'existence du sida en Afrique, au risque de mettre en p.189 cause le soutien à ceux qui luttent sur place. Je ne sais pas si vous croyez, personnellement, que le sida existe ou non en Afrique. A mon sens, compte tenu des chiffres dont nous disposons, il est évident que la situation y est très grave. Nous sommes incapables de donner un chiffre exact, et nous ne devons en aucun cas prétendre être plus informés que nous ne le sommes. Mais nous devons utiliser toutes les données disponibles et proposer des estimations, quitte à en supporter le mauvais usage. Même aux Etats-Unis, on doit se contenter de donner une approximation, qui va de 750.000 à 1.200.000. Comme l'OMS, ce pays a d'abord proposé une estimation haute, qui a fini par devenir une estimation basse.

Quoi qu'il en soit, je nie catégoriquement que l'OMS ou moi-même ayons décidé de faire des expériences en Afrique et de les justifier par l'ampleur du mal. Nous refusons de désespérer de ce continent. Si une voix s'est élevée pour dire qu'il ne fallait pas abandonner l'Afrique, c'est bien celle de l'OMS.

M. ERIC CHEVALIER : Je travaille pour le nouveau programme des Nations Unies sur le sida. J'aimerais préciser que les idées exposées ici par M. Mann ont en partie présidé à la conception de ce programme, qui a pour vocation de ne plus être simplement biomédical. Les agences des Nations Unies qui travaillent sur ce sujet ont décidé de s'unir dans un programme commun, qui leur permette de dépasser l'approche biomédicale et de tenir compte des dimensions économique, sociale, culturelle et éthique.

Je suis d'accord sur l'essentiel de ce qu'a dit M. Mann. Mais j'ai deux petites réserves. La première porte sur la question de savoir qui sont les acteurs du changement social dans le domaine du droit des personnes. J'ai été frappé de ne pas entendre parler du renforcement des associations de personnes atteintes. On ne peut plus se contenter uniquement de sensibiliser les acteurs

Incertaine Planète

du système de santé et les travailleurs sociaux. Il faut maintenant donner aux personnes directement concernées les moyens d'être plus actives. S'il existe aujourd'hui un besoin de changement social, celui-ci ne viendra pas des institutions, mais des intéressés. L'un des axes du nouveau programme des Nations Unies consiste précisément à renforcer, partout dans le monde, les organisations de personnes vivant avec le V.I.H. Ce n'est pas facile. Mais cela commence à prendre forme dans un certain nombre de pays en développement.

Ma deuxième réticence concerne l'accès aux services de santé, notamment l'accès aux médicaments. L'exposé de M. Mann a montré que dans le cas d'un certain nombre de maladies infectieuses, l'amélioration de l'environnement a permis un progrès très net des états de santé, et que les antibiotiques n'ont joué en fin de compte qu'un rôle marginal dans ce processus. C'est vrai, mais le contexte historique a changé. Ces ^{p.190} médicaments sont aujourd'hui disponibles. Il reste intolérable et inacceptable que certains n'y aient pas accès. La victime d'une infection opportuniste à Abidjan se verra prescrire des médicaments qui lui seront vendus plus cher qu'à Genève ou à Paris, alors même qu'il serait possible de lui fournir des médicaments dits essentiels ou génériques, qui coûtent dix fois moins cher. Pour des raisons économiques, un sidéen de Côte-d'Ivoire n'a pas accès à des médicaments qui pourraient contribuer à améliorer sensiblement son état. Dire que tout doit être résolu dans la perspective du droit des personnes ne me semble juste que si l'on intègre à ce dernier le droit à l'accès aux services de santé.

J'ajoute que les propos de M. Sadki sur la surestimation de l'épidémie dans les pays africains me semblent dangereux. Il suffit d'aller dans n'importe quelle ville pour se rendre compte de l'étendue du fléau. Vouloir réduire l'importance de ce fait ne peut qu'aggraver le processus que l'on constate aujourd'hui : le financement du soutien à la lutte contre l'épidémie se réduit de manière dramatique. Ce genre de discours n'arrange rien. Dans l'ensemble de la communauté internationale, il est de plus en plus difficile de trouver de l'argent pour aider les pays en développement à se battre contre le sida.

M. THÉODORE MODIS : Je suis physicien. J'aimerais faire une remarque de type optimiste. L'ambition de combattre le sida au niveau planétaire me semble presque aussi utopique que celle de réduire la pauvreté. De manière non orthodoxe, j'ai essayé de considérer les maladies comme des espèces qui

Incertaine Planète

seraient en concurrence entre elles. Des maladies s'affaiblissent, d'autres les remplacent et prennent le dessus. L'apparition du sida a poussé certains à craindre la disparition de l'espèce humaine. Aux Etats-Unis, la maladie est pourtant en régression. La menace est devenue contrôlable. Passé un certain seuil, la société se défend d'elle-même. Si nous considérons que les Etats-Unis sont l'avant-garde et que nous avons coutume de les suivre, nous avons des raisons de nous montrer optimistes.

M. DANIEL LEW : Avant que M. Mann ne passe à la conclusion, j'ajoute une dernière question. Vous avez parlé des droits de l'homme. Mais pouvons-nous garder l'espoir, même lointain, qu'un vaccin soit mis au point ? Cela ne pourrait-il pas, un jour, transformer l'évolution de l'épidémie ?

M. JONATHAN MANN : Ceux qui parlaient de la disparition de l'espèce n'appartenaient certainement pas à l'OMS. Leurs propos reflétaient une attitude politique que je déplore. En général, ils affirmaient aussitôt après que puisque l'espèce était menacée, il fallait ^{p.191} tout faire pour la protéger, hors de toute considération de droit. Il fallait à tout prix rejeter l'« autre », le sidéen. Cela justifiait une attitude totalitaire. Nous devons être prudents avec ce genre de raisonnement. La rhétorique politique qui l'accompagne est à coup sûr inacceptable.

Dire que l'autre peut subir le problème, parce que le reste de la population demeure protégé, me semble une position difficilement tenable. J'ai essayé de dire que la nécessité de voir l'autre comme une personne était peut-être l'une des définitions de la dignité. Le premier article de la Déclaration des droits de l'homme dit que tous les êtres humains naissent égaux en dignité et en droits. J'ai toujours été fasciné par le fait que le terme de dignité précède celui de droits. Cette préséance éclaire l'idée que les droits et le respect des droits n'autorisent pas simplement une recherche individuelle, mais exigent la reconnaissance du fait que l'autre aussi en bénéficie.

Nos sociétés sont marquées par des différences profondes dans l'espérance de vie, dans les problèmes de mobilité et de handicaps. Notre responsabilité, en termes de santé publique, est de le voir et d'y remédier. Une société saine, pour moi, se définit comme une société qui respecte au maximum les droits et la dignité de chacun. Dans une telle situation, le nécessaire sera mieux assuré que dans une société où ceux qui souffrent sont marginalisés et victimes de

Incertaine Planète

discrimination. Mon analyse est provisoire, bien sûr. Mais elle peut mener loin, pourvu que les idées soient liées à une action. Le tout est d'aller au-delà de l'analyse et de passer aux actes. Quand quelqu'un me dit qu'il est vague et utopique de défendre les droits de l'homme, je me réfère à tous ceux qui travaillent, dans tous les pays, pour promouvoir ces droits. Je rappelle que la Banque Mondiale, qui n'est pas une organisation réputée pour sa défense des droits de l'homme, a dit dans son rapport de 1993 que le fait d'augmenter la scolarisation des filles constituait l'une des mesures les plus importantes pour améliorer le niveau de la santé dans les pays en développement — pas seulement la santé des femmes ou des enfants, mais celle de toute la population.

Il y a un lien entre le droit à l'éducation, la non-discrimination dans l'éducation, le travail pour que la scolarisation augmente, et l'impact de cette politique sur la société et la santé. A ceux qui disent que les droits de l'homme sont utopiques, il faut demander : « Et vous, que ferez-vous demain ? » Si vous êtes dans le domaine de la santé publique, vous ne pouvez pas vous contenter de vous occuper d'une chose et d'une seule. Vous ne pouvez pas être indifférents à l'aspect social des problèmes que vous rencontrez, et vous contenter de pratiquer l'éducation sanitaire. Il faut vous occuper des deux, ou au moins respecter les deux.

Certains disent qu'on va mettre au point un vaccin. Je ne sais pas. On prévoit qu'il faudra attendre dix ans, et peut-être plus. Des modélisations montrent qu'à San Francisco, l'utilisation d'un vaccin possédant un taux ^{p.192} d'efficacité de 60 à 70 % risquerait d'augmenter la transmission du virus, au lieu de la diminuer, parce que ceux qui sont vaccinés et non protégés se croiraient protégés. Ils ne changeraient pas de comportement. Ceux qui sont les plus difficiles à atteindre au cours d'une campagne de vaccination, de surcroît, sont précisément ceux pour qui le risque d'infection est le plus élevé.

Dans notre Centre, à Cambridge, Massachusetts, nous allons continuer à mettre en lumière les liens inextricables et profonds qui existent entre les deux définitions du bien-être dont nous avons parlé ; nous œuvrerons ainsi pour unir ces grandes institutions du monde moderne que sont le mouvement pour la santé et celui des droits de l'homme.

@

LES POPULATIONS ENJEU DE POLITIQUE INTERNATIONALE ¹

Entretien

présidé par Pierre de Senarclens
professeur à la Faculté des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne

@

p.193 C'est M. Jacques Vallin, directeur du CEPED (Centre français sur la population et le développement) qui introduira le thème de cet entretien, « Les populations : enjeu de politique internationale ».

Lorsqu'on s'inquiète des conséquences de la croissance de la population, on pense à l'Afrique, dont le régime démographique est en partie singulier. Mme Thérèse Locoh est l'une des meilleures spécialistes de cette question. Elle continuera donc la réflexion engagée par M. Vallin, mais en mettant l'accent sur l'évolution de la transition démographique en Afrique, les obstacles qu'elle rencontre, les espoirs qu'elle fait naître. Ensuite, Mme Louise Lasonde analysera les réponses qui ont été données par la communauté internationale à ces défis démographiques. Elle a été fonctionnaire à l'ONU et dans le cadre de ses fonctions a joué un rôle important dans la préparation et le déroulement de la Conférence de Rio sur l'environnement. Je terminerai en engageant une réflexion à partir de l'étude des relations internationales. Au risque de n'être pas tout à fait politiquement correct, je soulignerai que cet entretien sur la population sera animé par un nombre égal de femmes et d'hommes. Après les exposés, la parole sera donnée au public pour des questions.

@

¹ Le 28 septembre 1995, avec la participation de Mmes Thérèse Locoh, chercheur à l'Institut national d'Etudes démographiques, Paris, et Louise Lasonde, coprésidente de la Fondation du Devenir, Genève.

JACQUES VALLIN Né en 1941. Etudes universitaires (droit, sciences politiques, sciences économiques, démographie) à Paris où il obtient, en 1971, le doctorat d'État ès sciences économiques. Directeur du CEPED (Centre français sur la population et le développement). Directeur de recherche à l'Institut national d'Études démographiques (INED). Deux projets de recherche sont en cours : « Les causes de décès en France » et « La crise sanitaire des pays de l'ex-URSS ». Enseigne à l'Institut d'Études politiques de Paris, à l'Institut de Démographie de Paris, à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI). A accompli d'innombrables missions de consultation sur tous les continents à la demande, en particulier, des Nations Unies et de leurs agences spécialisées, du Conseil de l'Europe, de la *National Academy of Science* des Etats-Unis, de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population. Nombreuses publications diffusées en diverses traductions. Signalons, en particulier, *La Démographie*, Paris, La Découverte, 1992 ; *La Population française*, troisième édition, Paris, La Découverte, 1994 ; *La Population mondiale*, cinquième édition, Paris, La Découverte, 1995.

EXPOSÉ DE JACQUES VALLIN

@

p.194 Nous sommes aujourd'hui un peu plus de cinq milliards d'hommes et de femmes. Lorsque nous avons franchi ce cap de cinq milliards, en 1987, les Nations Unies ont célébré l'événement. Cela soulignait bien entendu le caractère impressionnant du chiffre 5 suivi neuf zéros, mais l'événement était autre. C'était le fait, beaucoup plus inquiétant, que ces cinq milliards venaient d'être atteints en très peu de temps. En effet, en 1950, à peine quarante ans plus tôt, nous n'étions que 2,5 milliards ; la population du monde avait donc doublé en moins de quarante ans. Cet événement marquait la formidable accélération de l'histoire démographique de l'humanité.

Pour en prendre pleinement la mesure, livrons-nous à un petit exercice. Adhérons, pour un instant, à cette fable selon laquelle l'humanité commence par un premier couple d'*Homo sapiens*, Adam et Eve, il y a environ cinq à six cent mille ans : combien de

Incertaine Planète

doublings faut-il pour que la population mondiale passe de deux habitants à cinq milliards ? A peu près 31. Si vous divisez 600.000 ans par 31, cela fait presque 20.000 ans pour chaque doublement. L'humanité avait donc tout son temps pour trouver les moyens de s'adapter à la croissance de sa population !

Naturellement, vous pensez certainement que j'exagère car, 600.000 ans, cela remonte très loin dans le passé et nous ne sommes pas bien sûrs qu'Adam et Eve n'aient été que deux !
p.195 Contentons-nous de raisonner sur l'homme actuel, *Homo sapiens sapiens*, qui a sans doute remplacé le précédent, *Homo sapiens neandertalis*, il y a environ 40.000 ans. A cette époque, il semble que la terre comptait un à deux millions d'hommes. Nous sommes donc passés de un ou deux millions à cinq milliards en 40.000 ans. Combien faut-il de doublings ? Cette fois-ci, 11 suffisent. Divisez 40.000 par 11, nous sommes à près de 4.000 ans en moyenne. Souvenez-vous des paroles adressées par Napoléon à ses soldats arrivés au pays des pharaons : « Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplant ! » Les voilà, ces 4.000 ans nécessaires au doublement de la population mondiale. Autrement dit, pendant des millénaires, avant que la population du monde ne double, il y avait assez de temps pour voir naître, grandir, s'épanouir et finalement disparaître, une grande civilisation comme la civilisation égyptienne. Aujourd'hui, nous avons moins de quarante ans ! A peine le temps de voir naître et grandir un homme ! Formidable accélération de l'histoire, qui nous engage dans une aventure sans précédent. Partant de cette constatation, je voudrais évoquer avec vous trois points :

Incertaine Planète

1. Comment en sommes-nous arrivés là ?
2. Combien de temps allons-nous croître à ce rythme, et pour atteindre quel effectif ?
3. Quels sont, pour les décennies à venir, les enjeux qui en découlent et pouvons-nous y faire face ?

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Tout simplement, grâce à un immense progrès. Immense progrès en effet que le passage d'un régime démographique ancien, fort cruel, qui nécessitait que chaque couple s'assure une descendance nombreuse pour contrebalancer une mortalité effroyable, notamment infantile, à un régime nouveau, beaucoup plus convivial, que nous connaissons *grosso modo* aujourd'hui dans les pays du Nord, où à peine plus de deux enfants par couple suffisent pour ^{p.196} que les générations se succèdent en nombre à peu près égal, puisque dorénavant, de la naissance à l'âge de la reproduction, la mortalité est devenue tout à fait négligeable. Cette véritable révolution (c'est d'ailleurs le mot qu'employait Adolphe Landry qui fut le premier à en identifier les ressorts), les démographes l'appellent aujourd'hui « transition démographique ». Celle-ci résulte d'un double mouvement. Le premier, et c'est en cela que l'on peut vraiment parler de progrès, concerne la mortalité qui baisse au fur et à mesure que l'état de santé de la population s'améliore. Le second mouvement est celui de la fécondité, qui, en réponse au recul de la mortalité et en relation avec le processus général de modernisation de la société, diminue à son tour. Cependant, ces deux mouvements ne se réalisent qu'avec un certain décalage dans le temps, dû à la différence fondamentale qui, dans l'inconscient collectif, sépare la vie et la

Incertaine Planète

mort. Le premier mouvement est une conséquence directe du progrès. Plus précisément, de tout temps, pendant des millénaires et des millénaires, l'homme s'est efforcé de combattre la maladie et la mort. Avec de bien piètres succès, jusqu'à une période récente. Mais le jour où il parvient enfin à se doter de moyens de lutte efficaces, la maladie et la mort reculent immédiatement. Du côté de la fécondité, le schéma est tout à fait différent puisque justement pour les mêmes raisons, pendant des millénaires, les hommes ont cultivé le désir d'enfants et établi un certain nombre de règles sociales, morales, religieuses ou même juridiques, très natalistes. Pour que la fécondité, à son tour, amorce un mouvement de baisse, il ne fallait donc pas seulement que les couples sachent maîtriser leur fécondité, ce qui ne constitue pas un grand préalable technologique, mais surtout qu'ils décident de le faire, ce qui, dans un tel contexte de départ, nécessitait une véritable mutation culturelle, exigeant évidemment du temps.

Il faut d'abord du temps pour se rendre compte, au niveau d'un couple, d'une famille, que la mortalité a baissé. La mortalité est en effet un phénomène aléatoire ; elle ne frappe pas également à toutes les portes, et les couples, qui raisonnent évidemment au niveau individuel, ne se rendent pas forcément compte de ce qui se passe, ^{p.197} en moyenne, au niveau collectif. Il faut donc du temps pour acquérir la conviction que le risque de perdre un enfant a diminué. Il faut ensuite arriver à la conclusion que si les enfants meurent moins il n'est peut-être plus nécessaire de continuer d'en faire autant. Ce n'est pas évident tant une descendance nombreuse et en bonne santé apparaît, de prime abord, comme un gage de prospérité, de joie de vivre et de vieillesse tranquille. C'est seulement quand il devient clair que le

Incertaine Planète

nombre des enfants vient en concurrence avec la qualité de la vie (des parents ou des enfants eux-mêmes) que peuvent germer l'idée et le désir de lui assigner une limite. Encore faut-il oser satisfaire ce désir et donc transgresser les lois et les tabous qui prônent et protègent la forte fécondité.

Le décalage entre ces deux mouvements, la baisse de la mortalité et celle de la fécondité, a produit un phénomène nouveau dans l'histoire démographique de l'humanité : alors que durant des millénaires, l'accroissement des populations, et donc celui de la population mondiale, est resté extrêmement lent et précaire, il s'accélère brusquement au début de la transition démographique.

C'est ainsi qu'en Europe, première région du monde à s'engager sur cette voie, sont apparus des taux d'accroissement moyens de l'ordre de 1 ou 1,5 % par an, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Et ce brusque changement a eu des conséquences décisives pour l'équilibre géopolitique de la planète. Car en même temps que l'Europe était forte, économiquement et militairement, elle bénéficiait de cette nouvelle force démographique qui lui a permis d'essaimer un peu partout dans le monde et de le dominer. Son poids démographique relatif a, en effet, considérablement augmenté durant cette période. De 1700 à 1900, alors que la population du monde passait de 800.000.000 à 1.600.000.000 (notez au passage que le doublement du total ne demande déjà plus que deux siècles !), la part de la population européenne est passée de 18 % à 26 %. Mais dans le même temps l'Europe s'est expatriée, notamment en Amérique du Nord. La population de cette dernière, qui, en 1700, ne représentait que 0,3 % de la population mondiale, en représentait 6 % en 1900 (malgré la quasi-extirpation des p.198 populations indigènes) ! En

Incertaine Planète

additionnant les populations de l'Europe et de l'Amérique du Nord, on est donc passé de 18 à 32 %, soit presque un doublement du poids relatif des populations d'origine européenne. Cela explique en grande partie l'expansion de la puissance européenne, dont les conséquences pour le reste du monde ont été gigantesques. Non seulement l'Europe a dominé le monde mais elle en a aussi bouleversé l'équilibre démographique. De diverses façons.

Dans les premiers temps de l'épopée coloniale le choc a été rude et suivi parfois d'un recul démographique dramatique comme en Amérique dite aujourd'hui « latine », dans le siècle qui a suivi l'arrivée des *conquistadores*, ou en Afrique, quand sévissait la traite des esclaves. Mais, dans un deuxième temps, il s'est produit un phénomène inverse, avec la diffusion du progrès sanitaire. Les pays européens en s'exportant ont aussi exporté un certain nombre de techniques, notamment dans le domaine médical, qui ont permis de réduire les risques de maladie et de mort, si bien que la baisse de la mortalité s'est étendue progressivement à tous les pays du monde, d'abord entre les deux guerres, puis surtout après la Seconde Guerre mondiale. A partir de la fin des années 1940, l'évolution a été tellement rapide que des pays, comme le Mexique par exemple, ont gagné, en deux ou trois décennies, autant d'années d'espérance de vie que la Suède en cent cinquante ou deux cents ans. Partout aujourd'hui dans les pays du Tiers-Monde, la baisse de la mortalité est rapide même si, dans bien des cas encore, le niveau reste élevé comparé à nos normes occidentales.

Cependant là aussi, comme en Europe autrefois, la baisse de la mortalité n'a pas été immédiatement suivie d'une baisse de la fécondité. Là aussi, pendant un certain temps, les attitudes et

Incertaine Planète

comportements ont perduré et la fécondité s'est maintenue à un niveau élevé. Et comme la baisse de la mortalité a été beaucoup plus rapide qu'en Europe, le décalage entre fécondité et mortalité s'est creusé bien davantage, faisant place à des taux d'accroissement de l'ordre de 3 %, pouvant aller dans certains cas jusqu'à 3,5 ou même 4 % l'an. Une fois de plus, du jamais vu depuis que l'homme est homme. C'est ce qu'on a appelé *l'explosion démographique* du ^{p.199} Tiers-Monde. Une explosion qui entraîne dans une folle croissance la population mondiale tout entière. Non pas au rythme extrême de 3 ou 4 %, mais à un peu plus de 2 %, ce qui est déjà gigantesque : à ce rythme, on double en moins de quarante ans, et c'est effectivement ce qui s'est produit au cours des dernières décennies.

Où cela peut-il nous conduire ?

Nous sommes aujourd'hui dans une position beaucoup plus confortable pour aborder ce sujet qu'il y a vingt ans ou même une douzaine d'années. Les Nations Unies ont établi leurs premières projections de population mondiale dans les années 1950. Elles annonçaient six milliards d'hommes en l'an 2000. Ce chiffre fit alors l'effet d'une bombe car la population mondiale n'était encore que de deux milliards et demi, et passer à six avant la fin du siècle paraissait difficilement concevable. Et pourtant, ce n'étaient pas ces six milliards d'hommes en l'an 2000 qui inquiétaient le plus les auteurs de ces projections mais l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de prévoir, d'une manière à peu près rationnelle, ce qui pouvait se produire ensuite. Bien sûr, un certain nombre de personnes moins scrupuleuses n'ont pas hésité à prolonger les tendances et à prédire pour l'avenir le maintien

Incertaine Planète

d'une croissance exponentielle. Or, comme vous le savez, avec une croissance exponentielle on arrive tôt ou tard à l'absurde : souvenez-vous de l'histoire de ce maharadja qui devait mettre un grain de blé sur la première case d'un échiquier, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième, huit sur la quatrième, etc. et qui finalement dut déclarer forfait car toute la récolte de son royaume ne lui aurait pas suffi à atteindre la trentième case ; pour arriver à la soixante-quatrième, il lui aurait fallu cumuler 18 milliards d'années de récolte !

Aujourd'hui, nous savons qu'au-delà de cet effectif, maintenant très proche, de six milliards, le cours des choses a toute chance de suivre la voie du ralentissement, et nous pouvons imaginer un terme raisonnable à la folle croissance que nous sommes en train de vivre. C'est en fait au début des années 1980 que les experts des ^{p.200} Nations Unies ont, pour la première fois, osé prolonger leurs projections au-delà de l'an 2000, en s'appuyant sur l'hypothèse d'une généralisation prochaine du schéma de la transition démographique à l'ensemble de la population mondiale. L'évolution récente des faits leur permettait en effet de constater que le second mouvement de la transition, la baisse de la fécondité, était enfin clairement en marche dans les pays du Tiers-Monde. Déjà largement engagé dans nombre de ces pays et non des moindres (telle la Chine) il était désormais presque partout ailleurs au moins amorcé. Seule l'Afrique noire paraissait, jusqu'à une date très récente, ne pas être encore arrivée à ce stade, mais rien ne permettait de croire qu'elle tarderait encore beaucoup. En s'appuyant sur ces faits il devenait donc possible de postuler de manière assez réaliste une stabilisation à long terme de la population mondiale.

Incertaine Planète

Restait à déterminer deux points : l'échéance de cette stabilisation et le niveau de population auquel elle pourrait avoir lieu.

Dans l'hypothèse « moyenne » retenue par les Nations Unies, l'échéance est l'an 2150 et le niveau auquel pourrait, à cette échéance, se stabiliser la population mondiale, se situe à 11,5 milliards. Ce n'est certes qu'un schéma, et autour de ce schéma, il est naturellement possible de broder. Ce scénario de base, où la population mondiale se stabilise à presque 12 milliards en 2150, repose sur l'hypothèse suivante : progressivement, toutes les populations du monde vont converger vers un niveau d'espérance de vie légèrement supérieur à ce qu'on observe aujourd'hui dans les pays les plus avancés (85 ans) et vers le niveau de fécondité strictement nécessaire pour assurer (à ce niveau d'espérance de vie) le renouvellement des générations (2,1 enfants par femme). Le processus de stabilisation prend évidemment du temps. Non seulement le temps nécessaire pour parvenir à ces niveaux de fécondité et d'espérance de vie mais aussi, une fois cette étape franchie, le temps de répercuter à travers toute la pyramide des âges les conséquences de ces changements de paramètres. C'est pourquoi l'échéance de la stabilisation est nécessairement lointaine. En fait, dans l'hypothèse moyenne, la stabilisation ne sera pas encore tout à fait atteinte en 2150, mais les évolutions ultérieures seraient presque imperceptibles.

^{p.201} La réalisation de cette hypothèse moyenne n'est évidemment pas une certitude. On peut imaginer d'autres scénarios. Pour encadrer leur projection de base, les experts des Nations Unies ont imaginé deux autres scénarios en choisissant deux trajectoires de fécondité légèrement différentes. Dans

Incertaine Planète

l'hypothèse « haute », au lieu de tendre vers 2,1 enfants par femme, la fécondité tendrait vers 2,5. Dans l'hypothèse « basse », au contraire, elle tendrait vers 1,7. Les conséquences à long terme sont évidemment cruciales car, dans aucun de ces deux cas, il n'y aurait de stabilisation : dans le premier cas la population croîtrait indéfiniment tandis que dans le second elle tendrait, à très long terme, à disparaître. Il est néanmoins intéressant de connaître le résultat pour l'échéance 2150 : 28 milliards dans l'hypothèse haute et seulement quatre dans l'hypothèse basse. La marge est énorme. Elle donne la mesure des effets de différences, somme toute assez légères, de fécondité quand on les maintient sur le long terme.

Pourtant, l'un comme l'autre, ces deux résultats sont absolument dérisoires si on les compare à ce que produirait le maintien des taux de fécondité aux niveaux qu'ils atteignent actuellement dans les différents pays du monde. Nous arriverions alors, en 2150, à 700 milliards d'hommes et de femmes ¹. Ce chiffre de 700 milliards, naturellement, n'a aucune espèce de réalité car il est absolument exclu que les taux de fécondité, en pleine évolution, se maintiennent à leurs niveaux actuels mais il nous donne justement une idée de la force extraordinaire du mouvement qui est en cours. Toute la différence entre ces 700 milliards et les 12 du scénario de base tient à la baisse de la fécondité !

¹ Ce chiffre de 700 milliards peut étonner si l'on considère qu'avec les taux de fécondité et de mortalité actuels, la population mondiale croît à 1,8 % par an et qu'un tel rythme maintenu jusqu'en 2150 conduirait à 150 milliards en 2150. La différence tient en partie au fait qu'entretemps la mortalité aurait continué à baisser et que le taux d'accroissement se serait donc élevé. Mais elle tient surtout au fait que peu à peu les populations les plus dynamiques voient s'accroître leur poids relatif et finissent par imposer à l'ensemble leur rythme très rapide d'accroissement. En fait dans une telle hypothèse, à terme, la population mondiale règle sa marche sur le rythme africain.

Incertaine Planète

p.202 Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui peut surprendre encore davantage et qui a pour nous deux conséquences décisives, c'est qu'entre les trois hypothèses les moins irréalistes, dont les résultats à long terme sont pourtant très différents (4, 12 et 28 milliards en 2150), il n'y a, à moyen terme, qu'une différence relativement ténue. Alors que dans l'hypothèse « moyenne » on arriverait à 8,5 milliards en 2025, on atteindrait 9,4 milliards dans l'hypothèse « haute » et 7,6 dans l'hypothèse « basse ». La fourchette n'est que de ± 1 milliard. En 2050, au lieu de 10 (hypothèse « moyenne »), on arriverait à 8 (hypothèse « basse ») ou 12 (hypothèse « haute »). Autrement dit — première conséquence — même dans l'hypothèse la plus sereine, celle d'une stabilisation prochaine de la population mondiale (à 12 milliards en 2150), il faut s'attendre à un accroissement encore très rapide dans les prochaines décennies : on n'échappera pas à un prochain doublement de la population mondiale. Mais — deuxième conséquence — quelle que soit l'hypothèse faite sur l'évolution prochaine de la fécondité, l'effectif de population à prévoir pour le premier quart ou même la première moitié du prochain siècle varie relativement peu. Mieux encore que les hypothèses évoquées jusqu'ici, une hypothèse supplémentaire nous le prouve. Imaginons que par un coup de baguette magique toutes les femmes du monde règlent dès demain leur fécondité sur le niveau strictement nécessaire au renouvellement des générations. La population mondiale atteindrait néanmoins sept milliards en 2025 et presque huit en 2050 ! Presque autant que dans l'hypothèse « basse ». C'est qu'en fait l'accroissement à court et même à moyen terme dépend davantage du potentiel engrangé dans la structure par âges actuelle de la population que de l'évolution de la

Incertaine Planète

fécondité ; celle-ci ne creuse réellement la différence qu'à plus long terme.

Ainsi, quoi qu'il arrive, il faut nous attendre à une croissance encore très forte d'ici au milieu du siècle prochain. Quelle que soit l'hypothèse retenue, nous friserons alors les dix milliards. Et c'est l'essentiel à retenir. Au-delà, en effet, les choses sont plus incertaines, à ceci près que nous pouvons imaginer qu'elles se produiront de toute façon moins brutalement et créeront donc probablement moins de problèmes.

Face à cette forte croissance à venir, que dire, que faire ?

^{p.203} Tout simplement, pour commencer, constatons que nous sommes sans conteste en train de vivre le siècle le plus extraordinaire de toute l'histoire de l'humanité ! Je viens de le dire : en moins de quarante ans, de 1950 à 1987, la population mondiale a doublé, et nous voyons maintenant qu'elle a toute chance de doubler encore en à peine plus de soixante ans, d'ici à 2050. Deux doublements coup sur coup en cent ans ! Cela ne s'est jamais produit auparavant et probablement ne se reproduira jamais plus.

Une aventure sans précédent. L'aventure peut enthousiasmer. Je comprends aussi qu'elle puisse effrayer. Mais de cette aventure, on peut constater que nous avons déjà vécu la moitié. Et même la moitié la plus aiguë, celle où le rythme d'accroissement a été maximal. Avons-nous joué cette première manche avec succès ? Ne peut-on en déduire nos chances de réussir la seconde ?

Alors que les trois quarts de la population mondiale résident dans les pays du Sud, les chiffres de la Banque Mondiale montrent que les quatre cinquièmes des revenus de la planète sont

Incertaine Planète

distribués dans ceux du Nord et donc au bénéfice du quart seulement de la population mondiale. L'immense majorité n'a que les miettes du festin à se partager ! N'est-ce pas, à l'aube du XXI^e siècle, une immense déception pour ceux qui dans les années 1950 ou 1960 partageaient les idéaux tiers-mondistes et notamment cette idée qu'entre l'Est et l'Ouest, les « premier » et « deuxième » mondes, la guerre froide pourrait se transformer en une course, intéressée mais bénéfique, à l'aide au développement économique de ce Tiers-Monde qui, politiquement, venait d'émerger de la décolonisation et, démographiquement, commençait à afficher un dynamisme sans précédent. La bataille entre l'Est et l'Ouest a bien eu lieu mais dans la course aux armes nucléaires et à la conquête spatiale, avec le résultat que l'on sait : des pays de l'Est ruinés par un effort hors de portée de leurs contre-performances économiques et un Tiers-Monde condamné, dans son immense majorité, à rester sur le bord du chemin.

Certes, quelques pays s'en sont relativement bien sortis tels les quatre « dragons », ces nouveaux pays industriels ^{p.204} d'Extrême-Orient, ou encore les pays pétroliers du Moyen-Orient subitement enrichis par l'or noir ; ils ne sont qu'une extrême minorité. Il est vrai, d'autres pays, nettement plus grands, ont aussi fait des progrès, moins spectaculaires mais non moins réels, ne serait-ce que celui d'avoir pu absorber cette formidable croissance démographique tout en maintenant, voire en améliorant un peu leur niveau de vie : Chine, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Mexique, etc. Mais d'autres, notamment en Afrique sahélienne, se sont enfoncés dans les difficultés et sont au bord de la faillite. Le moins qu'on puisse dire est que le résultat de cette première étape est mitigé. Comment allons-nous vivre la seconde ?

Incertaine Planète

La question est d'autant plus délicate que le doublement de population à venir n'est pas tout à fait de même nature que celui que nous venons de vivre. Dans le doublement de la population des années 1950 à 1990, la contribution des pays du Nord n'a pas été négligeable puisque leur population a encore augmenté de 40 % durant cette période. Celle des pays du Sud a bien sûr augmenté plus vite (elle a plus que doublé), mais cela faisait tout de même partie d'un mouvement d'ensemble partiellement assumé par le Nord. Dans le prochain doublement, au contraire, la contribution des pays du Nord sera nulle. Tout l'accroissement de la population mondiale aura lieu dans les seuls pays du Sud. Ainsi allons-nous passer du rapport démographique de un à trois que nous connaissons aujourd'hui (un quart au Nord, trois quarts au Sud), à un nouveau rapport, complètement différent, de un à huit (ou même peut-être neuf). Une distorsion absolument phénoménale de l'« équilibre » démographique de la planète, si toutefois l'on peut parler d'équilibre pour la situation actuelle. Disons plutôt un bouleversement radical de la donne à laquelle nous sommes habitués.

Mais ce n'est pas tout. Entre les pays du Sud eux-mêmes, l'hétérogénéité va s'accroître de manière dramatique. Certes, à terme, c'est l'homogénéisation des régimes démographiques qui l'emportera avec la généralisation de la « transition » qui nous mène vers cette perspective de stabilisation de la population mondiale. Mais d'ici là, en termes d'effectifs, les différences vont encore ^{p.205} s'exacerber. La Chine a déjà quasiment achevé sa transition démographique. Elle est parvenue à des standards presque européens tant en matière d'espérance de vie que de fécondité. La stabilisation y est donc proche. Mais le potentiel de

Incertaine Planète

croissance encore inscrit dans sa pyramide des âges la conduira encore à croître de 40 %, comme dans les pays du Nord dans la période précédente. Après quoi elle verra sa population diminuer un peu pour se stabiliser aux alentours de 1,4 milliard. En Inde, dans le reste de l'Asie, en Amérique latine, la croissance à venir est beaucoup plus importante. La population de ces régions va encore doubler d'ici à 2050 avant de se stabiliser rapidement ensuite. Mais c'est l'Afrique qui est aujourd'hui l'enjeu démographique majeur, le continent dont nous ne cesserons de parler jusqu'à la fin de cette longue transition, l'Afrique dont la population va tripler d'ici à l'an 2050, et quintupler avant de se stabiliser. Non seulement nous avons encore devant nous soixante ans de croissance rapide de la population mondiale, mais celle-ci se doublera d'un bouleversement de sa répartition actuelle.

Face à ces faits, nous arrivons, à mon avis, au cœur de l'objet de ces Rencontres de Genève : « incertaine planète ». Car si je me suis bien fait comprendre, vous ne doutez plus maintenant que l'incertitude majeure ne réside pas dans l'évolution de la démographie, qui pour faire l'objet de diverses hypothèses, se situe néanmoins dans un champ de possibles assez limités, vous ne doutez plus que l'incertitude majeure tient aux réponses que les hommes sauront ou ne sauront pas donner aux problèmes qu'engendre leur croissance sans précédent. Et là, je vais peut-être effectivement vous décevoir si vous comptiez sur moi pour vous procurer la clef du développement durable dont tout le monde reconnaît aujourd'hui la nécessité absolue. Je dois en effet vous avouer que je me pose beaucoup de questions, mais que je n'ai guère de réponses.

Incertaine Planète

Pour aller à l'essentiel, je me limiterai à quatre questions :

- La première question va de soi, me semble-t-il, car nous nous la posons tous depuis de nombreuses années : « Sommes-nous ^{p.206} capables économiquement de produire suffisamment pour faire face à cet accroissement de population ? » Dans l'absolu, cela ne fait évidemment aucun doute. Mais sommes-nous capables de le faire assez vite pour ne pas être pris de vitesse par la rapidité de la croissance démographique ? Nourrir cinq milliards d'hommes en plus n'est pas une affaire impossible. Mais le faire en quelques décennies, c'est déjà beaucoup plus difficile. Et pourtant il faudra faire plus. On ne peut en effet se contenter de multiplier par deux la production pour répondre au doublement de la population. On ne ferait ainsi qu'accroître la proportion des pauvres par rapport à celle des riches. Ne serait-ce que pour maintenir le rapport actuel (un quart « riche » pour trois quarts « pauvres »), il faudrait multiplier par plus de deux la production, puisque tout l'accroissement de la population se fera dans les pays pauvres et que l'on imagine mal les pays riches accepter de réduire leur train de vie ni même se résoudre à ne plus le voir augmenter. Or il est urgent d'atténuer l'inégalité actuelle qui, avec le déséquilibre démographique croissant, deviendra de plus en plus source de tensions.
- Deuxième question : dans ce contexte, accroître la production mondiale ne suffit évidemment pas. Le risque est grand en effet que l'économie mondiale reste encore pour longtemps dominée par les pays du Nord (auxquels se seront

Incertaine Planète

jointes quelques ex-pays en développement d'ailleurs souvent eux-mêmes situés au Nord, comme la Corée). Saura-t-on faire en sorte qu'une production accrue profite plus équitablement à l'ensemble ? Et la question ne se limite pas, loin de là, à une simple question de redistribution de la production mais porte pour l'essentiel sur la dissémination des moyens de produire, ce qui est autrement plus difficile.

- Plus difficile encore est la troisième question, et c'est sans doute avec elle que nous atteignons le cœur de la problématique du développement durable : « Sommes-nous capables de faire cela (produire davantage, mieux répartir les moyens de production) ^{p.207} sans mettre en cause l'existence de la planète sur laquelle nous vivons ? » Albert Jacquard a publié tout récemment un livre intitulé *Absolu* ¹ dans lequel il dit que l'homme, jusqu'à une époque relativement récente, a pu faire un peu ce qu'il voulait sur la planète pour assurer la satisfaction de ses besoins, sans avoir à faire attention à ne pas détériorer son environnement. Il avait même plutôt l'impression, le plus souvent justifiée, que son action améliorait son environnement. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus agir avec la même insouciance. L'industrialisation a été la cause de formes de plus en plus sévères de dégradations écologiques. Ce furent d'abord des nuisances locales détériorant ici ou là les conditions de vie (accidents du travail et maladies professionnelles, entassement dans des logements

¹ Abbé Pierre et Albert Jacquard, *Absolu*, dialogue animé par Hélène Amblard, Paris, Le Seuil, « Points », 1995.

Incertaine Planète

insalubres, pollutions de l'air et de l'eau...) puis des nuisances plus importantes pouvant rompre l'équilibre de la vie dans des régions entières (assèchement de la mer d'Aral) ou menacer d'épuisement certaines ressources consommées plus vite qu'elles ne se renouvellent. Mais depuis peu l'inquiétude a encore grandi avec la menace globale que l'activité humaine fait peser sur les grands équilibres écologiques de la planète : percée de la couche d'ozone, réchauffement de l'atmosphère dû à l'effet de serre. Comment dès lors assurer le colossal accroissement de production nécessaire pour subvenir aux besoins de bientôt dix milliards d'êtres humains, sans porter atteinte à la capacité de la planète à tout simplement accueillir la vie, notamment la vie de l'homme ? Je n'ai évidemment pas la réponse. Je pense cependant indubitable qu'il faudra, pour le faire, non seulement innover, découvrir des recettes nouvelles (en quoi je fais volontiers confiance à l'homme), mais aussi reconnaître les exigences nouvelles et mettre en œuvre les nouvelles règles de conduite qui permettront de tirer profit de ces innovations au bénéfice de l'ensemble, ce qui est une autre paire de manches. p.208

- Cela me conduit à ma quatrième question, sans doute la plus cruciale : « Qui va poser ces règles, et qui les fera appliquer ? » C'est le point sur lequel je suis le plus pessimiste. Il ne me semble pas que, politiquement, l'humanité actuelle soit en état de prendre en charge tous ses problèmes, pas même les plus urgents. Mon vœu le plus cher serait naturellement qu'elle le devienne au plus vite. Techniquement il n'y a là rien d'impossible. Nous avons bien

Incertaine Planète

su, du moins au Nord, construire des Etats-nations, capables de prendre en charge, tant bien que mal, la maîtrise des effets nocifs les plus criants du développement industriel (injustice sociale, pollutions industrielles). Rien ne devrait interdire que le défi soit désormais relevé au niveau mondial où il se trouve transposé. Hélas, l'actualité ne nous livre que trop d'exemples de l'incapacité dans laquelle se trouve la « communauté internationale » de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers parfois les plus mal compris.

Plus de questions que de réponses donc.

Avant de m'arrêter, il me reste cependant à m'expliquer sur un point, pour être tout à fait sûr de ne pas être mal interprété : en évoquant ces quatre questions auxquelles nous renvoie l'enjeu démographique des prochaines décennies, à aucun moment je n'ai posé celle de notre capacité à assumer la maîtrise de la fécondité. Je ne pense pas que la question soit déplacée ou négligeable. Mais je pense néanmoins qu'elle n'est que seconde. Ce n'est nullement de la réponse à cette question que dépend le succès avec lequel nous serons capables de franchir le cap le plus crucial, celui des prochaines décennies.

Il n'y a pas, en effet, de solution démographique immédiate au défi démographique. Quelques personnes, assez peu responsables me semble-t-il, n'hésitent pas à affirmer : « Il faut arrêter la croissance démographique tout de suite. » Si ce n'est de l'inconscience ou de la bêtise, alors ce sont là propos criminels. On le sait, même si comme par enchantement, dès demain matin, toutes les femmes du monde réglaiement leur fécondité au strict

Incertaine Planète

minimum nécessaire ^{p.209} pour assurer le remplacement des générations, la croissance de la population mondiale au cours des trente ou quarante prochaines années n'en serait qu'à peine ralentie. En clair, vouloir arrêter la croissance démographique tout de suite revient à chercher la solution non pas du côté de la fécondité mais du côté de la mortalité. C'est en ce sens qu'il me paraît pour le moins irresponsable, sinon foncièrement malhonnête, de laisser croire que des politiques de population permettraient d'arrêter la croissance démographique immédiatement. Il est impérieux d'être plus réaliste, de reconnaître que, quelles que soient les politiques de population, nous avons encore quelques décennies de forte croissance devant nous, et qu'il faut tendre d'urgence tous nos efforts vers la réorganisation économique, sociale, politique de la planète pour y faire face.

Loin de dénier en conséquence tout intérêt aux politiques de maîtrise de la fécondité, je pense au contraire qu'elles ont toute leur utilité à condition de ne pas leur attribuer un rôle qu'elles ne peuvent remplir. Dans le meilleur des cas, ce que l'on peut en attendre est en effet qu'elles accompagnent le mieux possible le formidable processus de transition démographique que nous sommes en train de vivre. La maîtrise de la fécondité, de toute façon, est en marche dans toutes les populations du monde. Souvenez-vous de cette perspective : 700 milliards si rien ne se passe et 12 milliards si la stabilisation a lieu. Entre les deux, et déjà en ce moment, des faits absolument extraordinaires sont en train de se produire, et ce, quelles que soient les politiques menées, quels que soient les effets du discours tenu par le Pape. Ce que nous pouvons vraisemblablement faire, et ce n'est pas peu,

Incertaine Planète

c'est accompagner, peut-être accélérer le processus (ce qui, on l'a vu, n'aura d'ailleurs d'effet qu'à plus long terme), mais surtout le rendre plus confortable, plus humain (du XVIII^e siècle aux années 1960, la France a maîtrisé sa fécondité avec pour toute technique le coït interrompu et il est clair qu'on peut aujourd'hui faire mieux). C'est beaucoup. Ce n'est nullement une réponse à l'essentiel, qui ne trouvera de solution que dans l'instauration d'un nouvel ordre économique, politique et même écologique mondial.

*

Discussion

@

M. PIERRE DE SENARCLENS : Jacques Vallin a mis en évidence avec beaucoup de précision les enjeux démographiques liés aux changements en cours, et a décrit les principaux défis actuels. Sur les problèmes particuliers de l'Afrique, je propose à Thérèse Locoh de prendre la parole.

Mme THÉRÈSE LOCOH : Alors que la population mondiale s'accroît d'environ 1,7 % l'an et que l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique du Nord connaissent des ralentissements rapides de leur croissance démographique, l'Afrique subsaharienne est la dernière partie du monde à avoir expérimenté, dans les vingt dernières années, une croissance de sa croissance (de 2,7 % en 1970 à 2,9 % actuellement).

C'est d'autant plus frappant que l'Afrique subsaharienne offre par ailleurs l'image d'un continent sinistré, affronté à des désastres économiques et à des situations de guerre surgissant de façon récurrente.

On a souvent tendance à considérer que c'est la croissance rapide de la population qui est, sinon la cause, du moins un des déterminants majeurs de la situation très différente où se trouvent les pays africains. De là à considérer que le ralentissement, voire l'arrêt de la croissance démographique, constitue une réponse majeure aux dilemmes du non-développement en Afrique, il n'y a qu'un

Incertaine Planète

pas. C'est méconnaître l'interaction dynamique entre croissance d'une population et développement économique.

1. La croissance rapide de la population dans les trente dernières années est d'abord l'expression d'un progrès, celui de la lutte contre la mortalité. Depuis 1965, la mortalité dans l'enfance a baissé d'un tiers en Afrique subsaharienne. Bien évidemment les niveaux de mortalité restent scandaleusement élevés. C'est encore presque un enfant sur cinq qui meurt avant cinq ans, mais les progrès sont nets et contrairement à ce que certains craignent, ils n'ont pas été vraiment remis en cause par la crise des années 1980 — grâce, en partie, aux programmes de vaccination.

2. Le second moteur de la croissance démographique, c'est le rythme auquel se produisent les naissances, et c'est le décalage entre une mortalité en baisse et une fécondité maintenue à un niveau très élevé — de l'ordre de six enfants par femme — qui entraîne la forte dynamique d'accroissement de la population.

Jusqu'à ces dernières années, l'Afrique subsaharienne est restée le sous-continent des plus fortes fécondités, donnant l'apparence d'une ^{p.211} grande stabilité. Des facteurs socioéconomiques et culturels contribuaient au maintien d'une forte fécondité alors que la baisse de la mortalité la rendait moins « nécessaire » pour la reproduction de la population.

Les régimes matrimoniaux — encourageant le mariage relativement précoce des filles et leur remariage en cas de veuvage ou de divorce — sont particulièrement favorables à une descendance nombreuse.

Les aspirations des familles — vivant essentiellement en économie de subsistance vivrière — favorisent également les grandes familles et tout un système de normes de valeurs contribuant à une forte fécondité.

Quant à la mortalité dans l'enfance elle a été, et est encore, une menace permanente et sa baisse n'est perçue que progressivement : les comportements « natalistes » pour la pallier se réadapteront mais avec une période de latence, de décalage.

Jusqu'à une date récente on a donc observé la stabilité de la fécondité africaine, à un niveau élevé — ce qui n'allait pas sans des formes de

Incertaine Planète

« maîtrise » de la fécondité puisque les Africaines et les Africains s'efforcent d'espacer les naissances de trois ans environ, pour qu'un allaitement de longue durée préserve la survie de l'enfant.

En fait, d'autres changements, liés au développement, sont à l'œuvre mais ne se sont traduits en termes de maîtrise de la fécondité que tout récemment. Et c'est ce qui est nouveau dans l'évolution actuelle : on commence à observer, dans quelques pays et à peu près dans tous les milieux urbains, une baisse de la fécondité. Le phénomène est récent (années 1985 et suivantes) mais il traduit, là où il se produit, des progrès sensibles et pas seulement, voire très peu, les résultats de politiques de population *stricto sensu*.

Prenons l'exemple du Kenya, longtemps cité comme le « champion » des niveaux de fécondité. Il y avait huit enfants par femme en 1978. Il s'y produit maintenant un changement de cap relativement rapide. Six-sept enfants en 1989 et un peu plus de cinq enfants en 1993.

D'autres pays, Botswana, Zimbabwe souvent cités, mais plus récemment le Ghana, le Ruanda et le Sénégal, semblent s'engager dans une meilleure maîtrise de la fécondité.

Quels en sont les facteurs ? Les pays qui ont les baisses de natalité les plus nettes (Kenya, Zimbabwe, Botswana) sont aussi ceux qui ont les plus forts taux de scolarisation féminine dans le secondaire et les meilleurs résultats en termes de baisse de la mortalité durant l'enfance. Ils ont aussi bénéficié de programmes de planification familiale de bonne qualité. La fécondité est en baisse dans les villes plus que dans les campagnes.

Le mouvement de transition vers des familles moins nombreuses, là où il se produit, est donc bien l'expression d'un « développement », notamment celui de la scolarisation féminine.

p.212 La crise économique n'est-elle pas, elle aussi, un puissant facteur de prise de conscience de la nécessité d'avoir moins d'enfants ? C'est vrai dans certains milieux, surtout chez les salariés des villes, mais la crise et surtout les plans d'ajustement structurel peuvent avoir des effets pervers en minant les capacités des infrastructures de soins et d'éducation.

Là où il se produit le recul de la fécondité traduit un tournant important des aspirations des familles ; mais à part ces quelques pays, le recours à la

Incertaine Planète

contraception moderne reste faible et les moyens essentiels en sont le retard de l'âge du mariage des filles et l'espacement entre les naissances.

3. Mais si ces observations toutes récentes des prémices de la baisse de la fécondité laissent penser que l'Afrique subsaharienne va entrer dans une phase de ralentissement de sa croissance, on sait que cette croissance sera encore forte pour de longues années. D'abord parce qu'il y a encore d'énormes progrès à faire dans le domaine de la mortalité et parce que les familles, même si elles désirent un peu moins d'enfants, situent leurs aspirations autour de quatre ou cinq enfants. Par ailleurs les programmes de planification familiale sont encore très insuffisants, soit par leur implantation (essentiellement urbaine) soit par la qualité de leurs prestations.

Comme pour toutes les populations en début de transition, on sait que dans les décennies à venir la croissance est déjà « programmée », puisque les femmes qui auront des enfants demain sont déjà nées. La première des priorités en matière de population est donc de s'atteler à accueillir ceux qui ne manqueront pas d'arriver et de leur fournir les soins, l'éducation et l'emploi.

Au rythme actuel l'Afrique double sa population en vingt-cinq ans et les perspectives des Nations Unies prévoient une Afrique de 1.600 millions d'habitants environ.

Dans les trente dernières années ce doublement s'est produit et l'Afrique a néanmoins connu, comme on l'a rappelé, des améliorations nettes en certains domaines qui traduisent, contre l'image catastrophique qu'on s'en fait trop souvent, des progrès : la mortalité a notablement baissé, l'alphabétisation et la scolarisation ont réellement progressé. La proportion d'adultes alphabétisés a doublé entre 1960 et 1990, passant de 27 % à 54 %.

L'urbanisation rapide — considérée trop souvent uniquement sous ses aspects négatifs — est aussi l'expression d'une diversification indispensable des activités économiques et un facteur puissant de l'adoption de comportements familiaux nouveaux.

Bien évidemment la croissance actuelle de la population impose des contraintes extrêmement fortes à des économies fragiles — et ce au plus p.213 mauvais moment dans la conjoncture internationale : les économies africaines subissent de plein fouet la crise et les effets destructeurs d'une politique

Incertaine Planète

économique ultralibérale, concurrences sauvages entre pays en développement, encouragées par les pays riches.

Qui plus est, les Etats dans bien des pays sont en pleine déliquescence. Il n'est pas besoin de rappeler la triste litanie de catastrophes politiques, d'élites et chefs d'Etat prévaricateurs, ni non plus l'échec de la plupart des ambitieux projets de développement financés par la coopération internationale. La multiplication des organisations non gouvernementales pallie certains manques, canalise les immenses énergies de la société civile mais ne peut se substituer aux Etats défailants. L'équilibre nécessaire entre population et ressources est de plus en plus précaire et c'est essentiellement par l'intense activité au niveau communautaire que se fait la prise en charge des jeunes, des dépendants et même la création d'emplois dans certains secteurs.

Agir sur l'accroissement de la population — en développant des programmes de planification familiale — est absolument nécessaire, d'autant plus qu'une « demande » de contraception se fait jour dans certains milieux, mais cela n'est pas suffisant.

La croissance de la population africaine va se poursuivre. Elle va se traduire par un afflux de jeunes à former, à scolariser, à mettre au travail. C'est une donnée incontournable et un potentiel de richesse si on arrive à leur proposer des emplois productifs.

Cela impose des efforts énormes, qui pour l'instant reposent presque entièrement sur les familles, la société civile. La coopération internationale semble de plus en plus mettre l'accent sur la planification familiale après l'échec de nombreuses tentatives coûteuses et mal conçues dans le domaine économique. La création de nouvelles richesses dans l'agriculture a des limites. Il faut un développement d'activités hors de l'agriculture. La croissance des populations urbaines n'est pas en soi néfaste comme on le croit parfois, si elle génère de nouvelles activités rentables. Il faut redéployer cette coopération en y associant étroitement les jeunes Africains formés qui, dans de nombreuses organisations non gouvernementales, démontrent clairement leur capacité à innover et à développer des activités économiques nouvelles.

Les jeunes sont aussi un potentiel de révolte. On l'a vu ces dernières années avec de nombreuses manifestations dans les villes, menées par des jeunes, étudiants ou « déscolarisés ». L'enjeu n'est pas uniquement africain. En 1990,

Incertaine Planète

dans le monde, un « jeune » de 15 à 24 ans sur huit est né en Afrique ; en 2025 cette proportion sera de un sur quatre. De ce que nous leur offrirons dépend notre sort à tous, pas seulement celui des Africains.

M. PIERRE DE SENARCLENS : p.214 Je serai reconnaissant à Louise Lassonde de nous faire part des réflexions que lui inspirent les responsabilités qu'elle a assumées au service de la communauté internationale.

Mme LOUISE LASSONDE : Avant d'aborder la négociation internationale, il importe de souligner que l'on change ici de perspective et de niveau d'analyse par rapport aux deux exposés précédents. En passant de la discussion sur les tendances démographiques et leur signification à la négociation internationale, on franchit le fossé qui sépare le discours scientifique, supposé rationnel, du débat politique caractérisé par l'amalgame entre des positions d'Etat et les motivations individuelles issues d'un tréfonds émotionnel bien vivace en chacun de nous.

Où en est la négociation internationale sur la population ; quel est le contenu du dernier accord intervenu sur ce sujet ; et enfin, quelles leçons peut-on en tirer qui permettent de comprendre comment la communauté internationale aborde les grandes questions de notre temps ? Telles sont les trois questions auxquelles j'aimerais apporter des éléments de réponse.

La décennie 1990 : une nouvelle étape dans le débat

Le débat sur l'évolution démographique n'est pas nouveau. Il apparaît dans sa formulation moderne au XVIII^e siècle, sous l'angle du rapport entre population et subsistances. Schématiquement, on peut distinguer trois grandes périodes à travers lesquelles la population est passée du statut de sujet intellectuel à celui d'objet de prescriptions politiques internationales. La première (1853-1944) en a fait un nouveau sujet d'étude. Le débat se résume alors à l'Europe ; seule cette aire géographique, son expérience et ses problèmes suscitent l'intérêt. Il prend place dans un contexte de guerre et de craintes de dépeuplement. Deux sujets de préoccupation dominant jusqu'aux années 1950 : les migrations résultant d'une surpopulation localisée, et la planification familiale vue comme un droit individuel pouvant entrer en conflit avec l'intérêt collectif.

Incertaine Planète

La deuxième période (1945-1965) marque un tournant sur le plan du traitement tant scientifique que politique de la question, et, surtout, voit entrer en scène les Etats-Unis comme principal protagoniste dans ces deux domaines. Elle est riche en développements scientifiques qui donneront corps aux différentes doctrines idéologiques qui s'affronteront par la suite : mise au point des principaux outils méthodologiques de la démographie ; réalisation d'une première étude sur les facteurs et les conséquences de la dynamique démographique établissant un lien entre l'évolution démographique et les paramètres socioéconomiques ; développement ^{p.215} de la recherche empirique ; structuration de la formation des démographes ; et enfin, mise au point des premières projections démographiques à l'échelle mondiale par la Division de la population.

La troisième période (1966-1994) amène la démographie au cœur du débat politique à travers la tenue de conférences intergouvernementales réunissant tous les Etats membres du système des Nations Unies. La première a lieu à Bucarest en 1974, la deuxième à Mexico en 1984 et la plus récente au Caire en septembre 1994. Bucarest donna lieu à l'adoption d'un Plan mondial d'action sur la population que Mexico amenda légèrement en y ajoutant quelques propositions d'importance secondaire. La Conférence du Caire se donna comme objectif de repenser la question sur de nouvelles bases et, délaissant le Plan de 1974, élaborera un nouvel instrument appelé « Programme d'action sur la population et le développement ».

Chaque conférence a produit une ligne de fracture idéologique différente : Nord-Sud à Bucarest ; Est-Ouest à Mexico ; au Caire, l'opposition se cristallise entre défenseurs d'une conception laïque de la société et tenants d'une conception théocratique. La principale controverse du Caire oppose en effet les partisans des droits individuels en matière de reproduction et de sexualité à ceux qui estiment que les Etats ont le droit de les restreindre au nom de valeurs culturelles et de croyances religieuses. Si l'âpreté de l'antagonisme entre les deux positions est en partie due au sujet lui-même (la vie, la mort, la sexualité demeurent des sujets fortement émotionnels et les discuter dans un forum international relève de la gageure), elle s'alimente aussi de la force du mouvement féministe qui jamais, dans l'histoire de la négociation internationale, n'avait joui de conditions aussi favorables pour faire valoir ses revendications.

Incertaine Planète

Mobilisé pour la première fois avec une telle ampleur dans le débat sur la population, le mouvement féministe a su tirer parti d'une conjoncture favorable et nouer une alliance remarquablement efficace avec d'autres groupes d'intérêt. En effet, la conférence a fourni au mouvement féministe international les trois conditions essentielles de son succès : l'appui du « groupe population », principal groupe de pression et protagoniste le plus expérimenté des conférences sur la population ; le soutien de l'administration américaine, acteur déterminant dans la négociation ; et enfin, l'appui de la Secrétaire générale de la Conférence (Nafis Sadik), disposée à user de toute son influence sur le processus de préparation de la Conférence pour mettre en avant les problèmes des femmes.

Les orientations pratiques

La Conférence du Caire portait le titre de « Conférence sur la population et le développement », se démarquant ainsi des deux conférences ^{p.216} précédentes dont l'appellation officielle comportait seulement le terme « population ». En raison de son mandat élargi, on s'attendait généralement à ce qu'elle se concentre sur la dimension démographique du développement durable, poussant plus loin l'effort entrepris à Rio pour définir des politiques et un cadre d'action aptes à assainir la situation socioéconomique mondiale tout en respectant les grands équilibres de la biosphère. Dans les faits, le développement demeura le parent pauvre d'un programme contenant 129 pages de recommandations réparties en quinze chapitres.

Trois grands ensembles thématiques s'en dégagent, qui relèvent de niveaux différents, chacun ayant sa logique propre et renvoyant à des enjeux spécifiques de l'organisation sociale et des relations entre les peuples. Le premier ensemble, le plus important en termes de nombre de recommandations et de visibilité politique, porte sur la reproduction, la femme et la famille. Le second, relativement dilué, s'articule autour des liens entre la dynamique démographique et le développement. Le troisième ensemble apparaît en creux, par défaut et par omission. Il recouvre les sujets qui ont été esquivés ou abordés superficiellement et qui soulèvent des enjeux d'autant plus significatifs qu'ils ont été occultés : la mortalité, la migration et le vieillissement.

Si la Conférence du Caire a permis des avancées sur plusieurs thèmes,

Incertaine Planète

celles-ci sont fort inégales et, surtout, laissent inachevée une large part de débat, signe d'omissions volontaires et du désir d'occulter certains sujets, ou encore témoin de ce qui demeure informulé — peut-être parce qu'informulable en langage diplomatique — dans le débat international sur la question démographique.

Au chapitre de la reproduction, on peut mettre au crédit des négociateurs quatre avancées significatives. La première est la légitimation de la notion de « santé de la reproduction » en remplacement de celle, par trop restrictive, de planification familiale. La santé de la reproduction recouvre le bien-être physique, mental aussi bien que social de l'individu pour tout ce qui concerne les fonctions et les organes associés à la reproduction. Il s'agit d'une notion délibérément floue à visée consensuelle plus que pratique, et qui présente l'avantage d'adapter les programmes qu'elle recouvre à divers types de clientèle.

Les trois autres avancées sont la reconnaissance de la sexualité, de la diversité des formes de famille et, enfin, une certaine primauté accordée à la perspective de la femme pour tout ce qui se rapporte à la fécondité. Aussi étrange que cela puisse paraître, dans le passé, les conférences avaient amplement débattu de la reproduction en omettant de considérer que celle-ci est ancrée dans une réalité première, source de notre existence en tant qu'espèce, la sexualité.

En abordant le thème de la « population et du développement », la conférence a mis sur le devant de la scène trois idées : la nécessité de penser ^{p.217} le développement dans un cadre de « durabilité et de viabilité environnementale et sociale » ; l'importance de stimuler la croissance économique pour combattre la pauvreté ; enfin, le droit au développement comme fondement de l'action internationale. A proprement parler, il ne s'agit pas là de principes nouveaux, dans la mesure où ils figurent dans tous les documents issus des conférences onusiennes de la décennie 1990, mais ils le sont dans le contexte d'orientations pratiques relatives à la population.

Trois thèmes ont été occultés pour des raisons qui mériteraient une analyse plus approfondie : la mortalité générale, les migrations et le vieillissement. Tant les écarts considérables que l'on observe dans l'espérance de vie des différents groupes sociaux et/ou nationaux, que la recrudescence de la mortalité (due

Incertaine Planète

notamment au sida et à la détérioration des conditions de vie dans certains pays), sont des sujets de préoccupation qui ont malheureusement été laissés dans l'ombre, les négociateurs demeurant obnubilés par l'impératif de réduire la « croissance démographique ». Les migrations ont été peu discutées, essentiellement parce que les pays occidentaux ne souhaitent pas ouvrir un débat international sur cette question et préféraient gérer les flux migratoires au moyen de législations nationales modulables à volonté. Quant au vieillissement, bien qu'il s'agisse d'une tendance inéluctable de l'évolution démographique et que nombre de pays, notamment en Asie, perçoivent d'ores et déjà le défi que pose à l'organisation économique et sociale l'augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans, le Programme d'action en parle peu. Les recommandations qui s'y rapportent sont formulées de manière superficielle et se bornent à mentionner que les personnes âgées sont à la fois un problème et une richesse pour leur société d'origine !

La dernière nouveauté du Programme d'action réside dans ses orientations pratiques. En effet, les plans, les déclarations et les programmes élaborés sous les auspices de l'ONU dans les années 1970 et 1980 proposaient de prendre des mesures *techniques* pour enclencher ce que l'on appelait à l'époque « le développement » : les programmes de santé publique, l'agroforesterie et l'assainissement des marais en sont quelques exemples. Un retour sur trois décennies d'aide au développement a montré que les recettes techniques n'ont pas fonctionné partout et que le « développement » exige que d'autres critères soient aussi remplis. C'est ainsi qu'au début des années 1990 les pays industrialisés semblent avoir découvert l'importance du respect des droits de l'homme et de la démocratie auxquels ils confèrent le rôle d'instrument premier du développement. Dans le droit fil de cette nouvelle orientation du débat international, le Programme d'action sur la population et le développement est un plaidoyer en faveur du respect des droits individuels, tout particulièrement ceux de la femme et de l'enfant, et appelle à davantage de transparence dans la gestion des affaires publiques. De plus, il souligne que le développement ^{p.218} implique l'instauration d'un nouveau partenariat entre les pouvoirs publics et les représentants de la société civile, tout spécialement les organisations non gouvernementales.

De l'utilité d'en tirer quelques leçons

Incertaine Planète

La cour des mirages

La négociation a débouché sur un intéressant paradoxe : si les avancées permettent désormais d'asseoir les programmes de planification familiale sur des bases plus larges et, dans une certaine mesure, sur des objectifs moins directement liés à la réduction de la fécondité, la part d'inachevé et de non-dit qui perdure dans le débat démographique porte en elle le risque d'une grave confusion des esprits. L'interprétation dominante du Programme d'action avance que celui-ci « a réussi à dépasser les objectifs macrodémographiques au profit d'une stratégie intégrée de population et de développement qui place le bien-être individuel et l'émancipation des femmes au centre des préoccupations ».

Cette interprétation appelle cinq commentaires. En mettant l'accent sur la gestion de la sexualité et de la procréation dans la perspective féminine, les principaux protagonistes de la négociation (les groupements féministes et la mouvance anglo-saxonne) ont réduit le débat à la seule dimension microsociale des phénomènes, rendant de ce fait la problématique démographique non pertinente pour penser l'avenir de l'humanité. Par ailleurs, la négociation a fait l'impasse sur la dimension politique des évolutions démographiques comme si celles-ci recouvraient un champ politiquement neutre, ce que démentent avec force les multiples formes de xénophobie, de racisme et de « peur de l'autre » inscrites dans les comportements individuels et les mouvements identitaires qui fleurissent aujourd'hui.

Une troisième réflexion a trait aux deux principaux postulats sur lesquels le Programme est implicitement fondé, postulats qui demeurent scientifiquement non prouvés en dépit des nombreuses tentatives faites pour leur donner consistance. Le premier suggère un lien de causalité entre la forte fécondité, la pauvreté et le statut inférieur de la femme ; le second, une causalité de même nature entre la croissance démographique et la détérioration de l'environnement. Si l'on peut établir certaines relations entre ces phénomènes dans des situations bien précises dans l'espace comme dans le temps, il apparaît en revanche incorrect d'en inférer une causalité systématique. L'amalgame que l'on retrouve couramment dans la littérature entre ces trois ordres de réalité : la forte fécondité, la pauvreté et la détérioration de l'environnement, résulte d'une construction idéologique mise en place dans la période d'après-guerre, dans un contexte où les Etats-Unis avaient besoin de

Incertaine Planète

légitimer leur rôle sur la scène ^{p.219} internationale en invoquant l'imminence d'une « crise démographique mondiale » qu'ils cherchaient à la fois à diagnostiquer et à résoudre en finançant de vastes programmes de contrôle des naissances dans les pays du Sud. Aujourd'hui encore, le spectre de la bombe démographique se révèle un puissant levier pour mobiliser l'opinion publique et lui faire avaliser des mesures de politique extérieure, tout en n'ayant rien à voir avec leurs fondements réels.

La quatrième observation à laquelle conduit l'analyse de la négociation internationale est l'existence d'un certain nombre de contradictions inhérentes au Programme d'action que les Etats, et les acteurs du développement d'une manière générale, devront surmonter s'ils entendent mettre en pratique ses orientations. Parmi celles-ci, on retiendra comme significatives la contradiction entre les droits individuels, ceux de la famille et ceux de la collectivité que le Programme situe au même niveau ; l'opposition entre l'affirmation de la spécificité culturelle et la prépondérance du modèle occidental omniprésent dans le document et sur la base duquel la majorité des recommandations sont formulées ; la dichotomie entre une approche globale des problèmes et la dissociation des responsabilités en vertu de laquelle les pays du Sud auraient un problème démographique à résoudre alors que les pays du Nord auraient, eux, la responsabilité de changer leurs modes de production et de consommation ; enfin, la contradiction liée à l'affirmation maintes fois répétée de la nécessité de la croissance économique pour tous les pays dans le cadre du développement durable planétaire. A cet égard, les gouvernements ont montré à quel point ils sont tous attachés au mythe du développement façon 1950, un développement basé sur et mesuré par la croissance économique et qui ne tient aucunement compte des indicateurs qualitatifs et de la répartition des richesses selon les groupes sociaux.

Les mots : talon d'Achille de la négociation internationale

Les paradoxes de la négociation internationale résultent en grande partie des conventions tacites présidant à l'élaboration des accords entre gouvernements, notamment celles qui ont trait au langage utilisé ainsi qu'aux mécanismes de conciliation.

Les mots clefs des documents onusiens recouvrent souvent des notions

Incertaine Planète

floues, difficiles à traduire dans les autres langues du système ¹ et qui mises en phrases constituent la langue de bois onusienne qui s'est progressivement imposée depuis 1945 jusqu'à devenir aujourd'hui le parler ordinaire, voire le penser ordinaire, des négociations internationales.

p.220 Dans la symbolique des conférences, consensus ne veut pas dire unanimité. L'idée de consensus témoigne d'abord et avant tout de la volonté des Etats d'arriver à une déclaration d'intention commune en dépit de désaccords pouvant survenir sur des points particuliers à propos desquels ils peuvent faire enregistrer leurs « réserves ». Pour faire adhérer près de cent quatre-vingts Etats à un même programme, il est nécessaire d'avoir recours à certaines techniques de négociation permettant d'atteindre un degré raisonnable d'entente tout en laissant suffisamment de marge d'interprétation pour que chaque gouvernement ait l'impression d'y trouver son compte. Dans cette pratique, trois modalités de négociation forment le pivot de toute entente ; elles relèvent de techniques qui semblent avoir été systématiquement appliquées dans la négociation internationale de cette décennie ; nous les appellerons principes de juxtaposition, d'imprécision et de spécificité.

Le premier principe consiste à juxtaposer les positions des uns et des autres plutôt que de chercher à atteindre un consensus en éliminant les obstacles. Le principe d'imprécision consiste à faire l'économie de contradictions gênantes en prenant comme base de consensus des notions vagues qui n'ont aucun sens opérationnel en dehors de celui que les uns et les autres entendent lui donner dans des contextes bien spécifiques. L'imprécision comporte le risque de voir le goût du néologisme se substituer à la nécessité du concept. Le principe de spécificité se révèle chaque fois qu'un texte porte la mention « selon les cas » ou « tel qu'approprié ». Il s'agit là de formules destinées à restreindre la portée d'une recommandation aux seules situations jugées pertinentes par ceux qui sont chargés de l'appliquer. Le Programme sur la population et le développement fait de la spécificité des situations nationales son premier principe directeur, ce qui ne l'empêche pas de développer par la suite des recommandations destinées à être universellement appliquées.

¹ La négociation se fait en anglais, les textes étant traduits dans les autres langues officielles du système onusien : le français, l'espagnol, l'arabe, le chinois et le russe.

Incertaine Planète

Grâce à l'habile maniement de ces trois principes et à la pratique discrétionnaire de la réserve, toutes les parties impliquées peuvent quitter la table de négociation satisfaites avec le sentiment d'avoir marqué des points tout en ayant fait avancer le débat. La mise en pratique du document adopté est une tout autre affaire. C'est là que s'arrête le mirage et que commence le réel.

Politiquement, rien n'oblige les Etats à remplir leurs engagements. Economiquement non plus, dans la mesure où tous veulent la même chose : un commerce extérieur excédentaire ! Seule l'éthique peut imposer ses critères, mais encore faut-il que les êtres humains y soient sensibles. Dans le rapport de force de la négociation internationale, l'exigence éthique est d'abord et avant tout celle de la vérité des mots, du mot juste et de la transparence des concepts porteurs de sens universel. Mais pour de multiples raisons, les instances internationales ont perdu de vue ^{p.221} l'authenticité de la langue et ne sont plus en mesure de saisir le réel. Pour cela il faudra désormais compter sur la vigilance de la langue où le mot, instrument sacré, construit le monde en lui conférant du sens.

M. PIERRE DE SENARCLENS : Comme vous le savez, les problèmes de démographie ne sont pas du ressort immédiat des spécialistes de relations internationales. Cependant les questions de population — la croissance démographique et les migrations en particulier — comme celles liées à l'environnement dans lesquelles la variable démographique joue un rôle, préoccupent de plus en plus les spécialistes de relations internationales.

Dans la tradition de Raymond Aron et de bien d'autres auteurs, je rappellerai tout d'abord que la politique internationale, telle qu'elle est structurée par les rapports entre les Etats, a pour trait caractéristique de s'inscrire dans un milieu relativement *anarchique*. Il existe certes des institutions internationales et les Etats entretiennent des rapports de coopération. Mais ces liens juridiques et institutionnels sont souvent fragiles.

La société internationale est également structurée par de nombreux phénomènes et processus qui échappent en partie à l'emprise des Etats et auxquels les analyses de relations internationales doivent accorder une place grandissante. Les marchés se déploient à l'échelle planétaire, du fait de l'action des entreprises transnationales. Les échanges entre sociétés nationales n'ont

Incertaine Planète

cessé de se multiplier en raison de cette dynamique du marché, mais aussi grâce aux progrès des communications. Ces flux transnationaux affaiblissent parfois l'autonomie des Etats, qui n'ont pas toujours la pleine maîtrise de leur politique publique : leur taux de chômage ou d'inflation, le cours de leur monnaie, le prix de leurs matières premières, le niveau de leur endettement sont en partie déterminés par ces réalités transnationales.

Les problèmes démographiques font naturellement partie de cette question sociale. Ils marquent et influenceront toujours davantage l'évolution de la politique internationale. Ils auront des répercussions géopolitiques impliquant la sécurité. Ainsi, dans quelques décennies, à savoir le temps d'une génération, on assistera à des changements dans l'état des rapports démographiques entre certaines régions. L'exemple des peuples de la Méditerranée est intéressant à cet égard. On prévoit que la population des pays bordant cette mer passera de 356 millions en 1985 à un chiffre oscillant entre 520 et 570 millions en 2025. Les pays du Nord de la Méditerranée, qui constituaient les deux tiers de la population du bassin en 1950, ne formeront plus alors qu'un tiers. Les peuples de la Turquie au Maroc seront cinq fois plus nombreux qu'en 1950. Les populations du Nord auront un taux de fécondité déclinant ; elles seront âgées, au contraire des autres populations du pourtour de la Méditerranée qui p.222 auront d'énormes problèmes pour intégrer leurs jeunes dans leur marché du travail. Ces mutations démographiques affecteront l'environnement. Si la disparité actuelle de développement devait durer ou même s'approfondir entre ces deux parties de la Méditerranée, on pourrait s'attendre à l'accroissement des flux migratoires, mais aussi au renforcement des clivages culturels et des conflits politiques. Ce qui est vrai entre les pays bordant la Méditerranée, l'est également pour d'autres continents ou à l'intérieur de certains pays, en Asie notamment.

Les pays dont la population croît rapidement et dans lesquels la transition démographique se fait avec retard, sont pauvres. Leur croissance démographique renforce le cercle vicieux de leur pauvreté, car pour améliorer leur situation, ils devraient être en mesure de consacrer d'énormes ressources à leurs dépenses de santé, d'hygiène, d'éducation, de formation. Or ces capacités font généralement défaut. Comme chacun le sait, les ressources humaines constituent un facteur déterminant de la croissance économique et un peu partout la fracture entre les riches et les pauvres tient largement à des

Incertaine Planète

différences d'accès aux institutions de recherche et de formation. Compte tenu des problèmes que posent le partage des ressources et l'arbitrage des antagonismes entre classes ou groupes sociaux, la vie politique de ces pays pauvres est souvent plus conflictuelle qu'ailleurs. Ces conflits créent une insécurité qui dissuade les investissements.

L'espace des guerres civiles et des tragédies humanitaires coïncide largement avec celui des grandes poussées démographiques. Certes, la croissance démographique n'est pas nécessairement le noyau de cette problématique conflictuelle, qui comprend aussi la raréfaction des ressources naturelles, des ressources mal exploitées ou difficilement exploitables, l'obsolescence des modes de production, incapables de résister à la concurrence de produits étrangers, des taux de chômage ou de sous-emploi énormes, une misère galopante, des structures sociales inégalitaires, un Etat défailant. Mais la variable démographique joue également son rôle dans cette réalité, puisque la population augmente constamment, doublant environ tous les vingt ans, aggravant aussi l'importance des défis économiques et sociaux que les gouvernements ne peuvent ou ne savent affronter.

La situation de l'Inde n'est pas rassurante à cet égard, puisque la population continue d'augmenter de 2 % par an. Frédéric Landy rappelait dans le dernier numéro du *Monde diplomatique* que la population rurale avait crû de 25 % dans les années 1980, aboutissant à un fractionnement intolérable des propriétés rurales. La situation de nombreux pays africains, enclavés dans des économies de subsistance, fondées essentiellement sur les produits de la terre, d'une terre souvent peu fertile, déjà surexploitée, Etats très endettés, dont les administrations et les ^{p.223} gouvernements sont souvent inadéquats, semble à bien des égards tragique. Si les populations concernées pouvaient diversifier leur production, protéger par des barrières tarifaires une industrialisation naissante et s'intégrer dans le commerce international, la croissance démographique ne constituerait pas un problème. Mais comment participer aux échanges internationaux en diversifiant ses entreprises économiques avec peu d'aide extérieure, lorsque les pays étrangers n'achètent pas les produits indigènes, ou les achètent à des prix déclinants ? Une chose est aujourd'hui certaine : les rendements des terres et la productivité des exploitants agricoles devront beaucoup augmenter dans les prochaines années. Dans le passé, il est vrai, la croissance démographique fut souvent un moteur de l'adaptation dans ce domaine.

Incertaine Planète

L'expansion du marché capitaliste et des conceptions individualistes inhérentes à la modernité d'inspiration libérale n'a cessé de miner les assises économiques, sociales et culturelles des sociétés périphériques. Ce qui est nouveau c'est l'accélération du mouvement, en raison notamment des progrès dans les communications. Le marché capitaliste est devenu planétaire, cassant inexorablement les autres modes de production et de consommation, affaiblissant les traditions et valeurs résistant à son emprise. Ainsi, la dynamique de l'économie moderne et des bouleversements socioculturels qui l'accompagnent a tendance à briser les systèmes d'intégration sociale issus du passé. Or les nouvelles formes de sociabilité n'assurent pas toujours les liens de solidarité qu'offraient les anciennes structures familiales et communautaires. Ce phénomène s'est généralisé dans la plupart des pays du monde, sans que l'État soit toujours en mesure de combler par ses prestations sociales le vide « sécuritaire » ainsi créé.

En période de mutations structurelles rapides et profondes, lorsque les changements dans les modes de production modifient les conditions de vie et de travail, lorsque la récession économique altère les statuts sociaux et produit des chômeurs, ces facteurs d'insécurité favorisent le retour d'une religiosité sectaire ou de mouvements politiques intolérants, soudés par la désignation de boucs émissaires. La montée des nationalismes vers la fin du XIX^e siècle, ou pire encore, l'émergence des mouvements fascistes et communistes, furent l'expression des phénomènes d'anomie suscités par les bouleversements de la civilisation industrielle.

Les mécanismes régulateurs du marché capitaliste, qui fonctionnent dans certains Etats par le biais de leur politique publique, n'existent guère dans le domaine de la politique internationale. Il en découle une question sociale dont les dimensions sont désormais internationales, alors que les mécanismes de coopération intergouvernementale restent défailants pour négocier les conflits qui en résultent. L'érosion des souverainetés étatiques n'est pas compensée par l'apparition au plan régional ou mondial de nouvelles institutions capables de prendre le relais de ces souverainetés ^{p.224} défailantes. Il n'existe aucune puissance hégémonique assumant la préservation d'un certain bien commun à l'échelle internationale. Les crises financières se succèdent, l'endettement se perpétue, les polarisations entre le *centre* et les *périphéries* tendent à s'accroître, sans qu'aucune autorité puisse imposer une forme de justice

Incertaine Planète

distributive, comme l'Etat le fit en Europe depuis le XIX^e siècle dans la sphère nationale.

Cette carence politico-institutionnelle justifie l'engagement protéiforme et morcelé d'entreprises humanitaires et charitables dont les motivations sont à la fois admirables et ambiguës, mais qui relèvent des « soins palliatifs » au regard des stratégies de développement. Ces engagements humanitaires en cours, les petits projets de développement poursuivis grâce au concours des ONG, ne sont pas sans analogie avec les œuvres charitables et bénévoles du XIX^e siècle, avant que les mouvements syndicaux et politiques n'obligent les Etats à développer des politiques publiques pour améliorer la situation des classes laborieuses. A bien des égards, il s'agit d'un retour en arrière, comme si les échecs de l'Etat protecteur, et de l'Etat modernisateur dans les pays en voie de développement, mais aussi des politiques d'aide publique, exigeaient la résurgence d'anciennes pratiques de bienfaisance dictées par les impératifs de la morale et la religion. De toute évidence, la question sociale a pris des dimensions transnationales, alors que, je le répète, les institutions politiques pour l'appréhender font défaut.

C'est dans ce contexte que les défis démographiques actuels et ceux d'un futur très proche suscitent des inquiétudes à celui qui s'interroge sur l'évolution des relations internationales contemporaines.

Mme LISON MERIC : Je suis journaliste. J'ai été surprise que Mme Locoh n'ait pas abordé la question du sida à propos de la démographie africaine. Il y a quelques années, on supposait que le sida n'avait pas d'effet démographique significatif. J'ai pourtant eu l'occasion d'entendre au Burkina-Faso, qui n'est de loin pas le pays le plus touché, le responsable du programme de prévention du sida au Ministère de la Santé de Ouagadougou. Il a présenté les résultats d'une étude financée par la Banque Mondiale, réalisée conjointement dans son pays, au Mali et au Niger. On a fait passer le test du sida aux femmes enceintes qui se présentaient à des consultations médicales, en milieu rural comme en milieu urbain. Au Burkina-Faso, on a constaté que 10 % environ des femmes testées étaient séropositives, et qu'il n'y avait pas de différence notable entre villes et campagnes. Le responsable qui présentait ces données m'a confié, hors micro, qu'à son sens ces chiffres étaient largement sous-estimés. Il pensait que les taux réels, pour les classes d'âge de 15 à 45 ans, tournaient autour de 20 à 30 % de séropositivité. Cette information n'était pas étayée par une étude, et

Incertaine Planète

j'ignore pourquoi cet ^{p.225} homme me l'a donnée hors micro. Je ne sais donc guère comment la prendre. Mais elle m'amène à vous poser une question. Quand on est confronté à de tels ordres de grandeur, peut-on continuer de dire que le sida n'a pas de poids démographique ? Si l'on n'est pas démographe, on ne peut s'empêcher de supposer que les pays d'Afrique subsaharienne auront, ces prochaines années, d'énormes problèmes, mais que le plus important d'entre eux ne sera pas l'arrivée sur le marché, à la recherche de travail, d'une cohorte de jeunes gens en pleine santé.

Mme THÉRÈSE LOCOH : J'ai bien sûr pensé au sida. Mais je ne pouvais pas parler de tout en quelques minutes. Le sida est l'une des nombreuses catastrophes qui menacent l'Afrique. Dans certains pays, il augmente de manière sensible le taux de mortalité. De plus, il encombre et déstabilise complètement les services de santé. Il a donc des effets directs — sur ses victimes — et des effets indirects — sur la qualité des services et sur leur capacité de faire face à la situation nouvelle qu'il crée. Du point de vue démographique, il peut avoir des effets sur la croissance de la population.

Mais les données sont insuffisantes, et ne concernent souvent que des groupes sociaux particuliers. Cela rend difficile l'évaluation des perspectives pour l'ensemble de la population. Un séminaire organisé par les Nations Unies a réuni les meilleurs experts en la matière. On leur a demandé d'établir des modèles. A partir de schémas identiques, ils sont arrivés à des résultats extrêmement différents. Dans beaucoup de cas, en fait, on est obligé de travailler à partir d'hypothèses. On connaît très peu de choses sur l'histoire naturelle de l'épidémie, sur sa diffusion et, parfois, sa stabilisation à un certain niveau.

L'un de mes collègues a montré qu'avec 15 % de séroprévalence, un taux de croissance qui serait de l'ordre de 3,4 % serait ramené à 2,5 %. Une séroprévalence très forte, en d'autres termes, réduirait la croissance démographique, mais ne l'annulerait pas. Il faudrait atteindre un taux de 50 % pour qu'elle tombe à zéro. Ainsi, les problèmes de croissance démographique restent présents. J'ajoute que le sida frappe essentiellement par la voie hétérosexuelle. Il faut aux victimes des années pour incuber la maladie, pour la développer, puis mourir. Cela leur laisse le temps d'avoir des enfants.

En ce qui concerne les chiffres que vous citez, l'idée qu'il y ait au Burkina-

Incertaine Planète

Faso 20 à 30 % de femmes séropositives me paraît tout à fait hors de propos. Les migrations jouent un rôle très important dans la diffusion de l'épidémie, et les mouvements de population entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina-Faso ont été déterminants dans sa propagation à l'intérieur de ce dernier pays.

Mme LOUISE LASSONDE : p.226 Un autre cas illustre une modalité d'adaptation à la présence du sida. Des études ont montré qu'au Zimbabwe et dans plusieurs régions d'Afrique australe, où existe une très forte émigration masculine et où les femmes restent seules à la maison, celles-ci ont tendance à se marier plus tôt, à avoir très rapidement le nombre d'enfants qu'elles désirent, puis à cesser d'avoir des relations sexuelles avec leur mari. Du fait que leur mari vit à l'étranger, elles craignent d'être contaminées. Cela pose de nombreux problèmes de relations familiales, mais n'a pas d'incidence automatique et systématique sur le niveau même de la fécondité.

M. VAUTIER : Je suis retraité. Au moment où l'on sent qu'on devient trop nombreux, il peut arriver que les femmes décident d'elles-mêmes de limiter le nombre des naissances. Cela relève de décisions individuelles. Dans cette hypothèse, il faut savoir que toute la responsabilité se trouverait concentrée entre les mains des femmes. Mais les décisions peuvent aussi être prises par les autorités. La Chine en est le meilleur exemple.

M. JACQUES GRINEVALD : Il arrive souvent, à Genève, qu'aient lieu des exposés analogues à celui que vient de faire M. Vallin, mais sur une tout autre variable, celle des changements climatiques. Or nous tenons en fin de compte le même discours. Nous constatons que la marge de manœuvre, quels que soient les scénarios, est étroite. Nous constatons qu'un très gros problème se posera vers le milieu du XXI^e siècle. Les gaz à effet de serre auront doublé, et cela ne pourra pas ne pas avoir d'incidence sur le système climatique. J'aimerais savoir comment, dans l'esprit d'un démographe, il est possible d'intégrer à la fois le modèle climatique ou démographique, qui nous dit que quoi que nous fassions, nous allons au-devant d'un stress, et le point de vue des économistes, qui ne modifient en rien leur discours sur la croissance économique — qui est, chacun le sait, en relation directe avec la croissance démographique et le changement climatique. Comment voyez-

Incertaine Planète

vous l'an 2050 ?

M. JACQUES VALLIN : Je le vois mal ! La vision démographique des choses est en effet relativement simple et claire, bien qu'on puisse discuter à l'infini sur les détails. Beaucoup dépendra des politiques qui seront mises en œuvre. Sur le terrain de la politique, nous sommes très mal armés pour faire face à toutes ces questions. Ce que disait Louise Lassonde à propos de la Conférence du Caire montre que nous avons tendance à passer à côté des problèmes de grande ampleur. On y a beaucoup parlé de microsociétés, mais on n'a guère avancé sur la p.227 question de savoir comment faire face à la croissance démographique. En fait, on n'en a même pas parlé. Pierre de Senarclens avait raison, tout à l'heure, de souligner la présence de ce vide institutionnel, qui fait qu'on ne sait pas comment traiter ces questions. C'est pourquoi le problème des conséquences est insoluble.

Vous avez évoqué les problèmes climatiques. Je ne suis pas expert en la matière, mais je suppose qu'il y a des liens entre les deux domaines. Si les climatologues nous promettent un stress pour 2050, je ne peux que songer au stress démographique auquel nous devons nous attendre pour la même période. Je crois que l'activité humaine sur la terre a des effets sur le climat. Quand le nombre des hommes se multiplie, toutes choses restant égales par ailleurs, un déséquilibre climatique a de fortes probabilités de se produire. La question est plus vaste, d'ailleurs, dans la mesure où entre-temps l'activité de l'homme elle-même aura changé — ce que je souhaite, car si ce n'est pas le cas, nous serons absolument incapables de faire face à la situation démographique. Comment cette activité va-t-elle changer ? Si nous nous contentons de faire des extrapolations sur la base du modèle de développement économique nord-américain ou européen, l'ensemble des 10 milliards d'hommes de demain fera exploser la planète ! Nous ne ferons sans doute pas cela. Mais jusqu'à quel point ne le ferons-nous pas ? C'est un peu ce que je disais en commençant : la planète est incertaine, précisément, en raison de ce genre d'interrogation. Ce ne sont pas les tendances démographiques qui sont incertaines. Ce ne sont probablement pas non plus les tendances climatiques, dès lors qu'on connaît les facteurs qui pèsent sur le climat. Ce qui est incertain, c'est ce que nous ferons avec ces facteurs.

Incertaine Planète

M. PIERRE DE SENARCLENS : Pour me faire l'avocat du diable et répondre partiellement à M. Vautier, j'ajouterai que la question des rapports entre démographie, environnement, mode de production et consommation, peut amener à poser celle de l'introduction de choix de société par la contrainte. La Chine a donné l'exemple pendant les dernières décennies, en exerçant une contrainte très forte sur les possibilités de reproduction. D'autres manières de faire pourraient être envisagées, dans d'autres environnements. Pour l'instant, le problème n'est jamais abordé de front. Les spécialistes de la population sont à juste titre sceptiques à l'égard de toute forme de contrainte. Nous pourrions néanmoins discuter de ces politiques de population, de leurs succès, de leurs échecs, de leur intérêt. Depuis quarante ans, un débat a opposé ceux qui tranchaient en faveur de politiques démographiques fortes, qui prônaient des interventions sectorielles contraignantes, et qui en attendaient des résultats profitables pour l'environnement et le développement, à ceux qui rejetaient une telle attitude, et affirmaient qu'il p.228 fallait travailler sur l'ensemble des variables socioéconomiques et culturelles. Cette dernière tendance était et reste très présente parmi les intellectuels français.

M. JACQUES VALLIN : L'exemple chinois est quelque peu caricatural. Il s'agit d'une pure politique de contrainte. Il faut reconnaître qu'elle s'est révélée d'une efficacité effrayante. Les Chinois ont réussi à faire leur transition démographique en vingt-cinq ans. Mais j'ai deux objections majeures à ce genre de politique. Elle est en infraction totale avec les droits de l'homme, et à ce titre, pour le citoyen que je suis, elle est inacceptable. Sur le plan démographique, de plus, elle n'aboutit pas seulement à des merveilles. La Chine a maîtrisé sa croissance, certes, mais cela ne l'a pas empêchée de tripler sa population — elle a tout au plus évité de la quadrupler. Avec la baisse extrêmement rapide de la fécondité, la Chine s'est en fait créé de sérieux problèmes. A partir des années 2025-2030, elle devra faire face à un vieillissement très rapide de sa population. Ce vieillissement n'aura pas de commune mesure avec ce que nous connaissons aujourd'hui en Europe ou en Amérique du Nord. Nous ne savons pas comment nous résoudrons ce problème, alors qu'il s'est posé à nous de manière très lente et insidieuse, et que nous avons eu tout le temps de nous y préparer. La Chine s'y prépare-t-elle ? Je l'ignore. Mais je crois qu'il est heureux que ce pays ait raté sa politique de l'enfant unique. Le vieillissement de la population aurait été

Incertaine Planète

encore plus rapide, et ses conséquences plus périlleuses.

Cela dit, je pense qu'il est nécessaire de mettre sur pied des politiques de population. Mais elles doivent agir dans tous les sens. Selon l'évolution d'un pays, on peut concevoir qu'à un moment donné on veuille modérer la croissance démographique, ou au contraire l'encourager. En revanche, je ne pense pas que les politiques autoritaires présentent le moindre intérêt à long terme. Toutes les politiques qui passent par l'éducation, par l'amélioration des statuts individuels — notamment des femmes — et par la promotion des droits de l'homme, me semblent en revanche efficaces à long terme, parce qu'elles permettent à la fois de maîtriser les processus démographiques et de construire la société — ce que ne font évidemment pas les politiques autoritaires.

Mme LOUISE LASSONDE : L'interprétation dominante des résultats de la Conférence du Caire est assez perverse. Les Anglo-Saxons, mais aussi beaucoup de personnes à Genève et de nombreux journalistes, la présentent de la manière suivante : la Conférence du Caire a réussi à dépasser les objectifs macroéconomiques pour intégrer les populations au développement, à travers la promotion de politiques démographiques basées sur les femmes et les perspectives qui p.229 s'ouvrent à elles. J'affirme que cela est pervers. D'une part, on limite la notion de politique de population à la fécondité et à la femme. On élimine ainsi tout ce qui relève de la mortalité et des migrations, qui sont tout de même des dimensions fondamentales de l'existence humaine. D'autre part, on donne à la notion de politique de population et à celle d'évolution démographique une signification en soi. Cela risque de faire oublier que l'évolution démographique fournit une clef de lecture pour d'autres évolutions, dans les domaines de la société, de l'économie, par exemple.

Je pense qu'on se trouve aujourd'hui dans une impasse du fait qu'on limite la notion de politique de population à celle de politique de fécondité. Il faut faire attention aux concepts. Nous devons essayer d'appréhender les choses de manière beaucoup plus globale.

Mme THÉRÈSE LOCOH : Le terme de *politique de population*, en ce qui concerne l'Afrique, est souvent un miroir aux alouettes. C'est un leurre. Les Nations Unies ont dépensé énormément d'argent pour faire adopter des politiques de population par tous les gouvernements. Ceux-ci, sous l'amicale

Incertaine Planète

pression des institutions internationales, notamment de la Banque Mondiale, ont presque tous adopté des documents en cette matière. Mais leurs déclarations sont extrêmement vagues, et dans bien des cas ne sont pas suivies d'une volonté réelle de mise en œuvre. La plupart du temps, elles se contentent de prévoir quelques actions dans le domaine de la planification familiale, même si par ailleurs elles comportent des déclarations généreuses, affirmant qu'une politique de population doit travailler à la promotion de l'homme, de la femme, de l'éducation, des soins de santé, etc. On a trop mis l'accent sur la notion de politique de population, conçue exclusivement comme politique de planification familiale. Cela a nui à la compréhension des problèmes démographiques, en Afrique en tout cas.

M. BERNARD DUCRET : Depuis le début de cette session, je suis avec beaucoup d'attention l'ensemble des débats. Je suis frappé par la très grande homogénéité des préoccupations exposées, que ce soit dans les conférences ou les entretiens. Je n'ai jamais constaté, lors de Rencontres précédentes, des recoupements aussi précis entre les inquiétudes dont témoignent les participants et je ne puis que regretter que chacune de ces séances ne regroupe pas l'ensemble des conférenciers et intervenants des autres séances. Cela aurait considérablement enrichi le débat.

L'entretien de ce matin, comme ceux qui l'ont précédé, me laisse le sentiment qu'un poids considérable pèse non seulement sur l'avenir, mais sur chacun d'entre nous, dans la mesure où nous nous sentons impuissants face à l'ampleur des problèmes évoqués et aux difficultés que p.230 soulève la recherche des solutions possibles. Comment envisager l'avenir, pour qu'il puisse être vu avec plus d'enthousiasme ? Votre analyse est solide, sérieuse, froide. Elle doit être telle. Mais il existe aussi des raisons de se réjouir. On a parlé hier de l'île Maurice, qui fait pourtant partie de l'Afrique. On a dit que l'évolution économique s'y déroulait dans des conditions relativement satisfaisantes, et qu'il y avait là une lueur d'espoir. Il y a aussi la Corée du Sud, Taïwan, et d'autres cas encore. Dans les études interdisciplinaires, fait-on quelque chose pour éclairer comment, dans ces cas, et malgré la surpopulation dont souffrent ces pays, s'est produit le développement économique ? Sait-on comment a été résolu le problème des relations entre les divers domaines qui ont été évoqués ? Existe-t-il des études

Incertaine Planète

synthétiques, qui permettent aujourd'hui d'espérer que l'on fasse route vers des solutions satisfaisantes ?

M. PIERRE DE SENARCLENS : Pendant les dernières décennies, on a beaucoup insisté sur le rôle du marché et des droits individuels, sur l'importance des entreprises non étatiques, etc., compris comme autant de facteurs essentiels du développement et de la modernisation. La Banque Mondiale a été le véhicule prioritaire de cette idéologie du marché et de l'individualisme. Reprenons les exemples que vous venez de donner. Bien que cela aille à l'encontre de mes convictions idéologiques, je dois reconnaître que les « miracles » asiatiques, y compris celui de l'île Maurice, ont été préparés par des politiques étatiques cohérentes, souvent répressives. L'État a joué un rôle fort dans les mutations de ces pays. Pour nous qui défendons la démocratie, les droits de l'homme et la liberté individuelle, il est gênant de rappeler cela. Les marchés ne se sont pas créés tout seuls. Depuis toujours, ils ont été précédés, puis accompagnés, par une démarche politique. Les évolutions favorables que vous mettez en évidence ont eu lieu sous une forte pression de l'État. Vous m'objecterez que tel n'est pas le cas à l'île Maurice. Mais je crois que des politiques de population vigoureuses y ont été mises en œuvre, et qu'elles ont eu une influence sur la transformation de l'île.

C'est pour moi un débat difficile. Comme Thérèse Locoh, je n'aime pas beaucoup certains aspects de la modernisation. Comme elle, je ne trouve pas nécessairement merveilleux qu'on assiste à une uniformisation économique, sociale et culturelle du monde. Mais j'éprouve quelque peine à imaginer qu'il soit possible de s'adapter à cette modernité, imposée de l'extérieur par la dynamique du marché, tout en maintenant des comportements étrangers aux exigences qu'elle implique. Je comprends qu'on puisse se montrer sceptique devant certains efforts entrepris par des organisations intergouvernementales pour favoriser le développement de politiques de population. Ces politiques sont sans doute mises en œuvre de manière inadéquate. Mais l'inspiration de ce mouvement est-elle ^{p.231} nécessairement négative ? Je crois au contraire qu'il importe de l'accompagner et de travailler à le promouvoir, en essayant de laisser aux acteurs le plus grand espace possible de liberté — espace qui inclut l'accès à la contraception. Je ne sais pas si Thérèse Locoh est d'accord avec moi sur ce point.

Incertaine Planète

Mme THÉRÈSE LOCOH : Je souscris volontiers à ce que vous dites. Je ne suis pas opposée à l'existence de politiques de population ou de programmes de planification familiale. Je pense que cela fait partie du développement, et répond à une nécessité. Peut-être faudrait-il même favoriser l'émergence d'une demande allant dans ce sens. Ma critique porte simplement sur la façon dont ces programmes et ces politiques sont menés dans les pays que je connais bien. Jusqu'à maintenant, ils aboutissent à mon sens à des résultats négatifs. Ils sont si mal conçus, si mal adaptés à la clientèle, si peu conformes aux contextes culturels auxquels ils sont destinés, qu'ils ont surtout des effets pervers. C'est ce que je critique. Mais je ne les mets pas en cause dans leur principe. L'évolution actuelle, la situation des pays où le développement en est à ses débuts, font qu'une demande émerge. Ils doivent y répondre, sans chercher à forcer les comportements et les évolutions démographiques. A moins de recourir à des moyens de coercition analogues à ceux dont ont usé la Chine et quelques pays d'Asie, il faut laisser aux sociétés le temps de parcourir leur chemin, de suivre leur propre évolution, que ce soit dans les activités économiques, au niveau de la baisse de la mortalité ou au niveau des comportements de contraception.

M. CLAUDE RAFFESTIN : En ce qui concerne les politiques de population, j'aimerais rappeler qu'Alfred Sauvy lui-même avait les plus grands doutes sur ce sujet. Il l'a dit entre autres dans sa théorie générale de la population.

Deux faits me paraissent actuellement très graves. Jacques Vallin l'a rappelé, les solutions au problème démographique ne résident pas dans la démographie. Elles se trouvent ailleurs. Louise Lassonde parlait de désorientation à propos du développement. Il n'existe en effet plus de théorie du développement qui soit généralement acceptée, et la désorientation que cela entraîne est extrêmement grave. Un autre fait me frappe, en particulier dans la plupart des conférences internationales : la confusion y règne. Ce principe de confusion, combiné avec la désorientation ambiante, fausse le problème sur lequel on devrait se prononcer, c'est-à-dire l'établissement de relations de pouvoir satisfaisantes entre le Nord et le Sud. Ces relations devraient être fondées sur la négociation. Or, elles tendent à évoluer vers un système de rapports de force. J'ai entendu prononcer, ce matin, un mot mal famé, contre lequel je me bats, celui de *géopolitique*. Je crois que ce qu'on appelle

Incertaine Planète

abusivement *rappports* p.232 *géopolitiques*, fait que l'on s'achemine vers des rapports de force. Tous les problèmes qui ont été occultés au Caire, entre autres celui des migrations, risquent en fin de compte de se résoudre en termes de rapports de force, c'est-à-dire en termes militaires. Pour le moment, le Nord dispose de moyens militaires beaucoup plus importants que le Sud. Jusqu'à quand cela durera-t-il ? Le problème de la croissance démographique, dans ce contexte, pourrait me semble-t-il se poser de manière tragique. Qu'en pensez-vous ?

M. JACQUES VALLIN : Je reprends la question de M. Ducret. Les pays que vous avez cités sont déjà tous très avancés dans leur transition démographique. Dans la phase actuelle, leur développement économique s'en trouve facilité, puisque la structure de la population, en termes d'âge, est favorable à la production. Mais ces pays ont traversé la phase paroxysmique de cette transition, au cours de laquelle il y a un très fort taux d'accroissement de la population, pendant ce qu'on appelle les *trente glorieuses*. Ils ont pu s'insérer dans cette dynamique économique mondiale de manière beaucoup plus simple que les pays qui entament aujourd'hui le processus de transition. Thérèse Locoh a rappelé tout à l'heure que l'Afrique était l'ensemble humain qui empruntait ce chemin en dernier. Or elle arrive au pire moment. Une crise économique mondiale vient d'avoir lieu. Elle a mis en cause tous les termes de l'échange. La guerre économique sévit entre les puissances. L'Afrique, bien qu'elle commence sa marche vers la maîtrise de la fécondité, a beaucoup plus de mal à trouver son chemin.

Quand l'Europe a traversé sa phase paroxysmique, qui n'a de loin pas été aussi violente que dans les pays du Tiers-Monde actuel, elle avait devant elle un monde relativement mou et peu résistant. Elle a pu se permettre de se répandre partout, notamment en Amérique du Nord. Cela a constitué un exutoire de grande ampleur. Les pays du Sud, aujourd'hui, ont devant eux un monde fermé. Je suis d'accord avec Claude Raffestin pour dire que notre attitude actuelle de blocage à l'égard des migrations — qui constituent un péril beaucoup plus politique, psychologique et moral qu'économique et démographique — crée un risque majeur. Le fait d'avoir fermé cette soupape est sans doute très dangereux. Si elle était ouverte, d'ailleurs, ce serait au bénéfice des pays du Nord plutôt qu'à celui des pays du Sud. En tout cas, la

Incertaine Planète

migration du Sud vers le Nord, même massive, ne serait en aucun cas à la dimension des problèmes démographiques du Sud. Elle mettrait tout au plus un peu d'huile dans les rouages. L'essentiel, quoi qu'il en soit, reste de faire marcher la machine au Sud. La priorité des priorités est le développement économique du Sud. Le drame réside dans le fait que sur cette question, nous ne savons plus à quel modèle nous référer. Le libéralisme économique pur n'a pas été une solution, même dans les pays dont nous avons parlé tout à l'heure.

Mme LOUISE LASSONDE : p.233 Je crois que nous courons aujourd'hui le risque du double langage. Dans les conférences internationales, on entend toutes sortes de vœux pieux sur le respect des droits et la croissance économique. En pratique, les organisations internationales font pression sur les pays pour qu'ils adoptent des politiques de population, et consacrent l'essentiel de leurs financements à la planification familiale. Il y a un écart entre ce que l'on dit et ce que l'on fait.

M. Ducret a évoqué ce qu'on appelle des « *success stories* ». On cite souvent le cas de l'île Maurice. Mais il ne faut pas oublier que ce succès est dû à trois facteurs. D'abord, la baisse de la fécondité a commencé dès les années 1960. Le problème a été pris à la racine, avant que l'on entre dans une situation de crise. Ensuite, il y a eu un accord entre les trois principaux groupes religieux, les catholiques, les bouddhistes et les musulmans, pour mener des campagnes de planification familiale en dehors de l'Etat, qui à l'époque n'en voulait pas. Tout cela s'est passé dans un climat d'entente exceptionnelle, dû à la nature même de la société mauricienne. Pendant la même période, enfin, l'Etat a privilégié l'éducation primaire et l'éducation des filles. Il y a donc eu convergence de trois facteurs dans un même moment historique. Cela a permis à l'île Maurice de faire des choix éclairés.

Dans le cas de la Thaïlande, les choses se sont passées de manière tout à fait différente. Si l'on considère l'état actuel du pays, on constate qu'il se caractérise effectivement par une très forte croissance économique, mais que les disparités de bien-être et les inégalités croissent tout aussi vite. La Thaïlande donne l'exemple d'un pays où a été menée une politique volontaire de planification familiale, où la fécondité a chuté, mais où le bien-être des individus ne s'est guère accru. La Chine fournit un troisième exemple, beaucoup plus

Incertaine Planète

radical. Je crois donc qu'on ne peut pas parler d'un miracle asiatique, qui conjuguerait décroissance de la fécondité et croissance économique. Il faut considérer la situation de chaque pays.

@

VALEURS UNIVERSELLES ET RELATIVISME CULTUREL ¹

INTRODUCTION

par Giovanni Busino
professeur à la Faculté des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne
et chargé de cours à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève

@

p.235 Le conférencier que nous avons l'honneur et le plaisir d'accueillir occupe une place scientifique prééminente dans une science, la sociologie, qui fut un moment à la mode, puis sur les barricades, et qui depuis mai 1968 est devenue la mal aimée des sciences humaines.

Auteur d'une œuvre remarquable par la rigueur, séduisante par la cohérence, admirable par l'exigence éthico-politique, Raymond Boudon, agrégé de philosophie en 1958, professeur à la Sorbonne dès 1967, directeur du Centre d'études sociologiques de 1968 à 1971 et puis du Groupe d'étude de la méthode sociologique depuis 1971, est membre de l'Académie des Sciences morales et politiques et de nombreuses autres sociétés savantes.

Les premiers livres de Raymond Boudon (*La Mathématisation des faits sociaux* et *A quoi sert la notion de structure ?*) nous révèlent un savant, âgé alors à peine de 33 ans, très au fait de la tradition sociologique et des développements récents de la théorie sociale, se détournant ostensiblement des débats culturels à la mode, comblant avec dextérité le fossé entre l'empirisme et la théorie et affichant la finesse et l'ingéniosité de l'érudit qui lit, critique, compare, réfléchit, commente, passe de l'analyse à la synthèse et arrive à s'élever avec facilité à l'essentiel.

Dès ses premiers livres et articles, Boudon dit des choses complexes et compliquées dans une langue claire, élabore des théories solidement étayées, s'évertue à ne pas confondre l'émotion avec la connaissance, la démonstration avec l'argumentation.

¹ Le 28 septembre 1995.

Incertaine Planète

p.236 En 1971 paraît *La Crise de la sociologie* où les empiristes et les utopistes, les conservateurs et les révolutionnaires sont renvoyés dos à dos. Aux approches empiristes, en miettes, et à celles globalistes, Boudon oppose une sociologie humble, consciente de ses limites, du fait que les phénomènes sociaux possèdent une partie indéterminable et sont le produit de compositions, d'agrégations d'actions individuelles, inspirées aux acteurs par des sentiments, par des raisons réputées bonnes, jamais par des forces mystérieuses et occultes. Par conséquent les possibilités que nous avons d'appréhender les phénomènes sociaux en leur complexité demeurent toujours limitées. Précisément pour cette raison l'explication sociologique doit, selon Boudon, éviter les théories générales qui prétendent tirer de quelques propositions jugées évidentes des conséquences universellement applicables. Pour cette raison également le sociologue doit développer des procédures de formalisation et prendre quelque distance des problèmes sociaux d'aujourd'hui.

De telles idées sont mises à l'épreuve dans *L'Inégalité des chances*, paru en 1973. Avançant avec la prudence et la lenteur du paysan qui doit défricher un terrain pierreux, Boudon arrive à démontrer dans ce livre que les politiques scolaires égalitaires ont dégradé les fonctions formatrices des systèmes éducatifs et conforté ainsi les privilèges sociaux des classes aisées. Dans un contexte où la plupart des diplômés se trouvent dévalorisés, force est de constater qu'à réussite scolaire égale, c'est bien le statut socioéconomique d'origine, avec son réseau d'informations et de relations, qui détermine les meilleurs débouchés. Ainsi la démocratisation de l'enseignement engendre un effet pervers, elle maintient les inégalités et les milieux déjà défavorisés en sont les premières victimes. *L'Inégalité des chances* ne dicte aucune leçon, ce livre ne mélange pas les genres, il nous rappelle simplement qu'il ne faut jamais imposer à une institution, en l'occurrence à l'école, une finalité autre que celle qui lui est propre. La sociologie éclaire le sage, mais elle ne constitue pas une sagesse car elle ne dispose que de théories partielles aux champs d'application limités.

En 1979 paraissent *Effets pervers et ordre social* et *La Logique du social*, puis en 1983 le monumental *Dictionnaire critique de la sociologie*. Avec ces trois ouvrages, Boudon dit et redit que les phénomènes sociaux sont une simple addition de décisions individuelles, qu'ils produisent des résultats qui ne sont presque jamais désirés par personne et qui pourtant donnent l'impression que

Incertaine Planète

quelque part une volonté malfaisante a agi. Pour Boudon, la sociologie doit considérer les acteurs sociaux comme libres et autonomes, ayant des conduites rationnelles très complexes mais agissant toujours dans des systèmes d'interactions dont la contexture impose des contraintes à leurs actions.

C'est en 1984 que paraît *La Place du désordre* où les faits sociaux, entrelacements d'irrationalités et de rationalités, deviennent le produit p.237 hasardeux de l'action créatrice de la personne. Le réel n'est pas rationnel et l'histoire n'est pas déterministe. Boudon rejoint ainsi la vieille sagesse présocratique : l'histoire du monde est comme le jeu de dés d'un enfant facétieux. Et c'est pour cela que la vie en société est si passionnante.

La doctrine de l'individualisme méthodologique est désormais au point, avec sa croyance en l'autonomie des individus, avec son refus de considérer que leur champ d'action n'est pas réellement ouvert, avec sa méfiance à l'égard d'une vision trop déterministe de la vie en société.

Dès 1986 Boudon se demande, dans *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, comment des individus rationnels peuvent adhérer intimement à des idées fausses. Les pères fondateurs de la sociologie ont toujours admis que les forces qui nous poussent au consentement relèvent de deux ordres : ce sont des raisons, des intérêts, ou alors ce sont des sentiments. Boudon met en évidence un troisième ordre tenant une place importante dans les croyances communes et dominant souvent la réflexion scientifique. Des croyances collectives ou des idées douteuses, fragiles ou fausses peuvent quelquefois s'imposer parce que ces idées sont légitimées par une argumentation dont rien cependant ne prouve la validité. Boudon met en lumière le processus qui produit inévitablement, dans le fonctionnement normal de la connaissance, les idées reçues et les opinions fausses. L'inconsistance de certaines idées établies étant démontrée, pourquoi ces idées douteuses, fragiles ou fausses peuvent-elles jouir d'une autorité aussi durable et incontestée ?

A cette question *L'Art de se persuader*, paru en 1990, tente d'apporter une réponse plausible. Les mécanismes de la connaissance sont étroitement dépendants des cadres logiques à l'intérieur desquels ils s'exercent. Mais si la connaissance est relative à des assertions formulées par des sujets situés historiquement, comment dès lors sauver les valeurs de vérité, d'objectivité, d'universalité ?

Incertaine Planète

Les travaux actuels de Boudon sont tous centrés sur cette problématique. Notre conférencier réfute les nouvelles théories de la connaissance, lesquelles voient les échanges intellectuels comme des jeux de pouvoir ou des rapports de séduction. Il s'oppose également au programme fort de Bloor et Barnes, vulgarisé en France par Latour, qui lui paraît stériliser la production du savoir véritable. Ces doctrines récentes tarissent les sources de la culture générale, laissent le champ libre au scientisme le plus plat et suggèrent qu'il n'y a de savoir vrai que dans les sciences dures, dans la technoscience, et que les savoirs des sciences humaines ne diffèrent guère des mythes, voire des croyances cosmologiques.

Dans le livre *Le Juste et le vrai*, paru en 1995, Boudon oppose à la rationalité classique en crise, une rationalité subjective, dotée de sens, donc compréhensible. Les prétentions du postmodernisme à résoudre les problèmes de la qualité de la vie, à définir les fins, à délimiter un projet ^{p.238} pour l'homme d'aujourd'hui, son refus de la vérité, des valeurs absolues, de l'universalisme, des certitudes morales et scientifiques, sont analysés avec intelligence et minutie. La conclusion à laquelle Boudon parvient est simple : le postmodernisme, en refusant l'universalisme, la certitude, l'objectivité, contribue à fragmenter la vérité, à déstabiliser les valeurs, à privilégier les besoins contre l'éthique, la pensée faible contre les savoirs scientifiques. En éliminant la recherche sur les fondements, le relativisme absolu nous plonge dans le nihilisme. Boudon s'oppose également à ce courant de pensée qui, dans le sillon de Niklas Luhman, réduit la rationalité à la fonctionnalité des systèmes sociaux. En effet, notre conférencier n'a jamais présumé que le sujet possède des potentialités illimitées ni qu'il soit réductible aux systèmes sociaux. Certes, le sujet est toujours limité par le système social dans lequel il vit et agit et qui constitue son environnement, mais il a cependant la faculté d'agir, de s'opposer, et son action peut limiter l'emprise que le milieu social a sur lui.

Universalisme, particularisme, identité, différence, global et local sont désormais au cœur des travaux de Boudon. Son œuvre est, à l'heure actuelle, l'une des plus intéressantes qui soient. Grâce à elle nous rencontrons l'un des esprits les plus complets, les plus intelligents et les plus justes de notre temps. Sa conférence nous en fournira un nouveau témoignage.

Incertaine Planète

Modèle d'esprit critique, éloigné de tout conformisme et de tout dogmatisme, Boudon, à l'exemple de ses deux maîtres Alexis de Tocqueville et Raymond Aron, est aussi, par l'acuité de son jugement et la limpidité de son style, un libéral moraliste dans la meilleure tradition de la culture politique française.

@

RAYMOND BOUDON Né en 1934, ancien élève de l'École normale supérieure, est professeur à la Sorbonne et à l'Université de Genève. Il a enseigné notamment à Harvard, à l'Université de Chicago, à l'Université de Stockholm, à l'Université Bocconi de Milan. Il est membre de l'Institut de France (Académie des Sciences morales et politiques), de l'*American Academy of Arts and Sciences*, de l'*Academia Europaea*, de l'Académie des sciences humaines de Saint-Pétersbourg. Il préside le comité de rédaction de *L'Année sociologique* (Paris), est membre du comité de rédaction de *Quality and Quantity* (Amsterdam), *Commentaire* (Paris), *Rationality and Society* (Chicago), *Theory and Decision* (Berlin), *Revue suisse de sociologie* (Genève), *Thesis* (Moscou). Il dirige la collection « Sociologies » aux Presses Universitaires de France (Paris).

Principales publications : *L'Inégalité des chances*, Paris, Hachette, « Pluriel », 1985 (1973) ; *Effets pervers et ordre social*, Paris, P.U.F., « Quadrige », 1989 (1977) ; *La Logique du social*, Paris, Hachette, « Pluriel », 1983 (1979) ; *Dictionnaire critique de la sociologie* (avec F. Bourricaud), Paris, P.U.F., 1994 (1982) ; *La Place du désordre*, Paris, P.U.F., « Quadrige », 1990 (1984) ; *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard/Seuil, « Points », 1991 (1986) ; *L'Art de se persuader*, Paris, Fayard/Seuil, « Points », 1992 (1990) ; *Le Juste et le vrai : études sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Paris, Fayard, 1995.

CONFÉRENCE DE RAYMOND BOUDON

@

Le règne du relativisme

p.239 Le relativisme et notamment le relativisme portant sur les valeurs a toujours existé. Reprenant l'inspiration de Protagoras, Montaigne a écrit que les opinions et les usages du pays où nous sommes sont pour nous la mesure de la vérité et de la raison ¹. Naturellement, le relativisme est plus ou moins favorisé par les circonstances. Ce n'est évidemment pas par hasard si celui de Montaigne surgit sur fond de guerres de religion.

Mais le relativisme d'aujourd'hui a une tonalité et connaît une extension particulières.

¹ Traduction libre de ce passage : « Comme de vrai, il semble que nous n'avons mire de la vérité et de la raison que l'exemple et idée des opinions et usanges du pais où nous sommes. Là est toujours la parfaite religion, la parfaite police, perfect et accompli usage de toutes choses... »

Incertaine Planète

Tocqueville nous en a donné les raisons et ses analyses à ce sujet dans la deuxième *Démocratie en Amérique* restent d'une surprenante actualité. Les sociétés « modernes », ou, comme Tocqueville dit dans son langage, les sociétés « démocratiques » sont habitées ^{p.240} par ce qu'il appelle une « passion générale et dominante » et que nous appelons plutôt une valeur, celle de l'égalité. Celle-ci implique, non seulement que tous les individus, mais aussi tous les groupes et toutes les cultures, soient traités comme égaux en dignité. En raison de sa force morale, cette valeur mérite effectivement le qualificatif de « dominante ». Comme par ailleurs les individus, les groupes et les cultures ont sur toutes sortes de points des opinions différentes et des valeurs variables, on ne peut rester fidèle à ce principe de l'égalité de dignité qu'en admettant qu'il n'y a ni vérité ni objectivité. Sinon, les opinions ou les valeurs des uns pourraient être supérieures à celles des autres. Le théorème de Tocqueville que je formalise ici énonce en d'autres termes que, *lorsque l'égalité est une valeur dominante, elle tend à induire une conception relativiste ou sceptique du monde.* Tocqueville a proposé plusieurs énoncés de ce théorème, mais l'un d'entre eux a particulièrement attiré l'attention : les sociétés modernes se caractérisent, dit-il, par le règne de l'opinion. Par le jeu d'un effet pervers exemplaire, l'égalité tendrait ainsi selon Tocqueville à entraîner une destruction des autres valeurs, et notamment des valeurs essentielles de la vérité et de l'objectivité.

La diversité des croyances et des valeurs a toujours été un argument fondamental du scepticisme. Mais cet argument se trouve doté d'une telle force dans les sociétés modernes qu'il prend paradoxalement l'allure de la seule proposition philosophique pouvant prétendre à la vérité. Le scepticisme, le

Incertaine Planète

relativisme sont ainsi promus au rang de philosophie ordinaire des sociétés modernes.

Il faut immédiatement ajouter un correctif important à cette analyse. Comme le scepticisme n'est guère viable, il se manifeste, non sous la forme de la négation de la vérité, mais plutôt sous la forme pirandellienne du « à chacun sa vérité » : à chaque individu, à chaque groupe sa vérité ; pas de vérités universelles, pas de valeurs universelles, mais des ethnovérités et des ethnovaleurs.

Ce relativisme est si adapté aux sociétés modernes que les sciences humaines ont consacré beaucoup d'énergie dans les dernières décennies à en montrer le bien-fondé. La plupart des auteurs qui ont été médiatisés sont en effet, sous une forme ou une autre, des ^{p.241} doctrinaires du scepticisme, comme les philosophes américains Paul Feyerabend et Richard Rorty. Ils nous ont expliqué qu'il faut porter la science, l'art et la morale, les notions de vérité et d'objectivité, ainsi que la notion de raison au cimetière des illusions ¹. La science elle-même ne saurait prétendre atteindre à autre chose qu'à des vérités tenues localement et provisoirement pour telles par une sorte de naïveté, nous disent-ils. De façon générale, les valeurs sont vues comme le produit de l'« arbitraire culturel ».

La majorité silencieuse

Ce scepticisme heurte bien sûr des convictions et des évidences. Chacun est en effet convaincu qu'on peut facilement énoncer des vérités scientifiques, et aussi, des vérités morales irrécusables.

¹ Comme l'a justement montré J. R. Searle, « Rationality and Realism ; What is at Stake ? », in *Daedalus*, automne 1993, pp. 55-83.

Incertaine Planète

Comment expliquer cette contradiction entre les sentiments du public et ce relativisme avec lequel ils sont peu compatibles ? Là encore, Tocqueville ¹ nous fournit la clef de l'énigme. Il peut fort bien se produire qu'une majorité de gens croient blanc et que l'opinion publique paraisse croire noir. Cela se produit lorsqu'il est considéré comme illégitime de déclarer qu'on croit blanc et au contraire comme valorisant de déclarer qu'on croit noir. Dans ce cas, seuls ceux qui croient noir s'expriment, et ceux qui croient blanc ont l'impression qu'en dehors d'eux-mêmes et de leur entourage tout le monde croit noir. Ainsi, nous dit Tocqueville, au moment de la Révolution française de 1789, l'opinion publique apparaissait comme anticléricale, alors qu'une forte majorité de la population conservait l'« ancienne foi ». Mais cette majorité restait silencieuse. Ainsi, chacun des croyants pensait-il être le seul à croire encore. De même, on a cru que les Russes étaient en majorité ^{p.242} devenus communistes, alors que seule une minorité avait adhéré à la foi nouvelle.

De façon moins dramatique, il en va de même du scepticisme des sociétés démocratiques. Il contredit les évidences et les certitudes intimes. Mais celles-ci ne s'expriment guère. Par contre, toute théorie légitimant le relativisme est socialement valorisée, donc valorisante pour son auteur, et normalement approuvée par les médias.

C'est ainsi que le relativisme est devenu une sorte de vérité officieuse, bien qu'il contredise les croyances privées ².

¹ A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, in Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, Souvenirs, L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Laffont, « Bouquins », 1986, livre III, chap. 2, p. 1045.

² T. Kuran, *Private Truths, Public Lies. The social consequences of preference falsification*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1995 et ma discussion in *Contemporary Sociology* (à paraître).

Incertaine Planète

Résistances

En même temps, il suscite, ici et là, des résistances. Car, en dépit du relativisme régnant, on sent bien par exemple que certaines formes de gouvernement sont préférables à d'autres. En dépit des efforts pour expliquer que le criminel est une victime de la société, on a la certitude qu'il mérite d'être puni. On sait bien que le vol est universellement considéré comme une mauvaise chose, même si les sanctions qu'il encourt sont variables selon les sociétés.

Cette contradiction entre le bon sens et le scepticisme officieux des sociétés démocratiques a inspiré, même si elles n'ont guère d'écho, des tentatives pour retrouver la base objective des sentiments moraux. Ainsi, récemment, un sociologue américain de renom, J. Wilson ¹, a tenté de démontrer que ces sentiments moraux sont inscrits dans la nature humaine. A partir d'une exploitation méthodique de tout un ensemble d'études de psychologie sociale, il a cherché à défendre la thèse que l'homme a naturellement un sens de la justice et du devoir. Un sociologue ^{p.243} canadien, M. Ruse ², a, quant à lui, émis la conjecture que ce sens moral est un produit de l'évolution biologique.

Je crois aussi que les sentiments moraux ont un fondement objectif, mais je pense qu'on peut aller beaucoup plus loin en développant certaines intuitions de Max Weber. Le « désenchantement du monde » a certes engendré un « polythéisme des valeurs », nous dit Max Weber, mais en proposant la notion de « rationalité axiologique », il suggère en

¹ J. Q. Wilson, *The Moral Sense*, New York, Macmillan/The Free Press, 1993.

² M. Ruse, « Une défense de l'éthique évolutionniste », in J.-P. Changeux (sous la direction de), *Fondements naturels de l'éthique*, Paris, Odile Jacob, 1993, pp. 35-64.

Incertaine Planète

même temps que ledit désenchantement n'a en aucune façon éradiqué les valeurs. De surcroît, le mot même de *rationalité* qu'il emploie dans cette expression indique que les valeurs ont leur fondement dans la raison. On peut lire le même message, de façon plus indirecte, chez Tocqueville. Il annonce la fin définitive de ce qu'il appelle les « croyances dogmatiques », c'est-à-dire les croyances religieuses partagées. Leur ruine, irréversible selon lui, est grosse d'une lourde menace : la tyrannie de l'opinion. Mais le fait qu'elle puisse être vécue comme une tyrannie suffit à témoigner de l'existence d'une aune supérieure : le fait que l'on puisse parler de la « tyrannie de l'opinion » montre que l'individu dispose d'un moyen de se distancier du conformisme social et de juger l'opinion d'un point de vue extérieur à elle ¹.

En tout cas, on observe chez Tocqueville comme chez Weber un clair refus d'une inquiétude depuis longtemps omniprésente. Dans *La Chrétienté ou l'Europe*, Novalis regrettait déjà que nous ne vivions plus « dans l'ère belle et heureuse où l'Europe était unie par une croyance universellement partagée ». Auguste Comte partageait la même inquiétude. Le même thème fut repris de manière positive par ce disciple si proche du maître que fut Durkheim : sur quelles bases asseoir une morale laïque ? « Si Dieu n'existe pas, tout est permis », lança Dostoïevski. Tocqueville comme Weber ^{p.244} refusent, eux, l'idée selon laquelle l'érosion des croyances dogmatiques entraînerait une dissolution des valeurs et de la vérité morale en particulier.

La question du fondement de l'axiologie, de l'origine des

¹ R. Boudon, « Le pouvoir social : variations sur un thème de Tocqueville », (Communication présentée devant l'Académie des Sciences morales et politiques, le 16 novembre 1992), *Revue des Sciences Morales et Politiques*, 1992, pp. 531-558 et *Commentaire*, n° 62, été 1993, pp. 311-322.

Incertaine Planète

sentiments moraux, dans un monde d'où se sont évanouies les croyances dogmatiques, reste peut-être au total, comme l'avait bien vu Durkheim, la plus fondamentale pour toute théorie de l'ordre social.

En suivant Tocqueville et Weber, je crois qu'il est possible de donner une réponse satisfaisante à cette question.

Le caractère circulaire de la connaissance

Je n'aborderai pas la question de la faiblesse des arguments sur lesquels le relativisme prétend pouvoir se fonder¹, sauf à insister sur un point.

L'on peut aisément comprendre que Novalis et les autres endossent la relation d'implication « pas de transcendance, pas d'objectivité des valeurs ». Il paraît évident en effet que des jugements moraux ne peuvent que découler de principes. Or, si l'on veut que ces jugements soient forts, il faut que les principes sur lesquels ils s'appuient soient eux-mêmes forts. C'est pourquoi ils sont facilement conçus comme émanant d'une autorité supérieure. S'il existe des « croyances dogmatiques », en d'autres termes des vérités absolues, elles permettent effectivement de fonder des préceptes moraux qui apparaissent alors comme leurs conséquences. Mais ces croyances dogmatiques ne représentent qu'une des solutions possibles à ce problème du fondement des sentiments moraux et l'on dispose en fait à cet égard de trois solutions théoriques : celle de la *révélation*, c'est-à-dire de ces « croyances dogmatiques » qu'évoque Tocqueville, celle de la

¹ R. Boudon, « Should We Believe in Relativism ? », in A. Bohnen, A. Musgrave (éds), *Wege der Vernunft. Festschrift zum siebzigsten Geburtstag von Hans Albert*, Tübingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1992, pp. 113-129.

Incertaine Planète

raison, et celle de l'intuition. La ^{p.245} solution de la révélation s'est érodée sous l'effet du « désenchantement du monde ». La solution de la raison passe mal dans un monde gouverné par l'opinion et où la raison elle-même est traitée comme une vieille lune. Reste la solution de l'intuition. C'est pourquoi les nouveaux théoriciens de la morale empruntent plutôt cette voie. C'est celle par exemple que suivent J. Wilson et M. Ruse, que je mentionnais il y a un instant, lorsqu'ils veulent que les sentiments moraux nous soient dictés par la nature humaine.

Mais il faut immédiatement observer que ce problème du fondement se pose en des termes identiques s'agissant des vérités morales et des vérités scientifiques. Toute proposition scientifique découle d'une théorie et toute théorie est fondée sur des principes. Or de trois choses l'une, ou bien l'on déduit ces principes d'autres principes qu'il faut alors démontrer et l'on s'engage ainsi dans une régression à l'infini ; ou bien l'on s'arrête à des principes que l'on considère comme intuitivement et absolument vrais ; ou bien l'on démontre de façon circulaire les principes en question à partir de leurs conséquences. C'est ce qu'on a appelé le « trilemme de Münchhausen » ¹, en souvenir de ce baron légendaire qui chercha à se sortir de l'étang dans lequel il avait plongé par mégarde en se soulevant par sa propre chevelure.

Comme on l'admettra facilement, ce trilemme n'a jamais empêché la science d'avancer. Pourquoi ? Parce que, contrairement à un préjugé têtue, la connaissance est circulaire, ainsi que l'a bien vu le grand sociologue et philosophe allemand G.

¹ H. Albert, *Traktat über kritische Vernunft* (1968), Tübingen, J.C.B. Mohr, 1975.

Incertaine Planète

Simmel ¹. Dans le domaine scientifique, ce sont effectivement les conséquences qui confirment les principes et les principes qui permettent de fonder les conséquences. La qualité des conséquences rejaille sur celle des principes.

On le vérifie facilement au cas de l'arithmétique. Pourquoi « il n'existe pas d'entiers p et q tels que $p/q = \sqrt{2}$ » est-elle une p.246 proposition objectivement valide à laquelle nous croyons ? Parce que cette proposition est correctement déduite de principes (par exemple « un nombre ne peut être à la fois pair et impair »). « Correctement », c'est-à-dire selon les règles de la déduction logique. C'est donc une vérité construite assujettie au trilemme que je viens d'évoquer. Les principes sur lesquels elle repose ne pourraient être démontrés qu'à partir de principes qu'il faudrait à leur tour démontrer. Comme il est impossible de mener à bien cette tâche infinie, il faudrait s'arrêter à certains principes qu'on accepterait de ne pas démontrer ou retomber de façon circulaire sur des principes déjà rencontrés. On pourrait imaginer une arithmétique fondée sur d'autres principes que ceux que nous connaissons. Mais il se trouve que les conséquences de ces derniers rendent bien compte du réel. Deux pommes et deux pommes font bien quatre pommes, et de façon générale 2 quelque chose et 2 quelque chose en font bien 4. Ainsi, les principes se justifient par la solidité de leurs conséquences. Le consensus qui s'établit sur la proposition « il n'existe pas d'entiers p et q tels que $p/q = \sqrt{2}$ » est finalement fondé sur un écheveau complexe de raisons solides bien que circulaires.

L'on m'objectera peut-être que le principe selon lequel un

¹ G. Simmel, *Les Problèmes de la philosophie de l'histoire* (1892), Paris, P.U.F., 1984.

Incertaine Planète

nombre est nécessairement pair ou impair relève de l'évidence. Il n'en est rien, puisque les Grecs ont beaucoup débattu du point de savoir si le nombre 1 n'était pas à la fois pair et impair.

Non seulement l'arithmétique, mais n'importe quelle discipline scientifique confirmerait aussi que la certitude est fondée sur des raisons perçues comme solides bien que circulaires.

Si l'on accepte de transposer cette idée aux théories morales, on en tire la conséquence que l'absence de principes premiers révélés ou de principes auxquels l'intuition donnerait une valeur absolue n'entraîne nécessairement ni le scepticisme ni le relativisme.

Bien sûr, il ne s'agit pas pour moi d'affirmer que l'arithmétique et la morale ne se distinguent pas. Les propositions axiologiques, c'est-à-dire les jugements de valeur, sont certainement moins unifiées, et moins formalisées que les propositions de l'arithmétique. Mais elles leur ressemblent sur un autre plan : leur validité est à la mesure de la solidité des raisons qui les fondent.

^{p.247} Je crois, bien que j'aie ici très au-delà de la littéralité de ses propos, que c'est ce que suggère Weber, lorsqu'il parle de « rationalité axiologique ». On croit à telle vérité morale, nous suggère cette notion, parce qu'elle est fondée sur des raisons fortes.

*Les jugements de valeur sont solides
dans la mesure où ils sont fondés sur des raisons solides*

Je sais bien que cette idée d'une absence de différence fondamentale entre le moral et le positif, l'axiologique et le scientifique, le prescriptif et le descriptif risque de choquer, en tout cas de passer pour paradoxale.

On conteste même souvent que la notion de vérité axiologique

Incertaine Planète

ait un sens. En fait, il n'est pas très difficile d'évoquer des exemples où la certitude axiologique, la certitude morale par exemple, est l'effet de raisons fortes et en ce sens apparaît comme de même nature que la certitude scientifique. L'on peut donc parler de vérités axiologiques comme on parle de vérités scientifiques et définir les unes et les autres comme des conclusions tirées de raisons solides.

Un exemple banal suffit à le montrer. Pourquoi la démocratie est-elle considérée comme une *bonne* chose ? Parce que les grands principes sur lesquels elle repose dérivent tous de la notion de bon gouvernement et qu'en ce sens elle est une bonne chose. Elle est en d'autres termes fondée sur des raisons solides. Et c'est parce qu'elle est fondée sur des raisons solides que nous ressentons sur le mode de l'évidence sa supériorité sur les régimes despotiques par exemple. On peut ici se contenter de rappeler les grandes lignes des théories classiques. Un bon gouvernement est celui qui réalise au mieux les intérêts des gouvernés, qui en tout cas se soucie davantage des intérêts des gouvernés que de ceux des gouvernants. C'est pourquoi la démocratie prévoit la réélection périodique des gouvernants, qui réduit le risque que ceux-ci ne soient plus attentifs à leurs intérêts qu'à ceux des gouvernés. Bien sûr, il arrive qu'aucun des candidats ne soit bien attirant. Le système ne garantit pas l'absence de corruption. Mais il en protège mieux que tout autre. ^{p.248} Les autres principes de la démocratie, comme celui de la liberté d'expression et de l'indépendance de la justice, visent le même objectif. Chacun sait que les garanties qu'ils fournissent sont imparfaites et que la corruption peut s'installer aussi chez les hommes de justice et de presse. Mais ces phénomènes de corruption, normaux dans les régimes totalitaires,

Incertaine Planète

sont plus facilement percés à jour et combattus dans les régimes démocratiques. Les démocraties sont menacées par le risque de voir s'installer la tyrannie de divers groupes d'intérêt ; elles sont exposées à la tyrannie de la majorité ; mais elles peuvent plus facilement que d'autres régimes compter sur la résistance du citoyen.

Si l'on analyse cet argumentaire, on constate qu'il repose tout entier sur quelques principes peu contestables, à savoir que la fonction des gouvernants est de servir, non les intérêts des gouvernants eux-mêmes, mais ceux des gouvernés ; que la satisfaction des gouvernés est le but ultime de tout gouvernement. Il s'agit là d'axiomes que l'on peut qualifier d'*analytiques*. Ils ne font qu'explicitement la notion même de gouvernement. Ils définissent des finalités qui tiennent à la nature des choses. Une fois ces finalités posées, il s'agit de choisir les moyens les plus appropriés pour les réaliser : une presse libre, des magistrats indépendants, des élections périodiques, etc. Leur validité se déduit d'une part de l'énoncé des fins, d'autre part de propositions comme : « il serait dangereux de faire confiance de façon aveugle aux gouvernants » ; « les gouvernants traitent le fait d'être réélu comme un bien, celui de ne pas être réélu comme une sanction », etc. De cet ensemble de propositions on déduit par exemple : « dans un système où les gouvernants sont soumis à réélection, la corruption a moins de chances de s'établir de manière définitive », « dans un système où la presse est libre, la corruption du politique est moins probable » ; « dans un système où les intellectuels ne dépendent pas du politique, leur capacité de critique est mieux préservée » ; « dans un système où les magistrats sont indépendants du politique, leur liberté de jugement est mieux protégée », etc.

Incertaine Planète

Mon objectif n'est pas de faire preuve d'originalité en matière d'analyse de la démocratie, et encore moins de plaider en faveur de ^{p.249} ce type de régime (cela n'est en aucune façon mon sujet), mais seulement de rendre compte des sentiments collectifs qu'il suscite. La démocratie n'est pour moi en d'autres termes qu'un exemple à partir duquel poser la question de l'explication des sentiments moraux ¹.

Afin de faire ressortir plus clairement mon point principal, à savoir que les jugements de valeur comportent une dimension cognitive essentielle, j'ai pris tout à l'heure l'exemple de l'arithmétique. L'exemple de la physique ou, mieux encore, celui de la biologie auraient peut-être été plus adéquats. Les innombrables propositions « X est vrai » qui tissent le savoir dans ces disciplines ne peuvent facilement être considérées comme issues de principes *ultimes*. Mais toutes s'appuient sur des systèmes de raisons. Le savoir médical ne peut être présenté comme dérivant d'un système d'axiomes. Il prend plutôt la forme d'un ensemble de théories plus ou moins bien liées par un tissu conjonctif. Il en va de même des vérités axiologiques.

Cet exemple de la démocratie suffit en tout cas à montrer qu'un jugement de valeur *peut* avoir le même degré d'objectivité qu'un jugement factuel.

L'historicité des valeurs

L'on opposera peut-être à mon analyse précédente que la démocratie n'a pas toujours été considérée comme une bonne chose, que ce jugement est récent, que tout le monde ne pense

¹ J'ai défendu ces thèses dans *Le Juste et le vrai*, Paris, Fayard, 1995.

Incertaine Planète

pas que la démocratie soit une bonne chose et qu'en d'autres temps d'autres régimes étaient très généralement tenus pour bons. Je n'en disconviens pas. C'est même une vérité reconnue que la démocratie n'a été découverte que tardivement dans l'histoire humaine.

Mais cela prouve, non qu'elle ne soit pas objectivement plus proche de la notion de bon gouvernement que, disons, le despotisme, mais seulement que, tant que ce type de régime n'existait ^{p.250} pas, on pouvait n'en avoir aucune notion et, quand on en avait la notion, avoir l'impression qu'il relevait de l'utopie. Pour être jugé, il fallait d'ailleurs qu'il ait été préalablement conçu et qu'il fût théorisé.

On peut même aller plus loin : pour qu'il fût conçu, il fallait sans doute qu'il existât ou commençât à exister dans les faits. Le grand historien anglais G. Trevelyan souligne ainsi que, dans le cas de l'Angleterre, c'est sous l'effet de contingences historiques (celles de la lutte entre Têtes rondes et Cavaliers) que la référence à la *common law* s'est trouvée affirmée et que le principe du contrôle de l'exécutif par le législatif s'est installé ¹. Rien n'indique évidemment que l'histoire de l'Angleterre n'aurait pas pu être différente de ce qu'elle a été. De même, les hasards de l'émigration aux Etats-Unis ont produit au début de l'histoire de l'union américaine une sévère opposition entre deux états, le Massachusetts et Rhode Island, et c'est cet affrontement qui, par des chemins de traverse, a imposé aux Etats-Unis la liberté d'opinion comme un principe essentiel.

¹ Voir la remarquable édition française, due à J.-P. Poussou, de G. M. Trevelyan, *Histoire sociale de l'Angleterre*, Paris, Laffont, 1993.

Incertaine Planète

Mais tout n'est pas que bruit et fureur historiques. Une fois installé, le principe du contrôle de l'exécutif par le législatif a été ensuite socialement sélectionné et retenu par la mémoire collective anglaise parce qu'il permettait de se rapprocher de l'idéal du bon gouvernement.

L'importance de cette innovation institutionnelle a bien sûr été également perçue à l'extérieur de l'Angleterre. Elle est plus clairement perceptible après Montesquieu qu'avant. Mais Montesquieu lui-même n'aurait sans doute pas théorisé le principe de la séparation des pouvoirs avec la même conviction s'il n'avait déjà été appliqué en Angleterre. Voltaire a été éberlué, lors de son voyage dans ce pays, de voir qu'on pouvait y publier ce qu'on voulait : il n'avait pas envisagé que la liberté d'expression pût être compatible avec l'ordre social. De même, l'importance des nouveaux « corps intermédiaires », la magistrature ou la presse, apparaît mieux après ^{p.251} Tocqueville. Mais Tocqueville n'aurait pas insisté sur leur importance s'il n'avait pu observer leurs effets. Il y a donc des innovations dans le domaine du prescriptif comme il y en a dans celui du descriptif. La théorie selon laquelle la démocratie est un régime meilleur que d'autres n'est pas plus « intuitive » que la théorie de la conservation de l'énergie. Avant sa mise en application et sa diffusion, elle se heurta à des objections que l'on n'oserait plus évoquer aujourd'hui et que l'on a même peine à comprendre. Ainsi, au début du siècle encore, bien des penseurs politiques déclarent que le suffrage universel ne peut qu'engendrer le chaos. Aujourd'hui, cet argument nous paraît dénué de valeur parce qu'il a été abondamment contredit par les faits. Avant leur mise en circulation, les chemins de fer et les billets de banque se heurtèrent de même à des objections qui ne

Incertaine Planète

pouvaient être levées que par le démenti de la réalité. Sans doute l'observateur de 1995 ressent-il plus facilement l'énoncé « la démocratie est une bonne chose » comme une évidence que son ancêtre de 1820. Cette variabilité des sentiments collectifs ne prouve pas que cette vérité soit dépourvue de fondement objectif, mais seulement que le premier observateur est situé dans un autre environnement cognitif que le second. De la même façon, on ne peut plus croire aujourd'hui que la terre est plate. Pourtant, en d'autres temps, les énoncés « la terre est ronde » et « la terre est plate » pouvaient être traités comme aussi plausibles l'un que l'autre. Cela ne démontre pas que la vérité sur la forme de la terre soit historique, et que l'on ne puisse parler d'une forme objective de la terre ¹. Ce qui est historique en l'espèce, c'est la découverte de la vérité, non la vérité elle-même : l'histoire ne légitime pas plus l'historisme que la sociologie ne justifie le sociologisme. Le fait que les mathématiques aient une histoire ne témoigne pas contre la validité des vérités mathématiques. Le fait que la ^{p.252} morale ait une histoire n'est pas davantage la preuve que les valeurs morales soient dépourvues d'objectivité.

Je m'empresse d'ajouter qu'il n'est pas question pour moi de prétendre qu'il existe une vérité axiologique sur tous les sujets. Il faut au contraire insister sur le fait que, dans le cas du normatif comme du positif, il est des situations d'indécision où des systèmes concurrents de raisons aboutissent à des conclusions divergentes entre lesquelles il est impossible de trancher.

¹ Bien entendu, le fait que « la démocratie soit une bonne chose » n'implique pas qu'on ne produise pas des catastrophes lorsqu'on veut l'introduire à n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix dans un contexte mal préparé à la recevoir. Mais, comme le montre le cas de l'Afrique du Sud, rationalités analytique et conséquentialiste s'ordonnent ici de façon lexicographique. Autre exemple que nous développerons plus loin : la réduction de la mortalité infantile.

Incertaine Planète

Encore une fois, je souhaite seulement insister sur le point que, là où toute une tradition oppose brutalement l'être et le devoir-être, on ne peut accepter ce dualisme. Il y a une historicité des vérités morales comme des vérités positives. Il y a des innovations, de véritables innovations dans le domaine du prescriptif comme dans celui du descriptif. Mais il faut aussi se garder de superposer trop étroitement le rationnel et le réel. L'apparition des innovations dépend de contingences et, si leur sélection est tendanciellement rationnelle, les circonstances peuvent conduire à des choix erronés et à des retours en arrière : contingence et nécessité s'entrelacent constamment de façon imprévisible.

Pourquoi ce parallélisme entre le cognitif et l'axiologique n'est-il pas perçu ?

Pourquoi ce parallélisme entre le cognitif et l'axiologique n'est-il pas perçu en dépit du fait qu'il soit aisé d'en produire de multiples confirmations ? Parce qu'il contredit d'importantes traditions de pensée, qui exercent une influence discrète mais déterminante sur notre philosophie ordinaire. Ces traditions sont pour une part incompatibles entre elles dans leurs principes, mais elles sont en même temps convergentes par certaines de leurs conséquences : elles alimentent toutes l'idée d'une coupure entre l'axiologique et le cognitif, entre le normatif et le positif, entre le pratique et le théorique. Il s'agit d'abord de l'empirisme : il a insisté sur l'impossibilité de tirer le devoir-être de l'être. Il s'agit ensuite du *positivisme* moderne : il est, lui aussi, tout entier construit sur l'idée que ^{p.253} l'être et le devoir-être représentent deux mondes distincts. Dans un texte qui présente ces arguments avec une

Incertaine Planète

parfaite netteté, le philosophe positiviste anglais Ayer avance que, ne pouvant être scientifiquement vérifiés, les arguments moraux doivent être analysés comme l'« expression de sentiments » (« *pure expressions of feelings* ») ou de « commandements » (« *commands* ») ¹. Le *sociologisme* veut à l'inverse que les valeurs soient des données de fait (à chaque société ses valeurs), mais aussi et complémentaiement que le mode du devoir-être sur lequel elles sont normalement perçues par le sujet social résulte d'une illusion. Un jugement moral ne serait jamais juste en lui-même ; il serait toujours émis à partir d'un point de vue, celui de la culture à laquelle appartient le sujet ; or aucun point de vue ne saurait dominer les autres. L'anthropologie, pour qui l'incommensurabilité des cultures va souvent de soi, a abondamment nourri ce sociologisme. L'*existentialisme* veut, quant à lui, que l'individu choisisse ses valeurs dans une sorte d'inspiration inexplicable qualifiée par Sartre d'« absurde ». Les *freudiens* voient dans les valeurs des sublimations de pulsions en provenance des sous-sols de la personnalité. Le *postmodernisme* veut que les valeurs soient des illusions : c'est même là sa thèse principale. Selon l'un des plus éminents représentants du club des postmodernistes ², les sentiments d'horreur que nous inspire Auschwitz seraient le produit d'un conditionnement historique. Cette position a au moins le mérite de la cohérence : on ne voit pas en effet comment les théories relativistes pourraient aboutir à une autre conclusion.

¹ A. J. Ayer, *Language, Truth and Logic* (1946), Londres, V. Gollancz, 2^e éd. rev., 1960. Voir aussi J.O. Urmson, *The Emotive Theory of Ethics*, Londres, Hutchinson, 1968.

² R. Rorty, *Contingency, Irony and Solidarity*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1989.

Incertaine Planète

L'insuffisance des réponses aux conceptions irrationalistes

Peut-être ces visions irrationalistes ont-elles été renforcées aussi par l'insuffisance des réponses qu'on leur a opposées : celles qui se ^{p.254} contentent, par exemple, d'affirmer l'existence d'un sens moral inhérent à la nature humaine. De telles théories sont évidemment incapables de rendre compte de la variabilité de la sensibilité morale. On ne voit pas comment le fait que nous approuvions ou désapprouvions telle mesure politique pourrait être inscrit dans nos gènes. Il n'est pas non plus très éclairant d'affirmer avec les *formalistes* que les valeurs — le beau, le bien, le vrai — sont éternelles dans leur forme et historiques dans leur contenu. Sans doute bien des jugements de valeur sont-ils variables dans le temps et l'espace. Mais d'autres sont invariants : l'imposture n'est jamais considérée comme ayant une valeur positive. N'est-ce pas de toute éternité qu'un gouvernement qui sert les intérêts des gouvernés est meilleur que celui qui sert les intérêts des gouvernants ? Le « bien » est ici non *formel*, mais, pour parler comme Max Scheler, *matériel* ¹. Cet exemple suffit à lui seul à disqualifier la conception formaliste des valeurs. Mais la théorie intuitionniste de Scheler, qui veut que les valeurs puissent être perçues par un mystérieux sens des valeurs, n'est pas non plus très satisfaisante.

Restent les théories rationnelles des sentiments moraux que les sociologues notamment ont proposées. Bien que moins populaires que les théories irrationnelles, elles existent. Le *fonctionnalisme* en est un exemple, à côté du *contractualisme* ou de la *théorie du choix rationnel*. Puisque nous sommes réunis à Genève, dans

¹ M. Scheler, *Le Formalisme en éthique et l'éthique matérielle des valeurs* (1913-1916), Paris, Gallimard, 6^e éd., 1955.

Incertaine Planète

l'amphithéâtre Jean Piaget, on peut illustrer les principes de base de l'explication fonctionnaliste des normes par l'exemple du jeu de billes cher au grand psychologue. Les enfants désapprouvent la tricherie au jeu de billes, nous dit Piaget, parce qu'ils aiment jouer aux billes et que la tricherie détruit un jeu auquel ils prennent plaisir. Ici, la valeur négative attribuée à la tricherie est analysée comme résultant de ses effets négatifs sur le système social élémentaire que constituent les joueurs de billes. Dans son principe, le *fonctionnalisme* pose donc en résumé qu'une situation est considérée comme bonne par les individus lorsqu'elle facilite le p.255 fonctionnement d'un système auquel ils sont attachés. Ainsi, les membres d'un club admettront qu'on en contrôle l'entrée, cette disposition étant indispensable si l'on veut écarter les candidats peu motivés ou incapables de contribuer au bon fonctionnement du club. C'est pourquoi les académies ou les clubs sportifs sélectionnent leurs membres. Le fonctionnalisme représente incontestablement, dans ses meilleures versions, une théorie très utile s'agissant de l'explication des phénomènes normatifs.

Mais le même exemple des clubs révèle aussi ses limites, car il n'explique pas pourquoi on admet si difficilement que soit contrôlée la *sortie* d'un club. En restreignant la sortie, on risque certes de retenir des membres qui n'éprouvent plus d'intérêt pour les activités du club et, par là, de nuire à son fonctionnement. Mais, comme on le voit à l'exemple des sectes, interdire la sortie d'un club est jugé non seulement inopportun, mais moralement choquant. Or ce n'est certainement pas par souci du bon fonctionnement des sectes qu'on réprovoe qu'elles retiennent leurs membres. La réaction morale est ici le produit de raisons fortes, mais ne relevant pas des catégories qu'envisagent le

Incertaine Planète

fonctionnalisme et les autres théories rationnelles des valeurs couramment proposées par la sociologie ¹.

A l'exception de celle qu'esquisse Weber et que je cherche à développer ici, toutes ces théories souffrent donc, malgré leur importance, d'une grave faiblesse qui laisse le champ libre aux théories irrationalistes. Elles tirent leur force de ce qu'elles supposent que les croyances normatives sont produites par des raisons solides. Leur importance provient de ce qu'elles expliquent efficacement une multitude de sentiments moraux. Nous croyons effectivement que telle institution, tel comportement, telle décision sont bons ou mauvais parce qu'ils entraînent des conséquences que tous s'accorderaient à trouver bonnes ou mauvaises. Mais elles ont le désavantage de supposer que ces raisons sont *toujours* exclusivement relatives aux conséquences entraînées par une action ou par ^{p.256} un état de choses et par là s'interdisent de rendre compte de façon satisfaisante de beaucoup d'autres manifestations des sentiments moraux.

La dimension analytique de l'axiologie

En effet la rationalité sous-jacente aux sentiments moraux n'est pas toujours de type conséquentialiste. C'est d'ailleurs pourquoi, comme on peut le noter par parenthèse, Max Weber distingue la rationalité qu'il appelle « axiologique » (*Wertrationalität*) de la rationalité « instrumentale » (*Zweckrationalität*). Si les raisons fondant les jugements de valeur étaient toujours de type conséquentialiste, la première se réduirait en effet à la seconde.

¹ Ces tentatives modernes pour rabattre le devoir-être sur l'être font écho à celles de l'évolutionnisme du siècle dernier dans ses diverses formes, hégélienne, spencerienne ou marxienne.

Incertaine Planète

On peut qualifier d'*analytique* cette dimension non conséquentialiste de l'axiologie.

Pour montrer que la rationalité pratique peut prendre une forme non conséquentialiste, on peut considérer un exemple d'école, celui du sentiment de rejet que provoque normalement le vol. Le philosophe anglais Mandeville a proposé une rigoureuse démonstration par l'absurde du fait que le vol ne peut être condamné au vu des conséquences qu'il entraîne. Sans doute le vol nuit-il à une minorité d'individus, à savoir les victimes des vols, nous dit Mandeville avec humour. Mais il fournit aussi du travail aux serruriers, et aux avocats. On pourrait y adjoindre les assureurs. Aujourd'hui, le théorème de Mandeville apparaît, si l'on peut dire, comme plus vrai que jamais. Le vol donne en effet naissance à un marché dual aux conséquences heureuses. Le marché alimenté par le coulage et le vol permet en effet aux plus démunis — qui ne savent pas toujours qu'ils acquièrent de la marchandise volée au titre de « la bonne occase » — de se procurer à bas prix les produits convoités de la « société de consommation », produits électroniques notamment, que les couches défavorisées acquièrent au prix du marché. Ici, ce n'est pas le pauvre, mais bien le riche qui paie davantage et la redistribution se fait dans le « bon »^{p.257} sens¹. Mais le vol n'est pas bon seulement pour les avocats, les assureurs et les couches sociales défavorisées. Il augmente aussi la demande, et il stimule l'offre. Sans le vol, le taux de chômage serait donc encore plus important qu'il ne l'est. D'un point de vue rigoureusement

¹ Au « théorème » de D. Caplovitz, *The Poor Pay More*, Londres, Macmillan/New York, Free Press, 1967, s'oppose ainsi un théorème contradictoire avec lui, qui n'est pas moins vrai.

Incertaine Planète

conséquentialiste, le vol comporte donc des effets mitigés. La démonstration par l'absurde esquissée par Mandeville est effectivement convaincante. Elle indique bien que l'on ne saurait tirer d'une argumentation conséquentialiste la certitude morale que le vol est mauvais ¹.

Pour démontrer que le vol est mauvais — c'est-à-dire pour rendre compte du sentiment normal qui s'exprime par le jugement de valeur « le vol est mauvais » —, il faut donc évoquer des raisons non conséquentialistes. En fait, le vol est mauvais parce que l'ordre social est fondé sur le fait que toute rétribution doit en principe correspondre à une certaine contribution. Sinon, c'est le principe même du lien social qui se trouve remis en cause. Or le vol est une rétribution positive que le voleur s'attribue aux dépens de la victime, en ayant recours à une contrainte illégitime. Ce faisant, il viole la notion même d'échange social, à la façon dont le parti unique viole la notion de démocratie ². Cette analyse offre une _{p.258} explication rationnelle des sentiments négatifs engendrés par le vol. Elle interprète bien ces sentiments comme émanant de raisons fortes. En même temps, elle évoque des raisons de caractère non conséquentialiste. Elle permet d'expliquer non seulement le caractère universel de la condamnation du vol, mais aussi des phénomènes que nous pouvons facilement observer tous

¹ Cet exemple suffit à démontrer que le « modèle du choix rationnel », l'une de ces théories sociologiques de la morale que j'évoquais il y a un instant, et qui proposent une conception conséquentialiste des normes, ne peut prétendre à l'universalité.

² La théorie sociologique dite de l'échange telle qu'elle est développée classiquement par exemple par Homans saisis, de manière partielle, l'une des dimensions de la théorie cognitiviste que je défends ici. Je me sépare toutefois radicalement des théoriciens de l'échange sur un point essentiel : alors qu'ils présentent les exigences de justice comme des lois inscrites dans la nature humaine (d'où l'importance accordée par exemple par Homans à Skinner, cf. G.C. Homans, *Social Behavior : its Elementary Forms*, New York, Harcourt, 1961), je propose de les interpréter comme dérivant analytiquement de la nature des activités dans lesquelles s'engagent les individus. Les individus obéissent alors à des « systèmes de raisons » et non à des « lois ».

Incertaine Planète

les jours. Elle rend par exemple compte du fait apparemment paradoxal qu'un vol même *sans grande conséquence sur le bien-être de la victime* est normalement ressenti par elle comme insupportable, ou du fait que le spectateur d'un vol éprouvera un sentiment d'indignation pour *le fait même* du vol, indépendamment du préjudice subi par la victime. En fin de compte, c'est bien parce que le vol atteint au cœur même du système social que ses avantages ne sauraient compenser ses inconvénients : les raisons *conséquentialistes* qu'on pourrait avoir de préférer le vol ou le parti unique sont lexicographiquement subordonnées aux raisons *analytiques* qui convainquent de les rejeter.

On peut noter par parenthèse que la question théorique que j'examine ici n'est pas sans conséquence pratique. En effet, une analyse de type conséquentialiste ne permet pas de comprendre pourquoi la petite délinquance est si mal vécue par le public. En revanche, on le comprend fort bien lorsqu'on s'inspire de la théorie de la rationalité axiologique que je propose ici.

On peut analyser de la même façon bien des manifestations de la morale ordinaire. Le plagiaire provoque un sentiment de dégoût, non parce qu'il se pare des plumes du paon, mais plutôt parce qu'il détruit le jeu de l'invention et de la création. L'imposteur, qui réussit, avec la complicité de médiateurs ou de collègues complaisants, à faire passer pour scientifiques des travaux qui contredisent les principes élémentaires de la méthode scientifique, détruit l'essence même du jeu scientifique. Mais ce n'est pas par les dégâts qu'ils causent que le tricheur ou l'imposteur provoquent un sentiment de rejet. Car les conséquences de leurs méfaits sont souvent provisoires et limitées et ils finissent généralement par

Incertaine Planète

être démasqués. La répulsion qu'ils inspirent provient plutôt de ce qu'ils détruisent et en tout cas tournent en dérision des activités collectives perçues ^{p.259} comme positives. Ce faisant, ils en détruisent le *sens* même. Ce sont aussi des raisons analytiques qui fondent par exemple les réactions contre le resquilleur. Il a des chances d'être rappelé à l'ordre, même s'il n'impose à ceux qui font la queue qu'un *désagrément* mineur. Le modèle conséquentialiste et utilitariste du « choix rationnel », très influent aujourd'hui notamment aux Etats-Unis, ne saurait donc expliquer cette réaction. Le rejet auquel s'expose le resquilleur provient de ce que l'avantage qu'il s'attribue est injustifié et a un effet destructeur sur l'organisation sociale que représente la file d'attente.

Les exemples précédents sont empruntés surtout à la vie quotidienne. Il serait bien entendu possible d'en prendre d'autres. La pression exercée sur l'Afrique du Sud par les démocraties occidentales pour que ce pays mette fin à l'apartheid était *ex ante* discutable d'un point de vue conséquentialiste : la transition risquait d'être douloureuse. Mais elle ne l'était pas d'un point de vue analytique : les bénéfices de la démocratie ne peuvent sans contradiction être réservés à une catégorie de citoyens ; par leur essence même, les droits fondamentaux s'appliquent à tous. Ici, la dimension analytique de la rationalité axiologique s'impose de façon telle qu'il apparaît facilement incongru d'évoquer le point de vue conséquentialiste.

Cet exemple attire l'attention sur un point important : on a l'habitude de présenter l'« éthique de conviction » et l'« éthique de responsabilité » comme les deux termes d'un choix en lui-même irrationnel (non fondé) et toujours ouvert. En fait, si les deux

Incertaine Planète

termes traduisent parfois des options également légitimes, il ne s'agit là que d'un cas particulier. Dans d'autres cas, l'une des deux dimensions domine l'autre, témoignant de l'existence d'une rationalité englobante. Les progrès de la médecine, en réduisant la mortalité infantile, ont contribué au sous-développement, car, la baisse de la natalité n'accompagnant ce progrès qu'avec retard, il en résulte une croissance démographique qui alimente le cercle vicieux de la pauvreté. Qui nierait cependant que cette réduction de la mortalité infantile, négative d'un point de vue conséquentialiste, ne doive être tenue pour un progrès ? Cet exemple illustre ^{p.260} le cas où l'une des dimensions de la rationalité axiologique, en l'occurrence la dimension analytique, domine l'autre.

Bref, l'on décèle plus ou moins facilement, derrière les appréciations morales de la vie ordinaire ou de la vie politique, des systèmes articulés de raisons qui ne sont pas différents dans leur nature des démonstrations de la philosophie politique, de la physique ou de la biologie par exemple. Lorsque les jugements moraux sont perçus sur le mode de l'évidence, c'est qu'ils sont fondés sur des raisons solides. C'est pourquoi, si les goûts ne se discutent pas, les jugements moraux, eux, se discutent.

Contextualisation et universalité

En même temps, les développements qui précèdent conduisent à un corollaire important : à savoir que le caractère contextuel des jugements de valeur ne conduit en aucune façon au relativisme ou au scepticisme. Il importe de souligner ce point, car un argument fréquemment présenté à l'appui du scepticisme moral, de

Incertaine Planète

Montaigne jusqu'aux postmodernistes ¹, est celui de la variation contextuelle des valeurs. J'ajoute que cette donnée incontestable représente l'argument clef, non seulement des sceptiques, mais aussi de ceux qui veulent voir dans les valeurs des formes éternelles, mais vides (le vrai, le beau, le bien).

Pour montrer que la position *formaliste* comme la position *sceptique* sont incompatibles avec le réel, pour montrer surtout que la variabilité des sentiments moraux n'est pas incompatible avec la solidité et l'objectivité des valeurs et des sentiments moraux, je considérerai quelques exemples empruntés au chapitre des sentiments de justice.

Le rire est souvent un excellent révélateur des jugements de valeur mis en mouvement par la morale ordinaire. Un épisode d'une célèbre émission de télévision propose un canular classique. Deux clients : le premier (la victime) commande un steak frites ; p.261 le second (le complice) fait de même. Le complice se voit servir un steak deux fois plus gros que celui de la victime. La « caméra invisible » saisit alors parfaitement la surprise, puis l'indignation de la victime : elle cherche un temps à se dominer, puis, n'y tenant plus, réclame des explications d'un ton vif. Il n'est pas difficile de lire dans cette réaction l'exigence d'égalité contribution-rétribution que j'évoquais plus haut. Ce serait en effet un contresens que d'y voir, sur le mode conséquentialiste, une réaction de jalousie ou d'envie. On le voit à ce que la réaction de la victime serait la même — un plan expérimental adéquat le montrerait sans doute facilement — dans le cas où son appétit ne lui permettrait pas d'absorber le steak démesuré de son voisin.

¹ D. Bloor, *Sociologie de la Logique* (1976), Paris, Pandore, 1982.

Incertaine Planète

Son indignation provient de ce que l'inégalité de traitement dont elle est l'objet lui paraît porteuse de chaos : la notion de prix s'écroule si celui-ci est fait « à la tête du client » au lieu de refléter la valeur des choses. Son demi-steak lui donne au total l'impression que le monde oscille sur son axe, que les prix n'ont plus de sens, que les bases de l'échange social sont violées.

Derrière ce canular, on repère donc facilement un universel familial : le principe de l'égalité contribution-rétribution. Ce principe est universel car il découle analytiquement de la notion même d'échange social. Il est à la base de bien des conflits sociaux. Ainsi, au cours de l'automne 1993, un grave conflit a été déclenché à la compagnie Air France parce que certaines catégories d'employés eurent l'impression que, pour redresser les comptes de la maison, on exigeait d'elles des sacrifices dont on paraissait vouloir dispenser d'autres catégories.

Mais l'acteur social sait bien que des conditions particulières doivent être réalisées pour que ce principe puisse être appliqué. Elles le sont généralement dans l'entreprise par exemple, mais non dans d'autres contextes. Pour que ce principe soit applicable, il faut d'abord que les contributions soient commensurables. C'est le cas lorsque le travail est homogène, ou lorsque la contribution fonctionnelle de chacun à une production collective peut être appréciée, fût-ce de façon floue. Ainsi, on admet facilement que celui qui paraît plus irremplaçable soit mieux traité. Dans d'autres cas, l'incommensurabilité apparaît comme irréductible. Ainsi, il est difficile de comparer la contribution du médecin et celle de l'avocat. C'est pourquoi les études qui tentent de saisir la légitimité des inégalités de revenus entre grandes professions font apparaître des exigences fortement structurées et largement

Incertaine Planète

partagées, mais floues. Elles révèlent à la fois que les répondants accordent une attention marquée au principe de l'égalité contribution-rétribution, et qu'ils cherchent à l'appliquer de façon souple et réaliste à la situation cognitivement très complexe que représente la comparaison entre professions. Elles témoignent en d'autres termes de l'effort accompli par les répondants pour obtenir une synthèse acceptable entre les principes de justice et la complexité cognitive de la question ¹.

Les réponses tiennent également compte de la multidimensionnalité des rémunérations. On admet que le chercheur soit moins payé que le médecin parce qu'il a des avantages en nature. Le « oui, mais ils ont de longues vacances » justifie aux yeux de beaucoup les salaires relativement faibles des professeurs. Ces réactions sont souvent analysées comme exprimant un sentiment d'envie. Mais cette interprétation reflète surtout l'influence de l'utilitarisme sur la sociologie spontanée. On peut, de façon plus plausible, déceler dans ces remarques une tentative pour apprécier la légitimité des différences de traitement entre grandes catégories d'activité.

Maintes observations démontrent aussi que les sentiments de justice expriment un sens des contingences : lorsque certaines inégalités paraissent dues à d'incorrigibles aléas, elles ne sont pas jugées illégitimes, même lorsque les aléas en question conduisent à une violation grave du principe de l'égalité contribution-rétribution. Ainsi, l'inégalité des « chances devant la vie » ne provoque guère de protestation. Les inégalités entre générations

¹ J. Kelley, M. D. R. Evans, « The Legitimation of Inequality : Occupational Earnings in Nine Nations », *American Journal of Sociology*, 99, 1, juillet 1993, pp. 75-125.

Incertaine Planète

sont considérables ¹. Mais le fait que les rentiers d'aujourd'hui aient une ^{p.263} meilleure condition que les actifs et que les rentiers de demain n'est en aucune façon vécu comme une injustice : c'est que ces inégalités paraissent à juste titre comme engendrées par les fluctuations irrémédiables de la *conjoncture*. Cette remarque permet également de vérifier la faiblesse des théories qui confondent sentiments de justice et envie. Elles ne permettent en aucune façon de comprendre l'insensibilité du public face aux inégalités entre générations.

On peut multiplier les exemples allant dans le même sens. Ainsi, on sait fort bien que la corrélation entre investissement scolaire et statut social et/ou revenu est en général très faible : une forte proportion d'individus ont le même niveau social ou un niveau plus bas, bien qu'ayant un niveau d'éducation plus élevé et réciproquement. Mais cette disparité massive n'a jamais fait l'objet de protestations, ni même été décrite de façon dépréciative. On ne stigmatise pas davantage l'inégalité des diplômes devant la vie que l'inégalité des *Lebenschancen*.

Bref, on exige naturellement, *dans certains contextes*, une égalité rigoureuse des principes de l'échange social. Dans d'autres, on admet au contraire qu'ils soient grossièrement violés : le laxisme est ici de règle. Faut-il conclure de cette variation contextuelle des jugements de valeur au relativisme des valeurs ? Une telle conclusion n'est en aucune façon obligatoire et l'argument principal des sceptiques et des formalistes se dérobe sous leurs pieds. La variabilité des jugements de valeur témoigne seulement de l'interpénétration de l'être et du devoir-être : on ne

¹ R. Girod, *Inégalité, inégalités*, Paris, P.U.F., 1977, a abondamment souligné ce point.

Incertaine Planète

saurait exiger l'application d'un principe inapplicable ; à l'impossible nul n'est tenu ; or il existe des situations où même les principes les plus fondamentaux de l'échange social ne peuvent être littéralement appliqués. Il existe donc des situations où il serait *mauvais* d'en exiger l'application.

Ce syllogisme pratique, tout simple qu'il paraisse, permet de rendre compte — une fois qu'il est proprement modulé — de l'extraordinaire complexité et en même temps de la forte structuration des exigences morales dont témoigne l'observation sociologique. L'interprétation relativiste de cette variabilité témoigne de son côté de la force des traditions qui rejettent le devoir-être du côté de l'irrationnel.

^{p.264} La variabilité des jugements de valeur n'autorise en tout cas pas à les traiter comme des *coutumes*, n'ayant d'autre fondement que celui de l'usage ou de la convention. Deux systèmes d'équations ont des solutions différentes dès lors que leurs paramètres sont différents. Il n'en résulte pas que les équations soient différentes. Il en va de même s'agissant de la variation contextuelle des jugements de valeur. La solution dérive dans tous les cas de raisons contraignantes parce qu'objectives. Elle est différente d'un cas à l'autre, car le contexte impose des conditions différentes.

Tous ces exemples montrent aussi qu'une théorie *formelle* des valeurs est insuffisante. On a des raisons objectives de porter toutes sortes de jugements de type « X est bon », « X est mauvais », « X est acceptable », « X est inacceptable », « X est légitime », « X est illégitime », etc. sur des *X bien déterminés*. La thèse de Max Scheler selon laquelle l'éthique doit être vue comme « matérielle » plutôt que comme « formelle » est donc fondée,

Incertaine Planète

même s'il l'exprime de façon passablement ambiguë et peut-être sans en voir les fondements réels. A vrai dire, Scheler ne fait guère plus qu'affirmer la réalité irrécusable des *sentiments* moraux. Mais il a l'immense mérite de souligner qu'il faut les prendre pour ce qu'ils sont : des sentiments de certitude et non de contrainte, des réalités dont on ne voit pas au nom de quels principes on serait autorisé à les traiter comme des illusions.

Ce qui vient d'être dit des variations contextuelles des jugements de valeur peut être transposé à leurs variations dans le temps. Deux *temps* différents peuvent être considérés comme deux *contextes* différents. Il est donc possible que ce qui était perçu comme juste hier ne le soit plus aujourd'hui. Mais il faut surtout insister sur les irréversibilités qu'on observe alors. L'adoption du suffrage universel ou l'abolition de la peine de mort ont créé des états de choses intrinsèquement irréversibles, même si des accidents — toujours possibles — peuvent produire des retours en arrière.

D'où il résulte que, si étrange que puisse paraître cette proposition dans le contexte relativiste qui est celui des sociétés modernes, il y a bel et bien un progrès en morale. Je ne veux pas dire par là ^{p.265} que les hommes deviennent meilleurs ou qu'ils soient moins capables de cruauté aujourd'hui qu'hier. Tout démentirait malheureusement une telle affirmation. Je veux dire seulement qu'à partir du moment où une innovation axiologique apparaît, si elle paraît renforcer la dignité de l'homme, elle a tendance à être socialement sélectionnée. Elle crée alors une modification de l'univers du prescriptif, un peu comme une innovation scientifique crée une modification de l'univers du descriptif.

Incertaine Planète

Pour mentionner à nouveau Tocqueville, il rappelait la franche jubilation manifestée par Madame de Sévigné au spectacle d'une exécution capitale et il en tirait à juste titre la preuve que notre sensibilité morale avait changé¹. Ce changement n'est pas dépourvu de causes. Il provient de ces innovations porteuses d'irréversibilités que je viens d'évoquer. Elles provoquent des restructurations analogues à celles que produisent certaines découvertes scientifiques (l'héliocentrisme, la théorie de l'évolution, par exemple) ou certaines œuvres artistiques majeures (l'œuvre de Beethoven, l'impressionnisme, par exemple). A partir du moment où l'on a montré par l'expérience que le suffrage universel ne produisait pas nécessairement le chaos, il devint *définitivement* plus difficile d'arguer en faveur des régimes qui s'en dispensent et de ne pas éprouver pour eux une sorte de dégoût ; l'abolition de la question n'ayant pas paralysé la recherche de la preuve judiciaire, il devint difficile, sinon d'y revenir, du moins de la ressentir comme acceptable. Les accidents de l'histoire firent sans doute apparaître des régimes qui la réinventèrent et la perfectionnèrent. Mais cette pratique fut unanimement perçue comme le signe qu'ils représentaient le mal. La guerre est aujourd'hui perçue comme anormale (ce qui ne suffit naturellement pas à faire qu'elle soit écartée, ni même que l'on lève le petit doigt pour l'éviter)². De même, on ne peut revenir à la p.266 théorie du mouvement d'Aristote ou à l'idée que, comme le croyaient les Grecs, nombres et grandeurs constituent des sphères

¹ [A. de Tocqueville, De la démocratie en Amérique](#) (1835-1840), in Tocqueville, *op. cit.*, pp. 540-542.

² Si ridicules, hypocrites et contradictoires que soient des expressions comme « guerre propre » ou « frappe chirurgicale », elles témoignent du sentiment de l'anormalité de la guerre sanglante.

Incertaine Planète

distinctes. Ces idées eurent leur *sens* à leur époque ; elles étaient fondées sur des raisons solides. Ce n'est plus le cas maintenant. Mais qui tirerait du fait que la science a une histoire, c'est-à-dire du fait qu'on ne peut arriver tout de suite au vrai sur tous les sujets, l'idée que l'objectivité est un leurre ?

Conclusion

Les analyses que j'ai présentées démontrent en résumé un certain nombre de points importants à mon sens, à savoir :

- Que les sentiments immédiats qui se traduisent par des jugements de valeur « X est bien », « X est acceptable », « X est recevable », etc. s'appuient ici sur des raisons objectivables, voire formalisables.
- Que la vie sociale est tissée de certitudes axiologiques qui passent d'autant plus facilement inaperçues aux yeux du sujet et à ceux des témoins qu'elles sont vécues comme des évidences.
- Qu'elles sont vécues comme des évidences précisément parce qu'elles s'appuient sur des systèmes de raisons qui, bien que tacites, créent un consensus implicite.
- Que les jugements de valeur peuvent être objectivement fondés.
- Qu'on ne peut s'en tenir, comme l'avance avec raison Scheler, à une conception *formaliste* des valeurs. Les valeurs ne sont pas des formes vides ; au contraire, à l'instar des couleurs, elles ne se manifestent qu'à travers des objets concrets.

Incertaine Planète

- Qu'il y a des vérités axiologiques exactement au sens où il y a des vérités médicales par exemple ¹.p.267
- Que ces vérités se ramènent parfois à des considérations conséquentialistes, mais que dans d'autres cas il faut évoquer des raisons d'un autre type, celles que Weber a sans doute dans l'esprit lorsqu'il parle de « rationalité axiologique ».

Encore une fois, si cette théorie « néo-rationaliste » des valeurs peut paraître choquante, c'est d'abord qu'on a de la peine à admettre la circularité de la connaissance, et en second lieu qu'on a l'habitude de penser que jugements de valeur et jugements de fait doivent être représentés par deux sphères disjointes : on ne saurait tirer l'impératif de l'indicatif, le devoir-être de l'être ; de « cela est », on ne saurait déduire « cela est bien ». Le « désenchantement » a encore élargi ce gouffre. Et les effets pervers analysés par Tocqueville et que j'évoquais en commençant ont renforcé les effets du désenchantement et fait du relativisme et du scepticisme un « horizon indépassable ».

A côté de ces grandes causes « structurelles », d'autres causes sont responsables de l'installation du relativisme. L'épicentre du mouvement relativiste se situe aux Etats-Unis probablement parce que les mouvements migratoires des dernières décennies ont, entre autres facteurs, revitalisé les demandes de reconnaissance des minorités. Or, les théories d'inspiration « culturaliste » et « relativiste » sont des instruments efficaces de légitimation de ces demandes. C'est pourquoi les plus éminents des relativistes sont

¹ Loin qu'on doive, comme J. Rawls, *Political Liberalism*, New York, Columbia University Press, 1993, nier d'emblée la notion de vérités morales.

Incertaine Planète

Américains et pourquoi les relativistes européens sont généralement plus appréciés aux Etats-Unis qu'en Europe. Il faut toutefois remarquer qu'en Europe aussi, l'avantage est aux penseurs relativistes. On a bien là une application du théorème de Tocqueville que j'évoquais en commençant.

Ce relativisme explique peut-être en partie aussi le repli frileux sur la communauté qu'on observe aujourd'hui en maintes circonstances en même temps que la réapparition dans le domaine de la philosophie sociale du thème de la « communauté » et les tentatives de revalorisation de la *Gemeinschaft* aux dépens de la *Gesellschaft*. Mais d'un autre côté, les incompatibilités entre la réalité de l'homme et du monde et les représentations que le relativisme ^{p.268} moderne en propose sont si béantes qu'il faut sans doute y voir un moment de l'histoire des idées voué à être demain dépassé et surmonté.

*

Discussion

@

M. MARK HUNYADI : La situation contemporaine, dans le domaine qui nous occupe, me semble tout à fait particulière. Le problème du relativisme, tel qu'il est activé par exemple par les conflits multiculturels, ne se pose pas seulement au théoricien, qui le constate de l'extérieur, du point de vue de l'historicité ou, si l'on veut, de la culturalité. Il se pose aussi et surtout aux acteurs eux-mêmes. Ces derniers se trouvent effectivement confrontés au multiculturalisme, et donc au pluralisme des valeurs. Il me semble en d'autres termes que ni les théoriciens, ni les acteurs ne peuvent se contenter d'observer de l'extérieur le phénomène multiculturel, le kaléidoscope des pratiques humaines. Ils doivent cohabiter au sein du multiculturalisme, et trouver des normes justes de coexistence.

Incertaine Planète

Sur cet arrière-plan, j'aimerais vous poser quelques questions. Qu'apporte une théorie comme la vôtre à la résolution effective des conflits multiculturels ? Plus précisément, une théorie métaéthique, c'est-à-dire une théorie qui cherche à établir que l'objectivité est possible, peut-elle faire sens pour les acteurs eux-mêmes, en tant qu'ils sont engagés dans les conflits ? Cela devrait bien sûr être votre souci, comme celui des acteurs eux-mêmes, étant donné les prémisses de votre individualisme méthodologique, qui s'intéresse aux motivations des acteurs. En termes ironiques, je pourrais vous demander si votre théorie métaéthique est capable de motiver les acteurs dans la recherche d'une résolution des conflits de valeurs. Le fait que vous, théoricien, sachiez qu'une objectivité des valeurs est possible, peut-il être d'un quelconque secours pour aplanir les conflits ?

Vous insistez, dans votre stratégie, sur les bonnes raisons que les acteurs ont d'agir. Je prends le cas de l'avortement, qui me semble paradigmatique : que faire, lorsqu'on peut légitimement penser que les raisons de l'une et l'autre parties sont également bonnes ? Vous avez parlé de situations d'indécision. Mais qui décide de l'indécidable ? Faut-il s'en remettre aux experts ?

Cela m'amène à une troisième question. Qu'est-ce qu'une bonne raison ? Je me réfère à Stephen Toulmin, le théoricien de l'argumentation, auquel vous-même renvoyez souvent dans vos travaux. Il opère la distinction entre les garanties permettant d'aboutir à une conclusion et les fondements qu'il faut établir pour justifier la garantie elle-même. ^{p.269} Proposez-vous quelque chose d'équivalent ? Distinguez-vous différents niveaux de validité de l'argumentation ? A quel moment peut-on dire, selon vous, que l'objectivité est atteinte ? Suffit-il qu'il y ait accord sur les conclusions ? Faut-il un accord sur les garanties qu'on leur joint, ou encore un accord sur les fondements eux-mêmes ?

Bien que vous vous y référeriez souvent dans vos travaux, vous n'avez pas parlé ici de la transsubjectivité des raisons, c'est-à-dire de leur reconnaissance par une pluralité d'acteurs. Votre individualisme méthodologique ne devrait-il pas naturellement conduire à une forme d'éthique de la discussion ou d'éthique de la reconnaissance, dont le principe serait que la validité d'une norme repose sur une entente entre les personnes concernées, sur la reconnaissance de la transsubjectivité des raisons ? A cette condition, il me semble que la position

Incertaine Planète

métaéthique que vous défendez sur l'objectivité des valeurs pourrait prendre sens pour les acteurs eux-mêmes — ce qui nous ramène à ma première question.

M. RAYMOND BOUDON : Dans quelle mesure cette théorie néo-rationnelle permet-elle la solution effective des conflits ? Je pense qu'elle invite les acteurs à essayer de remplacer le conflit par la discussion, ou du moins de comprendre qu'avant de passer au conflit direct, il est possible de passer par une discussion méthodique, et que c'est de cette manière que les choses peuvent le mieux se faire. C'est pourquoi je suis très affecté par la crise mondiale des universités, qui sont le lieu où se fait l'apprentissage de la culture de la discussion. Si l'on considère la situation de l'université américaine, on constate que très souvent la discussion est complètement oubliée, au profit d'un passage direct à l'affrontement. De manière générale, j'observe que dans nos sociétés le mot *discussion* n'a plus une valeur très positive. Le mot positif, dans ce registre, est aujourd'hui *communication*. La discussion suppose une vérité, alors que la communication exige seulement que le message passe. Il me semble que notre rôle n'est pas d'être des esprits désincarnés, qui regarderaient au microscope les sentiments moraux. Il s'agit aussi d'intervenir dans la pratique. Je crois que ma ligne d'intervention serait la suivante : mettre en œuvre tout ce qui peut l'être pour parvenir à une valorisation de la discussion, et pour renouer avec la culture de la discussion. Car la discussion s'apprend, à partir de l'analyse détaillée de textes littéraires, de théories scientifiques, ou encore par le décorticage de tel tableau, symphonie ou quatuor.

Je dirai, pour répondre à votre deuxième question, que des cas peuvent se présenter où l'une des argumentations en présence domine l'autre. On peut trouver de telles situations dans le domaine scientifique comme dans le domaine moral. On a cessé de discuter d'un grand nombre de questions, parce que des argumentations ont été définitivement ^{p.270} disqualifiées. Il y a aussi les situations où l'on ne sait pas comment raisonner. Von Fritsch a obtenu en 1953 le prix Nobel parce qu'il a découvert le langage des abeilles. Il paraît qu'on ne sait pas, aujourd'hui, si elles ont réellement un langage. Les données dont on dispose semblent compatibles aussi bien avec la théorie olfactive, selon laquelle les abeilles obéiraient aux mêmes principes que les autres insectes, qu'avec la théorie de la danse. Les deux théories sont en état

Incertaine Planète

d'équilibre. On peut sans doute trouver, dans le domaine scientifique, d'innombrables exemples de ce genre.

Je ne voudrais pas entrer dans le détail de la question de l'avortement. Mais il est clair que lorsqu'on dit qu'en tuant l'œuf on tue une personne, on prend une position à la fois très forte et pas très solide sur la notion de personne. Sur ce point, je pourrais citer le sociologue catholique Max Scheler, qui affirme que la notion de personne ne saurait en aucun cas faire l'objet d'une définition dont la science pourrait trancher. Je ne trancherai donc pas sur le fond. Le sujet suscite beaucoup de passion. Il implique les croyances dogmatiques, au sens de Tocqueville. On voit bien, néanmoins, comment il est possible d'instaurer une discussion sur un tel sujet.

En ce qui concerne la notion de bonne raison, je sais que Toulmin essaie de trouver, derrière les affirmations, des garanties de leur validité. J'ai le sentiment qu'il simplifie énormément la question de l'argumentation. En réalité, il n'existe pas de schéma argumentatif normal, qu'on pourrait reporter sur un tableau. Toulmin se situe toujours dans un cadre aristotélicien. J'ai l'impression qu'il cherche une sorte de forme *princeps* de l'argumentation, analogue au syllogisme aristotélicien. Je ne crois pas qu'il l'ait véritablement trouvée, pour la simple raison qu'une telle forme est introuvable. Il y a des myriades de structures argumentatives, dont le degré de force est variable, et qui ne peuvent être ramenées à un type unique. C'est pourquoi sa notion de garantie me paraît tout à fait insuffisante. Je ne crois pas qu'on puisse posséder, projeter, décrypter l'image générale ou la forme générale de la bonne argumentation. Je dirai seulement qu'il faut toujours voir qu'on se trouve dans un marché des argumentations. Les uns présentent celle-ci, les autres celle-là. Sur certains sujets, on trouve parfois une situation monopolistique. Une seule argumentation prévaut, parce qu'elle est forte. A mon sens, l'argumentation forte se définit comme celle dont tous les éléments sont forts, et telle qu'on ne puisse pas lui en opposer une autre dont un élément au moins soit perçu comme plus fort.

Cette position générale étant posée, la seule méthode consiste à prendre l'argumentation particulière et à voir pourquoi elle est forte. Je me suis amusé à ce genre d'exercice à plusieurs reprises. Prenons une argumentation scientifique. Pourquoi la théorie du pendule de Huyghens est-elle une argumentation forte, et pourquoi personne ne s'amuse-t-il à p.271 trouver une

Incertaine Planète

autre argumentation, une autre théorie du pendule ? La théorie est close une fois pour toutes, on n'en discute plus. Cela ne tient pas au fait que Huyghens aurait découvert une vérité qui se trouvait dans un placard qu'il suffisait d'ouvrir. On est en présence d'une théorie forte, au sens où elle répond à tous les critères poppériens. Elle explique tous les comportements de tous les pendules, dans toutes les situations possibles. Sur un point, néanmoins, je ne suis pas d'accord avec Popper. Il y a toujours dans une théorie scientifique des propositions non empiriques. Ainsi la théorie de Huyghens : il affirme qu'une force s'applique sur le pendule, et qu'il s'agit de la force qui attire les objets vers le centre de la terre. Personne n'a jamais vu une force exerçant une telle action. Il n'empêche que personne ne conteste la théorie du pendule, parce qu'elle explique une myriade d'autres choses dans le domaine du physique.

Dans le domaine du psychisme ou des sciences humaines, je crois que la situation est exactement la même. Une argumentation est forte lorsque chaque pièce est solide, bien vissée, et ainsi construite qu'on ne puisse pas lui opposer une autre machinerie, qui serait meilleure de l'un ou l'autre point de vue. Ma conception contient celle de Toulmin, qui n'en est qu'un cas extrêmement particulier. Toulmin, en fait, a en vue l'argumentation juridique. Je crois qu'il la simplifie énormément, parce qu'il prend surtout en considération sa partie la moins intéressante, à savoir la recherche des articles de loi applicables à tel cas. Ce qui serait intéressant, serait de savoir pourquoi le juge retient tel article plutôt que tel autre. Ce choix lui-même obéit à des raisons. Si tel n'était pas le cas, le juge ne parviendrait jamais à convaincre. Je crois que Toulmin, bien qu'il s'intéresse essentiellement à l'argumentation juridique, escamote largement cette partie de la théorie.

Je vous remercie d'avoir lancé le mot *transsubjectivité*. J'ai simplement eu peur de le prononcer. J'ose l'écrire, mais non le dire. J'ai toujours une sorte de pudeur devant les néologismes. Trop de collègues en forgent dix chaque jour. Pourquoi ce mot ? *Transsubjectivité* veut dire : ni objectif, ni subjectif. J'emprunte un exemple au domaine de la science — ce qui nous évite l'opposition entre être et devoir-être, qui hypothèque les exemples empruntés à la morale. Prenons la théorie aristotélicienne du mouvement. Vous savez que les aristotéliciens partent du principe qu'un objet se met en mouvement parce qu'une force l'y pousse. Principe évident, direz-vous — sauf si on va jusqu'au bout de ses conséquences. Le malheureux aristotélicien finit nécessairement par

Incertaine Planète

rencontrer le problème du bateau. Celui-ci vogue en mer. Le vent tombe, les voiles sont amenées, aucune force n'agit. Il n'y a plus rien. Pourtant il continue de bouger. L'application de leur principe physique amène alors les aristotéliens à inventer la théorie des tourbillons. Ils supposent que le bateau, en p.272 avançant, crée un tourbillon qui vient ensuite le pousser par derrière. Aujourd'hui, cela nous paraît idiot. Mais si nous nous rappelons le contexte dans lequel cette théorie est apparue, on constate qu'elle recourait à une argumentation très forte. Elle péchait en ceci, seulement, qu'elle attachait une valeur trop exclusive au principe qu'il n'y a pas de mouvement sans force.

Un jour, quelqu'un a voulu vérifier la théorie des tourbillons. Il a supposé que si le bateau créait un tourbillon, des fagots de paille fixés à la proue et à la poupe devraient se déplacer respectivement de la proue vers la poupe et de la poupe vers la proue. Or, les fagots partent dans la même direction. De fil en aiguille, on est ainsi parvenu à formuler le principe de l'inertie. Primo : un corps qui ne bouge pas continue de ne pas bouger. Secundo : un corps qui bouge continue de bouger. Cela nous semble tout bête. Pourtant, il y a contradiction avec le principe aristotélien dont nous sommes partis. Dans toute l'histoire des sciences, on trouve des argumentations en concurrence. A un moment donné, l'une d'elles est perçue comme forte, parce qu'elle repose sur un argument fort. Devant les objections, cet argument peut devenir fragile, et un autre peut se substituer à lui. C'est ainsi qu'il faut poser le problème.

Cela répond, je crois, à vos troisième et quatrième questions. Les arguments des physiciens aristotéliens n'étaient pas subjectifs, en ce sens qu'ils ne relevaient pas des idiosyncrasies. Ils n'étaient pas objectifs, puisque nous savons maintenant qu'ils sont faux. La théorie des tourbillons était telle qu'étant donné le marché de la discussion et des idées, elle pouvait passer pour avoir une réalité. J'appelle cela, précisément, le *transsubjectif*. Sur le plan moral, cela signifie à mon sens que les raisons que les gens se donnent, consciemment ou métaconsciemment, s'appuient sur des motifs transsubjectifs, c'est-à-dire qui ne relèvent ni des idiosyncrasies, des psychologies individuelles, ni d'une rationalité définitivement arrêtée.

Je dirai, à propos de l'objectivité, qu'elle est une notion limite. Il y a objectivité quand une discussion est close de manière irréversible. Ainsi la théorie du pendule de Huyghens. Mais l'objectivité ou la transsubjectivité ne

Incertaine Planète

sont certainement pas déterminées par les experts. Je reviens ici au libéralisme que M. Busino évoquait tout à l'heure. La transsubjectivité est déterminée par le fonctionnement régulé du marché des idées.

M. BRONISLAW BACZKO : Une innovation conforme au sentiment de la dignité humaine, dites-vous, a une forte chance d'être rationnellement acceptée. Vous avez précisé que des accidents historiques peuvent retarder cela. Je ne vous contredirai pas. Mais j'aurais tendance à me montrer particulièrement attentif aux accidents historiques. Certains peuvent retarder cette rationalité d'un siècle. ^{p.273} D'autres peuvent la compromettre, d'autant plus sûrement que les acteurs sociaux disposent de moyens disproportionnés. Je crois d'ailleurs que nous sommes d'accord là-dessus.

L'explication générale que vous avez donnée de la poussée actuelle de relativisme, nous renvoie grosso modo au phénomène égalitaire. Peut-être est-ce vrai dans la longue durée. On pourrait néanmoins noter, conformément à votre démonstration, que la démocratie a également un effet inverse : elle stimule le relativisme, certes, mais elle correspond aussi à un sentiment de dignité humaine, et favorise du coup l'acceptation de l'égalité en tant que valeur universelle. Une tendance historique de ce type existe. Cela ne suffit pas à expliquer la poussée récente liée à ce qu'on appelle le postmodernisme, et au laxisme intellectuel qu'il entraîne.

Ma première question concerne le sujet de ces Rencontres. Elle me travaille depuis longtemps. Existe-t-il un rapport entre le phénomène que nous essayons de comprendre — la mondialisation — et la poussée de relativisme que l'on peut observer depuis quinze à vingt ans ? Ma seconde question concerne le postmodernisme. En tant que mode intellectuelle, il nous vient des Etats-Unis. Le centre, le noyau de ce mouvement est américain. Pourquoi ? J'ai le sentiment que jusqu'à ces derniers temps, l'Europe, mise à part l'Angleterre, résiste à cette tendance. Si tel est le cas, pourquoi ?

M. RAYMOND BOUDON : Sur votre observation, je suis parfaitement d'accord. J'ai utilisé une litote, lorsque j'ai dit que des accidents pouvaient faire revenir l'histoire en arrière. Je pensais au stalinisme ou au nazisme, qui ne sont évidemment pas des épisodes historiques mineurs.

Incertaine Planète

A propos de la poussée actuelle du relativisme, vous avez raison de dire que le facteur de l'égalitarisme n'est pas le seul. Je pense néanmoins qu'il pèse très lourd, qu'il est structurel — comme disent les économistes. Il y a bien d'autres facteurs, en particulier conjoncturels. Je pense à la représentation que les savants avaient de leur propre activité, dans les années 1950. Leur culture était très largement positiviste. Ils se représentaient le travail et le progrès scientifiques de manière très simplifiée, voire simpliste. Lorsque Kuhn est arrivé et a constaté que l'histoire des sciences était plus complexe que ne le pensait même un Popper, certains d'entre eux ont accueilli cela comme une sorte de révélation. Vu l'importance sociale de la communauté scientifique, un tel fait est important. C'est un exemple de facteur conjoncturel qui a œuvré dans le sens du relativisme. Ensuite s'est développé un jeu classique. Kuhn a fait des émules, qui ont essayé de prendre une place sur le marché en allant toujours plus loin dans le relativisme. Après Kuhn on a eu Feuerabend, puis Latour, qui affirme que la réalité n'existe pas et que le monde est une simple illusion. Il serait p.274 difficile d'aller plus loin, et il n'est pas impossible que se produise un retour vers des positions plus raisonnables.

Derrière le relativisme, qui est comme tout mouvement d'idées quelque chose de très complexe, on trouve des facteurs structurels. Certains poussent dans le sens d'une installation du relativisme. C'est le facteur sur lequel Tocqueville insistait, et que j'ai repris à mon compte. Mais il y a aussi, Dieu merci, un facteur structurel essentiel, qui pousse dans l'autre direction, et qui est tout simplement la vérité, la réalité. On ne peut pas vivre longtemps au sein d'une représentation du monde qui n'a qu'un rapport ténu avec le monde tel qu'il est. Là-dessus, je suis entièrement d'accord avec vous. Ces deux facteurs agissent simultanément, et sont accompagnés par une myriade de facteurs conjoncturels. J'estime que le phénomène du relativisme mériterait une étude scientifique qui, à ma connaissance, n'a pas encore été faite. Peut-être est-il encore trop tôt pour l'entreprendre.

Le multiculturalisme, autre important facteur conjoncturel, explique probablement en grande partie le fait que les Etats-Unis aient été en quelque sorte l'épicentre de ce phénomène. Il reflète de manière extrêmement forte la présence des divers groupes sociaux qui constituent la mosaïque américaine. Le fait est bien connu. Ce pays essaie depuis toujours de se penser comme un *melting pot*. Il cherche la meilleure manière d'associer les pièces de la

Incertaine Planète

mosaïque. Faut-il les coller, les souder, les faire fondre ? C'est l'un des thèmes constants de la réflexion des Américains sur eux-mêmes. Il se trouve que les changements des années 1960, puis les conséquences de l'action des présidences successives, ont permis à un certain nombre de minorités ethniques d'accéder aux universités. Je pense aux Asiatiques, à certaines minorités d'origine européenne qui y étaient peu représentées, aux Latino-Américains, etc. On assiste à une montée de ces groupes. Cela crée un climat propice aux affrontements.

Je pense que cette tendance va se calmer. Il s'agit d'un phénomène long, mais passager. Il est lié au mouvement d'ascension d'un certain nombre de groupes sociaux. La différence entre l'Europe et les Etats-Unis, le fait que celle-là résiste mieux que ceux-ci, s'expliquent à mon sens de la même manière.

M. DAVID LIPPMANN : Je suis représentant d'une ONG aux Nations Unies. Depuis quelques années, particulièrement depuis la Conférence mondiale des Droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne en 1993, on constate aux Nations Unies une confrontation entre le concept des droits de l'homme universels et indivisibles, tel que l'a énoncé la Déclaration universelle de 1948, et le concept de droits de l'homme dits similaires, souvent très différents des précédents, basé sur le dogme du relativisme culturel, qu'il soit idéologique, théologique, p.275 traditionaliste ou coutumier. Cette conception inclut évidemment le maintien de pratiques traditionnelles, avec tout ce que cela comporte. Pouvez-vous commenter cet état de fait contradictoire, dans la perspective de l'avenir de la communauté internationale ?

M. RAYMOND BOUDON : La question est difficile. Je me contenterai de reprendre un cas, celui de l'apartheid. On se trouvait, en Afrique du Sud, en présence d'une société possédant ses règles propres. A l'intérieur même de cette société, certains prétendaient que ces règles devaient être défendues, au nom du droit que les sociétés ont de se définir comme elles l'entendent. Un certain nombre de nations ont fait pression sur elle. Comment cette pression a-t-elle été possible, pourquoi a-t-elle été acceptée par les opinions publiques française, allemande, etc. ? Parce qu'un certain nombre des règles édictées par l'Afrique du Sud étaient en contradiction avec des valeurs perçues comme fondamentales et universelles. Dans le contexte des discussions difficiles que

Incertaine Planète

vous évoquez, et si l'on veut se montrer optimiste, il me semble que cette histoire devrait être considérée comme paradigmatique. Mais pour qu'elle le devienne, il faut que le sens de l'universel perdure. Il faut qu'on continue de penser qu'on possède le droit de juger d'autres sociétés, même si celles-ci affirment représenter une culture spécifique.

Cela dit, il convient bien sûr de tenir compte des circonstances. Il ne saurait être question d'intervenir dans tous les pays, de les mettre à feu et à sang, de les tuer sous prétexte de les améliorer. Ce serait une médecine à la Molière.

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : J'aimerais faire une brève remarque, qui anticipe sur la discussion qui aura peut-être lieu au cours de cette session à propos de la Chine. Beaucoup de démocrates chinois s'empareraient avec gratitude de l'idée d'innovation axiologique, car elle leur donnerait un argument fort pour s'opposer aux idéologues qui leur disent que la démocratie n'est pas compatible avec la tradition politique chinoise, ainsi qu'à tous ceux qui suivent cette opinion, faute d'être informés ou d'avoir réfléchi. Ils pourraient leur rétorquer que dans l'histoire, lorsqu'une innovation axiologique a eu lieu, elle crée un état de fait nouveau, ouvre des choix inédits, et que la Chine se trouve, précisément, devant ces choix. L'échange que j'imagine ferait intervenir un élément de votre réponse à la première question de M. Hunyadi : un argument neuf émergerait dans un débat concret et déjà engagé, et y jouerait un rôle fort.

M. BORIS ENGELSON : Je crois que nous avons tous, dans cette salle, une grande sympathie pour votre tentative de fonder la morale sur la rationalité. Mais la richesse de votre ^{p.276} démonstration fait que j'ai parfois perdu la piste. J'aimerais donc vous demander quelques précisions.

Partons de l'injonction « tu ne tueras point ». Si l'on se réfère aux dix commandements, on peut admettre que ce précepte constitue en quelque sorte le degré zéro de la morale. Mais il est immédiatement assorti du précepte « tu n'auras pas d'autre Dieu que moi ». L'ordre donné est immédiatement légitimé par une parole révélée. Aujourd'hui, il n'y a plus de parole révélée. C'est pourquoi on constate qu'il est de plus en plus difficile d'appliquer ce principe. Lié à l'autorité de la religion, l'ordre était indiscutable, sauf en cas de guerre. Mais dans le monde moderne, quoi qu'on en dise, la vie d'un homme a un prix. On a lu dans les journaux, il y a quinze jours, qu'une paysanne du Bangladesh a été

Incertaine Planète

condamnée à mort parce qu'elle avait tué son enfant pour vendre ses organes. Nous savons tous combien vaut la vie d'un enfant à Calcutta, ou combien coûte une opération de sauvetage en Somalie. L'idée antique selon laquelle on avait les mains propres si l'on n'avait pas assassiné son prochain, est de plus en plus difficile à soutenir dans la vie moderne. La frontière entre « tu ne tueras point » et « j'ai tué » devient très floue. C'est peut-être pour cela que nous sommes démunis face à la montée de la violence et des comportements criminels.

Je pense aussi au vol. Vous avez dit qu'il est répréhensible parce qu'il rompt la logique de l'échange social. Mais les formes de vol qui ne font pas l'objet d'un opprobre consensuel ne sont tout simplement pas qualifiées de vol. Certains disent que la propriété, c'est le vol ; d'autres, que la fiscalité, c'est le vol, ou que les nationalisations, c'est le vol, etc. Or, il n'est pas jugé admissible de qualifier tout cela de vol, parce que cette notion est réservée à ce qui est rejeté consensuellement. Vous avez dit tout à l'heure que personne ne met en question l'inégalité des titres. Cela tient au fait qu'un nombre croissant de gens mettent en doute la légitimité des hiérarchies traditionnelles de compétence. Ils voient les petites mafias qui se dissimulent derrière ces hiérarchies, et du coup acceptent plus facilement les mafias dures.

Aussi bien sur la question du « tu ne tueras point » que sur celle de la justice et de l'égalité, il me paraît extrêmement difficile de trouver une réponse dans le rationalisme. Les questions que vous avez soulevées sont vitales. Mais il me semble que les réponses se sont éloignées au fur et à mesure que vous avanciez.

M. RAYMOND BOUDON : J'ai pris grand soin de distinguer entre ce qui concerne la réalité morale et ce qui concerne la sensibilité morale. Vous citez l'exemple des trafics d'organes, de la mort organisée pour des raisons mercantiles. Cela existe. Mais la morale le condamne. Il faut distinguer les deux plans. Dans la réalité historique, ^{p.277} on se trouve confronté à l'extrême complexité des facteurs et au caractère contingent des faits. Mais le plan de la sensibilité ou, si l'on veut, de la spiritualité, joue aussi un rôle. Les exemples que j'ai donnés visent précisément à mettre l'accent sur cette distinction.

M. ANDRÉ JACOB : Estimez-vous que le néo-rationalisme dont vous avez parlé peut être considéré comme le relais possible d'un certain constructivisme ? Dans

Incertaine Planète

la première partie de votre exposé, essentiellement descriptive, vous avez laissé entendre que l'intuition peut avoir plus de valeur que la raison, discréditée, et que la révélation. J'ai été heureux de constater, au fil de vos explications, que vous laissiez de côté la notion d'intuition. Je crois que celle-ci, comme la philosophie de la conscience, a vieilli. Au nom de ce que vous appelez très justement l'individualisme méthodologique, on est amené à enraciner l'irréversibilité d'une certaine histoire dans la constructivité de l'individu. De ce point de vue, le terme *constructivisme* ne pourrait-il pas être considéré comme le moins mauvais des mots en *-isme* ?

M. RAYMOND BOUDON : Je n'ai parlé de l'intuition que parce qu'elle est très utilisée, dans la recherche actuelle, par les auteurs que j'ai mentionnés. Ils font appel à la notion de nature humaine. Ce sont pourtant des auteurs sérieux, et qu'il convient de prendre au sérieux. Comme vous, je rejette l'intuition. J'accepte bien volontiers de recourir au terme *constructivisme* pour caractériser l'hypothèse selon laquelle il y a, derrière la certitude, des systèmes de raisons fortes, qui sont construits par discussion sur un marché des idées. Je veux bien que l'on parle de constructivisme. Je recours, pour ma part, à la notion de rationalité.

Votre question me permet d'ajouter une précision à ce que j'ai dit tout à l'heure. J'emploie le mot *rationalité*, qui est extrêmement complexe, dans un sens très simple. J'appelle « théorie rationnelle » une théorie qui commence par la formule « X avait des raisons de faire ce qu'il a fait, car... ». Je qualifie d'« irrationnelle », par contraste, toute théorie qui commence par la formule « X n'avait pas de raison de faire ce qu'il a fait, mais... ».

@

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI ¹

Entretien

Présidé par Anne Petitpierre
professeure à la Faculté de Droit de l'Université de Genève

@

p.279 Nous allons parler de problèmes actuels et très concrets, touchant à la vie même de chacun, à sa capacité à s'intégrer dans la société. Après plusieurs années consacrées au Parlement et au Gouvernement belges, Michel Hansenne s'est mis, dès 1989, au service de la communauté internationale, plus particulièrement du Bureau International du Travail. Ses préoccupations ne s'étendent plus à sa seule Belgique natale, mais au monde entier. Il a sans doute tiré des enseignements de son expérience dans son pays — avec lequel nous nous sentons des affinités, puisqu'il est, comme la Suisse, petit, fédéraliste et bilingue.

M. Hansenne sera entouré d'intervenants de provenances diverses, qui compléteront l'exposé initial et présenteront leurs points de vue sur les questions abordées avant que la parole ne soit donnée aux participants à cet entretien.

@

¹ Le 29 septembre 1995, avec la participation de MM. Jacques Lautman, directeur adjoint de l'École normale supérieure, Paris ; Gabriel Aubert, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Genève ; Beat Kappeler, économiste et journaliste indépendant.

MICHEL HANSENNE Né en 1940 à Rotheux-Rimière (Belgique). Docteur en droit (1962) et licencié ès sciences économiques et financières (1967) de l'Université de Liège. Chargé de recherche à cette université de 1962 à 1972. Membre du Parlement belge de 1974 à 1989. Ministre de la Culture française, puis de l'Emploi et du Travail, enfin de la Fonction publique, de 1979 à 1989.

Elu directeur général du Bureau International du Travail, à Genève, en 1989 ; réélu pour un second mandat en 1993. A côté de divers articles dans des revues nationales et internationales, M. Hansenne a publié *Emploi. Les scénarios du possible*, préface de Michel Albert, Paris-Gembloux, Duculot, 1985.

EXPOSÉ DE MICHEL HANSENNE

@

p.280 Je voudrais aborder le thème retenu dans le cadre de cet entretien, celui de l'emploi et de la mondialisation de l'économie, à partir de trois questions.

La première question est de savoir si la mondialisation de l'économie est un mythe ou une réalité.

La deuxième portera sur les causes et les mécanismes de ce phénomène.

La troisième évoquera le thème des avantages et des inconvénients de cette mondialisation. Faut-il s'en méfier, ou faut-il au contraire l'encourager ? En définitive quelles sont les conséquences de la mondialisation de l'économie sur l'emploi au niveau planétaire et plus particulièrement en Europe occidentale ?

Mythe ou réalité ?

Sommes-nous véritablement dans un processus de mondialisation de l'économie ? Pour moi, la réponse ne fait aucun doute et elle est positive. Je voudrais vous donner quatre indicateurs de ce processus.

Incertaine Planète

On constate, en premier lieu, une très forte accélération du commerce international. Dans la plupart des pays, les exportations croissent plus vite que le produit intérieur brut. La part des exportations dans le PIB mondial a progressé de 50 % entre 1970 et 1991. Et ces échanges internationaux portent de plus en plus sur des produits manufacturés. C'est-à-dire qu'ils ne se concentrent plus ^{p.281} essentiellement sur des matières premières ou des biens semi-finis. Il s'agit là, à mon sens, d'une évolution majeure en matière de commerce international.

On observe, en deuxième lieu, un accroissement considérable du flux des investissements étrangers. Dans chaque pays, ils prennent une part de plus en plus importante dans l'investissement global. C'est dire que la croissance, tout comme le développement des entreprises, dépendent plus que jamais de l'étranger. C'est donc de la capacité d'une nation à attirer des capitaux que dépendent en grande partie ses chances de pouvoir disposer demain d'investissements et par conséquent de connaître une croissance soutenue.

Troisième indicateur de la mondialisation : la tendance à une intégration de plus en plus poussée des marchés financiers. Aujourd'hui, nous ne nous étonnons plus, le matin, en écoutant notre radio, d'avoir des nouvelles de la Banque de Tokyo ou du marché américain. Les opérateurs sont en éveil vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce qui peut entraîner des conséquences spectaculaires. En témoigne, par exemple, la réaction en chaîne aux malversations d'un seul opérateur véreux sur un marché de l'Extrême-Orient. Parfois, il suffit d'un début de panique sur un marché, même très étroit comme celui du Mexique, pour qu'une fébrilité extraordinaire s'empare des marchés, entraînant une

Incertaine Planète

chute rapide des monnaies et l'intervention souvent inutile des banques centrales.

La part de plus en plus importante prise par les multinationales dans les échanges mondiaux constitue la dernière caractéristique d'un monde qui a fortement évolué. Ces entreprises, dont les ramifications s'étendent bien au-delà des frontières des Etats où elles sont nées, agissent comme des opérateurs internationaux. Aujourd'hui, elles contrôlent le tiers environ des avoirs productifs détenus par le secteur privé dans le monde.

Voilà la réalité d'aujourd'hui. Elle est incontestable : sous nos yeux est en train de naître et de se développer une économie aux dimensions planétaires.

Causes et mécanismes ?

p.282 Quelles sont les causes de cette mondialisation de l'économie ? Quelles sont les forces qui commandent ce processus ? J'observerai, tout d'abord, que depuis une quinzaine d'années, grâce à une série d'innovations techniques, mais aussi économiques et sociales, de première ampleur, le coût du transport des biens, des données, des services s'est abaissé dans des proportions considérables. En conséquence, l'espace que nous maîtrisons devient incommensurablement plus grand que celui dans lequel nous avons l'habitude de nous mouvoir.

Deuxième élément à prendre en considération pour expliquer les raisons de la mondialisation : les modifications dans la stratégie des entreprises, et notamment dans la stratégie des multinationales. Il y a une trentaine d'années, les entreprises importantes avaient commencé à essaimer dans d'autres pays

Incertaine Planète

parce qu'elles voulaient contourner les obstacles mis à leur croissance. Si General Motors voulait par exemple exporter des voitures en Allemagne, en France ou en Belgique, elle se heurtait à des réglementations si nombreuses et si complexes, à des marchés tellement contingentés, que la meilleure façon pour elle d'accéder à ces pays était d'y créer des entreprises et de s'y implanter.

Dans les années 1980, la stratégie a changé. L'objectif des grandes multinationales était d'acquérir une dimension réellement mondiale. Commença alors l'ère des « *raiders* », dont l'objectif était de s'emparer d'entreprises étrangères, d'essayer de les contrôler financièrement, de manière à pouvoir commencer à tisser un réseau mondial. Cet objectif a été atteint.

Nous sommes entrés dans une troisième phase. Beaucoup d'entreprises multinationales considèrent maintenant le monde comme le terrain où se déploie leur stratégie. Elles s'interrogent sur les meilleurs moyens de maximiser leurs profits, et décident alors de leur implantation ici plutôt que là. Du jour au lendemain, d'un mois à l'autre, une entreprise peut se trouver déplacée ailleurs. Ainsi, une unité de production d'abord déplacée à Singapour peut, six mois après, être délocalisée en Thaïlande, puis peut-être à ^{p.283} Madagascar. L'objectif est de trouver le lieu où les avantages pourront être maximisés, aussi bien en termes de rentabilité du capital qu'en termes de coûts de main-d'œuvre. Il en résulte une extrême mobilité des emplois eux-mêmes.

Un autre élément me paraît fondamental. Ce sont les modifications géopolitiques qui sont survenues au cours des cinq ou six dernières années. Depuis 1989, le système communiste, qui constituait une sorte de modèle alternatif à l'économie de marché,

Incertaine Planète

a disparu, vaincu pourrait-on dire par K.-O. technique. Désormais, plus personne n'ose prétendre que la planification centrale de l'économie ait quelque chance de réussite. Tous les pays de la planète, à de très rares exceptions près, se sont convertis en quelques années au modèle de l'économie de marché.

Pour ces nouveaux convertis, aller chercher la croissance sur les marchés étrangers devient un objectif majeur. Se rend-on bien compte, à cet égard, de la fascination qu'exercent sur nombre de pays du Tiers-Monde les résultats économiques obtenus par certains petits pays qui, il y a encore quelques années, comptaient parmi les pays les moins avancés de la planète ? Ils sont devenus aujourd'hui des moteurs de croissance considérables. Ainsi, par exemple, les « petits dragons » de l'Asie du Sud-Est constituent un modèle de référence pour la plupart des Etats du Sud en quête de recettes pour leur décollage économique. Ils ont réussi grâce à la mise en œuvre d'une stratégie industrielle qui devait les conduire à exporter sur les grands marchés internationaux.

Ajoutons que ceux qui ne veulent pas se convertir, ceux qui ne sont pas convaincus, y sont forcés en quelque sorte. En effet, pour les pays les plus pauvres aux prises avec un problème difficile de dette, les programmes d'ajustement structurel mis au point par les organismes financiers internationaux les somment de mettre un terme aux déficits, d'en terminer avec le déséquilibre des balances commerciales, et de s'organiser pour produire et vendre sur les marchés mondiaux. Ainsi, tout le monde est condamné à exporter et s'efforce de s'intégrer au grand marché planétaire. Il s'agit à la fois d'un énorme élan dans le sillage des « dragons » asiatiques et p.284 d'une politique déterminée encouragée par quelques grandes institutions internationales comme la Banque Mondiale et le FMI.

Incertaine Planète

Enfin — et c'est devenu aujourd'hui une donne politique importante — la plupart des pays de la planète s'engagent, après de très longues négociations, à faire un effort supplémentaire pour démanteler leurs barrières protectrices. Genève a hérité de l'Organisation Mondiale du Commerce, conséquence de la conclusion de l'Uruguay Round. Cette organisation a pour mission de veiller à ce que tous les Etats lèvent progressivement les obstacles qu'ils auraient pu mettre à la libéralisation des échanges. Le modèle global, qu'on qualifie parfois de « pensée unique », est un type d'économie de marché étendue à l'échelle mondiale. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle qu'un économiste américain appelle l'« ère du turbocapitalisme ».

Avantages et inconvénients de la mondialisation ?

Ces considérations nous amènent à la troisième question : quelles possibilités ce modèle offre-t-il de créer des emplois ? Ne risque-t-il pas, au contraire, d'en détruire ? C'est une question primordiale à laquelle il est difficile de répondre. Je ne ferai que mentionner quelques éléments de réflexion et ouvrir un certain nombre de perspectives.

Devons-nous refuser cette évolution ? Devons-nous la craindre, ou devons-nous l'accepter ? Pour répondre, je me placerai d'abord du point de vue égoïste européen. J'évoquerai ensuite brièvement la perspective qui peut s'offrir à d'autres pays.

Première constatation, la mondialisation de l'économie est une bonne chose dans la mesure où elle conduit à accroître le gâteau mondial disponible. C'est une chance. La mondialisation de l'économie et des échanges n'est pas un jeu à somme nulle où ce que Taïwan, Singapour ou la Corée obtiendrait en croissance serait

Incertaine Planète

ôté à la France, à la Suisse ou à la Belgique. L'ouverture des marchés, la mondialisation de l'économie poussent à la croissance et donc, théoriquement, permettent à de plus en plus de pays de l'atteindre.

Tant d'un point de vue européen que d'un point de vue mondial, adopter une attitude de rejet serait à mon avis suicidaire. Il n'y a pas lieu de craindre, au vu de ce que nous observons aujourd'hui, que l'Europe ne trouve pas sa place dans ce mécanisme. L'examen des données économiques globales n'indique pas que la part de l'Europe soit en régression, ni qu'elle soit incapable de conserver, voire d'améliorer, sa position sur les marchés internationaux. Rien ne permet de penser que nous sommes entrés dans un jeu dont nous allons inévitablement être les perdants. Pourquoi cependant cette crainte subsiste-t-elle dans un certain nombre de milieux ? Peut-être les pessimistes ont-ils peur que nous trouvant aux prises avec des pays qui pratiquent des salaires de misère et de famine, nous y perdions notre âme, notre vie et nos emplois ? A partir des indicateurs dont nous disposons, il n'y a aucune raison, *a priori*, d'imaginer que ce scénario catastrophe devienne réalité.

Second élément d'interrogation : le phénomène de délocalisation évoqué plus haut va-t-il s'amplifier encore, au point de ravager nos économies ? Si l'on se réfère aux études menées dans une série de pays industrialisés — je pense notamment à la France et à la Belgique — aucun indice majeur n'indique que la délocalisation ait pris ces dernières années un cours aussi dangereux et dramatique. Peut-on, pour autant, affirmer que tout est parfait dans le meilleur des mondes, et que la voie adoptée aujourd'hui est prometteuse de croissance et d'emplois supplémentaires ? On entre ici dans un débat de type politique qui pourrait faire l'objet d'un autre développement.

Incertaine Planète

Il est néanmoins frappant de constater qu'aucun pays de la planète ayant adopté l'économie de marché ait jamais considéré qu'il était possible de la faire fonctionner sans mettre en place un minimum de structures de régulation de ce marché. Ce système de création et de redistribution des richesses est le plus efficace au monde. On n'en connaît plus d'autres, et il règne maintenant sans partage. Cela ne veut pas dire qu'il soit parfait. Laissé à lui-même et sans mesures de protection, il engendre inévitablement des déséquilibres voire des injustices. Il convient d'analyser notamment de quelle façon les inégalités économiques et sociales se produisent, car elles ^{p.286} ont toujours été considérées par tous les pays de la planète comme dommageables au-delà d'un certain seuil, variable selon les conceptions politiques des uns et des autres. On ne peut qu'être frappé de l'impuissance des gouvernements nationaux face à certaines conséquences de la mondialisation. Que peut-on faire lorsque la monnaie nationale est attaquée ou quand, du jour au lendemain, elle se trouve appréciée ou dépréciée ? Quelle marge de manœuvre reste-t-il à un Etat dès lors qu'il ne peut plus pratiquer la politique habituelle de déficits publics pour relancer la machine économique ? Face aux marchés internationaux, il est vrai que les possibilités d'action des gouvernements sont extrêmement faibles. Devons-nous laisser aller les choses ? Peut-on construire un marché international sans règles, ou devons-nous essayer de les définir ? Il s'agit là d'une question qui interpelle les organisations internationales, et notamment l'OIT. Deux remarques s'imposent à cet égard.

La première concerne l'Organisation Internationale du Travail. Comme chacun le sait, l'OIT s'est efforcée pendant septante-cinq ans de persuader les Etats d'adopter des normes internationales et

Incertaine Planète

de les respecter. Que se passerait-il si un certain nombre de grands pays se révélaient réfractaires à une série de normes internationales, et se permettaient de fabriquer des biens et des services en exploitant la main-d'œuvre ? Peut-on aboutir à des règles internationales acceptées d'un commun accord par les Etats ? C'est le débat dont la presse se fait l'écho à intervalles réguliers et qui concerne ce qu'on appelle la « clause sociale ». Va-t-on subordonner l'ouverture des marchés à un certain nombre de conditions ? Va-t-on accompagner le processus de mondialisation de l'économie, surveillé par l'OMC, d'une série de règles internationales ? Aura-t-on, oui ou non, les moyens de punir tel ou tel pays qui contreviendrait gravement à ces règles fondamentales de fonctionnement des marchés ?

Deuxième point. Il existe aujourd'hui un grand nombre d'organisations internationales qui s'appellent Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, OMC, OIT et bien d'autres. Sont-elles les outils dont nous avons besoin pour aboutir à une bonne régulation des marchés internationaux ? J'ai quelques doutes à cet égard. Je ne suis pas entièrement convaincu que l'ordre international que ^{p.287} nous avons bâti — je dirais pour l'essentiel en 1944-1945 — soit celui dont nous avons besoin aujourd'hui. Je regrette très sincèrement que le cinquantième anniversaire des Nations Unies ait été beaucoup plus un temps de commémoration, c'est-à-dire de retour vers le passé, que de réelle prospective, accompagnée d'une interrogation à l'échelle planétaire sur les problèmes de demain. En effet, le débat, tel qu'il se déroule aujourd'hui, ne concerne pas tant les potentialités d'action qu'offrent les Nations Unies et les institutions internationales existantes, que la prétendue semi-faillite de l'ONU. Il est

Incertaine Planète

dramatique de voir où nous en sommes arrivés. Qu'en ces temps d'incertitude économique et sociale, les responsables internationaux ne saisissent pas l'occasion du cinquantième anniversaire des Nations Unies pour essayer de définir un modèle viable, et le construire, est profondément regrettable. Pareille situation ne pose d'ailleurs pas seulement le problème de l'ordre international qu'il faudrait mettre en place pour aboutir à un minimum de régulation de l'économie mondialisée. Il faudrait, en outre, s'interroger pays par pays pour savoir quels types d'adaptations sont nécessaires pour éviter que cette mondialisation n'ait des effets négatifs, et faire en sorte qu'elle ait au contraire des effets positifs.

Il est évident que la mondialisation de l'économie pose à tous les pays, industrialisés ou en développement, toute une série de questions sur les politiques à mettre en œuvre pour s'assurer qu'elle soit une source de croissance et de création d'emplois. Nous sommes, et serons encore pour de nombreuses années, dans une phase de mutation extraordinairement rapide. Nous risquons de voir, comme cela s'est produit au cours des dix dernières années, des pans entiers de nos industries et de nos services disparaître. Dans ce contexte, il faut savoir si nous serons capables d'insuffler à l'économie suffisamment de dynamisme pour créer des emplois dans des secteurs nouveaux et pour saisir de nouvelles opportunités. Nous devons nous interroger sur notre capacité à nous présenter sur les marchés les plus porteurs afin d'utiliser à notre avantage les bénéfices qu'on peut y rencontrer. Dans chaque pays, on s'interroge sur les stratégies et les politiques à mener pour tirer le ^{p.288} maximum d'avantages de la nouvelle donne. Les phénomènes d'ajustement structurel sont

Incertaine Planète

extraordinairement difficiles et compliqués. On évoque souvent les problèmes que rencontrent les pays du Tiers-Monde auxquels on demande de faire ce genre de sacrifices. Mais je dirais que, *mutatis mutandis*, les sacrifices qui sont demandés à un très grand nombre de travailleurs et à un très grand nombre de chefs d'entreprise dans nos sociétés occidentales sont eux aussi importants. Nous sommes dans le processus d'enfantement d'une nouvelle économie. Et cet enfantement, qui se déroule à l'évidence sans péridurale, n'est pas simple.

Dernière perspective qu'il convient d'explorer, c'est le problème de l'emploi. *A priori*, je n'ai pas de raison de penser que la mondialisation de l'économie soit plus destructrice que créatrice d'emplois, en tout cas à relativement long terme. Mais deux types de questions se posent. En premier lieu, est-il possible de résoudre nos problèmes d'emploi actuels alors que nous traversons des turbulences considérables ? Je ne le crois pas, et les chiffres du chômage, notamment en Europe occidentale, le montrent. Nos appareils économiques subissent une mutation prodigieuse dont le coût est nécessairement élevé, en termes d'emploi, surtout pour les travailleurs non qualifiés. On peut opter pour une vision optimiste à moyen terme, mais tout un chacun a droit au pain quotidien, et cela ne rassure pas un chômeur de s'entendre dire qu'il ne doit pas s'en faire et que dans dix ans tout ira mieux.

L'homme ou la femme n'est pas une machine que l'on peut placer sous cocon pendant un certain nombre d'années en se disant qu'on l'utilisera plus tard. C'est une personne qui a besoin de vivre, d'avoir un projet, de s'insérer dans une société. La solution de ce problème est rendue plus difficile encore par le manque de moyens des Etats, enfermés dans des contraintes

Incertaine Planète

implacables et tenus à des règles de conduite de plus en plus strictes. Ils ne parviennent ni à mettre en œuvre de grands programmes de résorption du chômage, ni à répondre aux interrogations des exclus et des laissés-pour-compte de la mutation en cours. Faire confiance aux mécanismes du marché apparaît donc bien comme l'unique issue, même si une telle solution ne ^{p.289} dispense pas de s'interroger, au-delà du problème de l'emploi, sur la place du travail dans la société.

En guise de conclusion, je formulerai trois remarques.

- Il apparaît évident tout d'abord qu'en fonction de l'appareil de production d'aujourd'hui, le nombre de ceux qui peuvent espérer avoir un travail rémunéré à temps plein, avec une perspective raisonnable de carrière dans une entreprise, est appelé à diminuer. De plus, le noyau de collaborateurs permanents des entreprises se réduit et, parallèlement, un nombre croissant de travailleurs sont engagés pour des emplois à durée déterminée. Nous sommes donc devant une transformation importante du salariat, une précarisation de la main-d'œuvre et des interrogations de plus en plus vives quant à sa protection.
- Le deuxième phénomène auquel nous assistons est la croissance de l'emploi indépendant. De plus en plus de gens essaient de se mettre à leur propre compte, ou de régler leurs relations de travail par le biais d'un contrat commercial et non plus d'un contrat de travail. Cette évolution pose toute une série de problèmes sur le fonctionnement de la société.
- Dernière remarque, en forme de questions : comment

Incertaine Planète

allons-nous résoudre le problème grandissant des chômeurs sans qualification ? Est-il possible d'imaginer des formules qui dépassent les formes de travail et de rapports sociaux que nous connaissons aujourd'hui ? Devrons-nous accepter un retour vers des formes de dépendance que nous avons connues au XIX^e siècle, faute d'autres solutions pour trouver des emplois ? Réussirons-nous au contraire à trouver de nouvelles formules plus conformes à la réalité de notre époque et aux aspirations de la société actuelle ? Nous sommes confrontés à un gigantesque problème d'innovation sociale, pour lequel il n'y a pas de solution toute faite. Chaque pays réfléchit, innove, et cette expérimentation nous concerne tous.

p.290 Voilà le paysage que je vous propose d'explorer. Je n'ai pas la prétention de l'avoir analysé dans sa totalité. Il s'agissait plutôt d'apporter un certain nombre de réflexions pour nourrir un débat qui ne fait que commencer.

*

Discussion

@

Mme ANNE PETITPIERRE : Je vous remercie non seulement de nous avoir amenés devant ce paysage, mais de nous avoir indiqué quelques routes qui permettent de l'explorer. Vous avez terminé en abordant une question qui touche à la société dans son ensemble, aux divers types de rapports sociaux que l'on peut envisager pour répondre au problème de l'emploi. Il ne s'agit en effet pas seulement des mécanismes économiques, mais des rapports sociaux et des types de société que l'on peut voir se dessiner à travers les nouveaux rapports économiques.

Incertaine Planète

M. JACQUES LAUTMAN : J'aimerais revenir sur trois points, en me plaçant du point de vue de l'emploi et en m'exprimant en tant qu'Européen, avec toutes les limitations que cela comporte.

La mondialisation étant ce qu'elle est, comment poser la question de l'emploi et du travail en général ? Une bouteille est à moitié vide ou à moitié pleine, selon le point de vue de celui qui la regarde. Les Européens, malheureusement, ont tendance à la considérer comme à moitié vide. Si nous étions Coréens, nous adopterions le point de vue inverse. Qui dit emploi dit investissement. Il se trouve que pendant près de deux siècles, un petit nombre de pays ont su garder pour eux à la fois l'investissement et le travail, c'est-à-dire l'essentiel des fruits de la croissance. Cela a pris fin il y a une vingtaine d'années. Du point de vue de Sirius, les emplois « rémunérateurs » augmentent globalement. Il est clair que l'égalisation progressive, ou du moins la réduction des inégalités de salaires entre les pays riches et les pays pauvres qui progressent rapidement (les « nouveaux dragons »), se fait beaucoup plus par le biais de l'économie que par celui des réglementations. Je suis sceptique sur les capacités d'une organisation internationale quelconque de contrôler les règles qu'elle aurait édictées et auxquelles un certain nombre de pays auraient souscrit. S'ils veulent frauder, ils frauderont. Si les circonstances économiques et commerciales font qu'ils ne peuvent pas frauder, ils ne frauderont pas.

p.291 J'ai participé il y a une année et demie à une table ronde analogue à celle-ci au Commissariat du Plan à Paris. Je me souviens que le représentant de la régie Renault a dit, d'un air sombre, que les grandes entreprises des pays riches étaient et resteraient longtemps des destructeurs d'emploi massifs. Bien sûr, la part des emplois dans les services a considérablement augmenté. Mais la part des emplois liés à la production de biens reste importante. Elle couvre 35 à 40 % des emplois masculins dans les pays riches. Sur cette part, les grandes entreprises font de la destruction massive.

Le deuxième point que je veux aborder est celui du partage du travail. Peut-on imaginer de maintenir dans la population active le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes, tout en créant assez d'emplois, grâce à la réduction du temps de travail, pour diminuer le chômage des pays riches ? Les réponses qui me semblent sérieuses supposent des conditions drastiques. La plus sérieuse a été présentée dans un document de l'Observatoire français des

Incertaine Planète

Conjonctures économiques, sous la signature de Jean-Paul Fitoussi. Ce document montre que, dans le cadre français en tout cas, il faudrait pour être efficace parvenir à une réduction du revenu disponible de tout le monde, de l'ordre de 15 %. Le pire est que cette réduction s'accompagnerait d'une réduction du temps de travail allant de 20 % pour les moins qualifiés à 0 % pour les cadres ou assimilés. Personne n'imagine, en d'autres termes, qu'on puisse avoir pour un même travail et devant le même bureau, dès les niveaux de responsabilité les plus modestes, une personne trois jours et une autre personne deux jours par semaine. On voit fort bien, en revanche, comment on peut passer de 3 x 8 à 4 x 6 dans des emplois encore taylorisés ou semi-taylorisés. C'est le cœur du problème. On peut par ailleurs se demander si l'hypothèse d'une restriction sur le temps de travail et le revenu n'est pas quelque peu régressive et en quelque sorte déflationniste — socialement, et non économiquement.

Une autre piste a été explorée, celle de la formation. On s'est dit que si on disposait de travailleurs mieux formés, leur productivité serait meilleure, et que la croissance augmenterait d'autant. Le raisonnement se tient. Il a pour première conséquence de pousser les employeurs à exiger le plus haut niveau de qualification possible des salariés. Plus ce niveau est élevé, on le sait, plus il protège les individus contre le chômage. En revanche, il n'apparaît guère, en Europe tout au moins, que l'élévation du niveau de qualification contribue à la réduction du sous-emploi ou du chômage.

Ma troisième remarque prendra la forme d'une question. Tous nos pays, inspirés pendant plusieurs décennies par un modèle à la fois keynésien et social-démocrate, ont accordé une place majeure aux efforts de réduction des inégalités. On peut affirmer, grosso modo, que l'égalisation ^{p.292} va de pair avec la moyennisation de la distribution des revenus. En France, par exemple, on constate que les retraités ont aujourd'hui un niveau de vie égal, voire largement supérieur à celui des actifs. Je me souviens qu'un retraité, jadis, perdait au moins 20 à 25 % de son revenu antérieur. A la moyennisation des revenus répond, c'est évident, la moyennisation de la consommation, c'est-à-dire la standardisation de ce qui est offert à la consommation. Celle-ci implique à son tour la réduction de la diversité des biens, et par conséquent de considérables économies au niveau de la main-d'œuvre et des coûts de production.

Incertaine Planète

Cela signifie une chose : certains pensent qu'on pourrait, dans les pays riches, diversifier le travail ; ils espèrent que l'artisanat et l'agriculture de luxe, pour prendre deux exemples qui ont fait rêver, créeront des emplois pour des produits qu'achètera une petite partie de la population. C'est bien. Mais cela suppose qu'il y ait une inégalité relativement forte de la distribution des revenus. Je crois qu'on peut généraliser le modèle.

M. Hansenne termine en posant l'alternative : innovation sociale ou retour à des modèles connus. Parmi ceux-ci, il cite les rapports de domesticité et de dépendance. Ceux-ci sont bien sûr haïssables. Il n'empêche que la classe des domestiques, au XIX^e siècle, s'est caractérisée par la mobilité sociale montante la plus vive — par opposition à la classe des prolétaires. J'arrête là la provocation. Je ne suis pas favorable à la restauration des rapports de domesticité, mais je tiens à préciser que ce n'était certainement pas la pire des conditions.

J'en arrive à ma question. Derrière votre propos, M. Hansenne, la seule voie optimiste que je distingue me semble la suivante : après avoir abandonné nos modèles sociaux-démocrates à l'échelle des Etats, nous devrions chercher à les reconstruire à l'échelle planétaire. Nous devrions établir une sorte de modèle inspiré par un certain nombre de valeurs rationnellement défendables et universalistes, et l'appliquer partout. Je partage cet espoir avec vous, mais je vois quelques difficultés sur la route.

Mme ANNE PETITPIERRE : Il s'agit toujours, si j'ai bien compris, d'adapter des modèles anciens à un contexte nouveau. Peut-être M. Kappeler, qui a une vision plus « américaine » des rapports de travail, nous présentera-t-il des projets plus innovateurs que l'extension de la social-démocratie au monde entier.

M. BEAT KAPPELER : En ce qui concerne la différenciation des revenus et des salaires, des chercheurs ont comparé les rangs de compétitivité entre pays. Ils ont souligné que la Suisse se caractérisait par une distribution des revenus beaucoup plus inégalitaire que celle de l'Inde. En se plaçant d'un point de vue fort différent du vôtre, p.293 on pourrait prétendre que cela confirme l'idée que l'inégalité des revenus sert le développement...

Incertaine Planète

J'aimerais revenir sur l'une des causes qui, selon M. Hansenne, ont poussé vers la mondialisation. Il s'agit de la technique. L'aspect volontaire de la question est beaucoup plus réduit que nous ne le pensons. Supposez que le transport d'un moteur de l'Asie du Sud-Est en Allemagne coûte 9 francs. Imaginez que vous pouvez construire ce moteur, en Asie du Sud-Est, en appuyant sur quelques touches d'ordinateur ; vos commandes sont instantanément transmises par téléphone ou satellite ; sur place, la fabrication se met immédiatement en route, conformément à votre logiciel. Imaginez encore que vous fassiez tout cela sur des machines achetées par les Asiatiques, avec un capital qu'ils ont accumulé sans recourir à l'endettement. Imaginez que les opérateurs, sur place, soient des Asiatiques très bien formés. Je ne pense pas seulement à l'Asie du Sud-Est. En quinze ans, selon le constat récent de la Commission militaire et du Comité central, la Chine a quadruplé son produit brut. Il s'agit de milliards de gens, qui travaillent comme nous et qui font les mêmes choses que nous. Les produits qu'ils fabriquent peuvent être apportés jusqu'ici pour quelques francs. Le logiciel que vous avez utilisé, de surcroît, risque fort d'avoir été conçu par des Indiens, en Inde même, et communiqué à la firme commanditaire, en Allemagne ou en Angleterre.

Je veux dire, par cette énumération, que la mondialisation fait des gagnants et des perdants, mais que ceux-ci ne se trouvent pas tous au Sud, ni ceux-là tous au Nord. Il y a des gagnants et des perdants dans tous les pays du globe. Toutes les économies sont bouleversées. Les paysans ont de la peine, les ouvriers doivent migrer, les qualifications sont en révolution. Il n'y a plus de différence entre Nord et Sud. Par l'entremise de marchés aujourd'hui totalement ouverts, nous assistons à l'émergence d'une économie mondiale dans laquelle chaque firme est concurrente de chaque firme, où chaque place de travail se compare à chaque place de travail, sans intervention des Etats et des réglementations. Cela m'amène à dire que les immenses migrations que l'Europe craint parfois n'auront pas lieu. Ce sont maintenant les biens et services, les programmes d'ordinateur, qui voyagent. Nous sommes dans un marché sans migrations. Le rapport de la Banque Mondiale le souligne. Seuls 2 % des travailleurs des pays à faibles revenus travaillent hors de leur pays. Les 80 % des travailleurs industriels du monde sont employés dans des pays nouvellement industrialisés, contre 20 % seulement dans les pays les plus développés.

Incertaine Planète

Le marché mondial, créé essentiellement par la technique et libéralisé par les négociations commerciales, réduit l'autonomie des Etats. Il est heureux que l'action des gouvernements se trouve limitée, là où les errements sociaux-démocrates ont amené les plus grandes erreurs. On a cru qu'on pouvait « reflationner » un pays par les déficits budgétaires, par des ^{p.294} programmes régionaux, par des subventions énormes, des marchés publics fermés, etc. Tout cela a été balayé, et ne peut plus apporter une légitimité à un gouvernement. Ceux qui s'y accrochent subissent immédiatement la critique des marchés de l'argent. Le mur de l'argent se dresse contre tout régime qui perd le cap. Les gouvernements sont obligés de réduire les dépenses mirobolantes auxquelles ils se sont engagés — on le voit en France — et d'adopter des politiques saines, tenant compte de ce qui peut être réalisé.

Un domaine reste néanmoins entre les mains des gouvernements. C'est celui de l'imposition et celui des infrastructures destinées à attirer les firmes. Ces dernières, et non les nations, sont les vrais concurrents sur le marché mondial. L'Etat doit aussi intervenir, et cela me semble essentiel, pour améliorer les chances de la main-d'œuvre. Améliorer la mobilité sur le marché du travail, par la formation, par des mesures diverses, par l'abolition de certaines réglementations : c'est la voie à suivre pour permettre aux gens de s'adapter. La domesticité, à laquelle vous faisiez allusion, me semble une réponse vieillie. Beaucoup de gens qui travaillent ici et là, et qui possèdent la liberté d'avoir plusieurs occupations en alternance, ont acquis une indépendance réelle. Ce ne sont plus les domestiques du XIX^e siècle. Mais c'est une nouvelle forme de salariat, qui se développe et qui ne doit pas être considérée d'un œil exclusivement négatif. A certains égards, un tel changement constitue une chance. Ne pourrait-on pas envisager les bouleversements actuels avec plus d'optimisme que M. Hansenne ? Ne pourrait-on pas les interpréter comme des chances ? Il faut, pour cela, abandonner le point de vue strictement européen. Nous vivons dans un monde qui a gagné le pari de l'industrialisation. Nous ne sommes plus dans les années 1960 et 1970.

Mme ANNE PETITPIERRE : Dans votre tableau d'un monde en mouvement, ouvert à la chance plutôt que gouverné par des formules toutes faites, je constate que vous avez laissé une petite niche écologique pour l'intervention de l'Etat et des organisations internationales. Peut-être M. Aubert nous rappellera-

Incertaine Planète

t-il que les institutions se trouvent parfois dans la nécessité d'agir sur le plan normatif ?

M. GABRIEL AUBERT : Du point de vue normatif, je crois que cette discussion met en présence deux modèles implicites. On a d'un côté le modèle qu'on pourrait appeler, en le caricaturant quelque peu, « américain ». On y trouve un marché du travail réglementé de manière flexible, caractérisé par un taux de chômage sensiblement inférieur à celui de la plupart des pays d'Europe. Ce modèle implique que de nombreux salariés sont pauvres — mais ils sont salariés. On a de l'autre côté le modèle européen. Ici encore, je fais de la caricature, car p.295 il est évident que le Royaume-Uni ou la Suisse ne sauraient être assimilés à la France ou à l'Allemagne. Mais en Europe, de manière générale, on préfère assurer une protection sociale importante à ceux qui n'ont pas d'emploi, et on juge préférable d'avoir des chômeurs bénéficiant d'une protection sociale, plutôt que des gens qui travaillent pour un salaire de misère. Nous nous trouvons donc devant un choix moral et politique, et peut-être entre Charybde et Scylla.

On pourrait envisager de n'accepter ni l'un ni l'autre modèle, et d'en chercher un troisième. Mais une telle alternative fait défaut. Il est en tout cas difficile de la faire apparaître dans la discussion. Il n'y a guère que l'idée d'une social-démocratie universelle, dont on ne voit pas comment elle pourrait se réaliser à bref délai. A l'intérieur du choix que je viens de décrire, certains pensent que le modèle américain conduit à des aberrations inadmissibles, au retour à l'opposition entre prolétariat et classe possédante. D'autres jugent qu'il faut donner la priorité à une certaine intégration sociale de ceux qui sont marginalisés, et qu'il vaut mieux travailler pour un faible salaire que d'être à la fois privé d'emploi et « bénéficiaire » d'un revenu relativement faible.

Face à ces deux modèles, que se passe-t-il au niveau du marché du travail et de sa réglementation ? D'une part, on constate l'existence d'une tendance à rendre les règles plus flexibles. Cette tendance est souvent considérée comme un retour au XIX^e siècle et à la domesticité. Une plus grande flexibilité de la réglementation du travail entraîne-t-elle vraiment, *ipso facto*, un retour à la domesticité ? D'autre part, on constate une tendance à développer le travail indépendant. Le salariat régresse. Le statut privilégié de salarié, engagé dans un emploi à plein temps pour une durée indéterminée, tend à diminuer. Les petits

Incertaine Planète

entrepreneurs, souvent seuls, doivent trouver leurs propres sources de revenu, sans avoir la possibilité de bénéficier d'une protection sociale en cas de maladie ou de difficulté. Ils sont donc dépendants. M. Kappeler dira que s'ils ont beaucoup de clients, leur dépendance sera moindre. Mais l'externalisation du travail a souvent pour conséquence que tel ou tel petit entrepreneur dépend d'une ou deux entreprises, et se trouve donc dans une position fragile.

Voilà Charybde et Scylla : la domesticité d'un côté, la disparition du salariat et le développement du travail indépendant de l'autre. Dans les deux cas, un effort de réflexion sur la question normative me semble nécessaire. Jusqu'où peut-on aller dans la flexibilité du marché, sans sombrer dans la sauvagerie ? Que peut-on faire pour développer la protection de ceux qui deviennent indépendants, et qui méritent d'autant plus d'être protégés qu'ils se montrent plus entreprenants que les salariés ? Je ne suis pas sûr que ces deux modèles soient incompatibles. Ce qui va se dessiner, me semble-t-il, c'est une réduction de la protection dans certains cas, et le développement du travail indépendant. Comme le disait p.296 Mme Petitpierre, cela appelle un effort de réflexion normative, aussi bien dans les pays qui connaissent un haut degré de protection que dans ceux qui n'ont qu'un système réduit. Dans un tel cas, l'intervention d'une organisation comme l'OIT peut jouer un rôle important. Mais il est vrai aussi que beaucoup reste à créer. M. Hansenne avait raison de dire que la position actuelle de l'OIT, comme celle des organisations internationales en général, est plutôt perçue par rapport au passé que par rapport à l'avenir.

Je ne crois guère qu'il existe d'autre solution qu'une fusion entre les deux modèles que j'ai décrits. Si cette fusion entraîne la social-démocratie universelle, je n'y serai pas opposé. Mais je ne suis pas sûr que ce sera le cas.

Mme ANNE PETITPIERRE : Encore faut-il que ces modèles ne soient pas incompatibles sur certains points, et que ne se produisent pas des phénomènes de rejet, pour une partie en tout cas de ce qu'on peut tenir pour essentiel dans chacun. Quels sont, précisément, les points essentiels qu'il faudrait sauvegarder ?

M. BEAT KAPPELER : L'OCDE a présenté il y a une année un rapport sur l'emploi, dans lequel certains graphiques ont fortement frappé les Européens. En trente ans, les Américains ont créé trente millions d'emplois privés. L'Europe de

Incertaine Planète

la Communauté, pendant la même période, n'a pas bougé : il n'y a pas eu un emploi de plus. D'autres graphiques étaient fort instructifs. Aux Etats-Unis, le nombre des chômeurs de longue durée est de l'ordre du sixième de ce qu'il est en Europe, alors que celui des chômeurs de très courte durée est sept fois plus élevé qu'en Europe. En d'autres termes, le marché du travail américain tourne très rapidement. On sait comment les Américains y parviennent : il n'y a guère de protection pour les licenciés ; les allocations de chômage sont de quelques centaines de dollars seulement, et ne durent que six mois.

Est-ce cela qu'il faut introduire en Europe ? Je ne le crois pas. Mais il faudrait acclimater certains de ces éléments, en leur ajoutant une pratique européenne qui appartient à la tradition social-démocrate, à savoir l'investissement dans le capital humain. Il faudrait dresser le bilan du passé et de l'avenir de chaque chômeur. Dès le premier jour de chômage, il faudrait l'intégrer dans des cours, dans des emplois fictifs ou provisoirement subventionnés, l'aider à devenir indépendant. Toute une panoplie d'instruments peuvent contribuer à une politique active sur le marché du travail. Introduire ces instruments, tout en augmentant la pression en faveur d'une meilleure capacité d'adaptation au changement, voilà à mon avis ce que pourrait être la synthèse européenne. Aujourd'hui, le système de soutien du marché européen du travail est cynique. On soutient le ^{p.297} chômeur — jusqu'à sept ans au Danemark —, en lui répétant qu'il a tel métier ou telle qualification, et sans lui dire qu'il est un travailleur en puissance dans un autre secteur. On ne le prépare pas à changer de domaine d'activité. On le maintient dans l'illusion. Cela explique largement, à mon sens, l'inertie des marchés du travail européens. Il faut corriger cette manière de faire, sans pour autant sombrer dans la brutalité à l'américaine.

Au niveau mondial, ces réglementations ne peuvent pas être imposées. Je suis d'accord avec M. Hansenne pour penser que tout marché doit disposer de quelques garde-fous, particulièrement le marché du travail. Car ce dernier connaît une réaction en quelque sorte inverse : si les conditions se détériorent quelque part, et que le secteur concerné devient compétitif, la tentation est grande pour les autres d'en faire autant. La situation, dès lors, tend à se dégrader constamment. Ceux dont la situation se dégrade doivent travailler de plus en plus pour un revenu qui s'amointrit. Chez les producteurs de biens, au contraire, quand les prix baissent, il suffit de cesser la production et de quitter le marché. Les travailleurs, eux, ne peuvent pas sortir du marché. C'est

Incertaine Planète

pourquoi il faut stipuler les conditions minimales dans les pays développés, que ce soit sous forme syndicale ou social-démocrate, par régulation ou contrat. Il faut établir, au niveau international, les conditions minimales qui favorisent la société civile.

Mme ANNE PETITPIERRE : Quel rôle une organisation comme l'OIT peut-elle jouer en cette matière ? Certains des problèmes évoqués ici concernent non seulement cette dernière, mais aussi des institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce — pour ce qui concerne les barrières imposées par le dumping social. Est-il possible, dans ces conditions, de définir le rôle spécifique de l'OIT ?

M. MICHEL HANSENNE : J'aimerais préciser, d'abord, que je ne suis ni optimiste, ni pessimiste par rapport à la situation actuelle. J'essaie simplement d'être actif. Je vis dans un monde et une réalité donnés, et je crois que notre problème à tous est d'essayer, comme nous l'avons toujours fait, d'en tirer le maximum d'avantages. Nous nous trouvons placés actuellement devant trois grands problèmes. Le premier consiste à savoir comment nous devons nous organiser au plan international pour faire face à cette nouvelle réalité. Le deuxième est de savoir comment nous adapter, dans le cadre de nos Etats-nations, qui ne sont pas près de disparaître et qui constituent la réalité fondamentale de l'action collective d'aujourd'hui et de demain. Le troisième est lié au fait que nous serons probablement capables, dans les années qui viennent, de produire de plus en plus de biens et de services avec de moins en moins de gens. Le gâteau augmentera, mais il sera préparé et cuit par de p.298 moins en moins de personnes. Or, nous sommes habitués dans nos pays à n'avoir une part de gâteau que si nous avons contribué à le produire. La grande question est la suivante : comment s'assurer d'une redistribution des richesses suffisamment équitable, via ce système que nous avons été accoutumés à appeler *l'emploi* ? Pouvons-nous inventer de nouvelles formes de redistribution de la richesse, à partir du moment où l'emploi, au sens classique, est en réduction ?

Je ne rêve pas, M. Lautman, de recréer une social-démocratie au niveau international. Quand bien même je le désirerais, je pense avec vous qu'une telle ambition relèvera de la génération de nos enfants et petits-enfants. J'aimerais

Incertaine Planète

néanmoins que l'on fasse deux ou trois petits pas. Je crois que c'est important. Je prends un exemple. Il n'y a pas de raison de penser que les travailleurs taiwanais, coréens ou mauriciens se comportent autrement que leurs homologues français, britanniques ou suisses. Les citoyens de ces pays vont faire pression pour bénéficier du gâteau. Comme tout le monde, ils voudront améliorer leurs conditions de vie. Il n'y a pas *a priori* de raison de croire qu'ils vont se contenter pendant dix, quinze ou vingt ans de travailler pour des salaires de misère. Ils vont donc revendiquer ce que les travailleurs ont toujours exigé : de meilleurs revenus, de meilleures conditions de travail, des normes d'hygiène et de sécurité, etc. Pourquoi en douter, pourquoi imaginer que nous allons, sur le long terme, nous trouver confrontés à des phénomènes de dumping social ? Abordons la question de manière positive.

Mais les perspectives que je dessine supposent que les travailleurs du monde entier puissent revendiquer. L'une des conditions minimales du jeu, dès lors, serait d'exiger de tous les pays qui veulent jouer sur le terrain du marché international qu'ils respectent un certain nombre de règles simples, contrôlées au niveau international. Parmi ces règles, celle qui me préoccupe est la liberté d'association, c'est-à-dire le droit pour les travailleurs de s'organiser et de revendiquer librement. Je ne me sens pas le droit, ni en tant que citoyen d'un pays européen, ni comme directeur du BIT, d'aller dire à un Taïwanais, un Singapourien ou un Malgache ce qui est bon pour eux, ce qu'ils doivent revendiquer dans le débat politique de leur pays. C'est leur problème et leur responsabilité. Mais je pense que nous devons veiller à ce qu'ils aient le droit de dire ce qu'ils ont envie de dire et de revendiquer.

Ceci me semble essentiel. Se mettre d'accord sur un certain nombre de règles qui touchent fondamentalement aux droits de l'homme, veiller à ce que cela se fasse collectivement, constituerait une avancée significative. Par rapport à ce que disait Raymond Boudon ou à ce que dira probablement Hans Küng, je pense qu'il est nécessaire de créer un « éthos planétaire », un minimum de règles indispensables. Je ne rêve que de cela. Si nous en étions là, nous aurions déjà fait une grosse partie du chemin.

p.299 Au-delà, nous pouvons bien sûr mettre en place des mécanismes d'évaluation des politiques économiques et sociales de chaque pays, de manière à les pousser dans le sens de la vertu, celle-ci se définissant comme le fait que

Incertaine Planète

le plus grand nombre de citoyens d'un pays donné puissent accéder aux bénéfices de la consommation, et contribuent ainsi à tirer vers le haut la croissance économique mondiale, grâce à des méthodes non coercitives, mais incitatives. Nous aurions intérêt à favoriser une coopération plus nette entre la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire, à faire en sorte que les programmes d'ajustement structurel ne détruisent pas les possibilités d'emploi, et qu'ils ne s'établissent pas au bénéfice de quelques-uns, mais à celui du plus grand nombre. Il y a là toute une série de stratégies à mettre en œuvre, qui passent par une meilleure coopération. Ce ne seraient là que de petits pas, minimaux. Mais ils devraient nous permettre de donner à l'économie mondiale une direction plus satisfaisante que celle d'aujourd'hui.

L'OIT peut jouer un rôle dans une telle politique, d'un côté avec le Fonds Monétaire et la Banque Mondiale, de l'autre avec l'Organisation Mondiale du Commerce. Mais cela prendra du temps. Comment parler de clause sociale aux gens des pays en développement ? On leur a dit qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'exporter, alors que le Brésil ou l'Inde voulaient assurer leur développement en contrôlant leurs frontières. On leur parle du grand large, de la compétition internationale. Pour eux, cela représente d'abord des pertes d'emploi et des conditions de travail extrêmement dures. Une telle idée ne s'accepte pas sans bagarre. Pendant neuf ans, on leur a demandé de signer l'Uruguay Round, parfois avec un couteau sur la gorge. Au dernier moment, on a commencé à se préoccuper du problème du dumping social. Ils ont réagi en disant qu'on les avait poussés dans un traquenard. Après leur avoir demandé de jouer le jeu international, on venait leur dire de ne pas utiliser le seul atout dont ils disposaient ! Au nom du dumping social, on allait fermer leurs frontières ! Ils ont rechigné. Le débat sur les règles minimales, en d'autres termes, s'inscrit dans un contexte économique difficile. Il prendra du temps. C'est pourquoi je pense que la politique des petits pas est nécessaire. Si dans un délai de trois ou quatre ans nous parvenons à en faire un ou deux, ce sera déjà fabuleux. Je ne rêve de rien de plus.

Je crois qu'il faut bien sûr essayer de mener des stratégies nationales. Je reprends volontiers à mon compte, ici, les perspectives dessinées par MM. Lautman et Kappeler, à propos des problèmes de formation. Mais n'oubliez pas que les solutions sont faciles à mettre en œuvre. Un ouvrier de la sidérurgie ou un mineur qui a travaillé vingt ou vingt-cinq ans, et qui se trouve licencié à

Incertaine Planète

50 ans, a sa fierté. On aura beau mettre sur pied des programmes de formation, il conservera sa conception de son métier, et restera ce qu'il est. Il aura, comme chacun d'entre nous, des ^{p.300} limitations dans ses possibilités d'apprentissage — moi qui ai 55 ans, personne ne me convaincra de refaire des études universitaires dans n'importe quel domaine : ça ne rentre plus. Nous sommes tous comme ça. Il faut donc tenir compte des contraintes qui pèseront sur toute politique de résorption du chômage par des méthodes de formation. Cela dit, je suis entièrement d'accord avec le principe d'une telle stratégie.

Deux problèmes se posent aujourd'hui. Une des grandes difficultés des sociétés contemporaines réside dans le fait que nous avons vécu avec des méthodes de sécurité statique. Dans le modèle qui domine nos attitudes, on trouve un travail à 20 ans et on le conserve jusqu'à 60 ou 65 ans. Quand j'étais ministre du Travail en Belgique, les employés avaient droit à des médailles de bons serviteurs, offertes par l'État. Je suppose qu'en Suisse ou en France il en va de même. Il y avait un bonus pour la longévité. Si vous n'aviez jamais changé de travail, vous aviez droit à une médaille plus importante que si vous aviez quitté votre entreprise. Le chômeur qui avait eu six mois d'interruption de travail n'avait pas droit à la même médaille que ses collègues. C'était scandaleux. Ce n'est qu'une anecdote. Elle illustre le fait que nous avons l'habitude de mécanismes très serrés, très figés. Je partage le sentiment de M. Kappeler, quand il affirme que nous devons envisager maintenant des mécanismes de solidarité beaucoup plus actifs et dynamiques que ceux qui existent. Dans un avion, la sécurité ne vient pas de la ceinture de sécurité, mais du fait que l'avion vole ; s'il s'écrase, le fait d'avoir mis ou non la ceinture de sécurité n'évitera pas la catastrophe. Nous devons inventer de nouvelles formules.

Mais je suis plus pessimiste que M. Kappeler, quand il affirme que l'Etat ne doit pas intervenir, que les modèles sociaux-démocrates ou autres appartiennent au passé, et qu'il faut retrouver des voies d'action naturelles, par le biais de l'impôt par exemple. Quand j'évoque les limitations de l'Etat, j'en parle aussi en termes fiscaux. On ne peut plus aujourd'hui taxer les bénéfices des entreprises au-delà de certains seuils, sous peine de les voir quitter le pays. On ne peut pas augmenter la pression sur les citoyens, parce qu'eux aussi s'en vont, tout simplement. Le pouvoir de l'Etat est très limité. C'est pourquoi nous devons renouer avec des formes originales de travail, en faisant appel aux

Incertaine Planète

mécanismes du marché, et malgré les énormes difficultés que suppose l'invention.

Sur le second problème, celui du partage du temps de travail, je suis à 90 % d'accord avec M. Lautman. Il ne s'agit pas de partager le temps de travail, mais de l'aménager. C'est tout autre chose. L'aménagement doit prendre en compte la totalité des temps de notre vie. On ne peut pas résoudre la question au seul niveau de l'entreprise, dans la mesure où, par hypothèse, le nombre des emplois y diminue. On peut trouver des solutions en posant les problèmes de manière plus large. Je donne un exemple. En Belgique existe un système d'allocations de chômage sans limitation ^{p.301} de durée. Vous pouvez devenir chômeur quelques mois après votre sortie de l'école, et le rester jusqu'à l'âge de 65 ans — avec une retraite de chômeur. Je me suis un jour trouvé devant un voisin qui me dit : « J'aime bien faire de la voile, et je souhaiterais aller en Californie, par mer, avec femme et enfants. Mais nous sommes en situation de crise, et je ne veux pas prendre le risque de perdre mon travail. Si j'étais certain de le retrouver à mon retour, je n'hésiterais pas à réaliser mon désir. En fait, quelqu'un pourrait me remplacer pendant mon absence. Cela permettrait de donner du travail à un chômeur. Dommage que ça ne puisse pas se faire. » Moi aussi, j'ai trouvé que c'était stupide : un homme avait un travail, était prêt à le partager, et ce n'était pas possible. J'y ai réfléchi, et j'ai mis sur pied ce qu'on appelle la « pause-carrière ». N'importe quel salarié ou fonctionnaire, aux termes de la loi belge, peut maintenant demander à son employeur d'interrompre son contrat de travail. Il faut bien sûr que le patron soit d'accord. Ils sont nombreux, en pratique, à accorder des congés sans solde aux employés qui le demandent, pour une durée déterminée et en garantissant leur réengagement. Certains m'ont objecté que la perte de revenu était difficilement supportable. J'ai proposé l'échange suivant : si le patron acceptait la pause-carrière et engageait un chômeur à la place du travailleur en congé, ce dernier recevrait les indemnités chômage du remplaçant. Ainsi, pour le même prix, j'ai fait deux heureux. Une personne qui n'a plus envie de travailler s'arrête. Une personne qui a envie de travailler trouve un emploi. Voilà un cas de partage du temps de travail qui ne coûte pas un franc, qui utilise le système existant, n'embête pas les patrons, respecte les mécanismes du marché et n'implique pas l'Etat, sinon dans l'organisation de la transaction.

Nous devons essayer d'inventer des formules de ce type. Elles permettent de

Incertaine Planète

retrouver des modes de faire dynamiques, tout en préservant la sécurité des salariés — ce qui évite de retomber dans les modèles américains, avec leur dureté. Les mécanismes de protection sociale, comme l'indemnisation des chômeurs, sont des filets de sécurité. Un filet trop lâche devient un hamac, dans lequel les gens se reposent. Nous ne devons pas encourager cela. Nous devons au contraire le tendre suffisamment pour qu'il remplisse la fonction d'un trampoline, qui relance les gens dans la vie active. Il faut chercher dans cette direction, en faisant preuve d'imagination.

M. JACQUES LAUTMAN : Je souscris globalement à votre approche, que je qualifierai d'*incrémentaliste*, parce que vous croyez à la politique des petits pas, et pensez que les progrès qui paraissent petits sur un an, deviennent importants si on cumule leurs effets pendant dix ou vingt ans. Je suis d'accord avec ce point de vue. Il p.302 faut accepter de ne pas rêver à un changement immédiat, à la disparition du chômage en trois ans.

Vous avez considéré un certain nombre de problèmes. Il y en a d'autres. Plusieurs économistes astucieux, en France, travaillent actuellement sur la question du coût des licenciements. Ils cherchent à savoir si la diminution de ce coût pourrait être favorable à l'emploi. Ce n'est pas certain de manière universelle. Ils mettent en évidence des possibilités d'équilibres multiples de sous-emploi.

Plus généralement, je trouve fort bien de vouloir assurer la liberté des travailleurs et leur droit d'association partout dans le monde. Mais comment faire pour supprimer le travail des enfants au Bangladesh et à Calcutta ?

M. MICHEL HANSENNE : C'est un autre problème, qui dans ma perspective vient en second. Vous ne pouvez pas résoudre la question du travail des enfants du jour au lendemain. Vous devez adopter une démarche lente. Mais pour être sûr que les choses se fassent, vous aurez besoin au départ de gens qui soient autonomes, libres et capables de revendiquer. Sinon, vous ne posséderez aucun moyen de pression à l'intérieur des sociétés. Le BIT se préoccupe depuis longtemps du travail des enfants dans un grand nombre de pays. Les choses bougent. Quand nous avons empoigné la question de manière significative, il y a cinq ans, nous nous heurtions à des attitudes fatalistes — « c'est comme ça, cela a toujours été, on ne peut rien faire », disaient les gens. Aujourd'hui, en

Incertaine Planète

Inde, au Brésil et dans plusieurs autres pays, le travail des enfants a été mis hors-la-loi. Il n'est pas encore hors-la-réalité. Mais c'est déjà un pas considérable. Les pouvoirs publics et les organisations syndicales et patronales, dans ces pays, songent maintenant à s'en débarrasser. Il faudra dix, quinze ou vingt ans, peut-être, mais l'époque du fatalisme est révolue.

M. JACQUES LAUTMAN : Je voudrais que M. Kappeler nous dise jusqu'où il va. Selon ses dires, le fait que les marchés contrôlent les Etats est bienvenu. D'une certaine façon, les « marchés » seraient capables de moraliser les gouvernements démagogues. On peut en donner des exemples, fort récents. Mais peut-on compter sur les marchés pour assurer le progrès des stratégies de coopération entre Etats, qui sont plus souhaitables que les stratégies illusoires du chacun pour soi ?

M. BEAT KAPPELER : La seule véritable stratégie de coopération entre les Etats consiste à créer des zones de libre-échange, comme l'Union Européenne ou l'AELE, qui favorisent la p.303 non-discrimination. Les Etats ne doivent pas entraver les citoyens, mais garantir leur liberté. En créant des entités régionales, sous le sigle du GATT, ils font disparaître les obstacles. C'est la principale coopération. Toute autre coopération se fait par le biais d'entités sous-étatiques — ministères, contrats ou, plus massivement, firmes, organisations, scientifiques et autres éléments de la société civile. La coopération internationale doit se faire à ce niveau. C'est là qu'elle produit des résultats.

En ce sens, je juge salutaire que les Etats soient contrôlés par les flux de capitaux et les taux d'intérêt. Le gouvernement suédois, par exemple, est maintenant obligé d'admettre, devant ses citoyens, qu'il a triché depuis trente ans. Il promettait mille bénéfices pour tout le monde, accumulait les déficits budgétaires et une inflation galopante. En fin de compte, il a dû dévaluer de 19 %, trois ou quatre fois en quelques années. Il a en quelque sorte nationalisé le patrimoine en valeurs nominales qu'avaient constitué ses citoyens. Il a anéanti l'épargne des Suédois, et les a rendus toujours plus dépendants des subventions de l'Etat. C'est un cycle infernal. Aujourd'hui, 65 % des ménages suédois dépendent entièrement de l'Etat — en tant qu'employés, chômeurs ou rentiers. Et les sociaux-démocrates leur promettent de continuer !

Incertaine Planète

Je crois que la fêrue des marchés est un excellent moyen de résistance aux aberrations de la social-démocratie. Tout n'est pas aberrant dans cette dernière. Mais elle a ses défauts, comme la droite. MM. Chirac et Juppé, dans leur campagne électorale, ont aussi commis des aberrations sociales-démocrates. Six mois plus tard, ils sont punis et mis au pilori. Les promesses qu'ils ont faites augmentent le déficit de la sécurité sociale d'une manière insupportable. Le gouvernement du Mexique a triché sur le financement à court terme d'une dette à long terme. Il a été immédiatement puni par les marchés. Dans la lancée, tous les autres gouvernements ont dû revoir leur stratégie. Voilà qui est salulaire.

Cela laisse intact le reste de l'activité étatique. Offrir des conditions de vie acceptables pour tout le monde, améliorer les infrastructures, introduire une compétition entre Etats sur les infrastructures, etc. : tout cela se poursuit fort bien. En ce qui concerne l'imposition des entreprises, c'est simple : je pense qu'il ne faut pas les imposer, que ce serait une bêtise. Aussi longtemps qu'elles produisent de la valeur ajoutée, elles remplissent leur fonction. Il faut en revanche imposer les individus, aussitôt qu'ils mettent un doigt dans l'entreprise. C'est là qu'il faut frapper. Les impôts individuels progressifs doivent frapper les individus au moment où ils consomment ou touchent des dividendes.

J'aimerais revenir aussi sur la fierté du travailleur de l'acier ou du mineur. On la leur a inculquée. Elle n'est pas innée. Si tout le monde était fait à l'idée de changer de profession une ou deux fois au cours de sa vie active, la fausse stabilité qui caractérise l'Europe disparaîtrait. ^{p.304} L'aberration qui consiste à faire toute sa carrière au même endroit n'est pas soutenue par des médailles seulement. Tout le système salarial y contribue, en prévoyant des primes à l'ancienneté et à l'âge. Un ouvrier de production de 55 ans, en Suisse, coûte chaque année de 15.000 à 20.000 francs de plus qu'un jeune ; un journaliste, 33.000 francs ; un fonctionnaire, 50.000 francs. Si vous êtes patron, et si le marché mondial vous met sous pression, vous n'hésitez pas à renvoyer le travailleur âgé et à le remplacer par un jeune. Il faut redéfinir le système salarial. Il faudrait peut-être augmenter généreusement les allocations familiales, ce qui aiderait ceux qui en ont besoin, et constituerait une ébauche de salaire social. Un salaire social, en général, devrait être financé par une caisse de péréquation, qui ne charge pas l'entreprise. Le faire reposer sur la seule accumulation des années, en revanche, n'aboutit qu'à jeter les anciens hors du marché du travail — ce qui est injuste, et fait fi de leur savoir-faire et

Incertaine Planète

de leur expérience. De grandes multinationales, en Suisse, commencent à donner des cours à la totalité de leur personnel, pour l'habituer à cette idée. Ce n'est pas la fierté innée qui nous empêche d'agir, mais la courte vue des entrepreneurs et des travailleurs. Elle a figé l'Europe et son marché du travail.

Mme ANNE PETITPIERRE : J'aimerais que M. Kappeler précise son point de vue. L'habitude de payer fort cher les gens d'un certain âge, indépendamment de tout critère économique, n'est pas imposée par l'Etat. Elle a été négociée sur le marché. Faut-il penser que ce dernier ne fonctionne pas toujours très bien ?

M. BEAT KAPPELER : Le marché n'y est pour rien. Ce sont les acteurs sociaux et l'Etat qui ont figé l'ensemble des grilles de salaires selon le même modèle.

Mme ANNE PETITPIERRE ; Je passe maintenant la parole au public.

M. X : Je suis Sénégalais, je vis à Genève, et je travaille en ce moment au développement de structures dans mon pays. On nous parle de mondialisation de l'économie. On ferait mieux de parler de dumping et d'euro-américanisation de l'économie. Il me semble que le système euro-américain devrait songer à réduire la consommation superflue, plutôt que de continuer à encourager sa croissance, qui ne peut que contribuer à l'aggravation des conditions de travail dans certains pays.

Mme ANNE PETITPIERRE : Votre question pose un problème que nous n'avons pas encore évoqué. Nous sommes partis de l'idée qu'il y avait des gâteaux, qu'ils grandissaient, que leur _{p.305} existence était légitime, et que la croissance de la consommation était en soi une bonne chose. Vous posez la question de la qualité de cette consommation. Dans quelle mesure faut-il se baser sur la mise à disposition de plus de biens et de services ? Ne conviendrait-il pas de faire un tri dans la qualité de ces biens ? C'est aussi la question du développement dit durable, c'est-à-dire de l'utilisation des ressources naturelles, que l'on pourrait comparer à un gâteau qui changerait de forme, mais ne pourrait pas augmenter indéfiniment.

Mme FAWZIA ASSAAD : Quel est l'avenir de l'exception culturelle ? Il est

Incertaine Planète

beaucoup question actuellement des accords du TRIPS — en français barbare, ADPIC, Aspect des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce. Cette institution fait partie de l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle participe de la conception libérale de l'économie culturelle qui caractérise l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Est-il possible, à votre avis, d'éviter les effets nocifs que ces accords pourraient avoir sur les pays dont la culture n'est pas commercialement compétitive ?

M. BEAT KAPPELER : Les développements récents de l'OMC, si je les ai bien compris, visent à protéger les droits intellectuels que l'on peut mettre en valeur en termes économiques. Cela peut concerner certaines productions culturelles, artistiques ou littéraires — par le biais des droits d'auteur, par exemple. Mais cela est marginal. L'OMC est libérale. Elle essaie néanmoins d'imposer partout un système de protection des performances intellectuelles. Là-dessus, les avis sont partagés. Les choses étant ce qu'elles sont, une telle protection pourrait éventuellement inciter certains à créer et à produire des œuvres, sans craindre d'être devancés par d'autres.

Mme FAWZIA ASSAAD : Cette protection est déjà assurée par la Convention de Berne. Le problème est ailleurs. L'ADPIC possède des moyens de sanction intergouvernementale. Cela peut être mortel pour certaines cultures. Qui va faire usage de ce pouvoir de sanction, sinon les pays développés, les Etats-Unis, les détenteurs de la culture dominante ?

Mme ANNE PETITPIERRE : Je crois que l'ADPIC pose deux problèmes. D'une part, celui des sanctions. Les juristes vous diront qu'il ne faut pas édicter de règle de droit, si l'on ne peut pas assurer qu'elle soit réellement appliquée. D'autre part, il n'y a pas seulement la propriété intellectuelle, au sens culturel du terme. Il y a aussi la problématique de la propriété intellectuelle sur le patrimoine génétique, ^{p.306} les créations de type technologie génétique, les ressources naturelles proprement dites. Ces domaines aussi peuvent être perçus comme champs d'application de cette liberté que M. Kappeler revendique pour l'opérateur économique.

M. BEAT KAPPELER : Il y a un siècle, la Suisse a refusé de reconnaître les

Incertaine Planète

brevets. C'est pour cette raison que l'industrie chimique s'est installée à Bâle, tout près de la France qui, elle, assurait leur protection. Je trouve parfois que certains pays, moins riches que la Suisse, devraient faire la même chose : ne respectez pas nos brevets, ne respectez rien, attendez qu'on vous tire l'oreille.

Mme ANNE PETITPIERRE : Je crois que nous rejoignons ici la question des valeurs culturelles et de leur différence. On affirme, par exemple, que la vie ne doit pas pouvoir être brevetée. On ne doit pas pouvoir vendre et acheter des éléments constitutifs du vivant. Une telle considération, qu'elle soit juste ou fautive, fait appel à d'autres principes que le modèle économiste. Celui-ci, sous sa forme américaine ou sa forme européenne, consiste à dire que si une chose possède une valeur, elle doit être mise sur le commerce. C'est ce modèle, je crois, qui est contesté.

M. BEAT KAPPELER : C'est cela ! Imaginez que vous possédiez une vache créée génétiquement, et qu'elle ait un veau. Ne payez rien ! Attendez que la multinationale qui se dit propriétaire du code génétique de la vache arrive et vous demande des comptes ! Il faut glisser un peu d'anarchie dans ces questions.

Plus sérieusement, je dirai qu'il ne s'agit pas seulement de valeurs culturelles, mais du fait que les Européens ou les Américains utilisent dix fois, cent fois plus d'énergie par tête que les habitants du monde en naissance. Il y a deux défaillances du marché. La première, c'est le travail. J'en ai parlé. La seconde apparaît ici. Le marché ne respecte pas les coûts externes, qui portent sur l'environnement et sur les générations futures.

Le grand défi du système du commerce international libéralisé, à partir d'une certaine réglementation du travail et des négociations collectives, réside précisément dans l'internalisation des coûts sur l'environnement. L'un des inventeurs des bourses de « *commodities* » a été chargé par la CNUCED de développer son système. Il propose un marché mondial des droits sur le CO₂. Vous accordez à peu près le niveau de consommation actuelle à chacun. Les pays du Sud vendent les contingents dont ils n'ont pas besoin aux autres, qui disposeront ainsi d'un petit peu plus d'oxygène pour croître. Des conférences ultérieures abaisseront ce volume. Deux conséquences en découleront : d'une part un transfert de _{p.307} richesse depuis les pays riches, qui paieront l'air qu'ils

Incertaine Planète

souillent aux pays du Sud ; d'autre part une économie d'énergie imposée à tous. Un professeur de Wuppertal affirme, exemples à l'appui, que les techniques existantes permettraient de diviser par dix notre consommation d'énergie, de matière, d'eau, d'air, etc., tout en gardant le niveau actuel de bien-être. Cela pourrait donner au Sud le ballon d'oxygène dont il a besoin et que nous souhaitons.

M. JOSÉ RIPOLL : Votre discussion laisse à l'écart un élément qui me semble primordial. On parle de mutations, à propos des innovations technologiques, de la globalisation, du changement de stratégie des entreprises. Tout cela n'est pas nouveau. Nous avons derrière nous deux siècles de mutations. Si on examine l'histoire économique et sociale de l'Europe, à partir du début du XIX^e siècle, on constate que chacune de ces mutations a entraîné, de manière quasiment automatique, des mouvements sociaux très profonds. Les analystes parlent des changements présents et se livrent à des extrapolations tout à fait attrayantes, comme s'ils étaient sûrs que dans cinq ans les syndicats ouvriers seront aussi corporatistes qu'aujourd'hui, comme si les formes d'idéologie et d'association ne changeaient jamais. Mais les mutations entraînent inévitablement des secousses : nous ne savons pas comment les choses se présenteront dans cinq ou dix ans. Je ne suis pas sûr que nos prévisions et spéculations aient une base réelle et fiable.

M. MICHEL HANSENNE : Le XIX^e et le XX^e siècle ont vu naître un modèle social, celui de la société industrielle, qui s'est largement caractérisé par le phénomène de l'exploitation de l'homme par l'homme. Je ne suis pas marxiste, mais il est évident que toute l'histoire économique et sociale de l'Europe fait apparaître cela. Les organisations de travailleurs se sont créées afin d'obtenir des conditions de travail décentes et pour partager une part du gâteau. Cette situation est largement dépassée. Ce qui caractérise l'époque contemporaine n'est plus l'exploitation. C'est un phénomène infiniment plus grave, et auquel nous ne savons pas faire face, celui de l'exclusion sociale. Des millions d'Européens sont exclus du marché du travail et de la vie en société. Voilà la réalité. Qui représente ces gens ? Les organisations syndicales restent-elles les organes par lesquels pourrait s'exprimer une revendication collective prenant en considération cette situation ?

Incertaine Planète

Vous avez parlé de corporatisme. Une certain nombre d'études, d'orateurs ou de responsables politiques estiment aujourd'hui que les organisations syndicales sont largement corporatistes, et défendent les intérêts de ceux qui travaillent. La littérature économique vous expliquera une partie du chômage par la théorie dite des *insiders/outsiders*. Dans la p.308 négociation collective, on a tendance à privilégier ceux qui ont encore du travail. Sur le long terme, cela signifie qu'on continue de se battre pour des augmentations salariales, plutôt qu'on ne cherche à débattre d'autres problèmes. C'est pourquoi certains théoriciens affirment que ce qui est en cause, dans plusieurs sociétés d'Europe occidentale, c'est le mode de négociation collective. Au fond, on pourrait faire le choix d'organiser des arbitrages au niveau national. Dans les pays qui conduisent les négociations collectives de manière centralisée, il est possible de mener des arbitrages entre emploi et travail, entre salaires et travail, selon des modèles acceptables. A l'autre extrême, certains pays sont complètement décentralisés. La négociation s'y fait par le marché, entreprise par entreprise. Les plus mauvais modèles sont ceux des pays européens. La négociation, en définitive, s'y fait très peu au niveau national. Elle se déroule surtout à celui des accords de branche. Ces derniers, pendant les vingt dernières années, ont privilégié les *insiders*, ceux qui ont du travail. On n'a jamais aussi bien gagné sa vie qu'aujourd'hui, à la condition d'avoir un boulot.

M. JOSÉ MARIN : Je suis Péruvien. Il me semble qu'il n'y a guère de cohérence entre le titre de l'entretien et les exposés. Il devait être question de mondialisation, et on a parlé du château européen. Nous faisons désormais tous partie d'une même histoire planétaire. L'exclusion n'est plus une chose qui arrive à Calcutta. Elle fait partie de notre réalité à tous. Ce qui a conservé la société capitaliste, c'est sa mondialisation, sous ses formes les plus sauvages. Les impératifs de rentabilité et de compétitivité mettent de côté la dimension humaine. Le marché ne gère pas la condition humaine. Il ne gère pas l'amélioration des conditions sociales. Il faudrait insister sur le problème de la délocalisation, qui est à l'origine du mécanisme de l'exclusion en Europe. La seule identité affective qui reste au travailleur de la société industrielle, c'est son travail.

Je suis d'accord avec ce que M. Hansenne a dit à propos de la créativité. Mais on ne peut pas parvenir à des solutions aussi sympathiques, si l'on ne tient

Incertaine Planète

pas compte du fait que les citoyens ruandais ou zaïrois doivent également y parvenir. Nous devons imaginer le futur dans le partage et la solidarité. La mondialisation de l'économie ne véhicule pas un modèle de société capable de répondre au défi écologique. La croissance économique ne se fait pas par génération spontanée. On ne possède pas la réponse à la question de la dignité humaine. La mondialisation est perverse, en ceci qu'elle ne s'accompagne pas d'un projet social. On ne parle pas de la condition humaine.

Mme ANNE PETITPIERRE : Il y a conflit entre les valeurs culturelles implicitement véhiculées par le discours économique et l'importance qu'elles revêtent dans les sociétés. Peut-être p.309 cela était-il trop peu visible dans nos propos, qui reposaient sur l'idée que ces valeurs s'étaient imposées.

M. BEAT KAPPELER : Le capitalisme n'a pas gagné parce qu'il aurait pillé le monde et continuerait de le faire. Le capitalisme, ou le système occidental, a gagné parce qu'il est ouvert, dynamique, et n'a pas de but. Il ne tend pas vers la garantie de la stabilité. Il tend à l'instabilité, et se montre toujours surprenant. Ses acteurs sont l'Etat — toujours plus —, les individus, les firmes, les sociétés, les associations, la science. Tout est imprévisible, tout se combine en pleine liberté. Ce qui a gagné est un système autogéré par de petites unités concurrentielles, et qui a fait preuve d'une capacité époustouflante de se corriger. En ce qui concerne l'environnement, je suis convaincu que ce système saura faire usage de cette capacité. De même en ce qui concerne les problèmes sociaux. Mais il lui faut la tourmente, les discussions, les luttes.

Les accrocs culturels qui ont ébranlé ce système, comme les deux grandes guerres fratricides de ce siècle, ont été des guerres d'arrière-garde, des survivances des mentalités du XIX^e siècle, du nationalisme, des théories raciales, développées par Darwin et perverties par d'autres. Elles témoignent aussi de la puissance de cette ouverture vers le non-garanti. Nous avons combattu ces aberrations. Je suis sûr qu'avec l'aide des organisations internationales et de tous les autres acteurs, on parviendra à gérer cette société ouverte. Mais elle demeure imprévisible.

M. DAVID GIGON : Je suis chômeur. Cet état expliquera la coloration de mon intervention. M. Kappeler a dit que le capitalisme n'avait qu'un but, son

Incertaine Planète

autorégulation. Je ne suis pas d'accord. Je crois que le capitalisme a un but primordial constant, le profit.

J'estime que M. Hansenne a tenu un discours révélateur de ce qu'on appelle aujourd'hui la pensée unique. Il a parlé à plusieurs reprises de gâteau. Il me semble symptomatique d'évoquer ce gâteau dont on se répartit les parts. C'est tout à fait capitaliste. J'aimerais signaler que le gâteau est en général un dessert. Les exclus, dont je fais partie, n'ont pas besoin de dessert. Ils ont besoin de soupe ou de pommes de terre.

M. Hansenne a dit, à propos de la mondialisation, que les sacrifices à consentir étaient aussi pénibles au Nord qu'au Sud. Certainement pas. On nous a dit cette semaine qu'il y avait sur cette planète 358 milliardaires en dollars. Leur effort dans le sens de la mondialisation peut-il être comparé à celui des enfants ruandais ? Ces 358 milliardaires sont des prédateurs. Leur richesse scandaleuse est construite sur le dos des exclus. Leur fortune représente le revenu de deux milliards de personnes.

M. MICHEL HANSENNE : p.310 J'ai utilisé une image pour me faire comprendre. Si elle a pour vous des résonances affectives, j'en suis désolé. On peut toujours échafauder des hypothèses sur des métaphores.

Je ne suis pas d'accord sur un point. Vous pervertissez complètement ce que j'ai dit et je ne peux pas laisser passer cela. Je me fiche des 350 milliardaires ! Je n'en fais pas partie et je suis prêt à suivre votre point de vue. Nous sommes des milliards d'êtres humains. Nous pouvons, tous ensemble, nous mettre d'accord pour taper sur ces 350 individus. Je ne les représente pas. Quand je disais que les sacrifices sont aussi pénibles au Nord qu'au Sud, je ne pensais pas à eux, mais à vous. Perdre un emploi, dans nos sociétés riches, peut impliquer pour celui qui en est la victime le même degré de souffrance que dans n'importe quel autre pays de la planète. Il ne faut pas souscrire à la dichotomie entre ceux qui souffriraient, ici, et ceux qui, ailleurs, ne souffriraient pas. Une série de changements est en train de se produire. Elle entraîne partout des souffrances. Je ne les ai pas niées — même si j'use parfois d'un langage un peu technocratique. Le grand problème auquel nous sommes confrontés, que nous soyons du Nord ou du Sud et quel que soit notre niveau de responsabilité, c'est l'obligation de faire avancer les choses, de manière toute pragmatique.

Incertaine Planète

Mme ANNE PETITPIERRE : Je propose aux intervenants de conclure, en répondant succinctement aux questions posées et en nous disant si ce débat les a éventuellement amenés à nuancer ou modifier leur point de vue.

M. GABRIEL AUBERT : Je crois que le débat s'est placé à deux niveaux. Beaucoup d'intervenants ont voulu le situer à celui de la recherche de solutions sociales aux problèmes issus d'une situation économique donnée, à savoir la faillite du socialisme en tant que mécanisme de création d'emplois et de régulation du marché. J'ai constaté, en entendant les réactions du public, que ce fait, qui risque de provoquer à long terme de nombreuses souffrances, mais qui est inéluctable, n'est pas encore admis. Ce malentendu a, je crois, enrichi notre discussion.

M. BEAT KAPPELER : J'essaie de fuir les étiquettes. Je ne suis pas le chantre du libéralisme. Ce que j'appelle société autorégulée est composé du marché ou capitalisme, mais aussi des Etats, des organisations internationales, des individus et des associations. Le jeu commun de tous ces acteurs fait l'ouverture et le dynamisme du système. Mon radicalisme a pu effrayer. En suggérant de ne pas payer pour un veau descendant d'une vache génétiquement modulée, j'ai voulu protester ^{p.311} contre les droits de propriété ou contre un mode de reproduction jugé inutile. La lutte entre les acteurs est importante. Elle doit être ouverte. Garantir aux travailleurs de tous les pays le droit de négocier et de s'auto-organiser, par exemple, constitue un principe essentiel si l'on veut créer de nouveaux équilibres et pousser le dynamisme du système. Telle est ma conception de la société. Je ne défends pas le capitalisme ou le libéralisme en tant que tels. Je défends l'ouverture et la non-discrimination, le libre jeu de toutes les entités qui composent ce modèle. En ce sens, je veux bien être radical. Mais je ne suis pas libéral au sens où vous l'entendez.

M. JACQUES LAUTMAN : Je reviens sur un propos de M. Hansenne. Incontestablement, les travailleurs en place sont favorisés par rapport à ceux qui se trouvent à la porte. Cela est en partie le produit des négociations entre partenaires sociaux, avec ou sans intervention de l'Etat. La réduction du coût des licenciements, par exemple, serait dans de nombreux cas favorable à une augmentation du volume de l'emploi. Mais une telle réduction n'est guère à l'ordre du jour.

Incertaine Planète

A propos de l'économie des rentiers, j'aimerais souligner que les marchés ont sans doute une fonction régulatrice. Mais par quel argent sont-ils alimentés ? — Par les sommes colossales des caisses d'assurances et caisses de retraite, par la fortune des placeurs institutionnels, qui possèdent votre argent et le mien, en Europe plus encore qu'aux Etats-Unis. On peut se demander à quelles règles ces placeurs institutionnels devraient ou pourraient se plier.

Je termine par une remarque. Il ne me semble pas que les Etats européens, aujourd'hui, soient d'accord pour considérer que la création d'emplois constitue un objectif prioritaire. La question est complexe, et il y a beaucoup d'objectifs concurrents. Mais le point me paraît établi. Même à l'intérieur de l'Europe, il n'existe guère d'effort de coopération entre Etats dans cette perspective. Je tiens les méthodes de coopération pour supérieures aux stratégies de rivalité. La question est donc de savoir sur quels objectifs on fixe les stratégies de coopération et, si j'ai raison, pourquoi l'emploi ne peut pas dans les circonstances présentes devenir leur objectif prioritaire.

M. MICHEL HANSENNE : Je suis tenté de terminer par une note personnelle. Certains semblent avoir eu le sentiment que l'humain n'était pas pris en considération dans mes propos. J'aimerais donc présenter mon « *human face* ».

Je suis né en 1940, dans un milieu très modeste. J'ai vu la situation de ma famille s'améliorer d'année en année. On gagnait toujours plus d'argent, on vivait de mieux en mieux. Ce n'était pas l'effet d'un comportement de prédateur. Notre situation s'améliorait, tout simplement. Nous ^{p.312} avions le sentiment extraordinaire que nous ne prenions à personne ce que nous acquérions, parce qu'en même temps, nous voyions que le voisin bénéficiait des mêmes avantages. Le modèle dans lequel nous vivions était construit de telle manière que la solidarité permette aux plus pauvres de bénéficier de certains avantages. La société était encadrée par des mécanismes de sécurité qui assuraient un minimum aux chômeurs ou aux malades. Les négociations collectives étaient menées de telle manière que les gens qui avaient le plus bas niveau de qualification dans les entreprises pouvaient s'intégrer par le biais du salaire minimum.

J'ai aujourd'hui des enfants de 15-16 ans. Mon vœu le plus cher serait qu'ils puissent vivre dans la société où j'ai vécu. Mais ce monde est perdu,

Incertaine Planète

définitivement. La question est aujourd'hui de savoir comment faire pour que la nouvelle génération puisse bénéficier des avantages dont nous avons joui.

Je ne partage pas le sentiment de ceux qui pensent que nous ne savons pas où va le monde. Notre planète est incertaine, mais pas complètement aléatoire. La situation actuelle n'est pas aussi sinistre que certains le disent. Pour la première fois depuis longtemps, une série de pays du Tiers-Monde connaissent une croissance réelle. Des gens peuvent enfin croire, pour la première fois, que ce qui était réservé à un petit noyau de sociétés industrialisées se trouve désormais à leur portée. D'autres pays essaient de s'insérer dans le même processus. Cela leur crée des problèmes, et nous en crée aussi. Le cadre collectif dans lequel nous avons l'habitude de nous inscrire, à savoir celui de l'Etat, craque parce qu'on s'interroge sur sa capacité d'agir, sur le bien-fondé de ce qu'il a fait — bien ou mal — dans le contexte du débat entre social-démocratie et libéralisme. Ses cadres apparaissent désormais trop étroits par rapport aux enjeux mondiaux.

Notre premier problème consiste à parvenir, à petits pas, à travers essais, erreurs, discussions et négociations, à construire le minimum de réglementation qui nous permettra d'encadrer l'économie mondialisée dans laquelle nous sommes entrés. Nous devons aussi nous habituer à redécouvrir les cadres sociaux de notre action collective. J'ai dit que l'un des petits pas vers l'amélioration de la situation consistait dans la possibilité pour les organisations syndicales de faire entendre leur voix partout dans le monde. J'ai dit cela parce que je sais pertinemment que le phénomène de l'exploitation n'a pas pris fin, et que les négociations collectives restent importantes dans de nombreux pays. Mais dans le monde occidental, nous devons penser aux limites dans lesquelles s'insèrent les organisations syndicales. Nos sociétés, aujourd'hui, souffrent de l'exclusion plutôt que de l'exploitation. Ce n'est pas plus facile. C'est même pire, dans la mesure où l'exclusion se développe au quotidien, dans l'indifférence générale.

Nous avons, en d'autres termes, d'énormes problèmes à résoudre. Il n'y a aucune raison de penser que nous n'en sommes pas capables. Je ^{p.313} pense simplement que les réponses dont nous avons besoin ne se trouvent pas dans le passé, mais dans l'avenir. Elles résident dans la construction d'un ordre international satisfaisant — ce qui ne peut être que long, compliqué et difficile —

Incertaine Planète

, dans une réflexion originale sur le rôle de l'Etat, dans la recherche de formes nouvelles d'insertion des individus dans la société. Nous tous, jeunes ou vieux, n'avons aucune raison d'être pessimistes et de nous croire incapables de faire ce que nos pères ont fait au cours des années 1940 et 1950. La tâche est un peu plus compliquée, parce que nous devons partir d'un monde déjà construit, alors que nos pères travaillaient sur des décombres. Mais je préfère relever ce défi, plutôt que de vivre au milieu des ruines d'une guerre mondiale qui a pris des dizaines de millions de vies humaines. En ce sens, les conditions que nous connaissons sont bien meilleures que celles qu'ont connues nos parents avant de nous passer le témoin.

Comment passerons-nous, à notre tour, le témoin à nos enfants ? Dans de bonnes conditions et dans un monde restauré ? Je ne suis ni optimiste ni pessimiste. Je fais confiance à la théorie des petits pas et des réponses au quotidien. Je n'ai aucune raison de penser que nous ne serons pas capables de nous en sortir.

@

POUR UNE PLANÈTE INCERTAINE UN ÉTHOS PLANÉTAIRE ¹

INTRODUCTION

par Marc Faessler
théologien et pasteur

@

p.315 Sur notre incertaine planète balayée par les rafales de tant de vents contraires, les religions occupent une position paradoxale. Car elles témoignent indubitablement de la persistance dans l'intériorité humaine d'une ouverture sur l'absolu et l'ultime. Mais, en même temps, le lien que leurs institutions ont tissé avec l'histoire culturelle et conflictuelle des diverses parties du globe, les entraîne dans la contingence de luttes idéologiques où elles en viennent, dans une sorte de malheur tragique, à servir de sourdes justifications à des antagonismes violents. Ce paradoxe n'est pas acceptable. Il nous appelle à faire effort pour retrouver la vocation essentielle du religieux qui est de relier la finitude à l'Infini, et donc de pacifier les humains entre eux par la médiation de la visée éthique qu'il leur inspire.

Sur cette voie positive et nécessaire, Hans Küng, que nous avons le privilège d'accueillir, a eu l'audace de s'aventurer avec une force de conviction et une nouveauté d'approche remarquables. Quittant très tôt le terrain de l'œcuménisme intrachrétien dont il fut un pionnier, il publia, en 1965 déjà, un ouvrage non traduit au titre révélateur : *Christenheit als Minderheit. Die Kirche unter den Weltreligionen* ² (Le christianisme, religion minoritaire. L'Eglise parmi les religions du monde). La fenêtre était ouverte vers l'oïkoumène d'un dialogue interreligieux, que préparèrent d'importants travaux théologiques sur Hegel, sur l'être chrétien, et sur le possible même de Dieu comme alternative au nihilisme, selon la voix p.316 prophétique de la révélation biblique et monothéiste, et selon les voies mystiques ou de sagesse des religions orientales. Il en est résulté une œuvre unique et nouvelle dans la constellation théologique actuelle. Elle se

¹ Le 29 septembre 1995.

² Einsiedeln, Benziger Verlag, 1965.

Incertaine Planète

caractérise par deux avancées originales. La première consiste à proposer, autour de la notion de *paradigme*, une méthode heuristique capable de reconsidérer le bien propre de chaque religion ou de ses diverses traditions, sous l'angle de la trame fondamentale qui sous-tend, par un ensemble de croyances et de valeurs, l'adhésion à un éthos, à une visée éthique, qui viendrait — dans la trace ombrée et multiple de l'absolu — fonder une même responsabilité planétaire commune. La seconde avancée consiste à refuser d'œuvrer théologiquement dans une réflexion solitaire, pour entrer dans une véritable élaboration commune avec des représentants de toutes les grandes religions mondiales, sur la modalité d'un dialogue exigeant, sans relativisme ni absolutisme, profitable justement par l'articulation des différences et des convergences qu'il parvient à mettre en lumière.

Ce que le professeur Hans Küng aime appeler, après J.-F. Lyotard, la « postmodernité » dont le paradigme de mondialisation nous entraîne vers le troisième millénaire, exige de nous, au minimum, ce requis inconditionnel : il faut que l'humanité soit. L'humanité d'autrui comme l'humanité dans son ensemble. Or cette exigence éthique — nous en faisons tous les jours la douloureuse expérience — ne s'impose plus, comme a pu le penser Kant, tel un impératif catégorique inné. Le caractère contraignant de son obligation doit pouvoir s'ancrer dans un fondement qui, d'une manière ou d'une autre, relève de l'Absolu. Le christianisme, les grandes religions, en tant que témoins de l'ouverture que l'Infini crée en l'humain ou de l'ouverture par laquelle les humains s'ouvrent à l'Infini, se voient de la sorte convoqués à la tâche redoutable d'éclairer le lien qui lie l'acquiescement au don d'être et la Transcendance qui le fonde. Sans doute ce lien se noue-t-il, dans l'interhumain, au suspens éthique d'un accueil de Dieu dans la dignité d'autrui. Du moins est-ce l'éthos vers lequel pourraient se découvrir converger toutes les grandes traditions religieuses, rendues d'autant plus fortes et plus dignes de créance pour en proposer le sens qu'elles en auront reconnu l'incidence critique sur leurs propres institutions et pratiques.

Sur ce chemin exigeant qui réclame un souffle venu des hauteurs, Hans Küng nous entraîne avec détermination et générosité.

@

Incertaine Planète

HANS KÜNG Né en 1928 à Sursee (Suisse). A étudié de 1948 à 1955 la philosophie et la théologie à l'Université pontificale grégorienne, à Rome. Ordonné prêtre en 1954. Etudes à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris, 1955. Doctorat en théologie en 1957 (« Justification. La doctrine de Karl Barth et une réflexion catholique »). De 1957 à 1959, fonctions pastorales à la Cathédrale de Lucerne. De 1960 à 1963, professeur ordinaire de théologie fondamentale à la Faculté de Théologie catholique de l'Université de Tübingen. De 1963 à 1980, professeur ordinaire de dogmatique et de théologie œcuménique à cette même faculté et directeur de l'Institut de recherches œcuméniques de l'Université de Tübingen. Dès 1980, professeur ordinaire et titulaire de la chaire autonome de théologie œcuménique et toujours directeur de l'Institut de recherches œcuméniques de l'Université de Tübingen. Très nombreuses publications. Editeur de diverses revues. Docteur Honoris causa de plusieurs universités.

CONFÉRENCE DE HANS KÜNG

@

Introduction ¹

p.317 Notre planète vit une époque exaltante. En l'espace de moins de vingt années frénétiques, le scénario de l'histoire mondiale s'est modifié au travers de formidables turbulences : l'effondrement du système soviétique, la réunification de l'Allemagne, la démocratisation des Etats de l'ancien bloc de l'Est. En dépit des difficultés économiques colossales des membres de l'ancien « Pacte de Varsovie », de l'Allemagne de l'Est aussi, le changement porte tout de même vers un mieux.

En même temps, notre planète traverse une crise fondamentale : une crise de l'économie mondiale, de l'écologie planétaire et de la politique universelle. Partout on déplore

¹ Cet exposé, donné dans le cadre des Rencontres Internationales de Genève sous une forme orale plus directe et personnelle, se fonde sur les publications suivantes de Hans Küng : *Projet d'éthique planétaire. La paix mondiale par la paix entre les religions*, Paris, Le Seuil, 1992 ; *Le Judaïsme*, Paris, Le Seuil, 1995 ; avec Karl-Josef Kuschel (éd.), *Manifeste pour une éthique planétaire*, Paris, Le Cerf, 1995. Les développements, présentés ici de manière simplifiée, pourront être approfondis par la lecture de ces ouvrages.

Incertaine Planète

l'absence d'une vision d'ensemble, l'inquiétant blocage causé par l'accumulation des problèmes irrésolus ; la paralysie du pouvoir politique dont la gestion ^{p.318} médiocre, le plus souvent insuffisamment préoccupée du bien commun, manque de pénétration et d'envergure. Pour relever les défis nouveaux, on ne propose que trop de réponses surannées.

Sur notre planète, des centaines de millions d'humains souffrent chaque jour du chômage, de la pauvreté, et de la destruction de la famille. L'espoir d'une paix durable entre les peuples s'estompe une fois de plus. Les tensions entre les sexes et les générations atteignent un niveau inquiétant. Les enfants meurent ; ils tuent ou sont tués. De plus en plus nombreux se comptent les Etats secoués par des affaires de corruption politique ou économique. La *convivialité* pacifique devient chaque jour plus laborieuse dans beaucoup de nos villes, menacées qu'elles sont par les conflits sociaux, raciaux et ethniques, la drogue, la criminalité organisée, et même l'anarchie (les voisins eux-mêmes vivent souvent dans l'angoisse de leurs voisins). Comme jamais auparavant, notre planète est livrée au pillage irréfléchi. Elle est menacée d'un effondrement de son écosystème.

Constamment, en de nombreux endroits de notre planète — nous en sommes témoins —, des chefs religieux et leurs adeptes attisent le climat d'agressivité, le fanatisme, la haine et les inimitiés ; ils vont jusqu'à inspirer et justifier les discours violents et les appels au sang. La religion est souvent utilisée comme simple instrument de pouvoir politique et exploitée à des fins guerrières.

Incertaine Planète

1. Défis et réponses

1. Nous vivons sur une planète où nous observons des tensions nouvelles et des polarisations dangereuses entre croyants et non-croyants, cléricaux et anticléricaux — non seulement en Russie, en Pologne et en Allemagne de l'Est, mais aussi en France, en Algérie et en Amérique du Nord... A ce défi je réponds : il n'y aura pas de survie de la démocratie sans une coalition des croyants et des non-croyants dans un respect mutuel !

Un nouvel ordre mondial et une nouvelle paix mondiale supposent une grande coalition des croyants et des non-croyants.

^{p.319} Donc pas de « réévangélisation » tournée vers le passé de l'Europe ou du monde, qui vise, en fait, à une « recatholicisation » médiévale (avec l'accent mis sur la morale sexuelle, la législation conjugale et la restauration de la puissance de l'Eglise).

Mais pas davantage une « sécularisation » croissante, comme en Europe occidentale, dans le sens d'un sécularisme sans Dieu, qui prive en fait l'homme de tout horizon de sens dans sa vie, de tout critère moral et de toute patrie spirituelle.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un renouveau spirituel de l'Europe et du monde. Les religions peuvent y apporter leur contribution propre.

Mais beaucoup diront : ne vivons-nous pas dans une période de nouvelle confrontation culturelle ? C'est certain.

2. Nous vivons sur une planète où l'humanité est menacée par une « confrontation des civilisations » (« *clash of civilisations* ») —

Incertaine Planète

par exemple entre la civilisation musulmane ou le confucianisme et la civilisation occidentale. Nous sommes moins menacés par une nouvelle guerre mondiale que par des conflits sérieux éclatant dans un pays donné, dans telle ville, rue ou école.

A ce défi je réponds : il n'y aura pas de paix entre les civilisations sans paix entre les religions !

Malheureusement, la religion est la dimension qui fait défaut dans les critères d'analyse en science politique. Prenez l'exemple de l'ex-Yougoslavie. La dimension religieuse était incontestablement présente dans ce conflit. La religion peut attiser et prolonger les guerres, mais elle peut aussi les éviter et les raccourcir. Et, même si la guerre du Golfe et celle de l'ex-Yougoslavie n'étaient pas des guerres religieuses, elles n'en étaient pas moins légitimées par les religions — des deux côtés —, et, pour une part, inspirées et alimentées par elles.

Mais des révolutions pacifiques en Pologne, dans l'ex-RDA, en Tchécoslovaquie, en Afrique du Sud et dans les Philippines ont ^{p.320} montré que la religion peut aussi avoir une influence pacificatrice. Aussi la question s'impose-t-elle : est-ce une illusion de croire que la guerre de l'ex-Yougoslavie aurait pu être évitée si l'on avait enfin pris au sérieux la question ethnique et religieuse qui empoisonne depuis plusieurs décennies les relations entre les différentes parties ?

Or beaucoup posent la question : ne sont-ce pas précisément les religions qui très souvent inspirent et légitiment la haine, l'inimitié et la guerre ? Cela est aussi vrai.

3. Nous vivons sur une planète où dans beaucoup de pays la

Incertaine Planète

paix est menacée par toutes sortes de fondamentalismes religieux, chrétien, musulman, juif, hindou, bouddhiste ; un fondamentalisme moins fondé dans la religion elle-même que dans la misère sociale, dans la réaction au sécularisme occidental et dans le désir bien répandu d'une orientation fondamentale de sens pour la vie.

A ce défi je réponds : il n'y aura pas de paix entre les religions sans un dialogue entre les religions !

Tout dialogue entre les religions présuppose l'autocritique de sa propre religion, y compris du christianisme. Sans cette autocritique, il n'y a pas de crédibilité auprès des autres. Or le catholicisme romain officiel ne pratique guère cette autocritique aujourd'hui. On se plaint beaucoup, de nos jours, au sein de la chrétienté, du fondamentalisme islamique fanatique (et pour une part aussi juif), et l'on oublie que le mot même de « fondamentalisme » vient du protestantisme qui pense trouver sa propre sécurité intérieure et garantir son assurance face aux autres en s'accrochant à la lettre de la Bible. Mais le catholicisme connaît lui aussi une variante du fondamentalisme, dans la mesure où la direction actuelle de l'Église identifie la foi catholique avec les traditions ultimes de l'Église et cherche, avec sa « réévangélisation » et sa « recatholicisation », à faire entrer à nouveau de force les catholiques dans un paradigme médiéval de l'Église et de la société — sans prendre en compte, en « marginalisant » plutôt, les protestants, les orthodoxes et les juifs.

^{p.321} Mais beaucoup objectent : n'y a-t-il pas tant de différences et d'obstacles dogmatiques entre les diverses religions que le dialogue réel est réduit à une illusion naïve ? Et c'est également vrai.

Incertaine Planète

4. Nous vivons sur une planète où des relations meilleures entre les religions sont bloquées par toutes sortes de dogmatismes qui n'existent pas seulement dans l'Eglise catholique romaine, mais dans toutes les Eglises, dans toutes les religions et idéologies.

A ce défi je réponds : il n'y aura pas de nouvel ordre du monde sans une nouvelle éthique pour le monde, sans une éthique planétaire, malgré toutes les différences dogmatiques.

Les religions peuvent apporter leur contribution propre. En partant chacune de sa propre tradition et en dépit de toutes leurs différences dogmatiques, elles peuvent s'engager ensemble sur la voie d'un éthos commun de l'humanité. Cet éthos n'est pas à « inventer », il est déjà profondément enraciné dans les traditions religieuses : dans les Dix Commandements de la Bible hébraïque comme dans les textes clefs du Nouveau Testament et du Coran — avec des parallèles, aussi, dans les grands écrits révélés des autres religions (d'origine indienne et chinoise).

II. Nouvel ordre de la planète et éthique planétaire

Un meilleur ordre du monde ne signifie pas anticipation d'un état paradisiaque, il ne s'agit pas d'un état idéal sans rivalités économiques, sans tensions sociales et sans conflits ethniques ni nationaux. Il n'y a jamais eu de monde saint et il n'y en aura jamais ici-bas. Par meilleur ordre du monde, nous entendons un état de relative stabilité économique et une garantie de paix, comme c'est le cas dans les Etats européens, après des siècles de rivalité économique-politique et de conflits guerriers. Mais comment y arriver ? A partir de quelles bases ?

Incertaine Planète

1. On ne parviendra pas à un meilleur ordre du monde en se contentant : p.322

- d'offensives *diplomatiques*, qui, trop souvent, ne visent que les gouvernements, non les peuples, et qui, trop souvent, ne réussissent pas à assurer la paix et la stabilité de la région ;

- d'aides *humanitaires* (vivres, médicaments), qui ne peuvent se substituer aux actions politiques (contre les expulsions et les guerres) ;

- d'interventions *militaires*, qui produisent souvent plus d'effets négatifs que d'effets positifs ;

- du seul « droit international » si ce dernier repose sur une souveraineté sans restriction des Etats et s'il prend davantage en compte les droits des Etats que ceux des peuples et des hommes.

Les guerres du Golfe et de l'ex-Yougoslavie ont précisément montré que le droit des peuples, sous la forme minimale qui a été la sienne jusqu'ici, ne suffit pas, mais qu'il a besoin de la motivation, de l'étayage et de la complémentarité éthique. Quand un tyran essaie de tuer ou d'exiler tout un peuple (les Kurdes ou les Bosniaques), on ne peut pas s'en tenir simplement à la charte de l'ONU, aux sacro-saints principes de la souveraineté de l'Etat, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Il faut, dans un tel cas, codifier le droit des peuples formulé par l'ONU dans une perspective éthique, pour que la Déclaration des droits de l'homme ne reste pas un ensemble de « recommandations » aux nations, mais devienne un droit s'imposant à tous. En cas de crime manifeste contre l'humanité (extermination d'un peuple), le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat céderait le pas à une intervention de la communauté des nations, juridiquement fondée et appropriée.

Incertaine Planète

2. Un nouvel ordre du monde ne pourra donc s'édifier que sur la base de :

- plus d'optiques, d'idéaux, de valeurs, d'objectifs et de critères communs ; p.323

- une responsabilité accrue des peuples et de leurs dirigeants ;

- une éthique nouvelle englobant les cultures et les religions, une éthique qui lie tous les hommes et les relie entre eux, qui lie aussi les Etats et les détenteurs du pouvoir. C'est là ce que suggère le *Projet d'éthique planétaire* : pas de nouvel ordre de la planète sans nouvel éthos planétaire.

Non, ce dont nous avons le plus urgent besoin, ce ne sont pas des lois plus rigoureuses et des châtements plus rapides pour les criminels, même si cela peut aussi parfois se révéler nécessaire (contre les exportations illégales d'armes, par exemple). Nous avons besoin d'une réflexion plus approfondie sur les actes et idéaux moraux acquis. *Quid leges sine moribus ?* A quoi bon toutes les lois sans moralité ? A quoi bon même un système de droit international en l'absence de volonté morale des hommes, qui fait qu'ils s'y tiennent ? A quoi bon une diplomatie qui ne reconnaît pas d'autres valeurs que l'intérêt national ? La bonne foi, la loyauté et la générosité ne se prescrivent pas. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réflexion sur nous-mêmes, sans préjugés ; c'est d'une plus grande autorégulation éthique de tous les responsables dans les champs de l'économie, des sciences, de l'administration, de la politique et de la diplomatie. Il n'en va pas seulement de questions de technique et d'organisation, mais de questions éthiques !

III. *Fonction d'une éthique planétaire*

Personne aujourd'hui n'oserait le mettre en doute : une époque comme la nôtre, caractérisée par la dimension planétaire de la politique, de la technologie, du commerce et de la civilisation, appelle une éthique (ou éthos) planétaire, c'est-à-dire un accord fondamental en matière d'axiologie, de critères indiscutables et de choix essentiels. A défaut d'un consensus éthique fondamental, toute communauté court tôt ou tard le risque du chaos ou de la dictature. Un ordre mondial meilleur ne peut se concevoir sans éthos planétaire !

p.324 Raymond Boudon, dans sa conférence, a expliqué que plusieurs facteurs permettent de comprendre l'installation de ce relativisme. Il est, nous dit Tocqueville, un produit naturel de la « démocratie ». Il est aussi encouragé par la mondialisation des échanges. Mais comprendre et justifier sont deux choses différentes : on peut comprendre le développement du relativisme et montrer dans le même temps qu'il n'est pas justifié. La variabilité des valeurs dans le temps et dans l'espace n'implique en aucune façon qu'elles ne puissent être fondées objectivement, ni qu'il n'existe pas des valeurs universelles. Il est important de le comprendre, car le règne du relativisme est certainement l'une des causes du désarroi moderne.

Cette question d'une commune éthique planétaire est plus qu'une simple affaire interne aux religions. C'est *la société tout entière qui est interpellée*, au moment où, après le meurtre d'un enfant de deux ans par deux garçons de dix ans, même un magazine comme *Der Spiegel* dénonce en son titre une crise de sens ou d'orientation (« *Orientierungsschungel* », une jungle d'orientation), une disparition des tabous sans exemple dans

Incertaine Planète

l'histoire de la culture : « La jeune génération doit supporter un bouleversement des valeurs malaisé à évaluer. Les critères francs du droit et de l'injustice, du bien et du mal, que parents, école et Eglises, voire même souvent chefs politiques, pouvaient proposer jusque dans les années 1950 et 1960, sont devenus aujourd'hui bien peu disponibles » (N° 9, 1993.)

Et à l'occasion de trop nombreux scandales dans les milieux politiques, industriels et syndicaux, Theo Sommer, l'éditeur du grand hebdomadaire allemand *Die Zeit*, s'adresse à la conscience des intellectuels : « Les intellectuels de ce pays doivent décidément s'interroger eux-mêmes. Beaucoup ont prêché la réalisation personnelle jusqu'à l'excès ; ils ont ridiculisé la vertu, la respectabilité, le style ; ils ont un temps poussé le caprice postmoderne à ce point que, conformément à la devise « tout est bon », rien n'est plus interdit. La communauté est ainsi sacrifiée sur l'autel de la critique. Les critères se dissolvent dans l'acide de la critique » (Editorial du 21 mai 1993.)

^{p.325} Cette crise de sens et d'orientation n'est pas le problème de la seule Europe, mais de l'Amérique aussi et, davantage encore, des territoires de l'ancienne URSS et de la Chine ; bref, elle est aujourd'hui un problème mondial.

Ethique planétaire ne signifie ni idéologie planétaire, ni religion mondiale unitaire à côté des religions existantes, ni quelque forme syncrétiste de toutes les autres religions. Notre humanité est lasse des idéologies unitaristes et les diverses religions du monde sont de toute manière si différentes dans l'expression de leurs croyances et dans leurs dogmes, dans leur symbolique et leurs rites, que tout effort d'« unification » est dénué de sens : il n'aboutirait qu'à un imbuvable cocktail.

Incertaine Planète

Une éthique planétaire ne prétend pas davantage remplacer l'exigence éthique propre aux différentes religions, par une espèce de plus petit dénominateur. La Torah des juifs, le Sermon sur la montagne des chrétiens, le Coran des musulmans, la Bhagavadgita des hindous, le discours du Bouddha, les sentences de Confucius : tous les textes demeurent les fondements de la foi et de la vie concrète pour des centaines de millions d'êtres humains, leur humus mental et l'inspiration de leur action. De quoi s'agit-il alors ?

Une éthique planétaire prétend reconnaître les exigences déjà communes aux diverses religions du monde, en dépit de leur diversité, et se les réapproprier en matière de comportement humain, de valeurs morales et de convictions éthiques fondamentales. En d'autres termes : loin de constituer un effort de réduction à un minimalisme éthique, l'éthique planétaire découvre plutôt ce que les religions du monde partagent déjà comme minimum éthique commun ¹.

L'éthique planétaire n'est aucunement un reproche adressé à quiconque : elle invite plutôt croyants et non-croyants à faire leur cette perspective et à en inspirer leur action. p.326

IV. La Déclaration sur une éthique planétaire, promulguée par le Parlement des religions du monde à Chicago le 4 septembre 1993

Pour la première fois dans l'histoire des religions, au cours de sa session de Chicago, du 28 août au 4 septembre 1993, à laquelle participaient 6.500 personnes, le conseil du Parlement des religions du monde a pris le risque de faire élaborer et de proposer un *Manifeste pour une éthique planétaire*. Comme il fallait s'y

¹ L'éthique planétaire doit se définir comme l'accord fondamental concernant les valeurs permanentes, les critères inébranlables et les dispositions essentielles de la personne.

Incertaine Planète

attendre, cette déclaration a suscité d'âpres discussions au sein du Parlement. Mais on doit se réjouir de l'issue du travail : à une époque où de nombreuses religions se trouvent impliquées dans des conflits politiques, voire dans des guerres sanglantes, les représentants de ces religions, indistinctement des plus et des moins importantes, ont, par leur signature, fait leur cette déclaration ; engageant du même coup les innombrables croyants dont ils sont les représentants de par le monde.

La Déclaration de Chicago se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme, par les Nations Unies en 1948. Ce que ce texte a solennellement proclamé au plan du droit, nous avons voulu le confirmer et l'approfondir au niveau de l'éthique : la reconnaissance plénière de l'intégrité de la personne humaine, sa liberté inaliénable, le principe de l'égalité foncière de tous les humains, l'indispensable solidarité et la mutuelle interdépendance de tous.

Forts de notre expérience existentielle et de l'histoire de notre planète, si souvent traversée d'appels au secours, nous avons appris qu'un ordre mondial meilleur ne peut se construire ni être imposé à coup exclusif de lois, d'ordonnances ou de conventions. Que garantir la paix, la justice et la sauvegarde de la planète suppose, dans l'esprit des personnes, vision et disposition à accorder prix au droit. Que l'engagement au bénéfice du droit et de la liberté suppose une conscience de la responsabilité et des devoirs ; et qu'il faut donc à ce propos mobiliser la tête et le cœur ; que sans moralité, le droit est bien fragile : à la longue, il cède. Il n'y a donc pas de nouvel ordre mondial à attendre, qui ne soit protégé par une éthique planétaire correspondante. p.327

Incertaine Planète

V. Une exigence fondamentale :

chaque humain doit être traité humainement

Nous sommes constitutivement fragiles, imparfaits, marqués par la limite et le manque. Nous connaissons la réalité du mal. C'est précisément pourquoi, soucieux du bien de toute l'humanité, nous éprouvons le besoin d'explicitier les lignes essentielles d'une éthique commune à cette humanité, tant pour les individus que pour les collectivités et les organisations, pour les Etats comme pour les religions elles-mêmes. Car nous en avons la conviction : nos traditions religieuses et éthiques, vieilles parfois de plusieurs milliers d'années, véhiculent de très nombreux éléments d'une éthique accessible et vivifiante pour toutes les personnes de bonne volonté, croyantes ou non.

Par ailleurs, nous en sommes conscients : nos différentes traditions religieuses et éthiques fondent, de manière souvent très diverse, ce qui sert l'homme et ce qui lui peut nuire, ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, le bien et le mal. Il ne s'agit pas d'estomper ou de gommer les caractéristiques propres et souvent profondes des unes et des autres religions. Mais elles ne doivent pas nous empêcher de proclamer bien haut ce que nous partageons déjà en commun et ce à quoi, ensemble, nous nous sentons déjà obligés, en raison de nos fondements religieux et éthiques respectifs.

Il nous paraît clair aussi que les religions ne sont pas à même de résoudre tous les problèmes écologiques, économiques, politiques et sociaux de la planète. Mais du moins peuvent-elles obtenir ce que les plans économiques, les programmes politiques et les régulations juridiques, laissés à eux-mêmes, ne peuvent réaliser : la modification de la disposition intime ou de la mentalité

Incertaine Planète

dans son ensemble, c'est-à-dire le changement du « cœur » des hommes — les amener à cette conversion, ce « retournement » par lequel on quitte un chemin de mort pour suivre une nouvelle orientation de vie. Sans aucun doute, l'humanité requiert des réformes sociales et écologiques, une réforme des structures ; mais elle demande avec non moins d'urgence une rénovation spirituelle. (En raison de notre propre disposition religieuse et spirituelle, c'est à ce ^{p.328} renouveau que nous entendons nous rattacher particulièrement, conscients que les énergies spirituelles des religions peuvent précisément garantir la confiance fondamentale, l'horizon de sens, les critères ultimes et la patrie spirituelle souhaitée.)

Cependant, (relativement à cette attente), les religions ne seront crédibles que pour autant qu'elles renoncent à tout conflit, dont elles seraient elles-mêmes la source ; c'est-à-dire dans la mesure où au contraire elles déposent présomption, méfiance, préjugés et stéréotypes hostiles, et manifestent respect aux traditions, sanctuaires, fêtes et rites des autres croyants.

Nous le savons tous : aujourd'hui comme par le passé, partout sur la planète des humains sont encore traités inhumainement. Ils sont privés de leurs chances existentielles et de leur liberté ; leurs droits sont foulés aux pieds et leur dignité méconnue. Mais que cela se passe dans les faits ne confère pas un droit de le commettre ! Face à tout comportement inhumain, nos convictions religieuses et éthiques protestent : toute personne humaine doit être traitée humainement !

Qu'est-ce à dire ? Sans considération d'âge, de sexe, de race, de couleur de la peau, d'aptitude physique ou mentale, de langue, de religion, d'appartenance politique, d'origine nationale ou sociale

Incertaine Planète

— toute personne humaine possède une inaliénable et inaltérable dignité. Tous sont donc contraints, les individus comme les Etats, de respecter cette dignité et de lui garantir protection efficace. En matière économique ou politique aussi, à propos des médias, dans les instituts de recherche et les entreprises industrielles, la personne humaine sera toujours considérée comme sujet de droit et fin en soi, jamais comme un simple moyen ou un objet commercialisable, instrument au service de l'industrie. Personne n'est jamais « au-delà de la sphère du bien et du mal » : ni l'individu, ni la couche sociale, ni l'influence du groupe d'intérêt, ni le puissant cartel, ni l'appareil policier, ni l'armée, ni l'Etat. Au contraire, douée qu'elle est d'intelligence et de conscience, toute personne humaine est contrainte de se comporter humainement, jamais inhumainement. Faire le bien et éviter le mal !

p.329 Notre déclaration veut expliciter le sens concret de cette exigence. Nous entendons rappeler les normes éthiques, inébranlables et absolues, garantissant un nouvel ordre mondial. Ces normes ne devraient être ni des chaînes ni des liens, mais plutôt des aides et des soutiens, au service de l'orientation de l'action, des valeurs existentielles, des dispositions fondamentales et du sens de l'existence, à retrouver toujours dans sa fraîcheur et à mettre davantage en œuvre.

Un deuxième principe se retrouve depuis des milliers d'années dans beaucoup de traditions religieuses et éthiques de l'humanité, qui l'ont conservé ; c'est la « règle d'or » : ce que tu ne veux pas qu'on fasse à ton endroit, ne le fais pas à l'endroit d'aucun autre. Ou exprimée positivement : agis au bénéfice des autres comme tu souhaites qu'on agisse à ton égard ! Ce devrait être la norme inébranlable et inconditionnelle pour tout domaine de la vie, des

Incertaine Planète

familles, des collectivités, des races, nations et religions.

Les égoïsmes de toute sorte sont à rejeter — individuels ou collectifs — s'ils s'expriment dans les préjugés de classe, de race, et déterminent nationalisme ou sexisme. Nous les condamnons, car ils sont un obstacle à ce que la personne humaine soit considérée selon la vérité de son « humanité ». L'affirmation ou la réalisation de soi sont parfaitement légitimes — tant qu'elles ne se désolidarisent pas de la responsabilité vis-à-vis de soi et du monde, ou de l'engagement pour le prochain et la planète terre.

Vous voyez : à ce principe, correspondent des critères très concrets auxquels nous avons à rester fidèles. Quatre très anciennes orientations d'ensemble s'en dégagent, qui se retrouvent dans la plupart des religions.

VI. Quatre directives irrévocables

1. Une obligation à la non-violence et au respect pour toute forme de vie.

Les anciennes grandes traditions religieuses et éthiques de ^{p.330} l'humanité nous proposent une directive : tu ne tueras point ! Ou, positivement, respecte la vie !

2. Une obligation à la solidarité et un ordre économique juste.

Tu ne voleras pas ! Ou, positivement : agis en droiture et honnêtement !

3. Tolérance et loyauté de vie. Tu ne mentiras pas ! Ou, positivement : parle et agis en vérité !

4. Égalité des droits et partenariat entre les sexes.

Incertaine Planète

Tu ne forniqueras pas ! Ou, positivement : respectez-vous et aimez-vous les uns les autres !

Voilà, ce ne sont que les titres. Je vais vous donner, comme exemple, le *troisième paragraphe* : Tolérance et loyauté de vie, ou mieux : être vrai.

« Dans toutes les régions et religions du monde, nombreux sont ceux qui, aujourd’hui même, sont préoccupés d’une vie en loyauté et vérité. Et pourtant, le monde présent est plein de mensonge et de mirage, d’escroquerie et d’hypocrisie, d’idéologie et de démagogie : politiciens et hommes d’affaires, qui se servent du mensonge comme instrument d’action et de succès ; médias, qui remplacent la nouvelle objective par une propagande idéologique, ou l’information par la désinformation, la simple vérité loyalement exposée par un cynique intérêt commercial ; hommes de science et chercheurs qui se font les otages de programmes idéologiques ou politiques, ou de groupes dirigés par l’intérêt économique, dont on peut questionner la moralité ; ou qui justifient des recherches lésant les valeurs éthiques fondamentales ; responsables religieux ou adeptes, lorsqu’ils qualifient de moins valables les autres croyances, ou prêchent le fanatisme et l’intolérance plutôt que le respect, la compréhension mutuelle ou la bienveillance.

A. — Et pourtant les anciennes grandes traditions religieuses et éthiques nous répètent leur avertissement : tu ne mentiras pas !

^{p.331} Ou, positivement : *parle et agis en vérité !* Ici encore, réfléchissons aux exigences actuelles de ce très vénérable

Incertaine Planète

commandement : il n'existe pas d'être humain, d'institution, d'Etat ni même d'Eglise ou de communauté religieuse qui puisse s'arroger le droit de proférer une non-vérité.

B. — Et cela vaut en particulier :

- pour les médias : la liberté d'information leur est à juste titre garantie au service de la vérité ; ils exercent dès lors dans la société une fonction de surveillance et de contrôle. Ils ne sont pas au-dessus de la morale : la dignité des personnes, les droits humains et les valeurs essentielles ne cessent pas de les obliger. Il leur est interdit de s'immiscer dans la vie privée d'autrui, de déformer la vérité ou de manipuler l'opinion publique ;

- en matière d'art, de littérature ou de science : la liberté académique et celle de l'artiste sont très légitimement protégées. Mais elles ne sont jamais exemptes de la norme générale éthique : elles doivent au contraire servir la vérité ;

- en politique, pour les responsables et les partis : quand ils mentent effrontément au peuple, quand ils manipulent la vérité, quand ils cèdent à la corruption ou mènent une politique de puissance, leur crédibilité est ruinée ; ils méritent la perte de leur mandat et l'abandon de leurs électeurs. Inversement, les politiques qui ont le courage de parler toujours en vérité doivent être encouragés par l'opinion publique ;

- pour les représentants des religions enfin : en attisant la haine et l'hostilité ou en répandant les préjugés à l'endroit des croyants des autres religions, en invitant au fanatisme et, plus grave encore, en provoquant ou essayant de justifier les guerres de religion, ces personnes méritent la condamnation et le rejet par leurs disciples.

Incertaine Planète

Que personne ne s'abuse : il ne saurait y avoir de justice mondiale, sans droiture et loyauté entre les hommes !

C. — ^{p.332} Voilà pourquoi c'est au sein de la famille et dès l'école que les jeunes doivent être formés à l'exercice de la loyauté en pensée, paroles et action. Chacun a droit à la vérité et à la loyauté. Chacun a droit à l'information nécessaire et à la formation, afin de pouvoir prendre les décisions fondamentales de l'existence. Sans cette orientation éthique de base, il n'y a guère moyen de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Dans le flot actuel d'information quotidienne, les critères éthiques constituent une aide, à l'heure où les faits risquent d'être déformés, les intérêts camouflés, les désirs exaspérés et les opinions absolutisées.

D. — Dans l'esprit de nos grandes traditions religieuses et éthiques, être authentiquement humain se traduit comme suit : loin de confondre liberté arbitraire ou pluralisme avec indifférence, il y a lieu de valoriser la vérité ; refuser de vivre dans la déloyauté, la comédie ou l'opportunisme, mais cultiver la droiture dans les relations quotidiennes entre humains ; au lieu de répandre des demi-vérités partisans, en loyauté sans faille, chercher toujours la vérité ; refusant de caresser l'opportunisme, servir sérieusement et avec constance la vérité une fois reconnue. »

Conclusion

Cette déclaration constitue désormais la base d'une discussion plus large et d'une dynamique d'adhésion, ainsi engagées — nous osons l'espérer — dans toutes les religions. Car bien entendu, comme ce fut le cas pour la première Déclaration des droits de l'homme en 1776, dans le contexte de la révolution américaine, ce

Incertaine Planète

Manifeste pour une éthique planétaire ne marque pas un point final, mais constitue un point de départ. D'entrée de jeu, il était clair pour chacun (et ce fut explicitement réaffirmé à l'issue des travaux du Parlement) que le Manifeste était considéré comme une première ébauche d'une éthique globale ; ce document n'avait que la prétention de mettre en branle, au sein des différentes religions, une dynamique de transformation du comportement humain, en matière d'intelligence, de respect et de coopération éthique. Si tout se développe conformément à nos souhaits, nous devrions, assez rapidement, présenter d'autres déclarations, précisant ultérieurement, concrétisant ou illustrant l'éthique planétaire des religions. On peut même espérer un jour une déclaration d'éthique planétaire des Nations Unies, venant étayer moralement au même titre que la conscience, la Déclaration des droits de l'homme, de ces droits si souvent ignorés ou atrocement blessés.

Pareille espérance n'est-elle pas naïve illusion ? Cette déclaration peut-elle être reçue par les différentes religions ? Nos espoirs sont-ils réalistes ?

La Croix-Rouge est issue d'un petit « comité », réuni autour d'Henri Dunant ; pour cette raison, elle s'appelle encore aujourd'hui « le Comité de la Croix-Rouge ». Elle offre peut-être l'exemple le plus encourageant d'un tout petit groupe à l'origine d'une initiative grandiose. Au départ, elle pouvait apparaître sans grand avenir ; elle était pourtant riche de potentialités à retentissement mondial. Ainsi la Déclaration pour un éthos planétaire, due à l'initiative d'une très modeste cellule.

Aux sceptiques professionnels et aux incorrigibles pessimistes, nous répondons : personne ne niera qu'en deux ou trois décennies, il devint possible de susciter une mutation de la

Incertaine Planète

conscience universelle, en matière d'économie, d'écologie, de paix mondiale et de désarmement, de conception du partenariat entre l'homme et la femme. Le document dont il est question ici a été proposé dans l'espoir que pareille transformation des consciences puisse se manifester à propos d'une éthique fondamentale commune à l'entière de la famille humaine : une éthique planétaire. Il appartient aux différentes religions, très concrètement aux hommes sur toute la terre, de se satisfaire d'une déclaration demeurant un simple papier ; ou au contraire, de la rendre vivante, inspiratrice pour chacun dans ses comportements, en estime réciproque, mutuelle intelligence et coopération.

*

Discussion

@

M. MARC FAESSLER : p.334 Plusieurs participants nous ont fait parvenir leurs questions sous forme écrite. Nous les avons regroupées et les transmettons sous forme synthétique à M. Küng.

QUESTION : L'idolâtrie du marché (réduction des coûts de production, gains de compétitivité, etc.) ne constitue-t-elle pas un énorme obstacle à la réalisation de votre proposition principale ?

M. HANS KÜNG : Me référant à la Déclaration de Chicago ¹ il est relativement facile de répondre. Dans le paragraphe consacré à « Solidarité et ordre économique juste », je trouve tous les éléments d'une réflexion à ce propos. « Cependant le monde actuel connaît encore trop souvent la famine, la pauvreté,

¹ *Déclaration sur une éthique planétaire*, Parlement des religions du monde, Chicago, 4 septembre 1993.

Incertaine Planète

la misère. Les individus ne sont pas seuls responsables de cette situation. » Le marché ne peut pas être la valeur principale. Je ne citerai que quelques mots : « Il s'agit de modifier radicalement le sort de milliards de pauvres gens sur la planète, et notamment des femmes et des enfants. Ce sont les structures mêmes de l'économie mondiale qui doivent être redressées. Pour indispensables qu'ils soient, les projets d'aide ponctuelle et la bienfaisance des individus isolés ne peuvent suffire. Seule la participation de tous les Etats et l'autorité des organisations internationales peuvent garantir le juste équilibre souhaité. Le problème de la dette et la pauvreté du « deuxième monde » en voie de délitement, et plus encore du Tiers-Monde, doivent trouver une solution acceptable pour toutes les parties. Sans doute les conflits d'intérêts seront-ils inévitables. Dans les pays développés déjà, il faut du moins distinguer entre consommation nécessaire et consommation effrénée, ou entre socialisme et disposition égoïste de la propriété, entre utilisation légitime et gaspillage des ressources naturelles, entre économie de marché de type strictement capitaliste et son orientation sociale et écologique. » Le texte original fait la distinction entre économie de marché, telle qu'on la reconnaît désormais partout, de l'Amérique à la Russie, et capitalisme. *Capitalisme* est un mot malheureux. Il faut adjoindre au concept d'économie de marché deux attributs nécessaires : social et écologique. C'est pourquoi le marché n'est pas, ne peut pas être un absolu. Le capitalisme, lui, est un absolu : ses conséquences négatives, dans de nombreux pays, sont aussi graves que celles du socialisme au temps de l'Union soviétique.

QUESTION : p.335 Après deux siècles, les droits de l'homme ne sont pas encore universellement appliqués. Quelle autorité collective pourrait-on rassembler pour définir les devoirs de l'homme, et pour tenter de les faire adopter par une partie au moins de l'humanité, dans un délai raisonnable ?

M. HANS KÜNG : Au niveau international, il serait difficilement envisageable d'instaurer une autorité qui parle pour tout le monde. Si on disposait, à propos des devoirs de l'homme, d'une déclaration des Nations Unies analogue à celle des Droits de l'homme, on détiendrait une autorité autrement plus efficace que celle d'un parlement des religions. C'est la raison pour laquelle les religions ont une telle importance. Même une bonne déclaration reste abstraite. Si on la compare au Nouveau Testament, au Sermon sur la montagne par exemple, elle

Incertaine Planète

reste très générale. Du point de vue des motivations et de l'autorité, les religions revêtent une importance essentielle. Si vous pouvez montrer à un musulman que le Coran veut que l'on traite les gens de manière humaine, l'autorité de votre démonstration sera plus forte que celle d'une déclaration générale. C'est pourquoi je n'apprécie guère ce qu'a fait le droit occidental. Le but de l'éthique planétaire n'est pas de diffuser partout un modèle occidental. Il est de montrer que l'on trouvera dans chaque culture des éléments fondateurs d'une éthique commune.

J'ai rencontré des Chinois qui soutenaient l'humain plus que nous ne le faisons. Pour un Chinois, il est bien de pouvoir citer Confucius, qui a déjà formulé la règle d'or et bien d'autres principes fondamentaux, pour montrer que les droits de l'homme ne sont pas un pur produit occidental, ainsi que l'affirmaient encore, lors d'un récent congrès, les dirigeants du parti communiste chinois. Il ne s'est hélas trouvé aucun diplomate pour expliquer aux délégués chinois qu'ils ne connaissaient pas leur propre tradition. Confucius a dit qu'un gouvernement devait, en certaines circonstances, en cas de famine par exemple, faire certaines économies : la première chose dont il peut se passer, c'est l'armée ; la seconde, la nourriture. En revanche, il ne peut en aucune hypothèse se séparer de la confiance du peuple. Personne n'a cité cela.

Pour certains peuples, la tradition constitue une autorité tout à fait spéciale. Pour un musulman, il est difficile de dire quoi que ce soit contre le Prophète. Le Coran affirme : si l'autre veut la paix, tu dois aussi vouloir la paix. Un tel précepte possède une autre autorité qu'une loi occidentale qui prescrirait : il faut faire la paix.

En ce sens, je pense que l'autorité des religions est très importante. Cela n'empêche pas qu'un homme non religieux soit aussi un homme moral. Sur quelles bases celui qui n'accepte aucune autorité religieuse fonde-t-il sa morale ? C'est son affaire. L'impératif catégorique ^{p.336} d'Emmanuel Kant était pratiquement inné. Tout le monde le possède, affirmait-il. Depuis Nietzsche, il est devenu plus difficile de penser cela. Pour nos enfants, ce n'est pas facile non plus. Il faut quelque chose d'autre que l'appel à cette instance intérieure. On ne devrait pas opposer philosophie et religion. Celui qui veut fonder philosophiquement l'autorité d'une morale est bienvenu — je me suis d'ailleurs exprimé, pour une part, en philosophe.

Incertaine Planète

Tout cela signifie que la chose importante, dans une déclaration des devoirs, serait d'accepter ce qu'on y dit. Sur quoi, sur quelle motivation la fonder ? Le monde actuel est pluraliste. Nous ne vivons plus au temps de Calvin. Chacun peut fonder sa morale de manière autonome, qu'elle soit séculière ou religieuse. Si je devais fonder moi-même la règle d'or, ce serait assez facile : je rappellerais que les juifs l'ont définie par la négative (ce que tu ne veux pas que l'on te fasse, ne le fais pas), et que le Christ, dans le Sermon sur la montagne, l'a affirmée en termes positifs (ce que tu veux que l'on te fasse, fais-le). L'autorité de la morale est différente du contenu de la morale.

QUESTION : Un dialogue interreligieux et international est bien sûr nécessaire. Mais que penser, quand à l'intérieur d'une même confession chrétienne, les gens s'entretuent ? Est-ce une bavure, ou faut-il dresser un constat d'échec total ?

M. HANS KÜNG : Dans une même Eglise et dans une même confession, on trouve des gens qui vivent dans d'autres paradigmes. Mon collègue de jadis à Tübingen, Joseph Ratzinger, qui a gardé la robe, vit dans un autre monde et un autre temps. Il vit dans un autre paradigme, dans une autre constellation. La constellation du Vatican actuel, c'est pratiquement celle de l'époque médiévale : ils sont contre-réformateurs et antimodernistes. Les paradigmes se perpétuent. Spirituellement, il est possible pour un catholique romain de vivre au XIII^e siècle. Sa banque est moderne, certes, mais son esprit ne l'est pas. Certains protestants, d'ailleurs, continuent eux aussi de vivre avant le XVI^e siècle.

QUESTION : Les religions étaient toutes d'accord sur les points énoncés dans la déclaration commune. En quoi la situation a-t-elle été améliorée par cette déclaration ?

M. HANS KÜNG : On n'était pas conscient de cela, jusqu'à aujourd'hui. Le fait que les différentes religions commencent à se rendre compte de ce qu'elles ont de commun en termes d'éthique est nouveau. Je ne l'ai appris que progressivement, en étudiant et en discutant. Le plus difficile, pour moi, a été d'établir les « quatre directives ^{p.337} irrévocables » que je vous ai exposées. Cela a été l'aboutissement de longs entretiens avec un professeur de Pékin, un bouddhiste de Thaïlande, un hindou et quelques chrétiens. Je leur ai demandé si

Incertaine Planète

leurs traditions respectives seraient d'accord de dire : tu ne mentiras pas, tu ne voleras pas, etc. J'ai cité les quatre points en question. Ils ont tous affirmé que leurs traditions étaient d'accord. Pour moi, ce fut une révélation. On pense maintenant que c'est évident. Pourtant, je crois que de telles idées ne se sont pas encore vraiment imposées. Il y a beaucoup à faire pour que le monde en prenne conscience.

J'ai parlé avec le secrétaire général de la Ligue islamique. Selon lui, on pourrait discuter avec Rome de ce qui est commun entre musulmans et chrétiens en termes d'éthique. Les choses bougent. J'ai beaucoup critiqué le pape actuel, mais je l'ai aussi beaucoup loué pour son initiative d'Assise — où il a convoqué des représentants des différentes religions afin de prier pour la paix. C'était excellent. L'autorité peut aussi être charismatique. Ce pape ou un autre pourrait organiser d'autres assemblées, où des leaders proclameraient une éthique commune. Ce serait un grand événement.

QUESTION : Quelles possibilités avons-nous de convaincre les extrémistes d'accepter le dialogue et de respecter les membres de leur propre religion, ainsi que ceux des autres religions ? Y a-t-il réellement un fondamentalisme bouddhiste ?

M. HANS KÜNG : Les autres religions n'aiment pas le mot *fondamentalisme*. Ne dites pas à un musulman qu'il est fondamentaliste. S'il est cultivé, il vous dira que c'est une invention des protestants, parce que le mot désigne, à l'origine, les pionniers américains qui ont voulu prendre la Bible à la lettre. De nombreux bouddhistes ou musulmans vous diront qu'ils ne sont pas fondamentalistes. Ils revendiqueront en revanche leur qualité d'islamistes, par exemple. Le fondamentalisme bouddhiste n'existe guère sous forme doctrinaire. Il est vrai que le qualificatif, en l'occurrence, est plutôt inapproprié. Mais il existe, au Sri Lanka par exemple, un bouddhisme très conservateur et répressif, qui ne fait preuve d'aucune compréhension à l'égard des Tamouls, et qui cherche à dominer le pays. C'est toujours le problème des religions, y compris le bouddhisme, qui prône pourtant la non-violence : dès le moment où un lien s'établit entre une religion et l'Etat, les choses deviennent difficiles. Il en va de même en Thaïlande. Il faut dire néanmoins que le bouddhisme a eu moins de problèmes de pouvoir et de violence que les trois religions prophétiques. Celles-

Incertaine Planète

ci ont une certaine tendance à insister. Elles sont volontaires, actives et souvent peu tolérantes.

QUESTION : p.338 Ne croyez-vous pas, vous qui avez insisté sur le caractère planétaire de votre projet, qu'il faudrait souligner l'aspect unique, quasi miraculeux, de notre planète vivante, notre biosphère, qui permet que nous soyons en vie et que nous puissions parler ?

M. HANS KÜNG : Notre manifeste affirme que l'humanité est une famille. Nous ne devons pas dominer la nature, nous devons la respecter, rester en communication avec elle. Il y a ici une forte influence des religions d'Asie, qui ont une relation privilégiée avec l'univers et la nature, alors que nous, nous sommes plus proches de la personne humaine. Les religions sémitiques, en général, sont concentrées sur l'homme plutôt que sur le cosmos.

QUESTION : A travers quelles formes et institutions l'éthique planétaire pourrait-elle s'exprimer et s'enraciner ? Connaissez-vous *Le Monde de Sophie*¹, roman qui tente de vulgariser l'histoire de la philosophie : pensez-vous qu'une transposition analogue des idées émises dans votre manifeste pourrait être réalisée ?

M. HANS KÜNG : Ce serait une excellente idée ! Il faudrait pour cela non seulement un théologien, mais un poète. Ce petit ouvrage est merveilleux, et il est vrai que la narration peut constituer un instrument d'enseignement beaucoup plus efficace qu'un exposé théorique. Mais ce ne serait pas facile à faire.

En ce qui concerne les institutions, on pourrait penser à beaucoup de choses. Nous avons décidé de nous concentrer avant tout sur les écoles. Nous voulons donner aux jeunes gens l'occasion de lire et de discuter notre déclaration. Celle-ci a été signée par le Dalaï-lama, par un cardinal, un rabbin. C'est autre chose que si elle émanait du seul pape. Aujourd'hui, dans les écoles, on rencontre des élèves de toutes religions, chrétiennes ou autres. Pour eux, un texte comme celui-ci est très important.

¹ Jostein Gaarder, *Le Monde de Sophie*, traduit du norvégien, Paris, Le Seuil, 1995.

Incertaine Planète

En dehors des écoles, on pourrait collaborer avec les Eglises. A Genève, le Conseil œcuménique des Eglises a fourni un travail excellent dans les domaines de la justice, de la paix et de la conservation de la nature. Visiblement, le processus de conscientisation a bien avancé, et beaucoup de choses ont changé. Mais le problème de l'éthique planétaire, s'il est lié à de tels sujets, ne se réduit pas à eux. Il ne s'agit pas seulement de travailler pour la justice, la paix et la conservation de la nature. Ne pas mentir, ne pas voler : ces prescriptions élémentaires sont plus p.339 fondamentales. On peut ne pas être honnête, tout en travaillant pour la paix ou la justice. Il serait bon d'introduire une réflexion sur ces thèmes au Conseil des Eglises — ou au Vatican. J'imagine que le pape actuel ne serait pas opposé à de tels principes.

QUESTION : Vous avez parlé des Verts allemands, qui ont quelque peu modifié leur point de vue sur le pacifisme. Certains admettent désormais l'arme nucléaire. Quelle est votre position sur cette question. En avez-vous parlé lors la rencontre de Chicago ?

M. HANS KÜNG : Nous avons affirmé que des conflits allaient sans doute surgir, mais qu'ils devraient être résolus de manière non violente, dans le cadre d'un règlement inspiré par le droit. Nous disons expressément que l'armement est une mauvaise voie, et le désarmement une obligation de l'époque actuelle. Que personne ne se fasse d'illusions. Il n'y a pas d'espoir de survie hors du cadre d'une paix planétaire.

Cela vaut pour tout armement, et *a fortiori* pour les armes atomiques. Si cette question fait allusion aux expériences nucléaires que la France poursuit actuellement en Polynésie, je dirai très clairement que ces expériences me semblent détestables. Certains défendent l'idée que chaque nation a droit à l'autodéfense. A Chicago, les musulmans ont insisté là-dessus, en pensant bien sûr à la Bosnie. L'autodéfense doit effectivement être admise, y compris dans le domaine de l'armement. Mais le retour à des expériences nucléaires qui ne répondent à aucune nécessité est une tout autre affaire. En dehors de leurs conséquences écologiques, qui ne sont pas très claires, elles donnent un exemple terrible. La France appartient précisément à la tradition des droits de l'homme. Elle est entrée avant tout autre pays du continent dans la voie de l'humanisme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Il est

Incertaine Planète

incompréhensible, dans ces conditions, que le président de la République ait pris, pratiquement seul, cette décision. S'il en avait encore la liberté, je pense qu'il ne referait pas la même erreur.

M. MARC FAESSLER : De cette séance, je retiens deux idées centrales. D'abord, nous sommes tous pris, dans nos traditions, à l'intérieur de paradigmes que nous devrions peut-être apprendre à mieux reconnaître, que ce soit pour en changer ou pour les réhabiliter.

J'ai aussi découvert qu'il y avait, dans toutes nos traditions religieuses, des trésors : l'art qui permettrait aujourd'hui de nous ouvrir à un éthos, c'est-à-dire à une visée éthique qui puisse être commune, serait de retrouver quels sont, dans ces trésors, les perles qui font un même collier.

@

CHINE INCERTAINE DANS UN MONDE INCERTAIN ¹

INTRODUCTION

par Jean-François Billeter

@

p.341 Les Rencontres ont décidé de clore leur XXXV^e session par une matinée consacrée à la Chine. Pourquoi, me direz-vous, après une semaine d'exposés et d'entretiens sur la planète entière, nous intéresser aujourd'hui à l'une de ses parties, et à celle-là ?

C'est parce qu'il nous a semblé que la Chine était à bien des égards un monde en soi, que ce monde était engagé dans un bouleversement qui comporte de nombreuses incertitudes et que ces incertitudes n'étaient pas sans rapport avec celles qui affectent l'humanité entière.

Il nous a aussi semblé que la vocation des Rencontres était de créer des occasions de dialogue entre écrivains, penseurs, savants de différents pays. Les principales entraves au dialogue avec les intellectuels chinois ayant aujourd'hui disparu, il fallait réaliser ce dialogue avec eux. Un seul penseur chinois a participé aux Rencontres jusqu'ici, le philosophe Feng Youlan, qui est venu à Genève en 1956 et qui a prononcé une conférence intitulée « Les trois meilleures traditions dans l'ancienne culture chinoise » ² ; il est mort il y a deux ans, presque centenaire. Quarante ans se sont écoulés depuis lors, pendant lesquels l'échange libre et critique des idées entre l'Europe et la Chine a été impossible, du moins en public. Il en est résulté un terrible appauvrissement de la compréhension p.342 réciproque. Je suis heureux que les Rencontres fassent aujourd'hui ce geste en faveur du rétablissement de ce dialogue indispensable aujourd'hui, et plus indispensable encore demain.

¹ Le 30 septembre 1995, avec la participation de Yihua Jiang, Cho-yun Hsu et Jean-François Billeter.

² Conférence publiée dans *Tradition et innovation*, Boudry-Neuchâtel, la Baconnière, « Histoire et société d'aujourd'hui — Rencontres Internationales de Genève », 1956, pp. 151-166 ; voir aussi l'entretien public intitulé « De la pensée chinoise », *ibid.*, pp. 379-396.

Incertaine Planète

Elles ont invité Yihua Jiang et Cho-yun Hsu. Je les remercie d'être venus jusqu'à nous, de l'autre bout du monde, et je leur souhaite la bienvenue.

Ils parleront de la situation actuelle de la Chine et des inquiétudes, mais aussi des espoirs que cette situation leur inspire. Ils s'exprimeront en chinois, une traduction simultanée sera assurée en français et en anglais. Ces deux exposés seront suivis d'un premier échange de vues entre nos deux invités et moi-même. Puis je prendrai la parole pour tenter d'éclairer les problèmes actuels de la Chine sous un angle différent, en partant d'un certain nombre de questions fondamentales, me semble-t-il, que nous nous posons sur la Chine en tant qu'Européens.

J'ai le plaisir de donner maintenant la parole à Yihua Jiang.

@

YIHUA JIANG Né à Yangzhou en 1939 ; a terminé ses études d'histoire à l'Université Fudan de Shanghai (l'ancienne Université Aurore) en 1962. Ayant ouvertement critiqué les dirigeants chinois de l'époque pour les erreurs qu'ils avaient commises à partir de 1958, il a été exclu de l'enseignement universitaire et envoyé à l'usine et aux champs. Il lui a fallu attendre l'année 1979 pour être réhabilité et se voir offrir un poste d'enseignant dans son université. Il est professeur au Département d'histoire et doyen de la Faculté des Lettres de l'Université Fudan, directeur du Centre d'études des cultures et des sociétés contemporaines de cette même université et président de l'Association des historiens de Shanghai. Il a été professeur invité à Taïwan et au Japon, notamment à l'Université Waseda de Tokyo.

UNE RÉVOLUTION PACIFIQUE

@

p.343 Je suis heureux de participer aux Rencontres et d'avoir l'occasion de parler ici des questions chinoises. Cela signifie que la Chine n'appartient plus uniquement à elle seule. Elle fait partie du monde. Je remercie M. Billeter, les organisateurs de cette conférence, ainsi que toutes les personnes qui s'intéressent à l'avenir de la Chine, et qui sont présentes.

Mon exposé s'intitule *Une révolution pacifique*. Tout le monde en est témoin : la Chine connaît aujourd'hui un gigantesque bouleversement. Mais tout le monde n'a pas la même attitude devant ce bouleversement. Certains l'accueillent avec chaleur, d'autres s'y opposent. Certains craignent qu'il ne se termine mal, d'autres craignent son imprévisible impact sur le reste du monde. Il est vrai qu'il n'est pas facile de comprendre la Chine, avec son histoire cinq fois millénaire, ses 9.600.000 kilomètres carrés, ses 1.200.000.000 d'habitants appartenant à cinquante-six ethnies différentes. Pour comprendre cet immense pays, où coexistent l'époque moderne, le Moyen-Age et des temps plus anciens encore, il faut avoir une vision complète de son état présent. Il est nécessaire en outre de posséder une connaissance approfondie de

son histoire. Sans une démarche pluridisciplinaire, on se perdra dans la confusion de visages contradictoires qu'il nous présente, on ne parviendra pas à s'en faire une idée cohérente. p.344

1. *Une révolution pacifique est en cours*

La révolution pacifique est en cours. Depuis 1979, la Chine a connu une croissance économique d'environ 9 % par an. Tout le monde ne se rend pas compte de ce que ce chiffre implique. Il signifie que la Chine est en train de passer d'une civilisation traditionnelle, basée sur la petite production autarcique, à une civilisation moderne, fondée sur la grande production socialisée. Elle accomplit ce passage à une allure qu'il était absolument impossible de prévoir pendant les trente premières années du régime, et pendant le siècle précédent. L'accroissement du produit national brut ne constitue pas le principal changement. Celui-ci réside dans les transformations qualitatives qui se produisent au sein de la société. La civilisation chinoise connaît aujourd'hui l'une des métamorphoses les plus importantes de son histoire.

Quatre-vingts à 90 % des Chinois passent en ce moment d'un mode de production autarcique ou semi-autarcique à un mode de production ouvert sur le marché. Jusqu'en 1949, 90 % des Chinois étaient soumis à un mode de production et à un mode de vie très peu différents de ceux de l'Antiquité. Les équipes de production, les coopératives, les communes populaires des années 1950, restaient pour l'essentiel des collectivités de petits producteurs, subissant la loi d'une économie naturelle ou semi-naturelle. Dans les villes, l'activité productive et la consommation de chacun étaient soumises à la bureaucratie et au système de l'économie planifiée. Elles n'étaient pas véritablement liées au marché. Depuis

Incertaine Planète

seize ans, les secteurs secondaire et tertiaire ne sont pas les seuls à s'être orientés vers le marché. L'agriculture en a fait autant, du moins dans les domaines de l'exploitation forestière, de l'élevage, de la pêche, des cultures maraîchères, et même des cultures industrielles. Dans les cultures vivrières, la part de la production destinée au marché est passée de 20 % à 40 ou 50 %. Depuis l'époque où ils sont passés de la chasse et de la cueillette à l'agriculture et à l'artisanat, il y a plus de trois mille ans, les Chinois sont pour la première fois reliés les uns aux autres par le marché.

^{p.345} Dans les campagnes, l'activité économique se déplace avec une rapidité sans précédent du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire. Depuis 1949, la population a doublé. Parmi les 600 millions d'actifs que la Chine comptait en 1993, il y avait 150 millions d'employés et d'ouvriers dans les villes et les bourgs, et 450 millions de travailleurs dans les campagnes. Les premiers étaient occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire. Parmi les seconds, 100.200.000 ont été absorbés par l'industrie des villes et des bourgs. Sept cent mille autres constituaient une force de travail migrante, employée dans les villes. On prévoit que d'ici à la fin du siècle, il n'y aura plus que 200 millions de travailleurs dans l'agriculture. Les secteurs secondaire et tertiaire compteront alors entre 450 et 500 millions de travailleurs. Si l'on compare ces chiffres aux 50 millions d'employés et d'ouvriers que la Chine comptait entre 1840 et 1978, on mesure l'énorme transformation qu'a subie depuis seize ans la structure du travail dans notre pays.

La révolution pacifique se traduit encore par l'accélération concomitante de l'urbanisation, du développement des classes moyennes et de l'ouverture sur le monde. Les villages se

Incertaine Planète

transforment en villes. Les villes traditionnelles se muent en villes modernes. La pauvreté recule, la prospérité fait son apparition. Les relations avec le monde extérieur sont devenues beaucoup plus intenses. Le degré d'urbanisation de la Chine demeure peu élevé : 30 % de la population habite les villes et les bourgs, et 70 % les villages. Mais si l'on tient compte du nombre de ruraux travaillant dans les industries locales, de ceux qui possèdent leur propre entreprise et de ceux qui se sont rendus dans les villes en tant que travailleurs migrants, la proportion des habitants des villes et des habitants des campagnes passe respectivement à 40 et 60 %. Dans l'ensemble, le revenu des Chinois reste très inférieur à celui des Européens. En 1994, pourtant, il était déjà de 3.170 yuans pour les habitants des villes et des bourgs, et de 1.200 yuans pour ceux des campagnes. D'après les calculs du Fonds Monétaire International, cela correspond à des revenus moyens de 1.000 et 400 dollars des Etats-Unis. Quatre-vingt millions de personnes vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. Plusieurs millions, plusieurs dizaines de millions ^{p.346} de personnes peut-être, ont désormais des revenus élevés. Dans l'ensemble, la Chine n'est plus une société pauvre. Malgré les phénomènes de polarisation, les familles jouissant d'un relatif bien-être constituent la force principale. Les Chinois, qu'ils soient des villes ou des campagnes, ont aujourd'hui des relations de plus en plus nombreuses avec le monde extérieur. Une certaine prospérité est devenue la règle.

La participation des entreprises locales aux exportations correspond désormais à 50 % de ces dernières. En 1994, l'ensemble des exportations a atteint une valeur de 237 milliards de dollars. Cette valeur s'élèvera probablement à 400 milliards en l'an 2000. De 1979 à 1993, les investissements étrangers se sont

Incertaine Planète

élevés à 64 milliards de dollars. En 1994, ils ont atteint le chiffre de 46 milliards. Cela fait un total de 110 milliards de dollars. Ces chiffres montrent que les Chinois des villes et des campagnes sont désormais engagés à grande échelle dans des échanges directs avec le monde.

D'autres changements globaux se produisent, dans le domaine des valeurs, des conceptions, des comportements, des relations sociales et des mécanismes de régulation sociale. Les gens ont désormais la possibilité de relier leur propre existence, leur propre évolution à un développement commun fondé sur la croissance économique, la légalité, l'autonomie de la société civile, le progrès technique et scientifique, l'harmonisation de l'homme et de son milieu. L'un des mots qu'on a le plus entendus en Chine au XX^e siècle, est le mot *révolution*. Mais de Sun Yat-sen à Mao Tsé-toung, la révolution s'est la plupart du temps confondue avec la violence et la lutte pour le pouvoir. Elle est trop restée enfermée dans le champ de la lutte politique. La société elle-même, pendant ce temps, a peu changé et s'est peu développée. Les réformes qui se déroulent de façon pacifique depuis seize ans, en revanche, ont apporté des changements qui constituent une authentique révolution sociale. Celle-ci s'est révélée à la fois générale, profonde et durable. Voilà ce que je voulais dire à propos de la révolution pacifique. p.347

2. Déséquilibres, désordre

J'en viens à un deuxième sujet, celui des déséquilibres qu'elle entraîne, de leurs causes et de leur degré de gravité. Au sein de ce gigantesque bouleversement coexistent ordre et désordre. On voit se multiplier les déséquilibres et les phénomènes d'anomie aussi

Incertaine Planète

bien que les rééquilibrages et l'apparition de formes nouvelles. La diversité de ces processus donne le vertige.

De fait, la Chine réalise simultanément trois grandes transformations. Elle passe d'une économie naturelle ou semi-naturelle à une économie de marché. Elle passe de l'époque de l'accumulation primitive et de la concurrence sauvage aux mécanismes du marché moderne. Elle passe d'une planification étroite à une économie nouvelle, qui se conforme aux lois du marché tout en maintenant un esprit socialiste — de sorte que le XVI^e, le XVII^e et le XVIII^e siècle coexistent aujourd'hui en Chine avec le XIX^e et le XX^e. Les anciens systèmes de valeurs, les anciennes normes de comportement subsistent. Mais ils faiblissent et perdent peu à peu leur emprise. Des valeurs, des normes nouvelles apparaissent, mais elles sont encore loin d'exercer une fonction régulatrice sur l'ensemble de la société. L'accumulation primitive, la concurrence sauvage représentent un progrès par rapport à l'économie naturelle ou semi-naturelle. Mais elles nuisent gravement à une économie de marché moderne et pleinement développée. Cette confusion des valeurs et des comportements laisse évidemment le champ libre à la multiplication des désordres, des déséquilibres et des phénomènes d'anomie. Pour l'heure, ordre et équilibre dominant. Mais les phénomènes inverses s'aggravent. Ils se manifestent tout particulièrement dans quatre domaines.

Ils sont d'abord présents dans les structures du pouvoir. L'ancien appareil bureaucratique, qui contrôlait et réglait tout, a perdu son efficacité. La décentralisation du pouvoir a donné une grande vitalité aux pouvoirs locaux, mais a aussi entraîné la régionalisation de l'économie d'Etat, qui s'est mise au service des intérêts locaux. Il en est résulté un morcellement du pouvoir. A

Incertaine Planète

cause de la confusion générale des valeurs, le gouvernement n'a pas eu ^{p.348} le temps de mettre en place un nouveau système de contrôle et d'arbitrage. Par ailleurs, l'économie de marché sauvage, l'accumulation primitive ont un caractère aventureux et spéculatif, qui mène facilement à la corruption, à l'usage illégal de l'argent, aux associations illicites. A cause du développement encore faible de la société civile, de son manque d'autonomie, ainsi que du manque d'intermédiaires entre le public et l'Etat ou les entreprises, la séparation entre organismes étatiques et entreprises privées se fait mal. L'Etat continue de vouloir tout contrôler, mais ne parvient plus à remplir ses fonctions propres. Son poids démesuré, son manque d'efficacité sont des maux qui restent pour l'instant sans remède. On estime qu'il y a à peu près dix millions de fonctionnaires inutiles. Tels sont les principaux problèmes qui se posent au gouvernement actuel.

Deuxième domaine où déséquilibres et désordres s'accumulent : les structures économiques. On constate qu'il y a déséquilibre entre le développement de l'agriculture et celui des secteurs secondaire et tertiaire. Cette tendance est due au recul des investissements dans l'agriculture, à l'occupation incontrôlée des terres arables, au mauvais entretien des installations hydrauliques, à la faiblesse des infrastructures dans les campagnes, à l'écart sans cesse grandissant entre prix agricoles et prix industriels. Cet écart défavorise les paysans et réduit leurs revenus, qui ne croissent pas aussi rapidement que ceux des citoyens. Tout cela ralentit considérablement le développement de l'agriculture. Or en l'an 2000, la population chinoise s'élèvera à 1.300.000.000. La production céréalière devra atteindre 500 millions de tonnes, et les cultures industrielles devront

Incertaine Planète

massivement augmenter. On voit que le déséquilibre entre secteur primaire et secteurs secondaire et tertiaire n'est pas près de disparaître. Les structures industrielles devraient être améliorées, mais ce progrès est entravé par la multiplication des intérêts particuliers, que ce soient ceux des régions, des divers secteurs industriels ou des collectivités. Il est rendu difficile par les intérêts à court terme et par une course aux capitaux, aux matières premières et à l'énergie qui maintiennent le développement à un niveau très bas. La recherche du profit immédiat nuit au véritable développement industriel et mène parfois à la régression.

p.349 A cela s'ajoutent les distorsions engendrées par les réformes structurelles. Cela arrive, par exemple, dans le domaine des rapports de propriété. En dehors du secteur de l'Etat se sont développés, depuis quinze ans, un secteur privé et un secteur d'entreprises étrangères, appelées *joint-ventures*. Ces trois secteurs sont d'origines différentes. Leurs charges ne sont pas les mêmes. Leur fonctionnement n'est pas le même. Ils ne possèdent pas le même degré d'autonomie. Tout cela crée de sérieuses difficultés dans la réforme des différents systèmes de contrôle macroéconomique, que ce soit dans la fiscalité, dans les institutions financières ou le commerce extérieur, dans le système des prix, dans la planification ou les investissements. Un système de redistribution fiscale a été mis en place, mais il est encore imparfait. La réforme des institutions financières a stagné, l'indépendance de la banque centrale n'est pas encore assurée. La transformation en banques commerciales d'établissements qui étaient spécialisés par secteur, se heurte à de gros obstacles. La plus importante des réformes, celle des entreprises d'Etat,

Incertaine Planète

n'avance guère. Tout cela empêche l'Etat de remplir efficacement sa fonction de régulation macroéconomique.

Troisième domaine directement touché, celui de la société. En cette matière, les principaux problèmes viennent de l'inégalité croissante entre les diverses parties du pays, ainsi que du développement de nouvelles formes de différenciation sociale, qui provoquent des écarts grandissants au sein de la société.

Les inégalités géographiques, d'abord. Depuis seize ans, le Centre, l'Est et l'Ouest du pays ont connu un développement soutenu. Mais l'Est disposait d'une base industrielle solide et d'un niveau technologique élevé. Les régions côtières ont connu des progrès structurels rapides. Leur rentabilité et leur efficacité ont crû beaucoup plus rapidement qu'ailleurs. L'ouverture vers l'extérieur est née dans ces mêmes régions. L'Est s'est donc développé plus vite que le Centre et l'Ouest. Les capitaux, les forces de travail, les compétences, l'information s'y sont concentrés, et ont creusé le fossé avec le reste du pays. Dans l'Ouest, en particulier, les inégalités régionales restent souvent mêlées à des questions ethniques ou religieuses. Cela complique encore les problèmes de déséquilibre. ^{p.350} Comment accélérer le développement du Centre et de l'Ouest sans sacrifier l'Est ? Il y a là un véritable dilemme.

Autre problème majeur au sein de la société chinoise : les tendances à la polarisation y deviennent chaque jour plus manifestes. Le niveau de vie des Chinois s'est considérablement élevé depuis seize ans, mais pas de manière uniforme. Il a plus progressé dans les régions à forte croissance économique que dans les autres, dans les entreprises privées ou à capitaux étrangers que dans les entreprises d'Etat, dans les entreprises bien

Incertaine Planète

gérées que dans les entreprises mal gérées, dans les villes que dans les campagnes. L'Etat n'est pour l'instant pas parvenu à corriger la redistribution des bénéfiques, que ce soit par un système fiscal efficace ou par le biais d'assurances sociales — et à assurer par ce moyen un minimum de justice sociale. A cause des insuffisances du système juridique, des déséquilibres du pouvoir et de la faiblesse des contrôles, les profits exorbitants réalisés par des méthodes de gestion illégales, la pratique de la concussion par certains fonctionnaires, l'appropriation privée des biens de l'Etat, sont devenus monnaie courante. L'inflation persistante, la transmission occulte de certains biens, font que les chances d'accès aux capitaux sont de plus en plus injustement réparties. Ces désordres suscitent beaucoup de mécontentements, et multiplient les risques d'instabilité sociale.

Dernier domaine, celui des mentalités. Pendant les seize années écoulées, les Chinois ont connu une libération sans précédent. Ils ne sont plus courbés sous le joug du pouvoir politique, ni sous celui du pouvoir patriarcal. Ils jouissent d'une grande autonomie. Mais le changement culturel a pris du retard sur le développement économique. La production spirituelle n'a pas connu le même essor que la production matérielle. L'idéologie unitaire, familiale et traditionnelle, qui s'appuyait sur le contrôle complet de la société par l'appareil bureaucratique, a perdu son pouvoir intégrateur. Mais le nouveau système de valeurs est encore en voie de formation ; il est loin d'être parvenu à maturité et n'a été adopté que par une petite partie de la société. L'économie de marché, sous la forme sauvage, voire barbare ou criminelle qu'elle tend à prendre pendant la période d'accumulation primitive, a engendré une complète ^{p.351} confusion des valeurs et des comportements. Le

Incertaine Planète

culte de l'argent, de la dépense et du plaisir s'est rapidement répandu. Il exerce une influence perverse sur les mœurs. Aussi bien dans les régions côtières que dans l'intérieur du pays, aussi bien au sein des élites que parmi la population en général, se sont formées différentes mentalités, différentes formes de pensée, dont aucune force ne semble pour l'instant susceptible d'assurer l'intégration.

En Chine et hors de Chine les esprits clairvoyants s'inquiètent de ces symptômes de crise. Certains restent optimistes. Ils supposent que grâce à l'approfondissement des réformes, à la poursuite de l'ouverture et à l'effort économique, ces difficultés vont peu à peu se résorber. D'autres, plutôt nombreux, se montrent pessimistes. Les problèmes qui se posent leur paraissent presque insolubles, et l'avenir de la Chine très incertain. Toutes sortes de solutions ont été proposées. Nombre d'entre elles sont déjà appliquées, certaines avec succès. Mais les résultats obtenus ne sauraient, à eux seuls, lever les inquiétudes des observateurs. Il faut en outre prendre en considération l'histoire de la civilisation chinoise, nous interroger sur la nature de cette civilisation et nous demander dans quelle mesure elle est compatible avec la modernité. Il faut que nous relativisons ces phénomènes de désordre, de déséquilibre et d'anomie en les situant dans le processus de modernisation du monde chinois.

3. Civilisation chinoise et rationalité nouvelle

Cela m'amène à la dernière partie de ma conférence, consacrée aux relations entre la civilisation chinoise et ce que j'appellerai la *nouvelle rationalité*. A l'époque contemporaine, la Chine a été attaquée par le colonialisme occidental, et précipitée dans une

Incertaine Planète

crise nationale et sociale d'une gravité sans précédent. De ce fait, elle a dévié de ce qui eût été la voie de son développement naturel. Elle a adopté les principes du darwinisme social — la sélection naturelle, la disparition des moins adaptés. A sa suite, elle a adhéré à diverses doctrines de la lutte des contraires, du hégélianisme au ^{p.352} marxisme et au léninisme. Elle s'est armée pour tenter d'atteindre, par le moyen d'une lutte ininterrompue et de la dictature systématique, un idéal absolu.

Elle avait derrière elle plusieurs milliers d'années d'histoire. L'ethnie Han, pour ne parler que d'elle, a créé dès l'époque préhistorique des cultures développées dans la plupart des régions actuelles du Nord et du Centre de la Chine. Ces cultures sont la source de la civilisation chinoise. Au cours de l'Antiquité, elles ont agi les unes sur les autres, se sont fondues tout en absorbant des éléments venus de l'extérieur, notamment des peuples nomades et de l'Inde. Les Han n'ont pas été seuls. D'autres peuples, ceux du Nord-Est, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, du Sud — les Mongols, les Mandchous, les Ouïgours et les autres — ont apporté leurs contributions à ce développement. La civilisation chinoise est en fait une civilisation plurielle et complexe, comprenant des éléments de nombreuses cultures.

Les trois traditions qui ont joué le plus grand rôle dans l'idéologie des dynasties successives sont le confucianisme, le « légisme » et le taoïsme. Le légisme a eu pour principale vocation de renforcer la domination de l'Etat bureaucratique sur l'ensemble de la société. Le taoïsme a tendu à protéger l'autonomie des communautés paysannes. L'un a été d'une extrême dureté envers ses communautés de base, l'autre s'est montré d'une extrême tolérance. Le confucianisme, lui, s'est principalement préoccupé de

Incertaine Planète

créer des liens entre ces communautés et l'Etat impérial, et de créer un équilibre. Les doctrines confucianistes sont complexes. Elles ont toutes en commun le souci de faire communiquer et d'unir ces deux sphères. Les penseurs confucianistes ont toujours considéré l'interaction comme le principe de toutes choses. A l'échelle de l'univers, ils l'ont conçue comme le résultat du jeu du *yin* et du *yang*, ou du Ciel et de la Terre. Le *Livre des Mutations* le souligne : « Quand Ciel et Terre se mêlent, les êtres prennent forme. Comme homme et femme se fécondent, les êtres viennent à la vie. » Ciel et Terre sont les pôles de l'univers. L'homme et la femme sont les pôles *yin* et *yang* dans le monde humain. Ces pôles s'opposent et se combattent, mais s'épousent aussi. Leur association engendre la réalité et fait qu'elle se développe et se transforme.

^{p.353} Le confucianisme prône aussi une certaine idée du roi-philosophe — « saint homme au dedans, roi au dehors » (*nei-sheng wai-wang*), telle est la formule — c'est-à-dire, en pratique, le sens de la mesure. C'est le sens même de l'expression *zhi zhi*, « savoir s'arrêter » (là où est le bien suprême) à laquelle le *Daxue*, la *Grande Etude*, attache tant d'importance : « Quand on sait où s'arrêter, dit ce grand texte du confucianisme, alors viennent la détermination, puis la sérénité, puis l'assurance, puis la réflexion, et l'on atteint alors le but. » Les confucianistes considèrent l'équilibre, *Zhonghe*, comme le premier principe du gouvernement — l'équilibre qui naît quand les deux pôles du *yin* et du *yang* se contiennent et s'imposent une commune mesure. Le *Zhongyong*, la *Voie du milieu*, dit ceci : « L'équilibre est le fond dont procèdent toutes choses, l'harmonie est la voie que suivent toutes choses. Quand l'équilibre et l'harmonie sont réalisés, chaque chose trouve

Incertaine Planète

sa place entre Ciel et Terre, tous les êtres prospèrent. » Si, depuis les Song, la *Grande Etude* et la *Voie du milieu* ont été placées en tête des *Quatre Livres* du confucianisme, c'est parce que dans ces deux textes se condense la substantifique moelle de la pensée confucianiste.

On peut dire qu'équilibre et harmonie sont les traits dominants de toute la civilisation chinoise traditionnelle. Ils en constituent l'essence. L'ensemble des pratiques politiques, économiques et sociales qui se sont ainsi formées au cours des siècles, de même que l'ensemble des conceptions morales centrées sur le rite, peuvent se résumer dans la formule de la *Voie du milieu* : « S'élever, voir clair et suivre la voie d'équilibre. » Le fond de cette civilisation n'est donc pas le combat incessant des forts et des faibles, ni la lutte continue de tous contre tous, mais ce que la *Voie du milieu* décrit dans les termes suivants : « Les êtres prospèrent ensemble au lieu de se nuire, chaque chose suit son cours sans heurter l'autre. De petites énergies s'écoulent en ruisseau, d'autres se métamorphosent et transforment. » Si, depuis le début de l'époque contemporaine, l'évolutionnisme et les philosophies de la lutte ont occupé une position idéologique dominante en Chine, c'est que, réagissant de façon exceptionnelle à une situation exceptionnelle, la civilisation chinoise a quitté sa propre voie. En ce sens, l'actuelle ^{p.354} modernisation socialiste, soucieuse d'efficacité, d'équité et de stabilité, et qui a pour but un développement équilibré et un accès général à la prospérité, constitue un retour à l'esprit du confucianisme.

Cet aperçu montre que l'on peut avoir confiance : la Chine va réaliser sa propre modernité. Elle va résorber les déséquilibres et les désordres. Elle le fera au moyen d'une rationalité nouvelle, qui

Incertaine Planète

intégrera tous les éléments positifs de la civilisation moderne. Je définirai cette rationalité en quatre points.

Science et humanisme : ces termes ne sont pas contradictoires, mais complémentaires. Jamais, dans le passé, l'homme n'a attaché autant d'importance au développement scientifique et technologique, à la croissance économique, au progrès continu des conditions de vie. Jamais il n'a donné autant d'importance à l'humanisme, c'est-à-dire à l'homme lui-même, à son désir de se libérer de toute aliénation et de réaliser pleinement le sens de la vie. Il s'agit désormais pour lui de se prémunir contre les dangers de la réification et de l'instrumentalisation et de renforcer sa liberté subjective, que ce soit par la vie religieuse, par le perfectionnement moral ou par toute forme de recherche de l'humain. Il s'agit pour lui de donner un sens à la vie, non plus seulement sur le plan de la raison instrumentale, mais sur celui des valeurs et des fins. Tel est le moteur puissant qui pousse la civilisation chinoise à réaliser progressivement, à travers sa modernisation, un homme complet, qui réalise la totalité de son être.

Individu et communauté : ces termes, eux aussi, sont complémentaires. Dans la Chine ancienne, la famille et le clan constituaient la cellule sociale. L'individu n'était rien d'autre qu'un nœud infime dans le réseau des relations imposées par les liens de sang au sein des lignages. Il vivait courbé sous le poids du pouvoir patriarcal et du despotisme de l'Etat bureaucratique. Il était l'instrument docile des clans, et du premier d'entre eux, le clan impérial.

A l'époque contemporaine, sous l'influence féconde de l'Europe,

Incertaine Planète

et plus encore sous celle de l'économie de marché et de la p.355 grande production socialisée, qui ont brisé le cadre de l'ancienne économie, un grand appel à l'émancipation et à la liberté de l'individu s'est fait entendre. Depuis une quinzaine d'années, du fait de l'instauration d'une véritable économie de marché et de l'extraordinaire développement économique, les individus se sont émancipés de la tutelle du pouvoir familial et du pouvoir étatique, de manière plus générale et plus profonde que jamais dans le passé. Ils ont conquis leur droit à l'autonomie. Mais la liberté individuelle et les intérêts de l'individu n'ont pas encore acquis la position dominante qu'ils détiennent dans certains pays occidentaux. Cela tient au fait que l'économie de marché a quelque peine à rompre avec la conception traditionnelle de la redistribution des biens. N'ayant pas connu d'expansion coloniale, la Chine doit digérer elle-même les crises et les bouleversements engendrés par la modernisation. L'esprit communautaire y conserve donc une force toute particulière.

Sous l'effet conjugué de la modernité individualiste et de la tradition communautaire, le pouvoir clanique a été remplacé par un « famillisme » d'une nouvelle sorte qui a dissous le pouvoir patriarcal et les structures claniques tout en conservant une certaine forme d'intimité entre parents. En cette époque de communication généralisée, les activités productives et la vie quotidienne de nombreuses familles se sont reconstituées. La famille est devenue, pour des gens encore soumis à l'aliénation, l'instrument d'une nouvelle stratégie de dépassement de l'aliénation. Le despotisme bureaucratique a été remplacé par un nouveau communautarisme. Ce dernier, différent de celui de la société paysanne traditionnelle, est en passe de donner naissance,

Incertaine Planète

avec l'économie de marché, à une société civile autonome. Ainsi vont se constituer de nouvelles relations sociales, sous la forme d'une nouvelle civilité et d'une nouvelle moralité, qui se manifesteront dans la société politique par l'apparition d'une nouvelle légalité. La liberté de chacun sera garantie. Cette société civile et cette société politique, s'accordant l'une à l'autre, rendront possible un fonctionnement global de la société. Cela lui permettra de résoudre ses contradictions internes, en même temps que d'éviter déséquilibres, désordres et phénomènes d'anomie. p.356

Exploitation et respect de la nature : ce troisième aspect de la nouvelle rationalité repose lui aussi sur des principes complémentaires. La modernisation est inséparable de la grande production mécanisée, de l'industrialisation et de l'urbanisation. La Chine est entrée dans la voie de la modernisation au moment où les pays occidentaux développés avaient achevé la leur et entraient dans l'ère de la société postindustrielle. Pour renforcer sa compétitivité sur le plan international, elle est tenue d'accélérer autant qu'elle le peut son industrialisation et son urbanisation. Pendant cette période, comme pendant celle de la modernisation occidentale, le pillage des ressources naturelles risque de ne pas connaître de limites. Mais ce n'est pas par une exploitation effrénée de ses réserves que la Chine parviendra à combler l'écart qui la sépare des pays développés. Au contraire, cet écart risque de s'accroître, car une telle forme d'exploitation épuise les ressources et dégrade l'environnement. Elle a déjà réduit de manière dramatique la qualité de la vie dans les villes et les villages.

Si elle veut réaliser un développement économique continu, la

Incertaine Planète

Chine sera contrainte de s'orienter vers une forme de développement durable. Elle doit apprendre à concilier l'exploitation des ressources avec leur préservation. Elle doit trouver le moyen de favoriser à la fois le développement économique et l'amélioration du milieu. A une croissance purement quantitative, elle doit substituer une industrialisation et une urbanisation de haute qualité. De cette exigence de développement durable et de préservation du milieu, de l'attention nouvelle que le public porte à la qualité de la vie, de la nécessité d'utiliser au mieux les ressources et de produire le moins possible de déchets : de tout cela est en train de naître un nouvel esprit. D'une part, on s'attache désormais à la nature. On veut la protéger et faire en sorte que chacun y ait accès. D'autre part, un nouvel esprit de modération se répand, qui prône l'accord, l'équilibre, la voie du milieu, la stabilité, et qui entend substituer la coopération à la lutte pour la vie et à la loi du plus fort. Ce nouvel esprit, dans lequel de plus en plus de gens se reconnaissent, est en passe de devenir un facteur politique important. p.357

Culture mondiale et culture nationale : tel est le dernier aspect de la nouvelle rationalité. La Chine n'assure pas sa modernisation par ses seules ressources. Elle fait massivement appel aux talents, aux techniques et à l'expérience extérieurs. Elle développe une production orientée vers l'exportation, afin de créer un effet d'entraînement sur le développement économique interne et d'accélérer la transformation de ses structures industrielles. Ses relations avec le monde n'ont jamais été aussi étroites. Son destin n'a jamais été aussi intimement lié à ce qui se passe dans le reste du monde. La mondialisation y est déjà fortement présente dans tous les aspects de la vie économique et sociale. Elle influence

Incertaine Planète

toutes les facettes de la vie quotidienne. Elle s'est infiltrée dans les mœurs, les normes de comportement, les conceptions morales et les façons de penser.

Dans le même temps, l'identification à ce qui est proprement chinois se renforce. L'esprit d'ouverture ne porte en rien préjudice à la spécificité chinoise. Le peuple, qui a cruellement souffert du colonialisme, est très attaché à l'indépendance et à la souveraineté nationales. Depuis qu'il a retrouvé une position favorable dans le monde, il travaille à préserver et développer ce qui lui appartient en propre. Les sentiments qu'il éprouve pour sa langue et son histoire, ses monuments, ses coutumes, dialectes et paysages, pour son artisanat et pour toute sa culture nationale, forment une sorte de patriotisme culturel qui le prémunit contre une occidentalisation trop poussée. Cela lui permet de mieux absorber, de mieux digérer les autres cultures, en particulier celle du monde occidental. Cette attitude lui permettra de réaliser, à partir des ressources de toutes les cultures qu'il aura assimilées, une synthèse originale.

Les quatre orientations que je viens d'énumérer forment un tout. La première intéresse l'homme lui-même, la deuxième les rapports de l'homme avec l'homme, la troisième les rapports de l'homme avec la nature, et la quatrième embrasse les trois précédentes. Elles procèdent toutes de la voie d'équilibre qui est le propre de la tradition chinoise. Au lieu de s'enfermer dans la tradition, elles la dépassent. La rationalité nouvelle se distingue de la rationalité protestante, dont parlait Max Weber, et qui soumet le monde ^{p.358} au contrôle de la raison. Elle se distingue également de la rationalité confucianiste, que Max Weber considérait comme une

Incertaine Planète

rationalité de l'adaptation. Elle se distingue de celle des philosophes des Lumières, qui depuis Descartes soumettent tout au jugement de la conscience, ainsi que de la rationalité critique en vogue aujourd'hui en Occident. C'est pourquoi je la qualifie de *nouvelle*.

Grâce à sa longue expérience historique et à cette rationalité, la Chine saura corriger les phénomènes négatifs qu'engendre le bouleversement social actuel. Il ne manque certes pas de gens qui profitent de la transition en cours pour s'enrichir indûment. Mais la Chine est sortie de la pauvreté, et les Chinois sont de plus en plus nombreux à accéder au niveau de vie des classes moyennes. Que ce soit à la ville ou à la campagne, parmi les chefs d'entreprise ou les intellectuels, les cols blancs ou les cadres, l'accession à la classe moyenne se généralise. Ces milieux nouveaux se font les défenseurs du sens traditionnel de l'équilibre, les avocats et les promoteurs d'une rationalité nouvelle. Ce sont eux qui cherchent à résoudre, par des programmes politiques et par la réforme des institutions, les problèmes que posent les structures actuelles du pouvoir, de la propriété, de l'économie et de la société.

4. Conclusions

J'aimerais, pour terminer, aborder la question de l'interaction entre la civilisation chinoise, prise au moment où elle accède à la modernité, et le reste du monde. Cette civilisation est certainement appelée à exercer une influence particulière. De même qu'elle semble mystérieuse à beaucoup, son influence leur paraît imprévisible. Dans le monde occidental, où on se rappelle que le capitalisme est né dans la violence, certains craignent que la Chine ne suive la voie tracée par d'autres, et que sa puissance

Incertaine Planète

économique ne fasse d'elle une grande puissance politique et militaire, voire une puissance expansionniste. D'aucuns se répandent en propos alarmistes sur le « danger chinois ». Pourtant, les dépenses militaires de la Chine ne peuvent être comparées à celles d'Etats comme les Etats-Unis ^{p.359} ou le Japon. En vertu de son sens traditionnel de l'équilibre, la Chine est naturellement portée à accueillir et assimiler les autres civilisations. Le développement qu'y ont connu les cultures hindoue et islamique le prouve. Quand les cultures catholique, protestante et juive y sont arrivées, elles n'ont pas été rejetées, et n'ont pas provoqué de guerres de religion comme en Occident. S'il y a eu conflit entre la Chine et l'Occident, c'est uniquement parce que le colonialisme a voulu imposer la modernité par ses canonniers. Cette violence a suscité chez certains Chinois le refus de la civilisation occidentale. D'autres, plus nombreux, l'ont néanmoins accueillie avec faveur, et se sont mis à son école. La Chine n'a jamais constitué une menace, ni pour les anciennes civilisations continentales, ni pour les nouvelles civilisations maritimes. Elle a au contraire une tradition de dialogue, de tolérance et d'assimilation.

Le but de la Chine, en se tournant vers la modernité, est en fin de compte de donner une liberté nouvelle à l'humanité entière, de faire en sorte que l'homme puisse se développer dans toutes ses dimensions, et qu'il se réalise sous le triple aspect du bon, du vrai et du beau. A cela, chaque civilisation apportera sa propre contribution. En accédant à la modernité, la Chine ne menace pas les autres civilisations. Au contraire, elle leur apporte sa vaste expérience historique, qui ne peut que les stimuler et les enrichir.

Au seuil du XXI^e siècle, il incombe à chacun, quelle que soit la

Incertaine Planète

civilisation à laquelle il appartient, de chercher à dépasser ce que son appartenance régionale ou nationale implique de limitations psychologiques, intellectuelles ou sociales, et à tirer parti des ressources des autres civilisations, afin de progresser et de faire en sorte que chacun bénéficie de ce progrès. Chacun contribuera ainsi à créer un monde sûr, pacifique, prospère, et à y promouvoir un développement durable. Si nos civilisations parviennent à établir entre elles des relations de féconde réciprocité, elles aideront toute autre civilisation à en établir de semblables. Les dirigeants politiques ont à cet égard une responsabilité directe. Les intellectuels, les savants ont quant à eux pour tâche de contribuer, par des recherches exemptes de parti pris, libérées de toute présomption ethnocentrique, à ce que ces civilisations se comprennent mieux, ^{p.360} accroissent leurs échanges, s'enrichissent et s'instruisent mutuellement, et communiquent entre elles en profondeur. Il faut faire en sorte qu'en Chine et dans le monde entier, le XXI^e siècle soit, plus que le XX^e, un siècle de maturité.

JEAN-FRANÇOIS BILLETER : C'est très exactement pour cela que nous sommes réunis. Je remercie très vivement Yihua Jiang et je passe maintenant la parole à Cho-yun Hsu.

@

Incertaine Planète

CHO-YUN HSU Né à Amoy en 1930, il a fait ses études à l'Université nationale de Taïwan, puis à l'Université de Chicago où il a soutenu, en 1962, une thèse qui est devenue un classique, *Ancient China in Transition* (1965), étude des profondes transformations qui ont précédé la fondation de l'empire en 221 avant notre ère. Il a ensuite étendu ses travaux à la Chine plus ancienne (*Western Chou Civilization*, 1988) et aux développements qui ont suivi l'unification impériale (*Han Agriculture*, 1980). Le professeur Hsu a été un pionnier dans le domaine de l'histoire économique et sociale de la Chine antique. Il est aussi l'un des historiens chinois les plus ouverts à l'étude comparée des grandes civilisations anciennes. Après avoir été professeur d'histoire à l'Université nationale de Taïwan à Taipei, il est devenu professeur d'histoire et de sociologie à l'Université de Pittsburg en 1970. Il occupe aussi une chaire d'histoire à l'Université chinoise de Hong-Kong. Il est membre de l'*Academia sinica*.

CHINE LA GRANDE INCERTITUDE

@

p.361 Comme une nef ballottée par les courants et les précipices des gorges du Yangtsé, la Chine a parcouru un long périple, de révolution en révolution, durant plus d'un demi-siècle. Elle a maintenant rejoint des eaux plus tranquilles, sous la direction d'un pilote à la main plus ou moins sûre. Bien que la succession de Deng Xiaoping soit encore un point d'interrogation, il semble que les chances d'un retour en arrière soient relativement minces. Nous allons tenter, dans ce contexte, de poser un moment notre regard sur la situation actuelle de la Chine et d'émettre quelques hypothèses quant au devenir de ce géant.

Tout d'abord, voyons où se trouve la Chine pour le moment. Elle semble bénéficier d'un meilleur concours de circonstances que jamais. Elle est totalement indépendante ; elle ne subit plus aucune occupation étrangère, un état de fait auquel le peuple chinois est parvenu en se débattant pendant plus d'un siècle d'humiliation et en payant un prix énorme en vies humaines

Incertaine Planète

durant l'occupation japonaise. Bien que la Chine ne se soit pas encore dotée d'un système politique parfaitement moderne, elle s'est tout de même organisée d'une façon presque moderne. Elle y est péniblement parvenue après plusieurs générations de régimes successifs dont les transitions n'ont pas été, loin s'en faut, paisibles. Bizarrement, ^{p.362} bien que ces systèmes politiques et sociaux aient été renversés l'un après l'autre, leurs effets cumulés ont fini par doter la Chine d'une machine étatique qui est relativement sensible aux besoins d'un membre de la communauté internationale, ainsi que d'une infrastructure imparfaite, mais tout de même presque efficace, qui peut faciliter la mobilisation de ses ressources.

Tout cela est le produit d'un dur labeur, qui aura coûté très cher et se sera poursuivi sur plus d'un siècle, durant lequel beaucoup de temps, d'énergie et de confiance auront été gaspillés. Des ennemis se seront battus à mort pour prendre le contrôle de la Chine et des hommes comme Li Hongzhang, Sun Yat-sen, Chiang Kaichek, Mao Tsé-toung, Deng Xiaoping, et leurs successeurs respectifs auront tous apporté leur contribution. Se relevant péniblement de l'interminable dissolution de l'ancien régime, la Chine se trouve enfin sur sa propre voie.

A quelles difficultés la Chine doit-elle faire face maintenant ? Le premier obstacle qui me vient à l'esprit est sa population, qui approche le milliard et demi. La simple taille de la population est en soi un facteur stupéfiant à concevoir et à appréhender. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un pays a une telle population à gérer — à nourrir, à organiser et à façonner en société viable. Le rapport de la surface cultivable au nombre d'habitants place la population à la limite de la famine généralisée.

Incertaine Planète

Et pourtant cette population continue à croître ! Ce seul problème devrait suffire à alerter toutes les nations du monde.

Le second obstacle est l'état dans lequel se trouve l'environnement naturel de la Chine. La destruction de l'environnement est un lourd tribut que doit payer tout pays en développement et la Chine ne fait pas exception. De nouveau l'ampleur du problème est un problème en soi. La déforestation provoque une énorme érosion des terres arables. Cette érosion entraîne un tel engorgement des cours d'eau que le Yangtsé est maintenant surchargé d'alluvions. Les déserts s'accroissent rapidement dans plusieurs provinces du Nord. Les déchets chimiques provenant des industries, des engrais, des réseaux d'égouts urbains polluent dramatiquement rivières, lacs et nappes souterraines. L'urbanisation dévore les ^{p.363} terres cultivables et les espaces verts. Un usage excessif du charbon et d'autres combustibles polluants noircit le ciel. Ces multiples agressions portées à l'environnement sont sur le point d'atteindre rapidement un point critique au-delà duquel la dégradation deviendra irréparable.

Ces deux obstacles majeurs sont des variables qui oscillent sur des échelles tellement importantes que nul ne peut les ignorer lorsqu'il aborde l'une ou l'autre des questions concernant l'avenir de la planète. Une de ces questions importantes est le développement économique rapide de la Chine. Oui, la Chine a connu une croissance rapide au cours de ces quinze dernières années, à un rythme qui oscille autour des 10 % par an. Comme je l'ai déjà signalé, ce taux de croissance impressionnant est associé à la destruction de l'environnement. Par ailleurs l'énorme population constitue un vaste réservoir de main-d'œuvre bon

Incertaine Planète

marché d'où l'on peut puiser une inépuisable force de travail que l'on sous-paie pour fabriquer des produits à vil prix. Cet avantage continuera à fournir à la Chine l'élan nécessaire pour soutenir la croissance économique durant une période considérable. L'impact de cette croissance sur l'équilibre économique mondial est évident et la Chine, associée aux autres pays appartenant au monde chinois (Hong-Kong, Singapour, Taïwan et les communautés chinoises de l'Asie du Sud-Est), constitue l'une des plus grosses puissances économiques du monde. Les investisseurs originaires de ces communautés chinoises d'outre-mer ont commencé, depuis les années 1980, à déplacer leur capital vers la Chine. On prévoit que cette tendance ne fera que s'accélérer durant les dix années à venir.

Cela dit, la croissance économique de la Chine n'est pas qu'un conte de fées. Certes, le niveau de vie en Chine s'est élevé et nombreux sont ceux qui bénéficient de la croissance économique. Mais il y a aussi des problèmes. J'aborderai plus tard les problèmes sociaux. Le problème concernant directement l'économie est en premier lieu celui de l'inflation. Si le taux de croissance reste largement supérieur à celui de l'inflation, les Chinois supporteront le choc. Mais si la Chine ne parvient pas à maintenir un fort taux de croissance sur la durée, un fort taux d'inflation portera atteinte au ^{p.364} niveau de vie de nombreux Chinois, sinon de tous. De plus, si le taux de croissance de la population, qui est sous contrôle pour le moment, recommence à croître de façon désordonnée, une population démesurée mangera littéralement tous les bénéfices durement acquis. En fait, à l'heure qu'il est, une force de travail considérable flotte, désœuvrée, à travers le pays, errant de ville en ville en quête d'emploi. D'après des estimations non confirmées un

Incertaine Planète

nombre grandissant (allant de 80 à 100 millions) de paysans en bonne santé, hommes et femmes, ont quitté leurs villages pour migrer là où ils espèrent trouver du travail. Le salaire quotidien moyen d'un paysan travaillant dans une ville des régions côtières est de 15 yuans, soit deux dollars, soit encore 400 yuans par mois environ ! Comment ces gens pourraient-ils faire face à une forte inflation ?

Même un employé ordinaire, recevant un salaire mensuel de 1.000 yuans, voyait son budget, qui ne faisait pourtant qu'assurer sa subsistance, compromis par le taux d'inflation de 1994-1995. Et on ne trouve de salaire tournant autour du millier de yuans mensuel que dans les régions côtières.

Le développement économique chinois, quoique en plein essor, demeure précaire. Pourquoi ? Parce que la Chine connaît une pénurie certaine de ressources humaines, tout particulièrement dans les services et dans les domaines de la gestion financière et juridique. Avec un apport suffisant en capitaux, les infrastructures matérielles pourraient être rapidement mises sur pied. Le personnel, en revanche, doit recevoir une formation, et cela prend du temps. Au cours des quarante dernières années, la Chine a perdu une génération entière de gens bien formés. Certes, elle reçoit le soutien de la communauté chinoise en exil. Mais les cadres qui nous arrivent ainsi ne peuvent pas être intégrés du jour au lendemain dans les circuits locaux de l'emploi.

La corruption constitue désormais un problème plus grave encore que la pénurie de travailleurs qualifiés. Elle s'est généralisée, tant dans le secteur public que dans le privé. Une économie de marché libre et moderne doit reposer sur la concurrence et la confiance. L'irrégularité des règles n'est pas

Incertaine Planète

compatible avec un développement sain de ce type d'économie. L'adjectif *précaire*, que p.365 j'ai utilisé ici, désigne l'avenir incertain et inquiétant du développement économique chinois. S'il ne parvient pas à répondre aux attentes communes, s'il s'avère un échec complet, si l'on revient en arrière, cela aura sur l'économie mondiale des répercussions infiniment plus graves que les crises récentes au Mexique et au Brésil. L'aspect social du problème chinois est étroitement lié au développement économique. Les retombées de la croissance récente sont aujourd'hui extrêmement inégales. Les bénéfiques sont abondants, mais leurs effets se font sentir sur les zones côtières, non à l'intérieur du pays ; dans les centres urbains, non dans les régions rurales ; chez les cadres et hauts fonctionnaires, non chez l'homme de la rue. Ceux qui sont rejetés et laissés pour compte en font les frais. Le ressentiment se développe chez les perdants. Cette tendance est actuellement occultée par l'espoir d'une répartition plus ouverte des bénéfiques. Mais cela n'aura pas lieu si l'inflation devient sauvage. On peut se demander si la revendication d'une distribution équitable et le mécontentement ne vont pas entraîner un renouveau du maoïsme.

Autre conséquence sociale possible de l'évolution économique : la structure sociale actuelle pourrait s'effondrer. Une majorité de Chinois, aujourd'hui, se trouvent enfermés dans ce que nous appelons des *unités*. Il peut s'agir d'une usine, d'une université, d'un village, d'une division des forces armées. Depuis un demi-siècle, l'unité à laquelle on appartient fournit à chacun de ses membres absolument tout ce dont il a besoin, du berceau au cercueil. L'unité contrôle tout, y compris le cerveau et les mouvements des individus. Les Chinois sont habitués à ce fonctionnement. Mais ils ont été à tel point réprimés que selon

Incertaine Planète

toute vraisemblance ils ne parviendront pas à faire face au rapide changement économique que nous connaissons aujourd'hui. Si le système des unités disparaissait, d'ici à dix ans par exemple, il est probable que les jeunes générations accueilleraient cela comme une libération. Mais quelle serait la situation des personnes plus âgées, qui ont été encadrées toute leur vie durant ? Elles devraient réapprendre à mener une vie indépendante. Ce processus ne pourrait se faire qu'après un apprentissage graduel de chaque individu. Ce seul problème est ^{p.366} gigantesque, et suppose un changement sans précédent dans les esprits. Un milliard de personnes devraient réajuster leur mode de vie, mentalement et socialement. Les répercussions de la décollectivisation de la population chinoise seraient ressenties bien au-delà de la Chine — de même qu'ont été ressenties les répercussions de la collectivisation, sous Staline, Mao et Pol Pot. Cela demande une réflexion approfondie.

Le pire des scénarios serait réalisé si les effets d'un échec économique, de la perte de contrôle de la démographie et de l'effondrement du système des unités se cumulaient. Ce serait un cauchemar. Une société paralysée, plus d'un milliard de personnes cherchant à se nourrir au milieu d'une économie en ruine : le mal serait sans remède. Bien sûr, ma vision pessimiste contraste avec le tableau optimiste que vient de dresser mon collègue. Mais il est nécessaire d'évoquer une telle vision. Seul un équilibre entre optimisme et pessimisme permettrait, par hypothèse, de faire échec au désastre. Il faut avoir considéré le point de vue pessimiste pour se préparer à faire face à d'éventuels problèmes, et pour s'armer contre l'imprévu. S'il arrivait que les trois désastres évoqués à l'instant ne se produisent pas de manière

Incertaine Planète

simultanée, le scénario serait bien sûr différent. Dans cette hypothèse, la Chine pourrait résoudre ses problèmes l'un après l'autre.

Il est possible que l'essentiel se joue aujourd'hui sur le plan culturel. Ce dont la Chine a besoin, ce n'est pas d'un génie, d'un Inventeur en chef ou d'un Grand Timonier. Elle a besoin d'infrastructures au sens large. Elle a besoin d'un droit moderne. Elle doit réformer son gouvernement, qui est terriblement bureaucratique, et donner un peu d'autonomie aux gouvernements provinciaux, afin qu'ils prennent l'habitude de résoudre leurs problèmes à leur échelle. Elle doit, surtout, fournir au système d'éducation l'appui dont il a un besoin vital, pour multiplier les ressources humaines du pays. Et je ne parle pas de la démocratisation — il ne saurait y avoir de réelle démocratisation si les conditions sociales de son implantation ne sont pas au préalable améliorées.

Parmi toutes ces tâches et propositions, je tiens à souligner l'urgence d'une politique de l'éducation. A tous les niveaux de ^{p.367} scolarisation et par tous les moyens disponibles, il faut développer le potentiel intellectuel de chacun. La société a besoin de la volonté, de la créativité, des efforts de chacun de ses membres pour résoudre ses problèmes et s'améliorer. Aucun surhomme ne saurait se substituer à l'immense population de la Chine.

Lorsque ces problèmes immédiats seront résolus, nous pourrons nous préoccuper de construire une nouvelle culture, c'est-à-dire une culture qui soit compatible avec la civilisation moderne dans son ensemble, tout en demeurant fidèle à ce qu'il y a de meilleur dans l'héritage chinois. Dans ce dernier figurent en bonne place un système de valeurs libre de préjugés religieux et

Incertaine Planète

reposant sur la foi en la nature de l'homme, un universalisme culturel qui ne connaît pas les étroites limitations nationalistes, et un esprit de compromis entre collectivisme et individualisme. Telles sont les conceptions que les Chinois ont cultivées de longue date, et auxquelles ils ont renoncé pendant les cinquante dernières années. Nous devons maintenant les réinterpréter, afin de les adapter au temps présent. Ce processus de réinterprétation doit être mené par les Chinois, mais par d'autres aussi, partout dans le monde. On ne résoudra pas les problèmes que j'ai évoqués sans tout un travail de discussion, de réflexion, de réinterprétation. Afin de fixer des priorités et de donner une légitimité aux décisions à venir, des valeurs sociales telles que la justice, l'humanité, la compassion, les droits de l'homme, la dignité de l'individu, le bien-être collectif et d'autres encore, doivent être étudiées et définies. C'est ainsi que se formeront les fondations d'une civilisation nouvelle.

Aujourd'hui, la confusion règne dans les esprits. Après l'établissement du régime communiste, les valeurs maoïstes leur ont été imposées. Les Chinois ont dû les accepter comme l'unique vérité. Après la Révolution culturelle, après quarante ans de soumission à la « pensée Mao Tsé-toung », le désabusement est total. Certains sont frustrés, d'autres sont cyniques, d'autres encore rejettent tout système de valeurs, quel qu'il soit. La quasi-totalité des Chinois sont devenus âpres au gain et courent après l'argent et les avantages matériels. Une population d'un milliard de personnes n'a plus foi dans les valeurs humaines. La nation entière est pratiquement ^{p.368} « décivilisée ». Cette situation recèle des dangers dont les effets pourraient être ressentis par le monde entier. C'est pourquoi le rétablissement de l'éducation est crucial,

Incertaine Planète

car c'est par elle qu'on donnera à nouveau un certain nombre de valeurs et de normes communes à ceux qui ont perdu toute foi en la vie humaine. Tout en restaurant les institutions éducatives, il faudra créer des lieux de débat où les grands problèmes de l'heure pourront être discutés. Il faudra qu'une certaine liberté de parole soit assurée — non pas pour introduire la démocratie en Chine, car ce n'est pas cela que les Chinois veulent en premier lieu, mais pour qu'ils trouvent ensemble les moyens d'éviter les échecs qui les menacent sur plusieurs fronts et dont l'accumulation pourrait être catastrophique.

Je n'ai guère parlé de politique : de la succession à la direction du pays, des changements au sein du Parti, de l'évolution probable des relations avec Taïwan et Hong-Kong. Ce sont des problèmes très importants, mais je ne suis pas compétent pour en parler (M. Jiang en a abordé certains dans son exposé). Je me suis concentré sur les dimensions culturelles et intellectuelles de la situation présente. Les échanges d'idées, la réflexion qu'il faut mener sur ces questions ne sont pas seulement l'affaire des Chinois. Ils doivent être menés partout dans le monde, car ce n'est pas seulement la Chine, c'est le monde entier qui doit faire face à l'absence de foi, à la perte des valeurs, aux problèmes d'environnement et de population.

Depuis un siècle, la culture chinoise est sur la défensive. A cause du succès même qui a été le sien dans le passé, elle n'a pas l'habitude de traiter avec d'autres cultures. Elle a cependant déjà fait, une fois dans son histoire, l'expérience d'une assimilation réussie. Au Moyen Age, elle a accueilli le bouddhisme, elle l'a réinterprété et a fini par le digérer. Elle a été contrainte d'accepter la culture occidentale et va, de même, la réinterpréter et se

Incertaine Planète

l'assimiler. La Chine continentale est en train de réinterpréter le socialisme, venu d'Occident. Taïwan réinterprète la démocratie, venue d'Occident. Hong-Kong réinterprète le capitalisme, à sa manière, qui est différente de celle de l'Occident. Ces trois éléments sont en train ^{p.369} de prendre racine en Chine, dans ses diverses communautés. La Chine les rendra, transformés, au monde entier. Elle doit pouvoir assimiler ce que lui offre le monde entier et lui offrir aussi bien l'expérience particulière qu'elle a accumulée au cours des millénaires que les solutions qu'elle trouvera à ses problèmes actuels. Je souhaite que le monde assimile ce qu'elle lui offrira, et lui offre dès maintenant. La culture globale doit pouvoir s'enrichir de l'apport chinois.

Nous n'avons qu'une planète, et la Chine en forme une partie considérable. Tentons donc de nous comprendre, de comprendre les défis que nous devons relever ensemble et de contribuer à préparer, pour les générations futures, une planète plus sûre.

*

Discussion

@

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : Je remercie très vivement Cho-yun Hsu pour son exposé vigoureux et stimulant. A cause du temps que nous avons perdu ¹ et avec l'accord de nos invités, j'enchaîne tout de suite sur quelques questions que je souhaite poser à Yihua Jiang. Il nous a parlé de l'idée qu'il se fait de l'évolution de la société chinoise dans un proche avenir. Ce qu'il nous a dit soulève tout d'abord, me semble-t-il, les questions que voici :

- A quel type de société cette évolution aboutira-t-elle ? Sera-ce encore une

¹ Du fait des difficultés techniques qui ont arrêté à un certain moment le déroulement de cet entretien.

Incertaine Planète

société socialiste ? Et si l'on peut encore la qualifier de socialiste, quel sera le sens de ce mot ?

- Quelles sont les principales difficultés, quels sont les principaux obstacles qui pourraient mettre en péril cette évolution ?

- L'avenir que vous dessinez pour la Chine correspond-il à celui que Deng Xiaoping a voulu, ou s'agit-il d'un autre projet ? Quel jugement portez-vous sur l'œuvre historique de Deng ?

M. YIHUA JIANG : Nous nous sommes longtemps conformés au modèle soviétique. A partir de 1991, Deng Xiaoping a ouvert de nouvelles perspectives politiques, consistant à développer le ^{p.370} socialisme, à renforcer les tendances chinoises et à augmenter la richesse individuelle de tous les Chinois. Cette nouvelle orientation semble beaucoup plus acceptable pour l'ensemble de la population. En fait, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup plus d'éléments socialistes dans la société occidentale actuelle que chez nous. Le capitalisme occidental n'est plus celui du XIX^e siècle. Un bon nombre d'idéaux du socialisme de cette époque sont devenus réalité. Nos buts, aujourd'hui, sont l'enrichissement de tous et l'enrichissement du pays. Nous espérons aussi donner plus de liberté aux individus. Mais ces derniers ont surtout des exigences économiques. Ils veulent améliorer leur niveau de vie. Nous pensons que les perspectives du socialisme correspondent à ces ambitions. Mais comment mettre en place cette civilisation socialiste ? Il faut avant tout résoudre la question de l'agriculture, en aidant les paysans à sortir de leur pauvreté, et à passer d'une culture traditionnelle à une culture moderne.

Quels sont les périls qui guettent le socialisme chinois dans le proche avenir ? Il risque effectivement de rencontrer des obstacles dans son développement. Nous nous heurtons à de nombreuses incertitudes. La plus importante, ici encore, me semble celle de l'agriculture. Comment transformer ces centaines de millions d'agriculteurs, comment les insérer dans une économie moderne ? Comment réaliser cette transition, de manière à la fois pacifique et contrôlée ? Je vous ai donné un aperçu de l'étendue du problème. Si le développement n'est pas suffisamment rapide, s'il se produit sans que les difficultés puissent être résolues au fur et à mesure qu'elles apparaissent, alors une insatisfaction générale risque de se répandre dans la population. Le

Incertaine Planète

développement actuel permet de résorber un certain nombre de ces difficultés. Si le rythme des transformations ne se ralentit pas, elles se résorberont d'elles-mêmes. Mais si nous ne parvenons pas à continuer à ce rythme, une partie des problèmes antérieurs va réapparaître, avec tous les risques de troubles sociaux que cela comporte.

Les relations avec le monde extérieur constituent un problème qui nous préoccupe. Les transformations de la Chine risquent d'entraîner des perturbations dans ses relations avec l'étranger. Il faut éviter la mauvaise compréhension, qui provoque haines et antagonismes. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu la guerre froide. L'URSS s'est effondrée et un nouvel équilibre mondial s'élabore. Nous devons y trouver notre place. Il faut veiller à ce que la Chine ne se mette pas dans une situation d'antagonisme. Cela aurait des effets néfastes au niveau mondial. C'est pourquoi j'estime que le développement de la Chine doit absolument être lié à celui du reste du monde. Elle doit progresser encore plus vite dans le sens d'une civilisation moderne, saine et équilibrée. Il faut qu'elle entre dans le XXI^e siècle pour garantir la paix dans le monde. Si au contraire elle se bloque dans une situation de relative pauvreté ou souffre de troubles sociaux, cela aura des conséquences pour le monde entier. ^{p.371} Je suis allé au Japon en 1992, et m'y suis entretenu avec des chercheurs. Ils craignaient que la Chine ne se développe pas de façon pacifique. Car la perspective de voir déferler chez eux des centaines de milliers, voire des millions de réfugiés leur paraissait terrifiante. Il ne faut pas qu'une telle hypothèse se réalise. Le processus de réforme et d'ouverture doit se poursuivre. Et le monde extérieur doit mieux comprendre la Chine, afin de maintenir des relations pacifiques avec elle. Ce serait bénéfique à tous.

Voici mon opinion sur Deng Xiaoping. Parmi les dirigeants chinois, il se distingue par une pensée tout à fait remarquable. Au cours de sa jeunesse, il a vécu en France et en Belgique. Il y a subi l'influence du monde moderne. Sa vision du développement et du capitalisme a beaucoup contribué à former sa pensée. Depuis 1978, il a abandonné le système économique qui régnait auparavant, et en a introduit un nouveau. Il a créé les « Zones économiques spéciales », puis a progressivement étendu son action aux autres grandes villes de Chine. Il a élevé le niveau du pays et multiplié les réformes. Qu'il soit parvenu à faire tout cela est extraordinaire. Peu d'hommes auraient été capables de réussir cela. On peut naturellement analyser son action de diverses

Incertaine Planète

manières, et porter sur son compte différents jugements. Ce qui est certain, c'est qu'il est un fin politicien et que son but est clair : il espère que la Chine deviendra un pays moderne et développé. Il y aura maintenant de nouvelles recherches, de nouveaux tâtonnements, de nouvelles découvertes. Ce qui arrivera en Chine ne coïncidera pas forcément avec ce qu'il a imaginé. En 1978, on lui a suggéré — et il a lui-même souhaité — de changer le système politique. La réalisation de ce souhait n'est encore ni très nette, ni très avancée. Elle n'incombe d'ailleurs pas à la seule classe politique. L'ensemble de la société devrait y contribuer. Tout le monde, maintenant, se demande comment on pourrait, sur une base stable et sans affaiblir la société, à la fois développer le système économique et progresser en direction d'une démocratisation du système politique. Deng Xiaoping est très âgé. Il doit être relativement satisfait des transformations qu'a connues la Chine depuis le début des années 1980. Une nouvelle équipe dirigeante apparaît. Elle constitue une nouvelle force sociale, qui prend appui sur un développement sain et énergique. Dans les années 2000, elle mènera la Chine vers une économie de marché stable, qui permettra de réformer l'ensemble de la société et induira de nouveaux progrès.

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : Voici encore une question. Yihua Jiang a subi personnellement de terribles épreuves, liées à la vie politique de son pays. Il m'a dit qu'elles lui ont beaucoup appris, sur la culture et la société chinoises actuelles, bien sûr, mais aussi sur l'homme en général. Peut-il nous dire en quelques mots quelles leçons il a tirées de ces épreuves ?

M. YIHUA JIANG : p.372 Lorsque j'étais étudiant à l'université, en 1958, les dirigeants chinois ont lancé la campagne anti-droitière, après le mouvement dit des Cent Fleurs. Puis, après le Grand Bond en avant et la mise en place des Communes populaires, ils ont provoqué de graves troubles dans la société chinoise. Ces troubles nous ont apporté des ennuis sans fin. En tant qu'historien, je puis apporter un jugement relativement objectif sur ce que j'ai connu. Les difficultés qui sont apparues alors en Chine, en particulier la « lutte des classes » et ses conséquences, ont eu des effets tragiques. Nous avons tous été soumis à l'action de critiques et de mouvements de lutte incessants.

Je pense toutefois, si l'on cherche l'aspect positif de ces événements, qu'ils ne peuvent que nous encourager à mieux comprendre l'histoire. Je dirai, pour

Incertaine Planète

ma part, que ce qui est le plus précieux, ce dont nous devons nous soucier avant tout, est le bien-être de la population, en particulier celui des habitants des campagnes. Bien que nous ayons été soumis à des pressions politiques terribles, nous avons eu l'occasion de rencontrer des paysans et des ouvriers. En tant qu'intellectuels, nous avons ainsi appris beaucoup de choses. Bien sûr, nous n'avons pas pu leur transmettre notre expérience. Mais nous avons pu nous approcher d'eux, et avoir des échanges. C'est ce que mes épreuves m'ont apporté de meilleur. Cela m'a encouragé à être plus audacieux dans mes recherches, à me consacrer de façon plus profonde à la tâche d'être un Chinois, et à contribuer avec plus d'énergie au progrès de la Chine. Nous devons tous nous consacrer à cette formidable métamorphose d'une civilisation. Il ne suffit pas de s'appuyer sur quelques talents ou personnages remarquables. Il faut s'appuyer sur l'ensemble de la population, sur la responsabilité individuelle de chacun. C'est à cette condition seulement que mon pays pourra réellement se développer de manière harmonieuse.

En tant qu'homme, chacun a ses aspirations et ses désirs. Mais nous aspirons tous à une forme de rationalité, à une morale. Nous cherchons tous le beau et le vrai. La vie matérielle seule ne compte pas. Elle est limitée. La vie spirituelle compte plus. Tel est notre but d'hommes modernes. Mes épreuves passées ont renforcé mon courage dans la quête de la vérité. Bien sûr, ma contribution est modeste. La Chine a besoin de plus d'intellectuels, et ceux-ci doivent avoir le courage de s'attacher à la même recherche. Je remercie Jean-François Billeter pour sa question.

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : Je regrette que cette séance soit trop courte, car j'aurais aimé vous faire part de tout ce que Yihua Jiang m'a appris ces jours-ci. Je dois me contenter ici d'en rapporter un point essentiel. Il éprouve quelques inquiétudes à l'égard de la jeune génération. Elle est coupée du passé le plus récent. Elle ne le connaît plus assez, y compris en ce qui concerne la tragédie de la ^{p.373} Révolution culturelle. Lui-même, en tant qu'historien, se sent chargé d'une responsabilité très importante à cet égard. Il juge nécessaire d'entreprendre dès maintenant l'étude de ce passé récent, afin que le souvenir en soit transmis, qu'une réflexion sur ce qu'il a été puisse avoir lieu, et que des leçons puissent en être tirées par les générations futures. A ce propos, je lui ai fait remarquer que les tragédies qui ont frappé la Chine du XX^e siècle et celles

Incertaine Planète

qui ont frappé l'Europe du XX^e siècle me semblent comparables. Elles sont parfois de même nature. Sur ce plan également, le dialogue entre ces deux parties du monde devrait être développé.

@

JEAN-FRANÇOIS BILLETER Né à Bâle en 1939, il, a fait des études de lettres à Genève, puis de sinologie à Paris, Pékin, Kyoto et Hong-Kong. Professeur à l'Université de Genève, où il a d'abord enseigné l'histoire chinoise, puis créé et développé l'enseignement de langue, littérature et civilisation chinoises. Recherches dans le domaine de l'histoire de la pensée chinoise (*Li Hi, philosophe maudit, 1527-1602*, Genève, Droz, 1979), de la sociologie (*Le Système des « statuts de classe » en République populaire de Chine*, Genève, IUHEI, 1986), de l'esthétique (*L'Art chinois de l'écriture*, Genève, Skira, 1989 ; prix Stanislas Julien de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres). Depuis quelques années, il concentre ses recherches sur la philosophie chinoise ancienne et la philosophie comparée (voir par exemple « Arrêt, vision et langage : essai d'interprétation du *Ts'i wou-louen* de Tchouang-tseu », in *Philosophie*, n° 44, Paris, Editions de Minuit, 1994).

LA CHINE ET LE MONDE DE DEMAIN

@

1. *L'évolution actuelle de la Chine inquiète l'opinion européenne*

p.374 L'allure à laquelle la Chine se transforme stupéfie tous les témoins. Le monde économique et financier est médusé par sa croissance économique. Yihua Jiang a parlé des mutations sociales que ce développement a déclenchées et des perspectives qu'elles ouvrent pour l'avenir. Cho-yun Hsu a évoqué les graves incertitudes que comporte ce bouleversement. D'autres observateurs soulignent les déséquilibres grandissants que ce bouleversement engendre — inégalités sociales croissantes, instabilité, régression vers des formes d'organisation sociale dures et injustes que l'on croyait appartenir au passé (en particulier dans les campagnes), montée de la violence — phénomènes qui s'ajoutent à ceux, déjà mentionnés, de la pression démographique croissante sur des terres cultivables décroissantes, des problèmes écologiques de plus en plus graves, etc.

Ces phénomènes paraîtraient moins alarmants si l'on voyait se former en même temps un Etat susceptible de corriger les effets

Incertaine Planète

du changement, de protéger les plus faibles, notamment au moyen d'une fiscalité redistributrice, d'un système légal efficace, d'une p.375 promotion massive de l'éducation, etc. — un Etat qui devrait assurer aussi un contrôle du pouvoir par le droit, par l'équilibre des institutions et par une forme ou une autre de contrôle démocratique. Or, dans l'immédiat, les forces sociales qui prennent les commandes de la nouvelle économie de marché semblent plus soucieuses de profiter de l'absence d'un tel Etat que d'en développer un. La corruption règne. La moralité publique semble au plus bas. Les forces de progrès semblent pour le moment faibles et inorganisées.

Yihua Jiang pense qu'il s'agit d'une phase critique à laquelle va succéder tôt ou tard, peut-être bientôt, une modernisation authentique qui rapprochera rapidement la société chinoise des autres sociétés développées actuelles. D'autres observateurs sont moins confiants, plus perplexes ; certains se demandent si l'évolution de la société chinoise n'obéit pas tout compte fait, aujourd'hui comme dans le passé, à des lois particulières, et si la Chine n'est pas en train de renouer, en fait, avec des traditions qui lui sont propres dans l'organisation des rapports sociaux et des relations entre pouvoir et société. Je pense que tout Européen qui connaît la Chine ressent aujourd'hui ce genre de perplexité.

2. Autres interrogations sur la Chine

A ces incertitudes s'ajoutent des interrogations plus difficiles à articuler. A cause du rôle que la Chine a joué dans l'histoire et de la civilisation qu'elle a créée, les Européens s'attendent à ce qu'elle continue d'apporter d'importantes contributions dans les sciences, la pensée politique et sociale, la philosophie, les lettres et les arts.

Incertaine Planète

Ils notent la faiblesse de ses contributions et se l'expliquent par les épreuves que la société chinoise a traversées à l'époque contemporaine et par l'isolement que le nouveau régime lui a longtemps imposé. Certains se demandent toutefois si cette absence ne tient pas à une crise plus profonde, à une sorte de situation d'échec dans laquelle elle se trouverait devant le monde moderne, qui est issu de la culture européenne. Ils savent que la question de l'échec de la civilisation chinoise et de son renouveau possible ou impossible est ^{p.376} débattue avec passion en Chine même depuis bientôt un siècle, mais ils ont de la peine à se former eux-mêmes un jugement. Les études chinoises ne les y aident pas. Bien qu'elles se soient rapidement développées en Europe et aux Etats-Unis depuis quelques décennies, et qu'elles aient accumulé beaucoup de connaissances spécialisées, elles ont eu peu d'influence sur les idées communes concernant la Chine et moins encore sur notre conception générale de l'homme et de son histoire.

En Chine, depuis le début du siècle, beaucoup d'intellectuels ont ressenti le besoin de procéder à une critique de la tradition chinoise et sont allés loin dans cette critique ; certains ont été impitoyables. Mais une autre tendance s'est fait jour. Le nationalisme chinois a tendu à promouvoir, à l'inverse, l'apologie non critique du passé chinois. De façon plus cachée, le nationalisme a limité la critique du passé en imposant à la pensée un cadre de référence national et en consolidant de ce fait le préjugé ancien selon lequel la Chine est un monde *sui generis*, qui est à part des autres et qui doit être étudié séparément. La bipartition de l'enseignement de l'histoire en « histoire chinoise » et en « histoire mondiale », qui se maintient dans beaucoup d'universités chinoises, en est une expression. On retrouve le

Incertaine Planète

même cloisonnement en philosophie et dans d'autres domaines. En considérant *a priori* la Chine comme une exception (en cultivant ce que j'appellerai, pour la commodité, « l'exceptionnalisme chinois »), les intellectuels chinois se sont privés du moyen de résoudre la question qui leur tient tant à cœur, celle de la place de la civilisation chinoise dans l'histoire, dans le monde d'aujourd'hui et dans celui de demain.

Une autre difficulté provient de ce que le vocabulaire dont ils se servent pour parler des phénomènes historiques, culturels, sociaux et politiques est en grande partie composé de néologismes formés depuis environ un siècle d'après des termes occidentaux. Sous une forme chinoise, ces néologismes véhiculent des notions occidentales, ils imposent une interprétation de la réalité conforme à des catégories occidentales. Or, bien souvent, ni ces notions, ni ces catégories ne permettent de rendre adéquatement compte des données proprement chinoises. Les intellectuels chinois ^{p.377} d'aujourd'hui cherchent souvent, me semble-t-il, à appréhender les réalités spécifiquement chinoises au moyen d'un appareil conceptuel qui ne donne pas prise sur elles. De là deux attitudes : soit ils s'en tiennent à la terminologie d'origine occidentale, parce qu'elle est à leurs yeux un gage de modernité et d'universalité, mais ne parviennent pas à rendre adéquatement compte des réalités chinoises ; soit ils font retour au vocabulaire et à l'appareil conceptuel chinois traditionnels, plus adéquats, mais se coupent de la modernité d'origine occidentale qui tient aujourd'hui lieu d'universalité. L'entreprise critique en souffre dans les deux cas ; dans le premier parce que l'appréhension de la réalité est faussée, dans le second parce que le point de vue extérieur est abandonné et que le rapport avec la modernité reste non clarifié.

Incertaine Planète

Ce dilemme explique la perplexité, voire le malaise, que beaucoup de Chinois ressentent dans leur rapport avec leur tradition et avec le monde moderne d'origine occidentale. C'est à cette situation problématique que tient selon moi la difficulté de la Chine à faire entendre sa voix au dehors. Quand elle nous parle notre langage, elle ne nous convainc pas parce que nous sentons bien qu'elle est différente ; quand elle parle son langage, nous ne la comprenons plus. Cet embarras renforce chez les Chinois le sentiment que la Chine est un monde à part. Le dilemme n'est pas non plus suffisamment reconnu dans les études chinoises occidentales. Que ce soit dans l'étude du passé ou du présent, trop de sinologues continuent à projeter nos catégories sur les réalités chinoises et restent aveugles à leur caractère propre ou, s'ils en saisissent quelque chose, ne peuvent en rendre compte de façon satisfaisante et recourent à leur tour à l'argument de l'exception chinoise.

Les sinologues ne sont pas seuls à se sentir frustrés. Tous les Européens gardent au fond d'eux-mêmes l'idée que la Chine possède des traditions d'une richesse comparable aux leurs et que des échanges féconds devraient avoir lieu, qui nous éclaireraient sur ce que nous sommes, les uns et les autres, et sur ce que nous voulons. Ils souhaitent que se développe une interaction réelle sur le plan de la connaissance et de la pensée, d'où puisse naître une réelle ^{p.378} compréhension de nos différences et de nos affinités, dans le présent et à l'échelle de l'histoire.

Après nous être interrogés sur les incertitudes que connaît aujourd'hui la Chine, je propose donc que nous nous interroguions maintenant sur *nos* incertitudes : que nous nous demandions quelle idée il convient que nous nous fassions d'elle, de sa

Incertaine Planète

spécificité, de sa place dans le monde d'aujourd'hui et de demain — et en même temps de ce monde dans lequel elle cherche à réaffirmer sa place.

Il y a de nombreuses manières d'aborder cet ensemble de problèmes. En voici une. Elle consiste à placer ces diverses questions dans une perspective historique plus vaste.

3. Perspective proposée

Notre siècle se distingue de tous les précédents, me semble-t-il, par l'ampleur des organisations humaines qui s'y sont formées, par la puissance des espoirs qu'elles ont suscités, mais aussi par la violence qu'elles ont exercée et le caractère destructeur de leurs affrontements. Les progrès qu'ont apportés ces organisations sans précédent ont été accompagnés de formes sans précédent de barbarie.

Quand on place ce siècle dans la suite des siècles ou des millénaires précédents, il me semble que l'on aperçoit ceci. La tendance dominante de l'histoire humaine a été la lutte entre organisations du même ordre de grandeur, puis, quand la guerre menaçait l'espèce, l'apparition d'organisations d'un niveau supérieur s'arrogeant le monopole de la violence afin de contenir la guerre (l'histoire de la Chine illustre mieux cette tendance que l'histoire de toute autre partie du monde). A quelque niveau que ce fût, chaque fois qu'il s'est agi de créer un monopole d'un ordre supérieur, la guerre s'est faite particulièrement dévastatrice. En outre, la violence des affrontements s'est accrue en proportion de la grandeur, et donc de la puissance des organisations en question.

Ces lois de l'intégration suffisent à expliquer les principales

Incertaine Planète

tragédies de notre siècle. Parce que l'humanité est proche de son p.379 intégration complète et que l'enjeu des guerres intestines auxquelles elle s'est livrée au XX^e siècle était, virtuellement, la constitution d'une organisation unique, détentrice d'un monopole unique de la force, ces guerres ont été d'une violence sans exemple et imposent désormais, avec une urgence également sans précédent, le passage au niveau d'organisation le plus élevé. Mais l'enjeu n'est pas seulement la création d'un pouvoir central. La question porte en même temps sur la nature de ce pouvoir et sur la nature de l'ordre qu'il aura pour fonction d'assurer.

Nous sommes à un moment particulièrement difficile de cette transformation parce que personne ne semble actuellement en mesure de concevoir quelle forme d'organisation de l'humanité pourrait respecter l'inimaginable complexité des sociétés, de la vie humaine et de la vie tout court, et assurer leur épanouissement perpétuel. Aucune des plus grandes formes d'organisation qui ont été réalisées dans l'histoire récente (empires coloniaux, impérialismes, national-socialisme, socialismes d'Etat) n'offre — c'est un euphémisme — de modèle acceptable. De cette difficulté résulte en cette fin de siècle une paralysie de la pensée, une absence de projet qui s'accompagne inévitablement de la multiplication des phénomènes régressifs dans tous les domaines. Il n'y a pratiquement plus aujourd'hui que de l'action défensive : défense de droits, d'acquis sociaux, d'intérêts nationaux, de particularismes culturels, de la paix (avec les résultats que l'on sait), interventions humanitaires, sauvetage de l'environnement, lutte contre la criminalité organisée, la drogue, le sida, etc. Les nations menacées, les populations démunies qui luttent pour leur survie ne sont presque plus entendues parce que la justice qu'elles

Incertaine Planète

réclament ne s'inscrit plus dans aucun dessein d'ensemble. Cette absence de projet favorise au contraire les puissants et la défense cynique de leurs intérêts. (Ce tableau devrait être corrigé, car il y a aussi l'Europe en train de se faire, et quelques autres entreprises porteuses d'avenir ; mais je préfère poursuivre mon raisonnement.)

Dans ce désordre, l'intégration se poursuit, mais de façon sauvage : nous voyons s'accomplir sous nos yeux la sujétion de l'ensemble de la société humaine à la logique économique, c'est-à-dire ^{p.380} à la logique du capital, à la concurrence aveugle et absurde que se livrent à l'échelle de la planète, au nom de l'augmentation indéfinie de la production marchande, des organisations de plus en plus puissantes, de plus en plus anonymes et de moins en moins contrôlables. Marx, qui s'est si lourdement trompé sur tant de points, a vu juste quand il a prédit que le capitalisme finirait par broyer tous les rapports sociaux légués par l'histoire et leur substituerait, non des rapports nouveaux, mais une accélération indéfinie du bouleversement de la production et du marché. Désormais ce bouleversement s'impose à tous comme une loi parce qu'il est en train de réduire pratiquement toutes les relations humaines à l'échange marchand et de les soumettre à une précarité de plus en plus générale. Le projet historique qui fut celui des bourgeoisies nationales est dépassé ; ces bourgeoisies sont elles-mêmes menacées par la tourmente et, contrairement à ce qu'avait pensé Marx, nulle classe ne prend leur relève.

Il me semble évident que la tâche principale est aujourd'hui de transformer l'intégration sauvage qui est en cours en une intégration maîtrisée à l'échelle de l'humanité — en une intégration

Incertaine Planète

dont l'humanité ne soit plus l'objet, mais le sujet. Que personne ne sache ni quand, ni comment cette intégration s'accomplira ne doit pas nous empêcher d'en formuler l'exigence. Je dirais même que l'ignorance dans laquelle nous sommes sur la forme qu'elle prendra est une bonne chose : le XX^e siècle a suffisamment souffert de la folie de ceux qui croyaient savoir. Nous ne savons pas non plus *si* elle se fera, ou si elle se fera à temps, ce qui est une bonne chose aussi : l'inquiétude qu'inspire la marche du monde (si cela peut être appelé une marche) devient un aiguillon.

4. L'idée de civilisation

Si le plus grand obstacle au progrès est aujourd'hui l'absence de projet, autrement dit la paralysie de la pensée, la première chose à faire est d'examiner cette paralysie et de tenter d'en comprendre les causes. Je me demande si elle ne tient pas à ce que notre ^{p.381} appréhension de l'histoire, du social, voire de l'humain, est prisonnière du cadre national. Il est naturel qu'elle en soit prisonnière puisque, dans toutes les sociétés, la pensée commune est étroitement liée à l'expérience commune et que la nation est encore aujourd'hui, ou nous paraît être encore, l'organisation dont dépendent nos conditions d'existence. Cette situation est l'aboutissement d'un processus. C'est dans le cadre national que les bourgeoisies des principaux pays européens et d'autres pays du monde ont réalisé leurs ambitions historiques et c'est au cadre national que se borne désormais leur horizon, et avec lui l'horizon du sens commun. Comme l'idée de nation est close et statique, nous concevons aujourd'hui les sociétés comme des formations plus ou moins closes et statiques, comme des « structures » ou des « systèmes » qui « fonctionnent » de telle ou

Incertaine Planète

telle manière et qui ont pour seule fin de persévérer dans leur être, de conserver chacune son identité. Quand nous essayons de concevoir des organisations englobant plusieurs nations ou toutes les nations, nous raisonnons dans les mêmes termes. De même, au-dessous de la nation, nous nous représentons les sociétés comme des juxtapositions d'autres systèmes clos que nous appelons les « individus ». Nous sommes pris dans un système de représentations qui nous impose sa loi. Parce que l'idée de nation compartimente l'humanité, elle nous empêche d'appréhender l'humanité dans son unité. Parce que cette idée est statique, elle nous empêche de concevoir l'humanité comme se faisant dans l'histoire et de comprendre l'histoire comme une aventure, comme un processus qui a toujours été mû de l'intérieur par des projets humains et que nous devons, si nous ne voulons pas nous renier en tant qu'êtres humains, mouvoir à notre tour par des projets ou, désormais, par *un* projet.

Mais ce projet, comment le concevoir ? Il nous faut le concevoir, me semble-t-il, comme un projet d'intégration maîtrisée à l'échelle de l'humanité et le comprendre, non comme un simple projet d'organisation, mais comme un projet de civilisation. Pourquoi ne pas nous proposer d'œuvrer désormais à l'avènement de *la* civilisation, ou du moins de réfléchir à une telle idée ? Cette ^{p.382} suggestion peut paraître vaine ou folle. J'aimerais la développer brièvement, ne serait-ce que par jeu, et, pour cela, faire plusieurs remarques.

5. Question de sémantique

La première est d'ordre sémantique. Quand je dis « *la* civilisation », au singulier et sans précision, je prends ce mot dans

Incertaine Planète

le sens que lui ont donné les Encyclopédistes du XVIII^e siècle. Ils ont créé ce mot pour exprimer l'idée d'une avancée simultanée dans tous les domaines de l'activité humaine, d'un progrès spontané et universel. Comme l'a montré Norbert Elias, le mot *Zivilisation* avait à la même époque en Allemagne un sens tout différent. A l'universalisme français de « la civilisation », qui leur était imposé de l'extérieur par leurs cours princières et auquel ils n'avaient pas de part, les penseurs de la bourgeoisie allemande ont opposé « la culture », *Bildung*, et « les cultures », *Kulturen*. La notion allemande des « cultures », plurielles et particulières par essence, qui s'est ensuite combinée avec celle des « nations », conçues elles aussi comme multiples et particulières par essence, a eu la fortune que l'on sait. On s'est ensuite mis à parler, par analogie, *des civilisations*, au pluriel, et donc à donner à ce terme un sens proche du terme « cultures ». « *La civilisation* », au sens français du XVIII^e, a pratiquement disparu de notre vocabulaire. Je propose de l'y réintroduire.

Mais comment exprimer dans d'autres langues l'idée de *la civilisation* ? Le passage du français à l'allemand pose déjà un problème délicat, le passage à d'autres langues européennes en pose d'autres, le passage au chinois est problématique aussi. Le mot *wenming*, par lequel on traduit « civilisation », est un néologisme privé de résonances et qui a en outre le défaut de ne pas exprimer l'idée d'une progression, d'une transformation. Le mot *wenhua*, par lequel on traduit « culture », est aussi un néologisme, mais il a un sens plus riche, où l'on perçoit l'écho de conceptions anciennes : il suggère l'idée de « transformation par les mœurs ». Comme « civilisation », il exprime un projet universaliste, mais un projet ^{p.383} fort différent car, tandis que

Incertaine Planète

« civilisation » évoque l'idée d'un progrès spontané dans tous les domaines, le mot *wenhua* condense en lui l'idée d'une action civilisatrice exercée par l'empereur du haut vers le bas et du centre vers la périphérie. Les deux visions sont donc inconciliables.

Je me suis livré à cette petite digression pour signaler une difficulté réelle. Le sens des mots change quand on passe d'une langue à l'autre. En me servant des mots du français, je réveille l'écho d'une expérience historique particulière. En s'exprimant en chinois, nos invités font résonner le souvenir d'un autre passé. Hélas, ces harmoniques deviennent souvent inaudibles à la traduction. J'espère que, malgré ce problème d'acoustique, nous parviendrons à bien nous entendre, et à bien nous faire entendre.

6. Une nouvelle révolution copernicienne

Voici ma deuxième remarque. Je ne crois pas qu'il faille chercher à nous *représenter* la civilisation humaine vers laquelle nous pourrions aller. Méfions-nous de notre imagination, car elle est trop asservie au monde présent. J'ai donné tout à l'heure l'exemple de l'idée de nation et des incidences négatives qu'elle a sur notre conception de l'histoire passée, présente et future. Voici un autre exemple des erreurs que nous risquons de commettre quand nous enfermons l'avenir dans les catégories du présent. Au XIX^e siècle, les bourgeoisies européennes imposaient leur pratique économique aux sociétés et la logique économique apparaissait comme la logique même de l'histoire. Marx a conçu l'avenir dans cette logique-là. Ce faisant, il a donné aux bolcheviques russes et à leurs épigones l'illusion qu'ils libéraient l'humanité lorsqu'ils concentraient entre leurs mains les moyens de production. Nous faisons en cette fin de siècle le bilan de ce qu'il en est résulté. Il

Incertaine Planète

importe de toujours nous souvenir, je crois, que les catégories au moyen desquelles nous concevons les réalités humaines, sociales et historiques sont elles-mêmes historiques, qu'elles sont toujours propres à telle communauté, telle société, telle culture ou telle civilisation particulière, à tel stade de son histoire, et que nous ne pouvons nous fier inconsidérément à aucune d'elles quand nous tentons de concevoir l'avenir. Je dirais même que les plus abstraites sont les plus trompeuses parce qu'elles semblent les plus dégagées de l'histoire.

Fondons plutôt notre réflexion sur ce que nous pouvons savoir des grands phénomènes d'intégration, ceux qui se déroulent dans la longue durée. Dans l'introduction qu'il a écrite en 1968 pour son maître livre, *Le Procès de la civilisation*, Norbert Elias observe que la révolution copernicienne n'a pas seulement été une révolution scientifique. Elle n'a pas seulement contraint le monde savant, puis le reste de la société, à substituer, sur le plan intellectuel, un modèle héliocentrique à un modèle géocentrique de l'univers. Elle nous a contraints à admettre que nous voyons incontestablement le soleil tourner autour de la terre et que cependant, c'est incontestablement la terre qui tourne autour du soleil. Il nous a fallu accepter l'idée que l'interprétation naturelle des données sensibles pouvait être fautive ou, plutôt, qu'elle pouvait être vraie d'un point de vue particulier et fautive sur un plan plus général. Il nous a par conséquent fallu acquérir une faculté nouvelle, celle de distinguer mentalement entre la vérité de la perception et une vérité d'une autre nature, atteinte par des procédés indirects mais probants, et au regard de laquelle la perception naïve avait désormais le statut d'une perception subjective, liée à un point de vue particulier (les deux mondes dont Jean Starobinski a parlé

Incertaine Planète

dans sa conférence). Pour embrasser mentalement le subjectif et l'objectif, il a fallu que l'homme moderne développe une forme de pensée plus complexe, un contrôle de soi plus grand, une nouvelle économie psychique. Ce processus a été long et difficile et il a suscité de puissantes résistances parce qu'il impliquait un réaménagement des formes anciennes d'autorité, donc des institutions politiques et des relations sociales.

A l'avenir, dit Norbert Elias, l'homme va devoir accéder à une connaissance nouvelle, non plus du monde matériel, mais du monde social et de lui-même. Il va devoir s'élever dans ce domaine aussi à une connaissance indépendante de tout point de vue borné. Il faudra qu'il apprenne à distinguer mentalement entre le point de vue particulier qu'il a sur les affaires humaines en tant que ^{p.385} personne individuelle et comme membre d'une société particulière — et une vision plus générale qui embrassera et relativisera son premier point de vue. Il apprendra à opposer, non pas le subjectif et l'objectif comme dans la connaissance du monde matériel, mais plutôt une connaissance au premier degré et une connaissance au second degré — ou une manière d'être homme au premier degré et d'être homme au second degré. Il lui faudra de nouveau développer pour cela une pensée plus complexe, un contrôle de soi plus grand, une économie psychique plus différenciée et ce sera de nouveau un processus long et difficile, qui suscitera des résistances parce qu'il impliquera un profond réaménagement des formes d'autorité, donc des relations sociales.

Cette fois-ci, ce n'est pas une découverte scientifique qui impose le changement, mais l'évolution de la société elle-même. Pour s'y adapter, il faut que l'homme acquière maintenant, de façon de plus en plus générale, un degré nouveau d'agilité

Incertaine Planète

intellectuelle, d'autonomie morale et de maturité affective. Il faut désormais à tous les hommes une certaine connaissance partagée de l'homme. Je pense que cette connaissance de l'homme doit porter en particulier sur sa faculté d'interpréter la réalité, par le langage et par d'autres moyens d'expression, de lui donner une forme ou une autre, selon ses besoins ou sa fantaisie, et de remettre en question la forme qu'il lui a donnée. J'imagine que cette connaissance portera, de façon plus profonde encore, sur la faculté que l'homme a de se donner des valeurs, c'est-à-dire des critères ultimes sur lesquels il décide de régler son action et ses rapports avec ses semblables. Ce sera une connaissance partagée des pouvoirs intellectuels et imaginatifs qui sont propres à l'homme et de l'usage qu'il peut en faire, seul ou avec les autres. Par cette connaissance seconde, il s'émancipera de toutes les formes et valeurs passées, non pour les rejeter mais pour en user à bon escient et pour en créer de nouvelles là où il en ressentira le besoin.

7. Cette révolution est en cours

En fait, cette seconde révolution copernicienne est en cours, elle est déjà avancée. L'histoire du XXe siècle peut être vue comme ^{p.386} un progrès de la connaissance que l'homme a de lui-même, de la diversité des modes de penser et d'agir qu'il a développés dans le passé et donc de son essentielle liberté subjective. L'histoire de ce siècle montre aussi quelle menace cette émancipation de la pensée représente pour les formes anciennes du pouvoir, dont le ressort principal est la domination des esprits. Nous avons vu le progrès s'accompagner de régressions formidables. En premier lieu celle du totalitarisme, qui est, me

Incertaine Planète

semble-t-il, une volonté d'asservir l'homme en le privant de sa faculté d'interpréter, en le privant donc du principe de son autonomie, quitte à le réduire à une ombre de lui-même et à le livrer à la mort, au besoin par millions, plutôt que de tolérer que la moindre résistance de sa part ne remette en question la machine infernale. Ce n'est pas un hasard si notre siècle a surpassé tous les autres dans l'organisation du mensonge — en Europe comme en Chine. Dans la perspective que je propose, le totalitarisme apparaît comme un refus de la complexité nouvelle engendrée par le monde contemporain, comme un refus de l'inconnu face auquel celui-ci nous place et de la liberté à laquelle il nous condamne.

Le capitalisme est un phénomène tout différent. Il a été un puissant accélérateur de l'histoire, il a apporté des progrès considérables dans beaucoup de domaines mais aujourd'hui, dans les formes avancées qu'il prend au sein du monde développé, ses principaux effets sont devenus dislocateurs et destructeurs. A cause d'une concurrence de plus en plus universelle et de plus en plus acharnée, il soumet ceux qui travaillent à des exigences sans cesse plus élevées, à une tension toujours plus forte. Il se sert en même temps de l'innovation technique, qui est entre ses mains, pour remplacer l'homme par la machine là où il peut et rejeter hors de la sphère du travail une part grandissante de la population. D'où les problèmes sociaux et, de façon plus diffuse, le mal-être qui minent les sociétés développées. Une grande partie des jeunes générations refusent au fond d'elles-mêmes l'avenir qui leur est offert, mais n'en voient plus d'autre. L'absence de perspective résulte aussi du fait que le capitalisme accomplit son œuvre en soumettant progressivement la satisfaction de tous les besoins à la seule loi de ^{p.387} l'échange marchand. Il est en passe

Incertaine Planète

de dissoudre dans l'échange généralisé ce qui était gratuit dans des sociétés plus civilisées et d'habituer chacun à ne plus attendre la satisfaction de ses besoins et de ses désirs que de l'achat de produits mis sur le marché à son intention. Il isole ainsi les hommes les uns des autres et les remet ensuite artificiellement en rapport par ce qu'on appelle la « communication ». Il les maintient dans leur isolement et leur passivité de consommateurs par la fascination d'un spectacle universel et permanent, entretenu par des moyens chaque jour plus sophistiqués.

Cette évolution du capitalisme menace le profond mouvement d'émancipation dont j'ai parlé. Elle ne s'y oppose pas de façon brutale comme le totalitarisme, mais le compromet doublement — d'abord parce qu'elle tend à soumettre toute la vie sociale à la seule logique de la concurrence et du profit, c'est-à-dire à une logique aveugle, ensuite parce qu'elle prive progressivement les sociétés du ressort nécessaire à la formation d'un quelconque projet. Suit-il de là que le progrès passe dorénavant par la destruction du capitalisme ? Non, mais qu'il passe nécessairement par la subordination de la logique économique du capitalisme à une logique supérieure, celle de *la* civilisation. Cette subordination se fera-t-elle de façon violente ou pacifique, subite ou progressive ? Se réalisera-t-elle dans des formes que certaines pratiques actuelles préfigurent ou dans des formes encore inconnues ? Ce qui paraît certain, c'est qu'il faudra qu'elle se fasse d'une manière ou d'une autre pour que le processus d'intégration de l'humanité, qui avance aujourd'hui de façon erratique, se transforme en un processus soumis à une fin et que nous puissions à nouveau concevoir une idée de progrès.

8. *Orientation*

A ce moment-là, il faudra que l'on s'entende sur quelques idées simples. L'une d'elles devrait être que la civilisation sera, dans son p.388 principe, l'œuvre commune de toutes les sociétés, de toutes les communautés, voire de toutes les personnes. Une deuxième, que la civilisation sera, par hypothèse, fondée sur des paradigmes nouveaux (je pense aux « inventions axiologiques » évoquées par Raymond Boudon), différents dans bien des cas de ceux qui sont à la base des idées et des savoirs actuels ; on considérera que l'histoire de la raison n'est pas terminée. Une troisième, que le principal fondement de la civilisation sera vraisemblablement une nouvelle connaissance de l'homme, doublement universelle parce que commune à tous les hommes et parce qu'ayant pour objet tous les hommes, et tout l'homme. Une quatrième sera que, pour créer une société humaine plus ouverte que toutes celles qui ont existé dans le passé, cette connaissance de l'homme devra être centrée sur la capacité qu'il a de se construire, de se perfectionner et de se transformer. Une cinquième idée sera que le progrès de la civilisation favorisera le progrès politique : c'est quand les hommes auront atteint en eux-mêmes, dans leur ensemble, des formes supérieures d'intégration qu'ils seront en mesure de réaliser l'intégration de la société humaine sur le plan des institutions, c'est-à-dire de créer un monopole contrôlé de la violence et, par là, de mettre fin à la loi de la guerre. Tant que ce point décisif ne sera pas atteint, l'impératif sera de réformer les institutions existantes afin qu'elles favorisent le progrès de la civilisation et que le progrès de la civilisation favorise en retour la réforme des institutions.

On dira peut-être qu'il y a tant de dangers immédiats, tant de

Incertaine Planète

problèmes urgents à régler dans le monde que le moment n'est pas venu de se livrer à de pareilles spéculations. Mais il se peut aussi que ce genre d'idées contribue, si peu que ce soit, à nous libérer de la paralysie de la pensée dont j'ai parlé tout à l'heure. Et, dans l'immédiat, elles vont me permettre d'envisager sous un angle nouveau la situation présente de la Chine.

9. La question chinoise envisagée sous cet angle

Si l'on considère l'histoire de l'humanité du point de vue de l'intégration, c'est-à-dire du point de vue des organisations de plus en plus vastes qu'elle a formées, le cas de la Chine frappe. Non qu'elle ait été particulièrement précoce, car l'Égypte et la Mésopotamie ont donné naissance avant elle à de grands Etats. Mais elle est unique en ce qu'elle s'est donné très tôt, vers l'an mille avant notre ère, une unité qu'elle a de façon continue renforcée jusqu'à aujourd'hui. Elle a certes connu des périodes de division au cours de ces trois millénaires, mais elles ont été de plus en plus courtes et aucune d'elles n'a durablement effacé l'idée que la Chine était une et devait être réunifiée tôt ou tard ; dans les faits, elles ont toutes rendu l'unité subséquente plus solide.

Cette intégration ne s'est pas faite toute seule. Elle a été l'œuvre d'innombrables chefs militaires, de chefs d'Etat, de conseillers politiques, d'administrateurs, mais aussi d'historiens, de philosophes et d'écrivains. Un Etat ne peut naître et se développer que si paraissent des hommes capables de le diriger et de l'administrer, de saisir dans leur complexité les tâches qu'il impose et de les remplir, ce qui exige des formes nouvelles de maîtrise intellectuelle et de maîtrise de soi. Comme Norbert Elias l'a montré, la complexité grandissante de l'organisation politique et

Incertaine Planète

sociale va nécessairement de pair avec une complexité grandissante de l'organisation intellectuelle et psychique de l'homme ; ce double développement constitue ce qu'il a appelé « *Prozess der Zivilisation* », le « procès de la civilisation ». Il est évident que la contribution de la Chine à l'intégration de l'humanité n'a pas seulement été massive dans l'espace et dans le temps, mais qu'elle a aussi été très importante du point de vue de cette double complexité.

10. Comment s'est faite l'intégration chinoise

Il faut cependant nous demander de quelle façon s'est faite l'intégration chinoise. Nous pouvons distinguer deux moments cruciaux dans ce développement plurimillénaire. Ce sont la création de l'empire, accomplie par Qin Shihuang en 221 avant notre ère, et, environ huit cents ans plus tôt, la création de la royauté des Zhou, un régime rappelant la féodalité de notre Moyen Age, mais ^{p.390} formé par le haut, d'un coup ou du moins en peu de temps, et doté dès l'origine d'une organisation remarquable qui a imprimé sa marque au monde chinois et dont certains traits importants subsistent dans l'organisation politique et sociale de la Chine d'aujourd'hui.

La plupart des historiens d'aujourd'hui, en Chine et hors de Chine, considèrent ces deux moments décisifs comme des événements purement politiques. Cela les empêche, à mon sens, d'en mesurer la portée véritable et, par conséquent, de saisir certains caractères essentiels de l'histoire chinoise. Car ces deux moments n'ont pas seulement été déterminants dans l'histoire des institutions : ils ont marqué la civilisation chinoise dans ses structures les plus fondamentales. Ils ont, plus exactement, créé

Incertaine Planète

ces structures, ils ont donné à la civilisation chinoise ses principes fondateurs. Ce sont des moments du même ordre que l'invention du monothéisme par Moïse, qui a marqué de façon indélébile l'histoire du peuple juif, du christianisme et de l'Europe jusqu'à aujourd'hui, ou que l'invention de la démocratie athénienne. Et c'est donc à partir de ces moments-là, surtout du plus ancien des deux, que l'on peut saisir la civilisation chinoise dans son unité et la suivre dans la logique de son développement historique.

11. *Un moment fondateur*

Je vais m'arrêter brièvement sur ce premier moment décisif et tenter de vous donner une idée de ce qui s'est passé. Je résumerai à l'extrême afin de faire ressortir nettement les traits essentiels. La dynastie royale des Zhou a été fondée à la suite d'un soulèvement contre la dynastie précédente, celle des Shang. Le premier roi Zhou a vaincu les Shang parce qu'avant de se soulever, il s'était assuré l'appui de puissants alliés. Au lendemain de sa victoire, il lui fallut les payer en retour. Il leur donna des fiefs, mais cela ne suffisait pas. Il fallait encore trouver le moyen de transformer l'alliance de circonstance qui les avait réunis en une alliance permanente, en un ordre institutionnel durable. Avec ses conseillers, le fondateur ^{p.391} de la nouvelle dynastie trouva à ce problème une solution remarquable. Ils réinterprétèrent les relations que le roi entretenait avec ses alliés en relations familiales : ils seraient tous frères, les rapports d'aînesse entre ces frères seraient des rapports hiérarchiques et le roi aurait le pouvoir sur ses frères parce qu'il serait l'aîné. On ne pouvait mieux faire pour assurer la prééminence du roi et la cohésion du groupe.

Les fondateurs des Zhou ne s'arrêtèrent pas là. Pour que le

Incertaine Planète

nouvel ordre fût durable, ils décidèrent selon quelles règles les privilèges ainsi distribués seraient transmis. Et comme il était aisé de prévoir que cette famille aristocratique allait croître et se multiplier, et que cette multiplication allait mettre la structure familiale en danger, ils développèrent cette structure de façon à ce qu'elle pût s'étendre sans que jamais ne s'y introduisît le moindre désordre. Ils créèrent un système susceptible d'organiser une famille de plusieurs dizaines ou de plusieurs centaines, voire de plusieurs milliers de membres, appartenant jusqu'à quatre générations simultanées, sans que jamais, entre deux quelconques de ses membres, l'ordre de préséance ne fût ambigu. Ils forgèrent une nomenclature qui permettait d'identifier exactement la place de chacun dans cette hiérarchie générale. Ne serait-ce que d'un point de vue purement formel, ce système est à coup sûr l'une des grandes créations de l'esprit humain.

L'œuvre des fondateurs des Zhou fut un moment de cristallisation décisif. L'ordre qu'ils ont créé se retrouve ensuite, de façon plus ou moins transformée, dans toute la suite de l'histoire chinoise. En voici quelques traits remarquables.

12. Traits permanents

Cet ordre est indistinctement politique et familial. Les Zhou se sont servis d'une organisation familiale savamment hiérarchisée pour créer un système de domination politique. Cette organisation familiale s'y prêtait parce qu'elle a été conçue dès l'origine pour remplir cette fonction. Il en est résulté que, dans la suite, à mesure ^{p.392} que cette organisation familiale s'est étendue à toute la société, l'idée s'est imposée que la famille est, par nature, hiérarchisée de part en part, qu'elle est par nature un système de

Incertaine Planète

pouvoirs et qu'il y a une homologie naturelle entre elle et le pouvoir politique. De ce fait, les notions que nous avons de l'Etat, du « politique » et du « public » opposé au « privé » n'ont pas de place en Chine, ou n'y ont pas le même sens.

Pour assurer mieux encore la cohésion de l'aristocratie, les fondateurs des Zhou instituèrent un culte des ancêtres d'un genre nouveau, formé d'un ensemble de petits et de grands rites, réunissant des collèges plus ou moins étendus selon la dignité de l'ancêtre invoqué. Ces rites montraient à tous les participants la place exacte que chacun d'eux tenait à un moment donné dans la grande hiérarchie aristocratique. Ils plaçaient en outre, en toute circonstance, les cadets sous l'autorité de l'aîné et les branches cadettes sous celle de la branche aînée, car seul l'aîné, ou un aîné issu d'une lignée d'aînés, avait le droit de s'adresser à l'ancêtre invoqué. Cela faisait des aînés les intercesseurs obligés auprès des ancêtres et rendait donc leur pouvoir quasiment absolu. Ils étaient les prêtres. Cette disposition explique le fait qu'il n'y ait jamais eu de véritable clergé en Chine, ni sous les Zhou, ni par la suite. Il y a certes eu des prêtres, mais c'étaient des spécialistes du rituel, des conseillers auxquels on faisait appel au besoin ; ils ne se sont jamais ni constitués en corps séparé ni substitués à l'autorité des aînés. De ce fait, l'opposition entre le sacré et le profane n'a jamais pris en Chine un caractère tranché ; les relations familiales y ont par contre eu un certain caractère religieux.

On a souvent remarqué que depuis les Zhou jusque dans un passé tout récent, le pouvoir avait toujours été monarchique en Chine. Il l'a été d'une manière particulière. Pendant ces trois millénaires, la monarchie y a été *logiquement nécessaire* parce que toute la réalité sociale y était conçue comme hiérarchique

Incertaine Planète

dans son essence. Cela apparaît avec une netteté particulière dans la pensée confucianiste, où ce n'est pas la personne individuelle qui constitue la réalité humaine première, mais l'association hiérarchisée de deux personnes — l'association d'un souverain et de son ministre, d'un ^{p.393} père et d'un fils, d'un frère aîné et d'un frère cadet, d'un époux et d'une épouse. Ces binômes étaient la donnée première. L'humain était hiérarchique dans sa définition même. L'égalité n'était pas pensable. Dans la hiérarchie aristocratique que j'ai décrite, le cas de l'égalité de deux individus ne se présentait d'ailleurs jamais. C'est cette inégalité généralisée qui a fait de la monarchie, en Chine, non un régime parmi d'autres, mais le seul régime possible. Ces remarques suffisent à montrer que le système créé par les Zhou était organisé selon des catégories qui lui étaient propres et que nous ne pouvons le comprendre en lui appliquant les nôtres.

13. La conception du pouvoir

Mais quel était le rôle du roi sous les Zhou ? Comme le système était conçu pour se régler et se perpétuer de lui-même, il suffisait en principe que le souverain remplît, au sommet, les obligations cultuelles qui étaient les siennes. S'il les remplissait bien, cela assurait le bon fonctionnement de l'ensemble, qui était assimilé au fonctionnement de la nature, du cycle des saisons et de la révolution des astres. Son action n'avait aucun rapport avec la volonté ou l'arbitraire. C'est ainsi qu'est née une conception du pouvoir qui a joué un grand rôle dans toute la suite de l'histoire chinoise et qui est fort différente de la nôtre, ou des nôtres. Dans cette conception chinoise, le pouvoir était immanent au social et à la nature.

Incertaine Planète

Si le système se grippait, le roi avait pour mission de rétablir au plus vite les conditions de son fonctionnement normal et disposait pour cela d'un pouvoir d'intervention illimité dans son principe. Toutes les positions hiérarchiques du système étaient en effet soumises à son décret, il pouvait toutes les révoquer sans autre forme de procès et user de la violence s'il n'était pas obéi. Aucun principe ne pouvait lui être opposé à ce moment-là — ni les liens de sang, ni aucun argument juridique, moral ou religieux. Son pouvoir n'était soumis à aucune transcendance, divine ou autre. Quand il était amené à intervenir ainsi, il n'est pas trop fort de dire que son pouvoir *était* la transcendance.

14. Les deux sphères

^{p.394} La conquête du pouvoir par les Zhou et leurs alliés a eu une autre grande conséquence. Pour la première fois dans cette partie du monde, des vainqueurs ont institutionnalisé leur domination sur les populations vaincues afin de la rendre durable. Les fondateurs des Zhou ont instauré un régime divisé en deux sphères : une sphère supérieure que j'ai décrite, celle de l'aristocratie, minutieusement hiérarchisée, étroitement unie par sa savante répartition des privilèges, ses liens familiaux, ses rites — et une sphère inférieure, celle de l'ensemble des populations soumises, fort différentes les unes des autres par leurs institutions sociales, leurs coutumes et leurs pratiques religieuses. Elles étaient libres de vivre comme elles l'entendaient à la condition de rester soumises. De nouveau, les Zhou ne se sont pas contentés d'établir une domination de fait. Ils ont créé un ordre qui est devenu l'un des fondements de la civilisation chinoise, un ordre dont on retrouve l'empreinte dans la représentation du monde et jusque

Incertaine Planète

dans les catégories de l'entendement chinois. Nous pourrions dire, en des termes qui nous sont familiers, que la sphère supérieure, une et dominante, a représenté à partir de ce moment-là l'universel, et la sphère inférieure, divisée et diverse, le particulier. Les catégories chinoises qui rendent compte de ce rapport sont le Ciel et la Terre, ou le *yang* et le *yin* — en haut le Ciel ou le *yang*, qui est unifié et qui domine le divers en l'organisant, en bas la Terre ou le *yin*, qui est désuni, qui tend au désordre et qui a besoin d'être organisé. Pour comprendre ces deux notions fameuses, il faut s'être aperçu qu'elles sont, au fond, des catégories sociopolitiques.

On n'a pas encore suffisamment mesuré, me semble-t-il, à quel point le monde chinois a été marqué, dans ses institutions, dans ses représentations et jusque dans les catégories de son entendement, par cette division de la réalité sociale en deux parties de nature différente, liées entre elles par des interactions aux formes asymétriques et mouvantes. Je ne serais pas étonné que l'on découvre un jour dans cette division un principe structurant aussi déterminant, dans le monde chinois, que le principe des trois fonctions que Georges Dumézil a cru apercevoir dans le monde indo-européen.

^{p.395} En reconnaissant ce principe, on ne niera nullement le caractère pleinement historique du passé chinois. Au contraire, on comprendra beaucoup mieux cette histoire parce qu'on la saisira enfin selon ses propres catégories. On verra comment plusieurs fois, après de grandes transformations technologiques, économiques et sociales, s'est recréé un ordre qui était chinois parce qu'il était fondé sur cette division. Le premier grand ordre de ce genre a été la royauté aristocratique des Zhou, le deuxième a

Incertaine Planète

été l'empire bureaucratique fondé par Qin Shihuang, le troisième l'empire mandarinale des Tang et surtout des Song, des Ming et des Qing. Le régime actuel repose sur les mêmes bases. Le Parti communiste chinois a rétabli, une fois de plus, la division traditionnelle de la société en deux sphères mais, cette fois-ci, le croisement de la tradition chinoise avec la tradition bolchevique et d'autres éléments de provenance occidentale a produit un mélange instable, dont l'avenir est incertain. Peut-être l'économie de marché va-t-elle mettre fin, une fois pour toutes, à cette division traditionnelle. Telle est en tout cas la conviction de Yihua Jiang.

J'ai indiqué comment les souverains chinois ont exercé leur pouvoir sur la hiérarchie aristocratique, et plus tard bureaucratique ou mandarinale. Il faut que je précise comment ils l'ont exercé sur la sphère inférieure de la société. De l'origine de la dynastie des Zhou jusque dans un passé tout récent, voire jusqu'à aujourd'hui, leur comportement a été quasiment constant. Il a consisté à laisser les populations soumises vivre selon leurs coutumes en veillant à ce que, parmi elles, aucune communauté ethnique ou religieuse, aucun groupe social, aucune classe ne prît jamais une position prépondérante par rapport aux autres. Si cela se produisait, ils affaiblissaient cette communauté devenue trop forte en la divisant ou en renforçant ses rivales. Il est remarquable que le mot *quan*, qui signifie le « poids de la balance », poids que l'on déplace le long d'un bras gradué, ait servi depuis des temps anciens à désigner le « pouvoir » : le pouvoir a été conçu comme une « capacité de rééquilibrer ». Ce n'est pas seulement dans leur politique extérieure que les empereurs chinois ont « divisé pour régner » ; ils l'ont fait de manière constante à l'intérieur ; ils n'ont jamais cessé de diviser ^{p.396} leurs propres sujets pour régner sur

Incertaine Planète

eux. Et quand s'est formée dans la sphère inférieure une puissance assez forte pour résister à leurs manœuvres de rééquilibrage, ils l'ont brisée par la violence. Ils l'ont toujours fait dans le même but, qui était de rétablir leur liberté d'action et de recommencer à diviser pour régner. Leur but a toujours été de rétablir ce que j'ai appelé « la transcendance du pouvoir ».

C'est par cet art de la domination que s'explique ce qu'il y a de plus admirable et de plus déconcertant pour nous dans l'action des dirigeants chinois d'hier et d'aujourd'hui. A de nombreuses reprises dans l'histoire, ils ont su assurer à un vaste empire une paix intérieure d'un, deux ou trois siècles. A d'autres moments, ils ont toléré un degré étonnant de désordre parce que ce désordre accroissait plutôt qu'il ne réduisait leur liberté de manœuvre. Dans certaines situations critiques, ils ont usé de la violence avec une détermination impitoyable contre leurs sujets. Lorsqu'ils ont échoué et qu'une dynastie s'est effondrée, l'issue de la guerre qui s'en est suivie a toujours été la reconstitution d'un pouvoir du type ancien. Le régime actuel ne fait pas exception.

15. *Le stratégique à la place du politique*

Pour bien comprendre toutes ces données, il faut admettre qu'en Chine le pouvoir n'a pas été jusqu'ici de nature *politique*, mais de nature *stratégique*. Il faut ensuite faire un second pas et substituer à notre idée du stratégique l'idée chinoise correspondante, qui n'est pas exactement la même. Dans l'idée chinoise, le but de la stratégie n'est pas d'anéantir l'ennemi ou de le mettre hors d'état d'agir, mais d'établir ou de maintenir sur lui un ascendant, de contrôler son activité, d'exercer sur lui une domination mouvante et si possible insensible, qui coûte le

Incertaine Planète

moindre effort et rende la violence inutile. Cette conception est naturelle en Chine puisque la stratégie n'y a pas eu pour objet premier les conflits entre puissances égales, mais la domination d'un pouvoir unique sur une réalité multiple et instable. Cette conception du stratégique s'est ^{p.397} imposée lors de l'avènement des Zhou, comme une donnée pratique et, plus profondément, comme une catégorie de la pensée, voire comme *la* catégorie fondamentale de la pensée, et elle l'est restée jusqu'à aujourd'hui. Ce que nous appelons « le politique » a été pensé à l'intérieur de ce cadre.

Il convient de donner une grande portée à cette proposition que le stratégique, ainsi compris, constitue la catégorie fondamentale de la pensée chinoise. Il me semble en effet que le système créé par les Zhou est devenu la matrice où se sont formés les conceptions relatives au pouvoir, un art étendu et subtil de la domination mais aussi, plus généralement, une certaine notion de l'ordre des choses ainsi qu'une idée particulière de l'action, du sujet agissant et de ses rapports avec la réalité sur laquelle il agit. Cette catégorie du stratégique, qui se manifeste de façons consonantes ou parfois dissonantes dans quasiment toutes les expressions du génie chinois, notamment dans les doctrines philosophiques et religieuses qu'a produites la Chine, est aussi le fondement commun de ses lois, de ses mœurs et de ses manières. Il faut que les parties d'une société se tiennent. Cela vaut aussi à l'échelle d'une civilisation. De l'accord des parties naît un esprit général, comme disait Montesquieu, qui est propre à chacune et la distingue de toutes les autres. Plus qu'à toute autre chose, l'esprit général qui caractérise la Chine me paraît tenir à la prépondérance de cette catégorie du stratégique depuis les Zhou jusqu'à nos

Incertaine Planète

jours. Il me semble que c'est par la mise en œuvre de cette catégorie principale dans ses institutions, ses mœurs et ses formes de pensée que la Chine a réalisé, au fil de l'histoire, sa contribution si considérable à l'intégration de l'humanité.

16. La situation actuelle de la Chine

Pendant les trente siècles dont je viens de parler, la Chine a dû faire face à de multiples dangers extérieurs. Elle a été de nombreuses fois envahie et dominée par des peuples non chinois, en partie ou dans sa totalité. Mais ces peuples venaient des confins de la Chine, ils étaient sinisés à divers degrés et, quand ils l'ont dominée, ^{p.398} ils l'ont tous fait, en fin de compte, selon les principes chinois. Quand les puissances coloniales européennes ont attaqué la Chine et ont commencé à empiéter sur sa souveraineté, au XIX^e siècle, elles lui ont lancé un défi entièrement nouveau. Ce n'était pas seulement à cause de leur armement supérieur et de leur agressivité, et du marasme qui affaiblissait alors la Chine. Elles imposaient une autre conception des rapports entre les nations, de nouvelles pratiques économiques, des techniques et des savoirs nouveaux. Comme le Japon, l'empire chinois tenta dans un premier temps de se protéger en adoptant les procédés de l'agresseur. Mais, contrairement à ceux du Japon, les dirigeants chinois de la fin du siècle limitèrent l'innovation autant qu'ils purent. Ils résumèrent leur attitude dans une formule qui eut une grande fortune, *zhongti xiyong*, qu'on peut traduire par « essence chinoise, contingences occidentales » : l'essence du système resterait chinoise, il n'y aurait d'occidental que des apports d'ordre technique.

Au tournant de notre siècle, à cause de l'emprise grandissante

Incertaine Planète

des puissances coloniales, la Chine perdit la maîtrise de son destin. Cette fois, c'est « l'essence » qui semblait atteinte. A ses propres yeux, la Chine avait représenté l'universel face à la pluralité du monde extérieur ; elle ne semblait plus être qu'une nation parmi d'autres. Aux yeux des sujets de l'empire, le pouvoir impérial avait représenté l'universel, mais il n'était plus qu'un pouvoir de fait, que ses sujets pouvaient comparer à d'autres. Cette situation nouvelle remettait en question, dans son fondement, la notion que les Chinois avaient de la Chine et d'eux-mêmes.

Les plus lucides de ses dirigeants et de ses intellectuels le sentirent fort bien. Ils étaient dans un profond dilemme. S'ils voulaient sauver la vision traditionnelle des choses, ou en sauver au moins une partie centrale, il leur fallait remplacer la dimension d'universalité, qui était au cœur de l'ancien système, par l'idée d'une essence non plus universelle, mais spécifiquement chinoise. Si la Chine n'était plus *le* tout, à elle seule, elle serait *un* tout unique et irremplaçable. Mais en quoi consistait au juste cette essence particulière ? La question de l'identité chinoise était posée, un débat s'ouvrait qui n'a cessé depuis lors.

p.399 La question n'était cependant pas seulement de définir cette identité. La question de sa valeur se posait aussi. La faiblesse, le retard de la Chine ne résultaient-ils pas justement du caractère particulier de son histoire, de ses institutions, de l'esprit général de ses mœurs ? N'y avait-il pas au cœur de ses traditions quelque chose qui la rendait inapte à s'intégrer au monde moderne forgé par les nations occidentales ? Fallait-il par conséquent conserver ces traditions, les amender, les rejeter ? Les réponses furent diverses. Certains célébrèrent « l'essence nationale », *guocui* ; d'autres condamnèrent au contraire tout ce qui était

Incertaine Planète

chinois. Beaucoup pensaient qu'en adoptant ce que les Occidentaux avaient de meilleur, en particulier la démocratie, la Chine allait pouvoir se transformer sans se renier.

Mais cet espoir fut déçu. Le Parti communiste, qui lui rendit en 1949 son unité et son indépendance, suscita des espoirs de révolution sociale, mais précipita ensuite le pays dans des crises désastreuses. A la mort de Mao Tsé TOUNG, en 1976, la Chine était une nation sinistrée. L'ouverture et les réformes des années 1980 permirent de nouveau l'espoir, mais il fut encore une fois brisé en 1989. Ceux qui avaient appelé de leurs vœux une démocratisation du régime et des mœurs, un développement du droit, la naissance d'un Etat moderne en furent réduits à se demander, une fois de plus, pourquoi une grande nation comme la leur, qui semblait disposer de tant d'atouts, continuait d'aller ainsi d'échec en échec. Le débat sur l'identité chinoise, qui avait repris de plus belle dans les années 1980, ne leur avait pas apporté de réponse satisfaisante, en partie parce qu'il était faussé dans les termes, comme je l'ai dit plus haut, en partie aussi parce que beaucoup de ceux qui y participèrent n'avaient plus une connaissance suffisante du passé. La perplexité, le doute dont j'ai parlé au début s'en trouvèrent aggravés.

L'essor économique fulgurant de ces dernières années est certes venu modifier la situation, mais l'enrichissement qui en est résulté ne semble pas avoir mis la Chine, pour le moment, sur la voie d'une modernisation de ses mœurs politiques et de ses institutions. Les Chinois qui se soucient le plus de l'avenir de leur pays ont des raisons de se demander si les transformations actuelles ne sont pas en train de créer des tensions et des déséquilibres annonciateurs de nouvelles tragédies.

Incertaine Planète

17. La question décisive

Après ces développements historiques, me voici à même de poser la question qui m'intéresse : n'y a-t-il pas dans la manière particulière dont s'est faite l'intégration chinoise un principe qui a puissamment servi cette intégration pendant près de trente siècles, mais qui empêche la Chine de s'adapter en profondeur à la situation historique actuelle ? Cette question, je ne prétends pas lui apporter de réponse, surtout pas de réponse catégorique. Je ne fais que la formuler et la soumettre à votre réflexion.

Cependant, pour terminer, j'aimerais suggérer deux éléments de réponse. J'insiste sur la nature des remarques que je vais faire : ce sont des suggestions, faites par un Occidental, à partir de ce qu'il a pu voir et comprendre. L'une concerne le pouvoir, l'autre la culture.

18. Le pouvoir

Quand le Parti communiste chinois a instauré le régime actuel, il a cloisonné la société chinoise de façon à pouvoir la dominer selon la pratique traditionnelle du pouvoir impérial. Il a pu imposer ce cloisonnement systématique parce qu'il était conforme à d'anciennes habitudes. Mais la Chine peut-elle rester plus longtemps soumise à un pouvoir dont la maxime principale, quoique inavouée, est de diviser pour régner ? Un tel pouvoir n'est-il pas condamné par le progrès des communications, par l'intégration économique, par l'autonomie de décision indispensable aux acteurs d'une société moderne, et donc par le besoin de règles sûres et de garanties contre l'arbitraire ?

Les Chinois ont certes créé tout au long de leur histoire des systèmes de contrôle du pouvoir très élaborés, mais cela a

Incertaine Planète

toujours ^{p.401} été pour contrôler le gouvernement et l'administration, jamais pour limiter le pouvoir de l'empereur. Le pouvoir impérial a la plupart du temps été contenu dans d'étroites limites *en fait* ; il n'a jamais été limité *dans son principe* — ni par un contre-pouvoir, ni par le droit, ni par une transcendance éthique ou religieuse qui fût indépendante de lui, et qui pût être invoquée contre lui. Quand il a voulu agir, il a toujours eu un droit d'intervention stratégique sans autre limite que la stratégie elle-même et, comme bien d'autres révolutions qui ont secoué la Chine dans le passé, la révolution chinoise du XX^e siècle a abouti à reconstituer un pouvoir de ce genre. Mais pour la première fois, ce pouvoir est devenu anachronique. L'art de la manipulation souveraine, qui a été poussé si loin par tant d'empereurs, de ministres et de généraux chinois dans le passé, ne répond plus aux besoins d'aujourd'hui. Grâce à son génie stratégique, Mao Tsé-toung a certes rendu son indépendance à la nation, mais il lui a imposé en même temps un pouvoir stratégique à l'ancienne et en a ensuite abusé d'une façon catastrophique, surtout au moment de la Révolution culturelle. Ses successeurs n'ont pas encore remis en cause le principe du pouvoir qu'il leur a légué. Cela se voit dans leur politique intérieure et, de façon peut-être plus claire encore, dans leur politique extérieure. Ils ont encore de la peine à admettre que la Chine puisse être durablement liée par des règles, même par celles auxquelles elle a souscrit, et ils reviennent sans cesse, dans ce domaine aussi, à la vision purement stratégique qui leur est naturelle.

C'est dire que leur pouvoir semble être devenu doublement anachronique. Il l'est devenu du point de vue de l'intégration nouvelle dont la société chinoise a besoin à l'intérieur et du point

Incertaine Planète

de vue de l'intégration de la Chine à la société mondiale qui est en voie de formation. Mais ce problème de la nature du pouvoir, qui paraît conditionner tous les autres, n'est pas un problème isolé.

19. La culture

Car son existence n'est pas seulement un fait d'ordre politique ou institutionnel. Il est lié depuis son origine à une organisation ^{p.402} de la société et à des formes de pensée qui ont constitué un ensemble solidaire et qui continuent à le faire dans une certaine mesure malgré la crise dans laquelle la Chine se trouve aujourd'hui. Le changement du régime politique chinois ne peut donc aller sans une transformation plus profonde et plus générale.

Voici l'idée que je me fais de cette transformation. Le pouvoir chinois ayant toujours divisé pour régner, la division est devenue en un certain sens un trait constitutif, quoique le plus souvent caché, de la société chinoise. Les Chinois ont pris l'habitude de considérer que le conflit était dans la nature même du social (d'où l'apologie constante de l'harmonie) et qu'il ne pouvait être limité que par la domination — une domination soit momentanée, résultant de la stratégie efficace d'une personne ou d'une communauté contre une autre, soit plus permanente parce qu'institutionnalisée en hiérarchie contrôlée par le haut. Ils sont allés plus loin. Ils ont pensé que le phénomène humain était fait, dans son essence même, d'inégalité et d'interaction conflictuelle, et se sont formé de la subjectivité humaine une idée conforme à cette vue : ils l'ont essentiellement conçue comme le lieu où prend naissance l'initiative stratégique, spontanée ou réfléchie, ou, inversement, comme le sanctuaire à soustraire aux stratégies des autres. Ils ont considéré que le conflit était dans la réalité même.

Incertaine Planète

Cela apparaît dans leur philosophie, qui a constamment cherché à saisir les lois de l'interaction et du changement, tandis qu'à l'inverse la philosophie grecque et la tradition intellectuelle qui en est issue ont constamment cherché le permanent, l'immuable au-delà du mouvant, l'idée au-delà du sensible.

L'histoire exige désormais des Chinois, me semble-t-il, qu'ils passent de l'intégration fondée sur la division, le conflit et la domination à une intégration fondée sur l'égalité et la coopération. Que, pour cela, ils limitent et contrôlent le pouvoir. Qu'ils cherchent à contenir le conflit social par l'instauration de règles communes plutôt que par la domination. Qu'ils posent le principe que les membres d'une société sont libres d'adopter les règles qui leur conviennent, mais qu'ensuite ils ont le devoir de placer ces règles au-dessus de leurs intérêts particuliers — à moins de les modifier ^{p.403} d'un commun accord. Ils doivent affirmer en ce sens-là la liberté de chaque personne : elle possède l'autonomie de décider avec d'autres d'une règle ainsi que l'autonomie qui lui permet de s'engager à la respecter. Il s'agit d'adopter une vision du social et de l'humain différente de la vision traditionnelle.

Je crois que cette conversion se fera. Il me semble que beaucoup de Chinois y aspirent. Ils sont de plus en plus nombreux à avoir le sentiment qu'ils ont payé et qu'ils paient un tribut trop lourd à des mœurs et à des institutions condamnées. Les échecs répétés qu'ils ont subis depuis un siècle les ont instruits de la nécessité de rompre avec leur passé sur quelques points essentiels. Les succès de leurs compatriotes de Taïwan, de Hong-Kong, de Singapour et d'ailleurs leur montrent qu'ils réussissent quand les conditions sont changées. En outre, la Chine est désormais partie prenante dans l'unification de la société humaine,

Incertaine Planète

ce qui agit sur les esprits en Chine même. A mesure que les esprits évoluent, les conditions d'un changement mûrissent.

20. Ruptures

Mais la partie n'est pas jouée. Les détenteurs du pouvoir à l'ancienne résisteront, surtout au sommet. Ils se serviront de tous leurs leviers pour empêcher les débats nécessaires à la préparation de la révolution politique. Il faudra que le pouvoir central, en même temps que les citoyens, établissent leur contrôle sur les pouvoirs locaux. Or des intérêts nombreux et puissants s'opposent à ces contrôles, et l'expérience manque à ceux qui voudraient les instaurer. L'éducation devra jouer un rôle primordial dans ces transformations mais, au lieu de la développer, le régime l'a laissée aller à vau-l'eau depuis le début des réformes économiques. Il a plutôt engagé toutes les énergies de la nation dans la course à l'argent et à la consommation. Il a créé une frénésie que l'incertitude de l'avenir ne fait qu'alimenter.

Il y a une autre difficulté. L'actuel Etat chinois est l'héritier de l'empire mandchou. Il a les mêmes frontières, ou presque, et ^{p.404} réunit les mêmes peuples. Il est dominé par un pouvoir de même nature. Quand Mao Tsé-toung a restauré ce pouvoir, il a justifié sa restauration en proclamant que ce pouvoir allait devenir l'instrument d'une grande révolution sociale, mais cette justification est aujourd'hui discréditée. Il est devenu difficile de justifier le régime parce qu'il assurerait mieux qu'un autre la stabilité et le progrès économique. Le régime fonde désormais principalement sa légitimité sur le nationalisme chinois, ce qui le met en difficulté face aux autres peuples de l'ancien empire. Il est confronté sur ce point à un problème qu'il n'a pas le moyen de

Incertaine Planète

résoudre et qu'il cherche à éluder par une politique du fait accompli, me semble-t-il, c'est-à-dire par la sinisation accélérée du Tibet, de l'Asie centrale et de la Mongolie intérieure. Le jour où les Chinois se donneront des libertés politiques, ils devront faire face à ce problème non résolu et, pour cela, remettre en question l'empire dont ils ont hérité. Ils devront accepter que les autres peuples de l'ancien empire conquièrent aussi leurs libertés politiques et en fassent usage pour se donner une autonomie réelle, voire une forme ou une autre d'indépendance. S'ils reculent devant cette conséquence, et refusent donc de modifier la nature impériale du pouvoir, ils n'auront pas eux-mêmes de libertés politiques. Tout ce qu'il faut souhaiter, c'est que la Chine ait des hommes d'Etat qui sachent veiller à ce que, le moment venu, ces changements se fassent sans violence. Ils y parviendront d'autant mieux que l'intégration politique de la société mondiale aura par ailleurs fait de plus grands progrès et que la Chine elle-même y participera de façon plus active.

21. Renouveau

J'ai tenté de donner une idée de la situation incertaine dans laquelle se trouve aujourd'hui la Chine et de montrer que cette incertitude est étroitement liée à l'ensemble de son histoire et au fondement même de sa civilisation. J'ai en même temps essayé de placer cette incertitude dans l'incertitude plus générale où nous sommes tous en cette fin du XX^e siècle. J'ai voulu suggérer par là ^{p.405} que l'incertitude dans laquelle se trouve la Chine est peut-être d'une nature particulière, mais qu'elle n'est somme toute pas plus grande que l'incertitude dans laquelle nous sommes aussi. J'ai en outre voulu suggérer une perspective qui nous permette de mettre

Incertaine Planète

en relation les difficultés de la Chine et les nôtres, et de chercher leurs solutions dans un projet commun. Il m'a semblé que, pour lever la paralysie de la pensée qui nous a saisis en cette fin de siècle, il importe de réintroduire la dimension du projet, sans laquelle l'esprit n'a pas de liberté de manœuvre.

Depuis un siècle, la Chine éprouve une égale difficulté à se définir par rapport à son passé impérial et par rapport aux nations occidentales modernes. Il me semble qu'elle sortira plus aisément de cette difficulté quand elle cherchera plutôt à se définir par rapport à un projet comme celui que j'ai esquissé et se demandera quel sera son apport à la réalisation de ce projet. Car il est évident qu'à l'échelle de l'histoire, sa contribution à l'intégration de l'humanité a été considérable dans le passé et que, quand elle aura surmonté ses difficultés présentes, elle y contribuera puissamment dans l'avenir.

Mais les ruptures qui me paraissent s'imposer à la Chine n'entraîneront-elles pas une cassure irréparable, un abandon de la tradition, un oubli de l'histoire ? Je suis convaincu du contraire : quand elle entrera dans une phase décisive, la clarification de leur rapport avec leur passé suscitera chez tous les Chinois un puissant renouveau de l'intérêt pour ce passé. Je suis convaincu qu'il en résultera une renaissance de l'étude de la tradition et, par conséquent, de la culture chinoise. A partir de ce moment-là, ils percevront leur héritage culturel comme le fruit d'une expérience parmi d'autres au sein de la grande expérience humaine — d'une expérience dont les caractéristiques se dégageront de façon de plus en plus précise et dont ils pourront par conséquent se distancier intellectuellement tout en restant attachés à toutes les richesses qu'elle contient, et en tirant parti de ces richesses.

Incertaine Planète

Rupture et retour me semblent également nécessaires, et indissociables.

Je suis convaincu que ce réexamen critique suscitera également un grand intérêt hors de Chine, notamment en Europe, car la ^{p.406} critique du passé rendra celui-ci également intelligible aux Européens. Elle leur permettra d'intégrer l'expérience chinoise à leur vision de l'histoire et à leur vision de l'homme. Les échanges entre la Chine et l'Europe devraient prendre, sur le plan des connaissances et de la pensée, un essor qu'ils n'ont jamais connu.

Et cet essor, tel est mon espoir, devrait contribuer de façon décisive à l'élaboration des paradigmes qui seront peut-être un jour au cœur de *la* civilisation.

Je crains que nos invités chinois ne trouvent mes propos que très peu chinois, très européens — mais je suis un Européen, et je les prie de bien vouloir croire que j'ai fait de mon mieux pour comprendre la situation dans laquelle se trouve leur pays, et pour dire ce que j'ai cru comprendre. Qu'ils veuillent me pardonner ma franchise et corriger mes erreurs ¹.

*

Discussion

@

M. CHO-YUN HSU : Jean-François Billeter analyse deux périodes, celle des Zhou et celle des Qin, où le pouvoir impérial est apparu. Il se trouve que j'ai écrit deux ouvrages sur ces périodes. J'ai intitulé celui que j'ai consacré aux

¹ Le manque de temps a contraint Jean-François Billeter à ne présenter qu'un résumé de son exposé. Son texte complet était connu de Cho-Yun Hsu et de Yihua Jiang.

Incertaine Planète

Zhou *La Formation d'une nation*. Sous la dynastie Zhou (env. 1050-250), de nombreuses influences ont marqué la création de la nation chinoise. Le point principal était le fameux « mandat du Ciel », qui traduisait l'espoir, répandu dans le peuple, que le Ciel s'intéresse au destin de l'humanité. C'est probablement le fait le plus particulier de la culture chinoise de cette époque. Il exprime les sentiments de vénération et d'espoir du peuple chinois. Je crois que son influence n'a jamais cessé de se faire sentir dans la pensée chinoise jusqu'à aujourd'hui. Il reflète la conception que le peuple a de lui-même et de sa culture. On peut déceler des points communs entre cette attitude et le monothéisme occidental. En s'instituant en tant que nation et en créant la notion de « mandat du Ciel », les Chinois ont apporté une grande contribution, non seulement à leur propre civilisation, mais au concept même de civilisation.

p.407 Sous les Qin (221-206), au moment où apparaît l'institution impériale, on a développé la théorie d'une polarisation entre le *yin* et le *yang*. A l'époque, les savants confucéens ont essayé de tempérer cette polarisation et de chercher un point d'équilibre. Ils se sont appliqués à réaliser leur idéal d'harmonie entre Ciel et Terre, peuple et dirigeants. Les intellectuels actuels, en fait, n'ont-ils pas le même idéal ? Ce que nous recherchons ressemble fort aux idéaux confucéens proposés sous la dynastie des Qin. C'est à partir de cette époque que le peuple chinois s'est unifié. Dans mon livre sur les Han, j'ai montré comment des relations économiques se sont établies dès le début de notre ère entre toutes les parties du monde chinois. J'ai expliqué l'interdépendance des régions et des individus dans le système chinois. Lorsque ces interdépendances perdent leur équilibre, c'est l'ensemble du pays qui entre en crise. J'ai l'impression que le monde entier est aujourd'hui en train de suivre ce modèle. Il est devenu interdépendant dans toutes ses parties. Nous avons des bases communes. Peut-être peut-on les faire remonter à la création de l'empire des Qin et des Han (-206/+220). Certes, notre système social a connu de grandes difficultés. Il a été souvent ébranlé. Mais on se rend compte maintenant que ce qui s'est passé en Chine il y a deux mille ans ressemble à ce qui se passe aujourd'hui dans le monde entier. Nous n'allons pas attendre trois siècles pour voir apparaître un marché global et une universelle interdépendance économique.

Incertaine Planète

M. YIHUA JIANG : Jean-François Billeter a proposé une nouvelle définition de la civilisation, en particulier de la civilisation traditionnelle chinoise. J'admire la profondeur philosophique de son raisonnement.

Comment mieux comprendre l'histoire de la Chine ? Bien sûr, les opinions peuvent diverger. Je pense aux particularités de notre civilisation traditionnelle, et surtout à la conception unitaire qui l'inspire. Celle-ci est incompatible avec l'idée de la rupture entre une classe de dirigeants et une classe de dirigés.

J'aimerais préciser ce point. J'ai apprécié votre manière d'expliquer la création de l'empire unitaire, mais la réalité historique ne se réduit pas à votre schéma. Il y a certes toujours eu, comme vous le dites, une polarisation, une division entre dirigeants et dirigés — entre le *yang* et le *yin*. Mais il faut également considérer le point de vue des « légistes », celui des taoïstes et celui des confucianistes. Ils envisagent différemment la polarisation de la société. Pour moi, la spécificité de la société chinoise réside précisément dans les procédés très particuliers qui lui permettent de relier ces deux pôles. En fait, classes dirigeantes et classes dirigées n'étaient pas aussi séparées l'une de l'autre que vous ne l'affirmez. Dès lors que l'on tient compte de l'antagonisme *yin/yang*, on doit également tenir compte ^{p.408} du lien constant qui existe entre les deux principes. Il y a sans cesse échange entre classes dirigeantes et classes dirigées. Si l'on pense aux dirigés, il faut penser aussi au système des examens, qui permettait aux membres des classes les plus humbles d'accéder à la connaissance, puis au pouvoir. Il faut encore se rappeler que les classes dirigeantes ont eu une tendance constante à redescendre peu à peu, génération après génération, vers le peuple. Appartenir à l'aristocratie n'était pas un acquis de naissance. Entre les différentes classes, les liens étaient donc permanents.

Il faut certes critiquer la manière qu'ont eue les « légistes » d'aborder les questions sociales. Ils ont considéré que le pouvoir devait instaurer un contrôle absolu sur la société. Cette vision s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui. Elle repose sur l'idée de la contradiction entre les différents éléments de la société. C'est une vision négative.

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : Nous avons, l'un et l'autre, deux conceptions du passé chinois. Il existe en Chine même plusieurs conceptions, parfois incompatibles, du passé de la Chine. Ce qu'il importe de relever, c'est qu'il y a

Incertaine Planète

une relation étroite entre ces différents points de vue et l'appréhension de la situation actuelle et de l'avenir. Il est déplorable que l'opinion européenne sache si peu de choses sur ces discussions et leurs bases.

Yihua Jiang a fait l'éloge du confucianisme, qu'il tient pour une doctrine centrale, destinée à jouer un rôle essentiel dans l'avenir. Je connais la valeur du confucianisme. Mais il me semble que d'un point de vue européen il a deux défauts. Il n'a jamais été la religion ou l'éthique de *tous* les Chinois, contrairement au christianisme, qui a fini par fournir un système de référence et des principes éthiques communs à tous les étages de nos sociétés, et qui a ainsi joué le rôle d'un agent unificateur essentiel dans notre histoire. Le principe d'équilibre dont a parlé Yihua Jiang est certes réel et important. Mais seuls des membres de la classe dirigeante ont été confucianistes. Il me semble que la civilisation chinoise a toujours été divisée en deux sphères — jusque sur le plan culturel — et que le confucianisme n'a jamais été que l'expression de l'une de ces sphères, la sphère supérieure. Les intellectuels engagés en Chine aujourd'hui se sentent naturellement, et à raison, les héritiers du confucianisme. Mais de ce fait, justement, certains problèmes essentiels restent sans solution.

L'un de ces problèmes me semble consister dans le fait que les confucianistes se sont toujours considérés eux-mêmes comme les serviteurs du pouvoir, en l'occurrence du pouvoir impérial. Le confucianisme n'est donc jamais arrivé à engendrer l'idée d'un équilibre des pouvoirs ou d'un contrôle du pouvoir. Or cette question est aujourd'hui devenue essentielle. Le confucianisme, ici, doit céder le pas à d'autres traditions.

p.409 Autre remarque : pour que les Européens comprennent quelque chose à la civilisation chinoise, que ce soit dans ses expressions passées ou dans sa problématique actuelle, ils doivent s'interroger sur les catégories auxquelles ils recourent. Nous disons : « le politique », « le social », « le religieux », et nous partons de l'idée que ces catégories sont universelles. Elles ne le sont pas. Pour commencer à comprendre les réalités chinoises, il faut nous livrer à un nécessaire travail d'interprétation, et découvrir quelles catégories y sont pertinentes. La catégorie du *politique*, en particulier, n'existe pas telle quelle en Chine. Le terme le plus proche, me semble-t-il, serait le *stratégique*. Le seul grand ouvrage classique chinois qui rencontre une reconnaissance universelle, immédiate et complète est *Le Traité de la guerre* de Sunzi. Cela est révélateur.

Incertaine Planète

Ma conclusion tiendra en quelques mots. Nous aurions eu besoin, non d'une matinée, mais d'une semaine pour traiter les questions que nous avons abordées. Je crois pouvoir dire, au nom de nos invités, qu'à défaut de cela, nous serons tous trois heureux si nous avons tant soit peu contribué à faire comprendre ce que le moment présent, et plus largement l'histoire récente et l'avenir proche de la Chine, peuvent signifier historiquement, c'est-à-dire des points de vue politique, moral et humain, pour ceux qui y sont engagés, bien sûr, mais aussi pour nous. Je suis convaincu que nous avons besoin de *voix*, c'est-à-dire d'hommes et de femmes de là-bas qui viennent nous dire ici ce qu'ils sentent, ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent. A ce titre, je remercie tout spécialement Yihua Jiang et Cho-yun Hsu, en mon nom et en votre nom à tous, d'être venus de très loin pour nous dire ce qu'ils sentent, ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent.

@

REMERCIEMENTS ET CONCLUSIONS

@

p.411 Je tiens à dire d'abord aux professeurs Cho yun Hsu et Yihua Jiang ainsi qu'à Jean-François Billeter, l'immense intérêt avec lequel nous les avons écoutés. Cette matinée restera mémorable, puisqu'elle nous fait infiniment mieux comprendre l'importance du rôle du monde chinois dans les années à venir, et qu'en même temps elle nous rend attentifs aux problèmes considérables que ce monde aura lui-même à surmonter.

Au moment de nous séparer, à la fin de ces trente-cinquièmes Rencontres Internationales de Genève, mes remerciements s'adressent aux autorités, aux institutions, aux personnes qui les ont rendues possibles : l'Etat et la Ville de Genève, l'Université de Genève, les donateurs privés, et en particulier la Fondation Hans Wilsdorf, à laquelle nous devons le programme qui nous a été gracieusement offert, ainsi que la remarquable plaquette qui retrace l'histoire de notre institution cinquantenaire. Vous aurez remarqué aussi la belle exposition de photos et de documents. L'historique imagé des Rencontres ainsi que la plaquette sont dus tous deux à Claus Hässig, qui a accompli une très précise et large enquête sur notre passé. Je remercie aussi avec émotion notre secrétaire général Bernard Ducret et son épouse Marie-Claire, qui se sont une fois de plus dépensés sans compter pour la parfaite mise au point de notre session et pour la publication de nos actes de 1993. (Le volume *Nos Identités* a paru en 1994 aux Editions de la Baconnière.) Ils ont été assistés avec dévouement par Josiane Theubet. Au long de cette semaine, nous avons eu recours à trois traductrices, Mmes Odèda Néaman, Geneviève Clément, et, ce matin particulièrement, Marie Holzman. Un merci très chaleureux va aussi aux journalistes de la télévision, de la radio et de la presse qui ont rendu compte de nos travaux. Comme d'habitude, le personnel technique de l'Université nous a rendu de très grands services, dont nous lui sommes reconnaissants.

p.412 Ceux qui ont suivi de bout en bout ces conférences et ces entretiens auront remarqué l'exceptionnelle convergence des propos tenus. Comme s'ils s'étaient donné le mot, et comme s'ils reprenaient le fil d'une même argumentation, les conférenciers, chacun dans son domaine de compétence, ont repris le problème de la globalisation : ils ont admirablement analysé la

Incertaine Planète

situation présente, ils en ont montré la complexité, ils en ont évalué les conséquences. Et surtout ils ont montré que pour répondre aux problèmes posés par les diverses globalisations, il fallait faire intervenir une régulation recourant à des moyens d'un autre ordre et d'une autre nature que ceux qui entrent en jeu dans ces globalisations elles-mêmes. Il faut que s'impose une pensée commune des finalités désirables, une notion de la dignité humaine et de la liberté des individus, qui sont sans commune mesure avec les facteurs qui rendent possibles les globalisations économiques actuelles. Or ces valeurs, suffisamment mises en évidence, s'imposant comme des universels, ont pour conséquence une politique, au sens le plus large du terme : cette politique, c'est le gouvernement des possibilités que les technosciences mettent à notre portée. A l'intérieur d'un système d'inévitables contraintes, la régulation s'appliquerait dans des domaines aussi divers que les pratiques de la finance, de l'écologie, de la natalité, du respect des droits de l'homme et de la femme, du travail, etc. La globalisation technique rend nécessaire une universalisation éthique. Et de même, la globalisation des périls, les armes destructrices ou les épidémies vagabondes, appellent le sursaut, l'épiphanie d'une reconnaissance collective et active de valeurs demeurées jusqu'à présent moins urgentes et impérieuses. Nous étions loin d'ignorer ces valeurs : on savait de longue date, par exemple, que la paix était bonne. L'on y mettait toutefois des conditions ; ainsi l'on a pu faire jusqu'à notre siècle (Jünger) l'éloge de la valeur pédagogique ou salvatrice de la guerre. Mais la guerre se globalisant jusqu'à signifier la destruction absolue, il n'est désormais plus permis de relativiser la paix et la guerre. Les globalisations auxquelles l'on assiste aujourd'hui pourraient être une « ruse de la raison », un « remède dans le mal », pour autant que nous sachions en saisir la chance. Si nos conversations pouvaient avoir servi un tant soit peu à favoriser la raison et sa ruse, elles auraient atteint leur but.

Jean Starobinski

@

INDEX

des intervenants

@

ASSAAD, Fawzia : 140, 151, 155, 179, 305.
AUBERT, Gabriel : 294, 310.
BACZKO, Bronislaw : 150, 272.
BAIROCH, Paul : 137, 147, 150, 155.
BASTIAN, Juana : 71.
BÉGUELIN, Jean-Pierre : 123.
BILLETTER, Jean-François : 275, 341, 360, 369, 371, 372, **374**, 408.
BODMER, Georges : 39, 184.
BOLENS, Lucie : 72, 78.
BOUDON, Raymond : **239**, 269, 273, 275, 276, 277.
BRESSO, Mercedes : 70, 75.
BUCHS, Mina : 125, 155.
BURGENMEIER, Beat : 113.
BUSINO, Giovanni : 235.
CAMPAGNOLO, Michelle : 40.
CHEVALIER, Eric : 184, 189.
DESPONT, Yves : 122.
DUCRET, Bernard : 6, 229.
ENGELSON, Boris : 275.
FAESSLER, Marc : 315, 334, 339.
FAVEZ, Jean-Claude : 13.
FERRY, Jean-Marc : 32, 73, 120, 148.
FITOUSSI, Jean-Paul : **84**, 111, 115, 119, 120, 122, 123.
FORSTER, Jacques : 142, 146, 150, 153.
FRAGNIÈRE, Jean-Pierre : 139, 155.
GIGON, David : 72, 309.
GRINEVALD, Jacques : 226.
HANSENNE, Michel : **280**, 297, 302, 307, 311.
HÉNON, Philippe : 180.
HSU, Cho-yun : **361**, 406.
HUNYADI, Mark : 152, 181, 268.

Incertaine Planète

JACOB, André : 277.
JIANG, Yihua : **343**, 369, 372, 407.
KAPPELER, Beat : 292, 296, 302, 304, 305, 306, 309, 310.
KÜNG, Hans : **317**, 334, 335, 336, 337, 338, 339.
LASSONDE, Louise : 214, 226, 228, 233.
LAUTMAN, Jacques : 290, 301, 302, 311.
LEW, Daniel : 157, 185, 190.
LIPPMANN : David, 274.
LOCOH, Thérèse : 210, 225, 229, 231.
MACHAYEKH, Farideh : 72, 152.
MAGNAGHI, Alberto : 67, 76.
MANN, Jonathan : **159**, 179, 180, 182, 184, 185, 186, 187, 190.
MARIN, José : 308.
MARTIN, Christian : 185.
MERIC, Lison : 224.
MODIS : 190.
MUHEIM, Franz : 40.
PETITPIERRE, Anne : 279, 290, 292, 294, 296, 297, 304, 305, 306, 308, 310.
PICTET, Ivan : 81, 110, 124.
PREISWERK, Yvonne : 62, 78.
RAFFESTIN, Claude : **43**, 61, 67, 69, 71, 74, 78, 231.
RIPOLL, José : 307.
RIST, Gilbert : 37.
SABELLI, Fabrizio : 59, 74, 119.
SADKI, R. : 187.
SAOUMA, Edouard : **128**, 148, 149, 152.
SENARCLENS, Pierre DE : 193, 210, 214, 221, 227, 230.
STAROBINSKI, Jean : 6, **15**, 35, 37, 38, 39, 40, 42, 413.
STIERLE, Karlheinz : 36, 73.
THORENS, Justin : 145.
VALLIN, Jacques : **194**, 226, 228, 232.
VAUTIER : 226.

*

Conférences/Exposés : [Starobinski](#) — [Raffestin](#) — [Fitoussi](#) — [Saouma](#) — [Mann](#) — [Vallin](#) — [Boudon](#)
— [Hansenne](#) — [Küng](#) — [Hsu](#) — [Jiang](#) - [Billeter](#)

Discussions : [Starobinski](#) — [Raffestin](#) — [Fitoussi](#) — [Saouma](#) — [Mann](#) — [Vallin](#) — [Boudon](#) —
[Hansenne](#) — [Küng](#) — [Hsu](#) — [Jiang](#) - [Billeter](#)

@